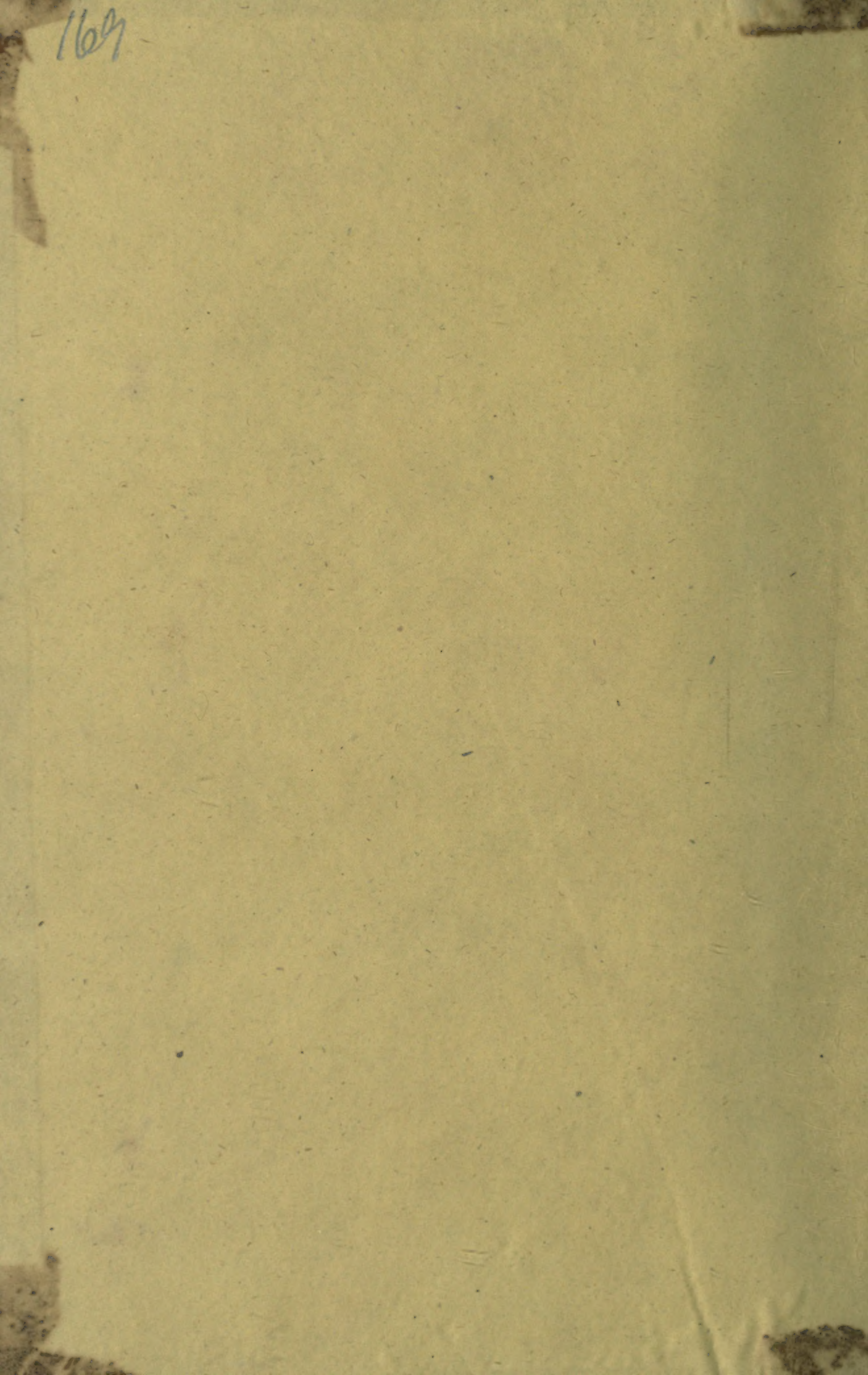



169

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE,

PAR

M. SIMONDE DE SISMONDI,

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT DE FRANCE, DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAINT-PÉTERSBOURG,
DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES DE PRUSSE,
DE L'ACADÉMIE ET DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE, ETC., ETC.

Cinquième Edition.

TOME SEPTIÈME.



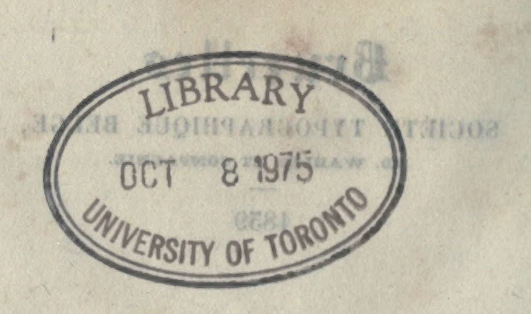
Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

AD. WAHLEN ET COMPAGNIE.

1839




LIBRARY
OCT 8 1975
UNIVERSITY OF TORONTO

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

CHAPITRE PREMIER.

NÉGOCIATION DE LOUIS XII EN ITALIE. SUITE DE LA GUERRE DE PISE; CETTE VILLE ABANDONNÉE PAR LES VÉNITIENS CONTINUE A SE DÉFENDRE. CONQUÊTE DU DUCHÉ DE MILAN PAR LES FRANÇAIS : LOUIS SFORZA Y RENTRE AU BOUT DE CINQ MOIS : MAIS IL EST TRAHI PAR LES SUISSES, ET FAIT PRISONNIER A NOVARE. — 1498 A 1500.

Au moment où Savonarole, abandonné par la faveur populaire, voyait les révélations dont il avait longtemps entretenu ses fidèles à Florence se changer en accusations contre lui, la plus importante de ses prophéties semblait recevoir son accomplissement. Il avait annoncé à Charles VIII que Dieu l'avait choisi pour délivrer l'Italie de ses tyrans, et réformer l'Église : dès lors il n'avait pas cessé de lui reprocher, au nom du ciel irrité, la lenteur qu'il apportait à l'accomplissement de ce grand ouvrage, et de le menacer d'une punition exemplaire. Il avait voulu faire connaître le commencement de cette punition dans la mort successive de deux dauphins, que Charles perdit en bas âge; mais un nouveau châtiment, disait-il, menaçait encore le monarque abandonné à ses plaisirs : et le jour même où Savonarole devait faire sur la place de Florence la terrible épreuve de sa doctrine, en envoyant Dominique Bonvicini, son disciple, au milieu d'un bûcher ardent, le 7 avril 1489, veille du dimanche des Rameaux, Charles VIII fut

frappé d'apoplexie dans son château d'Amboise; on ne put point le transporter hors de la galerie où il se trouvait alors, passage souillé d'immondices, et le plus *deshonnête lieu de céans,* dit Comines; on l'y étendit sur un lit de paille, et il y mourut au bout de neuf heures (1).

Charles VIII ne laissait point d'enfants, et sa couronne passait à Louis d'Orléans, le plus proche des princes du sang. Celui-ci était né à Blois le 27 juin 1462 : il était fils de Charles, petit-fils de Louis, l'époux de Valentine Visconti, et arrière-petit-fils de Charles V. Ce prince, quoique gendre de Louis XI, et le plus proche héritier du trône, avait vécu dans l'adversité; il s'était mis à plusieurs reprises à la tête des partis mécontents en France; il avait éprouvé tour à tour la prison et l'exil, et il avait reçu de la fortune la seule éducation qui puisse faire que les rois sentent comme des hommes. Il était déjà âgé de trente-six ans lorsqu'il monta sur le trône sous le nom de Louis XII, et quoique son esprit ne fût ni vaste, ni susceptible d'une longue contention, quoiqu'il eût donné à connaître sa propre faiblesse, par le besoin constant qu'il avait eu d'un favori, il inspirait cependant aux États voisins bien plus de considération et de crainte que Charles VIII, dont on avait appris à connaître l'extrême inconséquence et l'inapplication (2).

Mais c'était surtout aux Italiens que Louis XII pouvait causer de l'appréhension en montant sur le trône. Il n'avait jamais cessé d'invoquer les droits de Valentine Visconti son aïeule sur l'héritage de Milan. Pour que ces droits prétendus eussent quelque validité, il aurait fallu cependant que la souveraineté de Milan fût un héritage dévolu nécessairement des pères aux enfants, et non une seigneurie italienne, où le droit du prince n'était fondé que sur l'acquiescement présumé du peuple. Il aurait fallu encore que cet héritage pût tomber en quenouille; ce qui était aussi contraire au droit de la couronne en France qu'au droit italien. Charles duc d'Orléans, père de Louis XII, alternativement prisonnier des

(1) Mémoires de Phil. de Comines, L. VIII, ch. XXV, p. 431. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.,* L. VIII, p. 213. — *Fr. Guicciardini,* L. III, p. 187. — *Arn. Ferronii Burdig.,* L. II, p. 32.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 191.

Anglais, et chef de parti dans les guerres civiles de France, n'avait pu faire valoir ses prétentions par les armes : à sa mort son fils n'avait que trois ans. Louis XI cependant s'était allié avec les Sforza : Charles VIII avait persisté dans la même alliance; et loin de seconder les réclamations de son cousin sur le duché de Milan, c'était sur l'appui de Louis le Maure, fils de François Sforza, qu'il avait le plus compté, lorsqu'il avait entrepris son expédition en Italie. Après avoir éprouvé la mauvaise foi de ce prince, il n'avait point encore voulu lui ôter tout espoir de réconciliation; tandis qu'au contraire il avait manifesté de la défiance et de la jalousie contre le duc d'Orléans, lorsque celui-ci, pendant son séjour à Asti, avait menacé le Milanès d'une invasion. Mais Louis XII, en montant sur le trône, annonça aussitôt les prétentions qu'on l'avait si longtemps empêché de faire valoir. Il ajouta au titre de roi de France ceux de duc de Milan, et de roi des Deux-Siciles et de Jérusalem; il ne dissimula pas qu'il comptait soutenir ces titres avec toutes le forces d'un puissant empire (1).

Tant de passions agitaient alors l'Italie que cette seconde invasion des Français, qui, après l'épreuve qu'on avait faite de la première, devait être redoutée de tout le monde, était devenue au contraire l'espoir de plusieurs puissants États; en sorte qu'avant de l'entreprendre, Louis XII trouva le moyen de changer le système des alliances de son prédécesseur, et de s'assurer d'utiles coopérateurs pour les conquêtes qu'il méditait.

La guerre de Pise, qui était demeurée allumée comme un flambeau destiné à exciter un nouvel incendie, avait plus contribué qu'aucune autre circonstance à changer les affections des divers partis. Cette guerre avait ruiné les Florentins: elle leur avait fait éprouver toute la mauvaise foi de Charles VIII et de ses lieutenants; elle leur avait laissé le vif regret de s'être fiés aux promesses de la France. La même guerre, après avoir flatté vivement les espérances de Louis le Maure, ne promettait plus qu'à ses rivaux lè prix auquel il prétendait lui-même. Il était trompé pour la seconde fois par ses propres calculs, en suivant cette politique astucieuse dont il se glorifiait tant; et il commençait à désirer de se rapprocher

(1) *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.,* L. VIII, p. 216.

des Florentiens, pour chasser de Pise les Vénitiens, après avoir en quelque sorte donné lui-même cette ville à ces derniers. D'autre part, les Vénitiens, qui se vantaient d'avoir défendu, d'avoir sauvé deux fois Louis le Maure, ressentaient tant d'indignation de ce qu'ils appelaient son ingratitude, qu'ils étaient disposés à commettre, pour se venger de lui, la même faute qu'on lui avait si vivement reprochée, et à lui susciter un antagoniste plus puissant qu'eux et que lui (1).

En effet, à peine eurent-ils appris la mort de Charles VIII, qu'ils ordonnèrent au secrétaire de leur république, résident à Turin, de passer auprès de son successeur : bientôt ils le firent suivre par trois ambassadeurs chargés d'excuser les hostilités précédentes, et de les faire considérer comme les conséquences d'une querelle terminée par la mort du dernier roi. Le pape qui, vers le même temps, avait résolu de dégager son fils César Borgia des ordres sacrés, et de le faire passer du rang de cardinal à celui de prince temporel, saisit de son côté, avec empressement, cette occasion d'exciter de nouvelles guerres, et de vendre tout ensemble à un puissant allié, l'appui de sa souveraineté temporelle, et les grâces spirituelles dont il disposait. Il savait que le roi de France avait besoin de lui pour satisfaire à la fois ses passions et sa politique; que marié depuis vingt ans à une fille de Louis XI, qu'il n'avait jamais aimée, il désirait se séparer d'elle; qu'amoureux depuis longtemps aussi de la veuve de son prédécesseur, il désirait l'épouser, et conserver ainsi la Bretagne à la France. Alexandre VI pouvait seul sanctionner ce divorce et cette union nouvelle; il le fit offrir par ses ambassadeurs, et il comptait bien mettre à un prix élevé le scandale qu'il donnerait ainsi à la chrétienté. Les Florentins envoyèrent de leur côté des ambassadeurs à Louis XII, pour confirmer leur ancienne alliance, et rappeler à sa mémoire tout ce qu'ils venaient de souffrir pour la cause française. Tous ces ambassadeurs furent également bien reçus par le nouveau roi; il entama avec tous des négociations, bien décidé cependant à ne point tenter d'expédition en Italie, qu'il n'eût auparavant assuré

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 193. — *Fr. Belcarii Commentar.,* Lib. VIII, p. 217.

les frontières françaises par de nouveaux traités avec tous ses voisins (1).

En effet il consacra la première année de son règne au soin de l'administration intérieure de ses États, et à des négociations étrangères qui demeurèrent ensevelies dans le silence du cabinet. On put seulement juger que celles qu'il entretenait avec le pape avaient eu pour résultat un complet rapprochement des deux cours, lorsqu'on vit Georges d'Amboise, favori de Louis XII, et archevêque de Rouen, recevoir, le 17 septembre, le chapeau de cardinal. Dans le mois suivant, César Borgia renonça en plein consistoire à la pourpre romaine, prenant pour prétexte la violence que lui avait faite son père pour le faire entrer dans les ordres. Il partit ensuite pour la France, afin d'y traiter au nom d'Alexandre le divorce du roi. Peu s'en fallut cependant que, pour avoir usé de trop de finesse, il ne perdît le prix auquel il espérait vendre cette grâce. Il prétendit n'avoir point apporté la bulle du pape qui annulait le précédent mariage de Louis. Celui-ci, averti par l'évêque de Cette que la bulle était expédiée, au lieu d'exiger qu'elle lui fût remise, fit prononcer le divorce le 12 décembre 1498, par les juges ecclésiastiques qu'il tenait sous sa dépendance; et il passa, le 8 janvier 1499, à de secondes noces avec Anne de Bretagne. César Borgia se hâta alors de se réconcilier avec le roi, de signer le traité en discussion entre eux, et de lui remettre la bulle de son père : en échange il reçut de Louis le duché de Valence en Dauphiné, et il prit le titre de duc de Valentinois, au lieu de celui de cardinal évêque de Valence en Espagne, qu'il avait porté jusqu'alors. Mais il ne pardonna point à l'évêque de Cette d'avoir révélé au roi son secret, et de lui avoir fait comprendre qu'une fois la bulle expédiée, encore qu'elle ne lui fût pas délivrée, sa conscience devait être en repos. L'évêque de Cette mourut, peu après, empoisonné par Borgia (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 194. — *Cronica Veneta,* T. XXIV, *Rer. Italic.* p. 49. *Arn. Ferronii,* L. III, p. 36.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 207. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. III, p. 95. — *Macchiavelli, Frammenti istor.,* p. 127. — Les Annales ecclésiastiques de Raynaldus sont d'une brièveté extrême sur ce divorce et sur toutes ces transactions scandaleuses; l'auteur se contente de rapporter le texte de l'historien français Ferronius, *ad. Ann.,* 1498, § 4 et 5, T. XIX, p. 471. L'évêque de Beaucaire est

Pendant que Louis XII formait des alliances nouvelles en Italie, et qu'il se préparait à y porter ses armes, la guerre se continuait en Toscane : elle avait recommencé autour de Pise, dès le mois d'octobre 1497, à l'époque où avait fini l'armistice stipulé par les rois de France et d'Espagne; cependant jusqu'au mois de mai 1498, elle n'avait été marquée par aucun événement de quelque importance. Les Pisans à cette époque envoyèrent Jacob Savorgnano, capitaine vénitien à leur solde, dans l'État de Volterra, pour le ravager. Il en revenait chargé de butin, avec sept cents chevaux et mille fantassins, lorsqu'il fut attaqué près de San-Régolo, par le comte Rinuccio de Marciano, et par Guillaume des Pazzi, généraux des Florentins. Il fut mis en déroute; mais, tandis que les vainqueurs étaient occupés au pillage, ils furent attaqués à leur tour par Thomas Zéno, qui arrivait de Pise avec cent cinquante chevaux seulement, et qui, profitant de leur désordre, délivra leurs prisonniers, reprit leur butin, et les tailla en pièces (1). Les Florentins perdirent beaucoup de monde dans cette affaire; et comme leurs deux généraux s'accusaient réciproquement de s'être attiré ce malheur par leur faute, la république donna, le 6 juin, le commandement de ses forces à un chef plus célèbre, mais dont l'ambition pouvait aussi inspirer plus de craintes; elle choisit Paul Vitelli de Città di Castello, qui passait pour avoir acquis dans l'armée française la connaissance de tous les progrès que les ultramontains avaient fait faire à l'art de la guerre (2). Cette même déroute détermina Louis le Maure à secourir efficacement les Florentins, pour les empêcher de faire la paix, et de laisser les Vénitiens s'établir définitivement à Pise. Il envoya aux premiers trois cents arbalétriers; il prit à sa solde en commun avec eux Jean-Paul Baglione, seigneur de Pérouse, et le seigneur

fort court aussi. *Comment. Rer. Gall.*, L. VIII, p. 222. — *Fr. Ferronii Rer. Gallic.*, Lib. III, p. 37.

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. IV, p. 194.—*Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 248. — *Macchiavelli, Framm. istor.*, p. 71. — *Petri Bembi Hist. Veneta,* L. IV, p. 73.

(2) *Jac. Nardi, Ist. Fior.*, L. III, p. 87. — *Cronice di Pisa di Jacopo Arrosti, in archivio Pisano mss*[to], vol. in-fol., p. 206. — *Macchiavelli, in Princip.,* Chap. XII, p. 285.

de Piombino, et il leur prêta en différentes fois jusqu'à la somme de trois cent mille ducats (1).

Les Vénitiens avaient alors dans Pise, sous les ordres de Marco Martinengo, quatre cents gendarmes, huit cents Stradiotes, et deux mille fantassins. Ils n'avaient éprouvé jusqu'alors aucune difficulté à faire passer des renforts à cette armée; mais le duc de Milan, en embrassant ouvertement l'alliance des Florentins, refusa le passage aux troupes qui marchaient pour les combattre. Il engagea Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, à prendre la même détermination : Catherine Sforza, mère d'Octavien Riario, seigneur d'Imola et de Forli, et la république de Lucques, suivirent cet exemple. La route la plus directe que prenaient les Vénitiens pour se rendre à Pise, par le Ferrarais, le Modénois et l'État de Lucques, leur fut ainsi fermée; le duc de Milan se chargea d'empêcher les Génois de donner passage aux ennemis de ses alliés (2). La route de Romagne paraissait également fermée par Bentivoglio et Riario; mais comme ces petits princes pouvaient craindre de se compromettre avec la puissante république de Venise, les Florentins, pour éviter qu'on ne pût tourner leurs frontières, voulurent aussi s'assurer de la neutralité de Sienne, afin de n'avoir aucun ennemi pour voisin. Ils signèrent une trève de cinq ans avec Pandolfe Pétrucci, qui, par le seul crédit de la garnison de Sienne, dont il était capitaine, s'élevait à la tyrannie dans cette république (3).

Les Florentins, après avoir ôté aux Pisans toute communication avec leurs alliés, firent marcher contre eux, sous les ordres de Paul Vitelli, des forces supérieures à celles que commandait Martinengo. Celui-ci fut fort maltraité dans une embuscade où il tomba près de Cascina : il abandonna ensuite la campagne; et Vitelli, suivant la rive droite de l'Arno, soumit les châteaux de Buti, Calcinaia, Vico Pisano, et la vallée de Calci; c'est la partie tout à la fois la plus riche et la plus facile à défendre du territoire

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 195.—*Petri Bembi Hist. Ven.,* L. IV, p. 75. — *Cronica Veneta,* T. XXIV, pag. 52.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 197. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. IV, p. 74.

(3) *Orlando Malavolti, Storia di Siena,* Part. III, Lib. VI, f. 104.

de Pise, puisqu'elle est fortifiée par les escarpements des monts Saint-Julien, et par les eaux du lac de Bientina (1).

Les Vénitiens, qui avaient pris les Pisans sous leur protection, étaient bien résolus à ne pas les laisser sans secours. Aucun chemin ne leur était ouvert pour arriver sur le territoire de Pise; mais il leur en restait un pour parvenir jusqu'aux frontières des Florentins. Le seigneur de Faenza avait reconnu leur protection, et ne pouvait leur refuser le passage par le val de Lamone, qui dépendait de lui. Charles Orsini et Barthélemi d'Alviano, partant de la Romagne vénitienne, arrivèrent par cette route jusqu'à Marradi, château fort qui leur fermait l'entrée de la Romagne toscane. Pierre et Julien de Médicis, toujours prêts à se joindre à tous les ennemis de leur patrie, dans l'espérance d'y rentrer à la suite des armées étrangères, s'étaient rendus au camp vénitien, et avaient promis à ses chefs qu'ils trouveraient des traîtres parmi les commandants florentins des châteaux de l'Apennin, où ils ne pouvaient manquer de rencontrer quelques anciens partisans de leur famille. En effet, la bourgade de Marradi, devant laquelle ils se présentèrent au mois de septembre, leur fut livrée sans résistance; mais la citadelle, nommée Castiglione, qui commande cette bourgade, et qui ferme le chemin pour entrer en Toscane, fut défendue avec obstination par Donigi Naldo; et cette résistance donna aux Florentins le temps de rassembler de ce côté les troupes qui devaient les protéger (2).

Pendant que l'armée vénitienne était arrêtée dans les Apennins, celle des Florentins, commandée par Paul Vitelli, continuait avec succès ses opérations contre Pise; et, au commencement d'octobre, elle s'empara de Librafratta (3). Les généraux vénitiens s'efforçaient de pénétrer sans retard en Toscane pour secourir les Pisans. Ils tentaient toutes les routes; mais ils les trouvaient

(1) *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 249. — *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 198. — *Jacopo Nardi,* Lib. III, p. 88. — *Cron. di Pisa di Jac. Arrosti,* f. 207.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 202.—*Scip. Ammirato,* Lib. XXVII, p. 251. — *Jacopo Nardi,* Lib. III, p. 89.

(3) *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 252. — *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 203. — *Macchiavelli, Framm. istor.,* p. 82. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. IV, p. 77.

toutes fermées par des châteaux forts. Enfin, un petit seigneur feudataire, Rambert de Sogliano, d'une branche cadette de la maison Malatesti, leur ouvrit le château qu'il possédait sur les frontières, entre l'État d'Urbin et le Casentin (1). Barthélemi d'Alviano profita, avec la célérité qui le distinguait, du passage qui lui était accordé. En une seule nuit, il se rendit de Césène, par Sogliano, devant l'abbaye de Camaldoni, où il arriva comme les moines chantaient matines, sans croire courir aucun danger. Les moines assurent que saint Romuald, fondateur de leur couvent, les défendit, et qu'on le vit, pendant tout le combat, lancer d'une main vigoureuse des briques sur les assaillants. Les Vénitiens affirment, au contraire, que le couvent fut pris : du moins est-il certain qu'il n'arrêta point Alviano (2). Celui-ci fit porter immédiatement à Bibbiéna un faux message des décemvirs de la guerre, ordonnant des logements pour cinquante cavaliers de la troupe de Vitelli; et, suivant de près ce message, il entra à Bibbiéna, le 15 octobre, avec cent gendarmes, avant que le pays fût averti qu'il avait passé les frontières; et il fut reçu dans cette forte bourgade, où on le prit pour un capitaine florentin. Le gros de l'armée vénitienne le suivait de près; et Charles Orsini mit en sûreté, avec huit cents chevaux, une conquête qu'Alviano devait à la tromperie autant qu'à son intrépidité (3).

Barthélemi d'Alviano avait espéré pousser plus loin ces premiers succès, et s'emparer avec la même facilité de Poppi, forteresse qui serait devenue entre ses mains la clef du val d'Arno et de l'Arétin, et qui lui aurait donné le moyen de descendre enfin dans les plaines de la Toscane : mais Antonio Giacomini, un des plus braves et des plus déterminés parmi les citoyens florentins, était

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. IV, p. 79.

(2) Le général lui-même des Camaldules, Pietro Delphino, atteste ce miracle, *Epist.* 83, *Lib. V, apud Raynald. Annal. eccl.*, 1498, § 9, p. 471. Il est vrai qu'il n'était pas présent, et qu'il remarque même, *en confirmation du fait qu'il rapporte*, que plus on s'éloignait de Toscane, et plus la foi à ce miracle était ferme parmi le peuple. — Voyez *Pietro Bembo*, L. IV, p. 79. — *Andrea Navagiero*, T. XXIII, p. 1216; — *Macchiavelli, Framm. istor.*, T, III, p. 124, qui, chacun, rapportent cet événement d'une manière différente.

(3) *Scipione Ammirato*, L. XXVII, p. 252. — *Jacopo Nardi*, Lib. III, p. 90.— *Macchiavelli, Framm.*, p. 119. — *Fr. Guicciardini*, L. IV, p. 204.

alors commissaire à Poppi, et il fit échouer l'entreprise d'Alviano (1).

L'automne cependant était déjà avancée; et la guerre se trouvait transportée dans la province la plus âpre et la plus montueuse de la Toscane, pays stérile, fermé de défilés, et dont les montagnes étaient déjà couvertes de neiges épaisses. Paul Vitelli, qui y fut rappelé en hâte par les Florentins, et qui ne laissa dans la campagne de Pise que des garnisons dans les forteresses qu'il avait conquises, était aussi prudent et aussi méthodique qu'Alviano était impétueux. Il avait sous ses ordres Fracassa San-Sévérino, envoyé par le duc de Milan, et Rinuccio de Marciano. Son armée, à laquelle les Florentins envoyaient sans cesse des renforts, se trouva bientôt supérieure en nombre à celle des Vénitiens, qui comptaient cependant, sous Carlo Orsini, Barthélemi d'Alviano, et le duc d'Urbin, sept cents hommes d'armes, et six mille fantassins, parmi lesquels se trouvaient quelques compagnies d'Allemands. Mais Vitelli était résolu à ne point leur livrer de combat, tandis qu'il pouvait plus facilement les vaincre, en les enfermant dans le pays stérile qu'ils occupaient. Il s'empara des passages de la Vernia, de Chiusi et de Montalone, par lesquels l'armée vénitienne pouvait communiquer avec la Romagne; il fortifia Arezzo, et tous les débouchés du Casentin. Du côté de la Toscane, il excita les paysans à prendre les armes, et à se mettre partout en défense contre les ennemis; et resserrant ainsi toujours plus ces derniers, il les exposa bientôt à toutes les souffrances résultant du manque de vivres et de fourrages (2).

(1) *Macchiavelli, Nature d'uomini fiorentini,* T. III, p. 139; et *Framm. istor.,* T. III, p. 121.—*Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 253.—*Jacopo Nardi,* L. III, p. 91. — *Marin Sanuto, Istor. Ven.,* T. XXIV, p. 63.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 205.—*Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 253. — *Jacopo Nardi,* L. III, p. 91. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. IV, p. 82. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. I, p. 68. —Navagiero finit abruptement à cette époque son histoire de Venise. On pourrait supposer qu'elle était pour lui seulement l'ébauche d'une histoire de Venise en dix livres, qu'on sait qu'il écrivit en latin, et qu'il fit brûler à sa mort. En effet, le manuscrit que Muratori a fait imprimer, *Scr. Rer. Ital.,* T. XXIII, p. 921-1216, ne présente qu'un ouvrage très-incomplet, et très-peu digne de la réputation de Navagiero. Celui-ci fut l'un des restaurateurs des lettres en Italie, des amis de Bembo, et en même temps des hommes d'État les plus distingués de Venise. Il mourut à Blois, le 8 mai 1529, am-

Ainsi l'armée que les Vénitiens avaient envoyée en Toscane pour faire lever le siége de Pise était assiégée elle-même ; et le duc d'Urbin, loin de pouvoir délivrer Marco Martinengo, comme il en était chargé, avait besoin d'être délivré à son tour. La république s'en occupa sans perdre de temps ; elle envoya à Ravenne, au commencement de l'année 1499, Nicolas, comte de Pitigliano, pour y former une nouvelle armée. Celui-ci, ayant rassemblé sous ses ordres quatre mille fantassins, s'avança jusqu'à Elci, château frontière du duché d'Urbin, d'où il comptait pénétrer dans le Casentin, et dégager l'armée assiégée. D'autre part, Vitelli vint se placer vis-à-vis de lui, à la Piève de Santo-Stéfano, pour lui disputer le passage. Les deux républiques, également fatiguées des dépenses infinies d'une guerre ruineuse, pressaient leurs généraux d'en venir à un combat décisif : mais les deux capitaines, Pitigliano et Vitelli, élevés dans le système circonspect de l'école militaire italienne, demeurèrent sourds à toutes les instances qu'on leur adressait, et ne voulurent point hasarder leur réputation par une bataille (1).

L'une et l'autre république avait en effet les plus fortes raisons pour s'éloigner, dans cette occasion, de sa prudence accoutumée, et vouloir remettre sa fortune au sort douteux d'un combat. Chacune espérait, en obtenant la victoire, faire la paix à des conditions plus avantageuses, tandis que chacune sentait que, dût son armée être défaite, à cette distance de la capitale, et dans un pays facile à défendre, son existence ne pourrait être compromise. Toutes deux auraient mieux aimé peut-être qu'une déroute les forçât à se relâcher sur leurs prétentions, que de continuer avec peu d'espérance une lutte ruineuse et interminable. Les Vénitiens languissaient de dégager leurs trois armées, qui demeuraient immobiles à Pise, à Bibbiéna et à Elci : les Florentins n'étaient pas moins impatients de renvoyer leur commandant Paul Vitelli, contre lequel ils avaient conçu une extrême défiance. Celui-ci venait

bassadeur de sa république auprès de François Ier. Une partie cependant de cette histoire, avant la fin du quinzième siècle, a le mérite de la véracité, de l'intérêt et de la naïveté.

(1) *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 253. — *Jacopo Nardi,* L. III, p. 93. — *Macchiavelli, Framm. istor.,* p. 128.

d'accorder un sauf-conduit au duc d'Urbin, qui était malade. Julien de Médicis avait profité de ce sauf-conduit pour sortir de Bibbiéna avec le duc; et les Florentins s'étaient plaints amèrement de ce qu'un rebelle de leur république, assiégé par leur armée, avait été dérobé, par leur propre général, à la punition dont les lois le menaçaient (1).

Les deux républiques soupiraient pour la paix plus encore que pour la bataille, et deux puissants médiateurs se présentèrent en même temps pour négocier entre elles. D'une part, Louis XII cherchait à s'assurer l'alliance de l'une comme de l'autre république; et, pour les réconcilier l'une et l'autre, il demandait que Pise fût mise en dépôt entre ses mains, promettant secrètement aux Florentins de leur rendre ensuite cette ville, et aux Vénitiens de leur procurer d'amples dédommagements dans l'État de Milan (2). D'autre part, Louis le Maure, en pressant les Florentins de se réconcilier avec les Vénitiens, espérait faire lui-même de cette manière sa paix avec les derniers. Il voyait le roi de France persister dans les projets d'invasion en Lombardie que celui-ci avait annoncés dès les premiers jours de son règne. Il connaissait les négociations de ce monarque avec le pape, le renouvellement de son alliance avec le roi d'Angleterre, la trève conclue pour plusieurs mois entre Louis XII et Maximilien, sans que le dernier y eût fait, suivant sa promesse, comprendre le duché de Milan. Sforza savait encore que Louis XII offrait aux Vénitiens de partager ce même duché de Milan. Dans la guerre, il avait tout à craindre du ressentiment de ses voisins : mais s'il rétablissait la paix en Italie, il pouvait espérer que la république de Venise, revenant à des desseins plus sages, abandonnerait des projets de vengeance trop dangereux pour elle-même (3).

Louis XII ayant renoncé au rôle de médiateur pour s'unir d'une manière plus intime avec la république de Venise, les Florentins, qui désiraient ardemment la paix, n'en furent que plus disposés

(1) *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 254. — *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 216. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. III, p. 93. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* Lib. I, p. 69.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 208.

(3) *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.,* T. XXIV, p. 565.

à prêter l'oreille aux conseils de Louis le Maure. Les Vénitiens, de leur côté, qui se préparaient secrètement à une guerre contre le même duc de Milan, eux qui savaient que les Turcs s'armaient pour attaquer leurs établissements en Grèce, et qui étaient aussi inquiétés par les prétentions inouïes et les menaces de Maximilien, encore qu'ils fussent accoutumés à les voir ensuite se résoudre en fumée, ne voulurent pas être distraits par la guerre de Pise, au milieu de circonstances qui pouvaient devenir plus sérieuses. Les affaires de Pise furent dévolues du conseil des Prégadi à celui des Dix, qu'on regardait comme bien moins accessible aux passions généreuses, et bien plus dominé par la seule politique. Ce conseil, adoptant la proposition qui lui avait été faite par Louis le Maure, signa un compromis, par lequel il remettait tous les droits de la république entre les mains d'Hercule d'Este, duc de Ferrare, beau-père du duc de Milan ; et ce dernier obligea les Florentins à reconnaître le même arbitre. Huit jours lui furent accordés pour porter une sentence entre les deux peuples, qui tous deux s'engagèrent à s'y soumettre (1).

Le duc de Ferrare prononça, le 6 avril 1499, l'arrêt entre les deux républiques qui l'avaient choisi pour arbitre. Il imposa aux Vénitiens l'obligation de retirer, avant la prochaine fête de Saint-Marc, toutes leurs troupes du territoire de Pise, de Bibbiéna et du Casentin; et aux Florentins celle de payer pendant douze ans aux Vénitiens, pour frais de la guerre, quinze mille ducats par année. Il voulut encore que les Florentins accordassent une amnistie sans réserve aux habitants de Bibbiéna et aux Pisans; qu'ils concédassent de plus aux derniers la permission d'exercer, à l'égal des Florentins, toute espèce d'industrie, et par mer, et par terre; qu'ils laissassent aux Pisans leurs forteresses, sous condition que ceux-ci demanderaient l'agrément de la seigneurie florentine pour tous les capitaines qu'ils engageraient à leur service, et réduiraient leurs garnisons au même nombre d'hommes qu'y entretenait Florence avant la rébellion. Le duc de Ferrare ordonna encore que les jugements civils seraient prononcés à Pise par un podestat

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IV, p. 219.—*Jac. Nardi, Ist. Fior.*, L. III, p. 96.—*Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 139.—*Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. IV, p. 85.—*Cron. Veneta,* T. XXIV, p. 69.

étranger, choisi par les Pisans eux-mêmes dans un pays allié de Florence, et que les jugements criminels seraient rendus par le capitaine de justice florentin, mais sous l'inspection d'un assesseur nommé par le duc Ferrare (1).

On pourrait considérer le mécontentement universel qu'excita ce prononcé comme une preuve de son impartialité. Jamais sentence ne fut reçue par toutes les parties avec plus de défaveur. Les Vénitiens, honteux de manquer ouvertement à tous les engagements qu'ils avaient pris avec les Pisans, ne voulurent pas qu'un acte public pût témoigner de leur mauvaise foi; et, encore qu'ils exécutassent la sentence, et qu'au terme fixé ils retirassent leurs troupes de Toscane, ils ne consentirent jamais à s'y soumettre formellement. Les Florentins se récrièrent sur ce qu'on ne leur rendait point Pise, tandis qu'on en laissait les forteresses entre les mains de leurs sujets rebelles, et sur ce que rien n'était plus injuste que de les forcer à payer les frais d'une guerre dans laquelle ils avaient été attaqués sans provocation. Cependant ils acceptèrent expressément la sentence arbitrale; mais cette acceptation fut sans effet : car les Pisans, considérant toute le garanties que leur offrait le duc de Ferrare comme faciles à éluder, et préférant la mort à la servitude, refusèrent de se soumettre; et, quoique abandonnés de tout le monde, ils protestèrent qu'ils persisteraient à se défendre. Ils se hâtèrent même de faire sortir de leur ville et de leurs forteresses les troupes vénitiennes, de peur qu'elles ne les livrassent à leurs ennemis (2).

Lorsque les Florentins furent instruits de la résolution qu'avaient prise les Pisans de continuer à se défendre, ils rappelèrent du Casentin Paul Vitelli avec son armée; et ils l'envoyèrent contre Pise, qui leur paraissait ne pouvoir plus opposer une longue résistance. Louis le Maure, toujours plus alarmé des préparatifs de guerre des Français, de même qu'il avait sollicité les Florentins d'accepter l'arbitrage du duc de Perrare, pressait les Pisans de s'y

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 219.—*Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 254. —*Diario Ferrarese anonimo,* T. XXIV, p. 363.—*Istor di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 140. — *Cronica Veneta,* p. 70.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 220.—*Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 255. *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. III, p. 97.

soumettre, et s'efforçait de rétablir la paix en Toscane, pour s'assurer les secours de cette province : mais il ne trouvait de crédit auprès de personne. Les Pisans se souvenaient que, sous prétexte de protéger leur liberté, il avait cherché à s'emparer de la souveraineté de leur ville : les Florentins le soupçonnaient de persister encore dans ces projets, et d'encourager secrètement leurs ennemis à la résistance. Fermant donc les uns et les autres l'oreille à ses conseils, et abandonnant la Lombardie aux révolutions qu'une invasion nouvelle allait y produire, ils recommencèrent leurs combats avec plus d'acharnement que jamais.

Paul Vitelli se réunit, le 25 juin, au comte Rinuccio de Marciano, devant Cascina, dont il entreprit l'attaque; et, au bout de vingt-six heures, ce fort château se rendit à eux (1). Quelques petites garnisons pisanes, qui occupaient encore la tour de Foce d'Arno et la redoute de Stagno, se retirèrent à la première sommation; et il ne restait plus aux Pisans, sur tout leur territoire, que la forteresse de la Verrucola et la petite tour d'Ascagno. Au lieu de les attaquer, Paul Vitelli crut le moment favorable pour commencer le siége de la place elle-même. Il vint tracer son camp, le 1er août, sous les murs de Pise, avec une cavalerie suffisante pour tenir seule la campagne, une artillerie formidable, et dix mille hommes d'infanterie. Il annonça à la seigneurie qui l'employait que, d'après ses calculs, le siége ne pouvait pas durer plus de quinze jours. Les murs de Pise n'étaient point entourés de fossés, ou soutenus par des terre-pleins; cependant leur épaisseur, et la ténacité particulière du mortier employé à leur construction, les rendaient propres à résister plus que d'autres aux efforts de l'artillerie. Les Pisans n'avaient plus à leur solde d'autre capitaine étranger que Gurlino Tombasi, brave officier de Ravenne, qui avait quitté le service des Vénitiens pour le leur. Mais tous les habitants de la ville, tous les paysans qui y avaient cherché un refuge, aguerris par cinq ans de combats continuels, pouvaient être comparés aux meilleures troupes de ligne (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. p. 222. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 255.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. III, p. 97.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 253. — *Jacopo Arrosti, Cronice di Pisa in archivio Pisano,* f. 207, v.

Vitelli avait tracé son camp sur la rive gauche de l'Arno, et il avait dressé ses batteries contre le mur attenant à la tour ou forteresse de Stampace. En se logeant du côté opposé, il aurait plus efficacement prévenu l'arrivée de tout renfort : mais, dans la situation où se trouvait alors l'Italie, il ne voyait aucune puissance qui pût songer à secourir lès Pisans; et il savait que ceux-ci avaient fait du côté de Lucques des ouvrages intérieurs pour fortifier leurs murs, tandis qu'ils n'avaient point cru nésessaire d'en commencer encore du côté de Livourne.

Deux attaques étaient poursuivies en même temps, l'une entre Santo-Antonio et Stampace, l'autre entre Stampace et la porte de la mer, et vingt pièces d'artillerie y étaient dressées en batterie. Vitelli, persistant dans l'ancienne tactique italienne, et ne voulant combattre qu'avec la certitude de vaincre, était résolu à ne point donner d'assaut, que les brèches ouvertes par son artillerie ne présentassent un libre passage à ses bataillons. Déjà de larges pans de mur avaient été abattus, mais il ne trouvait point que ce fût assez; et cependant ses retards donnaient aux Pisans le temps d'élever derrière le mur qu'il battait en brèche un fort parapet défendu par un large fossé. Aucun danger ne ralentissait leur ardeur, l'artillerie balayait leurs ouvrages, sans que les femmes ou les enfants abandonnassent la pelle. Deux sœurs travaillaient l'une à côté de l'autre; l'une fut tuée par un boulet : l'autre, relevant aussitôt ses membres épars, leur donna la sépulture dans le gabion même qu'elle remplissait; et tout en prenant congé d'elle avec des gémissements et des sanglots, elle continua son ouvrage sous le feu de la même batterie qui venait de lui enlever sa compagne (1).

Enfin, les murs qui liaient Stampace aux fortifications de la ville se trouvèrent également abattus sur la droite et sur la gauche de cette grosse tour. Le comte Rinuccio avait été blessé dans une escarmouche; et Paul Vitelli, demeuré seul chargé du commandement de l'armée, résolut, le dixième jour du siége, d'attaquer cette forteresse par un assaut. Elle était déjà ébranlée par des brèches fort dangereuses; et, quoique les Pisans opposassent une

(1) *Jacopo Nardi, Ist.*, L. III, p. 98. — *Jacopo Arrosti, Cronice di Pisa*, f. 210.

résistance obstinée, les Florentins plantèrent leurs drapeaux sur le haut de la grosse tour de Stampace. Dans la première terreur de cet événement, les Pisans crurent que leur ville même était perdue sans ressource. Pierre Gambacorti s'enfuit par la porte opposée, du côté de Lucques, avec quarante arbalétriers à cheval qui servaient sous lui; la garde du parapet, qui faisait désormais la seule défense de la ville, était ébranlée, et sur le point de fuir. Mais Vitelli n'avait donné d'ordres que pour l'assaut de la forteresse, et non pour celui de la ville. Rien n'était plus éloigné de son caractère et de sa pratique militaire, que de compromettre un succès déjà obtenu, en voulant le poursuivre, et en recueillir des fruits qu'il ne s'était point proposés d'avance. Il craignait de s'engager dans une ville occupée par une population valeureuse; et il fit reculer ses soldats, qui ne demandaient qu'à donner un nouvel assaut. Bientôt l'occasion, qu'il n'avait pas voulu saisir, lui échappa sans retour. Les Pisans, dont un grand nombre avaient voulu se cacher dans leurs maisons, furent renvoyés au combat par leurs femmes, et ils revinrent avec courage occuper la brèche. Leur artillerie reçut une direction nouvelle, sur les murs voisins, pour en écarter les assaillants; et, après la prise de Stampace, la ville fut encore jugée susceptible de défense (1).

Vitelli avait compté placer une batterie sur la tour même de Stampace, et dominer ainsi les ouvrages des assiégés; mais cette tour, déjà ébranlée par les brèches qu'il y avait faites lui-même, et ensuite par les attaques des Pisans, ne fut pas jugée assez solide pour porter les canons qu'il y avait fait monter. Cependant il continuait à faire battre en brèche les murs de la ville : l'ouverture qu'avait faite son artillerie avait déjà cinquante brasses de largeur, et il n'était pas content encore. Il ne voulait pas qu'à l'assaut ses soldats courussent le moindre danger, ou plutôt, comme les Florentins commencèrent à l'en accuser ouvertement et d'un commun accord, il ne voulait pas prendre la ville, mais il désirait conserver le plus longtemps possible les honneurs et les profits du commandement, demeurer à la tête d'une armée puissante pour mettre son aide à l'enchère, au moment où les révolutions de

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IV, p. 234.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. III, p. 98. — *Jacopo Arrosti, Cronice di Pisa*, f. 215.

Lombardie décideraient une des puissances qui se faisaient la guerre à appeler un nouveau condottière, et pour se faire payer peut-être par les Pisans pour sa modération ou sa lenteur. Mais ces projets ambitieux furent contrariés par la nature. Dans le sol humide de la plaine de Pise, les fossés continuent à être pleins d'eau pendant la plus grande partie de l'été; puis au milieu d'août, l'ardeur du soleil les dessèche; et frappant alors sur le limon putréfié, elle en fait sortir des exhalaisons pestilentielles. En deux jours, la moitié de l'armée fut atteinte d'une fièvre maremmane. Paul Vitelli avait annoncé qu'il donnerait l'assaut le 23 août : la brèche était praticable, et le succès aurait été certain, s'il avait pu mettre en mouvement assez de soldats pour exécuter ses projets : mais ses officiers, les commissaires florentins auprès de l'armée, et lui-même, tout était atteint de la même maladie. Cependant des ordres furent donnés aussitôt pour faire arriver au camp de nouveaux renforts, et mettre le général en état de livrer au jour fixé un assaut qui devait être décisif. Toute leur diligence fut inutile; le nombre des malades croissait plus rapidement encore que celui des arrivants, et chaque jour Vitelli était moins en état de faire un effort vigoureux. Des pluies chaudes succédèrent à la sécheresse, et, au lieu de rassainir l'air, elles augmentèrent la mortalité. Il ne restait plus aucune possibilité de succès; aussi Paul Vitelli abandonna le siége, et transporta son armée à Cascina. Il fit embarquer sur l'Arno sa grosse artillerie, pour l'envoyer à Livourne : une partie de ce convoi tomba entre les mains des Pisans. Malgré les instances des commissaires florentins, il abandonna la tour de Stampace, déclarant qu'ébranlée comme elle l'était par ses propres batteries, elle ne pouvait se défendre, et que la garnison qu'on y laisserait serait bientôt faite prisonnière de guerre (1).

Autant les Florentins avaient eu de confiance dans les talents de Paul Vitelli, autant ils éprouvèrent d'irritation de son mauvais succès. Ils crurent que les lenteurs et les précautions exagérées de leur général ne pouvaient avoir pour cause que sa perfidie. Déjà

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IV, p. 235. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 257. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. III, p. 100. — *Jacopo Arrosti, Cronice di Pisa,* mss[to], f. 219.

ils lui reprochaient le sauf-conduit qu'il avait donné au duc d'Urbin et à Julien de Médicis, pour sortir de Bibbiéna; ils avaient aussi témoigné beaucoup de défiance des conférences que Paul Vitelli avait eues avec ce même Julien et avec Pierre, encore qu'elles fussent publiques, en présence des deux armées, et que ces chefs ne conversassent qu'au travers de l'Arno, qui coulait entre eux. Cependant Vitelli avait ensuite envoyé des présents aux Médicis; il avait entretenu avec Pandolfe Pétrucci, tyran de Sienne, une correspondance presque aussi suspecte; il était entré en négociation avec Louis XII pour passer à son service; et tout l'ensemble de sa conduite était l'objet des soupçons publics et des accusations les plus graves. D'ailleurs, il existait une violente jalousie entre lui et le comte Rinuccio de Marciano, qui avait partagé avec lui le commandement. Vitelli s'était intimement lié avec la faction des *Arrabiati*, et avec l'aristocratie, qui se rapprochait secrètement des Médicis. Rinuccio était, au contraire, le favori des *Piagnoni* et des disciples de Savonarole. Ceux-ci, qui avaient perdu leur chef par un supplice cruel, saisirent avec empressement l'occasion de se venger sur la créature et l'instrument du parti contraire (1).

Vitelli, ayant conduit son armée à Cascina, demandait à la seigneurie de lui envoyer des renforts suffisants pour qu'il pût recommencer ses opérations dès que les pluies se seraient arrêtées. Les Florentins lui firent passer en effet de nouveaux soldats, de l'obéissance desquels ils étaient sûrs : ils les firent conduire par deux commissaires, Antonio Canigiani et Braccio Martelli, auxquels les décemvirs de la guerre confièrent leurs ordres secrets. Les commissaires se rendirent dans le château de Cascina, à dix milles à l'est de Pise, sur la gauche de l'Arno : le camp de Vitelli était à un mille de distance de ce château. Mais ce capitaine, sur l'invitation des commissaires florentins, se rendit auprès d'eux à Cascina, et ils dînèrent ensemble. Vitellozzo Vitelli, frère de Paul, qui avait été invité à se rendre à la même conférence, était resté malade dans son camp. Les commissaires dépêchèrent auprès de lui quelques hommes affidés pour l'arrêter. Déjà Vitellozzo avait été placé sans bruit à cheval, et on l'emmenait vers Cas-

(1) *Comment. di Fil. de' Nerli,* Lib. IV, p. 84.

cina, lorsque quelques-uns de ses gendarmes le rencontrant, l'un d'eux lui tendit la lance qu'il portait, en l'exhortant à ne pas se laisser conduire comme un mouton à la boucherie. Vitellozzo s'en saisit, et en fit vigoureusement usage pour se dégager. Les archers qui l'emmenaient, voyant la disposition des soldats, n'osèrent pas les provoquer à une résistance plus ouverte. Ils laissèrent échapper Vitellozzo, qui s'enfuit à Pise, où il fut reçu avec des transports de joie. Les commissaires florentins ayant manqué leur coup sur lui, arrêtèrent cependant Paul Vitelli, et l'envoyèrent aussitôt à Florence. Celui-ci fut immédiatement mis à la torture, pour lui arracher la confession des trahisons dont on l'accusait. On n'avait contre lui aucune preuve authentique, aucun écrit de sa main; et les tourments qu'il supporta avec une grande constance ne tirèrent de lui aucune preuve nouvelle ni aucun aveu. Cependant il fut condamné à perdre la tête; et cette sentence cruelle fut exécutée le lendemain matin, 1er octobre, dans une des salles du palais (1).

La barbare jurisprudence qui admettait l'usage de la torture, aurait dû elle-même garantir la vie de Paul Vitelli; car cette odieuse procédure n'avait été inventée que parce qu'on regardait la confession d'un prévenu comme nécessaire à sa conviction. La conduite de Vitelli avait été suspecte; ses liaisons intimes avec les Orsini, amis et parents des Médicis, devaient faire craindre qu'il ne songeât comme eux à rétablir les Médicis à Florence. La correspondance de ses secrétaires, qui fut saisie chez lui, ne laissait pas de doute qu'il ne fût engagé dans une machination secrète, dont on n'était point parvenu à connaître le but. La prudence ordonnait de lui ôter un commandement qu'on n'aurait jamais dû lui confier; mais la justice exigeait qu'on respectât sa vie, puisqu'il n'était convaincu d'aucun crime. Son supplice fut aussi impolitique qu'il était cruel; il laissa dans les seigneurs de Città di Castello un violent ressentiment contre Florence, dont la république eut à souffrir aussi longtemps qu'elle continua d'exister; il irrita également tous les généraux français qui avaient servi

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 235. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 257. — *Jacopo Nardi,* Lib. III, p. 100. — *Istorie di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 144. — *Jacopo Arrosti, Cronice di Pisa,* f. 219-221.

avec les frères Vitelli dans la guerre de Naples, et qui avaient pour eux beaucoup d'estime. Or, pendant ce temps même, il était survenu en Lombardie des événements qui rendaient plus important que jamais, pour les petits États italiens, de ménager les affections du roi et de l'armée française.

Justement à l'époque où la république de Venise acceptait le duc de Ferrare pour arbitre de ses différends avec Florence, et retirait ses armées de Toscane, elle concluait avec Louis XII une négociation plus importante, et s'engageait dans une alliance qui semblait démentir sa réputation antique de prudence et de modération. Le traité entre la république de Venise et Louis XII fut signé le 9 février 1499; mais il fut dérobé pendant trois mois aux soupçons de Louis le Maure et de toute l'Italie : lorsqu'il fut publié plus tard, il porta la date de Blois et du 15 avril (1). Les Vénitiens, par ce traité, reconnaissaient les droits de Louis XII sur le duché de Milan, et s'engageaient à concourir avec lui pour l'en mettre en possession. Ils devaient lui fournir pour cela quinze cents chevaux et quatre mille fantassins, que le roi entretiendrait à ses frais, en même temps qu'ils promettaient d'attaquer le duché de Milan par sa frontière orientale, au moment où l'armée française l'attaquerait par l'occidentale. En compensation de ce service, Louis XII leur cédait Crémone et la Ghiara d'Adda, jusqu'à quatre-vingts pieds de distance de la rivière d'Adda; et les deux États se promettaient mutuellement de se garantir les possessions dont ils se partageaient par avance la conquête (2).

Sans avoir eu immédiatement connaissance de ce traité, Louis le Maure savait du moins quelle était envers lui la malveillance des Vénitiens, et avec quelle activité Louis XII se préparait à lui faire la guerre: aussi cherchait-il de son côté à se fortifier par des alliances. Il avait surtout compté sur celle de Maximilien, qui avait épousé sa nièce, et qui, en retour de ses protestations d'attachement et de protection, lui empruntait sans cesse de l'argent. Maximilien avait contre les Français une animosité toujours prête à éclater: il voulait faire revivre sur les provinces vénitiennes et

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, Lib. IV, p. 85. — Léonard, Traités de paix, T. I, p. 419 et seq.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 213.

sur toute l'Italie, les droits de l'Empire oubliés depuis plusieurs siècles. Ses intérêts et ses passions semblaient donc concourir à la défense de Louis le Maure; mais on ne pouvait pas plus compter sur ses projets que sur ses promesses: ne prenant conseil que du moment présent, il faisait presque toujours ce qu'il n'avait pas prévu, et ce qu'il n'avait pas voulu. Il s'était engagé envers Louis le Maure, à ne faire aucune convention avec la France sans l'y comprendre; cela ne l'empêcha point de prolonger jusqu'à la fin du mois d'août la trève qu'il avait conclue avec Louis XII, sans y faire aucune mention du duc de Milan (1). Pendant ce temps il faisait la guerre dans la Gueldre. Mais vers la fin de février, quelques hostilités éclatèrent entre ses sujets et les Suisses, dans le voisinage des sources du Rhin. La ligue de Souabe prit la défense des possessions autrichiennes: Maximilien accourut aussitôt pour se mettre à la tête de ses armées; il fit déclarer l'Empire contre les Suisses: il entra dans leur pays avec des forces très-supérieures, il en fut constamment repoussé; et sans pouvoir en venir à une grande bataille, il vit ses troupes se fondre sous ses ordres, dans des engagements meurtriers. On assure que vingt mille hommes tombèrent sous le glaive dans cette courte guerre; un bien plus grand nombre périt de famine et de misère. Maximilien, qui s'était engagé dans cette querelle par colère et par orgueil plutôt que par politique, brûlait les maisons, les châlets, les greniers, les villages, et se flattait de faire périr par la faim, au milieu de leurs glaces et de leurs rochers, les paysans qu'il n'avait pu atteindre. Mais ces actes féroces amenaient d'horribles représailles; et Louis Sforza, en lui voyant consumer ses forces contre les Suisses, ne pouvait placer aucune espérance en lui (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 222.—*Barthol. Senaregœ de Rebus Genuens.*, T. XXIV, p. 565.

(2) Bilibald Pyrckeimer de Nuremberg, qui servait dans l'armée de l'Empereur, vit sur les frontières de la Valteline, pendant cette guerre, un troupeau de quarante enfants des deux sexes, conduit dans les champs par deux vieilles femmes, pour y cueillir des herbes crues dont ils pussent se nourrir. Leurs parents avaient été massacrés, leurs maisons brûlées, leurs provisions détruites, et il ne leur restait que cette misérable nourriture. Au reste, elle soutenait à peine leur existence; le troupeau, d'abord composé de plus de quatre-vingts enfants, était déjà réduit à quarante, et ceux-ci, d'après leur maigreur et leur pâleur mortelle, paraissaient n'avoir plus qu'un souffle de vie. *Apud Raynald., Annal. eccles.*, 1499, § 14, p. 481.

Louis le Maure avait aussi cherché des secours auprès de Bajazeth II, empereur des Turcs; il lui avait envoyé deux de ses secrétaires, pour lui représenter que Louis XII formait les mêmes projets de conquêtes que son prédécesseur; qu'il menaçait l'empire d'Orient, et que s'étant allié aux Vénitiens, il avait bien plus de moyens de nuire à la Porte Ottomane que n'en avait eu Charles VIII; que c'était en conséquence contre les Vénitiens qu'il fallait tenter de bonne heure une diversion, et que les Turcs sauveraient la Grèce en attaquant l'Italie. Frédéric de Naples seconda de tout son crédit les députés de Louis Sforza; et Bajazeth, à leur persuasion, donna des ordres pour attaquer les Vénitiens dans le Péloponèse, la Macédoine et l'Istrie (1).

En effet, au mois d'octobre 1499, Scander Bassa qui gouvernait la Bosnie, entra dans le Friuli, avec sa cavalerie, et le ravagea jusqu'aux rives de la Livenza, détruisant et livrant aux flammes toutes les richesses du pays qu'il parcourait. Il y avait enlevé un nombre prodigieux de captifs: mais lorsque dans sa retraite il fut parvenu sur les bords du Tagliamento, il ne voulut pas embarrasser son armée d'une si grande multitude, et, après avoir fait choix des prisonniers dont il pourrait tirer le meilleur service, il fit massacrer tous les autres (2).

Quoique les rois d'Espagne n'eussent presque point contribué à la guerre contre Charles VIII, ils étaient cependant entrés dans la précédente ligue d'Italie : mais le duc de Milan ne pouvait plus placer en eux aucune confiance; ils avaient formellement renoncé à leurs précédents engagements; et par le traité que Ferdinand et Isabelle avaient signé avec Louis XII à Marcoussi, le 5 août 1498, ils n'avaient nommé, parmi les alliés qu'ils se réservaient le droit de secourir même contre la France, que l'Empereur, l'archiduc son fils, le duc de Lorraine, et le roi d'Angleterre, tandis qu'ils n'avaient fait une semblable réserve en faveur d'aucun des souverains d'Italie (3).

(1) *Ann. eccles.*, 1499, § 5, p. 480. — *Fr. Belcarii Comm.*, Lib. VIII, p. 231.

(2) *Ann. eccles.*, 1499, §§ 7 et 8, p. 480. — *Chron. Veneta*, p. 116. — *Josephi Ripamontii, Hist. urbis Mediol.*, Lib. VII, p. 662.—*Pauli Jovii de Vita magni Gonsalvi*, Lib. I, p. 188.

(3) Garnier, Hist. de France, T. XI, p. 55. — Dumont, Corps diplomatique, T. III.

Le pape avait donné quelques espérances à Louis le Maure : toute son ambition était de faire épouser à son fils, César Borgia, une princesse de sang royal, et il avait porté ses vues sur Charlotte, fille de Frédéric, roi de Naples. Il chargea Louis le Maure de négocier pour lui ce mariage, qui devait être suivi d'une étroite alliance entre le pape, le roi de Naples, et le duc de Milan. Mais Frédéric et sa fille Charlotte sentaient, pour le prêtre apostat, bâtard et fils de prêtre, pour l'assassin de son frère et l'amant de sa sœur, une si invincible répugnance, qu'ils ne voulurent point à ce prix acheter leur sûreté. Sur leur refus, César Borgia épousa Charlotte, fille d'Alain d'Albret, et sœur du roi de Navarre. Cette alliance l'unissait à la famille royale de France, et l'attachait au parti français (1).

Le roi Frédéric de Naples avait promis à Louis le Maure de lui envoyer Prosper Colonna, avec quatre cents cavaliers, et quinze cents fantassins; mais, épuisé comme il l'était par la guerre précédente, il n'accomplit point cette promesse, encore qu'il l'eût faite autant pour son propre avantage que pour celui de son allié. Les Florentins, engagés dans la guerre de Pise, ne pouvaient donner au duc de Milan aucun secours; le duc de Ferrare, quoique beau-père de Louis Sforza, ne voulut pas lui promettre la moindre assistance, de peur de compromettre sa neutralité auprès du roi de France.

Louis Sforza, abandonné par tout le monde, ne s'abandonna du moins pas lui-même; il fortifia soigneusement le château d'Annone, à peu de distance d'Asti, aussi bien qu'Alexandrie et Novarre: il chargea Galéaz de San-Sévérino de s'opposer aux Français, qui du Piémont ou du Montferrat, voudraient pénétrer en Lombardie; il lui donna à commander seize cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers, dix mille fantassins italiens, et cinq cents Allemands : la guerre de la ligue de Souabe et des Suisses ne lui avait pas permis de faire parmi ces derniers des levées plus considérables. Il avait compté opposer le marquis de Mantoue, avec une autre armée, aux Vénitiens, mais il mécontenta ce marquis pour complaire à Galéaz de San-Sévérino, dont

(1) *Fr. Guicciardii* L. IV, p. 223. — *Belcarii, Comm. Rer. Gall.*, Lib. VIII, p. 232.

la vanité ne pouvait souffrir qu'un autre général eût un titre supérieur au sien. Sur le refus de Gonzague, il confia cette armée au comte de Caiazzo. On assure qu'un serviteur fidèle avertit Louis le Maure, que ce Galéaz de San-Sévérino auquel il abandonnait, avec le commandement de toutes ses forces, un si absolu pouvoir, le trahissait. Louis réfléchit quelque temps sur les indices qu'on lui donnait de cette perfidie, puis il répondit en soupirant qu'il ne pouvait se figurer tant d'ingratitude, et que, fût-elle vraie, il ne saurait comment y pourvoir; que personne ne pouvait avoir plus de droits à sa confiance que ceux qu'il avait comblés de bienfaits, et qu'il valait autant pour lui risquer d'être trahi par ses amis, que de s'exposer à se priver de leurs secours sur des soupçons mal fondés (1).

Louis Sforza avait recommandé à ses généraux d'éviter toute action décisive, de s'enfermer dans les places fortes, et de traîner la guerre en longueur, pour laisser le temps à Galéaz Visconti, qu'il avait envoyé en Suisse, de négocier un traité de paix entre Maximilien et les cantons, et de ramener à son service des armées qui s'affaiblissaient dans une guerre impolitique. San-Sévérino ne fit en effet aucun mouvement contre les Français qui s'assemblaient en Piémont, et il attendit leur attaque. Ceux-ci passaient les Alpes sous les ordres de Jean-Jacques Trivulzio, de Louis de Luxembourg, comte de Ligny, et d'Éverard Stuard, seigneur d'Aubigny. Ils avaient sous leurs ordres 1600 lances, ou 9,600 chevaux, cinq mille Suisses, quatre mille Gascons, et quatre mille aventuriers levés dans le reste de la France. Louis XII était resté à Lyon, d'où il dirigeait les mouvements de ses généraux, et les renforts qu'il leur faisait passer (2).

L'armée française étant enfin réunie, attaqua, le 13 août 1499, la petite forteresse d'Arazzo, située sur les bords du Tanaro, en face d'Annone. Cinq cents fantassins étaient chargés de la défendre : ils la rendirent lâchement dès les premiers coups de canon. Annone fut attaquée immédiatement après. Cette bourgade

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 225. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.,* Lib. VIII, p. 234.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 226. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. IV, p. 86. Ce dernier fait l'armée française plus nombreuse.

avait été fortifiée avec soin par Louis Sforza : mais les sept cents hommes de garnison qu'il y avait placés étaient de nouvelles levées; et lorsque San Sévérino voulut y jeter du renfort, il ne fut plus à temps. La brèche fut ouverte dès le second jour ; Annone fut prise d'assaut, et toute la garnison passée au fil de l'épée. Les Français se répandirent alors dans tout le pays d'outre Pô. Trivulzio faisait en leur nom les promesses les plus magnifiques aux peuples ; les soldats n'osaient pas se mesurer avec ces armées barbares, et les bourgeois craignaient le sort de ceux d'Annone : aussi Valenza, Basignano, Voghéra, Castel-Nuovo, Ponte-Corone, et enfin Tortone et sa forteresse, se hâtèrent-elles d'ouvrir leurs portes (1).

Le peuple de Milan supportait avec impatience la domination de Louis Sforza ; il se plaignait des contributions excessives dont il était accablé : il trouvait l'orgueil du souverain ridicule, sa politique imprudente autant qu'entachée de mauvaise foi ; et il ne lui pardonnait point son usurpation, à laquelle s'attachait le soupçon de l'empoisonnement de son neveu. Cependant, lorsque Louis le Maure vit sa puissance ébranlée par les rapides conquêtes des Français, il essaya de recouvrer sa popularité, pour associer ses sujets à sa défense. Il assembla un concile, auquel il invita tous les hommes distingués à Milan par leur rang, leurs richesses ou leur réputation. Il leur expliqua sa conduite, et la nécessité où il s'était trouvé d'entretenir beaucoup de troupes, de payer des subsides aux étrangers, et de lever en conséquence des impôts considérables, pour écarter la guerre loin des frontières de ses États. Il rappela que, pendant sa longue administration, le Milanès n'avait jamais vu de soldats étrangers ; que si son gouvernement avait coûté beaucoup d'argent au peuple, il avait d'autre part toujours été juste et légal ; qu'il s'était toujours rendu lui-même accessible à tous ses sujets, qu'il n'avait jamais négligé les soins et les travaux de l'administration pour se livrer à ses plai-

(1) *Arnoldi Ferronii,* Lib. III, p. 38. — *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 226. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. III, p. 103. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. IV, p. 87. Mais le nom de Novi est substitué, par faute d'impression peut-être, à celui de Non ou *Annone.—Chronica Veneta,* T. XXIV, p. 92.—*Barth. Senaregæ de rebus Genuens.,* T. XXIV, p. 566. — *Fr. Belcarii Comment.,* Lib. VIII, p. 253.

sirs; qu'on ne lui pouvait reprocher aucune cruauté; qu'aucun souverain d'Italie n'avait plus que lui épargné le sang et les supplices. Il invita les Milanais à comparer cette administration indulgente avec celle qu'ils devaient attendre des Français, étrangers de mœurs et de langage, orgueilleux, et toujours disposés à mépriser et à opprimer la nation italienne. Il ne s'agissait, leur disait-il, que d'opposer un peu de fermeté et de constance au premier choc de l'ennemi; et les secours du roi de Naples, de l'Empereur et des Suisses, ne tarderaient pas à leur arriver (1).

Mais ces discours faisaient peu d'impression sur les esprits d'un peuple ébranlé et intimidé, qui cherchait à excuser son effroi en affectant le mécontentement. Sforza avait fait faire à Milan un dénombrement de tous les hommes en état de porter les armes; il avait en même temps aboli plusieurs des impôts les plus onéreux; on ne vit dans ces mesures tardives que des preuves de *sa terreur* et de sa faiblesse. Encore que les Vénitiens, l'attaquant en même temps que les Français, se fussent déjà emparés de Caravaggio (2), il rappela le comte de Caiazzo qui leur était opposé, pour le faire passer à Pavie, et lui faire rejoindre son frère devant Alexandrie. Mais ce frère, favori et gendre de Louis le Maure, ce Galéaz de San-Sévérino, qu'on regardait comme un grand militaire, parce qu'on lui voyait manier avec grâce sa lance dans les tournois, et vaincre dans des combats simulés, était déjà secrètement gagné par les Français. Trois jours après que ceux-ci furent arrivés à Alexandrie, il quitta lâchement, dans la nuit du 25 août, son armée, qui comptait encore douze cents hommes d'armes, autant de chevau-légers, et trois mille fantassins. Lucio Malvezzi l'accompagna; et bientôt le bruit de son évasion s'étant répandu dans Alexandrie, les soldats ne songèrent plus qu'à s'enfuir ou à se cacher, et toute l'armée se dissipa (3).

Les Français entrèrent dans Alexandrie le matin suivant; ils

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 227. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani,* L. VII, p. 658.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. IV. p. 87. — *Chronica Ven.,* T. XXIV, p. 98. — *Fr. Belcarii Comment.,* L. VIII, p. 234.

(3) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 228. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. IV, p. 87. — *Chronica Veneta,* T. XXIV, p. 99.

dévalisèrent les soldats italiens qu'ils y trouvèrent encore, et ils livrèrent la ville au pillage. Cependant San-Sévérino, pour excuser sa fuite, publiait qu'il avait reçu des ordres pressants de Louis le Maure de revenir à Milan. Quelques-uns crurent que les lettres qu'il alléguait avaient été falsifiées par son frère le comte de Caiazzo; et, dans le désordre universel, on ne put point éclaircir s'il était perfide ou trompé : aussi Louis le Maure ne lui retira point sa confiance. Cependant les Français avaient passé le Pô; ils attaquèrent Mortara, et ils reçurent la capitulation de Pavie avant d'être arrivés jusqu'aux portes de cette ville. En même temps les Vénitiens s'étaient rendus maîtres de la forteresse de Caravaggio, et leurs avant-postes arrivaient jusqu'à Lodi. Une fermentation extrême régnait dans toutes les villes de Lombardie; et à Milan même, le peuple déjà soulevé, tua en plein midi Antoine Landriano, trésorier du duc, comme il sortait du château (1). Sforza sentant l'impossibilité de se maintenir plus longtemps, fit partir ses enfants pour l'Allemagne, sous la garde de son frère le cardinal Ascagne, avec les restes de son trésor, alors réduit à 240,000 ducats. Il tira de captivité François Sforza, fils de Jean-Galéaz, son neveu et son prédécesseur, et il le remit à sa mère, Isabelle d'Aragon, en la pressant cependant de le soustraire à la jalouse défiance de Louis XII. Isabelle, à qui il montrait une affection tardive, le craignait plus encore que ses ennemis : au lieu de passer en Allemagne, elle préféra attendre les Français, et remettre son fils entre leurs mains; mais ces vengeurs qu'elle avait invoqués se montrèrent bientôt plus cruels encore pour elle que l'usurpateur auquel elle se félicitait d'avoir échappé (2).

Louis le Maure fit entrer dans le château de Milan, qu'on regardait comme presque imprenable, des provisions et des munitions de guerre qui suffisaient pour soutenir un long siége. Il en porta la garnison à trois mille fantassins, sous des officiers choisis avec soin : il en donna le commandement à Bernardino de Corte, natif de Pavie, qu'il avait élevé, et en qui il avait tant de confiance qu'il le préféra à son frère Ascagne, encore que celui-ci se fût

(1) *Josephi Ripamontii Hist. Urbis Mediolani,* Lib. VII, p. 656.
(2) *Idem., Ibid.*, p. 659.

offert à s'enfermer dans le château. Il laissa le commandement de Gênes à Agostino et à Giovanni Adorno; il distribua des grâces aux principaux gentilshommes de Milan; et le 2 septembre, il sortit de sa capitale, sous la protection d'un petit corps de troupes que commandaient Galéaz de San-Sévérino et Lucio Malvezzi : il prit par la Valteline la route de l'Allemagne (1). Cependant à peine était-il sorti du château de Milan, que le comte de Caiazzo s'approcha de lui, pour lui déclarer que, puisqu'il abandonnait ses États, il dégageait par là ses soldats de leur serment de fidélité, et les laissait maîtres de pourvoir à leur propre sûreté. En même temps il arbora les étendards de France; et avec cette même troupe formée aux dépens du duc de Milan, il suivit ce prince en ennemi, jusqu'à ce qu'il fût sorti de ses États. Sforza, arrivé à Como, s'embarqua sur le lac, pour Bellagio, d'où il se rendit à Bormio, et ensuite à Inspruck (2).

Les Français s'avançaient rapidement pour profiter du soulèvement de la Lombardie et de la terreur de la famille Sforza. A six milles de Milan, ils trouvèrent des députés de cette ville, qui venaient leur offrir les clefs de ses portes, en se réservant cependant de traiter avec le roi lui-même, lorsqu'il viendrait prendre possession de ses nouveaux États. Crémone, déjà assiégée par les Vénitiens, offrit aussi aux Français de se rendre à eux; mais ceux-ci renvoyèrent les députés de cette ville aux généraux de la république. Gênes se soumit avec la même rapidité, les Adorni et Jean-Louis de Fieschi se disputant à qui montrerait le plus d'empressement pour la France. Enfin le commandant du château de Milan, que Sforza avait choisi entre tous les siens, pour lui confier cette place importante, n'attendit pas même le premier coup de canon; le douzième jour depuis l'arrivée des Français, il leur rendit sa forteresse, moyennant une grosse somme d'argent : mais ceux-mêmes qui l'avaient corrompu lui témoignèrent tant de

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. III, p. 104. — *Josephi Ripamontii*, L. VII, p. 659.—*Arnoldi Ferronii*, L. III, p. 38.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. IV, p. 230. — *Burchardi Diarium*, T. V, p. 580.— *Raynald. Annal. eccles.*, 1499, § 17, p. 582. — *Petri Bembi Hist. Veneta*, Lib. IV, p. 88. — *Chronica Veneta*, T. XXIV, p. 100. — *Barth. Senaregæ de Reb. Genuens.*, T. XXIV, p. 568. — *Fr. Belcarii Comm.*, Lib. IV, p. 235.

mépris que, ne pouvant supporter l'opprobre où il s'était plongé, il mourut de désespoir peu de jours après (1).

La conquête du duché de Milan n'avait coûté aux Français que vingt jours. Le peuple, fatigué du gouvernement auquel il avait été soumis jusqu'alors, s'était rangé de lui-même sous le joug des étrangers. Louis XII, averti de l'accueil qu'on avait fait à ses capitaines, se hâta de passer en Italie, pour prendre possession de sa nouvelle conquête. A son approche, tous les ordres de citoyens s'avancèrent jusqu'à trois milles de Milan pour le recevoir : quarante enfants revêtus de drap d'or et de soie le précédèrent à son entrée; ils chantaient des hymnes devant lui, en l'appelant le grand roi et le libérateur de leur patrie. Les sénateurs, les juges, le clergé, la noblesse, les marchands, s'empressaient tous autour de Louis XII, comme s'il apportait à leur pays la paix et la liberté (2).

Le premier soin de Louis XII fut de s'affermir dans sa possession nouvelle, par des traités avec les États d'Italie ses voisins. Il trouva dans sa capitale des ambassadeurs de tous les souverains, à la réserve du seul roi de Naples don Frédéric. Il accueillit avec faveur le marquis de Mantoue, auquel il savait gré de n'être pas entré au service de Louis Sforza ; mais avant de consentir à recevoir sous sa protection le duc de Ferrare, et Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, il exigea d'eux le payement de sommes considérables, comme une compensation de la faveur qu'ils avaient montrée à Louis le Maure. Le roi accueillit plus mal encore les ambassadeurs de Florence. Tous les capitaines de son armée accusaient cette république d'avoir fait périr injustement Paul Vitelli, qui avait servi avec eux dans le royaume de Naples, et qui avait gagné leur estime et leur attachement. D'ailleurs ils n'avaient point renoncé à leur ancienne affection pour les Pisans, qu'ils trouvaient encore plus dignes d'estime depuis leur valeureuse résistance. Ils oubliaient les longs services et l'ancienne alliance des Florentins, pour ne se souvenir que de la liaison que

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 231. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. III, p. 105. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. IV, p. 88. — *Ag. Giustiniani, Cron. di Genova,* Lib. V, f. 255.

(2) *Nauclerus,* Lib. II, *apud Raynaldi Annal. eccles.,* 1499, § 20, p 483.

ceux-ci avaient récemment contractée avec Louis Sforza. Enfin le roi consentit, après beaucoup de difficulté, à renouveler l'alliance entre les deux États. Il promit que si les Florentins étaient attaqués, il les défendrait avec six cents lances et quatre mille fantassins; les Florentins, de leur côté, promirent de garantir les États du roi en Italie, avec quatre cents lances et trois mille fantassins : ils s'engagèrent de plus à lui fournir cinq cents lances, et cinquante mille ducats pour son expédition de Naples, mais seulement après qu'ils auraient recouvré Pise. A ces conditions, le roi promit de les aider à se remettre en possession de Pise et de Montepulciano (1).

Louis XII ne séjourna que peu de semaines à Milan; mais, pendant ce court espace de temps, il perdit la confiance populaire qui lui avait procuré la domination de la Lombardie. Les partisans de la France, pour prévenir le peuple en sa *faveur*, lui avaient annoncé avec assurance que le roi était assez riche pour abolir tous les impôts, ou du moins pour les réduire au pied où ils étaient du temps des Visconti. Louis XII accorda en effet quelques grâces pécuniaires à ses nouveaux sujets, mais elles étaient bien au-dessous de l'attente imprudemment excitée; en sorte que le mécontentement fut aussi général que l'espérance avait été trompeuse. D'ailleurs Jean-Jacques Trivulzio, que Louis XII avait nommé à son départ pour être son lieutenant dans le duché de Milan, était bien plus propre à conquérir un État nouveau qu'à le conserver. Il était chef du parti guelfe, et il n'oubliait point cette partialité au moment où il aurait dû songer seulement à gouverner les deux factions avec une égale justice, et à les rapprocher l'une de l'autre. Les nobles Gibelins ne voyaient en lui qu'un chef de factieux, la bourgeoisie qu'un soldat qui apportait dans une grande ville la rudesse et la férocité des camps. On l'avait vu tuer de sa main quelques bouchers sur la place du marché, parce qu'ils refusaient de payer la gabelle; et il avait excité, par ses actes arbitraires et son arrogance, une

(1) *Fr. Guicciardini,* qui lui-même, d'après Nardi, était un des ambassadeurs. Lib. IV, p. 237. — *Jacopo Nardi,* Lib. III, p. 106. — *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 258.

haine universelle contre lui-même, et contre le souverain qu'il représentait (1).

Cependant Louis le Maure et le cardinal Ascagne, arrivés auprès de Maximilien, l'avaient trouvé pacifié avec les Suisses. Ils avaient été reçus par lui avec cet intérêt vif que leur malheur devait exciter, et avec ces promesses de secours dont Maximilien était toujours prodigue. Mais ce prince n'avait *jamais* su accomplir une seule des grandes choses qu'il avait annoncées : un de ses conseillers disait de lui que *jamais* il ne prit conseil de personne, et qu'il ne fit en aucun temps sa propre volonté, parce que gardant un secret profond sur ses desseins, il n'admettait *jamais* un homme sage à les méditer avec lui; tandis que, dès qu'il les faisait connaître, en commençant à les exécuter, il se laissait décourager par la première objection qui lui était adressée (2). Maximilien, après avoir promis les plus puissants secours au duc de Milan, dont il avait épousé la nièce, n'eut pas honte de lui demander à emprunter, pour lever son armée, cet argent qui était, entre les mains de Sforza, le seul reste de son ancienne puissance. Mais Louis le Maure savait bien que tout l'argent qu'il avancerait au roi des Romains serait immédiatement dissipé entre ses favoris ; il aima mieux employer les restes de son trésor à lever lui même des troupes. La guerre de Suisse, qui venait de se terminer, avait laissé, dans le pays même où il se trouvait, beaucoup de soldats sans emploi. Il put donc sans peine rassembler et prendre à sa solde cinq cents gendarmes bourguignons, et huit mille fantassins suisses; et avant même que cette troupe fût en entier réunie sous ses drapeaux, il se mit en marche vers les frontières de la Lombardie (3).

Au moment où Jean-Jacques Trivulzio fut averti de l'approche

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 247. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. III, p. 107.—*Chron. Veneta,* T. XXIV, p. 122.—*Diario Ferrarese anon.,* T. XXIV, p. 375. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolan.,* L. VII, p. 671. — *Fr. Belcarii Comment.,* Lib. VIII, p. 238.

(2) *Macchiavelli, il Principe,* Chap. XXIII, p. 347.

(3) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 247. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. V, p. 99. — *Chronica Veneta,* T. XXIV, p. 156. — *Diario Ferrarese anon.,* T. XXIV, p. 378. — *Jos. Ripamontii Hist. urbis Mediol.,* L. VII, p. 672. — *Arnoldi Ferronii,* L. III, p. 39.

de Sforza, il demanda au sénat de Venise de faire avancer ses troupes sur l'Adda ; et il rappela Ives d'Allègre, qui s'était porté vers la Romagne, avec une armée, pour seconder les projets de César Borgia. Mais la rapidité de Louis Sforza ne laissa point aux Français et à leurs alliés le loisir de se réunir.

Au commencement de février de l'an 1500, il passa les Alpes ; il traversa le lac de Como dans les barques qu'il trouva sur ses bords. Les bourgeois de Como, en apprenant son arrivée, laissèrent éclater si vivement leur partialité pour lui, que les Français sentirent la nécessité de se retirer, et de lui abandonner cette ville. Les citoyens de Milan, et surtout ceux qui tenaient à la faction gibeline, avertis de l'entrée de Sforza à Como, célébrèrent son retour avec un enthousiasme menaçant pour leurs hôtes actuels. Trivulzio, se croyant au moment d'un soulèvement, s'enferma en hâte dans le château : après y avoir établi une garnison suffisante, il en sortit le lendemain, et il se retira vers Novare ; mais le peuple insurgé le poursuivit avec fureur jusqu'aux rives du Tésin. Trivulzio laissa encore quatre cents lances à Novare ; puis il conduisit le reste de son armée à Mortara, pour y attendre les secours qu'il demandait avec instance au roi de lui envoyer de France (1).

A peine les Français s'étaient retirés de Milan, que le cardinal Ascagne y rentra, et son frère le suivit de près ; celui-ci était sorti de sa capitale le 2 septembre 1499, accompagné par les malédictions du peuple qui pressait sa fuite : il y rentra cinq mois après, le 5 février 1500, et les Milanais semblaient ivres de joie de revoir leur ancien souverain. Ces changements rapides ne sont point une marque de l'inconstance du peuple ; ce peuple ressentait toujours une égale horreur pour les vexations arbitraires, les extorsions des financiers, les perfidies de cour et le despotisme : seulement il prêtait une oreille trop crédule aux promesses des princes ; il s'empressait avec une prévention trop favorable, à rejeter sur les ministres tous les vices des rois, et à attribuer à ces derniers tous les sentiments nobles et généreux : il croyait trop

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 248. — *Chronica Veneta,* T. XXIV, p. 138. — *Fr. Belcarii Comment.,* Lib. VIII, p. 239. — *Ag. Giustiniani, Cron. di Gen.;* L. V, f. 255 v.

facilement que le malheur aurait corrigé ceux qu'il voyait exposés à ses coups ; et le souverain actuel, ne manquant jamais de le dégager de sa foi par la violation de ses promesses, le peuple n'avait d'autre tort que de conserver un souvenir trop tendre du souverain précédent : il était séduit par la constance de ses attachements, bien plus que par sa légèreté.

Toute la Lombardie était animée des mêmes sentiments en faveur des Sforza ; Parme et Pavie proclamèrent immédiatement leur ancien duc. Lodi et Plaisance étaient sur le point d'en faire autant ; mais l'armée vénitienne, marchant rapidement sur ces deux villes, les contint. Alexandrie, et tout le pays d'Outre-Pô, se trouvant plus exposé aux attaques des Français, attendit les événements pour se décider : Gênes ne voulut pas prendre part à la révolution. Sforza cependant ne perdait pas de temps ; il ne négligeait rien pour s'affermir dans l'État qu'il venait de recouvrer : il envoya le cardinal de San-Sévérino à Maximilien, pour lui rendre compte de ses premiers succès, et lui demander des secours ; l'évêque de Crémone à Venise, pour offrir à cette république de se soumettre à toutes les conditions que son sénat voudrait lui imposer : il fit demander aux Florentins de lui faire quelque payement à compte des sommes qu'il leur avait prêtées ; ce que ceux-ci refusèrent avec plus de prudence que de bonne foi. Les petits princes saisirent avec plus d'empressement cette occasion de rentrer dans un service actif. Le frère du marquis de Mantoue, les seigneurs de La Mirandole, de Carpi et de Correggio, Philippe des Rossi et les comtes de Verme se rendirent maîtres des fiefs qui avaient été confisqués sur eux par les Français ou par Sforza lui-même ; et ils joignirent ensuite le duc de Milan, avec les compagnies de gendarmerie que chacun d'eux avait formées. Sforza réunit avec leur aide quinze cents gendarmes, et un grand nombre de fantassins italiens : il chargea son frère Ascagne d'assiéger le château de Milan, tandis que lui-même il passa le Tésin, prit Vigevano, et assiégea Novare. Pendant ce temps, Ives d'Allègre, revenant de Romagne avec l'armée française, et tous les Suisses demeurés en Italie à la solde de France, traversa le territoire de Parme et de Plaisance, après être convenu avec ces deux peuples d'une suspension d'hostilités pendant la marche de son armée. Arrivé à Tortone, il reçut une députation des Guelfes de cette ville,

qui lui demandaient de les venger des Gibelins : ceux-ci, disaient-ils, avaient des intelligences avec ceux de Milan, et se réjouissaient de la fuite des Français. Ives d'Allègre se chargea volontiers de cette vengeance; il se fit ouvrir les portes de la ville, et la livra tout entière au pillage, sans distinction de Guelfes ou de Gibelins. Il continua ensuite sa route vers Alexandrie (1).

Les Suisses, qui auparavant vivaient renfermés dans leurs montagnes, et ne faisaient la guerre que pour la défense de leur liberté, étaient depuis six années devenus presque les seuls soldats de l'Europe. Aucune autre infanterie ne pouvait leur tenir tête; aussi toutes les puissances mettaient-elles leurs services à l'enchère : on leur permettait tous les excès de l'indiscipline, on les couvrait d'or; et les conduisant dans les pays les plus riches et les plus voluptueux de l'Europe, on mettait à leur portée toutes les jouissances de l'opulence. Une effroyable corruption avait été la conséquence de ce changement subit dans toutes les habitudes d'un peuple autrefois renommé pour ses mœurs pures et sa bonne foi. La nation entière était devenue aventurière et mercenaire; la Suisse avait fourni aux différentes armées des puissances en guerre, infiniment plus d'hommes qu'un gouvernement sage n'en armerait, même pour la défense de la patrie dans le plus grand danger. L'habitude de ne voir dans la guerre que l'argent à gagner, et les jouissances d'une vie indépendante, s'était répandue dans toute la population : l'antique point d'honneur était sacrifié à la cupidité et au goût du plaisir; et aussi longtemps que dura ce premier enivrement de jouissances nouvelles, la nation ne se ressembla plus à elle-même. Alors même elle était sur le point de souiller sa gloire par d'odieuses trahisons.

Ce furent les Français qui souffrirent les premiers du manque de foi des Suisses. Ceux qui avaient suivi Ives d'Allègre, et qui étaient entrés avec lui dans Novare au nombre de quatre mille pour en renforcer la garnison, ne tardèrent pas à converser avec leurs compatriotes qui les assiégeaient : apprenant d'eux que dans le camp ennemi on était mieux nourri, mieux payé, et qu'autant qu'ils en pouvaient juger, on avait plus d'espérance de succès, ils

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 249. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 109.— *Chronica Veneta,* T. XXIV, p. 141.

passèrent tous sous les drapeaux de Louis Sforza. Leur arrivée facilita la prise de Novare, qui se rendit par capitulation. Sforza fit religieusement conduire à Verceil la garnison française qui était demeurée dans la place, et il entreprit le siége de la citadelle, qu'il aurait peut-être mieux fait d'abandonner, pour aller attaquer l'armée française à Mortara, avant qu'elle eût reçu de nouveaux renforts (1).

En effet, Louis XII avait opposé à la diligence de Sforza une diligence égale : dès qu'il avait appris la révolution de Milan, il avait hâté le départ de toute sa gendarmerie ; il avait envoyé le bailli de Dijon solder de nouveaux Suisses ; et le cardinal d'Amboise, son premier ministre, avait lui-même passé les Alpes, et était venu s'établir à Asti, pour presser le rassemblement de l'armée. Celle-ci devint bientôt formidable ; La Trémouille lui amena quinze cents lances et six mille fantassins français, et le bailli de Dijon dix mille Suisses. Au commencement d'avril, cette armée se trouvant supérieure à celle de Sforza, elle vint se placer entre Novare et Milan. Dans l'une et l'autre armée les Suisses formaient seuls presque toute l'infanterie ; et prêts à combattre les uns contre les autres, ils recommencèrent à se réunir aux avant-postes, à tenir entre eux des conférences, et à resserrer les liens d'amitié ou de parenté qui les unissaient les uns aux autres. Ceux qui servaient dans l'armée française avaient été fournis avec l'agrément exprès de la confédération, et ils marchaient sous les bannières de leurs cantons : ceux du duc au contraire s'étaient engagés individuellement à sa solde, et ils n'étaient point reconnus par leurs gouvernements. Les uns et les autres reçurent en même temps un ordre de la diète, qui les rappelait dans leur patrie, et leur interdisait de verser réciproquement le sang de leurs frères. Les Suisses du duc, séduits par les intrigues de leurs compatriotes, et probablement aussi par l'argent de la France, se regardèrent comme plus particulièrement obligés à obéir. Ils déclarèrent qu'en combattant contre les bannières de leurs cantons, ils se rendaient coupables de rébellion, et s'exposaient à un châti-

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 249.—*Bart. Senaregæ de Rebus Genuens.,* T. XXIV, p. 571. — *Chronica Veneta,* T. XXIV, p. 148. — *Diario Ferrarese anon.,* T. XXIV, p. 382.

ment capital. Cependant ils cherchaient un prétexte pour abandonner le prince qu'ils servaient; et ils demandèrent à Sforza, avec des cris menaçants et tumultueux, de leur payer leur solde arriérée. Le duc courut aussitôt au milieu de leurs rangs, il se recommanda à leur générosité; il leur distribua toute son argenterie, et tout ce qu'il avait d'effets précieux; il leur jura qu'il avait fait demander de l'argent à Milan, et il les supplia d'attendre avec patience, seulement jusqu'à ce que cet argent fût arrivé. Il parvint ainsi à les calmer momentanément; puis il écrivit à son frère, pour le presser de lui amener quatre cents chevaux, et huit mille fantassins italiens, qu'il avait rassemblés, afin de lui servir de sauvegarde au milieu de cette soldatesque barbare (1).

Cependant les Français s'avançaient entre le Tésin et Novare: si Louis Sforza voulait tenir ouverte sa communication avec Milan, il fallait qu'il leur livrât bataille; il s'y résolut: il fit sortir le 10 avril son armée des murs et il engagea le combat avec sa cavalerie légère et ses gendarmes bourguignons. Mais les Suisses, déjà rangés en bataille, déclarèrent qu'ils ne combattraient point contre leurs compatriotes, et qu'ils voulaient retourner immédiatement dans leur patrie. En même temps ils rentrèrent tumultueusement dans la ville, et tout le reste de l'armée, se voyant abandonné par eux, fut obligé de les suivre. Sforza, désespérant de les conduire au combat, ou de remporter la victoire avec des troupes aussi mal disposées, demanda du moins, avec les instances les plus touchantes, que les troupes qui voulaient se retirer pourvussent auparavant à sa sûreté, ou l'emmenassent avec elles. C'était le devoir étroit des Suisses; l'honneur de leur nation y était tellement intéressé que leurs compatriotes, dans l'armée ennemie, l'auraient senti, et qu'il n'aurait pas été difficile de faire de la retraite de Sforza une condition expresse de leur capitulation: les Suisses le refusèrent durement; seulement ils offrirent à Sforza, et à ceux de ses généraux qui pouvaient craindre d'être personnellement maltraités, de les cacher sous leurs habits et dans leurs rangs. Sforza, déjà vieux, basané, et d'une taille grêle, ne pouvait passer pour un de ces vigoureux montagnards.

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. IV, p. 250. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediol.*, Lib. VII, p. 672. — *Barth. Senaregæ de Reb. Genuens.*, p. 572.

Il s'habilla en cordelier; et, monté sur un méchant cheval, il essaya de se donner pour leur chapelain. Galéazzo de San-Sévérino, Fracasca et Anton-Maria, ses frères, revêtirent des habits de soldats suisses : ils défilèrent ainsi entre les rangs de l'armée française; mais tous quatre furent reconnus et arrêtés, sans que leurs prétendus frères d'armes, fissent un mouvement pour les défendre. Des traîtres parmi eux avaient ajouté à la honte des Suisses, en désignant ces quatre victimes à leurs ennemis (1).

Les Suisses, après s'être souillés par cette trahison, reprirent le chemin de leurs montagnes. Cependant, à leur passage à Bellinzona, ceux d'entre eux qui étaient sortis des quatre cantons riverains du lac, s'emparèrent de cette ville, qui devenait pour eux la clef de la Lombardie; et ils profitèrent de la multiplicité des occupations de Louis XII, pour s'affermir dans une conquête qu'ils avaient faite en pleine paix (2).

Les troupes italiennes, abandonnées à Novare par les Suisses, furent dévalisées. Le cardinal Ascagne, ne pouvant se défendre à Milan avec le peu de soldats qui lui restaient, s'enfuit avec les principaux chefs de la noblesse gibeline. Il prit la route de l'État de Plaisance, pour gagner ensuite le royaume de Naples; mais arrivé à Rivolta, chez Conrad Lando, gentilhomme, son parent et son ancien ami, il lui demanda l'hospitalité, pour se reposer une nuit de son extrême fatigue. Conrad lui promit toute sûreté, tandis qu'il fit avertir à Plaisance des capitaines vénitiens, qui, pendant la nuit, entourèrent sa maison, et arrêtèrent Ascagne

(1) Mémoires de Louis de La Trémouille, T. XIV, chap. X, p. 162. L'auteur déclare avoir reconnu lui-même et arrêté Louis Sforza en habit de cordelier. Les autres parlent de son déguisement en soldat suisse. — Jean d'Auton, Histoire de Louis XII, p. 110. — Mémoires pour l'histoire de France, T. XIV, p. 292.—Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, publiée par Théod. Godefroi. *Paris,* 1622 in-4°, p. 159.— Garnier, Histoire de France, T. XI, p. 125, édit. in-4°.—*Chron. Veneta,* T. XXIV, p. 151. — Rodolphe de Salis surnommé le Long, Grison et Gaspard Silen d'Ury, qui, tous deux, servaient dans l'armée de Louis le Maure, sont accusés de l'avoir fait connaître aux Français, par Giovo, et, d'après lui, par Beaucaire. *Comment. Rer. Gallic.,* L. VIII, p. 240.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 250. — *Jacopo Nardi, Ist., Fior.,* L. IV, p. 110. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. V, p. 100. — *Barth. Senaregæ de Rebus Genuens.,* T. XXIV, p. 572. *Jos. Ripamontii Hist. urbis Med.,* L. VII, p. 673.

avec tous les gentilshommes qui l'accompagnaient. Louis XII, averti que ces prisonniers avaient été conduits à Venise, les fit redemander au sénat. Il ne voulait pas laisser entre les mains d'un peuple voisin, des prétendants à l'État qu'il venait de conquérir; et il pressa ses demandes avec tant de hauteur et tant de menaces, que non-seulement le cardinal Ascagne et ceux qui avaient été arrêtés avec lui furent livrés à la France, mais que le sénat abandonna de même des gentilshommes milanais auxquels il avait accordé une sauvegarde formelle (1).

François Sforza avait fondé sa souveraineté par ses talents militaires; et il avait dû croire sa dynastie solidement établie : Louis XII, au contraire, qui se regardait comme héritier légitime du duché de Milan, nourrissait autant d'envie que de haine contre celui qu'il appelait l'usurpateur. Il montra ces sentiments après sa victoire; et il disposa de toute la partie de la famille de François Sforza qui était tombée entre ses mains, d'après cette dureté impitoyable avec laquelle la médiocrité se venge du génie, quand la fortune lui devient favorable. Parmi les prisonniers du roi se trouvaient deux fils du grand François Sforza, Louis le Maure et Ascagne, un neveu légitime, Hermès, et deux bâtards, Alexandre et Contino, tous trois fils de Galéaz, enfin un petit-neveu, François, fils de Jean-Galéaz et d'Isabelle d'Aragon, que celle-ci avait eu l'imprudence de remettre à Louis XII. Le roi contraignit ce dernier à revêtir en France l'habit monastique (2). Il fit enfermer le cardinal Ascagne dans la même tour de Bourges où lui-même avait été deux ans prisonnier. Il fit jeter les trois fils de Galéaz dans une prison obscure. Louis le Maure, plus dangereux qu'eux tous, par ses grands talents, son éloquence, son esprit insinuant, le souvenir de son père, et la compassion qu'inspiraient son infortune et ses malheurs, fut amené à Lyon, où se trouvait alors le roi. Il fut introduit dans cette ville en plein midi, au milieu d'une foule infinie, qui se réjouissait de sa misère : il demanda avec instance

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. IV, p. 251. — *Chronica Veneta,* T. XXIV, p. 153, 155, 157. — *Jos. Ripamontii Hist. Mediol.*, L. VII, p. 673. — Mémoires de messire Louis de La Trémouille, T. XIV, p. 165.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 247. — *Raynald. Annal. eccles.*, 1499, § 24, p. 483. — *Diario Ferrarese,* T. XXIV, p. 384.

à voir le roi, mais cette grâce lui fut refusée; et après avoir été transféré de Pierre-en-Scise au Lis Saint-Georges, il fut enfermé dans le château de Loches, où il finit ses jours après dix ans de captivité, de solitude absolue, de rigoureux traitements et de douleurs (1).

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 252. — *Chronica Veneta,* T. XXIV, p. 161. — *Uberti Folietœ Genuens. Hist.,* Lib. XII, p. 675. — *P. Bizarro, Sen. Populique Genuens. Hist.,* Lib. XVI, p. 378. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.,* Lib. VIII. p. 241. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena,* Parte III, Lib. VI, f. 106 v. — Mémoires du chevalier Bayard, ch. XVI, T. XV des Mémoires pour servir à l'hist. de France, p. 1. — *Ag. Giustiniani, Ann. di Genova,* Lib. V, f. 256. — *Arnoldi Ferronii*, Lib. III, p. 41.

CHAPITRE II.

CONQUÊTE DE LA ROMAGNE ET INVASION DE LA TOSCANE PAR CÉSAR BORGIA. — ALLIANCE DE LOUIS XII AVEC FERDINAND LE CATHOLIQUE CONTRE DON FRÉDÉRIC D'ARAGON. ILS SE PARTAGENT LE ROYAUME DE NAPLES. — 1499 A 1500.

L'Église avait pour chef, à la fin du quinzième siècle, l'homme le plus immoral de la chrétienté, un homme qu'aucune pudeur ne contenait dans ses débauches, qu'aucune bonne foi ne liait dans ses traités, qu'aucun sentiment de justice n'arrêtait dans sa politique, qu'aucune compassion ne modérait dans ses vengeances. Ce prêtre, qui prétendait encore être le défenseur de la foi et le vengeur des hérésies, n'avait pas plus de respect pour la religion dont il était le premier pontife, que pour les choses humaines. Il scandalisait les fidèles par des décisions contraires aux lois reconnues de son Église, autant que par sa conduite. Les divorces des princes, les vœux des prélats, les trésors destinés par les chrétiens à la guerre sacrée, tout était à ses yeux subordonné à la politique, tout était sacrifié au moindre avantage temporel ou de lui-même, ou de son fils.

Mais si quelque chose peut justifier, ou expliquer du moins cette profonde immoralité du souverain de Rome, c'est la déplorable corruption du pays soumis à son gouvernement. L'État de l'Église était peut-être alors, de tous les pays de la terre, le plus mal administré : chaque jour tant d'exemples de brigandage, de perfidie et de férocité, se renouvelaient, l'habitude de les voir répéter avait tellement diminué l'horreur qu'ils sont faits pour inspirer, que la morale publique avait perdu une de ses plus grandes garanties, dans l'étonnement et l'effroi que devrait toujours causer la violation de ses règles fondamentales.

La partie du territoire de l'Église qui est plus rapprochée de Rome, avait passé presqu'en entier sous la domination de deux puissantes familles, Orsini et Colonna. Les Orsini étendaient surtout leur domination sur le patrimoine de saint Pierre, à l'occident du Tibre; les Colonna, sur la Sabine et la Campagne de Rome à l'orient et au midi du même fleuve. Les premiers étaient considérés comme chefs des Guelfes, les seconds des Gibelins; et ces noms de factions, qui ne désignaient plus des opinions opposées, mais seulement le souvenir d'anciennes haines, donnaient cependant plus d'acharnement à toutes les querelles qui ensanglantaient Rome et son territoire. Toute la noblesse se rangeait encore sous ces deux étendards : les Savelli et les Conti suivaient d'ordinaire le parti Gibelin ; les Vitelli, celui des Guelfes.

Ces familles avaient fondé leur puissance sur la profession des armes et l'amour des soldats, tandis que les gouvernements avaient imprudemment abandonné la défense de l'État à des mercenaires. Tous les Orsini et tous les Colonna, tous les Savelli, tous les Conti, tous les Santa-Croce, tous les nobles feudataires romains enfin étaient condottiéri ; chacun d'eux avait sous ses ordres une compagnie de gendarmes plus ou moins nombreuse, qui lui était absolument dévouée ; chacun traitait séparément avec les rois, les républiques ou les papes, pour se mettre à leur service ; chacun, pendant les intervalles de repos que lui laissaient les guerres étrangères, se retirait dans un de ses châteaux, le fortifiait avec soin, et s'efforçait d'aguerrir ses vassaux, pour trouver parmi eux des recrues. Ainsi, plus une famille comptait de jeunes chefs, plus elle se sentait puissante.

Les guerres fréquentes et acharnées des Colonna avec les Orsini, avaient absolument chassé les agriculteurs de la campagne. Tous les habitants vivaient dans les châteaux forts; ils ne pouvaient trouver de sûreté pour leurs récoltes, leur bétail, leurs personnes mêmes qu'en s'y enfermant. Tout ce qu'ils auraient laissé dans une maison isolée serait devenu la proie des soldats; ils ne pouvaient même espérer de profit d'aucune des cultures qui occupent longtemps la terre. Dans les cruelles dévastations auxquelles ils étaient si fréquemment exposés, leurs vignes auraient été arrachées et leurs oliviers brûlés ; aussi ne demandaient-ils plus à leurs pos-

sessions que les produits uniformes et annuels du pâturage et des moissons. Ainsi s'étendait la désolation des campagnes romaines : la terre sans habitants, sans arbres, sans ornements, sans clôtures, ne différait du désert que par un labeur fugitif, qui, au bout d'une année, ne laissait déjà plus de traces. Cependant le village fortifié, dont les habitants vivifiaient encore par un travail annuel la campagne environnante, ne pouvait être ruiné par la guerre, sans que le district entier cessât d'être cultivé. Souvent, après qu'un village avait été brûlé et ses habitants massacrés, leurs héritiers se trouvaient encore en état d'en relever les murailles et de s'y mettre en défense : mais si l'argent ou la force leur manquait pour le faire, si leurs brèches demeuraient ouvertes, et s'ils n'étaient point en état de résister à un coup de main, ils ne pouvaient plus se flatter de jouir eux-mêmes des fruits de leurs sueurs, toutes leurs récoltes leur étaient alors enlevées ; ils périssaient de misère, ou bien ils abandonnaient des propriétés devenues onéreuses, et ils allaient porter leur travail dans un pays où il pût assurer leur subsistance. Aussitôt le mauvais air du désert prenait possession des champs abandonnés; et si, dans un temps plus tranquille, leurs anciens habitants essayaient d'y revenir, ils succombaient aux fièvres maremmanes. Aussi longtemps, il est vrai, que les gentilshommes habitaient ces châteaux forts au milieu de leurs vassaux, ils se firent une affaire essentielle de réparer les désastres de la guerre; et tant qu'il leur restait à eux-mêmes quelque fortune, ils relevèrent les fortifications abattues. Ils retinrent ainsi dans leurs fiefs quelque industrie, quelque population et quelque richesse. Mais lorsque dans un temps plus tranquille ils vinrent se fixer dans la capitale, les derniers effets des guerres funestes de leurs ancêtres se firent sentir à leur postérité, et les restes de la population disparurent des campagnes de Rome.

Alexandre VI n'était pas demeuré neutre entre les Colonna et les Orsini ; il s'était brouillé avec les premiers dès les commencements de son pontificat. Il les avait trouvés dans le parti de la France, lorsque lui-même soutenait celui des rois aragonais de Naples. Les Colonna, il est vrai, passèrent dès l'année suivante sous les étendards de Ferdinand II, et se reconcilièrent ainsi pour un temps avec le pape, qui en profita pour attaquer les Orsini : mais à son tour le pape changea bientôt de parti; et, en s'alliant à

la France, il recommença à persécuter les Colonna. Il armait sans cesse l'une de ces familles contre l'autre, et quelqu'une des deux qui fût humiliée ou ruinée, il croyait y trouver un égal avantage. César Borgia, duc de Valentinois, son fils, prenait un autre moyen pour les rabaisser encore : il s'était fait lui-même condottière; il avait attiré à lui tous les gentilshommes qui servaient auparavant ces deux maisons; il leur avait donné une paye, des soldats, des châteaux, et il avait ainsi substitué l'attachement pour sa seule personne, à l'ancien esprit de faction qui favorisait les Colonna ou les Orsini (1).

Si l'autorité du pontife était à peine reconnue dans la Campagne même de Rome, et s'il était obligé de faire la guerre jusque dans les rues de sa capitale, tantôt aux Colonna, tantôt aux Orsini, les provinces plus éloignées avaient secoué plus complétement encore son joug. Quelques villes conservaient toujours les formes d'une administration républicaine : Ancône, Assise, Spolète, Terni, Narni, avaient échappé au joug des tyrans domestiques, ou l'avaient secoué; mais leurs propres factions, et les guerres constantes de leurs voisins, les avaient retenues dans un état de faiblesse et d'obscurité. Les autres villes avaient passé sous le joug de vicaires pontificaux, qui, moyennant la promesse d'un cens annuel qu'ils ne payaient jamais, avaient obtenu une complète indépendance. La Marche était presqu'en entier partagée entre les deux maisons de Varano et de Fogliano; la première s'était élevée à la souveraineté de Camérino. Jules de Varano régnait alors dans cette petite principauté : Jean de Fogliano, qui fut peu après inhumainement massacré par son neveu Oliverotto, régnait dans celle de Fermo (2). Sinigaglia avait été donnée en fief, en 1471, par Sixte IV, à son neveu Jean de La Rovère, avec le titre de préfet de Rome; et ce prince était en même temps gendre et héritier présomptif du duc d'Urbin. La province montueuse située entre les Marches et la Toscane, était gouvernée par Guid'Ubaldo, illustre et dernier héritier de l'antique maison de Monte-Feltro; elle comprenait le duché d'Urbin; dont il portait le titre, le comté de Monte-Feltro, et la seigneurie d'Agobbio. L'Italie

(1) *Macchiavelli, il Principe,* Cap. VII, p. 254.
(2) *Ibid.,* Cap. VIII, p. 264.

n'avait pas d'habitants plus belliqueux, ni de cour plus lettrée et plus polie. Le duché d'Urbin confinait au couchant avec les deux souverainetés que s'étaient formées, dans la vallée du Tibre, Jean-Paul Baglioni à Pérouse, et Vitellozzo Vitelli à Città di Castello. Tous deux suivaient la carrière des armes; et Vitelli avait donné de l'importance à son très-petit État, par les rares talents militaires qu'il avait déployés, ainsi que ses quatre frères, et par l'excellente discipline à laquelle il avait soumis ses vassaux.

Du côté de la Romagne, on trouvait successivement Pésaro, petite principauté, détachée en 1445 de celle des Malatesti, par François Sforza, en faveur de la seconde branche de sa famille. Son souverain était alors Jean Sforza, qui, en 1497, avait été divorcé d'avec Lucrèce Borgia, fille du pape. La principauté de Rimini, qui venait ensuite, était bien déchue de la puissance où l'avaient élevée Pandolfe III et son frère Charles au quatorzième siècle. Pandolfe IV la gouvernait alors, dès l'année 1482. Ce prince, fils naturel de Robert Malatesti, et gendre de Jean Bentivoglio, ne s'était encore fait connaître que par ses débauches et ses cruautés. Cependant il était sous la protection de la république de Venise, qui, pour étendre plus sûrement son influence sur tous les bords de l'Adriatique, offrait une solde à tous les princes de cette province. Ceux qui voulaient l'accepter n'étaient point obligés à conduire eux-mêmes les compagnies de gendarmes qu'ils devaient entretenir, elles servaient seulement de prétexte à une pension honorable. Au couchant de Rimini, Césène se trouvait alors sous le domaine immédiat de l'Église, qui en avait dépouillé une des branches de la maison Malatesti (1). Mais Forli, ancienne seigneurie des Ordelaffi, avait passé en 1480 à Jérôme Riario, neveu de Sixte IV, qui, dès l'année 1473, avait aussi été investi par son oncle de la seigneurie d'Imola. Ces deux principautés, séparées l'une de l'autre par celle de Faenza, étaient soumises dès l'an 1488 au jeune Octavien Riario, sous la tutelle de sa mère, la courageuse Catherine Sforza, fille naturelle de Galéaz, duc de Milan. Celle-ci avait épousé en secondes noces Jean de Médicis, de la branche cadette de cette maison, dont elle eut un fils, devenu célèbre dans les guerres d'Italie. Son mari était mort en 1498;

(1) *Guicciardini,* L. IV, p. 245.

mais Catherine n'en était pas restée moins fidèlement attachée à la république florentine, qui, en gage de sa protection, payait une solde au jeune Octavien Riario. Entre les principautés de Forli et d'Imola se trouvait enclavée celle de Faenza, qui, par le val de Lamone, s'étendait jusqu'aux frontières de Toscane. Les Vénitiens avaient mis une grande importance à s'ouvrir ce passage pour attaquer la république florentine : ils s'étaient fait attribuer la tutelle du jeune Astorre III de Manfrédi, qui n'était encore âgé que de seize ans. Ils avaient apaisé des guerres civiles entre lui et son frère naturel Octavien, et ils étaient maîtres presque absolus de Faenza et du val de Lamone (1). Les mêmes Vénitiens s'étaient emparés de Ravenne et de Cervia, qu'ils avaient enlevées, la première à la maison de Pollenta, la seconde à une branche cadette de la maison Malatesti. Jean Bentivoglio régnait depuis 1462, avec un pouvoir absolu, sur la riche et puissante ville de Bologne. Le duc Hercule d'Este était enfin le plus éloigné et le plus indépendant des feudataires de l'Église. Il tenait d'elle le Ferrarais, qui depuis plusieurs siècles était dans sa famille; il l'unissait aux fiefs impériaux de Modène et de Reggio, et il songeait à peine que sa cause pût être commune avec celle des autres vicaires pontificaux.

Les nombreuses cours de tant de petits seigneurs donnaient à la Romagne une apparence d'élégance et de richesse : chaque capitale était ornée d'églises et de palais bâtis avec goût, chacune avait sa bibliothèque; chaque cour cherchait à se parer aussi du luxe de l'esprit : quelques poëtes, quelques savants, quelques philologues, se trouvaient toujours parmi les complaisants pensionnés de chaque prince; et la rivalité de tous ces petits États contribuait sans doute aux progrès des lettres, encore qu'elle dégradât le plus souvent le caractère des lettrés. Mais la toute-puissance engendre des vices dispendieux; tous les flatteurs du plus petit souverain mettent la magnificence au nombre de ses vertus; lui-même ne sait guère mieux gouverner ses désirs que s'il était souverain d'un grand empire. Aussi chacun des princes de Romagne trouvait toujours ses revenus inférieurs aux besoins de sa défense, de sa va-

(1) *Andrea Navagiero, Storia Veneziana,* p. 1206. — *Petri Bembi Hist. Veneta,* Lib. III, p. 51.

nité et de ses plaisirs. Il épiait sans cesse l'occasion d'arracher à ses sujets quelque partie de leur fortune. Comme les impôts étaient loin de lui suffire, il y joignait le produit des amendes et des confiscations. « L'un de leurs moyens déshonnêtes d'amasser de l'ar-» gent, dit Macchiavel, était de faire des lois portant prohibition » de quelque action : puis ils étaient les premiers à donner occa-» sion de les enfreindre, et ils se gardaient de punir les délinquants, » jusqu'à ce qu'un très-grand nombre de citoyens fussent tombés » dans la même faute. Alors ils les attaquaient tous ensemble, » non par zèle pour l'observation des lois, mais pour recouvrer les » amendes. Ainsi les peuples s'appauvrissaient sans se corriger; » et lorsqu'ils étaient réduits à la misère, ils cherchaient à se re-» vancher de ce qu'ils avaient perdu, sur ceux qui ne pouvaient » se défendre (1). »

Il y a des crimes qui semblent appartenir en propre aux familles qui, séparées de toutes les autres, dégagées de tous les liens sociaux, n'ont point appris à sentir comme le commun des hommes, et ne se croient point soumises à la même morale. En effet, les maisons souveraines en Romagne avaient donné au peuple de fréquents exemples d'assassinat entre parents, d'empoisonnement, et de tous les genres de trahison. Les familles nobles croyaient de même faire preuve de l'indépendance dont elles jouissaient, par la cruauté de leurs vengeances; et jusque dans les villages, les chefs de parti nourrissaient des inimitiés héréditaires, qu'ils satisfaisaient par d'atroces cruautés. De nombreuses bandes de sicaires étaient sans cesse employées pour attaquer ou pour se défendre : les ennemis n'étaient point satisfaits tant qu'il restait un seul individu, n'importe de quel sexe ou de quel âge, dans la maison qu'ils voulaient détruire. Lorsque Arcimboldo, archevêque de Milan, fut nommé cardinal de Saint-Praxède et légat de Pérouse et de l'Ombrie, il trouva dans cette province un gentilhomme qui avait brisé contre les murs la tête des enfants de son ennemi, et égorgé sa femme, qui était grosse; après quoi, venant à découvrir un enfant du même homme qui était demeuré vivant, il l'avait cloué à la porte de sa maison, en trophée de sa vengeance, comme les chasseurs y clouent quelquefois les aigles et les chats-huants qu'ils

(1) *Macchiavelli de' Discorsi sopra Tito-Livio,* Lib. III, cap. 29, p. 145.

ont tués. Bien plus, cette atrocité n'avait point paru à ses compatriotes une chose extraordinaire (1).

De même que la désolation de la Campagne de Rome est encore de nos jours un monument des anciennes guerres des Colonna et des Orsini, le caractère actuel des Romagnols se ressent toujours de l'éducation que leur ont donnée le gouvernement de leurs petits princes, et l'exemple trop rapproché de tant de familles souveraines. Le Dante, dès l'an 1300, les dénonçait à l'Italie comme cruels et perfides; et leurs voisins portent encore aujourd'hui sur eux le même jugement (2).

Un pareil gouvernement ne pouvait être aimé par le peuple; la force l'avait établi, la force le maintenait: si l'on pouvait le renverser aussi par la force, il ne devait pas être difficile d'en établir ensuite un autre qui jetât dans les cœurs de plus profondes racines. Alexandre VI ayant résolu d'agrandir le domaine de son fils aux dépens du patrimoine de l'Église, César Borgia jugea avec raison que s'il pouvait se rendre maître des petits États de Romagne, les peuples lui pardonneraient tous les crimes, toutes les cruautés, toutes les trahisons qui ne frapperaient que leurs anciens maîtres, pourvu que leur État à eux-mêmes devînt plus tranquille, et qu'on leur rendît la justice et la paix (3).

La condition secrète moyennant laquelle Louis XII avait obtenu l'alliance du pape et la bulle pour son divorce, avait été une promesse du roi de France de seconder César Borgia dans ses tentatives pour s'emparer de la Romagne. En effet, à peine le duché de Milan avait-il été soumis, la première fois, par les Français, que le duc de Valentinois, qui était venu avec eux de France, obtint qu'on détachât de leur armée trois cents lances payées par le roi, sous les ordres d'Ives d'Allègre, et quatre mille Suisses, commandés par le bailli de Dijon, et payés par l'Église (4). Avec ces troupes, Borgia se présenta devant Imola à la fin de novembre 1499. La ville, qui était mal fortifiée, ouvrit immédiatement ses portes par capitulation; mais la citadelle fit quelque résistance, et pen-

(1) *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani,* L. VII, p. 667.
(2) *Inferno,* Canto XXVII, Canto XXXIII, et passim.
(3) *Macchiavelli, il Principe,* Cap. VII, p. 255.
(4) *Fr. Guicciardini,* Lib. IV, p. 245. — *Jac. Nardi,* L. III, p. 106.

dant les trois derniers jours de novembre, son feu fit beaucoup de mal aux Français. Enfin elle fut aussi forcée à se rendre le 9 décembre (1). Valentinois se présenta ensuite devant Forli. Catherine Sforza avait eu soin d'envoyer à Florence son fils et tout ce qu'elle possédait de plus précieux. Elle ne jugea point la garnison sous ses ordres suffisante pour tenir la ville : aussi elle abandonna son enceinte, et s'enferma dans la citadelle, qu'elle défendit avec un courage digne de celui par lequel elle avait sauvé cette même citadelle, en 1488, des mains des assassins de son mari. Cependant l'artillerie française fit une large brèche à la muraille, qui, en s'écroulant, entraîna le terre-plein qu'elle soutenait, et combla en partie le fossé. Catherine et ses soldats, abandonnant le reste de la citadelle, voulurent en défendre la tour maîtresse; mais les Français, montés à l'assaut, y pénétrèrent avec les fuyards : ils massacrèrent la plus grande partie de la garnison; ils firent Catherine prisonnière, et ils l'envoyèrent à Rome. Le pape la retint quelque temps enfermée au château Saint-Ange; mais Ives d'Allègre, honteux du mal qu'il avait fait à une femme célèbre, intercéda si vivement pour elle qu'elle fut mise en liberté (2).

[1501] A cette époque, les conquêtes de César Borgia furent interrompues par les révolutions de Milan. Ives d'Allègre fut rappelé en Lombardie par Trivulzio, au moment où Valentinois songeait à attaquer Pésaro (3). La révolution de Milan causa même quelque refroidissement entre le pape et le roi, parce qu'Alexandre ne voulut donner aucune assistance aux Français. Mais Georges d'Amboise, cardinal de Rouen, et favori de Louis, mettait trop d'importance à demeurer lié avec la cour de Rome, pour qu'il ne fût pas facile à Alexandre de se réconcilier avec la France. Le prix de cette réconciliation fut la mission de légat *à latere* en France,

(1) *Diario Ferrarese,* T. XXIV, p. 373. On entendait de Ferrare le feu de la citadelle. — *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 245. — *Jo. Burchardi Diarium curiæ Romanæ, apud J. Georg. Eccardum, script. medii ævi,* T. II, p. 2109. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 259.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 246. — *Diario Ferrarese,* p. 375-377. — *J. Burchardi Diarium curiæ Rom.,* p. 2111. — *Jacopo Nardi,* L. III, p. 106. — *Pietro Bembo Hist. Ven.,* L. V, p. 98.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 246. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 109. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. V, p. 99.

que le pape accorda au cardinal pour dix-huit mois : en même temps il s'engagea à seconder le roi de toutes ses forces, lorsque celui-ci tenterait la conquête du royaume de Naples ; et, en retour, Louis renvoya d'Allègre en Romagne avec trois cents lances et deux mille fantassins ; d'autre part il fit signifier à toutes les puissances d'Italie, qu'il regarderait comme une injure faite à lui-même toute opposition apportée aux conquêtes de César Borgia (1).

Les menaces de Louis XII servaient César Borgia plus puissamment encore que l'auraient pu faire ses armées. La seconde victoire des Français dans le Milanès avait imprimé une terreur universelle; leurs alliés tremblaient comme leurs ennemis. Jean Bentivoglio, qui avait eu bien de la peine à se faire pardonner, moyennant une contribution de quarante mille ducats, les secours qu'il avait fournis à Louis le Maure (2), s'abstint de donner aucune aide à Astorre III de Manfrédi, quoique celui-ci fût fils de sa fille. Le duc de Ferrare et les Florentins montrèrent la même crainte d'offenser la France, et refusèrent également tout secours; les Vénitiens enfin, qui s'étaient engagés à protéger les États de Manfrédi et de Malatesti, en contractant avec eux un traité d'alliance et de *condotta*, firent signifier à Astorre III, seigneur de Faenza, et à Pandolfe IV, seigneur de Rimini, qu'ils leur retiraient leur protection, et qu'ils renonçaient à leur alliance. En même temps ils firent inscrire le duc de Valentinois dans leur livre d'or, l'admettant ainsi au nombre des gentilshommes souverains de leur république (3).

César Borgia ayant joint aux troupes françaises sept cents hommes d'armes à lui, et six mille fantassins, entra en Romagne. A son approche, les seigneurs de Rimini et de Pésaro, s'enfuirent, et lui abandonnèrent sans résistance leurs capitales et leurs deux États: le jeune Astorre de Manfrédi, au contraire, se prépara à se défendre dans Faenza, quoiqu'il n'eût d'autre appui que le zèle et l'affection de ses concitoyens. Toutefois une moitié de son petit État n'avait point suivi les déterminations de la capitale : le val de

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 258. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. VIII, p. 244.
(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 255. — *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 259.
(3) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 258. — *Petri Bembi Hist.,* L. V, p. 109. — *Diario Ferrarese,* p. 389.

Lamone, ainsi que la forteresse de Bersighella, qui en faisait la clef, avaient été livrés à Valentinois par Donigi Naldo, l'homme le plus considéré de cette vallée, qui était depuis longtemps au service de César Borgia. Ce dernier vint ensuite tracer son camp devant Faenza, entre les rivières de Lamone, et de Marzano; et il ouvrit ses batteries le 20 novembre, du côté qui regarde Forli, et qui est nommé le bourg, quoiqu'il soit renfermé dans l'enceinte de la ville. Le cinquième jour il livra un assaut, qui fut vaillamment repoussé. Les Faventins, encouragés par ce succès, attaquèrent les assaillants par des sorties fréquentes et presque toujours heureuses. Ils avaient brûlé toutes les maisons autour de leurs murs, et coupé tous les arbres à une assez grande distance de leur ville: comme un hiver rigoureux commençait déjà à se faire sentir, et que les troupes assiégeantes se trouvaient ensevelies dans de profondes neiges, le duc de Valentinois se vit obligé, le dixième jour, à lever son camp pour se retirer et prendre ses quartiers d'hiver. Cependant il jura qu'au printemps suivant il se vengerait de la résistance inattendue qu'un enfant lui opposait (1).

Au commencement de janvier 1501, Borgia tenta de surprendre Faenza par escalade, mais il fut encore repoussé: il revint à la charge dès l'entrée du printemps: il s'empara de divers châteaux forts qui dépendaient de cette petite principauté, et le 12 avril il fit ouvrir ses batteries contre la ville, du côté de la forteresse; le 18 il fit donner un premier assaut qui fut repoussé: le 21, Vitellozo, Paul et Giulio Orsini en donnèrent un second; ils traversèrent la muraille, mais au delà ils furent arrêtés de front par un fossé, tandis que l'artillerie de la place les frappait par les flancs. Après avoir éprouvé une perte considérable, ils furent encore obligés de se retirer. Cependant les Faventins avaient, de leur côté, perdu beaucoup de monde dans ces divers combats; aucun allié ne leur offrait des secours, et les fortifications de leur ville étaient ruinées. Ils offraient de capituler, sous condition que leur jeune seigneur, Astorre de Manfrédi, aurait la liberté de se retirer où il voudrait, en conservant ses rentes patrimoniales. L'accord fut signé; et la

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 259.—*Jacopo Nardi,* L. IV, p. 115.—*Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 261. *Diario Ferrarese,* p. 390. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.,* L. VIII, p. 244.

ville de Faenza fut ouverte au duc de Valentinois le 22 avril 1501. Le duc accueillit avec une apparente bienveillance le jeune Manfrédi, qui n'avait pas encore dix-huit ans; il déclara qu'il voulait le retenir à sa cour, et le former lui-même au métier des armes. Sous ce prétexte, au bout de peu de jours, il l'envoya à Rome: là, le jeune prince de Faenza, après avoir été victime des débauches ou du pape ou de son fils, fut étranglé aussi bien que son frère naturel, et leurs corps furent jetés de nuit dans le Tibre (1).

La conquête de la Romagne était achevée par la soumission de Faenza; mais il fallait encore qu'un acte qu'on pût appeler légitime servît d'origine au pouvoir nouveau du duc de Valentinois. Le pape ne pouvait point aliéner les domaines de l'Église sans le consentement de ses cardinaux. Alexandre VI, par une promotion nouvelle, s'assura la majorité dans le consistoire. Douze cardinaux nouveaux achetèrent leurs chapeaux à prix d'argent. Leurs trésors remplirent les coffres du pontife, et leurs suffrages furent engagés d'avance (2). Le sacré consistoire consentit à l'aliénation de la Romagne; elle fut érigée en duché en faveur de César Borgia, qui après en avoir reçu l'investiture, joignit ce nouveau titre à celui du duché de Valentinois (3).

César Borgia n'avait épargné aucune trahison pour se rendre maître de la Romagne, et il continuait à dresser des embûches aux petits princes qu'il avait dépouillés, pour les faire périr; assuré qu'aussi longtemps que les familles des anciens souverains existeraient dans l'émigration, elles chercheraient à exciter des soulèvements contre lui, et rendraient son trône chancelant. Mais en même temps il voulait racheter aux yeux de ses peuples ces actes de cruauté par une administration qui leur apprît à connaître la justice et la sécurité. La province était infestée par un si grand nombre de malfaiteurs, elle était en proie à une si cruelle anarchie, qu'il jugea convenable d'employer d'abord la

(1) *Fr. Guicciardini.*, Lib. V, p. 262. — *Burchardi Diar. cur. Roman.*, p. 2128. — *Jac. Nardi*, L. IV, p. 118.—*Scipione Ammirato*, L. XXVII, p. 263. *Diario Ferrarese*, p. 394, 395.— *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, Lib. I, p. 72.— *Annal. eccles.*, 1501, § 15, p. 507.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 259.

(3) *Idem, ibid.*, p. 262.—*Orlando Malavolti*, P. III, Lib. VI, f. 107 v.

plus extrême sévérité pour y réprimer tant de crimes. Il lui donna pour gouverneur messire Ramiro d'Orco, homme prompt, inexorable, sévère par caractère plus encore que par principes, et qui semblait prendre plaisir à ordonner des supplices. César Borgia lui abandonna un pouvoir sans limites. Ce juge suprême répandit la terreur dans toutes les villes par des exécutions sanglantes; il poursuivit les malfaiteurs dans toutes leurs retraites; il en fit périr un grand nombre, il força les autres à s'enfuir de la province, et il y rétablit une régularité dans la police, et une sûreté sur les grandes routes et dans les campagnes, dont on avait depuis longtemps perdu le souvenir. Néanmoins le duc de Valentinois ne voulut pas qu'on attribuât à lui-même ce qu'il y avait eu de cruel dans l'administration de son lieutenant : l'ordre était rétabli, la cruauté n'était plus nécessaire; et les habitants de Césène furent glacés d'horreur et d'étonnement en trouvant un matin sur leur place publique, un échafaud dressé sur lequel l'homme devant lequel ils avaient tremblé avait été partagé en deux. Le billot, la hache sanglante, et les deux moitiés du cadavre, demeurèrent exposés à tous les yeux, sans autre explication (1).

La conquête de la Romagne, loin de satisfaire l'ambition de César Borgia, ne servit qu'à l'exciter à de plus hautes entreprises. Le Bolonais, la Toscane, les Marches et le duché d'Urbin, allumaient tour à tour sa cupidité, et lui paraissaient autant de récompenses promises à des travaux ultérieurs. [1500] La Toscane comptait de nouveau quatre républiques, Florence, Pise, Sienne et Lucques, et une petite principauté, celle de Piombino. Mais jamais cette région n'avait été plus affaiblie par des guerres imprudentes, et n'avait paru moins en état de résister à une invasion étrangère. L'une de ces républiques, celle de Sienne, semblait même avoir entièrement renoncé à la liberté, qui avait fait sa gloire. Elle s'était donné un maître, qui avait besoin de toute son adresse et de toute sa puissance pour se tenir en défense contre ses propres concitoyens; et par conséquent elle ne pouvait plus tourner au dehors une force qui se consumait dans le sein de l'État.

Dès l'année 1495, les Siennois redoutant la vengeance des Flo-

(1) Cette exécution eut lieu le 23 décembre 1502. *Macchiavelli, Legazione* 1a, Lettera 19, p. 63. — Idem, *il Principe,* Cap. VII, p. 255.

rentins, auxquels ils avaient enlevé Montepulciano, avaient introduit dans leur ville un corps permanent de troupes de ligne, auquel ils avaient donné pour chefs leurs concitoyens Lucio Bellanti et Pandolfo Pétrucci. Ils avaient en même temps revêtu ces deux capitaines d'un pouvoir judiciaire illimité, pour punir des conspirations dont ils se croyaient menacés. Les fonctions de ces deux juges militaires ne devaient durer que quelques mois (1); mais Pandolfo Pétrucci était trop ambitieux pour abandonner un pouvoir dont il avait été une fois revêtu, et trop habile pour se le laisser ravir. Les soldats qu'il commandait lui étaient uniquement dévoués; il fit accuser son collègue Lucio Bellanti de secrètes intrigues avec les Florentins, et il le contraignit ainsi à s'enfuir. Son beau-père Nicolas Borghèse, chef d'une faction opposée à la sienne, cherchait encore à limiter son autorité, Pandolfo Pétrucci le fit tailler en pièces sur la place publique, le 19 juillet 1500 (2). Ce fut, il est vrai, la seule occasion où il répandit du sang; il effraya ses autres adversaires, et les engagea à embrasser un exil volontaire. Il déguisa son autorité sous celle de l'ordre des Neuf auquel il appartenait, et qu'il feignait de servir. Il ne prit jamais de titre; il ne s'éloigna jamais des habitudes d'un simple citoyen; il ne chercha jamais, par son mariage ou ceux de ses enfants, à entrer dans des familles de princes, et il ne s'allia qu'avec ses concitoyens jusqu'alors ses égaux. Il ne déposa jamais le simple costume, le manteau noir que tous les Siennois portaient également. Il ne dépassa jamais dans ses repas la retenue d'un citoyen modeste et économe; il ne bâtit qu'une simple maison privée pour sa commodité, sans prétendre à la somptueuse élégance des palais; enfin, pendant tout le cours de sa vie, il chercha à dissimuler et à faire oublier son absolu pouvoir (3).

Le duc de Valentinois regardait cependant la nouvelle principauté de Pandolfo Pétrucci, et la petite seigneurie de Jacques IV d'Appiano à Piombino, comme les deux parties de la Toscane sur lesquelles ses attaques pourraient avoir le plus de succès, et celles par lesquelles il devait commencer à exécuter ses projets de con-

(1) *Orlando Malavolti, Storia di Siena,* Part. III, Lib. VI, f. 102 v.
(2) *Idem, ibid.,* f. 105.
(3) *Paolo Giovio, Elogi d'Uomini illustri,* Lib. V. p. 209.

quêtes; en même temps les autres États de la province lui inspiraient fort peu de crainte. La république de Florence, qui dans les temps précédents avait toujours été gardienne de l'indépendance de l'Italie, se trouvait tellement épuisée par la guerre de Pise, par l'esprit de révolte de ses sujets, et par les désordres de son administration intérieure, qu'elle avait tout à craindre du voisin ambitieux, qui attaquait successivement, et soumettait tous les États d'alentour avant de se mesurer avec elle.

Pendant le temps que César Borgia accomplissait avec des troupes françaises la conquête de la Romagne, les Florentins avaient cherché à soumettre Pise, aussi avec des troupes françaises; mais ils n'avaient éprouvé que des revers. Louis XII, après la conquête de Milan, et tandis qu'il se préparait à celle de Naples, avait cherché à occuper ses soldats en Italie, et à les y maintenir aux dépens de ses alliés : pour cela il avait prêté l'oreille aux négociations contradictoires des Florentins et des Pisans. Les premiers demandaient au roi l'accomplissement des traités si souvent renouvelés avec Charles VIII, et la restitution de Pise et de ses forteresses : les seconds demandaient au roi de garantir une indépendance que la France leur avait donnée, et, de concert avec les Siennois, les Génois et les Lucquois, ils lui offraient cent mille ducats pour prix de la liberté de Pise, de Montepulciano, et de Piétra-Santa; ils promettaient de plus un tribut annuel de cinquante mille ducats, si le roi forçait les Florentins à rendre à Pise le port de Livourne, qui avait autrefois appartenu à cette république. Jean-Jacques Trivulzio et Jean Louis de Fieschi soutenaient avec chaleur les intérêts des Pisans; mais le cardinal d'Amboise préféra dans cette occasion l'honneur et la parole du roi, à l'appât de l'argent qui lui était offert. Par tous ses traités, la France avait garanti la restitution de Pise aux Florentins; et ceux-ci paraissaient avoir acquis de nouveaux droits à la reconnaissance du roi, par le zèle avec lequel ils avaient fourni des subsides en argent pour recouvrer le duché de Milan, après l'invasion de Louis le Maure. Georges d'Amboise conclut donc avec eux un nouveau traité par lequel il leur promettait de les aider à recouvrer Pise et Piétra-Santa; et il s'engageait à leur envoyer pour cet objet, dès le 1er mai de l'an 1500, six cents lances et cinq mille Suisses, avec l'artillerie et les munitions nécessaires. Pendant leur

expédition les gendarmes devaient continuer à être à la solde du roi ; mais les Suisses devaient recevoir leur paye de la république florentine (1).

Le roi avait désigné Ives d'Allègre, un de ses meilleurs officiers, pour commander cette armée ; mais les Florentins qui avaient eu à plusieurs reprises à se plaindre des généraux français, n'en avaient trouvé qu'un seul dont la loyauté leur inspirât une entière confiance : c'était Hugues de Beaumont, qui, chargé dans la précédente guerre du commandement de Livourne, leur avait livré cette place au terme convenu, sans chercher à se faire payer pour l'accomplissement de ses devoirs, et sans songer, comme ses collègues, à vendre aux ennemis de son maître l'entrée de sa forteresse. Ils demandèrent avec instance à Louis XII, Beaumont, pour commander leur armée ; et ils l'obtinrent de lui, encore que le roi trouvât ce gentilhomme trop peu élevé en dignité pour contenir suffisamment dans le respect et l'obéissance une armée aussi considérable (2).

Cependant Hugues de Beaumont se mit en marche ; mais avant qu'il fût parvenu aux frontières de Toscane, les Florentins eurent de nouvelles occasions de se plaindre du peu de bonne foi des Français. Dès le 1er mai, les gens de pied étaient à la solde de la république, et l'on avait calculé que le prêt lui coûterait vingt-quatre mille ducats par mois, ce qui revient à 1 fr. 92 cent. de la monnaie actuelle, par jour, pour chaque fantassin suisse. Cependant tout le premier mois fut employé à mettre à contribution les petits seigneurs de Carpi, de Correggio et de Mirandole, qui s'étaient déclarés pour Louis Sforza. Après avoir tiré vingt mille ducats de ces petits princes lombards, et quarante mille de Jean Bentivoglio (3), l'armée française entra enfin en Toscane par Pontrémoli ; mais ses premières hostilités furent dirigées contre le marquis Albéric Malaspina, allié de la république, que les Français dépouil-

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. V, p. 254. — *Scipione Ammirato*, L. XXVII, p. 259. — *Jacopo Nardi*, *Ist.*, Lib. IV, p. 110.—*Istorie di Gio. Cambi*, T. XXI, p. 150.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 254.—*Jacopo Nardi*, L. IV, p. 110.—*Scipione Ammirato*, Lib. XXVII, p. 259.

(3) *Fr. Guicciardini*, Lib. V, p. 255.

lèrent de la seigneurie de Massa, pour en gratifier son frère Gabriel. C'est là que les commissaires florentins, Gian Battista Ridolfi, et Luca-Antonio des Albizzi, trouvèrent l'armée de Hugues de Beaumont, et la passèrent en revue. Deux mille Suisses de plus que ceux qu'on avait demandés avaient suivi les drapeaux; et il fallut commencer par leur payer deux mois de solde avant d'en avoir tiré aucun service. L'armée s'avança cependant, et se fit ouvrir les portes de Piétra-Santa; mais au lieu de remettre cette forteresse aux Florentins, conformément au traité, elle la garda en dépôt, jusqu'à ce que le roi pût décider, après la soumission de Pise, entre les droits de ceux qui y prétendaient (1).

Enfin l'armée arriva devant Pise; et le 29 juin elle ouvrit la tranchée, entre la porte de la Spiaggia, et la porte de Calci : pendant la nuit on mit les pièces en batterie, et le lendemain, lorsqu'il restait encore trois heures de jour, quarante brasses de mur se trouvèrent abattues. Les Français et les Suisses coururent immédiatement à l'assaut, sans attendre davantage, et sans faire reconnaître la brèche. Mais aussitôt qu'ils eurent passé la muraille, ils furent arrêtés par un large fossé dont ils ne soupçonnaient pas l'existence, et qu'ils ne purent franchir. Après quelques efforts pour le traverser, durant lesquels ils perdirent beaucoup de monde, la nuit les força de se retirer dans leur camp; et dès lors, il ne fut plus possible d'obtenir d'eux aucune attaque vigoureuse (2).

Ce n'était point le courage qui manquait aux troupes françaises, mais bien la volonté de nuire aux Pisans. Ceux-ci n'avaient pas vu plus tôt approcher l'armée destinée à les combattre, qu'ils avaient trouvé moyen de réveiller en elle, par leur affection, par leur confiance, et en même temps par leur bravoure, l'ancienne partialité déjà si prononcée au temps de Charles VIII. L'armée française était encore dans le territoire de Lucques, lorsque deux ambassadeurs pisans s'étaient présentés à Beaumont, pour lui déclarer qu'ils mettaient leur ville sous la protection du roi de

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 255. — *Jacopo Nardi,* Lib. IV, p. 111. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 259.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 255. — *Jacopo Nardi,* Lib. IV, p. 112. — *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 260.

France. D'autres étaient allés en même temps porter une déclaration semblable à Philippe de Rabestein, gouverneur de Gênes, pour le roi ; et ce capitaine l'avait imprudemment acceptée au nom de Louis XII. Lorsque Beaumont eut envoyé un héraut d'armes sommer les Pisans de lui ouvrir leurs portes, ceux-ci répondirent qu'ils n'avaient point de plus vif désir que d'obéir au roi de France, et de recevoir son armée dans leurs murs; qu'ils n'y mettaient qu'une seule condition, c'est que le roi ne les soumettrait jamais aux Florentins (1).

De son côté, Hugues de Beaumont avait député deux gentilshommes aux Pisans, Jean d'Arbouville, et Hector de Montenart, pour les inviter à se soumettre volontairement à leurs anciens maîtres. Ces chevaliers, conduits en cérémonie à l'hôtel de ville, y trouvèrent le portrait de Charles VIII exposé à la vénération du peuple, avec le titre de libérateur de Pise. On les supplia de ne point détruire l'ouvrage de ce roi protecteur de la liberté pisane; d'inviter plutôt leur chef à recevoir sous la domination française les affranchis de Charles, à leur promettre du moins un asile en France [1501]; car les Pisans étaient prêts à abandonner leurs maisons et leur patrie, plutôt que de retomber sous la domination florentine. Cinq cents jeunes filles vêtues de blanc vinrent ensuite les entourer, embrassant leurs genoux, les arrosant de larmes, et les sommant de se montrer, selon leur serment de chevalerie, les défenseurs des dames et des demoiselles, contre la brutale insolence de leurs ennemis. « Si vous ne pouvez, leur dit l'une d'elles, nous accorder le secours de vos épées, vous ne nous refuserez pas du moins celui de vos prières; » et aussitôt elles les entraînèrent devant une image de la sainte Vierge, où elles se mirent à chanter *tant piteusement, et de voix si très-lamentables*, qu'il n'y eut personne à qui elles n'arrachassent des larmes (2).

Beaumont avait réussi à conduire ses troupes à un premier assaut ; le sentiment du devoir et l'attachement à la discipline militaire, l'avaient emporté sur les affections du cœur. Mais, après avoir échoué dans cette première attaque, les Français cherchèrent avidement des prétextes pour n'en point tenter d'autres. Les

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 256.
(2) Garnier, Histoire de France, règne de Louis XII, T. XI, p. 130.

Pisans ne refusaient jamais, ni de nuit ni de jour, l'entrée de leurs portes aux soldats français qui s'y présentaient. Ils les accueillaient toujours avec la même hospitalité et la même bienveillance, ils les comblaient de présents, et leur montraient même les batteries masquées, afin que leurs amis, dans le camp opposé, ne s'y exposassent pas. Les Français n'étaient pas moins zélés dans les bons offices qu'ils rendaient aux Pisans; ils laissaient entrer les renforts qui leur arrivaient des autres villes de Toscane; ils laissèrent passer, entre autres, Tarlatino de Città di Castello, lieutenant de Vitellozzo, qui s'illustra dans cette guerre, par le talent et la constance avec lesquels il dirigea dès lors la défense des Pisans. D'autre part, les Français pillaient les convois de vivres qu'on envoyait à leur propre camp, pour avoir ensuite occasion de se plaindre des Florentins qui les laissaient manquer de subsistances. Leur animosité contre ceux-ci éclatait tous les jours davantage. Beaumont, ne pouvant rétablir la discipline dans son camp, annonça enfin à Lucas des Albizzi, commissaire demeuré auprès de lui, qu'il allait lever le siége; et comme Albizzi s'y opposait avec vivacité, pour l'honneur même du roi de France et de ses armes, les Suisses le firent prisonnier, déclarant qu'ils voulaient le garder pour gage de quelques soldes qui étaient dues à leurs compatriotes, dès le temps de la guerre de Livourne. Il fallut se soumettre à cette nouvelle violence : Lucas des Albizzi fut racheté au prix de treize cents ducats; et l'armée qui avait fait une si honteuse campagne reprit, le 18 juillet, le chemin de Lombardie (1).

La retraite de l'armée française mit les Florentins au désespoir. Comptant sur sa puissante assistance, et ne pouvant faire une double dépense en même temps, ils avaient licencié leurs propres soldats; en sorte qu'ils se trouvaient presque absolument désarmés: aussi les Pisans n'eurent-ils point de peine à leur reprendre Librafratta, et le bastion de la Ventura. De plus, Louis XII, selon l'usage des puissants qui se trouvent associés à de plus faibles qu'eux, rejetait sur les Florentins toute la faute des mauvais

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 256. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 260. — *Jacopo Nardi, Ist.,* L. IV, p. 112. — *Istorie di Gio. Cambi,* T. XXI, p. 151.

succès, causés par l'indiscipline de ses propres troupes. Son indignation était extrême contre la république, qu'il accusait d'avoir mal pourvu son camp de vivres, d'avoir mal secondé ses généraux, et surtout de s'être obstinée à choisir Beaumont, de préférence à Ives d'Allègre. Il fallut songer à se justifier auprès de celui de qui on avait lieu de se plaindre; et, en même temps, il fallut adoucir les refus que crut devoir faire la république, de conduire, l'année suivante, une nouvelle armée française devant Pise, pour attaquer cette ville avec plus d'avantage (1).

Après cette campagne malheureuse, Florence resta sans forces, et entourée d'ennemis : les villes rivales, de Gênes, de Lucques et de Sienne se réjouissaient de son humiliation, et assistaient ouvertement les Pisans. Dans le territoire florentin même, le mécontentement et la disposition à la révolte s'accroissaient avec les malheurs de la métropole. A Pistoia les deux anciennes factions des Cancellieri et des Panciatichi recommencèrent une guerre civile dont on avait cru tout souvenir perdu, pendant un siècle entier d'un gouvernement plus ferme. Au commencement de l'année 1501, tous les Panciatichi furent chassés de la ville: le 25 février on les condamna comme rebelles; on brûla leurs maisons, et on abandonna leurs biens aux soldats. Les Cancellieri les poursuivirent ensuite dans la campagne jusqu'à Saint-Michel, et les assiégèrent dans l'église de ce nom : mais ils y furent surpris par les partisans des Panciatichi, qui se rassemblèrent en grand nombre pour délivrer leurs chefs; et les assiégeants y perdirent plus de deux cents des leurs (2). La république florentine, qui n'avait presque plus de soldats sous ses ordres, et dont le trésor était épuisé par les demandes continuelles du roi de France, ne pouvait ni tenir la campagne contre Pise, ni contenir les Pistoiois, ni punir les chefs de ces séditions nouvelles.

Le plus triste avenir semblait menacer la liberté de la Toscane, une jalousie invincible aveuglait tous les voisins de Florence, et

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 257. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 113. — *Scipione Ammirato*, Lib. XXVII, p. 261.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 258. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 262. — *Jacopo Nardi.,* L. IV, p. 117. — *Istor. di Gio. Cambi.,* T. XXI, p. 152. — *Michel Angelo Salvi delle Istorie di Pistoia,* T. III, L. XVIII, p. 15-28.

les faisait conspirer à sa ruine : une fermentation universelle faisait craindre de nouvelles révoltes parmi ses sujets; l'instabilité d'un gouvernement qui se renouvelait tous les deux mois, et qui ne conservait nulle part la tradition de son ancienne politique, inspirait une égale défiance aux étrangers et aux citoyens. Venise avait adopté la protection de la famille usurpatrice, qui voulait remonter sur le trône; les ducs de Milan et les rois de Naples ne tenaient plus alternativement la balance de l'Italie; et le roi de France, qui avait succédé à l'un et qui allait renverser l'autre, ne protégeait plus la république. Le pape, le plus proche voisin de celle-ci, était en même temps son ennemi le plus dangereux; car, sacrifiant tout sentiment de devoir, tout soin de l'indépendance de l'Église, aussi bien que toute bonne foi et toute pudeur, à l'agrandissement de son fils, il combinait les perfidies et les faux serments avec les armes spirituelles et temporelles, pour soumettre la Toscane à César Borgia.

La république en désarmant, comme sa pauvreté la forçait à le faire, semblait témoigner à ses voisins ses dispositions pacifiques : cependant elle fournit précisément ainsi à César Borgia le prétexte qu'il attendait pour commencer les hostilités. Celui-ci, après avoir pris Faenza le 22 avril 1501, se disposait à attaquer Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne, lorsque le condottière Rinuccio de Marciano, licencié par les Florentins, passa au service de ce seigneur avec sa compagnie : le pape et son fils se récrièrent aussitôt sur ce que la république envoyait des secours à leurs ennemis, et cherchaient seulement à les déguiser par une ruse grossière (1).

César Borgia s'était avancé vers la frontière du Bolonais jusqu'à Castel San-Pietro, sur la route d'Imola. Il y reçut un ordre de Louis XII de ne point passer outre, parce que Bentivoglio s'était mis sous la protection spéciale de la France (2). Il s'abstint en effet de l'attaquer; mais il profita du moins de l'effroi qu'il lui causait, pour lui dicter de nouvelles conditions. Il obtint de lui la cession de Castel Bolognèse, entre Imola et Faenza; la promesse

(1) *Jacopo Nardi, Ist.*, Lib. IV, p. 117.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 263. — *Raynaldi Ann. eccles.,* 1501, § 16, p. 507.

d'un tribut de neuf mille ducats, et celle de cent hommes d'armes et deux mille fantassins, que Borgia comptait employer contre Florence. Pour prix de cette alliance, le perfide Borgia révéla à Bentivoglio les intelligences qu'il avait formées avec les Marescotti, famille puissante, riche, et assurée d'une nombreuse clientèle, qui jusqu'alors avait paru toute dévouée au prince. Bentivoglio chargea son fils Hermès d'assassiner Agamemnon Marescotti, chef de cette famille. Il fit massacrer ensuite trente-quatre de ses frères, fils, filles ou neveux, et deux cents de leurs parents ou amis. Jusqu'à ce que cette boucherie fût achevée, les portes de Bologne demeurèrent fermées. Bentivoglio contraignit tous les fils des familles les plus nobles à y prendre part, pour les rendre à leur tour l'objet du ressentiment du parti contre lequel il voulait sévir, et pour les attacher à lui par la crainte des représailles (1).

Le duc de Valentinois n'avait jamais compté de s'arrêter longtemps pour soumettre Bologne. Florence était l'objet de ses préparatifs : il avait appelé à son armée Vitellozo Vitelli, seigneur de Città di Castello, qui brûlait du désir de venger la mort de son frère, et les Orsini, parents et alliés des Médicis. Dès le mois de janvier il avait fait passer à Pise des renforts commandés par Renier de la Sassetta, et par Pierre Gambacorti (2). Après avoir achevé la conquête de la Romagne, il envoya de nouveaux détachements à Pise, sous les ordres d'Oliverotto de Fermo, le favori et l'un des plus habiles lieutenants de Vitelli (3). Il avait eu des conférences avec Julien de Médicis, qui s'était avancé jusqu'à Bologne; il espérait, par son moyen, armer contre leur patrie tous les partisans de la famille exilée. Il savait bien que, quelque débris de la souveraineté de la Toscane qu'il offrît aux Médicis, ceux-ci seraient toujours prêts à l'accepter aux plus honteuses conditions; et, en effet, Julien de Médicis, après être demeuré d'accord avec César Borgia, partit en poste pour la France, afin d'engager Louis XII à refuser tout secours aux Florentins (4).

(1) *Diario Ferrarese,* T. XXIV. *Rer. Ital.,* p. 395. — *Gio. Cambi,* T. XXI, p. 156. — *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 263. — *Jac. Nardi,* L. IV, p. 118. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 263.

(2) *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 116.

(3) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 263.

(4) *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 116.

Cependant toutes les opérations de Valentinois devaient demeurer subordonnées aux plus vastes projets que Louis XII avait formés contre Naples. L'armée destinée à cette expédition commençait à marcher. Sa plus forte colonne conduite par d'Aubigny, devait traverser la Romagne, et y recueillir les troupes françaises qui, sous les ordres d'Ives d'Allègre, avaient jusqu'alors secondé Valentinois ; une autre colonne, conduite par le bailli d'Occan, devait suivre le chemin de la Lunigiane, traverser Pise, et se réunir dans l'État de Piombino, avec César Borgia, qui s'était engagé à suivre les généraux français à la conquête du royaume de Naples. C'était dans sa marche pour se rendre à cette destination qu'il comptait accomplir les révolutions dont il menaçait la Toscane.

César Borgia entra en Toscane par le Bolonais, avec sept cents hommes d'armes et cinq mille fantassins, annonçant à la république florentine qu'il voulait traverser son territoire en ami pour se rendre à Rome, et qu'il ne demandait autre chose que d'avoir des vivres pour de l'argent. Mais lorsqu'il eut passé les défilés des montagnes, et qu'il fut arrivé à Barberino, il changea de langage. Il déclara alors qu'il ne pouvait se montrer l'ami de la république qu'autant qu'il verrait celle-ci soumise à un gouvernement sur lequel il pût compter; que le rappel des Médicis pouvait seul répondre à ses yeux de la stabilité de l'administration; qu'il demandait donc le rétablissement de Pierre de Médicis dans toute l'autorité qu'il avait autrefois exercée: et celui-ci attendait à Loiano, sur la frontière bolonaise, ce qu'opéreraient pour lui ces menaces. Borgia demandait encore que six citoyens désignés par Vitellozzo fussent remis entre ses mains, pour porter la peine de l'injuste sentence prononcée contre Paul Vitelli; que la seigneurie s'engageât à ne donner aucun secours au seigneur de Piombino; enfin qu'elle le prît lui-même à sa solde, avec une *condotta* proportionnée à sa haute dignité (1).

Les Florentins avaient à la tête de leur république une seigneurie qui n'inspirait ni respect ni confiance; on soupçonnait plusieurs de ses membres d'être secrètement d'accord ou avec

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 264. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 120. — *Comment. di Fil. de Nerli,* L. V, p. 88.

Médicis, ou avec le duc de Valentinois, pour supprimer le grand conseil et retirer la souveraineté des mains du peuple. Aucun homme de talent, aucun homme d'un grand nom, n'avait pris une influence décisive sur les résolutions du gouvernement; et comme les circonstances étaient réellement difficiles, aucun n'osait prendre des mesures hardies pour s'en tirer. La seigneurie mit sur pied, il est vrai, une partie de la milice des campagnes, qu'elle cantonna à la Loggia de' Pazzi, à Fiésole et à Bello-Sguardo, pour défendre Florence : mais elle interdit toute hostilité; elle menaça d'une punition sévère les paysans qui opposeraient quelque résistance aux soldats de Borgia, et elle permit au dernier de traverser à petites journées le territoire florentin, en pillant et en dévastant tout devant lui, encore qu'il prétendît toujours être l'ami et le confédéré de la république.

Parmi les capitaines de César Borgia, il y en avait deux qui ne semblaient pas faits pour inspirer de la défiance aux Florentins : Raphaël de Pazzi et Marco Salviati étaient issus de deux familles illustrées par la conjuration de 1478, et l'on devait peu s'attendre à ce qu'ils fissent cause commune avec les Médicis. Toutefois la vanité blessée des grandes familles se réconcilie plutôt avec toute espèce de tyrannie qu'avec le gouvernement populaire. Les deux fils de ceux qui avaient conjuré pour la liberté, conjurèrent pour le pouvoir absolu; ils convinrent avec leurs amis de Florence que les partisans des Médicis s'empareraient du palais, tandis qu'eux-mêmes, avec les soldats des Vitelli, se présenteraient devant les portes (1). Cette conspiration était sur le point d'éclater, lorsque César Borgia, réfléchissant qu'il n'avait plus que peu de jours à passer en Toscane, et qu'il ne tirerait point d'une révolution, au moment où il se mettait en marche pour Naples, tout le parti qu'il aurait pu espérer dans une autre conjoncture, préféra d'ajourner ses projets, et de profiter de la crainte qu'il avait inspirée aux chefs de la république, pour extorquer d'eux une grosse somme d'argent. Il se fit assurer pendant trois ans une solde de 36,000 ducats par année, et il promit de tenir trois cents hommes d'armes prêts à secourir la république

(1) *Vita di Leone X, di Paulo Giovio, tradotta da mess. Ludovico Domenichi,* Frienze, 1551, in-12, L. I, p. 74.

dans tous ses besoins. Il obligea la seigneurie à renoncer à la protection du seigneur de Piombino ; mais il n'insista plus sur les changements qu'il avait demandés à la constitution, ou sur la satisfaction à donner à Vitellozzo (1).

Ce ne fut que le 4 juillet 1501, que César Borgia entra enfin sur le territoire de Piombino. Le seigneur de ce petit État, Jacques IV d'Appiano, avait par avance dévasté son propre pays, brûlé les fourrages, coupé les arbres et les vignes, et détruit le petit nombre de fontaines qui donnaient des eaux salubres. Il s'était ensuite enfermé dans le château de Piombino, avec ses vassaux les plus dévoués, et quelques Corses qu'il avait à sa solde. En peu de jours Suvéréto, Scarlino, l'île d'Elbe et celle de Pianosa se soumirent au duc de Valentinois; mais le château de Piombino demandait un siége régulier : il avait déjà résisté plusieurs jours, lorsque Borgia se vit obligé de s'en éloigner le 28 juillet pour suivre l'armée française (2). Cependant il chargea ses lieutenants, Vitellozzo Vitelli et Jean-Paul Baglioni, de continuer les opérations du siége. Jacques d'Appiano, qui se voyait près de succomber, et qui redoutait de tomber entre les mains cruelles de Valentinois, passa le 17 août à Livourne, et ensuite à Gênes, espérant engager les Génois à acheter son petit fief, et le mettre ainsi sous la protection de la France : mais la garnison, qu'il n'animait plus par sa présence, se rendit le 3 septembre; et Borgia commença ainsi à établir sa puissance sur la Toscane (3).

L'accomplissement des projets ambitieux de César Borgia était suspendu par la marche de l'armée française au travers de l'Italie ; et la politique de tous les États de cette contrée était subordonnée à celle de la cour de France. Celle-ci ne regardait plus déjà la conquête du Milanès que comme un acheminement à celle du

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 264. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 122. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 263.—*Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 161.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 265. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 123. — *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 264.—*Orl. Malavolti, Stor. di Siena,* P. III, L. VI, f. 107 v.

(3) *Barth. Senaregæ de Rebus Genuens.,* p. 574. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 264. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 126.—*Burchardi Diarium Curiæ Rom.,* p. 2135. — *Orl. Malavolti,* P. III, Lib. VI, f. 108 v. — *Agost. Giustiniani Annal.,* L. VI, f. 257.

royaume de Naples : l'entreprise imprudente de Charles VIII s'emblait devenue, pour son successeur, d'une exécution facile et sûre. Les troupes françaises, après avoir passé les Alpes, trouvaient en Lombardie des greniers abondants, des places fortes qui leur étaient ouvertes, et qui assuraient leur route jusqu'au centre de l'Italie. La république de Venise qui avait traversé les projets de Charles VIII, était alliée de Louis XII : d'ailleurs elle était alors même engagée dans une guerre dangereuse avec l'empire turc, et l'on ne devait pas craindre qu'elle provoquât des hostilités sur sa frontière opposée. La Toscane, divisée et affaiblie, attendait les ordres de la France; les princes limitrophes des Vénitiens n'étaient pas moins obéissants. Le pape, ne prenant conseil que de l'ambition de son fils, était devenu lui-même un serviteur dévoué du roi. Don Frédéric, que l'affection des peuples avait remis sur le trône de Naples, n'avait ni trésor ni armée : son royaume dévasté, ses fortifications renversées, ses arsenaux épuisés, ne lui laissaient presque aucun moyen de résistance; et ses sujets ruinés par une guerre cruelle ne pouvaient payer les impôts nécessaires pour rétablir tout ce qui avait été détruit.

Mais si Louis XII regardait comme facile la conquête du royaume de Naples, il ne se sentait point si assuré de le conserver : il craignait les rois d'Espagne, qui, des ports de la Catalogne et de la Sicile, pouvaient avec une extrême facilité faire passer des renforts au roi de Naples, en même temps qu'ils pouvaient tenter une diversion du côté des Pyrenées; il craignait Maximilien, qui, publiant dans chaque diète son ressentiment, pouvait enfin armer contre lui l'Allemagne; il craignait les Suisses, qui, rendus plus inquiets et plus intraitables depuis qu'ils avaient trahi Louis Sforza, semblaient vouloir effacer, par quelque entreprise brillante, la honte dont ils s'étaient couverts, et qui, se fortifiant à Bellinzone, menaçaient toute la Lombardie. Enfin Louis XII craignait de perdre ses propres troupes par les chaleurs de ce climat méridional, dont elles avaient auparavant senti la funeste influence.

Don Frédéric de son côté connaissait bien toute sa faiblesse; il n'avait épargné ni les sollicitations, ni les démarches les plus respectueuses, pour obtenir la paix. Il avait offert de se reconnaître pour feudataire du roi de France, de lui payer un tribut, de lui

livrer ses places les plus fortes, et d'y recevoir garnison française. Il s'était montré prêt à céder au roi tous les avantages d'une conquête, sans exposer les soldats français aux chances de la guerre et le pays contesté à ses ravages (1). Par une étrange infatuation Louis XII rejeta toutes ces offres; et il préféra traiter à des conditions bien moins avantageuses, avec un homme qui devait lui inspirer bien plus de défiance, et qui, ne pouvant le seconder que par une perfidie, aurait dû le faire rougir d'une semblable association.

Louis XII renoua donc avec Ferdinand le Catholique des négociations que celui-ci avait déjà entamées sous le règne de Charles VIII, mais qu'il avait ensuite rompues en démentant ses agents, lorsqu'il avait cru n'avoir plus rien à craindre de ce monarque. Ferdinand prétendait qu'Alphonse I[er] n'avait point eu le droit de disposer du royaume de Naples, sa conquête, en faveur de son fils naturel; il se portait lui-même pour héritier de ce monarque: mais il offrait à Louis XII de diviser un royaume auquel la maison de France prétendait comme héritière de celle d'Anjou, et la maison d'Aragon comme héritière de celle de Duraz, au lieu d'en appeler de nouveau à la force des armes, sur des droits contestés qui avaient ensanglanté si longtemps l'Italie. Il répondait à Louis XII du succès de leur entreprise, puisque Frédéric ouvrirait lui-même ses places fortes aux troupes espagnoles qu'il introduirait pour les défendre, et qui n'y entreraient que pour les livrer. Un traité d'alliance fut signé à Grenade, le 11 novembre 1500, entre Louis XII et Ferdinand et Isabelle; mais il fut enseveli dans le secret le plus profond. Les deux monarques convinrent d'attaquer en même temps le royaume de Naples, et de le partager entre eux de telle sorte que Louis demeurât maître de Naples, de la terre de Labour et des Abruzzes, avec le titre de roi de Jérusalem et de Naples, et que le roi Ferdinand demeurât maître de la Pouille et de la Calabre, avec le titre de duc de ces deux provinces. Les deux rois ne s'obligeaient point à s'assister réciproquement pour conquérir chacun leur partage, mais seulement à ne pas se nuire. Ils devaient ensuite recevoir tous

(1) *Summonte, dell' Istoria di Napoli,* Lib. VI, cap. VI, p. 534.

deux l'investiture du pape, et relever immédiatement de lui (1).

Dans le temps même où Ferdinand signait ce traité, il s'était mis en mesure de l'exécuter, sans éveiller les soupçons ni de don Frédéric, ni d'aucun prince de l'Europe, mais au contraire, en affectant, selon sa politique ordinaire, d'être uniquement occupé de l'avantage de l'Église et de la défense de la chrétienté. Il s'était montré vivement touché des conquêtes que les Turcs avaient faites sur les Vénitiens, dans le Péloponèse et l'Adriatique; et il avait envoyé au secours des derniers son meilleur général, Gonzalve de Cordoue, avec une flotte de près de soixante vaisseaux armés à Malaga, qui portaient douze cents chevaux et huit mille fantassins d'élite. Cette armée, qui, comme nous le verrons ailleurs, seconda vaillamment les Vénitiens, passa ensuite l'hiver en Sicile, pour être prête à exécuter les desseins secrets de Ferdinand le Catholique (2).

Louis XII faisait plus ouvertement ses préparatifs de guerre, pour exécuter un traité aussi imprudent que honteux, par lequel il introduisait dans cette Italie dont il était maître un rival qui pourrait un jour l'en chasser. D'Aubigny commandait son armée, qui était forte de mille lances, quatre mille Suisses, et six mille Gascons et aventuriers. En même temps Philippe de Rabenstein, frère du duc de Clèves et gouverneur de Gênes, conduisait dans le royaume de Naples seize vaisseaux bretons et provençaux, trois caraques génoises, et six mille cinq cents hommes de débarquement (3).

De son côté, don Frédéric, qui avait pris les Colonna à sa solde, avait sous ses ordres sept cents hommes d'armes, six cents chevau-légers et six mille fantassins : cependant il mettait surtout sa confiance dans Gonzalve de Cordoue, qu'il savait en Sicile, à la tête d'une armée composée d'excellentes troupes, et qui lui était annoncé par son cousin Ferdinand comme étant prêt à le

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 260. — Histoire de Louis XII, par Jean de Saint-Gelais, p. 162. *Paris,* 1622, 4°. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.,* Lib. IX, p. 248. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. I, p. 193. — *Summonte, Ist. di Napoli,* L. VI, cap. IV, T. III, p. 535. — *Arnoldi Ferronii,* L. III, p. 43.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. I, p. 191, 192.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 265.

défendre. Frédéric pressait Gonzalve de venir se réunir à lui à Gaëte, et il lui faisait ouvrir toutes les places de guerre de la Calabre, dans lesquelles ce général prétendait qu'il avait besoin de mettre des garnisons, pour assurer les positions de son armée. En même temps Frédéric sollicitait l'empereur des Turcs de défendre un royaume qu'il pouvait considérer comme le boulevard avancé de son empire. Il envoyait à Tarente, la plus forte ville de ses États, Ferdinand, son fils aîné, qui était encore enfant; et il alla camper à San-Germano, où il avait donné rendez-vous aux troupes que lui amenaient les Colonna et à celles de Gonzalve de Cordoue (1).

Mais, le 6 juin 1501, l'armée française étant déjà entrée en deux colonnes dans l'État de l'Église, les ambassadeurs français et espagnols se présentèrent ensemble au pape et au sacré collége, pour leur notifier le traité de partage du royaume de Naples, signé six mois auparavant par leurs souverains. Ils déclarèrent en même temps que leurs maîtres n'avaient d'autre vue, en se mettant en possession du royaume de Naples, que de se donner plus de moyens pour attaquer en commun l'empire ottoman. Ils demandèrent au pape de seconder une aussi pieuse intention, en accordant à leurs souverains l'investiture des provinces qui étaient échues en partage à l'un et à l'autre. Alexandre VI ne pouvait qu'applaudir à un arrangement qui devait l'établir arbitre entre ses deux puissants feudataires. Il ne publia cependant la sentence qui privait Frédéric du trône de Naples que lorsqu'il ne lui resta plus aucun doute sur le succès de la guerre. Elle avait été prononcée, dès le 25 juin, dans un consistoire secret (2).

Ferdinand était le plus proche parent de don Frédéric; il était son plus intime allié; il lui avait inspiré une confiance sans mesure; il venait tout récemment de solliciter et d'obtenir le surnom de Catholique, et il occupait sans cesse la chrétienté de son zèle hypocrite pour l'avancement de la foi et la défense de l'Église;

(1) *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 265.

(2) *Raynaldus*, *Annal. eccles.*, T. XIX, 1501, §§ 50 à 72, p. 519-527. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.*, p. 2129-2131. — *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 266. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.*, L. IX, p. 249. — *Scipione Ammirato*, T. XXVII, p. 264.

aussi son insigne trahison excita-t-elle presque autant l'indignation des étrangers que de don Frédéric lui-même. Gonzalve de Cordoue, voulant tromper jusqu'au bout ce malheureux prince, lui écrivit encore pour démentir ce que l'ambassadeur espagnol avait publié à Rome, et pour déclarer qu'il était toujours prêt à défendre avec son armée le neveu et le plus cher allié de son maître. Ces protestations lui servirent à calmer les provinces qu'il voulait traverser, et à les lui faire occuper plus facilement : ce ne fut qu'après que l'armée française fut parvenue aux frontières du royaume que Gonzalve, avouant sa honteuse commission, envoya six galères à Naples pour ramener les deux vieilles reines, l'une sœur et l'autre nièce de son roi (1).

Les moyens de résistance que Frédéric avait préparés n'étaient plus suffisants pour repousser cette double agression. Les Colonna, ses seuls alliés, étaient de leur côté attaqués par Alexandre VI ; et ils avaient pris le parti d'abandonner tous leurs châteaux, à la réserve d'Amélia et de Rocca di Papa, où ils avaient mis garnison (2). La rébellion avait déjà éclaté à San-Germano et dans les lieux voisins ; non que Frédéric n'y fût aimé plus que les Français; mais ses sujets se refusaient à s'engager avec lui dans une guerre qui ne leur laissait aucune espérance. Frédéric, encore incertain sur le parti qu'il devait prendre, et ne pouvant tenir la campagne, enferma ses troupes dans ses meilleures places, pour se donner le temps de juger sa propre situation. Fabrice Colonna, auquel fut associé le comte Rinuccio de Marciano, récemment entré au service de Naples, fut chargé de la défense de Capoue, avec trois cents hommes d'armes, quelques chevau-légers, et trois mille fantassins: don Frédéric occupa Averse, avec une autre partie de son armée ; et Prosper Colonna entreprit la défense de Naples (3).

Cependant d'Aubigny, en avançant, avait livré aux flammes Marino, Cavi, et d'autres châteaux des Colonna, pour punir ceux-ci de ce qu'ils avaient fait tuer à Rome quelques barons napolitains, partisans de la France. Giulio Colonna, qui devait défendre Monte-

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 267.
(2) *Idem, ibid. — Burchardi Diarium Curiæ Rom.,* p. 2129.
(3) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 268.

fortino, abandonna cette place d'une manière peu honorable; et l'armée française se trouva maîtresse de toute la frontière jusqu'au Vulturne. Ce fleuve n'aurait pas été facile à passer devant Capoue; mais d'Aubigny, se rapprochant des montagnes, le traversa plus près de sa source, et occupa Averse, d'où Frédéric fut obligé de se retirer : il soumit encore Nola, et tout le pays jusqu'à Naples. Il revint ensuite vers Capoue, et investit cette ville des deux côtés de la rivière à la fois. La garnison repoussa avec vaillance le premier assaut que donnèrent les Français; mais elle éprouva de son côté une perte considérable : elle avait vu le danger de près, et elle craignait de succomber dans une seconde attaque; en sorte que le 24 juillet 1501, elle offrit de capituler. Le comte de Caiazzo fut admis sur le bastion à une conférence avec Fabrice Colonna, pour traiter des conditions auxquelles la place serait livrée. La garnison, qui depuis huit jours était appelée à des veilles continuelles, crut pouvoir se relâcher de sa vigilance, au moment où l'on était presque d'accord; et tandis qu'on parlementait, les Français pénétrèrent dans l'enceinte de la ville. On assure qu'un des bourgeois leur en ouvrit l'entrée, mais qu'il fut immédiatement après tué par les vainqueurs. Capoue, surprise tandis qu'elle croyait se rendre, fut traitée avec toute la cruauté qui signalait alors les guerres des ultramontains en Italie : sept mille habitants furent massacrés dans les rues (1), toutes les propriétés furent pillées, toutes les femmes abandonnées à la brutalité des soldats; mais l'horreur qu'ils inspiraient était si grande, qu'un très-grand nombre de dames se précipitèrent dans les puits pour se soustraire par la mort au déshonneur. Les églises et les couvents ne furent point épargnés, et tant que les malheureux Capouans eurent quelque chose à perdre, les généraux français, qui, vis-à-vis de ces nouveaux sujets, prétendaient représenter le souverain légitime, n'étendirent point sur eux leur protection. Enfin le pillage avait cessé, le soldat s'était calmé et la discipline était rétablie, lorsqu'on découvrit qu'une tour de la ville avait servi de refuge à un grand nombre de femmes. César Borgia les fit toutes conduire devant lui; et après les avoir examinées avec soin, il fit choix des

(1) *Burchardi Diar. Curiæ Romanæ*, p. 2132. — *Fr. Belcarii Comment.*, L. IX, p. 250. — *Summonte, Stor. di Napoli*, L. VI, cap. IV, p. 535.

quarante plus belles, qu'il envoya dans son palais à Rome pour y former son sérail (1).

Fabrice Colonna, don Hugues de Cardone, et plusieurs autres capitaines distingués, demeurèrent au nombre des prisonniers. Le comte Rinuccio de Marciano, blessé d'une flèche d'arbalète, était aussi tombé entre les mains des soldats du duc de Valentinois; mais il mourut dès le second jour, et l'on crut que Vitellozzo Vitelli avait fait empoisonner ses blessures, se souvenant que la rivalité de ce capitaine avec son frère Paul Vitelli avait été une des causes du supplice de ce dernier (2).

La prise de Capoue porta le dernier coup à la fortune déjà si chancelante de Frédéric. Il abandonna sa capitale qu'il ne pouvait plus défendre; il s'enferma dans le château Neuf, et il permit aux villes de Naples et de Gaëte d'ouvrir, sans coup férir, leurs portes aux Français. La première se racheta du pillage par une contribution de soixante mille ducats. Le 25 août, six jours après l'entrée des Français dans Naples, don Frédéric leur remit lui-même le château Neuf. Il convint avec d'Aubigny de le mettre paisiblement en possession de tout ce qu'il possédait encore dans la partie du royaume qui était échue en partage aux Français, et il ne se réserva que l'île d'Ischia, qui devait pendant six mois être à l'abri de toute hostilité. Il stipula en même temps une amnistie pour tous ceux qui s'étaient déclarés contre la France, depuis la conquête de Charles VIII; et il réserva aux cardinaux Colonna et d'Aragon la jouissance de leurs rentes ecclésiastiques dans le royaume (3).

Jamais on n'avait vu plus d'illustres victimes des révolutions politiques que n'en rassemblait alors l'île d'Ischia. Dans son château se trouvait Béatrix d'Aragon, sœur de don Frédéric, d'abord mariée au grand Mathias Corvinus, roi de Hongrie, puis fiancée à Uladislas, roi de Bohême. Elle avait par son crédit fait obtenir à ce dernier la couronne de Hongrie; mais en retour il

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 268. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 124. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena,* P. III, Lib. VI, f. 108.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 269.

(3) *Idem., ibid.* — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 125. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.,* p. 2132.

l'avait répudiée, et il avait épousé une autre femme. On y voyait encore Isabelle, duchesse de Milan, femme de Louis le Maure et fille d'Alphonse de Naples; l'un et l'autre avaient perdu leurs États : son père était mort dans l'exil, son mari et son fils étaient prisonniers. Enfin Frédéric lui-même se trouvait dans cette forteresse, avec sa femme et quatre enfants en bas âge. Il ne demeura pas longtemps, il est vrai, dans cette retraite, où il aurait fait plus sagement d'attendre les chances d'une nouvelle fortune. Son indignation contre son cousin Ferdinand d'Aragon était si violente, qu'il aima mieux encore se jeter entre les bras d'un ennemi qui l'avait toujours combattu à force ouverte. Il suivit le conseil de Philippe de Rabenstein, qui était arrivé devant Ischia, avec sa flotte; il obtint de lui un sauf-conduit pour se rendre en France, avec cinq galères légères, tandis qu'il envoya la meilleure partie de ses gendarmes à Tarente, qui se défendait toujours, au nom de son fils aîné. Il confia le commandement d'Ischia au marquis del Guasto et à la comtesse de Francavilla. Il laissa aussi dans cette île Fabrice et Prosper Colonna, dont le premier avait été obligé de payer sa rançon aux Français après la prise de Capoue. Louis XII, touché de la confiance de don Frédéric, lui accorda en effet le duché d'Anjou et trente mille ducats de rente, en compensation du royaume qu'il avait perdu : mais il y mit pour condition que cet hôte illustre ne sortirait jamais de France; et quoiqu'il ne fût point son prisonnier, et qu'il fût venu sur la foi d'un sauf-conduit, Louis XII le mit sous la garde du marquis de Rothelin, qui, avec trois cents hommes, fut chargé de veiller à sa sûreté, ou plutôt à son obéissance (1).

La conquête de l'autre moitié du royaume de Naples, par Gonzalve de Cordoue, ne fut pas tout à fait si rapide : il l'avait commencée plus tard et avec moins de forces; il trouvait aussi plus de résistance dans les habitants. Ceux-ci regrettaient le partage de leur patrie; et puisqu'elle devait cesser d'avoir un roi pour elle seule, ils auraient préféré du moins passer sous la domination de la France. Cependant, comme leur souverain les avait abandonnés,

(1) *Summonte, Ist. di Napoli*, Lib. VI, cap. IV, p. 537. — *Fr. Guicciardini*, L. V. p. 269. — Jean de Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, p. 163. — *Barth. Senaregæ de Reb. Genuens.*, p. 573. — *Istor. di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 166.— *Raynaldi Ann. eccles.*, 1501, § 74, p. 166. — *Arnoldi Ferronii*, L. III, p. 43.

et qu'aucun autre prince ne se présentait pour les défendre, ils se soumirent successivement, à mesure que les Espagnols vinrent les sommer de le faire. Les seules villes de Manfrédonia et de Tarente soutinrent un siége : celui de Manfrédonia fut court; mais celui de Tarente fut fort long, encore que Gonzalve de Cordoue le dirigeât lui-même. La ville située, dans une île, unie par deux ponts au continent, et pourvue abondamment de vivres, était assez forte pour défier longtemps les efforts des assiégeants; et Jean de Guévara, comte de Ponteza, gouverneur du jeune Ferdinand, qui y commandait, se reposant sur la force de la place, évitait les sorties, les escarmouches, et tous les petits combats qui auraient pu épuiser sa garnison. Enfin Gonzalve de Cordoue ayant transporté une vingtaine de bateaux armés dans le bassin de dix-huit milles de circuit que les Tarentins nomment la Mer intérieure, le comte de Potenza, qui de ce côté ne craignait aucune attaque et n'avait élevé aucune fortification, se montra disposé à capituler, d'autant plus que Gonzalve lui fit offrir les conditions les plus honorables et les plus avantageuses. Le général du roi Catholique jura sur l'hostie, de la manière la plus solennelle, qu'il accorderait au jeune Ferdinand, duc de Calabre, la liberté de se retirer où bon lui semblerait. La ville fut livrée à cette condition, et le jeune prince se hâta, selon l'ordre qu'il en avait reçu de son père, de prendre le chemin de Bitonte, pour se rendre dans la partie du royaume qu'occupaient les Français. Mais à peine fut-il arrivé dans cette ville, qu'il y fut arrêté par ordre de Gonzalve, ramené à Tarente, puis embarqué et envoyé prisonnier en Espagne, malgré ses réclamations et celles de son gouverneur, qui se reprochait amèrement de l'avoir précipité dans le piége. Gonzalve de Cordoue était un homme religieux jusqu'à la superstition et au fanatisme; il se rendait néanmoins coupable, par politique, du plus insigne parjure: mais ayant renoncé à éclairer sa propre conscience, il s'en remettait à son directeur, et il trouva des théologiens qui lui dirent, et qui publièrent pour lui, que le serment qu'il avait fait, il l'avait prêté pour son maître, non pour lui-même; en sorte qu'il n'était point personnellement lié; et que son maître ne l'était pas davantage, puisque Gonzalve s'était engagé pour lui à son insu (1).

(1) Paul Jove, qui rapporte ce sophisme, paraît le regarder lui-même comme

Ainsi tomba, pour ne plus se relever, cette branche de la maison d'Aragon, qui avait régné à Naples avec tant de lustre pendant soixante-cinq ans, et qui avait eu une si grande influence sur les progrès des lettres italiennes. Frédéric, par sa retraite trop précipitée, s'ôta les moyens de profiter des chances avantageuses que ne pouvait manquer de lui présenter la discorde entre les monarques rivaux qui s'étaient partagé son royaume. Il mourut en Anjou, le 9 septembre 1504. Son fils don Ferdinand, duc de Calabre, mourut en Espagne, seulement en 1550, après avoir été marié deux fois, mais toujours, d'après la politique espagnole, avec des femmes dont la stérilité avait été reconnue. Alphonse, le second fils, qui avait suivi son père en France, mourut à Grenoble en 1515, non sans soupçon de poison; le troisième, César, mourut à Ferrare à l'âge de dix-huit ans. Parmi les filles du roi Frédéric, la seule Charlotte, mariée au comte de Laval, a laissé une postérité (1).

un argument auquel il n'y a rien à répliquer. *Vita magni Gonsalvi,* L. I, p. 195-199. — *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 270. — *Fr. Belcarii Comm.,* Lib. IX, p. 251.

(1) *Summonte, Ist. di Napoli,* Lib. VI, cap. IV, p. 537. — *Muratori, Annali d'Italia,* Ann. 1501. T. X, p. 7. — Nicolas, comte de Laval, gouverneur et amiral de Bretagne, qui épousa Charlotte, ne laissa qu'une fille, Anne de Laval, mariée à François de la Trémouille : c'est par elle que la maison de la Trémouille a revendiqué des droits sur le royaume de Naples.

CHAPITRE III.

GUERRE DANS LE ROYAUME DE NAPLES ENTRE LOUIS XII ET FERDINAND LE CATHOLIQUE ; RÉVOLTE D'AREZZO ; CONQUÊTES DE CÉSAR BORGIA ; MASSACRE DE SINIGAGLIA ; BATAILLE DE CÉRIGNOLES ; LES FRANÇAIS CHASSÉS DU ROYAUME DE NAPLES. — 1501 A 1503.

Les ultramontains, qui au commencement du seizième siècle faisaient la guerre en Italie, ne dissimulaient point les sentiments de défiance, de mépris ou de haine, qu'ils entretenaient pour la nation qu'ils venaient combattre. Ces sentiments se montrent à découvert dans les écrits des contemporains; et comme les événements subséquents les ont plus d'une fois justifiés, ils ont contribué à établir dans toute l'Europe un préjugé défavorable contre la nation qui finit par succomber. Cependant, à cette époque du moins, l'aversion des ultramontains pour les Italiens n'était autre chose que la haine commune à tous les barbares contre les nations plus civilisées. Ils sentaient la supériorité d'esprit, de jugement, de connaissances de leurs ennemis ; mais ils se révoltaient contre elle. Ils représentaient ces avantages comme nécessairement liés à la dissimulation et à la perfidie; ils prenaient pour eux-mêmes la palme de la valeur ouverte et celle de la franchise, et ils abandonnaient avec mépris aux Italiens celle de la finesse et de la souplesse. Chaque nation, en se comparant à eux, s'attribuait des qualités incompatibles avec ces artifices mesquins, partage d'un peuple trop civilisé; elles parlaient tour à tour de la bonne foi teutonique, de la rude franchise helvétique, de l'honneur français, de la loyauté castillane. Cependant chacune de ces nations sembla prendre à tâche de donner, dans le cours de peu de mois, en Italie même, des preuves d'une mauvaise foi que les plus diffamés parmi les politiques italiens n'avaient jamais égalée.

Maximilien d'Autriche, qui avait la prétention d'être plus encore chevalier que roi, n'avait pas jusqu'alors pris une part importante aux affaires d'Italie; ce fut plus tard, et dans ses démêlés avec Venise, qu'il montra surtout son mépris pour ses engagements. Cependant son inconséquence avait déjà rendu son alliance fatale à tous ceux à qui il l'avait vendue : elle avait trompé les Pisans, elle avait causé la ruine de Louis Sforza, elle venait encore de contribuer à celle de Frédéric d'Aragon. Le roi de Naples avait prêté à Maximilien quarante mille florins, sous condition que celui-ci ne ferait aucun accord avec la France sans l'y comprendre. Mais Maximilien, que sa prodigalité insensée mettait dans la dépendance de tous les événements, et qui pendant tout son règne ne fit autre chose que donner des paroles pour de l'argent, et les fausser pour une nouvelle somme, consentit, moyennant un subside que lui paya la France, à faire avec celle-ci une trêve de plusieurs mois, sans y comprendre don Frédéric : il donna ainsi à Louis XII le temps d'attaquer le roi de Naples, et de le précipiter du trône (1).

La trahison des Suisses à Novare, dont Louis Sforza fut victime, laissait à cette nation peu de sujet de vanter sa loyauté; d'autant plus que cette transaction fut précédée et suivie par plusieurs autres, moins éclatantes pour l'importance des événements, moins funestes dans leurs conséquences, mais non moins contraires à la fidélité et à l'honneur militaires.

La conduite du gouvernement français avait été presque toujours entachée par une égale mauvaise foi; il avait fait commerce de ses alliances avec les Pisans, les Florentins, le duc de Valentinois : il avait abandonné à leurs ennemis, pour une somme d'argent, ceux à qui il avait le plus solennellement promis sa protection; et sa constante alliance avec César Borgia l'avait fait participer à tous les crimes de cet homme perfide. L'Espagne cependant surpassait toutes les autres puissances par l'impudence de sa mauvaise foi. Ferdinand le Catholique semblait se faire honneur de ne donner des paroles que pour les fausser, de jouer avec les serments comme les enfants avec des osselets, de multiplier les tromperies par delà même ce que demandait la réussite de ses projets. Les deux Espagnols, Alexandre VI et César Borgia son

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 260.

fils, fondèrent en quelque sorte par leur exemple la terrible école macchiavélique ; le héros même de l'Espagne, Gonzalve de Cordoue, n'évita point à plusieurs reprises le reproche de perfidie.

Mais aucune transaction du siècle ne portait l'empreinte d'une violation plus perfide de tous les droits, de tous les devoirs, que le traité de Grenade pour le partage de la monarchie de Naples. Aucune ne dévoilait, dans ceux qui le signèrent, un plus profond mépris pour les obligations morales et pour celles de l'honneur. Il fallait être aveuglé par la cupidité, pour espérer que l'une ou l'autre partie exécuterait de bonne foi un accord fondé sur la subversion de toute foi et de tout principe. Une pareille convention ne pouvait enfanter que la guerre et non la paix ; et en effet, à peine la conquête du royaume de Naples était-elle achevée par les deux princes qui s'étaient accordés pour une trahison, qu'ils commencèrent à s'en disputer les provinces.

Le traité de partage de Grenade avait été fondé sur l'ancienne division du royaume de Naples en quatre provinces, dont deux avaient été allouées à chaque puissance. La Campanie comprenait ce que nous nommons aujourd'hui la terre de Labour et les deux principautés ; l'Abruzze comprenait les deux Abruzzes modernes et le comté de Molise. C'étaient les provinces garanties à la France. La Pouille comprenait la Capitanate, la terre de Bari et celle d'Otrante ; la Calabre comprenait la Basilicate et les deux Calabres modernes. Cependant cette ancienne division des provinces avait été changée par le roi Alphonse Ier. Les provinces de la Capitanate et de la Basilicate, détachées, l'une de la Pouille, l'autre de la Calabre, n'étaient point désignées clairement par le traité de Grenade, comme devant demeurer au roi d'Espagne. Quelques places de la première avaient été occupées sans réclamation au nom du comte de Ligny, à qui elles avaient été accordées par Charles VIII : d'ailleurs la Capitanate semblait ne pouvoir être séparée de l'Abruzze ; le produit presque entier de ces deux provinces consistait dans les troupeaux voyageurs, qui broutaient en été les pâturages des hautes montagnes de l'Abruzze, et en hiver ceux des plaines brûlées de la Pouille (1).

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, Lib. I, p. 199. — *Alfonso de Ulloa*,

Les hostilités commencèrent à Atripalda, dans la Basilicate : les Français s'y étaient établis ; les Espagnols les y surprirent et les en chassèrent. Cependant ni les uns ni les autres n'étaient encore prêts pour une nouvelle guerre. Louis d'Armagnac, duc de Nemours, vice-roi de Naples au nom de Louis XII, consentit à s'aboucher avec Gonzalve de Cordoue dans l'église de Saint-Antoine, entre Atella et Melphi, pour régler les points sur lesquels ils étaient en différend. Ils convinrent que jusqu'à la décision de leurs deux monarques, en éclaircissement du traité, les villes contestées seraient gouvernées en commun par les deux vice-rois, que les drapeaux des deux nations y seraient arborés, et que la gabelle sur le passage des troupeaux, qui produisait cent mille ducats par année, et qui formait le revenu le plus net du royaume, mais qui aurait été perdue en entier pour les Français s'ils avaient renoncé à la Capitanate, serait partagée entre eux et les Espagnols, par égales parts (1).

Cet arrangement favorable aux Français n'avait été accepté par Gonzalve que parce qu'il se sentait le plus faible. Il donna le temps d'écrire aux deux cours. Les deux rois confessèrent qu'ils ne connaissaient pas le pays, qu'ils n'avaient point prévu la difficulté qui se présentait; mais tous deux, sentant bien que le maintien de la paix était impossible, au lieu de recommander à leur lieutenant de terminer le différend par un arrangement équitable, l'invitèrent à tirer le plus de parti qu'il pourrait des circonstances, et à expliquer à son avantage tout ce qui serait demeuré obscur. Tous deux voulaient la guerre; mais les Français furent les premiers prêts. Aussi Nemours fit-il déclarer, le 19 juin 1502, à Gonzalve, que si celui-ci ne lui restituait pas la Capitanate, les Français se feraient justice à eux-mêmes par les armes : aussitôt après il attaqua Atripalda, il s'en empara de nouveau, et il commença en même temps les hostilités sur toute la ligne. Gonzalve, apprenant que les princes de Salerne et de Bisignano s'étaient déclarés pour les Français, et que tout le pays était en fermentation,

Vita de' imp. Carlo V, L. I, f. 18, *Venezia,* 1574, in-4°. — *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 274. — *Fr. Belcarii Comm.*, Lib. IX, p. 253.

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 201. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 18. — *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 275.

s'échappa de nuit d'Atella, et se retira successivement sur Andria, Bitonto et Barlette, distribuant tout ce qu'il avait de troupes dans les places fortes, et abandonnant les campagnes aux incursions des Français (1).

Gonzalve de Cordoue avait fait choix de Barlette pour y rassembler son armée, y attendre les secours d'Espagne, et donner aux Français le temps de s'épuiser par une guerre de postes. Cette ville, bâtie par l'empereur Héraclius, au sud-est de l'embouchure du fleuve Ofanto, avait été souvent la résidence des plus anciens rois de Naples; son port était médiocre; il n'était point abrité contre tous les vents, et ses vieilles murailles n'étaient point terrassées. Mais Gonzalve y rassemblait ses plus braves soldats et les barons qui s'étaient déclarés pour l'Espagne. L'ancien parti aragonais lui était demeuré fidèle : il n'avait point partagé dans toute sa vivacité le ressentiment de Frédéric; et tandis que ce roi avait préféré de se livrer à la France plutôt que de se confier à son cousin, presque tous ceux qui l'avaient suivi dans son exil, et particulièrement Prosper et Fabrice Colonna, étaient alors auprès de Gonzalve. L'ancien parti d'Anjou, au contraire, s'était partout déclaré pour les Français, et il était plus puissant justement dans les provinces qui avaient été cédées à l'Espagne.

Dans le conseil de guerre que le duc de Nemours consulta sur son plan de campagne, André Mathieu d'Aquaviva, duc d'Adria, le plus distingué des barons angevins et dans les lettres et dans les armes, proposa d'assiéger Bari, la ville la plus florissante, et le meilleur des ports que les Espagnols occupassent sur l'Adriatique. Il assurait que sa conquête entraînerait celle de Giovénazzo et de Bitonto, et la révolte de toute la province. Mais Isabelle d'Aragon, fille d'Alphonse II, et veuve de Jean-Galéaz Sforza, commandait à Bari, qui lui avait été donné pour apanage; et les généraux français ressentaient quelque répugnance à s'attaquer à une femme dont ils avaient détrôné le père et le mari, dont ils retenaient le fils prisonnier; à une femme qu'ils avaient rendue si malheureuse et dont ils respectaient le caractère. Ives d'Alègre et La Palice déclarèrent qu'ils croyaient plus conforme au

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 276. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 202. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 18.

caractère des chevaliers français, et en même temps aux règles de l'art militaire, d'attaquer Gonzalve lui-même dans la ville où il s'était enfermé, de lui refuser le temps d'en augmenter les fortifications, et de profiter de l'impétuosité française pour mettre fin à la guerre sur la brèche même de Barlette (1).

Le duc de Nemours, qui n'avait ni des talents ni un caractère distingué, se décida, comme font le plus souvent les hommes médiocres, pour un parti moyen entre ceux qui lui étaient proposés; et, par une trompeuse prudence, il renonça aux avantages de l'un et de l'autre. En attaquant Bari, il craignit de laisser Gonzalve en liberté; en assiégeant Barlette, il craignit d'avoir à lutter avec les talents d'un grand général, et la vigueur d'une nombreuse armée. Il se décida à former seulement le blocus de cette dernière ville. Louis d'Ars, Châtillon de Formant, et Chandieu ou Chandenier, commandant des Suisses, se rangèrent à son avis. D'Aubigny fut détaché avec un tiers de l'armée française pour envahir la Calabre. Il s'était fait aimer et respecter dans cette province, pendant la précédente guerre, par la justice et la douceur de son gouvernement; et en effet, aussitôt qu'il y fut rentré, les princes de Salerne et de Bisignano, de la maison de San-Sévérino, et le comte de Miléto, se rangèrent sous ses drapeaux; toutes les villes, et même Cosenza, capitale de la province, ouvrirent leurs portes aux Français, et les accueillirent comme des libérateurs : les garnisons et les magistrats espagnols se retirèrent en Sicile, et d'Aubigny étendit sa domination jusqu'au détroit de Messine (2).

Pendant ce temps, le duc de Nemours prenait des positions autour de Barlette; il s'emparait de tous les châteaux du voisinage; il cherchait à couper à Gonzalve les vivres et les communications avec le reste du royaume; il ne conduisait ses troupes qu'à des escarmouches qui ne pouvaient rien décider, et il répétait la faute dans laquelle plus d'un général français est tombé, celle de laisser languir le soldat, de lui faire contracter de l'ennui et de l'impa-

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 203. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. II, f. 18.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 204. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 19.

tience, et de dissiper ainsi sans fruit cette ardeur et cette impétuosité nationales qui lui auraient assuré la victoire.

Tandis que les deux généraux évitaient les batailles rangées et les actions meurtrières, l'un par prudence, et l'autre par impéritie, les deux armées, dont toute la cavalerie était composée d'une courageuse noblesse, changeaient la guerre en tournois et en défis pour des combats en champ clos. Les gendarmes français, en reconnaissant la bravoure de l'infanterie espagnole, méprisaient la cavalerie, qu'ils regardaient comme formée à l'école des Maures, et plus propre à caracoler qu'à combattre. Les Espagnols leur répondaient qu'à armes égales et en nombre égal, ils ne craignaient pas les Français. Un combat de onze chevaliers contre onze fut résolu. Du côté des Français on remarquait, parmi les champions, Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche, et François d'Urfé, seigneur d'Orose; du côté des Espagnols, Diégo de Vera et Diégo Garcia de Parédès. Les Vénitiens, qui commandaient à Trani, et qui observaient une exacte neutralité entre les deux armées, accordèrent le champ clos, et nommèrent les juges du combat. Il devait se terminer au coucher du soleil, et ceux qui seraient renversés de leurs chevaux ou chassés de la lice ne devaient plus y prendre aucune part. Dès le premier choc, sept Français furent renversés ou leurs chevaux tués; mais les quatre restants, savoir, Bayard, Orose, Torcy, lieutenant de La Palice, et Montdragon, s'enfermant comme dans un rempart derrière les chevaux de leurs compagnons, qui étaient couchés sur le champ de bataille, s'y défendirent avec tant de valeur et tant de constance qu'après six heures d'efforts inutiles, le soleil, s'étant couché, les juges du combat séparèrent les combattants, et déclarèrent la gloire égale entre eux (1).

Les deux nations avaient arrêté un cartel pour les prisonniers, et elles se faisaient un point d'honneur de les traiter humainement. Don Alonzo de Sotomayor, qui avait été prisonnier du chevalier Bayard, se plaignit d'avoir été détenu par lui avec trop de sévérité. Bayard assurait qu'il ne l'avait resserré qu'après que

(1) *Pauli Jovii Vita Gonsalvi*, L. II. p. 205. — Mémoires du chevalier Bayard, T. XV, ch. XXIII, p. 36. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, Lib. I, f. 19.

Sotomayor eut tenté de s'évader, malgré sa parole donnée. Les deux chevaliers vidèrent leur querelle dans un combat en champ clos, où Sotomayor fut tué; et les Espagnols eux-mêmes applaudirent à la victoire du guerrier qu'ils respectaient; ils la considérèrent comme un jugement de Dieu contre leur compatriote (1).

Ces combats en champ clos, ces égards chevaleresques entre les guerriers des deux armées ne s'étendaient qu'aux gentilshommes; les fantassins roturiers n'en étaient pas traités avec moins de cruauté, les paysans n'en étaient pas dépouillés avec moins de barbarie. Cependant Gonzalve ajoutait chaque jour de nouvelles fortifications à Barlette; et Nemours, qui avait négligé de l'attaquer de vive force au premier moment, n'aurait plus pu désormais le faire avec aucune chance de succès. Il se contenta de soumettre les places environnantes, Cérignoles, l'ancien château de Géryon, qui avait résisté à Annibal, et où Zarate et d'Acunha commandaient aux Espagnols, et Canosa, dont Pietro Navarro avait entrepris la défense. L'un et l'autre siége fut soutenu avec bravoure: Mais Gonsalve, reconnaissant que ces garnisons devraient enfin succomber, et ne voulant point s'exposer à perdre d'aussi bons officiers et d'aussi braves soldats, leur donna ordre d'évacuer ces deux villes, et de se retirer à Barlette (2).

Il y avait déjà plusieurs mois que Gonzalve contenait son armée dans les murs d'une ville pauvre, et qui lui offrait peu de ressources. La cour d'Espagne, avec sa lenteur ordinaire, n'avait encore rien fait pour le secourir. Il n'avait plus d'argent, plus d'habits, presque plus de vivres et plus d'armes pour ses soldats; mais il avait su leur inspirer une telle affection, il avait si bien connu le caractère espagnol, et il avait mis si habilement à profit l'orgueil, la constance et la sobriété nationales, qu'au milieu de tant de privations, ses soldats ne donnèrent aucun signe d'impatience, d'indiscipline ou de découragement. Enfin un vaisseau de Sicile apporta à Gonzalve les blés dont il avait le plus pressant besoin; un autre lui apporta de Venise des armes, des habits, des

(1) *Pauli Jovii Vita Gonsalvi,* Lib. II, p. 206.—*Arnoldi Ferronii,* Lib. III, p. 45. — Mém. de Bayard, Cap. XIX-XXII, p. 15, et seq.—*Alf. Ulloa,* L. I, f. 19.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 207. – *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 20.

souliers, dont sa troupe était absolument dépourvue ; il acheta tous ces objets sur le crédit d'Isabelle d'Aragon et des plus riches marchands de Bari ; et tandis qu'il était absolument sans argent, il persuada à ses guerriers, qu'un coffre qu'il leur montrait était encore plein d'or, et qu'il le réservait pour leur payer leur solde le lendemain de la bataille (1).

La campagne tout entière de 1502 se consuma de cette manière. Cependant le duc de Nemours, avant de distribuer ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, les ramena au pied des murs de Barlette, et invita Gonzalve, par un héraut d'armes, à venir se mesurer avec lui en rase campagne. Gonzalve le remercia de son offre, mais lui fit dire qu'il aurait plus d'obligation encore à Nemours, s'il obtenait de lui d'attendre sa propre convenance, d'autant plus que ce n'était pas son usage de prendre conseil de son ennemi sur le moment où il était opportun de se battre ou de ne se battre pas. Nemours, satisfait d'avoir terminé la campagne par cette bravade, se retira vers Canosa ; et ne conservant aucune crainte d'un ennemi qui refusait le combat, il marcha dès lors avec peu d'ordre, laissant ses bataillons s'écarter à une grande distance l'un de l'autre. Tout à coup Diégo de Mendoza, qui l'avait suivi avec Prosper Colonna, tomba sur l'arrière-garde, l'enveloppa avec sa gendarmerie italienne, et lui fit un grand nombre de prisonniers (2).

Parmi ceux-ci se trouvaient Charles Hennuyer de la Mothe, officier français distingué, qui, avec ses compagnons d'infortune, fut invité le lendemain à un festin chez Mendoza, dont il était prisonnier. Le capitaine espagnol, en rendant justice à la valeur française, attribua tout le succès du combat de la veille à l'intrépidité et à la précision des manœuvres de la cavalerie italienne, commandée par Prosper Colonna. Les Français voulaient bien partager avec les Espagnols la palme de la valeur ; mais être comparés aux Italiens, leur paraissait un affront intolérable. La Mothe se récria sur ce que les Italiens, tant de fois vaincus, ne

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 209. — *Alfonso de Ulloa Vita di Carlo V,* L. I, f. 20. — *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 295.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 210. *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 20 v.

pouvaient, avec aucune sorte d'armes, dans aucune sorte de combats, être égalés aux Français. Il ne se refusa point à répéter le lendemain et de sang-froid, ces paroles injurieuses devant Prosper Colonna, qui l'avait interpellé pour le faire, et qui en réponse lui donna un démenti. L'honneur des deux nations parut intéressé à cette querelle privée; les deux généraux consentirent à en appeler solennellement à la décision des armes. Treize Italiens et treize Français, armés de toutes pièces, durent se rencontrer en champ clos, pour combattre à outrance. Le champ fut choisi à égale distance, entre Barletta, Quadrata et Andria; on lui donna un huitième de mille en carré, et il fut marqué simplement avec un sillon de charrue : cependant il fut convenu que, quiconque serait poussé hors de cette enceinte, serait reconnu pour vaincu, et ne pourrait plus prendre part à la bataille. Les deux généraux en chef, qui avaient consenti à une trève, s'étaient avancés, avec les deux armées rangées en bataille, pour la garde du champ clos. Les champions avaient été choisis avec soin, mais surtout du côté italien, l'honneur national y paraissant plus particulièrement intéressé. Aux termes du défi de La Mothe, chaque parti devait s'armer à sa volonté et comme il croirait devoir le faire pour son avantage, en sorte que les armes n'étaient point égales. Les Italiens avaient des lances plus longues d'un pied, et ils avaient de plus planté sur le champ de bataille, deux épieux en réserve pour l'usage des cavaliers qui se trouveraient démontés. Les vaincus devaient demeurer prisonniers des vainqueurs, à moins qu'ils ne se rachetassent chacun au prix de cent écus d'or.

Ce combat, auquel les Italiens attachèrent plus d'importance qu'à aucune bataille rangée, fut livré le 13 février 1503. Leurs champions avaient été choisis parmi les gendarmes de Prosper Colonna; mais celui-ci avait eu soin d'en prendre quelqu'un dans chacune des régions de l'Italie. Les vœux des généraux, de l'armée, du peuple, les accompagnèrent; et l'on ne doit pas s'étonner qu'une nation opprimée, bien plus divisée que vaincue, et qui répandait son sang pour les étrangers, sans trouver l'occasion de le verser pour sa propre indépendance, ait embrassé avec ardeur une chance de sauver son honneur, lorsque tout le reste était perdu, ou qu'elle ait accueilli avec des transports de joie et d'enthousiasme les champions qui le défendirent. Ces champions

furent victorieux. Au lieu de donner carrière à leurs chevaux, comme leurs adversaires, ils les attendirent de pied ferme, et les trompant ainsi sur l'espace qu'ils devaient parcourir, ils les mirent en désordre. Quelques chevaux français s'emportèrent, passèrent le sillon, et leurs cavaliers furent exclus du combat. D'autres cavaliers furent renversés par les lances plus longues des Italiens, sans pouvoir les atteindre à leur tour. Deux cavaliers italiens, démontés au premier choc, saisirent les épieux mis en réserve, et abattirent plusieurs chevaux français. Un seul Français fut tué : ses camarades, renversés les uns après les autres, se rendirent successivement aux Italiens, qui les faisaient prisonniers; et, après une lutte obstinée, ils se reconnurent pour vaincus, et furent emmenés en triomphe à Barletta : aucun d'eux n'avait apporté les cent écus convenus pour sa rançon, parce qu'aucun n'avait cru à la possibilité de sa défaite (1).

[1501] Tandis que les généraux français conservaient leur supériorité dans le royaume de Naples, plus par l'avantage du nombre que par celui des talents, leurs frères d'armes n'étaient pas sans inquiétude dans le duché de Milan. Les fils de Louis le Maure s'étaient réfugiés auprès de Maximilien, roi des Romains. Ce prince avait épousé leur cousine, il était lié par l'amitié aussi bien que par des traités avec leur père; il avait de tout temps ressenti contre la France une jalousie qui n'attendait que l'occasion pour éclater. Il n'avait point reconnu les prétentions de la maison d'Orléans, il refusait à Louis XII l'investiture du duché de Milan, et par ce refus, suivant le droit féodal, il invalidait sa conquête. Le ministère français n'avait jamais pu obtenir de Maximilien que des trêves de quelques mois; il les avait toutes achetées à prix d'argent. Il craignait à toute heure que l'Empereur n'envahît la Lombardie, et ne mît le royaume de Naples en danger. Le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis XII, était déterminé à ne rien épargner pour conserver la paix avec Maximilien;

(1) Tous les historiens italiens ont parlé de ce combat avec une complaisance marquée et de longs détails. *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 296-298. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 211-214. — *Ejusd. Vita di Pompeo Colonna,* p. 354. — *Summonte, Istor. di Napoli,* L. VI, cap. IV, p. 542-552. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 21. — *Arnoldi Ferronii,* L. III, p. 47.

il se rendit à Trente, pour avoir avec lui une conférence. Louis XII n'avait pas de fils; Amboise offrit la fille de ce roi, madame Claude de France, en mariage au petit-fils de Maximilien, Charles, fils de Philippe et de Jeanne de Castille, qui venait à peine de naître. Ces deux époux enfants devaient avoir pour apanage le duché de Milan, dont Maximilien donnerait l'investiture. Philippe, souverain des Pays-Bas, avait été éclairé par l'intérêt de ses industrieux sujets; il désirait conserver la paix avec la France, et il se chargeait avec zèle du rôle de médiateur entre Maximilien son père, et Louis XII son redoutable voisin. La négociation entamée longtemps avant la conférence de Trente, semblait donc en bon train : le cardinal d'Amboise y avait joint le projet de réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, et il croyait par là s'ouvrir une voie au souverain pontificat. Aussi se rendit-il facile sur toutes les conditions accessoires, et promit-il entre autres la mise en liberté de Louis Sforza, du cardinal Ascagne, et de tous les prisonniers milanais. Mais la question principale n'était pas facile à régler. Louis XII pouvait encore avoir un fils, et il ne voulait pas le déshériter par avance en faveur de sa fille. Jamais l'Empereur ne voulut consentir à la réserve que Louis voulait faire de ce droit contingent; et la conférence fut rompue, sans autre résultat que d'avoir prolongé la trève de quelques mois (1).

[1502] Cependant Maximilien, qui se croyait appelé à faire revivre tous les droits des maisons de Saxe ou de Hohenstauffen sur l'Italie, y envoya deux ambassadeurs, le marquis Hermès Sforza et le prévôt de Brixen, pour revendiquer les prérogatives de ses prédécesseurs. Ils firent leur entrée à Florence le 21 février 1502. Ils exposèrent à la seigneurie que leur maître se préparant à venir prendre la couronne impériale à Rome pour aller ensuite combattre les Turcs, il demandait à leur république, comme membre de l'Empire, et en conséquence de ses antiques obligations, de payer cent mille florins pour les frais de l'expédition, moitié comptant, et moitié au passage du monarque; et à ce prix il se déclarait prêt à mettre en oubli la prédilection que les

(1) *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 271.

Florentins avaient toujours montrée pour la maison de France (1).

Les Florentins désiraient fort peu traiter avec Maximilien, surtout à des conditions si onéreuses; mais le bruit seul de cette négociation leur fut avantageux. Louis XII, depuis la malheureuse expédition de M. de Beaumont, ne leur avait point pardonné les torts qu'il avait eus lui-même : il leur avait retiré sa protection, et les avait abandonnés aux intrigues du duc de Valentinois. Il craignit enfin que les Florentins délaissés ne cherchassent dans Maximilien un nouveau protecteur; il consentit, le 16 avril, à signer avec eux un traité, par lequel, moyennant un subside annuel de quarante mille florins, il garantissait pendant trois ans leurs possessions actuelles, les laissant à leurs propres efforts pour recouvrer celles qu'ils avaient précédemment perdues (2).

La protection de la France, quoiqu'elle n'obligeât celle-ci à aucun effort, était pour la république une puissante sauvegarde, et la garantissait des attaques ouvertes de César Borgia, qui, entourant déjà sa frontière, et tenant sous les armes une redoutable gendarmerie, menaçait à toute heure son existence même. Borgia, maître de la Romagne, arbitre suprême de tout l'État de l'Église, venait encore de fortifier sa maison par une puissante alliance. Le 4 septembre 1501, il avait fait épouser sa sœur Lucrèce, à Alphonse fils aîné du duc de Ferrare; et, le 5 janvier 1502, Lucrèce était partie de Rome pour sa nouvelle cour (3).

Le duc de Ferrare avait vu César Borgia attaquer successivement tous les vicaires pontificaux; il l'avait vu secondé par la France, ménagé par les Vénitiens, et ne trouvant d'obstacle nulle part. Il ne savait point si son tour à lui-même n'allait pas bientôt venir; et il se mit avec empressement à l'abri des attaques d'un voisin si puissant et en même temps si perfide, par une alliance que l'illustre maison d'Este devait, il est vrai, trouver bien honteuse. Lucrèce Borgia, toute jeune qu'elle était, avait déjà été mariée

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 273. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 127. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 265.

(2) *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 266. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 128. — *Francesco Guicciardini,* Lib. V, p. 270.

(3) *Diario Ferrarese,* T. XXIV, p. 397-405. — *Petri Bembi Hist. Veneta,* L. VI, p. 128. — *Burchardi Diar. Curiæ Rom.,* p. 2133 et 2136.

trois fois. Son père, avant d'être parvenu au pontificat, l'avait donnée à un gentilhomme napolitain, lorsqu'elle n'était point encore nubile. Mais, après avoir été fait pape, il prononça son divorce, pour la marier à Jean Sforza, seigneur de Pésaro. Bientôt les Borgia trouvèrent que l'alliance d'un si petit prince n'était plus assez brillante pour eux; et le pape prononça, en 1497, un second divorce, pour marier sa fille l'année suivante à Alphonse d'Aragon, duc de Biséglia, prince de Salerne, et fils naturel d'Alphonse II de Naples (1). Sur ces entrefaites, le royaume de Naples fut conquis par les Français; le prince de Biséglia, qui n'avait que dix-sept ans au moment de son mariage, au lieu d'être le neveu d'un grand roi, ne fut plus que celui d'un proscrit. Les Borgia n'avaient jamais prétendu être fidèles à ceux que la fortune abandonnait. Le 25 juillet 1501, le troisième époux de Lucrèce fut assassiné sur l'escalier de la basilique de Saint-Pierre. Toutes poursuites furent interdites contre ses meurtriers; et, comme il ne mourait pas assez tôt de ses blessures, il fut étranglé dans son lit le 18 août (2). Les désordres de la vie privée de Lucrèce passaient encore le scandale de ses mariages et de ses divorces : le public l'accusait d'avoir été la maîtresse et de son père et de ses frères; on l'avait vue présider aux repas honteux de courtisanes, et aux fêtes scandaleuses par lesquelles Alexandre souillait le Vatican : au lieu de tournois elle y instituait des luttes de libertinage; elle jugeait par ses yeux des combats, et elle distribuait des prix aux vainqueurs (3).

Lucrèce porta cent mille ducats de dot à son époux, la cession de quelques fiefs ecclésiastiques en Romagne, et la protection du pape pour la maison d'Este, qui valait plus que tous ces avantages. En retour, l'alliance du duc de Ferrare couvrait le nouveau duché de Romagne sur la frontière par laquelle il était le plus vulnérable, et elle laissait à César Borgia la possibilité de tourner toutes ses forces et toute son attention vers la Toscane et l'Ombrie. Il partit de Rome le 13 juin 1502, pour se rapprocher de ces provinces (4).

(1) *Burchardi Diar. Curiæ Romanæ*, p. 2096.

(2) *Idem*, p. 2122, 2123.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. IV, p. 126. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1501, § 21, p. 511.

(3) *Burchardi Diar. Curiæ Rom.*, p. 2134.

(4) *Idem*, p. 2138.

Dès le 1er mai de l'année précédente, le pape avait prononcé en consistoire une sentence contre Jules-César de Varano, seigneur de Camérino, par laquelle, en punition du meurtre de son frère Rodolphe et de l'asile qu'il avait accordé aux exilés et aux rebelles de l'État de l'Église, Varano était privé de son fief, et la petite principauté de Camérino était réunie à la chambre apostolique (1). Le duc de Valentinois, arrivé sur les frontières de Pérouse, annonça qu'il voulait mettre cette sentence à exécution. Il envoya le duc de Gravina Orsini et Olivérotto de Fermo, ses lieutenants, ravager la marche de Camérino. En même temps, il demanda à Guid'Ubaldo de Monte-Feltro, duc d'Urbin, de lui prêter ce qu'il avait d'hommes d'armes et d'artillerie. Guid'Ubaldo, qui n'avait aucun différend avec le pontife, et aucun motif de défiance, s'empressa d'obéir, pour ne pas se compromettre avec un si redoutable voisin. Mais Borgia, s'étant fait livrer tous les moyens de défense du duc, conduisit à l'improviste ses troupes dans le duché d'Urbin, et s'empara le même jour de Cagli, une des quatre villes de cet État. Guid'Ubaldo épouvanté, s'enfuit sans faire aucune résistance; il se retira à Ravenne, en habit de paysan, et de là il passa à Mantoue: son petit-fils, François-Marie de La Rovère, préfet de Rome et seigneur de Sinigaglia, s'enfuit en même temps; et César Borgia ne trouva aucun obstacle à réduire en sa puissance tout le duché d'Urbin, à la réserve des forteresses de San-Lé et de Maiolo (2).

C'est ici une des occasions assez rares où l'existence de la république de San-Marino est remarquée par les historiens. Deux villages vers le sommet de la montagne du Titan, composent tout ce petit État, qui s'était conservé libre jusqu'alors, mais sous la protection du duc d'Urbin. Les habitants, effrayés de la ruine de leur protecteur, offrirent aux Vénitiens de se donner à eux, s'ils voulaient les défendre contre César Borgia: mais les Vénitiens n'osèrent pas les accepter. Borgia, d'autre part, leur demanda seulement de recevoir un podestat de ses mains; les citoyens de San-Marino y consentirent; ils profitèrent ensuite des pre-

(1) *Raynaldi Annal. eccles.*, 1501, § 17, p. 508.

(2) *Fr. Guicciardini*, Lib. V, p. 278.—*Burchardi Diar. Curiæ Rom.*, p. 2138. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VI, p. 130. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 132. — *Ist. di Giov. Cambi*, p. 179.

mières révolutions de la Romagne, pour se mettre en liberté (1).

Pendant que Valentinois conquérait le duché d'Urbin et surveillait les révolutions qui éclataient en Toscane, son lieutenant Vitellozzo Vitelli, seigneur de Città di Castello, avait lié une conspiration avec quelques citoyens d'Arezzo, pour se faire livrer cette ville. Guillaume des Pazzi, qui était commissaire de la république florentine, la découvrit et fit arrêter deux des plus coupables; mais le parti des rebelles était plus nombreux qu'il ne l'avait supposé; toute la ville prit les armes pour les délivrer, le commissaire lui-même fut à son tour fait prisonnier avec tous ses officiers; les Arétins proclamèrent ce même jour, 4 juin 1502, le rétablissement de leur ancienne république, et ils entreprirent le siége de leur citadelle (2).

Cosimo des Pazzi, évêque d'Arezzo, et fils du commissaire, s'était enfermé dans cette forteresse; il fit demander en hâte des secours à Florence, mais ceux des rebelles étaient plus rapprochés: Vitellozzo Vitelli entra presque aussitôt dans Arezzo avec les gendarmes de Città di Castello. Jean-Paul Baglioni, seigneur de Pérouse, le suivit de près, conduisant avec lui Fabio, fils de Paul Orsini, et les deux Médicis, Pierre et son frère le cardinal, toujours prêts à s'engager avec tous les ennemis de leur patrie. Pandolfe Pétrucci leur envoya de Sienne de l'argent et de l'artillerie, et le 18 de juin la citadelle d'Arezzo, qui n'avait pu être secourue, se rendit à eux (3).

Tous les capitaines qui avaient concouru à la révolte d'Arezzo, Vitellozzo, les Orsini, Baglioni et Pétrucci, étaient à la solde du duc de Valentinois; et si celui-ci n'avait pas eu de part au complot, du moins il semblait se tenir prêt pour en recueillir les fruits: mais comme il était sur le point d'entrer en Toscane, il reçut communication du traité de protection, signé le 16 avril, entre le roi de France et la république, et une prohibition formelle

(1) *Petri Bembi Hist. Veneta,* Lib. VI, p. 130. — *Mecchiore Delfico, Memorie Storiche di San-Marino,* Cap. VI, p. 175.

(2) *Jacopo Nardi, Istor. Fior.,* L. IV, p. 129. — *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 177. — *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 267.

(3) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 275. — *Burchardi Diar.,* p. 2128. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 130. — *Orlando Malavolti, Stor. di Siena,* P. III, L. VI, f. 108 v.

de Louis XII, de molester les Florentins. Il se crut obligé d'obéir, du moins en apparence, et il se contenta de faire passer secrètement à Vitellozzo tous les gendarmes dont il pouvait disposer (1). En même temps il tourna ses forces du côté de Camérino ; il entra dans cette ville par surprise; il se rendit maître de la personne de Jules-César de Varano et de deux de ses fils, et il les fit aussitôt étrangler (2).

Vitellozzo cependant avait sous ses ordres huit cents hommes d'armes et trois mille fantassins; il prenait le titre de général de l'armée de l'Église, et il poursuivait la guerre contre Florence. Comme toutes les moissons étaient sur pied, les paysans, de peur de les exposer à être brûlées, n'osaient faire aucune résistance; aussi Vitellozzo ne trouva-t-il point de difficulté à se rendre maître de Monte San-Sovino, de Castiglione Arétino, de Cortone et de toutes les places fortes du Val de Chiana (3). S'il avait poussé immédiatement dans le Casentin, il serait parvenu jusqu'aux murs de Florence : aucune armée n'était prête pour lui résister, les fantassins rassemblés à Quadrata, au moment de la révolte d'Arezzo, avaient été frappés d'effroi par la reddition des châteaux du Val de Chiana, et ils s'étaient tous dissipés. Mais Vitellozzo se souciait fort peu de rétablir les Médicis à Florence, tandis qu'il pouvait espérer de garder toute conquête qu'il ferait dans le voisinage de son petit État de Città di Castello. Au lieu donc d'avancer, il planta ses batteries d'abord devant Anghiari, et ensuite devant Borgo San-Sepolcro, et il se rendit maître de ces deux places. Les Florentins d'autre part avaient recouru dès le commencement de cette guerre à Chaumont d'Amboise gouverneur du Milanès, pour lui demander les secours auxquels Louis XII était obligé. Déjà deux cents lances françaises, commandées par le capitaine Imbault, étaient arrivées à Florence; deux cents autres approchaient. Vitellozzo, qui venait de faire sommer le château de

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 277. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 132. — *Orlando Malavolti, Stor. di Siena,* P. III, L. VI, f. 109. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. I, p. 79.—*Fr. Belcarii Comment.,* L. IX, p. 254.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 279. — *Burchardi Diarium,* p. 2141. — *Scipione Ammirato,* L. XXVII, p. 268. — *Jacopo Nardi,* L. IV. p. 134.

(3) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 131.—*Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI. p. 178. — *Scipione Ammirato,* Lib. XXVII, p. 267.

Poppi, averti de leur approche, se retira immédiatement, et s'enferma dans Arezzo (1).

Vitellozzo ne s'était point engagé dans cette entreprise sans l'agrément du duc de Valentinois; mais dès que celui-ci avait vu qu'elle excitait réellement la colère du roi de France; que les plaintes élevées par l'Italie entière contre lui avaient ébranlé Louis XII à son arrivée à Asti, et l'avaient enfin déterminé à mettre des bornes à l'ambition de son protégé; que ce roi avait envoyé à Parme Louis de La Trémouille avec deux cents lances et un gros train d'artillerie; qu'il y faisait marcher trois mille Suisses, et qu'il s'apprêtait à forcer au repos les capitaines trop turbulents de l'État de l'Église, le duc de Valentinois se hâta de désavouer son lieutenant: il le menaça même de l'attaquer de son côté à force ouverte; et Vitellozzo, qui savait bien qu'il n'avait à attendre de son patron ni pitié ni bonne foi, qui venait de voir par l'exemple du duc d'Urbin et du seigneur de Camérino, jusqu'où pouvaient aller sa cruauté et sa perfidie, tremblait d'être sacrifié par lui. Pour sortir avec quelque honneur de son expédition, il se hâta de traiter avec le capitaine Imbault; il lui remit le 1[er] août Arezzo, et tout ce qu'il avait conquis en Toscane, se soumettant au jugement du roi de France, sur le sort de la province (2).

La colère de Louis XII contre César Borgia semblait annoncer une révolution rapide dans l'État de l'Église; tous les ennemis de cet homme cruel et perfide, toutes les victimes échappées à ses précédentes trahisons, tous ceux qui craignaient d'y succomber bientôt, s'étaient réunis à Asti auprès du roi de France, pour le solliciter de délivrer, et du père et du fils, l'Église ainsi que l'humanité. Mais, de leur côté, Alexandre et César Borgia ne restaient point inactifs. Ils envoyaient auprès de Louis et du cardinal d'Amboise leurs négociateurs les plus habiles. Ils savaient que ce cardinal aspirait au souverain pontificat, que pour s'y élever il

(1) *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 279. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 131. — *Scipione Ammirato*, Lib. XXVII, p. 267. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. I, p. 80. — *Fr. Belcarii*, Lib. IX, p. 255.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 280. — *Macchiavelli, de' Discorsi sopra Tito-Livio*, Lib. I, cap. 38, p. 167. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 135. — *Istor di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 180. — *Scipione Ammirato*, Lib. XXVII, p. 268.

avait besoin de faire entrer de nouvelles créatures à lui dans le sacré collége; et Alexandre VI lui promit en effet de faire une promotion toute de son choix : il lui confirma pour dix-huit mois le titre de légat *à latere* en France, et il flatta sa vanité en lui faisant jouer le rôle de protecteur de l'Église. Le cardinal d'Amboise, gagné par les Borgia, représenta alors à Louis XII qu'il ne pouvait placer aucune confiance dans ses négociations avec Maximilien; que les prétentions de quatre cantons sur Bellinzona pouvaient amener une brouillerie avec tout le corps helvétique, que la guerre de Naples avec les rois d'Espagne pouvait devenir inquiétante; que les Vénitiens, toujours occupés de la guerre des Turcs, voyaient les progrès de la France avec jalousie; que le pape et son fils étaient enfin les seules puissances de l'Italie qui eussent une armée, un trésor, et une position digne d'être achetée. Aussitôt que César Borgia sut que Louis XII s'était laissé apaiser par ces considérations politiques, il partit en poste de Rome, le 5 août 1502, et il se rendit à Milan auprès du roi (1). Louis XII l'y reçut avec des honneurs et des témoignages d'affection, désespérants pour ceux qui avaient imploré justice contre lui. L'alliance entre la France et la maison Borgia fut confirmée; les troupes françaises envoyées en Toscane furent rappelées; la république de Sienne et Pandolfe Pétrucci, en payant quarante mille ducats, furent reçus de nouveau sous la protection de la France; deux mille Suisses et deux mille Gascons reçurent ordre de passer dans le royaume de Naples, pour y joindre le duc de Nemours; et Louis XII, content d'avoir réglé ainsi les affaires d'Italie, en repartit au mois de septembre, pour retourner en France (2).

Les conditions de la nouvelle alliance de Valentinois avec le roi ne furent connues qu'après le départ de celui-ci; mais elles excitèrent une indignation universelle. Louis XII, s'associant aux perfidies du fils du pape, lui prêtait trois cents lances françaises pour les continuer. Il n'avait point réclamé en faveur du prince de Piombino et du duc d'Urbin, tous deux ses alliés, et qui tous

(1) *Burchardi Diar. Curiæ Rom.*, p. 2142. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 136. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.*, L. IX, p. 256.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 282. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 138. — *Agost. Giustiniani*, L. VI, p. 258.

deux avaient fourni leurs petits contingents à ses armées. Il était de même l'allié de Jean Bentivoglio, et il avait reçu en argent le prix de la protection qu'il lui avait promise : cependant il le sacrifiait à son tour à Valentinois. Les trois cents lances qu'il prêtait à celui-ci devaient être employées contre Bologne, Pérouse et Città di Castello, pour en chasser Bentivoglio, Jean Paul Baglioni, et Vitellozzo Vitelli (1).

On ne savait point si la république florentine avait été également abandonnée par le roi à la cupidité de César Borgia ; mais le traité qui l'unissait à Louis XII, et qu'elle avait regardé jusqu'alors comme faisant sa sûreté, n'était pas plus précis ou plus sacré que ceux du prince de Piombino, du duc d'Urbin, de Jean Bentivoglio, qu'on voyait Louis fouler aux pieds. D'ailleurs on savait qu'Alexandre VI et son fils s'étaient accusés de pusillanimité pour n'avoir pas poussé plus vivement leurs avantages contre les Florentins; ils se tenaient pour assurés par la connaissance qu'ils avaient acquise de la cour de France, que cette cour pardonnerait toujours les choses faites, et que s'ils avaient attendu de traiter avec elle, après s'être rendus maîtres de Florence, ils n'auraient pas eu plus de peine à faire leur paix qu'ils n'en avaient eu en ménageant cette ville (2).

Les Florentins avaient été remis en possession au mois d'août de toutes les villes et les châteaux que Vitellozzo leur avait enlevés; mais ils n'avaient dû cette restitution qu'à une protection étrangère, tandis que leurs revers donnaient la mesure de leur faiblesse. Épuisés depuis huit ans par la guerre de Pise, cette plaie intérieure rongeait sans cesse leurs finances, en même temps qu'ils souffraient avec tout le reste de l'Italie de l'invasion des étrangers, et de toutes les calamités publiques. Le roi, ayant témoigné qu'il les verrait avec déplaisir prendre à leur solde le marquis de Mantoue, qu'il regardait comme son ennemi, ils n'avaient engagé ni ce capitaine, ni aucun autre, par égard pour cette insinuation, et ils restaient presque désarmés (3).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 283.

(2) *Idem,* p. 284.—*Macchiavelli, della natura de' Grancesci,* T. III, Opera, p. 195.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 284.

A ces dangers extérieurs se joignaient pour les Florentins ceux qui venaient de l'instabilité de leur propre gouvernement. Depuis qu'il n'y avait plus de balie, plus d'élections faites à la main, plus de faction en dehors de l'administration qui gouvernât secrètement les magistrats, depuis que ceux-ci étaient choisis tous les deux mois par les suffrages du grand conseil, l'on sentait beaucoup plus vivement l'inconvénient de n'avoir dans l'État aucune autorité stable. La politique extérieure avait entièrement changé de nature : elle était concentrée dans le cabinet d'un petit nombre de princes absolus, elle demandait du secret, de la finesse, une connaissance personnelle des hommes et des ministres ; elle exigeait l'emploi, non de bons citoyens, mais de diplomates. Les puissances étrangères ne cessaient de reprocher aux Florentins ce renouvellement continuel de leur administration, qui ne permettait point de les initier dans les mystères de la politique. Le duc de Valentinois et le roi de France, dans leurs négociations avec la seigneurie, avaient plusieurs fois objecté que lui confier leurs secrets, c'était les rendre publics : les partisans des Médicis n'avaient pas d'autre prétexte à faire valoir, pour recommander le rétablissement de la tyrannie. Les amis de la liberté sentirent de leur côté que dans une crise aussi fâcheuse, ils devaient donner quelque chose de plus stable à leur gouvernement. Alamanno Salviati, l'un des prieurs, proposa à la seigneurie de mettre à la tête de la république un gonfalonier à vie, comme l'était le doge de Venise ; de loger ce gonfalonier au palais, avec un traitement de cent ducats par mois ; de lui donner le droit d'intervenir à tous les conseils et à tous les tribunaux, et le partage de l'initiative avec le *proposto* journalier de la seigneurie; mais de déclarer en même temps que ces hautes fonctions ne le mettraient point à l'abri d'un jugement capital, s'il était rendu contre lui par le tribunal suprême des Huit de la balie. Cette proposition, approuvée d'abord par la seigneurie et les colléges, reçut le 19 août 1502 la sanction du grand conseil (1).

Au moment où cette loi fut portée, les vœux du peuple n'étaient encore arrêtés sur aucun individu; mais le grand conseil, où se

(1) *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 181.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 138.—*Scip. Ammirato,* L. XXVIII, p. 269.

réunirent plus de deux mille citoyens, consulté par un scrutin secret, présenta trois candidats pour cette haute dignité, le juge Antonio Malegonnelle, Giovacchino Guascone, et Piéro Sodérini. Le dernier, dans un second tour de scrutin, réunit seul la pluralité absolue, et fut proclamé, le 22 septembre, quoiqu'il ne dût entrer en fonctions que le 1er novembre. C'était un homme d'un âge mûr, d'une fortune indépendante, d'une famille illustre, d'une réputation intacte. Il n'avait point d'enfants, en sorte qu'on n'avait pas lieu de craindre qu'une ambition de famille ralentît ses efforts pour le bien de tous (1). Peu de temps auparavant, on avait aussi réformé l'ordre judiciaire à Florence. Une loi du 15 avril 1502 avait supprimé les offices de podestat et de capitaine de justice, et fondé la rote florentine; on l'avait composée de cinq juges, dont quatre devaient être d'accord pour porter une sentence. On avait conservé cependant le titre de podestat pour le donner au président de ce tribunal. Chacun de ses membres exerçait cette fonction à tour de rôle pendant six mois; cette rotation a fait donner aux tribunaux, en Italie, le nom de *ruota*, roue (2).

Après avoir affermi, par ces réformes intérieures, la stabilité de leur gouvernement, les Florentins se mirent en mesure de se défendre : ils obtinrent de Louis XII cent cinquante lances françaises dont ils payèrent la solde, et en même temps ils envoyèrent Jean-Victor Sodérini en ambassade à Rome, et Nicolas Macchiavelli, l'historien, à Imola, auprès du duc de Valentinois, pour savoir jusqu'à quel point ils pouvaient compter sur la durée de la paix (3).

Les vicaires pontificaux et les condottieri, contre lesquels le duc de Valentinois avait déclaré qu'il voulait conduire son armée et les troupes que la France lui avait prêtées, étaient tous ennemis secrets ou déclarés de la république florentine : tous d'autre part, au commencement de cette même année, étaient encore à la solde de Borgia, et longtemps ils avaient servi d'instruments

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 281. — *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 183. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 269.

(2) *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 172. *Scipione Ammirato,* Lib. XXVIII, p. 270.

(3) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 138.

à sa politique. Les Florentins pouvaient donc craindre, ou que leur discorde apparente ne fût qu'une ruse destinée à tromper leurs voisins, ou que leur réconciliation ne s'opérât aux dépens de la république. Mais ces capitaines connaissaient mieux eux-mêmes le danger qu'ils couraient. Borgia avait déclaré qu'il voulait ramener Bologne, Pérouse et Città di Castello à l'obéissance de l'Église : c'était annoncer qu'il voulait s'emparer de ces villes, et faire périr les familles de leurs seigneurs, comme il avait fait périr celles de Varano et de Manfrédi. Les Orsini, unis intimement aux Vitelli, comprenaient que leur tour ne tarderait pas à venir. Pandolfe Pétrucci se sentait enlacé de tous les côtés par les conquêtes de Valentinois, qui, maître de la Romagne, de l'Ombrie et du Patrimoine, fortifiait encore Piombino. Ces capitaines de Borgia avaient les mêmes droits que Vitellozzo à la reconnaissance, mais ils ne pouvaient plus douter que la reconnaissance ne fût sans influence sur son âme. Les Vitelli, Orsini et Pétrucci, qui voyaient l'orage prêt à fondre sur eux, se réunirent donc secrètement à la Magione, dans l'État de Pérouse, pour se mettre de concert en état de défense. La plupart d'entre eux étaient encore à la solde de César Borgia : mais ils avaient eu soin de faire retirer en lieu sûr leur gendarmerie; et par le compte qu'ils en firent, ils virent qu'ils étaient en état de réunir immédiatement sept cents hommes d'armes, quatre cents arbalétriers à cheval, et neuf mille fantassins. Ils occupaient d'ailleurs tout le pays situé entre la Romagne et Rome; et ils espéraient pouvoir couper toute communication entre César Borgia et son père. (1).

On voyait, à la diète de la Magione, le cardinal Orsini, qui avait bravé la défense du pape pour se rendre à Milan auprès de Louis XII, et qui n'osait plus retourner à Rome; Paul Orsini, son frère, qui était maître d'une grande partie du Patrimoine de saint Pierre; Vitellozzo Vitelli, seigneur de Città di Castello; Jean-Paul Baglioni, seigneur de Pérouse; Hermès Bentivoglio, qui représentait son père, Jean, seigneur de Bologne; Antonio de Vénafro, ministre et confident de Pandolfe Pétrucci, seigneur de Sienne; enfin Olivérotto, qui, par une perfidie exécrable, venait de se rendre maître de la seigneurie de Fermo et de sa

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 284.

Marche (1). Demeuré orphelin dès sa plus tendre enfance, il avait été élevé par Jean de Fogliani, son oncle maternel, et traité avec toute la tendresse qu'aurait pu avoir un père pour un enfant chéri. Fogliani, voulant le faire entrer dans la carrière militaire, l'avait placé auprès de Paul Vitelli, où Olivérotto se distingua. Après la mort de Paul, il fut compté entre les plus habiles et les plus entreprenants des lieutenants de Vitellozzo; enfin l'expédition de Borgia contre Camérino le ramena sur les frontières de sa patrie : il écrivit alors à Fogliani, qu'il désirait revoir la maison paternelle, et s'y montrer avec les honneurs qu'il avait acquis à la guerre, en se faisant accompagner par cent de ses cavaliers. Fogliani obtint pour lui la permission de les introduire dans la ville; il lui ménagea l'accueil le plus flatteur, il le logea chez lui avec toute sa troupe; et peu de jours après il donna, pour lui faire honneur, un repas à toute la magistrature de Fermo. Au milieu de ce repas, Olivérotto fit entrer les soldats qui l'avaient suivi, fit massacrer Fogliani et tous ses convives, fit assiéger la seigneurie qui était demeurée au palais, et la força à le reconnaître pour prince de Fermo et de son territoire (2).

Les ennemis de César Borgia n'étaient ainsi ni moins perfides, ni moins souillés de crimes que lui; aussi ne pouvaient-ils prendre confiance les uns dans les autres, ou en inspirer à leurs voisins. Ils cherchèrent vainement à faire intervenir les Florentins dans leur association; ceux-ci refusèrent d'avoir rien de commun avec eux (3). Les Vénitiens, soit pour le même motif, soit à cause de l'embarras et de l'inquiétude que leur causait toujours leur guerre avec les Turcs, refusèrent également d'entrer dans leur ligue; mais ils écrivirent à Louis XII pour le détourner de seconder plus longtemps les entreprises du duc de Valentinois. Ils lui représentèrent combien il faisait de tort à sa réputation et au nom de Très-Chrétien qu'il portait, en favorisant un monstre dont aucune pudeur, aucun sentiment humain ne modérait l'ambition; un tyran qui n'épargnait ni les femmes, ni les enfants, ni

(1) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 286.

(2) *Macchiavelli, il Principe,* Cap. VIII, p. 264. — *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 290.

(3) *Jacopo Nardi, Ist.Fior.,* Lib. IV, p. 139.

ses propres frères; qui faisait périr les captifs à qui il avait promis la vie sauve sous la foi du serment; qui poursuivait par le poignard ou le poison ceux qui cherchaient à se dérober à sa puissance, et qui avait donné au monde des exemples de férocité jusqu'alors inconnus. Louis XII répondit aux remontrances des Vénitiens, comme font les puissants dont l'orgueil est blessé de ce qu'on les trouve en faute : il déclara que personne ne pouvait empêcher le pontife de disposer, selon son bon plaisir, des terres de l'Église; que personne ne pouvait trouver mauvais que lui-même secondât le pape dans une entreprise aussi légitime, et que si les Vénitiens tentaient d'y mettre quelque obstacle, il les traiterait en ennemis. Non content d'avoir répondu ainsi, il envoya copie de sa lettre au duc de Valentinois, qui la fit voir à Macchiavel (1).

Les confédérés de la Magione invitèrent aussi le duc d'Urbin, alors réfugié à Venise, à prendre part à leur ligue. Celui-ci, qui, ayant tout perdu, ne courait plus de risque, se joignit à eux avec empressement. Il aborda à Sinigaglia : des intelligences le rendirent maître de la forteresse de San-Léo, et tous les peuples du duché d'Urbin, qui le chérissaient, prenant aussitôt les armes en sa faveur, il recouvra la possession de son État aussi rapidement qu'il l'avait perdue (2). Ainsi éclata, au commencement d'octobre, la révolte des capitaines de César Borgia contre lui : il n'y était nullement préparé; plusieurs d'entre eux faisaient encore partie de son armée, et il avait compté s'assurer des soldats de tous les autres avant d'attaquer Bentivoglio, le seul qu'il eût encore ouvertement menacé. Au moment où il apprit la révolte du duché d'Urbin, il était à Imola avec peu de troupes; et Bentivoglio, qui avait quelques compagnies à Castel San-Pietro, leur fit battre le pays jusqu'à Doccia, à peu de distance d'Imola. Valentinois écrivit en hâte à don Hugues de Cardone et à don Michel, deux de ses capitaines qui étaient dans le duché d'Urbin, d'éviter tout combat,

(1) *Macchiavelli, Legazione al duca Valentino, lettera Ia*, p. 2, ediz. di Firenze, 1767, in-8°. — *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 285.—*Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.,* L. IX, p. 258.

(2) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. IV, p. 140. — *Burchardi Diarium Curiæ Roman.,* p. 2142.

de se replier devant l'ennemi, et de lui ramener à Rimini cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers et cinq cents fantassins qu'ils commandaient. Mais ces deux lieutenants n'exécutèrent point ses ordres; ils furent tentés, par une occasion qui se présenta à eux, de s'emparer de la Pergola et de Fossombrone; ils rentrèrent dans le duché d'Urbin, et se laissèrent surprendre près de Cagli par Paul Orsini et le duc de Gravina, son cousin, qui avaient six cents fantassins de Vitellozzo avec eux. Les troupes de Borgia furent battues; don Hugues de Cardone fut fait prisonnier; son lieutenant fut tué, et don Michel se réfugia à Fano, d'où il se retira à Pésaro (1).

Le duc de Valentinois courait un grand danger à Imola. Il y rassemblait des soldats aussi rapidement qu'il pouvait : mais ceux que lui avait promis le roi de France ne lui étaient point encore arrivés; et les Italiens qu'il engageait, n'avaient pas moins de raison de se défier de lui que ceux qui portaient alors les armes contre lui. Une attaque un peu brusque des confédérés l'aurait probablement mis en déroute; mais ceux-ci redoutaient par-dessus toute chose de s'attirer l'indignation du roi de France : ils lui avaient fait déclarer que, loin de vouloir combattre ses soldats, ils étaient prêts à exécuter ponctuellement ses ordres. Ils avaient même refusé d'admettre les Colonna dans leur ligue, uniquement parce que ceux-ci étaient ennemis déclarés de la France. Ces vains ménagements donnèrent le temps à César Borgia et à son père de négocier, soit pour se réconcilier avec les chefs ennemis, soit pour les diviser entre eux. Alexandre VI cherchait surtout à regagner la confiance du cardinal Orsini, par l'entremise de son frère Giulio Orsini, qui était resté à Rome (2).

César Borgia avait un talent sans égal pour les négociations, et une facilité très-remarquable pour gagner les hommes qui l'approchaient. Ce tyran, si faux et si perfide, savait surtout emprunter le langage de la franchise et de la confiance. On retrouve parfois dans les lettres que Macchiavelli écrivait à la seigneurie, pendant sa légation auprès de lui, l'empreinte de ce ton de bonhomie qu'il portait dans ses négociations. Souvent le secrétaire

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. V, p. 287.
(2) *Ibid.*, p. 286.

florentin rapporte les propres mots de la conversation qu'il vient d'avoir. « Quand tu es venu pour la première fois auprès de moi, » lui disait Borgia, le 23 octobre, je ne t'ai point parlé si claire- » ment (de mon entière satisfaction de la conduite de la répu- » blique, et de mon empressement à la servir), parce que je me » trouvais alors dans une assez mauvaise position; Urbin venait » de se révolter, je ne savais sur quel appui ce duc pouvait comp- » ter; chez moi tout était en désordre, et rien ne pouvait paraître » stable avec ces États nouveaux : aussi je ne voulais pas que tes » seigneurs se figurassent que la grande peur que j'avais, me » faisait abonder en promesses. A présent que j'ai moins » de craintes, je te promets davantage; et quand je ne crain- » drai plus du tout, les faits au besoin suivront les pro- » messes. » Macchiavel, après avoir rapporté dans sa lettre du même jour cette conversation dans tous ses détails, ajoute : « Vos seigneuries voient de quelles paroles se sert ce seigneur, » encore que je n'en écrive pas la moitié; elles considéreront » d'autre part la personne qui parle, et elles en jugeront selon » leur prudence accoutumée (1). »

L'immobilité de Borgia, qui depuis le commencement de la guerre passa dix semaines à Imola, sans avancer ni reculer, persuada aux confédérés qu'il sentait sa faiblesse, et qu'il achèterait à grand prix sa réconciliation; ils entrèrent donc avec joie en négociation avec lui, d'autant plus que pendant le même temps ils poursuivaient leurs avantages. Le peuple de Camérino s'était révolté, et il avait rappelé de son exil à l'Aquila, Jean-Marie de Varano, fils du dernier seigneur. Vitellozzo avait pris la forteresse de Fossombrone, puis les citadelles d'Urbino, Cagli et Agobbio; en sorte que dans le duché d'Urbin, Sant'Agata, seule, restait entre les mains des officiers de Borgia. Fano et toute sa province avaient aussi été conquis par les confédérés. Cependant Valentinois appelait à sa solde de toutes parts des *lances brisées :* on appelait ainsi de petits gentils-hommes qui n'avaient sous leurs ordres que cinq ou six cavaliers, et qui se mettaient séparément à la solde de celui qui les engageait. Comme ils n'arrivaient point par compagnies, et qu'ils n'étaient point conduits par un capitaine

(1) *Macchiavelli Legazioni,* Leg. Ia, Lett. Ia, p. 5 et 6.

de réputation, ils ne paraissaient point former une armée (1).

Valentinois voulait engager Paul Orsini à venir en personne traiter à Imola avec lui; pour l'y attirer il consentit à envoyer aux confédérés le cardinal Borgia en otage. Paul Orsini, en retour, arriva en effet à Imola le 25 octobre (2). Valentinois lui fit un accueil amical; il convint qu'il ne devait accuser que sa propre imprudence, si des capitaines qui l'avaient servi jusqu'à ce jour avec tant de fidélité s'étaient tout à coup aliénés de lui. C'était sa faute, disait-il, de n'avoir pas agi avec eux, de manière à les tenir en garde contre des soupçons si mal fondés. Mais puisque cette brouillerie n'avait eu aucune cause réelle, il espérait que, loin de laisser entre eux des germes d'inimitié, elle établirait au contraire une union perpétuelle et indissoluble; car, d'une part, ses capitaines, voyant que le roi de France le secourait de toute sa puissance, reconnaîtraient qu'ils ne pouvaient l'accabler; et, d'autre part, lui-même avait ouvert les yeux par cette expérience, et il confessait ingénument que c'était à leurs conseils et à leur valeur, qu'il devait attribuer toute sa félicité et toute sa réputation (3).

Les protestations de César Borgia étaient accueillies avec d'autant plus de confiance par Paul Orsini, que celui-ci était persuadé qu'un pape ne pouvait se maintenir, lorsqu'il avait en même temps contre lui les deux familles des Orsini et des Colonna. Telle fut son infatuation que croyant ne courir aucun danger de la part du duc, lorsque celui-ci ne témoignait aucun ressentiment, il signa avec lui, le 28 octobre, une convention, en vertu de laquelle toutes les injures reçues de part et d'autre devaient être oubliées. La solde que les condottieri confédérés avaient eue autrefois dans les armées du duc, devait leur être conservée; ils s'engageaient à l'aider de toutes leurs forces à recouvrer les États d'Urbin et de Camérino, sans s'obliger cependant à venir en personne dans ses armées, ou à se mettre en son pouvoir. Enfin, les différends du pape avec Jean Bentivoglio, sur la souveraineté de Bologne,

(1) *Macchiavelli,* Legazione I^a^, Lett. IV, p. 16 et passim.

(2) *Macchiavelli,* Legaz. I^a^, Lett. II, p. 8. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. IV, p. 141.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 287.

devaient être soumis à l'arbitrage du cardinal Orsini, du duc de Valentinois, et de Pandolfe Pétrucci (1).

Mais cette convention, qui fut communiquée à Macchiavel, par un secrétaire du duc, avec un sourire ironique (2), avait besoin, pour recevoir son effet, d'être ratifiée par le pape et par chacun des confédérés. Il ne fut pas difficile de traîner en longueur cette formalité, et d'augmenter ainsi la défiance de Jean Bentivoglio, qui voyait avec beaucoup de peine ses intérêts demeurer en suspens tandis que ceux de tous les autres étaient réglés. Valentinois en profita pour conclure avec lui, par l'entremise de son fils le protonotaire, un traité de paix particulier, qui fut signé à Imola le 2 décembre. Bentivoglio s'engagea à se détacher absolument des Vitelli et des Orsini; il promit de servir à ses frais le duc dans ses guerres, avec cent hommes d'armes et cent arbalétriers à cheval; et, à ce prix, sa souveraineté sur Bologne fut reconnue par l'Église : de plus, il devait payer à César Borgia, sous le titre de condotta, pour cent lances, douze mille ducats par année. Son fils Annibal devait épouser la sœur de l'évêque d'Enna, nièce du duc de Valentinois. Enfin le roi de France, qui voyait avec peine l'incorporation de Bologne à l'État de l'Église, devait, ainsi que le duc de Ferrare et les Florentins, être garant de ce traité (3).

Cependant la ratification du traité des Orsini étant arrivée, et le traité de Bentivoglio étant signé, le duc d'Urbin comprit que, quelque attachement que lui montrassent ses sujets, il ne pouvait défendre sa principauté. Il se hâta donc de démolir toutes ses forteresses, pour n'avoir pas besoin de les assiéger dans des temps plus heureux; et il se retira à Città di Castello. Valentinois fit publier un pardon universel, pour les peuples soulevés du duché d'Urbin, et ils rentrèrent sous son obéissance le 8 décembre (4).

(1) Macchiavelli envoie, dans sa lettre du 10 novembre, le texte de cette convention à la seigneurie, Legaz. Ia, Lett. VIII, p. 30.—*Jacopo Nardi, Ist.*, Lib. IV, p. 141.

(2) *Macchiavelli,* Legaz. Ia, Lett. IV, p. 20.

(3) *Franc. Guicciardini,* Lib. V, p. 288.—*Macchiavelli,* Legaz. Ia, Lett. XIV, p. 48.

(4) *Macchiavelli,* Legaz. Ia, Lett. XVI, p. 51. — *Jac. Nardi,* L. IV, p. 142.— *Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. VI, p. 131. — *Jo. Burchardi Diar. Cur. Roman.,* p. 2143.

L'État de Camérino suivit l'exemple de celui d'Urbin, et le seigneur se réfugia de nouveau dans le royaume de Naples. Vitellozzo retira ses troupes de Fano, et la guerre paraissait finie. Ce fut le moment que Valentinois choisit pour se mettre en mouvement avec son armée. Il partit d'Imola le 10 décembre (1).

La marche de Borgia, avec une si puissante armée, qui semblait lui être devenue inutile, répandit l'inquiétude et l'effroi autour de lui. Les Vénitiens veillaient à la garde de leurs terres de Romagne, avec autant de défiance que si l'ennemi avait été campé sous leurs murs; les Florentins craignaient que la réconciliation de tant de capitaines, qu'ils redoutaient tous également, ne se fût faite à leurs dépens : surtout les condottieri nouvellement rentrés en grâce avec le duc, commençaient à croire qu'ils pourraient bien être victimes de sa duplicité (2). Mais tout à coup, le 22 décembre, les quatre cent cinquante lances françaises qui accompagnaient le duc, le quittèrent à Césène, et reprirent la route de Bologne, sans qu'on pût comprendre si une brouillerie subite avec la France les y avait déterminées, ou si elles étaient rappelées dans le duché de Milan par quelque besoin imprévu (3). Borgia toutefois, abandonné par la moitié de ses forces, et délaissé, du moins en apparence, par l'allié qui avait inspiré tant de terreur, continua sa marche avec un appareil bien moins menaçant. Il lui restait deux mille cinq cents fantassins ultramontains et autant d'Italiens. Olivérotto de Fermo fut le premier des confédérés de la Magione qui osât se rendre auprès de lui. Ils mirent ensemble en délibération s'ils attaqueraient la Toscane ou Sinigaglia; et César Borgia se décida pour Sinigaglia. Cette petite principauté était gouvernée par une fille de Frédéric, précédent duc d'Urbin, qu'on nommait la préfetesse. Le pape Sixte IV l'avait fait épouser à son neveu, Jean de La Rovère, qu'il avait nommé préfet de Rome. Demeurée veuve, elle avait envoyé François-Marie de La Rovère, son fils, en France, pour l'y mettre en sûreté contre les embûches de Valentinois; il était héritier présomptif du duché

(1) *Macchiavelli,* Legaz. Ia, Lett. XVII, p. 54. — *Jac. Nardi.,* Lib. IV, p. 142.

(2) *Macchiavelli,* Legaz. Ia, Lett. XVII et XVIII, p. 54 et 55.

(3) *Macchiavelli,* Legaz. Ia, Lett. XIX, p. 60.

d'Urbin, car le duc régnant, Guid'Ubaldo, son oncle, n'avait point d'enfants. La préfetesse était restée dans Sinigaglia, sous la protection des confédérés de la Magione; elle comprit qu'elle ne pouvait se défendre sans eux, et elle se retira par mer à Venise : mais ceux à qui elle avait confié le commandement de sa citadelle, déclarèrent ne vouloir la rendre qu'au duc de Valentinois lui-même, en sorte qu'Olivérotto et les Orsini l'invitèrent à s'approcher pour en prendre possession (1).

Borgia, qui avait déjà renvoyé les troupes françaises, pour dissiper les soupçons des capitaines confédérés, compta davantage encore sur leur confiance, quand il se vit appelé par eux. Il les fit avertir de distribuer leurs soldats dans les villages du territoire de Sinigaglia, pour laisser aux siens des logements dans la ville même; et le 31 décembre il partit de Fano, pour arriver le même jour à cette ville, n'ayant avec lui pas moins de deux mille chevaux et dix mille fantassins. Vitellozzo Vitelli, Paul Orsini, et François Orsini, duc de Gravina, s'avancèrent sans armes pour rencontrer le duc de Valentinois et lui faire honneur. Avant d'arriver à lui ils eurent à traverser toute sa cavalerie, qui était rangée en haie des deux côtés du chemin. Le duc les salua avec bienveillance, puis les consigna à deux gentilshommes, chargés de leur servir de cortége, et de ne pas les quitter qu'ils ne fussent arrivés au palais. Olivérotto manquait encore; il tenait en parade sa compagnie, qui seule était demeurée à Sinigaglia, pour honorer l'entrée de Valentinois, un des confidents de celui-ci vint avertir Olivérotto que s'il ne faisait pas rentrer ses soldats dans leurs quartiers, on ne pourrait empêcher les troupes arrivantes d'occuper ces logements. Olivérotto renvoya alors ses gendarmes, et s'avança auprès du duc, qui le reçut avec la même distinction que les trois autres, mais qui, sous le même prétexte de lui faire honneur, le fit garder à vue comme eux. Tous ensemble descendirent de cheval au logis qui avait été préparé pour le duc : les quatre capitaines n'y furent pas plus tôt entrés, qu'ils furent arrêtés. Aussitôt Valentinois remonta à cheval, et, conduisant ses gen-

(1) *Macchiavelli, del modo tenuto dal duca Valentino*, etc., T. III, p. 148.— *Fr. Guicciardini*, Lib. V, p. 289. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.*, L. IV, p. 142.— —*Joan. Burchardi Diarium Curiæ Roman.*, p. 2147.

darmes à l'attaque des quartiers d'Olivérotto, il fit dévaliser ses soldats. Il donna ordre d'attaquer en même temps ceux des Orsini et de Vitelli, qui étaient logés à cinq ou six milles de distance : mais ceux-ci furent avertis à temps de ce qui se passait, et se retirèrent en bon ordre. Le même soir, Borgia fit étrangler Vitellozzo et Olivérotto : il attendit jusqu'au 18 janvier, pour faire subir le même sort à Paul Orsini et au duc de Gravina, parce qu'il voulait savoir auparavant si son père avait exécuté les mesures concertées contre les autres membres de la maison Orsini (1).

La perfidie avec laquelle César Borgia venait de traiter les chefs de bandes rassemblés à Sinigaglia, n'indisposait point les peuples contre lui. Ces capitaines étaient pour la plupart aimés de leurs soldats et détestés de leurs sujets : la peur seule pouvait contenir ces derniers dans l'obéissance envers un pouvoir purement militaire, et qui n'était accompagné d'aucune justice et d'aucune modération ; et César Borgia était trop habile pour n'avoir pas rendu

(1) *Macchiavelli,* Legaz. I^a, Lett. XXI, du 1er janvier 1503, p. 67. — Idem, *del modo tenuto dal duca Valentino,* etc., T. III, p. 153. — *Jacopo Nardi,* Lib. IV, p. 143. — *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 290. — *Burchardi Diar. Curiæ Roman.,* p. 2148. — *Istor. di Giov. Cambi,* p. 184. — *Fr. Belcarii,* Lib. IX, p. 260.

M. Roscoë avance comme *très-probable* que Macchiavel fut un un des auteurs du complot exécuté à Sinigaglia (*Vie et Pontificat de Léon X,* T. I, chap. VI, pag. 356 de la trad., note 1). Ce soupçon, élevé si légèrement contre un homme qui, jusqu'ici, n'a été accusé d'aucun crime, n'aurait pas même pu se présenter à l'esprit de l'auteur, s'il avait lu les lettres du secrétaire florentin à la seigneurie pendant cette première légation. Le progrès naïf de ses doutes, de ses craintes, de ses conjectures, à mesure que les événements avancent, les difficultés qu'il trouve à parler à Valentinois, parce qu'il était un homme *trop peu important,* ses demandes réitérées pour qu'on envoyât à sa place un ambassadeur, chaque ligne enfin de ces vingt-neuf lettres détruisent victorieusement un soupçon aussi injurieux. Le plus grand argument de M. Roscoë, c'est que Macchiavel, dans sa relation séparée de cet événement, n'accompagne son récit d'aucunes réflexions : il me semble qu'elles n'étaient pas nécessaires, et que les faits parlent assez d'eux-mêmes. Il peut être vrai que Macchiavel n'avait ni estime ni compassion pour ces ennemis de son pays ; et, en effet, ils étaient fort peu estimables. Quant au duc de Valentinois, il admirait son habileté, et il voyait en lui un grand prince. Mais, à cette époque, les noms de *prince,* d'*usurpateur,* de *tyran,* étaient tous synonymes ; Macchiavel ne fait jamais aucune différence entre eux, et il ne croyait pas possible d'y associer aucune vertu morale, autre que de la grandeur de courage, du caractère et de l'habileté.

son joug sur ses nouveaux sujets plus léger que celui des condottieri. Il voulut profiter sans retard de l'effroi de ses ennemis, assuré que les peuples se déclareraient pour lui ; et dès le 1er janvier 1503 il partit par Conrinaldo, Sasso-Ferraro et Gualdo, pour s'approcher d'Agobbio, et menacer de là en même temps Pérouse et Città di Castello (1). Dès le 4 du mois, il reçut des ambassadeurs de Città di Castello, qui lui annonçaient que l'évêque de cette ville et tous les Vitelli s'étaient enfuis, et que le reste des habitants s'empressaient de l'assurer de leur obéissance. Giulio Vitelli, demeuré chef de sa famille, après que ses quatre aînés, tous distingués dans les armes, avaient successivement péri d'une mort violente, était parti pour Venise avec le duc d'Urbin, tandis qu'il avait envoyé ses neveux à Pitigliano (2). Jean-Paul Baglioni, à la nouvelle du massacre de Sinigaglia, s'était aussi enfui de Pérouse : les citoyens de cette ville envoyèrent alors à Florence, pour demander à cette république de les aider à maintenir leur liberté ; mais les Florentins répondirent qu'en toute occasion ils avaient si peu pu compter sur l'amitié et les bons offices de Pérouse, qu'ils ne voulaient pas, pour sauver de tels voisins, courir risque de se brouiller avec un pape aussi puissant. Les Pérugins envoyèrent alors au duc de Valentinois des ambassadeurs qui se présentèrent à lui le 5 janvier, pour lui déclarer que les troupes des Orsini, des Vitelli et des Baglioni, ayant évacué leur ville pour se retirer à Sienne, ils avaient proclamé César Borgia comme leur souverain. Cependant Borgia, soit que tel fût l'ordre de son père, ou qu'il lui convînt de cacher ses vues ultérieures, ne reçut l'hommage de Pérouse et de Castello que comme gonfalonier de l'Église, et non point en son propre nom. Il déclara qu'il s'était proposé de chasser les tyrans de tout l'héritage des pontifes romains, et d'y éteindre les factions, mais qu'il ne voulait point étendre sa propre domination au delà de son duché de Romagne, et qu'il jugeait en conséquence que le pape, quel qu'il fût, qui parviendrait à la chaire de saint Pierre après Alexandre VI, lui aurait de l'obligation pour avoir détruit tous les

(1) *Macchiavelli,* Legaz. Ia, Lett. XXI, XXII, p. 72. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 145.

(2) *Macchiavelli,* Legaz. Ia, Lett. XXV, p. 76. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. V, p. 145.

ennemis du pouvoir pontifical. Il n'entra même point dans ces deux villes soumises : il ne ramena point les exilés à Pérouse; mais il se mit aussitôt en mesure de forcer Pandolfe Pétrucci à sortir de Sienne. Il regardait cet homme distingué pour son habileté, comme l'âme du parti. Il le voyait enfermé dans une ville très-forte, bien pourvu d'argent, et entouré d'une armée nombreuse, qui lui était fort dévouée. Il demanda en conséquence à Macchiavel d'engager sa république à se joindre à lui, pour expulser ce dernier ennemi, que les Florentins devaient redouter autant qu'il faisait lui-même. Il voulait que ceux-ci fissent marcher des troupes sur leurs frontières tandis qu'il avancerait avec les siennes; et, dans le même temps, Alexandre VI entamait une négociation avec Pandolfe Pétrucci, pour le tromper, s'il était possible, et trouver l'occasion de se saisir de lui (1).

Les Siennois n'étaient point disposés à courir tous les dangers d'un siége, dans le seul but de sauver Pandolfe Pétrucci; mais ils se défiaient du pape et de son fils, et ils étaient bien résolus de se défendre à outrance, si, sous prétexte de chasser un tyran, César Borgia voulait entrer dans leur ville, ou faisait quelque tentative pour s'emparer de la souveraineté. Pandolfe Pétrucci profita de cette disposition pour négocier, et ne céder à l'orage qu'avec mesure. Il consentit à sortir de Sienne, pourvu que le duc de Valentinois, qui s'était avancé jusqu'à Pienza, sortît en même temps du territoire de la république. Cette convention fut exécutée le 28 janvier : Pandolfe Pétrucci se retira à Lucques avec Jean-Paul Baglioni, et le reste des troupes des Vitelli : mais ses partisans continuèrent à exercer à Sienne toute l'autorité, tandis que Valentinois ramena son armée vers Rome, pour mettre à profit les massacres de Sinigaglia, et achever d'abaisser les Orsini (2).

Le pape s'était empressé de seconder les crimes de son fils : averti par lui de ce qui venait de se passer à Sinigaglia, il fit in-

(1) *Macchiavelli,* Legaz. Iª, Lett. XXVII, du 10 janvier, p. 82. — *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 291. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena,* P. III, L. VI, f. 109 v.

(2) *Macchiavelli, Ultima Lettera della prima Legazione,* n° 29, p. 93. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 146. — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena,* P. III, Lib. VI, f. 110.

viter le cardinal Orsini à se rendre au Vatican pour une conférence. Le cardinal avait eu l'imprudence de revenir à Rome; il n'avait aucune défiance, aucun soupçon de l'arrestation de ses deux parents : il se rendit aussitôt au palais, et en y entrant il fut arrêté. Alexandre VI fit saisir en même temps dans leurs maisons Rinaldo Orsini, archevêque de Florence, le protonotaire Orsini, l'abbé d'Alviano, frère de Barthélemi, et Jacob de Santa-Croce. Ces prisonniers, effrayés des menaces du pape, consentirent à lui livrer toutes leurs forteresses; et à ce prix ils furent remis en liberté, à la réserve du cardinal : Alexandre voulait forcer celui-ci à lui consigner tous ses biens. Il avait fait occuper sa maison à Monte-Giordano, et fait apporter tous ses meubles et ses effets au palais pontifical. En examinant les livres de compte du cardinal, il trouva que celui-ci avait une créance de deux mille ducats contre quelqu'un dont le nom était demeuré en blanc; il vit aussi qu'il avait acheté pour le prix de deux mille ducats une perle qui ne se retrouvait pas. En conséquence, le 1er février il fit refuser l'entrée de la prison du cardinal, à ceux qui lui apportaient de la nourriture de la part de sa mère; et il déclara que ce malheureux prélat ne mangerait point, jusqu'à ce que ces deux effets fussent retrouvés. La mère du cardinal paya aussitôt les deux mille ducats, de sa cassette; et sa maîtresse, revêtant des habits d'homme, vint elle-même présenter au pontife la perle qu'elle avait reçue de ce prélat : Alexandre permit alors qu'on rendît au cardinal la nourriture qui lui était destinée; mais auparavant il lui fit donner un breuvage empoisonné qui le fit périr le 22 février (1).

Mais tous les Orsini n'étaient point tombés entre les mains du pape ou de son fils; leur famille était d'autant plus nombreuse, que tous les jeunes fils se mariaient, parce que suivant le métier des armes, ils trouvaient une carrière ouverte devant eux. Giulio Orsini, avec plusieurs de ses parents, se fortifiait à Pitigliano; Fabio, fils de Paul Orsini, étranglé à Sinigaglia, et Organtino Orsini, rassemblaient leur cavalerie à Cervétri. Mutio Colonna

(1) *Burchardi Diar. Curiæ Rom.*, p. 2149.—*Raphael Volaterranus*, *apud Raynaldum, Ann.* 1503, § 8, p. 540.—*Fr. Guicciardini*, L. V, p. 201.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 146.

était revenu du royaume de Naples, et était entré dans Palombara, qu'il avait enlevée au pape. Les Savelli s'étaient réconciliés avec les Orsini; en sorte que toute la haute noblesse de Rome faisait cause commune contre les Borgia. Gian Giordano Orsini était alors au service du roi de France dans le royaume de Naples; Nicolas, comte de Pitigliano, au service des Vénitiens; et ces deux capitaines intéressaient à leur défense les maîtres puissants pour lesquels ils faisaient la guerre. Borgia voulut se hâter de les accabler avant qu'ils pussent obtenir d'assistance, persuadé qu'il lui serait plus facile de se justifier lorsqu'il n'y aurait plus moyen de sauver ceux qu'il voulait détruire. Mais quoiqu'il réussît à se rendre maître de Palombara et de Céri, les autres forteresses des Orsini lui opposèrent une assez longue résistance pour donner le temps au roi de France et aux Vénitiens de déclarer hautement qu'ils prenaient Gian Giordano Orsini et le comte de Pitigliano sous leur protection (1).

Les menaces du roi déterminèrent César Borgia à lever le siége de Bracciano, mais non sans se plaindre hautement de la France; tandis qu'Alexandre VI faisait condamner par les tribunaux ecclésiastiques tous les Orsini comme rebelles, Louis XII, qui vit que les Borgia commençaient à ne plus respecter son autorité, et qui en même temps ressentait déjà de l'inquiétude au sujet des affaires de Naples, résolut d'arrêter l'accroissement rapide de la puissance du duc de Valentinois, prévoyant que, dès qu'il sentirait son indépendance, il mettrait son amitié à un trop haut prix. Il lui parut surtout important de mettre la Toscane à l'abri de nouvelles entreprises, et pour cela de former une alliance entre les villes de Florence, Sienne, Lucques et Bologne: il chargea Francesco Cardulo de Narni, protonotaire apostolique, de la négocier. Celui-ci se présenta, le 14 mars, à la balie de Sienne, et offrit aux partisans de Pandolfe Pétrucci de ramener dans leur ville ce chef de parti avec le consentement des Florentins : la restitution de Montépulciano fut promise aux derniers en dédommagement; l'alliance fut signée, et Pandolfe rentra à Sienne le 29 mars 1503, sans que la révolution qui l'avait chassé,

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V. p. 293.

ou celle qui le rétablissait, eussent été accompagnées d'aucun désordre (1).

Mais Pandolfe ne fut pas plus tôt rentré à Sienne, qu'il demanda des délais avant de restituer Montépulciano. Il prétendit que les Siennois étaient tellement attachés à cette possession, qu'ils n'achèteraient point à ce prix l'alliance des Florentins : ceux-ci, de leur côté malgré les instances du ministre français, ne voulaient entrer dans la ligue qu'à cette condition; et l'on ne pouvait obtenir la ratification du traité, sans lequel la Toscane paraissait demeurer à la merci du duc de Valentinois (2).

D'ailleurs les affaires de Pise, qui, depuis près de dix ans, avaient sans cesse rallumé des guerres prêtes à s'éteindre, excitaient de nouveau la défiance et l'animosité des peuples toscans. Les Florentins avaient mis à la tête de leurs armées le bailli d'Occan, capitaine français, qui, avec l'agrément du roi, leur avait amené cinquante lances : ils avaient compté que les drapeaux français seraient pour eux une sauvegarde contre les entreprises du pape et de son fils, dont aucun traité ne les mettait à l'abri. Ils avaient envoyé leur armée dans l'État de Pise pour dévaster les moissons, jugeant que cette ville serait réduite par la famine, si elle perdait plusieurs années de suite ses récoltes : déjà l'année précédente ils avaient fauché, avant leur maturité, tous les blés des paysans. Cette fois ils détruisirent ceux du val d'Arno; mais ils ne pénétrèrent pas dans le val de Serchio, qui était mieux défendu (3).

Cependant le bailli d'Occan, après avoir ravagé le pays, conduisit son armée devant Vico-Pisano, que défendaient cent fantassins suisses à la solde de Pise. Le bailli les menaça de les faire pendre, s'ils portaient les armes contre un roi allié de leur nation : en même temps les Florentins leur offrirent de l'argeut, et les Suisses, intimidés ou corrompus, rendirent, le 16 juin, la

(1) *Jacopo Nardi, Ist.*, L. IV, p. 149. — *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 294.— *Fr. Belcarii Comment.*, T. IX, p. 262. — *Orl. Malavolti,* P. III, T. VI, f. 111.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. VI, p. 309.

(3) *Fr. Guicciardini,* Lib. VI, p. 309. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 151, 152. — *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 175 et 187. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 271.

place qu'ils devaient défendre. Leur trahison ouvrit aux Florentins l'abord de la forteresse bien plus importante de la Verrucola, qui, attaquée du côté de Vico-Pisano, d'où jusqu'alors on n'avait jamais pu la menacer, se rendit le 18 juin. Elle dominait la plaine de Pise; et de ses murs on la découvrait si bien tout entière, que rien ne pouvait entrer ou sortir des portes de la ville sans être aperçu de la Verrucola. Autant cette position avait été avantageuse aux Pisans pour déjouer les attaques de leurs ennemis, autant elle pouvait leur devenir fatale, depuis que les Florentins s'en étaient emparés (1).

Cet échec réveilla l'intérêt des Siennois et des Lucquois en faveur de leurs voisins. Tous deux oublièrent la ligue toscane, encore que Pandolfo Pétrucci dût aux Florentins son rétablissement tout récent dans sa patrie; tous deux envoyèrent des secours aux Pisans : ceux-ci, de leur côté, firent offrir au duc de Valentinois de se donner à lui. Aucune acquisition n'était plus ardemment désirée par ce prince; il la regardait comme lui assurant presque la conquête de toute la Toscane. Mais tant que le roi de France avait été tout-puissant en Italie, Valentinois, pour ne pas s'exposer à son ressentiment, n'avait point osé accepter des offres si séduisantes. Depuis quelque temps la fortune semblait abandonner les armes françaises; et Valentinois, qui n'était jamais le dernier à s'éloigner de ceux que le bonheur délaissait, prenait avec les généraux de Louis XII un ton plus audacieux : il traitait secrètement avec Gonzalve de Cordoue et avec l'Espagne; il temporisait avec les Pisans, il s'armait, il mettait son alliance à un prix toujours plus haut; et il attendait néanmoins, pour prendre une décision définitive, une dernière épreuve des forces des deux rois, qui semblait ne pouvoir tarder (2).

Ferdinand le Catholique avait laissé, pendant toute la première année de la guerre, son général Gonzalve de Cordoue dépourvu de tout secours. Ce ne fut que depuis le commencement de la campagne de 1503, que quelques-uns des renforts qu'il avait pré-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 310. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 152, 153. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 271. — *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 193.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. VI, p. 311.

parés pour lui vinrent le joindre. Avant même leur arrivée, Gonzalve de Cordoue reçut à Barlette un premier soulagement, qu'il ne dut qu'à l'imprudence et à l'avarice des généraux français. Ives d'Allègre s'était emparé de la ville de Foggia, et il y avait trouvé d'immenses magasins de grains, produit des récoltes de cette fertile province. Au lieu de consentir à les vendre à crédit aux Napolitains, qui en avaient un besoin urgent, ou de les tenir en réserve pour l'usage de son armée, la pénurie le détermina à les vendre à des marchands vénitiens, qui les transportèrent ensuite à Barlette (1). Bientôt après, l'amiral espagnol Liscano remporta, devant la pointe de la terre d'Otrante, ou l'ancien promontoire Japyge, une victoire sur M. de Préjan, qui commandait la flotte française : celle-ci aurait été absolument détruite, si elle n'avait trouvé un refuge dans le port d'Otrante, qui appartenait aux Vénitiens, et qui était également respecté par les deux nations belligérantes. Après cette victoire, la mer demeura libre pour les vaisseaux espagnols et siciliens; et ils transportèrent sans crainte des soldats, des vivres et de l'argent à Barlette. Les Français, loin de pouvoir les en empêcher, n'étaient pas même instruits de leurs manœuvres (2).

Néanmoins l'armée française continuait à faire des conquêtes dans l'intérieur des terres. D'une part, Nemours avait réduit à son obéissance toutes les villes de la Pouille qui formaient un cercle autour de Barlette : savoir, Canosa, Altamura, Cérignoles, Quadrata, Robio, Foggia et Siponto; de l'autre, il avait pénétré jusqu'à l'extrémité de la terre d'Otrante, et il avait forcé Lecce, San-Pietro, Nardo, Rodeia, Oria et Motula à se soumettre à lui. Il n'avait point pu, il est vrai, se rendre maître de Gallipoli ni de Tarente, mais il avait contraint le comte de Conversano à passer à son parti, et il avait laissé garnison à Castellanéta, pour réprimer les incursions des troupes espagnoles, que Piétro Navarra commandait à Tarente (3).

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 214. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 23 v.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 214. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 24.

(3) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 215. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 24.

Nemours était déjà de retour devant Barlette, lorsqu'il apprit que les habitants de Castellanéta, rebutés par l'insolence des soldats français logés dans leur ville, avaient ouvert leurs portes aux Espagnols de Tarente, et leur avaient livré leurs hôtes qui avaient été faits prisonniers. Dans sa colère, il ne voulut point écouter les représentations d'Aquaviva, qui lui annonçait que Gonzalve ne tarderait pas à se mettre en mouvement. Il partit pour Castellanéta avec son armée; et, s'acharnant à sa vengeance, il ne voulut point recevoir les habitants à composition, aux termes qu'ils offraient. Mais Gonzalve de Cordoue, profitant de son absence, sortit de nuit de Barlette avec toutes ses troupes, et laissa même cette ville tellement dégarnie que, pour s'assurer de sa fidélité, il se crut obligé d'emmener ses magistrats en otage; puis il vint surprendre Rubio, où commandait La Palice. Dès les premières décharges, son artillerie ouvrit plusieurs brèches aux murs : ses soldats montèrent vaillamment à l'assaut; et quoique les Français se défendissent pendant sept heures avec une égale bravoure, La Palice blessé fut fait prisonnier, et la ville de Rubio fut prise et pillée. Gonzalve n'essaya point de la conserver; il emmena en hâte son butin à Barlette, et il était rentré dans son fort avant que Nemours, qui, sur la nouvelle de cette expédition, avait abandonné l'attaque de Castellanéta, fût de retour à Rubio avec son armée (1).

Pendant ce temps, Hugues de Cardone avait rassemblé en Sicile trois mille fantassins et trois cents chevaux, qu'il transporta à Rhégio. Il rencontra d'abord Jacob de San-Sévérino, comte de Miléto, qu'il battit; il dégagea Diégo Ramirez, assiégé dans la forteresse de Terra-Nova; il pilla et brûla cette ville, mit en fuite le prince de Rossano, et fit prisonnier M. d'Humbercourt. Ce fut dans ce dernier combat qu'Antonio de Leyva, qui était tout récemment arrivé d'Espagne, et qui servait encore comme simple soldat, fit ses premières armes en Italie. Il devait ensuite passer par tous les grades de la milice, avant de commander en chef les

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. III p. 216. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 24. v.— *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 296.— *Arn. Ferronii,* Lib. III, p. 48.

armées, et d'être compté parmi les premiers généraux de Charles-Quint (1).

Au moment du débarquement de Cardone, d'Aubigny était occupé dans une autre partie de la Calabre, mais il accourut pour s'opposer aux progrès du capitaine espagnol. Les princes de Salerne et de Bisignano, de la maison San-Sévérino, se joignirent à d'Aubigny à Cosenza, avec un grand nombre de barons angevins. Don Hugues de Cardone, averti de leur marche, eut d'abord l'intention de se retirer vers les montagnes; mais il fut retenu par l'arrivée de don Emmanuel de Bénavidès, qui lui amenait quatre cents chevaux et quatre bataillons d'infanterie de la Sicile : d'ailleurs, ses espions lui avaient donné lieu de croire qu'il fallait encore deux jours à d'Aubigny pour arriver à lui, lorsqu'il le vit déboucher dans la plaine au midi de Terra-Nova. Les cavaliers siciliens et espagnols ne purent soutenir l'impétuosité des gendarmes de d'Aubigny, et surtout de ses Écossais; l'infanterie fut également maltraitée par les Suisses et les Gascons; l'armée de Hugues de Cardone fut dissipée, et lui-même se sauva à pied dans les montagnes, après avoir coupé les jarrets de son cheval. M. de Grignon, lieutenant d'Aubigny, qui avait eu le plus de part à cette victoire, fut tué dans la poursuite (2).

La bataille de Terra-Nova n'avait point suffi pour affermir la domination des Français sur les Calabres, d'autant plus que dans le même temps la flotte nouvelle que Ferdinand avait armée à Carthagène, était arrivée en Sicile, et ensuite à Rhégio. Elle portait six cents chevaux, commandés par Alphonse Carvajal, et cinq mille fantassins de Galice, de Biscaye et des Asturies, sous les ordres de Ferdinand d'Andradès. Le roi d'Espagne avait donné le commandement général de cette expédition à Porto Carréro, de la maison Boccanégra, de Gênes, qu'il avait choisi parce que lui et Gonzalve avaient épousé deux sœurs; en sorte qu'on devait s'attendre à ce qu'ils agissent avec une plus parfaite intelligence.

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 294. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.,* L. IX, p. 263. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 14.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 218. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 25. — *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 295. — *Arnoldi Ferronii,* L. III, p. 49.

Mais il se passa un assez long temps avant que cette nouvelle armée fût en état de combattre, d'abord parce que la flotte fut retardée par des vents contraires dans sa traversée, ensuite parce que Porto Carréro, à son arrivée à Rhégio, fut atteint d'une maladie grave dont il mourut, après avoir nommé d'Andradès pour lui succéder (1).

Des nouvelles inquiétantes sur les affaires de Naples circulaient déjà dans le reste de l'Italie, lorsque les trois petits cantons suisses qui s'étaient emparés de Bellinzona, impatientés de ce que la France leur disputait la possession de cette ville, attaquèrent avec impétuosité Locarno, sur le lac Majeur, et la Murata. Après plusieurs assauts, ils s'emparèrent de cette dernière, qui était une longue muraille destinée à arrêter leurs incursions : mais ils ne purent se rendre maîtres du château de Locarno, et ils se trouvèrent bientôt bloqués par les Français, et exposés à de cruelles privations. Cependant Louis XII, qui sentait combien il était important pour lui d'éviter une guerre dans le Milanès, tandis qu'il avait des affaires aussi sérieuses dans le royaume de Naples, et qui surtout avait besoin de recruter ses armées avec de l'infanterie suisse, pour l'opposer à celle des Allemands et des Espagnols, donna ordre à ses commissaires de satisfaire les Suisses à tout prix. Un nouveau traité de paix entre la France et la ligue helvétique, fut signé le 11 avril 1503, au camp devant Locarno; et Louis XII céda aux trois petits cantons le comté de Bellinzona en toute souveraineté (2).

Dans le temps même que la guerre entre la France et l'Espagne prenait dans le royaume de Naples une nouvelle activité, l'archiduc Philippe d'Autriche, fils de Maximilien, et gendre de Ferdinand et d'Isabelle, traversait la France pour se rendre dans sa souveraineté des Pays-Bas. Peu de mois auparavant il l'avait traversée une première fois, pour accompagner sa femme à la cour d'Espagne; il en était reparti brusquement le 22 décem-

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, Lib. II, p. 219. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, Lib. I, f. 26. — *Fr. Guicciardini*, Liv. V, p. 295.

(1) *Leonard.*, T. IV. — Histoire de la Diplomatie française, T. I, p. 457. — *Fr. Guicciardini*, L. V, p. 299. — *Fr. Belcarii*, L. IX, p. 264. — *Jacopo Nardi*, Lib. IV, p. 149.

bre 1502, laissant Ferdinand jaloux de lui, Isabelle mécontente de son manque d'égard pour sa fille, et Jeanne, dont la seconde grossesse était avancée, dans un état de désespoir qui troubla sa raison. Philippe, à son entrée en France, y fut accueilli avec le respect qu'on lui avait prodigué dès son premier passage. Il désirait la paix pour l'avantage de ses États des Pays-Bas; il la désirait encore pour augmenter son crédit à la cour de Castille, et il entreprit avec empressement de s'en faire le médiateur. Deux ambassadeurs des rois d'Aragon et de Castille l'accompagnaient; ils intervinrent aux conférences que Philippe eut avec Louis XII, et le 5 avril ils signèrent avec eux, à Lyon, un traité de paix entre les deux monarchies. Tous les droits de la France au royaume de Naples devaient être donnés pour dot à madame Claude de France, fille de Louis XII, que Charles, fils de Philippe, qui fut depuis Charles-Quint, devait épouser. Les deux enfants devaient être déclarés roi et reine de Naples; mais jusqu'à la consommation de ce mariage, le traité de partage de Grenade devait recevoir son exécution (1).

Cette convention paraissait mettre fin à la guerre à des conditions équitables, mais dont tout l'avantage était pour l'Espagne, puisque l'objet en contestation était cédé en entier à l'héritier de cette monarchie. Aussi Philippe avait-il montré beaucoup d'empressement pour conclure, et comme les pouvoirs qu'il avait produits étaient illimités, Louis XII ne douta pas que le traité de Lyon ne fût ratifié; il ne songea plus à faire passer des secours à ses lieutenants en Italie, auxquels il se contenta de recommander d'éviter tout engagement, jusqu'à ce que l'échange des ratifications mît un terme définitif aux hostilités. Mais Gonzalve de Cordoue, après avoir été si longtemps confiné dans un angle du royaume de Naples, commençait à entrevoir la possibilité de reconquérir ce royaume tout entier. Il ne voulait pas devoir à un traité ce qu'il pouvait obtenir à force ouverte; et ses maîtres, dès qu'ils con-

(1) *Petri Martyris Anglerii epistola,* 255. — Saint-Gelais, Histoire de Louis XII, p. 170. — *Raynaldi Annal. eccles,* 1503, § 3, p. 539. — *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 299. — *Jacopo Nardi,* Lib. IV, p. 150, — *Orl. Malavolti, Stor. di Siena,* P. III, L. VI, f. 111, v. — *Istor. di Giov. Cambi,* p. 192. — *Fr. Belcarii,* L. IX, p. 265.

nurent mieux la situation des affaires, eurent la même ambition, et refusèrent leur ratification au traité de Lyon.

Ferdinand d'Andradès avait pris le commandement de l'armée de Calabre; il avait réuni aux troupes amenées par Porto Carréro le reste de celles de Hugues de Cardone; et après leur avoir payé leurs soldes arriérées, il les conduisit au travers de la Calabre jusque près de Séminara. C'était dans ce même lieu que sept ans auparavant Ferdinand II et Gonzalve avaient été battus par d'Aubigny; et Terra-Nova, où le même d'Aubigny avait remporté une victoire plus récente sur les Espagnols, n'était qu'à peu de distance: aussi ce général français s'avançait-il avec confiance, ne doutant point que par une troisième victoire il ne délivrât la Calabre de ses ennemis. Encore que ses forces fussent un peu inférieures à celles d'Andradès, il le fit défier au combat. Les deux armées se rencontrèrent, le 21 avril, au passage de Fiume Secco, entre Gioia et Séminara. Emmanuel Bénavidès, qui commandait l'avant-garde espagnole, s'arrêta sur une des rives du fleuve pour parlementer avec d'Aubigny, qui était sur l'autre rive. Pendant que ce dernier était distrait par cette conférence, Carvajal, qui commandait l'arrière-garde espagnole, passa le fleuve un mille et demi plus haut, et vint tomber sur les derrières de l'armée française, en même temps qu'elle était attaquée de front. Un moment de confusion et de désordre la perdit; la gendarmerie rompue fut forcée à s'enfuir, et d'Aubigny avec elle : Honoré et Alphonse de San-Sévérino, qui commandaient le second et le troisième corps d'armée, composés de Calabrois, ne firent pas une longue résistance : tous deux furent faits prisonniers, et en une demi-heure de temps presque toute l'infanterie française fut passée au fil de l'épée. D'Aubigny s'était enfui à Gioia, où il retrouva le capitaine de son infanterie Malherbe : ils poursuivirent ensemble leur course; mais arrivés à la forteresse d'Angitula, ils furent obligés de s'y enfermer, parce que les Espagnols étaient à leurs trousses : ceux-ci ne voulaient pas laisser échapper de leurs mains le général français qu'ils redoutaient le plus; et à peine était-il entré dans Angitula, qu'ils l'y assiégèrent (1).

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 220. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 26. — *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 301. — *Jacopo Nardi, Ist.*

A peu près dans le temps où d'Andradès dissipait l'armée d'Aubigny à Séminara, Gonzalve de Cordoue vit arriver à Barlette un corps de deux mille Allemands que lui amenait Octavien Colonna, et qui après être sorti des montagnes de la Carniole, s'était embarqué à Trieste. Il y avait sept mois que Gonzalve était enfermé dans Barlette, et il avait réussi, par la force de son caractère, et son talent pour manier les esprits, à y soutenir la constance de ses soldats, au milieu de toutes les privations. Toutes les villes de son voisinage étaient au pouvoir des Français, à la réserve de celle d'Andria : mais aussitôt qu'il eut reçu les troupes allemandes, qu'il avait si longtemps attendues, il résolut d'entrer en campagne; et il fit passer à Piétro Navarra, et à don Luis de Erréra, l'ordre de lui amener de Tarente le plus de soldats qu'ils pourraient. Nemours, de son côté, averti des mouvements qu'on remarquait dans Barlette, voulut aussi réunir ses meilleurs officiers. Il écrivit à André Mathieu d'Aquaviva, qui était à Conversano, de se rendre à Altamura, pour y rencontrer Louis d'Ars, et revenir avec lui. Ces deux officiers eurent quelque correspondance ensemble, pour concerter leur marche : une des lettres de Louis d'Ars tomba entre les mains de Piétro Navarra; et celui-ci, connaissant par elle la marche d'Aquaviva, lui dressa une embuscade à son passage. Aquaviva, surpris par une attaque inattendue, fut grièvement blessé et fait prisonnier, son frère Jean fut tué, et toute sa cavalerie prise ou dissipée (1).

L'arrivée à Barlette de Navarra et d'Erréra, qui conduisaient prisonnier le plus sage et le plus respecté des barons angevins et des capitaines de l'armée ennemie, parut de bon augure à Gonzalve et à ses soldats. Ils ne voulurent pas tarder davantage à rompre le blocus dans lequel ils avaient été si longtemps enfermés. Le 28 avril, l'armée espagnole sortit de Barlette, passa l'Ofanto, et, se dirigeant à l'ouest, arriva le même jour devant Cérignoles.

Fior., Lib. IV, p. 150. — *Zurita, Anales de Aragon,* T. V, Lib. V, c. 15. — *Ann. eccl. Raynaldi,* 1503, § 5, p. 539. — *Fr. Belcarii,* L. IX, p. 266. — *Arn. Ferronii,* Lib. III, p. 51.

(1) *Pauli Jovii Vita magni Consalvi,* Lib. II, p. 221. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 26 v. — *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 301. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.,* Lib. IX, p. 266.

La chaleur était déjà extrême dans les plaines de la Pouille; le soldat ne trouvait point d'eau dans ces campagnes brûlées, et il y souffrit cruellement de la soif, encore que Gonzalve, au passage de l'Ofanto, eût fait remplir des outres, qu'il faisait porter à la suite de l'armée. Pour soulager les fantassins accablés par la chaleur, il ordonna encore à chaque cavalier de prendre un piéton en croupe; et lui-même donna l'exemple aux autres, en faisant monter derrière lui sur son cheval un enseigne allemand. Cérignoles, qui n'est guère éloigné que de dix milles de Barlette, est un château bâti sur le haut d'une colline, dont toute la pente est plantée de vignes. Le bas de ces vignes est séparé de la plaine par un fossé. Prosper et Fabrice Colonna, qui avaient pris les devants, tracèrent le camp espagnol derrière ce fossé; ils l'élargirent, et, avec la terre qu'ils en tirèrent, ils élevèrent sur son bord intérieur un petit parapet. Gonzalve dirigea lui-même ces travaux, et y fit placer immédiatement ses canons en batterie (1).

Nemours, parti de Canosa, était arrivé devant Cérignoles presque en même temps que Gonzalve; dans le conseil de guerre qu'il consulta, Châtillon et Louis d'Ars insistèrent pour qu'on différât la bataille jusqu'au lendemain, afin d'étudier la position de l'ennemi, et de donner aux soldats le temps de se reposer. Chandieu, au contraire, qui commandait les Suisses, et Ives d'Allègre, voulaient que l'on profitât de l'ardeur française, pour attaquer à l'heure même. L'altercation entre ces capitaines se prolongea, et fit perdre un temps précieux. Dans sa vivacité, d'Allègre donna à entendre que la lenteur du général lui faisait soupçonner ou son courage ou son habileté. Nemours, blessé dans son honneur, eut la faiblesse de se déterminer, contre sa propre opinion, à combattre, pour se laver de ce reproche. Mais il prit ce parti si tard, qu'au moment où la bataille fut engagée, il ne lui restait qu'une demi-heure de jour. Dans l'armée française on comptait cinq cents lances, quinze cents chevau-légers, et quatre mille fantassins (2). L'armée espagnole était formée de dix-huit cents chevaux pesam-

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. II, p. 221. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, Lib. I, f. 27.

(2) *Sabellicus Enneadum XI*, L. II, *apud Rayn., Ann. eccl.*, 1503, § 5, p. 540.

ment armés, cinq cents chevau-légers, deux mille fantassins espagnols, et deux mille Allemands (1). Nemours mena ses troupes à l'ennemi dans l'ordre oblique, en refusant sa gauche. Il était avec Louis d'Ars, à la tête de l'aile droite, qui devait engager le combat; Chandieu avec les Suisses, au centre, un peu en arrière; Allègre avec le reste de la cavalerie, à la gauche, et plus en arrière encore (2).

Gonzalve, qui avait divisé son armée en six bataillons, avait envoyé en avant toute sa cavalerie légère, sous les ordres de Fabrice Colonna, et de Diego de Mendoza, pour retarder l'ennemi. Les pieds des chevaux élevèrent, dans les champs brûlés de la Pouille, une si épaisse poussière qu'elle déroba entièrement aux Français la connaissance des positions espagnoles. Les fenouils, qui sont dans ces campagnes d'une grandeur demesurée, cachaient absolument le fossé et le rempart qui fermaient le camp. L'artillerie, par sa fumée, achevait de voiler les objets. Une des premières décharges mit le feu au magasin à poudre des Espagnols. Gonzalve, loin d'en paraître effrayé, s'écria : « C'est un heureux présage; » nous n'avions plus besoin de poudre, car la victoire est à nous. » Nemours cependant, qui marchait sur les Allemands, et sur la cavalerie de leur gauche, fut tout à coup arrêté par le fossé, dont il ne soupçonnait pas l'existence; et comme il cherchait un passage, en se détournant sur le côté, il fut atteint d'une balle, et tomba mort à la tête de ses troupes. Dans ce moment, Chandieu arrivait sur le bord du même fossé avec les Suisses. Mais les Allemands, qui occupaient l'autre bord, les repoussaient avec leurs hallebardes, tandis que les arquebusiers espagnols les prenaient en flanc; ils furent mis en désordre, et perdirent beaucoup de monde. Chandieu, qui se faisait distinguer au milieu d'eux par les plumes blanches dont son casque était orné, et qui combattait à pied à leur tête, fut tué dans le fossé qu'il s'efforçait de franchir. Louis d'Ars et Ives d'Allègre, voyant la déroute de leurs compagnons, prirent la fuite. Châtillon, qui fuyait aussi, fut ramené prisonnier par la cavalerie espagnole. En une demi-heure, l'armée

(1) *Barthol. Senaregæ de Reb. Genuens.*, T. XXIV, *Rer. Ital.*, p. 578.

(2) *Pauli Jovii Vita Gonsalvi*, L. III, p. 222. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo* V, L. I, f. 27, v.

française avait été dissipée, et avait perdu de trois à quatre mille hommes. Tous ses bagages et tous ses vivres tombèrent entre les mains de l'ennemi (1).

Gonzalve fit surtout preuve de ses talents par le parti qu'il sut tirer de sa victoire. L'obscurité de la nuit, qui avait commencé au moment où la déroute de ses ennemis venait à peine de se décider, avait mis à couvert les fuyards : mais Louis d'Ars et Ives d'Allègre n'avaient point pris la même route; le premier s'était dirigé sur Vénosa, et le second vers le duché de Bénévent. Gonzalve les fit poursuivre rapidement pour les empêcher de se réunir. Garcias de Parédès se mit sur les traces de Louis d'Ars, don Pédro de Paz sur celles d'Allègre : ce dernier s'était associé dans sa fuite à Trajan Caraccioli, comte de Melfi; mais avec quelque rapidité qu'ils cherchassent à s'échapper, la nouvelle de leur désastre les précédait toujours : aussi toutes les villes, tous les châteaux se fermaient à leur approche; et à peine pouvaient-ils obtenir, à force de prières et d'argent, qu'on leur tendît du haut des murs, avec des cordes, quelques vivres dans des corbeilles. Ives d'Allègre, s'étant arrêté un seul jour à Atripalda, prit la route de Naples; mais en approchant de cette ville, il apprit bientôt qu'elle s'était soulevée, et que la garnison qu'il y avait laissée s'était enfermée dans les châteaux avec les trésoriers du roi, les magistrats français et les partisans les plus déclarés de la France. Il tourna alors vers Capoue et Suessa; et sans s'arrêter dans l'une ou l'autre de ces villes, il poursuivit jusqu'à Gaëte, et il rassembla les débris de l'armée française entre cette forteresse et Tragitto (2).

Les Espagnols vainqueurs s'avançaient dans tous les sens sur les traces des fuyards, et occupaient toutes les provinces du royaume. Fabrice Colonna marchait sur Aquila, et soumettait les

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 223. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 28. — *Fr. Guicciardini,* Lib. V, p. 303. — Saint-Gelais, Hist. de Louis XII, p. 171. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 15. — Mémoires de Louis de la Trémouille, T. XIV, chap. XI, p. 166. — *Summonte, Istor. di Napoli,* L. VI, cap. IV, p. 552.—*Paolo Giovio, Vita del card. Pompeo Colonna,* p. 355. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. IX, p. 267. — *Arnoldi Ferrare,* L. III. p. 52.

(2) *Pauli Jovii Vita Gonsalvi,* Lib. II, p. 224. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 28 v. — *Fr. Guicciardini,* L. V, p. 304.

Abruzzes; Prosper Colonna se faisait ouvrir les portes de Capoue et de Suessa, et se rendait maître de la *Campagna Felice*, chassant les Français au delà du Garigliano. Toutes les villes de la Pouille et de la Capitanate, instruites les premières de la victoire, avaient aussi les premières fait leur soumission au vainqueur. Les Calabres avaient embrassé le même parti dès la nouvelle de la bataille de Séminara. D'Aubigny se défendait encore dans le fort d'Antigula; mais quand il fut instruit à n'en pouvoir douter du désastre de ses compagnons d'armes, il capitula, se dévouant seul à demeurer prisonnier de guerre, tandis que tous les soldats qui servaient sous ses ordres eurent la liberté de retourner en France (1).

Gonzalve de Cordoue reçut à Acerra des députés napolitains qui venaient lui porter les clefs de leur ville, et lui demander la confirmation de ses priviléges; il la promit au nom de son maître. Il fit, le 14 mai, son entrée solennelle dans la capitale du royaume. Le lendemain il reçut au nom du roi Ferdinand le serment des six *seggi* ou tribus, qui représentaient la noblesse et le peuple de Naples. Les deux châteaux dans lesquels les Français s'étaient retirés, et qu'on était accoutumé à voir opposer la plus longue résistance aux armées qui les assiégeaient, succombèrent en peu de jours aux attaques de Piétro Navarra qui, le premier, avait introduit à la guerre l'art de faire jouer des mines avec la poudre, et qui, par des explosions inattendues, avait inspiré aux soldats ennemis une terreur que leurs chefs n'avaient pu vaincre. Lorsque le 11 juin le jeu des mines de Navarra renversa une moitié des murailles du château Neuf, sur leurs défenseurs, et ouvrit aux Espagnols une effroyable brèche, par laquelle ils montèrent à l'assaut, Gonzalve de Cordoue abandonna à ses soldats tout le pillage des riches magasins qui y avaient été rassemblés, et des trésors qu'on avait cru y mettre en sûreté. Cependant à peine ce pillage était-il achevé que beaucoup de soldats accoururent auprès de Gonzalve pour se plaindre qu'ils n'y avaient eu aucune part. « Pour vous dédommager, allez piller mon propre palais, » leur dit gaiement le général; et en effet, celui où il avait été logé, et

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. II, p. 224. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1503, § 6, p. 540.

qui appartenait au prince de Salerne, fut immédiatement pillé par les Espagnols (1).

Le château de l'OEuf, bâti sur un roc isolé, au pied du promontoire de Sant-Elmo, et au milieu des flots, fut pris vingt et un jours après le château Neuf, et par les mêmes moyens. L'explosion renversa une partie du rocher sur la chapelle, où dans ce moment même le commandant du fort avait assemblé un conseil de guerre : presque tous ceux qui y assistaient furent écrasés par les débris de la montagne. Le royaume entier se trouva ainsi soumis aux Espagnols, à la réserve de Gaëte, où s'étaient réunis les restes de l'armée française; de Santa-Sévérina, où le prince de Rossano était assiégé, et de Vénosa, où Louis d'Ars s'illustra par une longue et valeureuse résistance (2).

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, Lib. II, p. 225. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. I, f. 29.—*Jacopo Nardi*, L. IV, p. 150.—*Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 307. — *Fr. Belcarii*, Lib. IX, p. 269.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. II, p. 228. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*; L. I, f. 30 v. — *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 308.—*Summonte, Istoria di Napoli*, L. IV, c. IV, p. 553.

CHAPITRE IV.

GUERRE DES VÉNITIENS AVEC LES TURCS. — MORT D'ALEXANDRE VI. ÉLECTION DE PIE III ET DE JULES II. REVERS DE VALENTINOIS ; DÉFAITE DES FRANÇAIS AU GARIGLIANO. TRÊVE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. — 1499 A 1504.

Les deux plus importantes révolutions que pût éprouver l'Italie, l'expulsion de la dynastie des Sforza, et celle de la branche bâtarde d'Aragon; la conquête du Milanès par les Français, et celle du royaume de Naples par les Espagnols, s'étaient accomplies sans que le plus puissant et le plus sage des États italiens, sans que la république de Venise pût prendre part à l'une ou à l'autre. Venise, il est vrai, s'était engagée dans une alliance nominale avec Louis XII, contre la maison Sforza, mais sans s'associer activement à la guerre. Elle n'était point intervenue dans le traité de partage du royaume de Naples à Grenade ; elle n'avait point défendu la maison d'Aragon, ou contribué à la précipiter du trône; elle était demeurée étrangère à la guerre qui avait éclaté presque immédiatement entre les spoliateurs. Dès le temps de la première retraite des Français, après l'expédition de Charles VIII, la république possédait plusieurs places fortes de la Pouille, sur les bords de l'Adriatique ; mais des murs de Trani, de Monopoli, de Brindisi et d'Otrante, les commandants vénitiens observaient les combats des Français avec les Espagnols, sans y prendre part, et ils s'imposaient à leur égard une exacte neutralité. Sans doute ils n'avaient pas vu sans une vive inquiétude les ultramontains acquérir ces deux régions les plus riches et les plus populeuses de l'Italie; mais les prétentions de Maximilien sur leurs provinces, et ses menaces continuelles, les avaient forcés à consentir à la spoliation de Louis Sforza, et même à y concourir, dans l'espoir

que les Français, leurs nouveaux voisins, les défendraient au besoin contre les Allemands. La guerre dangereuse dans laquelle ils furent engagés à cette époque avec l'empire turc, les força également à s'abstenir de se mêler des affaires de Naples, et à laisser détrôner dans ce royaume un monarque italien, pour lui substituer un vice-roi espagnol : tant il est vrai que l'Italie ne succomba aux attaques des ultramontains, que parce que tous se réunirent contre elle seule; les Turcs bien qu'ennemis des Espagnols, et les Allemands bien qu'ennemis des Français, contribuèrent aux conquêtes de leurs adversaires, parce qu'ils épuisèrent, par des attaques sans cesse renouvelées, cette nation italienne qui se trouvait appelée seule à tenir tête à tous.

La guerre des Turcs avec Venise avait commencé en même temps que celle de Louis XII avec la maison Sforza. Elle occupa donc la république pendant tout l'espace de temps dont l'histoire est comprise dans les trois derniers chapitres, et elle empêcha tout aussi longtemps le plus puissant des États italiens de mettre aucun obstacle à l'ambition des Français, à celle des Espagnols, et à celle du pape Alexandre VI et de son fils. Bajazeth II, le neuvième des sultans ottomans, n'était ni si inquiet, ni si cruel que son père Mahomet II, ou que son fils Sélim. Son goût pour les études, pour la philosophie et pour le repos, le fit même passer, comparativement avec les illustres guerriers de sa race, pour un prince fainéant. Cependant Bajazeth II avait fait la guerre avec gloire contre Gait-Bey, soudan des Mamelucks d'Égypte, et contre les Croates et les Valaques. Il avait, aussi bien que tous ses prédécesseurs, étendu les frontières de l'empire ottoman; et la terreur qu'avait causée cette constante succession de conquêtes ne s'était point dissipée sous son règne. La république de Venise, qui confinait avec lui par une longue frontière, et qui gardait seule contre lui l'Italie et tout l'Occident, ne s'engageait point sans effroi dans une guerre avec le Grand Seigneur; et lorsqu'elle avait un tel ennemi à combattre, elle écartait toute autre rivalité; elle implorait les secours, elle cherchait à se concilier la bienveillance de tous les princes chrétiens. Au lieu de songer encore à tenir égale la balance entre eux, son premier objet était au contraire de les réunir tous pour la commune défense.

[1499.] Des motifs divers sont assignés par les divers histo-

riens à la guerre qui éclata, à la fin du quinzième siècle, entre Bajazeth II et la république de Venise. Peut-être contribuèrent-ils tous à l'allumer, ou comme cause, ou comme prétexte. Bajazeth, au sein de la paix, cherchait à affaiblir ses voisins, en encourageant le brigandage sur leurs frontières. La Dalmatie vénitienne était sans cesse infestée par des bandes armées de voleurs, qui sortaient de l'Albanie : ils n'attaquaient pas seulement les marchands et les voyageurs; ils pillaient les châteaux, ils brûlaient les villages; ils emmenaient les habitants en esclavage, ou les forçaient à se racheter par de riches rançons. De tous les ports de l'empire turc sortaient en même temps des pirates qui pillaient les côtes et interrompaient le commerce. Lorsque les commandants vénitiens portaient leurs plaintes à Bajazeth, le sultan, loin de prendre la défense de ces malfaiteurs, déclarait qu'il apprendrait avec plaisir leur punition, et qu'il exhortait ses voisins à les traiter avec la dernière sévérité. Cependant les provinces vers lesquelles il avait l'intention de tourner ensuite ses armes étaient ainsi ruinées d'avance; leur population les abandonnait, et il devenait enfin impossible de les défendre (1).

En même temps le sultan était toujours prêt à accueillir les traîtres qui offraient de lui livrer quelqu'une des places frontières de ses voisins. Un complot de cette nature fut formé à Corfou, et Bajazeth prépara un puissant armement pour s'emparer de cette île importante; heureusement le capitaine de la flotte vénitienne qui revenait de Candie, soit qu'il fût secrètement informé du nom des traîtres, soit que le hasard seul le servît, fit embarquer, en passant à Corfou, tous ceux qui avaient traité avec les Ottomans, et renouvela la garnison de l'île. Bajazeth ne voulut point laisser soupçonner qu'on l'avait deviné; il conduisit, dans la Bulgarie et la Valachie, l'armée qu'il avait rassemblée : il envoya en même temps ses lieutenants ravager les monts de la Chimère, dont les habitans conservaient toujours leur indépendance, et il fit la conquête du petit État de Georges Czernowitsch, près de Cattaro. Mais soupçonnant que ses projets sur Corfou avaient été décou-

(1) *Theodore Spandugino Cantacuseno, delle' origine de' Turchi. Presso Fr. Sansovino,* Lib. II, p. 210, v., *Venetia,* in 4°, 1568. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* Lib. I, f. 9 v.

verts par le bayle de Venise, il déclara qu'il ne voulait plus souffrir d'espions chez lui; et il chassa ce bayle de Constantinople, avec tous les autres ambassadeurs ou résidents des princes chrétiens (1).

Vers le même temps Nicolas de Pésaro, amiral de la flotte vénitienne, rencontra une galère turque qui refusa d'amener les voiles, selon le cérémonial usité. Pésaro la coula à fond. Le sénat, il est vrai, inquiet de cet acte de sévérité et du renvoi de son bayle, envoya à Constantinople André Zancani, pour régler tous ses différends avec la Porte, et obtenir du sultan un nouveau traité. Les négociants ne semblaient pas éprouver de difficultés. Bajazeth ne manifesta point de colère; il signa le traité qui lui fut présenté par l'ambassadeur. Mais ce traité était rédigé en latin; et le sultan se réservait de protester contre tout ce qui pouvait être exprimé dans cette langue des infidèles, qu'il n'entendait pas. Ludovic Sforza, qui était encore sur le trône, et qui espérait se sauver par une puissante diversion, lui avait dans ce temps même envoyé d'habiles négociateurs, et le pressait d'attaquer la république de Venise (2). Bajazeth II en prit l'engagement, et le couvrit toutefois du plus profond secret. On lui voyait faire des armements prodigieux; mais on ne savait point contre quelle province d'Europe ou d'Asie ils étaient destinés. Plusieurs croyaient qu'il voulait attaquer l'île de Rhodes, demeure des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Lorsque ses préparatifs furent achevés, l'irruption de deux mille chevaux turcs dans le territoire deZara fut le prélude des hostilités : en même temps tous les marchands vénitiens établis à Constantinople furent jetés dans les fers, et leurs propriétés furent confisquées. Parmi eux se trouvait Andréa Gritti, qui devait sortir de sa prison pour terminer cette guerre, et pour monter ensuite sur le trône ducal (3).

(1) *Andr. Cambini Fiorentino, dell' origine de' Turchi. Presso Sansovino,* L. II, f. 175. — *Théod. Spandugino,* Ibid., f. 208.

(2) *Petri Bembi Hist. Venetæ,* L. IV, p. 82, — *Vettor Sandi, Storia civile Veneziana,* L. IX, c. VII, T. IV, p. 203. — *Annal. eccles. Raynaldi,* 1499, § 5, p. 480.

(3) *Petri Bembi Hist. Venetæ,* L. V, p. 91, — *Vettor Sandi, Stor. civile,* Lib. IX, c. VII, T. VI, p. 204. — *Théod. Spandugino. Presso Sansovino,* L. II, f. 208 v.

La flotte ottomane, dont Bajazeth avait donné le commandement au sangiak de Gallipoli, et que les historiens vénitiens prétendent avoir été forte de deux cent soixante-dix voiles, s'avança à la recherche des chrétiens vers les côtes de la Morée, dans les parages de la Sapienza et de Modon. De son côté, le sénat de Venise donna le commandement d'une flotte de cent quarante voiles, avec laquelle il comptait défendre ses possessions du Levant, à Antonio Grimani, gentilhomme qu'on avait vu jouir jusqu'à l'âge de soixante-quatre ans, auquel il était parvenu, d'une félicité non interrompue. Sa famille, quoique noble, était très-pauvre ; mais il était arrivé en peu de temps à une immense richesse. On lui connaissait pour cent mille ducats de créances ou d'argent comptant, outre ses biens de terre, qui étaient considérables. Il avait exercé le commerce avec un bonheur si rare, que tous les autres commerçants prenaient son exemple pour règle de leurs spéculations, qu'ils achetaient quand ils le voyaient acheter, et qu'ils vendaient quand ils le voyaient vendre. Il était entré au sénat ; et dès lors il avait occupé les premiers emplois de la république : il s'en était montré digne par son éloquence, sa prudence et son courage. Il avait marié ses filles dans les premières maisons de Venise ; il avait obtenu d'Alexandre VI, au prix de trente mille ducats, le chapeau de cardinal pour son fils aîné, et ensuite, du sénat, le patriarchat d'Aquilée. Ses autres fils tenaient aussi de la république des emplois honorables. Lui-même était revêtu de la dignité de procurateur de Saint-Marc, la première de l'État après celle de doge. Il avait commandé avec gloire les flottes de la république dans la guerre de Charles VIII, et conquis Monopoli : son retour de cette expédition avait été un triomphe. Cependant il avait refusé avec une sorte d'effroi le commandement contre les Turcs qu'on lui déférait ; il semblait prévoir que sa longue prospérité allait l'abandonner : mais quand on l'avait forcé à se charger de cette responsabilité, il avait envoyé au trésor public, en don patriotique, vingt mille ducats pour contribuer à l'armement de la flotte qu'il allait commander (1).

La flotte vénitienne rencontra au mois d'août, près de Modon, la flotte des Turcs. La première avait près de moitié moins de

(1) *Chronicon Venetum*, T. XXIV, *Rer. Ital.*, p. 125, 130 et suiv.

voiles que la seconde : entre ses cent quarante vaisseaux, il n'y avait même que quarante-six galères; tous les autres bâtiments étaient peu propres aux manœuvres militaires. D'autre part, du côté des Turcs, on voyait il est vrai un nombre prodigieux de vaisseaux, mais ils étaient mal armés, mal gouvernés; et leurs équipages ignorants, et arrachés tout récemment à la charrue, n'étaient soumis à aucune discipline : aussi les musulmans craignaient la bataille autant que les chrétiens la désiraient, dans la ferme confiance d'obtenir la victoire.

Les deux flottes manœuvrèrent plusieurs jours en présence l'une de l'autre; mais toutes les fois que Grimani paraissait se disposer à l'attaque, les Turcs se retiraient dans Porto-Longo. Dans la flotte de ceux-ci se trouvait un vaisseau d'une grandeur prodigieuse, du port de quatre mille tonneaux, et qui paraissait s'élever au milieu des autres comme une citadelle. Il était commandé par Barach Raiz. Le 12 août 1499, ce vaisseau se trouva devant Chiarenta, un peu séparé des autres; et il fut aussitôt investi par les deux galères d'André Lorédano et de l'Albanais Darmier, qui s'attachèrent à lui par des crampons, et dont les équipages montèrent à l'abordage. Le combat fut acharné, et il ne fut point troublé par tout le reste des deux flottes, soit qu'un calme plat les retînt à distance, comme l'ont dit quelques-uns, soit que Grimani, jaloux d'André Lorédano, comme le crut le plus grand nombre, fût charmé de le voir périr. Plus de mille soldats défendaient le vaisseau turc, et la bataille était encore indécise, lorsque le feu prit à l'un des trois bâtiments, et se communiqua rapidement aux deux autres, qui ne pouvaient se séparer. Tous trois furent consumés au milieu des flots. Quand Lorédano vit le sien perdu sans ressources, quelqu'un lui proposa de se jeter à la mer; il saisit en réponse le drapeau de Saint-Marc, qui flottait sur le pont : *C'est sous ce drapeau*, dit-il, *que je suis né, que j'ai vécu, et que je veux mourir;* et, en disant ces mots, il entra dans les flammes. Des chaloupes turques entouraient les combattants et recueillaient ceux des leurs qui se jetaient à la mer; mais les Vénitiens, abandonnés par leurs compatriotes, périrent presque tous (1).

(1) *Chronicon Venetum,* T. XXIV, *Rer. Ital.*, p. 104, — *Sabellicus En-*

Pendant tout ce combat, le reste des deux flottes s'était canonné à distance; mais l'incendie des vaisseaux de Lorédano et de Darmier jeta le découragement dans le cœur des Vénitiens: au lieu de désirer la bataille comme ils avaient fait jusqu'alors, ils commencèrent à la craindre; et Grimani, cédant le premier la place, se retira à Pradano, sur la côte du Péloponèse. Là il fut averti qu'une flotte française de vingt-deux galères, que Louis XII avait fait armer à Gênes, pour secourir les chevaliers de Rhodes, et qu'il avait ensuite offerte au sénat, lorsqu'il avait su que Rhodes n'était pas menacée, était à l'ancre à Zante. Grimani alla aussitôt la joindre, et revint avec elle chercher les musulmans. Cependant lorsqu'il les eut rencontrés, la même irrésolution, ou la même pusillanimité qu'on lui avait précédemment reprochée, l'empêcha de les attaquer. Les deux flottes se contentèrent de s'envoyer de loin plusieurs bordées de canon; et les Français, impatientés de cette manière timide de combattre, prirent congé de l'amiral vénitien, et se retirèrent (1).

Dans le même temps les Turcs avaient formé le siége de Lépante: Grimani n'osa point secourir cette ville, qui se rendit lorsqu'elle vit la flotte vénitienne s'éloigner (2). Grimani, pour recouvrer sa réputation, fit de son côté une tentative sur Céphalonie; mais elle n'eut point de succès. Alors il ramena sa flotte à Corfou; et il y trouva Melchior Trévisani, que le conseil des Dix lui avait donné pour successeur, et qui avait l'ordre de l'envoyer lui-même à Venise, chargé de fers, pour rendre compte de sa conduite. La belle flotte qu'il commandait avait paru aux Vénitiens suffisante pour détruire celle des Turcs, et conquérir ensuite le Péloponèse et l'Eubée: plus ils avaient conçu de hautes espérances, plus ils étaient disposés a expliquer un mauvais succès par une trahison ou une lâcheté. Peut-être cependant ne tenaient-ils point assez compte des progrès faits par les Turcs dans l'art de la guerre ma-

nead. X, L. IX, *apud Raynald.,* 1499, § 9, p. 480. — *Theod. Spandugino,* f. 208 v. *Presso Sansovino*, L. II, *Imperio de' Turchi.*

(1) *Petri Bembi Hist. Venetæ,* L. V, p. 93. — *Chron. Venetum,* T. XXIV, p. 103, 101, — *Andrea Cambini, presso Sansovino,* L. II, f. 176 v.

(2) *Raynaldus, Annal. eccles.,* 1499, §§ 9 et 10, p. 480. — *Theod. Spandugino, presso Sansovino,* L. II, f. 209.

ritime; et Grimani, en approchant de la flotte si supérieure en nombre des ennemis, avait-il reconnu que ce n'était plus une cohue désordonnée, comme on le supposait à Venise. Le peu de succès des amiraux qui succédèrent à Grimani, et le triomphe qui était réservé à celui-ci, lorsque dans son extrême vieillesse, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, il fut élu doge de cette même république qui l'avait condamné, sont des indices de son innocence. Mais, à son arrivée à Venise, la prévention contre lui était trop forte pour qu'il pût y résister. En vain son fils, le cardinal Grimani, accourut-il de Rome pour le recevoir, et dans ses habits pontificaux se chargea-t-il des fers de son père, soit lorsque celui-ci traversait le port, soit lorsqu'il fut traduit devant le grand conseil; la sévérité de cette assemblée n'en fut point adoucie. Elle avait évoqué à elle le jugement, craignant que le prévenu n'exerçât une influence illicite sur le conseil des Dix, par ses richesses et le crédit de sa famille. Grimani fut condamné à la relégation dans les îles de Cherso et d'Ozèro, au golfe du Quarnèro : au bout de quelque temps il s'échappa de ce lieu d'exil, et il se réfugia à Rome, auprès du cardinal son fils (1).

Les troupes de terre ne firent pas leur devoir mieux que celles de mer. Zancagno avait été chargé de rassembler les milices des frontières de la Carniole, de mettre en défense les bords de l'Isonzo, et d'établir son camp à Gradiska. Mais Scander Bassa, sangiak de Bosnie, ayant amené sur l'Isonzo sept mille chevaux, en envoya le 29 septembre, deux mille au delà du fleuve. Zancagno ne leur opposa aucune résistance, et ne permit point à ses soldats de sortir de Gradiska. Les paysans, qui se croyaient en sûreté derrière l'armée de la république, furent frappés de terreur lorsqu'ils virent paraître ces troupes barbares : les bords de la Piave et du Tagliamento furent abandonnés, quoique susceptibles de défense. Des troupeaux de fuyards, s'échappant de tout le Friuli, de Trévise, et même de Padoue, s'enfermèrent à Venise; et la campagne fut délaissée jusqu'au bord des Lagunes. Les Turcs,

(1) *Petri Bembi Hist. Venetæ,* L. V, p. 98. — *Vettor Sandi,* Lib. IX, c. VII, T. IV, p. 207. — *Chron. Venetum,* T. XXIV, *Rer. Ital.,* p. 124. — *Raynaldi Annal. eccles.,* 1499, §§ 10 et 11, p. 481. — *Paolo Giovio, Vita di Antonio Grimani. Ritrari,* L. V, p. 290.

après y avoir enlevé de nombreux captifs, dont ils massacrèrent une partie avant de repasser le Tagliamento, rentrèrent dans leurs foyers, sans avoir trouvé l'occasion de combattre (1).

Au commencement de l'année 1500, les Vénitiens, découragés par le mauvais succès de la dernière campagne, et désireux de pouvoir diriger toute leur attention sur les affaires de l'Italie, dont les révolutions devenaient tous les jours plus importantes, envoyèrent à Constantinople une ambassade pour se plaindre de ce que le Grand Seigneur les avait attaqués sans provocation, et pour redemander leurs marchands faits prisonniers dans toute l'étendue de l'empire turc, et la restitution de Lépante ; mais Bajazeth répondit qu'il n'accorderait la paix à la république, qu'autant que celle-ci lui céderait Modon, Coron et Napoli de Malvoisie, et qu'elle s'engagerait à lui payer un tribut annuel de dix mille ducats (2).

Pendant l'hiver, la flotte turque s'était partagée entre les deux golfes d'Ambracie et de Lépante. Melchior Trévisani, qui avait pris le commandement de la flotte vénitienne, voulait empêcher les Turcs de se réunir, et il occupait dans cette espérance les parages de Corfou et de Céphalonie : mais les ennemis se dérobèrent à sa vigilance, ils firent leur jonction devant le promontoire de Leucade, et se trouvant alors supérieurs en forces, ils firent reculer les Vénitiens. Daüth Pacha entrait dans le Péloponèse, avec une armée formidable, en même temps que la flotte turque attaquait, du côté de la mer, les villes dont Bajazeth avait demandé la cession. Les Turcs furent repoussés devant Napoli de Malvoisie, et devant Zonchio, l'ancienne Pylos de Nestor; mais ils s'emparèrent du faubourg de Modon, et ils commencèrent aussitôt le siége de cette ville importante (3).

Jérôme Contarini remplaça, dans le commandement de la flotte vénitienne, Melchior Trévisani, qui était mort de maladie devant

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. V, p. 97, — *Chron. Venetum,* T. XXIV, p. 116. — *Vettor Sandi*, Lib. IX, c. VII, T. IV, p. 205, 206. — *Annal. eccles. Raynaldi,* 1499, §§ 7 et 8, p. 480. — *Theod. Spandugino,* Lib. II, f. 208.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.*, Lib. V, p. 100. — *Chron. Ven.*, T. XXIV, p. 148. — *Vettor Sandi, Storia civile Venez.*, L. IX, c. VII, T. IV, p. 207.

(3) *Petri Bembi Hist. Venetæ.*, Lib. V, p. 102. — *Chronic. Venetum,* T. XXIV, *Rer. Ital.*, p. 142.

Céphalonie. Ce nouvel amiral voulut porter du secours à Modon; mais ayant rencontré la flotte turque près de Pylos, il la combattit avec désavantage; il perdit quelques galères, et fut obligé de se réfugier à Zante (1). Cependant comme il ne pouvait se résoudre à abandonner les assiégés, il se présenta de nouveau, le 9 août, devant Modon, non point avec l'intention de livrer un combat, mais pour distraire l'attention des ennemis, tandis que cinq galères, les plus promptes à la course de toute sa flotte, pénétreraient dans le port, avec les renforts et les munitions qu'il destinait aux assiégés. Son projet parut réussir; quatre des cinq galères arrivèrent au travers de toute la flotte turque, jusqu'à l'estacade qui fermait le port. Tous les habitants de Modon accoururent au-devant d'elles, pour les décharger plus rapidement; la garde même quitta les murs où elle était placée, pour descendre sur le rivage. Les Turcs, s'en étant aperçus, donnèrent un assaut dans ce même moment, et pénétrèrent dans la ville. En vain les habitants essayèrent de résister; il était déjà trop tard, les musulmans étaient au milieu des rues. Les Grecs ni les Vénitiens, bien que privés d'espérance, n'essayèrent point de fuir; ils n'abandonnèrent point le combat; ils furent presque tous tués sur la place, tandis que le feu allumé aux premières maisons par les assaillants, gagnait rapidement toute la ville : l'incendie fut universel comme le massacre; Modon tomba au pouvoir des Ottomans; mais il n'y restait déjà plus ni édifices ni habitants (2).

La terreur que cette catastrophe causa dans toute la Morée, décida les habitants de Pylos et de Coron à se rendre sans combat. Le général turc attaqua ensuite Napoli de Malvoisie : il fit conduire devant les murs de cette ville Paul Contarini, qu'il avait fait prisonnier à Modon, et qu'il menaça du supplice le plus cruel, s'il ne persuadait pas aux assiégés de se rendre. Contarini essaya de leur parler; mais au milieu de son discours, et tandis que ses gardes distraits faisaient moins d'attention à lui, il piqua son che-

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. V, p. 103.

(2) *Idem*, p. 103. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1500, §§ 11 et 12, p. 490, *ex Sabellico Ennead. X.*, L. IX. — *Andrea Cambini, origine de' Turchi*, f. 176, *et Theod. Spandugino*, f. 209, *in Sansovino*, L. II. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, Lib. I, f. 7 v.

val, s'échappa de leurs mains, franchit d'un saut le premier fossé des fortifications, et parvint dans la ville sans avoir été atteint par les traits ou les balles qu'on faisait pleuvoir sur lui. Il contribua vaillamment ensuite à la défense de Napoli, où il s'était réfugié (1).

Le conseil des Dix avait chargé Bénédetto de Pésaro de venir prendre le commandement de la flotte vénitienne. Ce nouveau capitaine la trouva découragée, affaiblie et dispersée par une tempête qu'elle venait d'éprouver. Il la réunit à Corfou et à Zante; il y rétablit la discipline par la punition sévère des officiers qui avaient mal fait leur devoir, et il la conduisit ensuite à la recherche de celle des Turcs : mais c'était justement l'époque où ceux-ci, satisfaits de leurs succès précédents, se retiraient à Constantinople. Pésaro, demeuré maître de la mer, prit Égine, pilla Mitylène et Ténédos, enleva plusieurs vaisseaux traîneurs de la flotte turque, et livra au supplice tous leurs équipages, les attachant à des gibets, sur les deux rivages d'Europe et d'Asie, pour que tous les vaisseaux qui traversaient les Dardanelles connussent les cruautés qu'il croyait justifier en les nommant des représailles. Avant de quitter ces parages, il réduisit l'île de Samothrace sous la domination de sa république (2).

La flotte que Ferdinand et Isabelle avaient armée à Malaga, sous les ordres de Gonzalve de Cordoue, et qu'ils destinaient à la conquête du royaume de Naples, bien qu'ils voulussent cacher quelque temps encore leurs projets, était, sur ces entrefaites, arrivée à Messine; de là elle se rendit à Zante, où Gonzalve avait donné rendez-vous à Bénédetto de Pésaro. Les deux généraux convinrent ensemble d'attaquer l'île de Céphalonie; et, profitant d'un vent favorable, ils forcèrent leur entrée dans les deux ports de cette île. Ils débarquèrent leur armée, et ils entreprirent le siége de la capitale. L'Épirote Gisdar la défendait, et il soutint leurs attaques avec beaucoup de bravoure et d'obstination. Les Espagnols souffrirent cruellement de la faim et des maladies;

(1) *Petri Bembi Hist. Venetæ,* L. V, p. 104. — *Theod. Spandugino in Sansovino,* L. II, f. 209 v. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo* V, L. I, f. 8.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. V, p. 105. — *Sabellicus Ennead. X.,* L. IX, *apud Raynald.,* 1500, § 17, p. 492. — *Theod. Spandugino,* f. 209.

mais ils donnèrent pendant ce siége une première preuve de cette constance et de cette confiance dans leur chef, qui devaient deux ans plus tard, à Barlette, les faire triompher de leurs ennemis. Enfin Piétro Navarra fit une large brèche aux murs de Céphalonie par une mine chargée; la ville fut prise d'assaut le 1er novembre de l'an 1500, et la garnison fut passée au fil de l'épée. Zonchio ou Pylos fut aussi recouvrée par surprise. Pésaro songeait encore à attaquer Modon, lorsqu'il apprit que les Turcs y avaient envoyé de nombreux renforts. Gonzalve de Cordoue déclara alors qu'il était contraint de ramener sa flotte dans les ports de Sicile : néanmoins, en reconnaissance de ses services, la seigneurie le fit inscrire au livre d'or, parmi les nobles vénitiens (1).

[1501.] Pésaro continua, pendant l'hiver, ses entreprises contre les Turcs. Il enleva ou détruisit plusieurs de leurs vaisseaux, en construction à la Prévezza, dans le golfe d'Ambracie (2). Il tenta aussi de brûler une autre partie de leur flotte dans le fleuve de Loüs; mais il fut repoussé avec perte (3). Enfin il accepta la soumission d'Alessio, qui se rendit à la république. D'autre part, les villes de Zonchio et de Durazzo furent reprises encore une fois par les Turcs. Chacun de ces succès ou de ces revers était signalé par d'atroces cruautés, autant de la part des chrétiens que de celle des musulmans. Les infortunés habitants étaient rendus responsables du sort de la guerre. Encore qu'on n'eût pas su les défendre, on leur demandait compte, en les reprenant, du malheur qu'on nommait leur révolte; et quant aux soldats prisonniers, ils périssaient presque tous dans les supplices (4).

Les Vénitiens, menacés de perdre toutes leurs possessions d'outre-mer, avaient demandé des secours à tous les princes de la chrétienté; tous regardaient encore la guerre contre les infidèles comme un devoir; tous reconnaissaient la nécessité de secourir la république de Venise dans la lutte inégale où elle était engagée :

(1) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. I, p. 191, 192. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V.*, L. I, f. 8.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.*, Lib. V, p. 108.

(3) *Idem*, L. V, p. 110.

(4) *Idem*, Lib. V, p. 114. — *Vettor Sandi*, Lib. IX, c. VII, T. IV, p. 213. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1501, § 77, p. 528. — *Theod. Spandugin*, f. 210.

cependant ils paraissaient plutôt vouloir mettre leur honneur à couvert par un service momentané, que fournir à leurs alliés une assistance réelle. Alexandre VI fit armer vingt vaisseaux, dont il donna le commandement à Jacob de Pésaro, évêque de Paphos, et il les envoya joindre la flotte de la république : il la secourut plus efficacement encore en lui abandonnant tout le produit des indulgences vendues dans l'État vénitien, ce qui monta à 80,000 ducats (1). Ravenstein, gouverneur de Gênes, pour la France, amena à Zante une flotte française destinée à seconder celle de la république : mais elle n'avait été payée que pour trois mois, et deux et demi de ces mois s'étaient déjà écoulés avant qu'elle fût parvenue dans les mers de Grèce. Elle se retira donc sans avoir été d'aucun service. Une flotte portugaise fit aussi une courte apparition au même rendez-vous; mais son commandant refusa de prendre part à aucun siége. Il déclara qu'il n'avait d'autre ordre que celui de se ranger dans la ligne de bataille des Vénitiens; et il se retira quand il vit que pour cette année les musulmans ne paraissaient pas disposés à livrer de combat (2).

Avant la fin de l'année, Philippe de Ravenstein ramena la flotte française au secours des Vénitiens; il attaqua de concert avec eux l'île de Mitylène : mais l'indiscipline de ses soldats lui fit abandonner son entreprise, lorsque le succès en était déjà presque assuré (3). Tous ces auxiliaires éphémères avaient peut-être contribué à empêcher la Porte d'exposer sa flotte hors du détroit des Dardanelles pendant cette année; mais ils n'avaient procuré aucun avantage durable aux Vénitiens. Il n'en fut pas de même de l'attaque d'Uladislas, roi de Hongrie et de Bohême, sur les frontières des Turcs : les incursions des Hongrois attirèrent les armes de Bajazeth II vers le Danube. Les Polonais de leur côté commençaient à se mettre en mouvement; leur roi Jean-Albert avait promis à la république de Venise de faire une diversion en sa faveur.

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. V, p. 111. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1500, § 22, p. 494.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VI, p. 121. — *Theod. Spandugino*, f. 210.

(3) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VI, p. 122. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1501, § 81, p. 530. — *Pauli Jovii Epitome Histor.*, L. VIII, p. 156.

La mort de ce roi empêcha, il est vrai, la guerre de Pologne; mais le bruit seul de ses préparatifs avait été avantageux aux Vénitiens (1).

[1502.] L'année suivante, un nouvel auxiliaire plus inespéré que les précédents, vint encore soulager la république; ce fut Ismaël Sophi, qui arma la Perse contre Bajazeth II, envahit la partie de l'Arménie soumise aux Turcs, et attira en Asie les armes du sultan (2). Pésaro, qui avait reçu quelques secours des chevaliers de Rhodes, du roi de France, et d'Alexandre VI, en profita pour attaquer l'île de Leucade ou Sainte-Maure, dont il fit la conquête (3). Ce fut à peu près son seul exploit cette année. Les Turcs, distraits par deux puissantes diversions en Europe et en Asie, ne dirigeaient plus leurs efforts contre la république. Celle-ci, d'autre part, encore effrayée des dangers qu'elle avait courus, et craignant chaque année de voir recommencer l'invasion du Friuli, et achever la conquête du Péloponèse, évitait de provoquer davantage la colère du sultan. Elle reçut vers la fin de cette année, d'Achmet, un des pachas de Bajazeth II, quelques ouvertures de paix qu'elle communiqua au roi de Hongrie; et comme celui-ci ne voulut pas y accéder, elle ne refusa point de traiter seule. Andréa Gritti, un des marchands que les Turcs avaient arrêtés au commencement de la guerre, et qui était alors dans les prisons de Constantinople, conduisit les négociations au nom de sa patrie; la fortune ayant destiné cet homme, qui n'était pas moins distingué par la noblesse et la beauté de sa figure, et par la force de son corps, que par ses talents militaires et politiques, à conclure du sein de la captivité deux des traités les plus importants qu'ait signés sa république. Gritti, qui plus tard se signala dans la guerre de la ligue de Cambrai, et qui réconcilia ensuite sa patrie à la France, et qui, enfin, monta sur le trône ducal et y siégea quinze ans; Gritti signa le traité de paix qui, au commencement de l'année 1503, réconcilia la république de Venise et

(1) *Annal. eccles. Raynald.*, 1501, § 84, p. 530.

(2) *Idem,* 1502, § 17, p. 536. — *Barth. Senaregœ de Rebus Genuens.*, T. XXIV, p. 577.

(3) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VI, p. 129. — *Raynald. Ann. eccles.*, 1502, § 21, p. 537.

l'empire turc, et qui fut observé jusqu'en 1537. Les Vénitiens restituèrent Sainte-Maure ou Leucade aux Turcs : ils abandonnèrent leurs droits sur Lépante, Modon et Coron, qu'ils avaient perdus dans le cours de la guerre; et ils obtinrent seulement en retour la restitution des propriétés privées qui avaient été confisquées par le sultan, au commencement des hostililés (1).

Ce traité qu'Andréa Gritti ne rapporta à Venise qu'au mois de novembre 1503, fut reçu avec joie par la république, encore qu'il sanctionnât la perte de quelques-unes des meilleures forteresses qu'elle possédât dans le Levant. Mais pendant toute la durée de la guerre, les Vénitiens s'étaient trouvés vis-à-vis des princes chrétiens leurs voisins, dans un état constant d'humiliation et d'inquiétude. Ils avaient été obligés tantôt de donner les mains aux projets ambitieux de Louis XII; tantôt de supporter l'arrogance de ses lieutenants; tantôt de fermer les yeux sur les intrigues du duc de Valentinois. Ils n'avaient pu ni donner du poids à leurs recommandations, ni faire respecter leurs intérêts; et l'état de crise dans lequel avait été l'Italie, pendant les années précédentes, ne semblait point prêt à se terminer. La guerre de Naples avait allumé l'ambition de tous les ultramontains; et les souverains de la France, de l'Espagne et de l'Allemagne, annonçaient plus ouvertement que jamais leurs prétentions sur les provinces de la péninsule.

Le roi de France ne pouvait se résigner à la perte du royaume que la mauvaise foi des rois catholiques lui avait enlevé en si peu de temps. Il reprochait à l'archiduc Philippe de lui avoir lié les mains par une trompeuse négociation de paix. Celui-ci, qui avait traité loyalement et qui avait été muni de pouvoirs illimités par son beau-père, se plaignait de ce que son honneur était cruellement compromis. Ferdinand et Isabelle avaient d'abord cherché des prétextes pour retarder la ratification du traité conclu par leur

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VI, p. 132. — *Vettor Sandi, Storia civile Veneziana*, L. IX, c. VII, T. IV, p. 214. — *Annal. eccles. Raynald.*, 1503, § 2, p. 539. — *Fr. Guicciardini.*, L, VI, p. 333. — *Fr. Belcarii Com. Rer. Gallic.*, L. X, p. 281. — *Theod. Spandugini Cantacuzeni. Presso Sansovino.*, Lib. II, *Imperio Turco.*, f. 211. — *Paulo Giovio, ritratti d'Uomini illustri.*, L. VI, p. 368.

gendre; mais depuis qu'ils connaissaient les avantages décisifs remportés par Gonzalve de Cordoue, ils refusaient absolument leur signature et ils accusaient Philippe d'avoir outrepassé ses pouvoirs. Cependant ils proposaient des négociations nouvelles pour tromper encore Louis XII (1). Ce monarque, reconnaissant enfin qu'avec des princes sans foi, la force seule pouvait donner quelque valeur aux traités, résolut d'attaquer l'Espagne en même temps par Bayonne et Fontarabie, et par le comté de Roussillon; de faire ravager les côtes de Catalogne et de Valence par une flotte française; enfin de faire marcher dans le royaume de Naples une armée suffisante pour y recouvrer la supériorité (2).

Le commandement de cette armée fut donné à Louis de La Trémouille; sous lui devait servir François de Gonzague, marquis de Mantoue, le même qui avait arrêté les Français à Fornovo, et qui avait commandé l'armée vénitienne envoyée contre eux dans la Pouille. Le bailli de Bissy avait été chargé de lever et de conduire les Suisses. Les Florentins, les Siennois, les princes de Ferrare, de Mantoue et de Bologne, avaient promis des contingents; l'armée de La Trémouille devait être forte de dix-huit cents lances, et de dix-huit mille fantassins : une flotte puissante devait la seconder; et l'on n'avait point encore vu la France faire d'appareil plus formidable (3). Cependant La Trémouille, avant de s'engager dans le royaume de Naples, voulait être sûr de la conduite que tiendraient le pape et son fils. Aux craintes déjà si légitimes qu'excitait leur caractère, se joignaient depuis quelque temps la défiance que devaient causer leurs négociations contradictoires; les prétentions offensantes du pape, qui voulait poursuivre et dépouiller de ses fiefs Gian Giordano Orsini, quoiqu'il fût sous la protection expresse du roi (4); la permission qu'il avait accordée aux Espagnols de recruter dans Rome même, et les intrigues bien connues de Valentinois avec Gonzalve de Cordoue. Valentinois

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 306.

(2) *Idem,* p. 312. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 153. — *Fr. Belcarii Comment.,* L. IX, p. 271.

(3) *Fr. Guicciardini.,* L. VI, p. 313. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 153. — Mémoires de la Trémouille, T. XIV, ch. XI, p. 167. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi.,* L. II, p. 229.

(4) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 151-154.

qui avait cinq cents hommes d'armes sous ses ordres, offrait de les joindre à l'armée française, pourvu que Louis XII lui sacrifiât non-seulement Gian Giordano Orsini, mais l'État de Sienne; et les Français étaient sur le point de souscrire à ce honteux traité, lorsque Borgia en proposa un moins ignominieux, mais plus dangereux. Il leur offrit le passage par l'État de l'Église, en demeurant lui-même neutre et armé. Il était facile de reconnaître que son intention était de se décider d'après les circonstances, pour accabler les vaincus; ou bien qu'en dépit de ses promesses, pendant que les Français seraient dans le royaume de Naples, il attaquerait la Toscane, laissée par eux dégarnie de troupes (1). Mais au milieu de ces projets et de ces espérances, le pape Alexandre VI fut frappé le 18 août d'une mort presque subite; le duc César Borgia son fils, et le cardinal de Cornéto, furent en même temps rapportés à Rome, presque moribonds, d'une vigne où ils devaient souper avec lui; et le corps d'Alexandre VI, bientôt couvert d'une gangrène noire et effrayante, donna lieu à tout le public de supposer que lui, son fils et son convive, étaient victimes d'un poison qu'il avait lui-même préparé pour un autre (2).

La vie entière d'Alexandre Borgia avait été signalée par tant de crimes, il avait si bien mérité la haine de Rome, de l'Italie et de la chrétienté, qu'il ne faut point s'étonner si sa mort fut attribuée aux forfaits mêmes auxquels il avait accoutumé sa cour, et si l'on fut empressé de trouver, dans le renversement si rapide de sa famille, et dans la juste punition de sa scélératesse, une conséquence des moyens odieux qu'il mettait en usage pour augmenter sa fortune. On avait vu, pendant tout son pontificat, Alexandre VI retirer un double avantage pécuniaire, des promotions au sacré collége, que la constitution de l'Église lui donnait le droit de faire. En onze promotions il avait créé quarante-trois cardinaux (3); presque aucune de ces nominations n'avait été gratuite; la plupart lui rapportaient au moins dix mille florins : celle de Francesco Sodérini, frère du gonfalonier de Florence, lui en avait rapporté

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 151-154.

(2) *Fr. Guicciardini.*, L. VI, p. 314. — *Raphael Volaterranus*, L. XXIII, *apud Raynald.*, *Annal. eccles.*, 1503, § 10, p. 540.

(3) *Onofrio Panvino, Vita di Allessandro VI*, p. 479.

vingt mille; celle de Doménico Grimani, fils du procurateur de Saint-Marc, trente mille; d'autres avaient peut-être été payées à un plus haut prix. Mais c'était peu pour le pape de vendre cette première des dignités ecclésiastiques. Les cardinaux employés par lui dans l'administration, s'enrichissaient rapidement; le pape fut accusé d'en avoir fait périr un grand nombre, pour s'emparer de leurs héritages, et pour disposer de leurs bénéfices, qui retournaient au saint-siége. C'étaient là, disait-on, les criminelles ressources par lesquelles le pape suffisait aux dépenses prodigieuses que demandaient et l'entretien des armées du duc de Valentinois, et le luxe de la cour pontificale, et les prodigalités de Lucrèce Borgia, et l'établissement des autres fils et neveux d'Alexandre. L'on raconta, et l'on crut dans toute l'Italie, que le pape avait invité le cardinal Adrien de Cornéto à un repas, dans sa vigne du Belvédère, près du Vatican; qu'il avait l'intention de l'y empoisonner, comme il avait empoisonné auparavant les cardinaux de Saint-Ange, de Capoue et de Modène, autrefois ses ministres les plus zélés, ensuite les victimes de sa cupidité; que le duc de Valentinois avait envoyé des bouteilles de vin préparé par lui à l'échanson du pape, sans le mettre dans sa confidence, et en lui recommandant seulement de ne point donner ce vin sans un ordre exprès; que, pendant l'absence momentanée de cet échanson, son remplaçant donna par erreur une de ces bouteilles au pape, à César Borgia et au cardinal de Cornéto. Ce dernier dit ensuite lui-même à Paul Jove, qu'au moment où il eut pris ce breuvage, il sentit dans ses entrailles un feu ardent, qu'il perdit la lumière du jour, et bientôt l'usage de tous ses sens, et qu'après une longue maladie, son rétablissement fut précédé par l'excoriation de toute sa peau (1).

Les écrivains contemporains les mieux informés et les plus détaillés, s'accordent sur les circonstances de cet événement. Cependant un journal de la cour de Rome, et les lettres de l'ambassadeur de la maison d'Este, semblent prouver que la maladie

(1) *Paulo Giovio, Vita di Leone X.*, L. II, p. 82.—*Vita del cardinale Pompeo Colonna*, p. 358. — *Ejusd.*, *Vita magni Gonsalvi.*, L. II, p. 229. — *Fr. Guicciardini,* Lib. VI, p. 314. — *Alf. de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, L. I, p. 31.

du pape dura huit jours, qu'on la qualifia de fièvre pernicieuse, et qu'on la traita comme telle (1). Après tout, nous ne savons point avec précision la date du repas à la vigne du Belvédère : il est possible qu'il ait eu lieu le 10 août; que la maladie causée par un poison, qui au lieu d'être pris par un seul convive, se trouvait réparti entre trois, ait duré huit jours, et que, pendant sa durée, on ne se soit point empressé de la nommer par son véritable nom, et d'accuser ainsi le pape et son fils, qui étaient encore tout-puissants (2).

Alexandre VI, dont le nom seul rappelle tant de crimes et tant d'infamies, fut appelé, pendant son pontificat, à prononcer au nom de l'Église romaine plusieurs décisions qui lui servent de loi encore aujourd'hui. Aussi les écrivains ecclésiastiques prennent-ils à tâche de prouver que, quels qu'aient pu être ses vices, il ne s'écarta jamais un instant de la pureté de la foi (3). Alexandre VI fut un des instituteurs de l'ordre des Minimes de Saint-François de Paule, qu'il confirma par sa bulle du 1er mai 1501, et de celui des sœurs de la Sainte-Vierge, fondé par Jeanne de Valois, femme divorcée de Louis XII (4). C'est encore à lui que l'Église romaine doit une institution qui plus qu'aucune autre, peut-être, a contribué à conserver son pouvoir contre les attaques de la philosophie et les progrès de l'esprit, celle de la censure ecclésiastique des livres. Alexandre VI, par son bref du 1er juin 1501, ordonna aux imprimeurs, sous peine d'excommunication, de n'imprimer plus aucun livre sans l'aveu des archevêques ou de leurs vicaires et officiaux; et il ordonna à ceux-ci de faire saisir et brûler tout livre qui contiendrait des doctrines hérétiques, contraires à la foi catholique, impies et mal sonnantes (5).

(1) *Muratori, Annali d'Italia.*, T. X, p. 15. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1503, § 11, p. 541.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VI, p. 133. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 157. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 272. — *Istor. di Gio. Cambi*, p. 194. — *Orlando Malavolti, Stor. di Siena.*, P. III, L. VI, f. 112. — *Fr. Belcarii,* L. IX, p. 272. — *Onofrio Panvino, Vita di Allessandro VI,* p. 478. — *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.*, T. XXIV, *Rer. Italic.*, p. 578.

(3) *Raynaldi Annal. eccles.*, 1501, § 22, p. 511.

(4) *Idem.*, 1501, § 24, p. 511.

(5) *Idem.*, § 36, p. 514.

Le duc de Valentinois disait à Macchiavel, qu'il croyait avoir pensé à tout ce qui pourrait arriver au moment de la mort de son père, et qu'il avait trouvé remède à tout; mais qu'il n'avait jamais songé que, lors de cet événement, il pourrait se trouver lui-même mortellement malade (1). Il avait compté que l'élection du nouveau pontife dépendrait en grande partie de lui; les cardinaux nommés par son père, et surtout les dix-huit Espagnols qu'il avait fait entrer dans le sacré collége, devant rester, à ce qu'il croyait, sous sa dépendance. Il avait réduit sous sa clientèle presque toute la petite noblesse des États romains; il avait tellement écrasé la haute noblesse, qu'il croyait n'avoir plus rien à redouter d'elle. Toutes les forteresses, dans Rome et dans son territoire, étaient occupées par ses soldats; et l'armée avec laquelle il avait fait la guerre aux Orsini, était cantonnée autour des murs de la capitale. Mais d'autre part il se trouvait frappé justement au moment où hésitant entre les deux cours de France et d'Espagne, il ne pouvait compter ni sur l'une ni sur l'autre; et il se sentait pressé en même temps par leurs deux armées : cependant, quelque accablé qu'il fût par la maladie, il ne s'abandonna point lui-même. Tandis que le peuple courait à Saint-Pierre avec une joie indicible, pour se repaître de la vue du corps d'Alexandre VI, et exprimer l'horreur qu'il ressentait pour lui, César Borgia se maintint dans le palais du Vatican. Il entra en traité avec les Colonna, que son père avait dépouillés de leurs fiefs : il leur rendit Ghinazzano, Capo d'Anzo, Frascati, Rocca di Papa et Nettuno, où Alexandre VI avait élevé des fortifications redoutables; et à ce prix il s'assura de leur neutralité (2).

Le duc de Valentinois n'avait point assez de troupes pour pouvoir interdire l'entrée de Rome à ses ennemis, et contenir en même temps le peuple qui le détestait. Prosper Colonna était revenu dans sa patrie, à la tête de tout son parti. Fabio Orsini, de son côté, avait repris possession des palais de sa famille à

(1) *Macchiavelli, il Principe,* Cap. VII, p. 259.

(6) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 315. — *Paolo Giovio, Vita del cardinale Pompeo Colonna,* p. 360. — *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 197. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.,* L. IX, p. 273. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 229.

Monte-Giordano : il avait livré au pillage les maisons et les boutiques des courtisans et des marchands espagnols, si favorisés sous le règne du dernier pape; et il demandait à grands cris la tête de Borgia lui-même, en expiation du sang de son père et de ses parents que ce tyran avait versé. Les troupes de Valentinois étaient toutes logées dans le Borgo, et dans les environs du Vatican; en sorte que les cardinaux, pour ne point se mettre entre leurs mains, se réunirent à l'église de Sainte-Marie *sopra Minerva;* ils ne se pressèrent pas néanmoins de commencer les obsèques du pape, qui doivent durer neuf jours et se terminer avant le conclave (1).

Hors des portes de Rome, et dans les États auparavant occupés par Valentinois, les convulsions politiques étaient plus violentes encore. Jean-Paul Baglioni s'était associé à Barthélemi d'Alviano, capitaine de la maison Orsini, au service des Vénitiens. Avec son aide, il était rentré à Pérouse; il avait chassé de Viterbe la faction des Gatti, et de Todi celle de Chiaravalle : il avait tué ou pillé tous les citoyens enrôlés dans ces deux partis, qui étaient tombés entre ses mains. Fabio Orsini et les Savelli poursuivaient dans le patrimoine de Saint-Pierre tous ceux qui s'étaient rangés du parti de Valentinois. Le premier, ayant tué un membre de la famille Borgia, prit de son sang pour s'en laver les mains et la bouche (2). Tous les barons romains avaient recouvré les châteaux que le pape leur avait enlevés; les Vitelli étaient rentrés dans Città di Castello, Jacques d'Appiano à Piombino, le duc d'Urbin, et les seigneurs de Pésaro, de Camérino et de Sinigaglia, dans les États qu'ils avaient perdus (3). La Romagne seule ne fit aucun mouvement, et demeura dévouée au duc de Valentinois. Ses autres conquêtes étaient plus récentes; dans celle-ci il avait déjà eu le temps de faire goûter les avantages de son gouvernement. Cet homme, si cruel et si faux dans sa politique, savait fort bien ce qui pouvait procurer la félicité de ses sujets; la justice était exercée

(1) *Fr. Guicciardini.*, Lib. VI, p. 316. — *Raynaldi Annal. eccl.*, 1503, § 12, p. 541. — *Petri Bembi Hist. Venetæ*, L. VI, p. 133. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, Lib. I, f. 31 v. — *Jacopo Nardi*, Lib. IV, p. 156.

(2) *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. I, f. 32.

(3) *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 156.

scrupuleusement entre eux, et la sûreté publique était garantie d'une manière inviolable. Toutes les factions avaient été comprimées, toutes les voleries des magistrats et des princes avaient cessé; une protection éclairée avait été accordée à tous les hommes distingués; les militaires avaient trouvé de l'avancement dans les armées, ou dans le commandement des châteaux du duc; les hommes de lettres avaient été richement pourvus de bénéfices ecclésiastiques : l'État prospérait enfin, et aucun Romagnol ne pouvait envisager sans crainte le retour des anciens petits seigneurs (1).

Louis de la Trémouille, qui devait commander l'armée française, avait été retenu à Parme par une maladie, qui ne lui permit plus de prendre part à cette expédition. Le marquis de Mantoue en avait pris le commandement comme lieutenant du roi : cependant l'autorité était demeurée presque en entier entre les mains du bailli d'Occan et de Sandricourt, parce que les Français dédaignaient d'obéir à un prince étranger. Cette armée était entrée en Toscane par le chemin de Pontrémoli; mais elle avait été retardée par la lenteur des Suisses, qui s'engageaient mal volontiers dans les expéditions désastreuses du royaume de Naples. Enfin elle traversa l'État de Sienne, et elle arriva entre Népi et l'Isola, au moment où les cardinaux étaient prêts à entrer au conclave. Le premier ministre de la France et le favori du roi, le cardinal Georges d'Amboise, arrivait en même temps en hâte avec les cardinaux d'Aragon et Ascagne Sforza, auxquels il avait rendu la liberté, sur l'assurance que leurs suffrages seraient réglés par le sien. Appuyé de toute la protection de son maître, de la disposition de ses trésors, de celle d'une puissante armée, parvenue jusque sous les murs de Rome, il se croyait presque assuré du souverain pontificat; et il subordonna à ses prétentions personnelles les négociations du cabinet et les opérations de l'armée française. Il rechercha surtout le duc de Valentinois, qui se disait maître de toutes les voix des cardinaux espagnols : pour l'attacher à son parti, il ne craignit pas de mécontenter les Orsini, jusqu'alors dévoués à la France. Borgia, de son côté, sentit que l'armée de France était plus près de lui que celle d'Espagne, et

(1) *Fr. Guicciard.*, L. VI, p. 316. — *Macchiav., il Princ.*, Cap. VII, p. 259.

pouvait lui faire et plus de bien et plus de mal : il rompit donc les négociations entamées avec Gonzalve de Cordoue, par l'entremise des Colonna, et, le 1[er] de septembre, il signa avec les ambassadeurs français un nouveau traité, par lequel il s'engageait à servir Louis XII avec toutes ses forces, dans la guerre de Naples, tandis qu'en retour le monarque lui garantissait les États qu'il avait encore, et lui promettait son aide pour recouvrer ceux qu'il avait perdus (1). Gonzalve de Cordoue, à la nouvelle de ce traité, donna ordre à tous les capitaines espagnols qui servaient dans l'armée de Borgia, de le quitter pour se ranger sous les drapeaux de l'Espagne, s'ils ne voulaient se rendre coupables de haute trahison. Cette ordonnance enleva au duc de Valentinois Hugues de Moncade, Jérôme Oloric, Pédro de Castro, Diégo de Chignones, et d'autres encore de ses plus habiles officiers (2).

La cession des suffrages des cardinaux dépendants de la maison Borgia, n'avait pas fait une condition explicite du traité de Valentinois : cependant c'était le principal motif qui avait engagé le cardinal d'Amboise à le signer. Mais ces cardinaux, de la voix desquels on croyait disposer, songeaient beaucoup plus à leurs avantages futurs qu'à leur reconnaissance pour des bienfaits passés. Ils désirèrent avant tout assurer leur liberté et celle de leur élection : pour cela, ils ne consentirent à s'enfermer au conclave, qu'après que le cardinal d'Amboise eut pris l'engagement de ne point laisser dépasser Népi à l'armée française, et que César Borgia fut parti de Rome avec deux cents hommes d'armes et trois cents chevau-légers, pour se rendre à cette armée (3).

Les cardinaux n'étaient point encore assez avancés dans leurs négociations entre eux pour procéder à une élection définitive. Georges d'Amboise n'exerçait point sur le conclave le crédit sur lequel il avait compté; mais il espérait, avec plus de temps, gagner de nouveaux partisans; ses adversaires ne doutaient pas, au contraire, qu'il ne perdît quelques voix, dès que l'armée française

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 317. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. IV, p. 157.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* Lib. II, p. 230. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 32.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 318.

se serait éloignée : les uns et les autres reconnaissaient d'autre part combien, pour leur liberté, et pour l'indépendance de l'Église, il serait dangereux de prolonger le conclave, au milieu de tant de mouvements militaires. Tous s'accordèrent donc à choisir pour pape un cardinal dont les forces épuisées, et la maladie bien connue, faisaient prévoir la fin prochaine. Ce fut François Piccolomini, neveu du pape Pie II, par lequel il avait été fait archevêque de Sienne, et ensuite cardinal. Ce doyen des cardinaux, qui jouissait d'une haute réputation de vertu, réunit les suffrages de trente-sept de ses frères, sur trente-huit qui se trouvaient au conclave. Il fut proclamé le 22 septembre, et couronné le 8 octobre, sous le nom de Pie III (1).

Après cette élection, l'armée française, qui n'avait plus de motif de s'arrêter, passa le Tibre, et continua sa route vers le royaume de Naples : le duc de Valentinois, qui était toujours malade, et qui s'était fait porter en litière à Népi, se fit rapporter de même à Rome, où il se fortifia dans le Borgo, avec deux cent cinquante hommes d'armes, autant de chevau-légers, et huit cents fantassins. Les Orsini, qui soupiraient après le moment où ils pourraient se venger de lui, étaient de leur côté entrés dans la ville avec leurs troupes, et s'y fortifiaient dans un autre quartier. Ils y avaient appelé Jean-Paul Baglioni et Barthélemi d'Alviano; et chaque jour ils livraient des combats aux gens de Valentinois. Voyant la guerre sur le point de se renouveler, ils négociaient pour s'engager comme condottiéri à la solde de l'une ou de l'autre des puissances. Leur inclination les portait vers la France, et elle était encore augmentée par leur rivalité avec les Colonna qui s'étaient attachés à l'Espagne. Mais le cardinal d'Amboise les avait vivement offensés par la faveur qu'il avait montrée à Valentinois : il avait ensuite marchandé leurs services, comme s'il ne tenait aucun compte de leur assistance, ou, s'il croyait que pour se défendre contre les Colonna, les Orsini seraient toujours forcés de se ranger sous les drapeaux français, même sans solde. Barthélemi d'Al-

(1) *Onofrio Panvino, Vita di Pio III,* 219 *Pontefice,* p. 481. — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 318. — *Rayn. Ann. eccles.,* 1503, § 13, p. 541. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VI, p. 134. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 158. — *Fr. Belcarii,* L. IX, p. 274. — *Arn. Ferronii,* L. III, p. 54.

viano, qui avait quitté le service vénitien pour venir à Rome se réunir à sa famille, fut blessé de ce manque d'égards; et il traita avec Gonzalve de Cordoue, au nom de tous les Orsini, promettant de mener au service d'Espagne cinq cents hommes d'armes, moyennant soixante mille ducats par année. Mais il exigea en retour que Gonzalve s'engageât à rétablir, après la guerre finie, les Médicis à Florence (1).

L'ambassadeur de Venise à Rome avait travaillé à cette réconciliation des Orsini avec les Espagnols; et il avait avancé aux derniers l'argent nécessaire pour faire le premier payement: il les aida encore à réconcilier les Orsini avec les Colonna qui servaient dans la même armée. Valentinois, effrayé de cette coalition qu'il crut dirigée contre lui, voulut alors sortir de Rome. Gian Giordano Orsini n'avait point fait cause commune avec ses parents; et il avait promis au cardinal de Rouen qu'il conduirait Borgia en sûreté jusqu'à l'armée française. Borgia se mit en mouvement pour aller le trouver à Bracciano; mais pendant ce temps Fabio Orsini et Jean-Paul Baglioni avaient attaqué la porte du Torrione, et l'avaient brûlée : ils avaient par là pénétré dans le quartier de Valentinois, et ils chargeaient ses soldats avec des forces très-supérieures. Lorsque César Borgia vit sa cavalerie commencer à fuir, il se réfugia avec le prince de Squillace son frère, et quelques cardinaux espagnols, dans le palais du Vatican, d'où, avec le consentement du pape, il passa au château Saint-Ange. Le commandant de ce château était une créature d'Alexandre VI; il promit non-seulement de protéger Borgia contre ses ennemis, mais encore de le laisser se retirer toutes les fois qu'il le voudrait. Cependant l'armée du duc, poursuivie par les Orsini et par Baglioni, se dissipa entièrement; et les rêves brillants de l'ambition de Borgia s'évanouirent avec elle (2).

Pie III ne trompa pas l'attente des cardinaux qui avaient compté sur un pontificat fort court; après vingt-six jours de règne seulement, il mourut le 18 octobre, âgé de soixante-quatre ans et cinq mois. Dès le temps de son élection, il avait une plaie à la

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 319. — *Paolo Giovio*, *Vita di Leon X*, L. II, p. 84. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. II, p. 230.

(2) *Fr. Guicciard.*, L. VI, p. 320.—*Raynaldi Ann. eccl.*, 1503, § 15, p. 542.

jambe qui pouvait devenir dangereuse : toutefois on soupçonna qu'elle avait été empoisonnée par les soins de Pandolfe Pétrucci, tyran de Sienne; parce que ce dernier craignait de trouver en lui les ressentiments d'un gentilhomme siennois, ennemi par conséquent de l'ordre des Neuf, avec l'appui duquel régnait Pandolfe (1).

Pendant le court règne de Pie III, les cardinaux avaient mieux pris leurs mesures : les diverses factions avaient reconnu leurs forces; et celles qui ne pouvaient espérer de triompher, avaient réussi du moins à vendre à un plus haut prix leur acquiescement. Georges d'Amboise, le premier, avait été forcé de reconnaître qu'il n'arriverait point lui-même à la tiare; et il dirigea en conséquence les suffrages dont il disposait, en faveur de celui des cardinaux qui, dès le temps de l'expédition de Charles VIII, s'était engagé avec le plus de violence dans les intérêts de la France : c'était le cardinal de Saint-Pierre *ad Vincula,* Julien de La Rovère, neveu de Sixte IV. Pour se venger d'Alexandre VI, son ennemi personnel, Julien avait attiré les armes des Français en Italie; et, exilé de Rome par Alexandre, il avait presque toujours vécu à la cour de France. Il possédait d'immenses richesses et de nombreux bénéfices ecclésiastiques, dont il pouvait disposer en faveur de ses partisans.

Alexandre VI, qui le détestait, avait contribué à lui faire une réputation de sincérité, en déclarant à plusieurs reprises qu'il ne lui connaissait que cette seule vertu, au milieu de vices sans nombre; et Julien mit à profit, pour mieux tromper, la confiance universelle qu'inspirait sa franchise. Chacun croyait si implicitement à sa parole et à ses promesses, que de nombreux amis mirent entre ses mains toute leur fortune et tous leurs bénéfices ecclésiastiques, pour qu'il pût s'en servir à s'acheter des partisans. Le cardinal Ascagne Sforza, jugeant mieux que ne faisait Georges d'Amboise l'esprit inquiet et ambitieux de La Rovère, comprit que ce prétendu partisan de la France était l'homme du sacré collége le

(1) *Onofrio Panvino, Vite de' Pontefici,* p. 428. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena*, P. III, L. VII, f. 112 v. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 32 v. — Raynaldus ne parle point du soupçon de poison; *Ann. eccles.*, 1503, §§ 16-19, p. 542.

plus disposé à arracher le duché de Milan aux Français, et à le rendre à sa famille. Enfin Valentinois, réduit à une condition si dangereuse, qu'il ne pouvait plus suivre les règles de sa politique ordinaire, prêta l'oreille à des promesses qu'il était accoutumé à mépriser : il crut ou voulut croire que des bienfaits récents pourraient faire oublier d'antiques injures; il signa, le 29 octobre, avec La Rovère, un compromis qui fut confirmé par serment, et par lequel il assurait à ce dernier les suffrages de tous les cardinaux espagnols, tandis que La Rovère lui promettait en retour de le nommer gonfalonier de l'Église, de le maintenir dans tous ses États, et de faire épouser à François-Marie de la Rovère son neveu, la fille de César Borgia. Par ces divers traités et par toutes ces intrigues, l'élection du cardinal de Saint-Pierre *ad Vincula* était si bien concertée d'avance, que le jour même, 31 octobre, où les cardinaux entrèrent au conclave, sans qu'on eût eu le temps de les y enfermer, ils proclamèrent Julien de La Rovère, qui prit le nom de Jules II (1).

Il avait fallu de grands revers pour déterminer Valentinois à donner les voix dont il disposait à son plus ancien ennemi. Mais en effet, depuis la défaite de sa petite armée autour du Vatican, sa puissance s'était presque anéantie. Les villes de Romagne qui avaient attendu son retour, voyant la chute de sa fortune, avaient voulu se faire un mérite auprès de leurs anciens maîtres, en se livrant d'elles-mêmes entre leurs mains. Césène était retournée à l'obéissance immédiate de l'Église : à Imola, le commandant de la citadelle avait été massacré, et la ville était partagée entre les partisans de Riari et ceux de l'Église. Forli avait ouvert ses portes à Antoine Ordélaffi, héritier de la famille qui avait régné dans ce petit État avant que Jérôme Riario s'en fût emparé. Jean Sforza était rentré à Pésaro, Pandolfe Malatesti à Rimini, d'où il fut bientôt chassé de nouveau par Dionigi Naldo, soldat de César Borgia. Faenza attendit le retour de Valentinois plus longtemps qu'aucune des villes de Romagne; mais perdant enfin l'espérance de le

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 321. — *Joannis Burchardi Diarium curiæ Rom.*, p. 2159. — *Barthol. Senaregæ de Rebus Genuens.*, T. XXIV, p. 578. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 158. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 272. — *Fr. Belcarii Comment.*, L. IX, p. 275.

voir recouvrer sa puissance, elle se donna à François, fils naturel de Galéotto de Manfrédi, seul héritier d'une famille dont tous les descendants légitimes avaient été massacrés par Borgia. Les citadelles de toutes ces villes ne participèrent point à ces révolutions : elles demeurèrent fidèlement gardées par leurs capitaines, au nom du duc de Valentinois (1).

Mais le sort des villes de Romagne paraissait désormais devoir dépendre bien moins des vœux du peuple, des ressources du duc de Valentinois, ou même des intrigues du pape, que des armes de la puissante république, qui avait toujours considéré cette province comme soumise plus particulièrement à son influence ; elle donnait depuis longtemps des pensions à ses petits princes, et y avait déjà acquis quelques cités. Au printemps de cette même année, Venise avait signé son traité de paix avec les Turcs; Andréa Gritti, qui l'avait négocié, n'était pas encore de retour de Constantinople; et déjà la république faisait sentir à ses voisins que ses forces n'étaient plus engourdies par la terreur des Ottomans; que ses conseils n'étaient plus uniquement occupés des progrès constants des infidèles, et qu'elle était de nouveau en état de se faire respecter et de se faire craindre. Jacob Véniéri, qui commandait à Ravenne, y rassemblait des forces considérables ; il se procurait des intelligences dans Césène, et il tenta enfin de surprendre cette ville; mais il en fut repoussé. Bientôt après, Dionigi Naldo, n'espérant plus voir revenir le duc de Valentinois, et ne voulant pas se soumettre aux Manfrédi, contre lesquels il s'était précédemment révolté, livra aux Vénitiens les forteresses du val de Lamone, et engagea le commandant de la citadelle de Faenza à la leur vendre à prix d'argent. Ces deux marchés n'entraînèrent pas la soumission de la capitale : ses habitants, irrités de ce que le commandant de la citadelle, ou les paysans du val de Lamone, prétendaient disposer de leur sort, se défendirent avec obstination ; et ils firent demander des secours en même temps à Jules II et aux Florentins (2).

Toutes les autres petites principautés de Romagne étaient atta-

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 322. — *Scipione Ammir.*, L. XXVIII, p. 272. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 157.

(2) *Fr. Guicciard.*, L. VI, p. 322. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, Lib. II, p. 134.

quées simultanément par les Vénitiens. Forlimpopoli et plusieurs châteaux leur ouvrirent leurs portes. Fano, qu'ils voulaient surprendre, se défendit : Rimini leur fut abandonné volontairement par Pandolfe Malatesti, qui leur demanda seulement en échange la seigneurie de Citadella, dans l'État de Padoue, et le rang de gentilhomme vénitien (1).

Jules II, qui venait à peine de s'asseoir sur la chaire de Saint-Pierre, ne connaissait pas bien encore quelles étaient ses forces, et ne voulait pas se presser de les déployer. Cependant il ne pouvait voir sans chagrin les Vénitiens s'emparer des villes qui relevaient de l'Église. Les vicaires qui les possédaient auparavant, et le duc de Valentinois lui-même, étaient par leur faiblesse et leurs besoins journaliers, ramenés à la dépendance du saint-siége; mais la république de Venise, toujours puissante et toujours également redoutable, ne restituait jamais ce qu'elle avait une fois saisi. Jules II, qui n'osait point encore se brouiller avec elle, essaya ce que la persuasion pourrait faire. Il envoya l'évêque de Tivoli à Venise, avec commission d'y porter ses plaintes de l'affront que le sénat lui faisait, dès le commencement de son pontificat, en attaquant une ville de l'Église, tandis que Jules avait cru pouvoir compter sur l'amitié de la république, et qu'il l'avait méritée par son attachement à ses intérêts quand il était encore cardinal (2).

Les Vénitiens étaient alors séduits par cette même ambition qui leur avait fait accepter la protection de Pise, le partage du duché de Milan et les ports du royaume de Naples : ils s'efforçaient de s'étendre en Toscane, en Lombardie et sur le golfe Adriatique; ils ne songeaient pas que chacune de leurs conquêtes leur suscitait un nouvel ennemi; et ils ne s'arrêtaient point par la crainte d'ajouter encore le souverain pontife à leur nombre. Ils répondirent par des protestations vagues d'amitié, et des offres de payer pour Faenza le même tribut qu'avaient payé les vicaires précédents; représentant en même temps que, depuis plusieurs siècles, cette

(1) *Fr. Guicciardini.*, L. VI, p. 323. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, Lib. VI, p. 135. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, Lib. I, f. 32 v.

(2) *Macchiavelli, Legazione seconda* (*à Roma*). Opere 1813, T. VI, p. 400. — Leg. Lettera XIII, p. 133. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VI, p. 136.

ville n'était plus sous le pouvoir immédiat de l'Église, et promettant d'être des vassaux tout aussi fidèles que l'avaient été les Manfrédi ou le duc de Valentinois. Tandis qu'ils tenaient ce langage modéré en apparence, leurs troupes faisaient des progrès rapides dans le siége de Faenza : elles s'étaient logées à l'église de l'Observance, et elles commençaient à battre en brèche les murs mêmes de la ville. Les Florentins, qui avaient d'abord envoyé un petit secours de deux cents hommes à Faenza, lorsqu'ils virent que le pape ne les secondait pas, ne voulurent point s'engager seuls dans une guerre si dangereuse ; et les bourgeois assiégés, n'espérant plus de pouvoir se défendre, capitulèrent le 19 décembre, sous condition que les Vénitiens assureraient au jeune François de Manfrédi une pension annuelle de trois cents ducats (1).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 324, qui donne par erreur le nom d'Astorre au jeune Manfrédi. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. IV, p. 157. — *Macchiavelli,* Legazione II, Lett. VII, VIII, IX, X et seq., p. 117 ; Opera, T. VI, p. 389 et seq.— *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VI, p. 136.

La maison Manfrédi n'ayant plus, dès cette époque, recouvré sa souveraineté sur Faenza, nous croyons convenable d'insérer ici une table chronologique du règne de ces petits princes.

A. C.

1334. RICHARD MANFRÉDI, proclamé par le peuple, seigneur de Faenza et d'Imola.

1350. JEAN, RENIER, } fils de Richard, se défendent contre Clément VI, jusqu'en 1358, qu'ils sont chassés de leur seigneurie.

1377. ASTORRE Ier de Manfrédi rentre le 25 juillet par un aqueduc, dans Faenza. Soutenu par les Florentins, il est reconnu comme vicaire de Faenza et d'Imola.
Il est forcé de vendre ses villes à Balthasar Cossa ; celui-ci lui fait trancher la tête le 28 novembre.

1410. JEAN GALÉAZ Manfrédi, fils d'Astorre Ier, rentre à Faenza le 18 juin ; mort en 1416.

1416. GUID' ANTONIO Manfrédi, fils du précédent, seigneur de Faenza et d'Imola ; mort le 18 juin 1448.

1448. { ASTORRE II, TADDÉO, } fils de Guid' Antonio Manfrédi : { seigneur de Faenza ; mort le 2 mai 1468. seigneur d'Imola, vend cette ville à Jérôme Riario ; 1473.

1468. GALÉOTTO, fils d'Astorre II, seigneur de Faenza, tué par sa femme le 31 mai 1488.

1488. ASTORRE III, fils de Galéotto, prisonnier de César Borgia le 22 avril 1501 ; étranglé à Rome le 9 juillet 1501.

Les Vénitiens avaient alors acquis en Romagne, outre les deux principautés de Faenza et de Rimini, Monte-Fiore, Sant-Arcangelo, Vérucchio, Porto Césénatico, et six autres châteaux. Il ne leur aurait pas été difficile d'occuper encore Imola et Forli; mais ils s'arrêtèrent pour ne pas donner trop d'irritation au pontife. Le duc de Valentinois ne possédait plus que les citadelles de Forli, Césène, Forlimpopoli et Bertinoro. Il offrit au pape de les lui remettre en dépôt pour qu'elles ne tombassent pas entre les mains des Vénitiens; mais celui-ci, dit Guicciardini, en qui l'antique sincérité n'était pas encore corrompue par l'habitude du pouvoir, les refusa, pour ne pas s'exposer ensuite à la tentation de manquer de foi (1).

Jules II avait accueilli Valentinois avec honneur, et toutes les apparences d'une réconciliation sincère; il lui avait donné, le 3 novembre, un logement au Vatican, où le duc était entouré d'une quarantaine de ses officiers, et il lui promettait que dans le premier consistoire il le déclarerait gonfalonier de l'Église (2). César Borgia, accoutumé à la prospérité, n'avait point trouvé dans son esprit les forces nécessaires pour juger les circonstances de sa nouvelle fortune. Cet homme, qui n'avait jamais maintenu sa parole à personne, se reposait avec une foi entière sur les promesses de son plus ancien ennemi. Il attendait avec confiance le gonfalon de l'Église, que Jules II s'était engagé à lui donner. Il renvoyait jusqu'après cette nomination, son départ pour la Romagne. Alors il comptait rassembler quelques hommes d'armes qui l'attendaient, traverser la Toscane, ou peut-être se rendre par mer à Gênes, et ensuite en Lombardie; puis, avec l'aide de ses partisans, secourir les châtelains qui lui avait gardé fidèlement ses forteresses. Lorsque Macchiavelli, qui était alors en légation à Rome, alla le 5 novembre lui faire part de l'entreprise des Vénitiens sur Faenza, Borgia s'emporta contre les Florentins, qui auraient pu, avec cent hommes d'armes seulement, sauver toutes ses possessions,

1503. FRANÇOIS de Manfrédi, fils naturel de Galéotto, proclamé seigneur de Faenza par les habitants, au mois d'octobre 1503; se rend aux Vénitiens le 19 novembre 1503.

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 324.

(2) *Burchardus, Diarium curiæ Romanæ,* p. 2159.

s'ils l'avaient voulu. Il jura qu'il ne dépenserait pas l'argent qui lui restait entre les mains des banquiers de Gênes, et qui montait à plus de deux cent mille florins, pour défendre vainement une possession qu'il allait perdre; qu'il remettrait bien plutôt lui-même ses forteresses entre les mains des Vénitiens, pour avoir le plaisir de les voir ensuite attaquer et ruiner Florence. Peu de mois auparavant, ces menaces auraient encore fait une impression profonde; mais il n'était plus temps pour Borgia de parler ainsi, et le cardinal d'Amboise lui-même, qui le protégeait toujours, et qui le regardait comme un allié utile de la France, s'écria, quand Macchiavel lui rapporta ces paroles : « Dieu n'a jamais encore laissé » aucun péché impuni, et il ne pardonnera pas davantage ceux » de cet homme (1). »

Le pape ne voulait point encore manquer de parole à Valentinois : cependant il était impatient de se débarrasser de lui; et bien qu'il cherchât à profiter des restes de son crédit, pour défendre la Romagne contre les Vénitiens, il se réjouissait de voir tous ses anciens amis l'abandonner. Il l'avait encouragé, aussi bien que le cardinal d'Amboise, à demander un sauf-conduit aux Florentins, pour envoyer sa petite armée sur les frontières de la Romagne (2) : mais il ne parut point fâché que ce sauf-conduit fût refusé; il chercha seulement à entretenir le duc dans des espérances trompeuses d'un arrangement avec les Florentins, pour l'engager à partir (1).

Enfin Valentinois se mit en route le 19 novembre, vers le milieu de la nuit, avec l'intention de s'embarquer à Ostie, et de se faire transporter avec quatre ou cinq cents hommes à la Spézia. Il y avait donné rendez-vous à sept cents chevaux, qu'il y envoyait par la route de Toscane (4). C'était justement le moment où Faenza, pressée par les Vénitiens, était sur le point de capituler. Jules II, alarmé sur leurs progrès, se persuada que le seul moyen de les

(1) *Macchiavelli,* Legaz. II, Lett. IV, du 6 novembre, p. 110. Opera, Lett. IX, T. VI, p. 390.

(2) *Macchiavelli, Legazione alla corte di Roma,* T. VI, p. 397, 10 novembre.

(3) *Idem,* T. VI, p. 418, Lett. du 18 novembre.

(4) *Idem,* p. 424, Lett. du 19 novembre.

arrêter, était de se faire céder les forteresses que Valentinois possédait encore en Romagne. Le duc, en partant, avait laissé la cour de Rome au pouvoir de ses ennemis, qui tous encourageaient Jules II à lui manquer de foi, et applaudissaient par avance à la punition d'un homme perfide, que le pape détestait. Celui-ci ne résista pas à leurs insinuations. Il fit partir pour Ostie le cardinal de Volterra, frère du gonfalonier Pierre Sodérini, pour demander à Valentinois la remise de toutes ses forteresses. Des vents contraires avaient retardé l'embarquement du duc; et Volterra le trouva encore à Ostie le 22 novembre: mais Borgia, au moment même où il se mettait en chemin pour tenter de reconquérir la Romagne, ne pouvait se résoudre à abandonner son titre à cette souveraineté, ni les forteresses qu'il possédait encore. Il refusa. Jules II, trop orgueilleux et trop irascible pour supporter un refus, fit arrêter aussitôt Valentinois, qui demeura prisonnier devant Ostie, sur une galère française (1). On répandit bientôt le bruit que le pape l'avait fait jeter dans le Tibre. Tout le monde applaudit par avance à cette perfidie, et témoigna ensuite du regret en apprenant qu'elle ne s'était point exécutée (2). Dans le même temps la petite armée de Valentinois, que conduisait don Michel de Coréglia, était arrivée sur les frontières de Pérouse et de Florence: elle y fut attaquée par la troupe de Jean-Paul Baglioni, et dévalisée. Don Michel demeura prisonnier des Florentins, qui le livrèrent au pape sur l'instante prière de celui-ci; et Jules II témoigna sa satisfaction de ce que les dernières ressources de l'homme à qui il avait vainement promis qu'il lui pardonnerait étaient enfin détruites (3).

Quelque haine cependant que Jules II conservât au fond de son cœur pour Valentinois, il n'oublia jamais entièrement qu'il lui devait la tiare, et qu'il lui avait promis de la reconnaissance. Il le fit reconduire au palais du Vatican; et tout en insistant toujours pour obtenir qu'il donnât l'ordre à ses châtelains, de lui remettre leurs forteresses, il lui témoigna des égards auxquels on ne s'était point

(1) *Macchiavelli, Legazione alla corte di Roma,* Lett. des 23 et 24 nov., T. VI, p. 440.

(2) *Idem,* Lettre du 26 novembre, T. VI, p. 448.—*Fr. Belcarii*, L. IX, p. 276.

(3) *Macchiavelli, Legazione à Roma,* Lettre du 1er décembre, p. 462. — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 325. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 158.

attendu. Il réussit ainsi, du moins en apparence, à obtenir ce qu'il demandait. Le 2 décembre, Valentinois signa l'ordre qu'on exigeait de lui ; et Pierre d'Ovidéo, un de ses lieutenants, qui en était porteur, partit pour la Romagne, afin de le faire exécuter. Dès lors Borgia jouit de plus de liberté, et le pape lui promit qu'il le laisserait partir pour la France, aussitôt qu'il aurait la nouvelle de l'entrée des troupes pontificales dans les citadelles de Romagne (1).

Dans le même temps, presque aux portes de Rome, une lutte plus importante décidait du sort de l'Italie, et en quelque sorte de l'Europe. Les deux puissantes armées des Français et de Gonzalve de Cordoue, étaient en présence sur les bords du Garigliano; on attendait à toute heure une bataille générale, que des pluies continuelles faisaient différer de jour en jour : la fortune demeurait en suspens; et dans cet état d'anxiété, ni le pape, ni les Florentins n'osaient prendre une décision. Sur les autres frontières, la guerre entre les deux monarques n'avait produit aucun grand événement. L'armée française, qui s'avançait par la Gascogne, s'était bientôt dissipée, faute d'argent, et par l'imprudence de celui qui la commandait; la flotte, après avoir parcouru sans fruit les rivages de Catalogne, s'était enfermée dans le port de Marseille : l'armée de Roussillon s'était arrêtée au siége de Salses, au pied des Pyrénées, et après avoir perdu quarante jours devant cette forteresse, qui s'était défendue avec la plus grande bravoure, elle s'était retirée à l'approche de l'armée d'Espagne, que le roi commandait en personne. Cependant Frédéric, roi titulaire de Naples, auquel Louis XII et Ferdinand promettaient chacun de leur côté de le rétablir sur le trône, avait négocié entre eux une trêve de cinq mois, dans laquelle l'Italie n'était pas comprise : il écoutait avidement leurs paroles, et il ne s'apercevait pas que l'un et l'autre roi cherchait à effacer la honte de sa trahison précédente, sans renoncer aux fruits qu'il en avait recueillis (2).

Mais l'armée française que le cardinal d'Amboise avait si long-

(1) *Macchiavelli Legazione alla corte di Roma*, Lett. du 2 décembre, p. 468.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 326. — *Macchiavelli*, *Legazione à Roma*, T. VI, p. 447, Lett. du 24 novembre.

temps retenue près de Rome, pour exercer plus d'influence sur le sacré collége, avait ensuite continué sa route vers Naples, sous les ordres du marquis de Mantoue. Cette armée était fort supérieure en nombre à celle que Gonzalve pouvait lui opposer, et elle avait été abondamment pourvue d'argent et de vivres, par la prévoyance du roi : seulement l'infanterie suisse, qui en faisait une partie essentielle, n'avait point été choisie avec autant de soin que dans les précédentes expéditions, et elle était fort inférieure à celle qui avait servi dans les autres armées. La gendarmerie française, depuis que La Trémouille en avait abandonné le commandement, ne voulait plus reconnaître aucune règle de discipline : son orgueil se révoltait de ce que le roi l'avait soumise à un général italien ; et le marquis de Saluces, le bailli d'Occan et Sandricourt, ses lieutenants généraux, étaient aussi mal d'accord entre eux qu'avec leur chef (1).

Durant l'activité des marches ou des combats, à peine l'indiscipline française se laisse remarquer ; c'est dans les guerres de poste, et toutes les fois que les opérations traînent en longueur, qu'elle devient surtout pernicieuse. Aussi la lenteur de la marche de l'armée française au travers de l'Italie, et son long séjour auprès de Rome, avaient-ils eu la plus fatale influence sur les dispositions des combattants. Ce fut cependant lorsqu'on vit commencer les pluies de l'automne, qui, cette année, furent bien plus longues et bien plus obstinées que de coutume, qu'on put s'apercevoir combien l'ambition personnelle du cardinal d'Amboise, et ses manœuvres pour monter sur le trône pontifical, avaient été préjudiciables à la France. La campagne avait commencé sous d'assez heureux auspices. Le marquis de Saluces, après avoir défendu vaillamment Gaëte avec les restes de l'armée qui, au printemps, avait été battue à Cérignoles, avait recouvré le duché de Trajetto et le comté de Fondi, jusqu'aux rives du Garigliano, et il était ensuite venu joindre l'armée du marquis de Mantoue entre Pontécorvo et Cepperano.

Gonzalve de Cordoue avait établi son quartier général à San-

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 328. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.*, L. IV, p. 157. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. II, p. 231. — *Alfonso de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, L. I, f. 33.

Germano, avec l'intention de défendre ce passage, protégé par les deux forteresses de Rocco-Secca, et de Monte-Casino. Un capitaine espagnol nommé Vitalba, s'était enfermé dans Rocca-Secca; il repoussa avec bravoure deux assauts livrés par l'armée française : sa résistance retint pendant sept jours les Français dans le voisinage de Pontécorvo; le pays était ruiné, et ne suffisait point à les pourvoir de vivres; des pluies continuelles inondaient leurs quartiers : après avoir beaucoup souffert de la faim et de l'humidité, ils renoncèrent au siége de Rocca-Secca, et à forcer le passage de San-Germano, et tournant sur leur droite, au sud-ouest des montagnes de Fondi, ils essayèrent d'entrer dans le royaume, par la route qui suit le bord de la mer. Ils s'avancèrent ainsi jusqu'à la tour qui est située au passage du Garigliano, au lieu même où l'on croit qu'était bâtie autrefois la ville de Minturnes. La rive du fleuve, plus élevée de leur côté que sur le bord opposé, les favorisait pour y jeter un pont; et pendant qu'ils travaillaient à le construire, ils se trouvaient au milieu d'un pays ami : les villes de Gaëte, Itri, Fondi et Trajetto étaient entre leurs mains, et leur flotte, maîtresse de la mer, pouvait leur amener des vivres jusqu'à l'embouchure du fleuve. Gonzalve de Cordoue, il est vrai, sans se laisser décourager par ces circonstances défavorables, vint immédiatement occuper l'autre bord du Garigliano, et disputer le terrain aux travailleurs français; mais ceux-ci, couverts par leurs batteries, achevèrent leur pont le 5 novembre, en dépit de lui (1).

Après avoir établi leur pont, les Français traversèrent le Garigliano sans rencontrer de grands obstacles, et ils s'emparèrent de quelque artillerie laissée par les Espagnols sur la rive opposée. Mais Gonzalve de Cordoue s'était retiré à un mille en arrière seulement; et, coupant la plaine basse à la gauche du fleuve, par un fossé profond, que les eaux avaient aussitôt rempli, il avait élevé sur ce fossé des fortifications beaucoup meilleures que celles qu'il avait été obligé de quitter sur les bords de la rivière. Les Français, ne pouvant pénétrer plus loin, laissèrent seulement une

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 327. — *Macchiavelli, Legaz. à Roma*, Lett. du 10 novembre, p. 394. — *Sabellicus Ennead. XI, apud Raynald., Ann.*, 1503, § 15. T. XX, p. 4. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. II, p. 233. — *Alfonso de Ulloa*, L. II, f. 34.

garde avancée sur la gauche du Garigliano, et retournèrent à leurs quartiers accoutumés. Don Pédro de Paz, le plus aventureux chevalier de l'armée espagnole, encore que sa taille petite et contrefaite ne semblât pas annoncer de la vigueur, essaya de surprendre le baron de Sandricourt, qui commandait la garde avancée; c'est sans doute à cette attaque qu'il faut rapporter l'exploit un peu romanesque que le *loyal serviteur* raconte de Bayard son maître, lorsqu'il assure que celui-ci tint seul tête à deux cents chevaux espagnols, et défendit contre eux le pont du Garigliano (1). Quoi qu'il en soit, dans cette escarmouche qui fut très-sanglante, Fabio, fils de Paul Orsini, jeune capitaine qui marchait déjà dignement sur les traces de son père, fut tué: les Français demeurèrent maîtres du pont; mais ils sentirent la nécessité de s'y couvrir de fortifications, pour se mettre à l'abri d'une attaque semblable (2).

Le pays qui s'étend au sud-est du Garigliano, est marécageux et presque désert; les soldats de Gonzalve étaient réduits à y demeurer à découvert, logés dans la fange, tandis que des pluies continuelles inondaient le pays. L'autre rive était beaucoup plus couverte d'habitations, et le quartier des Français était bien meilleur: mais en revanche leurs corps semblaient moins propres à supporter l'intempérie du climat, et leurs esprits étaient plus impatients. Tandis que Gonzalve retenait toutes ses troupes, avec une constance inébranlable, dans un mille de rayon, autour de la tête du pont des Français, ceux-ci, qui avaient réparti leur armée jusqu'à Fondi et Itri, à huit ou dix milles de distance, ne supportaient qu'avec peine la pluie, les privations et les mauvais gîtes (3).

Peut-être un général plus déterminé et mieux obéi que le marquis de Mantoue, aurait-il attaqué les Espagnols, pour sortir de cette situation critique; peut-être aurait-il essayé de

(1) Mémoires du chevalier Bayard, T. XV, ch. XXV, p. 45.

(2) *Guicciardini,* L. VI, p. 327.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 327. — *Macchiavelli, Legazione alla corte di Roma,* Lett. du 18 novembre et jours suiv., p. 400. et seq. — *Fr. Belc. Comment.,* L. X, p. 278. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 234. — *Alfonso de Ulloa,* L. I, f. 34, v.

sortir des marécages, que les pluies rendaient impraticables. Cependant sa supériorité était tout entière dans la gendarmerie française, et dans l'artillerie, tandis que son infanterie était fort inférieure à celle des Espagnols : ses gendarmes n'auraient pu manœuvrer dans la plaine inondée qui était au delà du Garigliano ; et ses attelages n'auraient point suffi pour tirer de la fange son artillerie : d'autre part, si le temps venait à se remettre, cette même plaine lui offrait le champ de bataille le plus favorable pour manœuvrer contre les Espagnols, et il avait éprouvé à Pontécorvo, peu de jours auparavant, les inconvénients de la guerre dans les montagnes. Plus les pluies avaient duré longtemps, plus le marquis de Mantoue se flattait chaque jour de les voir finir. Ses quartiers étaient meilleurs, ses troupes étaient mieux nourries, et il avait de l'argent en abondance, tandis que Gonzalve en était tout à fait dépourvu : il croyait donc pouvoir attendre avec moins de souffrance que les Espagnols, et il semblait démontré que celui qui supporterait plus longtemps les inconvénients de cette situation serait assuré de la victoire (1).

Mais les Français, tourmentés par l'humidité dont ils ne pouvaient se mettre à couvert, par le dépérissement de leurs chevaux, par les maladies, et plus que tout par l'ennui, s'en prenaient à leurs généraux de toutes les intempéries du climat. Sandricourt accusait le marquis de Mantoue de timidité et de lenteur ; et dans un cercle nombreux il s'était écrié, qu'il était bien étrange que le roi n'eût pas trouvé dans toute la noblesse française un chef qui pût la conduire, au lieu de la soumettre à un de ces Italiens, qu'il désigna par l'épithète injurieuse que les soldats donnaient habituellement à toute la nation. Ce propos, si blessant pour Gonzague, fut applaudi par tous les Français. Le marquis de Mantoue ne pouvait plus obtenir d'eux aucune obéissance, ni aucune régularité dans le service : les commissaires des vivres, se croyant tout permis sous un chef aussi peu respecté, volaient le soldat avec impudence, et le laissaient exposé à tous les besoins. Le marquis de Mantoue, n'espérant plus rien d'une armée où il ne pouvait se faire craindre, se sentant blessé dans son honneur, et

(1) *Macchiavelli, Legazione alla corte di Roma,* Lett. XIII à XXVIII, p. 398 à 470. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. II, p. 235.

ne voulant pas prendre sur lui la responsabilité des événements funestes qu'il prévoyait, saisit le prétexte d'une petite fièvre quarte dont il était atteint, pour abandonner, le 1er décembre, le commandement de l'armée, et se retirer dans ses États (1).

Les pluies, les neiges, les temps désastreux continuaient toujours avec une constance qu'on n'aurait pas cru devoir attendre du climat de la Campanie heureuse. L'armée française s'affaiblissait par la maladie et la désertion ; plusieurs chevaliers, plusieurs soldats impatients de tant de souffrances et de tant d'oisiveté, s'éloignaient du camp avec ou sans congé : les voleries des commissaires des vivres redoublaient les privations de ceux qui restaient. Gonzalve de Cordoue, quoique sa position parût plus désastreuse encore, avait réussi à la faire oublier à ses soldats par la confiance qu'il leur avait inspirée : d'ailleurs il avait reçu les renforts que Barthélemi d'Alviano avec tous les Orsini lui avaient amenés, tandis que Jean-Paul Baglioni, qui, à la même époque, s'était engagé à la solde des Français, ne leur avait jamais conduit sa compagnie. Gonzalve comptait dans son armée neuf cents hommes d'armes, mille chevau-légers, et neuf mille fantassins espagnols. Avec ces forces, il résolut enfin d'aller chercher la bataille, au lieu de l'attendre plus longtemps ; et après être resté cinquante jours à la même place, en présence de l'ennemi, il chargea Barthélemi d'Alviano de jeter pendant la nuit un pont de bateaux à Sugio, quatre milles au-dessus du camp français.

Le pont des Espagnols fut établi sans résistance, dans la nuit du 27 décembre, et Barthélemi d'Alviano occupa le village de Sugio. La nouvelle en fut cependant aussitôt portée au quartier général français : Ives d'Allègre essaya vainement, par une attaque impétueuse, de repousser d'Alviano sur l'autre bord, tandis que la cavalerie française, répandue dans tout le pays environnant, se rassemblait en tumulte autour du marquis de Saluces. Bientôt celui-ci reconnut que Gonzalve, avec son corps de bataille, avait aussi passé la rivière sur le pont d'Alviano, et qu'une arrière-garde, laissée en face des Français, attaquait leur tête de pont.

(8) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi.*, L. II, p. 235. — *Macchiavelli, Legazione alla corta di Roma,* Lett. du 2 décembre, p. 470. —*Belcarius, Comment. Rer. Gall.*, L. X, p. 278. — *Arnoldi Ferronii,* L. III, p. 55.

Jugeant impossible de maintenir sa position ou de défendre plus longtemps le passage, avec le peu de monde qu'il avait rassemblé, il abandonna avant le jour la tour du Garigliano pour se replier sur Gaëte, après avoir rompu son pont, laissant dans son camp neuf pièces de grosse artillerie, la plus grande partie de ses munitions et un nombre prodigieux de malades et de blessés (1).

Gonzalve, averti de la retraite des Français, détacha à leur poursuite Prosper Colonna, pour retarder leur marche. Les Français cheminaient en bon ordre, faisant marcher d'abord d'artillerie, puis l'infanterie, et enfin la cavalerie, qui était presque constamment engagée pour tenir tête à l'ennemi. Ils suivaient ainsi le rivage de la mer, et faisaient ferme à tous les ponts, à tous les passages difficiles, pour donner à l'armée le temps de défiler. Mais l'arrière-garde de Gonzalve, laissée à la tour du Garigliano, ayant atteint les barques que les Français avaient abandonnées à la dérive, après avoir coupé leur pont de bateaux, rétablit rapidement ce pont. Elle passa aussitôt le fleuve, prenant le chemin direct vers Molo de Gaëta; elle se trouva bientôt sur le flanc, et même en avant des Français. L'armée de ces derniers, arrivée au pont qui est à peu de distance de Molo, s'arrêta de nouveau, pour donner à l'artillerie, qui commençait à causer du désordre sur le chemin, le temps de défiler. Le combat y fut obstiné : mais les Français, voyant des corps espagnols qui les débordaient sur leurs flancs, abandonnèrent leur position avec quelque désordre; et lorsqu'ils furent arrivés à l'embranchement des deux chemins, dont l'un va à Itri, et l'autre à Gaëte, ils prirent ouvertement la fuite. Leur artillerie et tous leurs bagages tombèrent aux mains des vainqueurs : un grand nombre d'entre eux furent tués; un plus grand nombre de ceux qui s'étaient répandus dans la campagne, ou qui, logés à quelque distance de l'armée, n'avaient pu la rejoindre, furent pillés par les paysans et faits prisonniers: le reste se sauva dans Gaëte, et fut poursuivi jusqu'au pied de ses murailles (2).

(1) *Fr. Guicciardini.*, L. VI, p. 330. — *Sabellicus Ennead. XI*, Lib. II, *apud Raynald., Ann. eccles.*, 1503, § 16, T. XX, p. 4. — *Belcarius, Rer. Gall. Comment*, L. X, p. 297. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. III, p. 238.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 330. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*,

Pierre de Médecis, qui suivait le camp français, s'était embarqué sur le Garigliano avec quatre pièces d'artillerie, qu'il avait espéré conduire à Gaëte, mais une foule de fuyards se jetant sur sa barque, elle sombra, et Médecis fut noyé avec tous ceux qu'elle portait (1).

Gonzalve de Cordoue prit cette nuit ses quartiers à Castellone et à Molo, et le lendemain, s'approchant de Gaëte, il s'empara sans difficulté du bourg, et de la montagne d'Orlando, que les Français, trop troublés par leur défaite, n'avaient point mis en état de défense. Ils avaient dans la ville beaucoup plus de monde qu'il ne leur en fallait pour soutenir un long siége; et comme la mer leur était ouverte, ils ne pouvaient craindre de manquer de vivres. Mais leur constance était épuisée; ils n'avaient plus d'autre pensée que celle de retourner au plus tôt en France; ils demandèrent immédiatement à capituler : ils stipulèrent que d'Aubigny et tous leurs autres prisonniers seraient remis en liberté sans rançon, et pourraient se retirer en France avec tous leurs effets; et le 1er de janvier 1504, ils remirent la forteresse de Gaëte à Gonzalve. Leur capitulation avait été faite avec si peu de précision, ou l'homme avec lequel ils traitaient avait si peu de bonne foi, que les Espagnols ne voulurent point comprendre les barons napolitains parmi les prisonniers dont la liberté avait été stipulée : et André Mathieu Aquaviva, avec Alphonse et Honoré de San-Sévérino, furent jetés au fond d'une tour, au château Neuf de Naples. Au reste, les Français auxquels Gonzalve rendit la liberté ne furent guère plus heureux. La plus grande partie de ceux qui partirent de Gaëte, moururent sur les chemins, de froid, de misère et des maladies qu'ils avaient contractées pendant cinquante jours de bivouac dans la fange. Quelques-uns parvinrent jusqu'en France, comme le marquis de Saluces, Sandricourt, et le bailli de Bissy; mais la mort les y

L. IX, p. 239. *Fr. Belcarii Comm.*, L X, p. 279.—Saint-Gelais, Hist. de Louis XIII, f. 175. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. I, f. 35. — *Arn. Ferronii*, L. III, p. 56.

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 331. — *Barth. Senaregæ de Reb. Genuens.*, T. XXIV, p. 579.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 159.—*Scipione Ammir.*, L. XXVIII, p. 275. — *Istor. di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 199. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. III, p. 240.

attendait à leur arrivée. De toute cette florissante armée que La Trémouille avait conduite en Italie, et qui paraissait suffisante pour achever en peu de mois la conquête du royaume de Naples, il ne resta presque aucun homme en état de servir encore sa patrie, bien qu'il n'y en eût qu'un fort petit nombre qui eût péri par le fer de l'ennemi (1).

La déroute de Garigliano couvrit la France de deuil; elle plongea Louis XII dans la plus profonde douleur : elle décida du sort du royaume de Naples, et elle fit craindre que le reste de l'Italie ne tombât en peu de jours aux mains des Espagnols. Les Français n'avaient plus de forces en Lombardie; leurs soldats étaient dégoûtés des guerres d'Italie, ils refusaient de passer les monts; et les Florentins, seuls alliés du roi, n'étaient pas en état de résister à tous ses ennemis. Cependant, contre l'attente universelle, cette déroute fut suivie d'un repos général. Gonzalve de Cordoue, que les rois catholiques avaient laissé sans argent, devait à ses troupes plus d'une année de soldes arriérées : il ne pouvait, sans les payer, essayer de les conduire dans la haute Italie; et il fut réduit, pour les satisfaire, à les loger à discrétion dans les provinces du royaume de Naples, où leur volerie et leurs outrages achevèrent de ruiner les malheureux paysans.

Louis d'Ars, capitaine français, se maintenait seul dans le royaume de Naples; depuis la déroute de Cérignoles, il occupait toujours Vénosa, Troia et San-Sévérino. Gonzalve de Cordoue réduisit ses opérations à le chasser de ces places; et Louis d'Ars, après les avoir défendues avec vaillance, dédaigna de faire aucune capitulation, et s'ouvrit son chemin la lance sur la cuisse, pour ramener sa gendarmerie en France (2).

Jules II, alléguant pour prétexte les embarras de sa situation, en montant sur le trône, s'était maintenu neutre entre la France

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 332. — *Barth. Senaregæ de Reb. Genuens.*, p. 579.—*Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. III, p. 240.—*Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.*, L. X, p. 280. — *Alfonso de Ulloa*, *Vita di Carlo V*, L. I, f. 36. — *Arnoldi Ferronii*, L. III, p. 56.

(2) Mémoires du chev. Bayard, Ch. XXV, p. 53, et notes, p. 437. — *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 338. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. III, p. 241. — *Fr. Belcarii Comment Rer. Gallic.*, Lib. X, p. 282. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 159.

et l'Espagne, encore que tous ses vœux fussent pour les Français; en sorte que la déroute du Garigliano ne le compromit point personnellement avec le vainqueur. Sa conduite envers les Français ne changea point non plus en raison des revers qu'ils venaient d'éprouver, et il donna avec générosité des secours à tous les malheureux qui traversaient ses États. Toute sa politique se bornait à défendre la Romagne contre les Vénitiens; et encore qu'il ne pût plus employer pour cet objet l'appui de la France, il n'en persistait pas moins à presser Valentinois de lui remettre ses forteresses. Pierre d'Oviédo avait été envoyé avec un ordre de Borgia pour les consigner au pape; mais lorsqu'il était entré dans la citadelle de Césène, Diégo de Chignones, qui y commandait, l'avait fait pendre, déclarant qu'il regardait comme un traître celui qui se chargeait d'exécuter des ordres si préjudiciables à son maître, lorsqu'il savait qu'on les lui avait arrachés de force, et tandis qu'il était en prison (1).

Cet acte de rigueur fut d'abord avantageux à César Borgia, qui peut-être l'avait ordonné secrètement. Jules II, voyant que la contrainte était inutile, consentit à consigner ce prince qu'il retenait prisonnier dans la forteresse d'Ostie, à Bernardin Carvajal, cardinal espagnol. Ce dernier s'obligea à le remettre en liberté, dès que les châteaux de Césène, de Bertinoro et de Forli seraient livrés au pontife, et souscrivit de plus un engagement de quinze mille ducats, en garantie de sa promesse. César Borgia donna alors à ses lieutenants des ordres sans restriction, et avec la ferme volonté qu'ils fussent exécutés. Cependant il languissait de sortir des mains du pape, et il fit demander secrètement à Gonzalve de Cordoue un asile que celui-ci lui promit, en lui envoyant un sauf-conduit. Sur ces entrefaites, le cardinal Carvajal fut averti que les forteresses de Romagne avaient été livrées aux gens du pape; et sans attendre les ordres de Jules II, dont il se défiait avec quelque raison, il remit, le 17 avril 1504, le duc de Valentinois en liberté (2).

(1) *Burchardi Diarium Curiæ Rom.*, p. 2159.—*Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, Lib. III, f. 246. — *Alf. de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. I, f. 37.

(2) *Burchardi Diarium Curiæ Rom.*, p. 2160. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. X, p. 285.—*Epistola Papæ ad Regem et Reginam Hispan.*, 11 *maii.*

César Borgia, déchu de tant de brillantes espérances, et ne conservant de toute sa fortune passée que l'argent qu'il avait déposé chez les banquiers de Gênes, se tenait encore heureux d'avoir recouvré la liberté de sa personne : il s'embarqua à Nettuno sur une felouque, qui le transporta à Mondragone, d'où il se rendit par terre à Naples. Gonzalve de Cordoue l'y accueillit avec toutes les marques d'affection et de respect qu'il aurait pu prodiguer aux plus grands personnages. Il commença aussitôt à délibérer avec lui sur les affaires d'Italie, et surtout sur le projet de Valentinois de se jeter dans Pise. Il lui promit pour cela ses galères, et lui laissa solder des gens de guerre dans le royaume. Néanmoins il avait écrit à Ferdinand le Catholique, pour savoir comment il devait se conduire avec Borgia, et, dès qu'il eut reçu ses ordres, il le fit arrêter, le 26 ou 27 mai, au sortir même d'une conférence où il lui avait témoigné la confiance la plus entière et l'affection la plus vive, et où il l'avait embrassé à plusieurs reprises. Il le fit transporter sur une galère, où il ne lui donna qu'un seul page pour le servir; et il le fit aussitôt partir pour l'Espagne. Cet homme, coupable de tant de trahisons, et victime à son tour de trahisons non moins noires, y fut jeté, à son arrivée, dans la forteresse de Médina del Campo, que Ferdinand le Catholique, qu'il n'avait jamais offensé, destinait à lui servir de tombeau (1).

Un peu avant la dernière chute de ce prince, qui avait si longtemps troublé l'Italie par son ambition et ses crimes, on apprit que les négociations entre les rois de France et d'Espagne, qui s'étaient toujours continuées, même au temps où la guerre paraissait le plus animée, venaient de se terminer par une trêve, signée le 31 mars 1504, dans laquelle l'Italie était comprise, aussi bien que le reste de leurs États. Elle devait durer trois ans et chacun des contractants avait trois mois pour nommer ses confédérés, et les y

— *Raynaldi Ann.*, 1504, § 12, p. 10. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. I, f. 37.

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 339. — *Burchardi Diarium Curiæ Rom.* *die* 29 *maii*, p. 2160. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. II, p. 83. — *Pauli Jovii Vita Gonsalvi.*, L. III, p. 247. — *Raynaldi Ann. eccles*, 1504, § 13, T. XX, p. 11. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. I, f. 37 v.

faire comprendre. Les forteresses seules que Louis d'Ars tenait encore pour les Français dans le royaume de Naples, n'y furent pas incluses; mais ce capitaine, n'ayant plus d'espérance de les défendre, ne tarda pas à les évacuer. Le reste de l'Italie se reposa avec crainte, ne pouvant croire que la trève, signée à l'abbaye de Notre-Dame de la Méjorade, mît fin à des inimitiés aussi violentes, et ne reconnaissant point dans le partage des États qu'avait établi la force, une balance de pouvoir qui pût maintenir longtemps la tranquillité (1).

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 341. — *N. Macchiav., Legaz. seconda alla corte di Francia,* Lett. I et seq., p. 501 et seq. — *Jacopo Nardi, Stor. Fior.*, L. IV, p. 160. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.,* L. X, p. 283. On voit, par une lettre de Nicolas Valori à la seigneurie, que la ratification de la trève était arrivée à la cour de France, à Lyon, dès le 11 février; cependant Léonard, T. II, la rapporte au 31 mars. *Legazione di Nicolo Macchiavelli alla corte di Francia*, Lett. IX et X, p. 533.

CHAPITRE V.

REPOS ET SERVITUDE DE L'ITALIE ; PETITES GUERRES EN ROMAGNE ET EN TOSCANE ; JULES II SOUMET A L'ÉGLISE LES VILLES DE PÉROUSE ET DE BOLOGNE. — 1504 A 1506.

La trêve signée entre les rois de France et d'Espagne, au mois de février 1504, avait rendu le repos à l'Italie ; car ces deux puissants monarques pouvaient dès lors décider du sort de cette contrée sans la consulter, et les petits États italiens, soumis désormais à la politique ultramontaine, attendaient la permission de leurs alliés pour prendre ou pour poser les armes. Quelque humiliante, quelque triste et précaire que fût cette paix, elle fut reçue avec joie par les peuples; leur épuisement et la lassitude de leurs souverains la rendaient nécessaire. Il leur fallait du temps pour rassembler de nouvelles forces, qu'ils useraient dans de nouveaux combats : il fallait du temps aussi pour qu'on pût oublier les maux funestes de la guerre, et qu'on osât recourir à ce remède terrible, mais passager, de maux permanents. Les premiers mois de paix rendent aux forces vitales d'une nation leur action longtemps suspendue; l'agriculture, les manufactures, le commerce renaissent d'eux-mêmes; le pouvoir retourne des commandants militaires aux magistrats et aux tribunaux civils, dont le joug paraît plus léger : si l'on éprouve encore quelques vexations, on les regarde comme les conséquences de l'état dont on vient de sortir, et non de celui dans lequel on entre ; le retour des habitudes longtemps suspendues rappelle à chaque homme son enfance, sa jeunesse ou des temps plus heureux. On croit entrer dans une ère nouvelle de prospérités; et l'imagination dépassant les bornes mêmes du possible, le peuple demande à la paix la restitution de tout ce que lui a ôté la guerre; il veut qu'elle réalise tous ses

rêves, et tous ses souvenirs non moins fantastiques que ses rêves. Cependant les mois s'écoulent, et l'âge avancé ne retrouve point les jouissances de la jeunesse; les fortunes dissipées par la guerre ne renaissent point en un clin d'œil, les impôts qu'elle a fait augmenter ne sont point supprimés, tandis que les abus de la paix reparaissent bien plus rapidement que les institutions utiles. Les puissants laissent entrevoir leurs projets d'usurpation; les intrigants s'élèvent à la faveur et à l'importance; la force qui devrait être protectrice devient hostile pour la société; et le peuple, sentant enfin les chaînes dont on le charge, désire de nouveau les rompre par la guerre, quelque terrible et quelque douloureuse qu'elle soit.

Aucun des États de l'Italie n'avait obtenu par la trêve, ou ne pouvait espérer par la paix qu'on négociait encore, ce qui sans doute avait été le but des désirs de tous, avant le commencement des hostitités, un gouvernement conforme aux intérêts du peuple. Le royaume de Naples, déchu de son indépendance, était soumis à une nation étrangère et gouverné par un vice-roi : le duché de Milan avait de même perdu son indépendance et ses anciens souverains. Les Espagnols n'étaient pas plus aimés dans les régions du midi de l'Italie, que les Français dans celles du nord. Les uns comme les autres offensaient la nation qui leur était soumise, par leurs mœurs étrangères, et par l'insolence de leurs mépris. Les mécontents qui, en 1494, avaient désiré avec ardeur une révolution, et avaient secondé les armes qui devaient l'opérer, n'avaient obtenu nulle part une réforme qui les dédommageât de toutes leurs souffrances. Cependant leurs forces étaient épuisées comme leurs espérances déçues; et ils se soumettaient à une tyrannie pire que celle qu'ils avaient voulu renverser, pour acheter à ce prix quelque intervalle de repos.

La république de Venise n'avait pris presque aucune part à la guerre qui, pendant dix ans, avait ravagé toute l'Italie; elle avait échappé à ses calamités, et la prospérité de son territoire excitait l'envie des peuples voisins, qui avaient vu piller leurs villes et ravager leurs campagnes. Pendant ces dix ans, elle avait acquis le Crémonois dans le duché de Milan, trois ou quatre forteresses en Pouille, et deux petits États en Romagne; d'autre part elle avait perdu en Morée et en Dalmatie des possessions d'une valeur à peu

près équivalente. Au milieu de révolutions aussi importantes que celles qui avaient rempli ces dix années, de si petites conquêtes ne semblaient pas avoir assez de valeur pour exciter vivement la jalousie des autres États : mais les Vénitiens étaient seuls heureux au milieu d'une nation souffrante ; et les autres Italiens ne pouvaient leur pardonner de n'avoir pas partagé les revers communs. Le pape ne songeait qu'à exciter contre eux les ultramontains, dont il aurait dû plutôt chercher à délivrer l'Italie ; les Florentins, qui avaient eu à se plaindre des Vénitiens, désiraient leur ruine ; et Macchiavel, l'habile Macchiavel, en mission à la cour de France, soufflait le feu de la vengeance, et se réjouissait de voir Maximilien, Louis XII et Ferdinand projeter déjà le partage des États de la seule république qui pût maintenir l'Italie dans son indépendance (1).

Jules II s'était proposé de ramener pendant son pontificat, sous la directe du saint-siége, tous les fiefs qui relevaient de l'Église ; il attachait son honneur à la réussite de ce projet ; et l'impatience et l'irascibilité de son caractère lui faisaient regarder comme une offense impardonnable l'opposition que les Vénitiens y avaient apportée. Toutefois, comme il n'avait point eu le temps d'amasser un trésor, de rassembler des troupes, ou de se fortifier par des alliances, il n'employait encore, pour soumettre la Romagne, que la crainte qu'inspirait l'impétuosité qu'on lui connaissait. Les forteresses de Césène et de Bertinoro lui avaient été remises par les lieutenants de César Borgia, pendant que celui-ci était encore à Ostie : celle de Forli ne lui fut livrée qu'après le retour des messagers que le châtelain avait envoyés auprès de Borgia à Naples. Comme ils rapportèrent que ce duc avait été envoyé prisonnier en Espagne, le châtelain vendit pour quinze mille ducats une citadelle qu'il n'avait plus aucune raison de défendre (2). Raphaël Riario de Savone, cardinal du titre de Saint-Georges, engagea les habitants d'Imola à livrer leur ville au pape ; espérant que celui-ci en rendrait la souveraineté à Octavien Riario, que César

(1) *Seconda Legazione di Nicolo Macchiavelli alla corte di Francia, passim, e speci. Lett. di Nicolo Valori di Lione,* 11 *febraio,* T. VI, p. 534.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 341. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VII, p. 140.—*Raynaldi Ann. eccles.,* 1504, § 9, 10, 11, T. XX, p. 10.

Borgia en avait dépouillé. Mais quoiqu'Octavien fut parent de Jules II, le pape ne voulut point l'enrichir aux dépens de l'Église. Il fut moins scrupuleux à l'égard d'un autre de ses parents, François-Marie de la Rovère, fils de son frère. Non-seulement il le rétablit dans les seigneuries de Mondovi et de Sinigaglia, et dans l'office héréditaire de préfet de Rome ; il engagea encore Guid'Ubaldo de Montéfeltro, qui n'avait point d'enfants, à l'adopter, parce qu'il était fils de sa sœur, et à l'appeler à la succession du duché d'Urbin. Jules II confirma cette adoption par sa bulle du 10 mai 1504, dans laquelle il fixa le cens annuel du duché d'Urbin, en faveur de la chambre apostolique, à 1340 florins ; c'était celui que les comtes de Montéfeltro avaient payé annuellement (1).

Vers le même temps, Antoine des Ordélaffi mourut à Forli ; Louis, son frère naturel, qui lui succéda, se sentant trop faible pour se soutenir dans sa petite principauté, voulut la vendre aux Vénitiens : la république n'osa point s'exposer à la colère du pontife, et refusa de faire cette acquisition. Louis fut alors obligé de s'enfuir, et Forli ouvrit ses portes aux troupes pontificales (2).

(1) *Raynaldi Ann. eccles.*, 1504, §§ 36 et 37, T. XX, p. 17.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 341.—*Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.,* L. X, p. 284. — Louis, qui s'enfuit à Venise, y étant mort sans enfants, la maison des Ordélaffi finit en lui. Voici une table chronologique de la succession de ces princes :

Mainardo de Susinane, premier seigneur de Forli.

1276. Sinibaldo, fils de Mainardo, tué dans son lit par le peuple.

1310. Scarpetta, Pino et Barthélemi des Ordélaffi, mis en prison par Robert, roi de Naples.

1317. Cecco des Ordélaffi, capitaine perpétuel du peuple de Forli ; mort en 1331.

1331. François des Ordélaffi, frère de Cecco, seigneur de Forli, Forlimpopoli et Césène. Sa femme, Marzia de Susinane, est forcée de rendre Césène au pape, le 21 juin 1357 ; François, à son tour, livre Forli le 4 juillet 1359. Il fait la guerre en partisan, et meurt à Venise en 1374.

1375. Sinibaldo, fils de François, rentre à Forli avec la faveur des Florentins. Il est reconnu pour vicaire du saint-siége en 1379. Trahi par ses neveux, il est jeté en prison le 13 décembre 1385.

1385. Cecco II, neveux et successeurs de Sinibaldo, mort le 19 juillet 1401.
Pino, neveux et successeurs de Sinibaldo, mort le 8 septembre 1405.

1405. Antoine, fils en bas âge de Cecco II, réduit à l'état de citoyen de la république de Forli ; exilé par le légat B. Cossa ; arrêté en août 1411, par son cousin Georges ; rappelé à la seigneurie en juillet 1425 ; mort le 4 août 1448.

Jean Sforza, seigneur de Pésaro, épousa vers la fin de la même année, la fille de Mathieu Tiépolo, un des plus puissants citoyens de Venise, espérant s'assurer ainsi la protection de la république, tandis que le crédit du cardinal Ascagno Sforza, son parent, empêchait Jules II de songer encore à l'attaquer (1). Celui-ci réclamait toujours des Vénitiens la restitution des petites principautés qu'ils avaient acquises en Romagne; il les faisait menacer tour à tour par le roi de France et par l'empereur Maximilien : il inspirait à ces princes son propre ressentiment, et il jetait déjà avec eux les fondements de la ligue qu'on vit bientôt se former contre la république. Les Vénitiens essayèrent d'apaiser le pape, en lui offrant de rendre tout ce qu'ils avaient conquis en Romagne, à la réserve de Faenza et de son territoire, pourvu que le saint-siége les reconnût comme ses vicaires dans cette petite principauté, et reçût d'eux le même tribut qu'avaient payé les Manfrédi; mais

1410. Georges Ordélaffi, seigneur de Forlimpopoli; 1411, seigneur de Forli; fait arrêter son cousin Antoine en août 1411; est reconnu par le saint-siége le 25 décembre 1418 : meurt le 25 janvier 1422.

1422. Théobald, fils de Georges, âgé de neuf ans, sous la tutelle de Lucrèce des Alidosi, sa mère, est chassé par sa tante Catherine, qui rétablit Antoine : il meurt en juillet 1425.

1448.	Cecco III,	fils d'Antoine, et ses successeurs dans la seigneurie de Forli :	meurt le 22 avril 1466.
	Pino II,		mort en 1480.

1480. Sinibald II, fils naturel de Pino II, est reconnu pour seigneur, malgré l'opposition des fils légitimes de Cecco III; ils est chassé la même année par Jérôme Riario.

1480. Jérôme Riario, neveu de Sixte IV, achète, en 1473, la seigneurie d'Imola, s'empare, en 1480, de celle de Forli : il est tué le 15 avril 1488.

1488. Octavien Riario, fils du précédent, sous la tutelle de sa mère Catherine Sforza; dépouillé par César Borgia, d'Imola en décembre 1499, et de Forli en janvier 1500.

1503. Antoine des Ordélaffi, fils de Cecco III, rentre à Forli pendant que Borgia est prisonnier : il meurt en 1504.

1504. Louis, son frère naturel, veut donner Forli aux Vénitiens, en est chassé par Jules II; il rentre, et en est chassé de nouveau l'année suivante : il meurt à Venise.

Sansovino, dans ses *Famiglie illustri d'Italia,* a donné, f. 17, une table généalogique des Ordélaffi, mais fort inexacte. Il n'a pas donné celle des Riario, qui ne recouvrèrent pas mieux que les Ordélaffi la souveraineté de Forli.

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VII, p. 141.

Jules II répondit avec emportement, qu'il ne voulait pas leur laisser seulement une tour de tout ce qu'ils avaient usurpé, et qu'il espérait bien leur reprendre encore Ravenne et Cervia, qu'ils ne possédaient pas à plus juste titre que tout le reste, quoiqu'ils les eussent gardées plus longtemps (1). Jusqu'alors il avait refusé d'admettre leurs ambassadeurs ; il consentit enfin à les recevoir au commencement de l'année suivante : mais les Vénitiens, pour obtenir cette faveur, qui ne fut accompagnée d'aucune promesse, lui rendirent une dixaine de châteaux qu'ils possédaient dans les territoires de Césène, d'Imola et de Forli ; après quoi les deux parties restèrent en paix, pendant quelques années, sans que les droits respectifs fussent mieux reconnus (2).

La Toscane n'avait point été pacifiée par la trève entre les rois de France et d'Espagne ; et les démêlés de ses républiques avaient été considérés comme indépendants des grandes querelles qui avaient troublé jusqu'alors l'Italie. Depuis que les Pisans avaient secoué le joug des Florentins, ils n'avaient cessé de combattre pour défendre leur liberté. Florence avait éprouvé plusieurs révolutions violentes ; elle s'était vue exposée plus d'une fois aux dangers les plus redoutables, et elle avait pu craindre pour son indépendance, sans avoir jamais pensé à faire la paix avec ceux qu'elle considérait comme des sujets rebelles, ou avoir jamais voulu reconnaître en eux un peuple libre. Pise, d'autre part, doublement épuisée par quatre-vingt-sept ans de servitude, et par dix ans d'une guerre ruineuse et meurtrière ; Pise, qui avait perdu son commerce, sa richesse, et la plus grande partie de sa population, et qui voyait ses champs dévastés chaque année, se soumettait à tous les genres de privations, offrait de se donner à tous les princes étrangers tour à tour, plutôt que de retourner sous le joug détesté des Florentins. Pendant les grandes expéditions des Français et des Espagnols, cette guerre de Pise n'était jamais suspendue, elle se poursuivait seulement avec un peu plus de lenteur ; mais dès que le bruit des armes s'arrêtait dans le reste

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 347.

(2) *Ibid.,* pag. 348. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VII, pag. 141. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 169. — *Rayn. Ann. eccles.,* 1505, § 1, T. XX, p. 20.

de l'Italie, on la retrouvait toujours au même point, et toujours elle menaçait de rallumer l'incendie général qu'on avait eu peine à éteindre.

Le roi de France avait nommé les Florentins parmi ses alliés, dans son traité de trève avec le roi d'Espagne; celui-ci n'avait pas nommé les Pisans : on savait pourtant que Gonzalve de Cordoue les favorisait, et qu'il comptait se servir d'eux pour établir la domination de son maître en Toscane. Les Florentins, déterminés à renouveler avec vigueur leurs attaques, envoyèrent un ambassadeur à Gonzalve, pour s'assurer de sa neutralité (1). En même temps ils prirent à leur solde Jean-Paul Baglioni, Marc-Antoine Colonna, les Savelli, et quelques autres; et donnant le commandement de leur petite armée à Hercule Bentivoglio, ils entrèrent en campagne le 25 mai (2). Leurs forces n'étaient point suffisantes pour faire le siége de Pise; et comme de leur côté les Pisans n'osaient point tenir la campagne, il n'y eut entre eux aucune affaire générale : mais Bentivoglio étendit ses dévastations dans tout le territoire, et jusque sous le murs de la ville, et il força le château de Librafatta à se rendre à discrétion (3).

Antonio Giacomini Tébalducci, commissaire des Florentins auprès de leur armée, irrité des secours que les Lucquois n'avaient cessé de donner aux Pisans, fit aussi deux incursions sur leur territoire, d'où il ramena beaucoup de bétail et de prisonniers. Les malheureux paysans de Pise, après la perte de leurs moissons, avaient essayé de semer du blé de Turquie et du millet sur leurs jachères : l'armée florentine rentra dans l'État pisan au mois d'août, pour détruire aussi cette espérance de l'arrière-saison. En même temps les Florentins prirent à leur solde don Dimas de Réquesens, partisan du roi Frédéric de Naples, qui l'avait suivi en France, et qui, ayant sauvé trois galères de sa fortune passée, se mettait avec elles au service de qui voulait l'employer. Réquesens, pendant tout l'été, donna la chasse aux petits vaisseaux des Pisans

(1) *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 273.

(2) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 161.—*Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 273. — *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 341.

(3) *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 162. — *Scipione Ammirato*, Lib. XXVIII, p. 274.

qui arrivaient par l'embouchure de l'Arno; mais, le 5 novembre, il fut surpris dans le golfe de Rapallo, par un coup de vent violent, qui le fit périr avec ses trois galères (1).

Des ingénieurs florentins proposèrent à la seigneurie de détourner le cours de l'Arno cinq milles au-dessus de Pise, de manière à priver cette ville des eaux qui faisaient sa salubrité, et à laisser ses murailles entr'ouvertes à l'endroit où elles recevaient le fleuve. Les niveaux étaient pris, et les ingénieurs assuraient que tout l'ouvrage ne demanderait que trente-cinq à quarante mille journées d'ouvriers. Ils commencèrent en effet à élever une digue à la Fagiana, qui devait couper l'ancien lit du fleuve, tandis qu'ils ouvraient deux canaux de vingt et de trente bras de largeur, et de sept bras de profondeur, pour conduire les eaux à la mer (2). Mais la puissance et l'impétuosité des rivières dépassent presque toujours les calculs des ingénieurs : on avait employé quatre-vingt mille journées d'ouvriers, et l'ouvrage n'était pas à moitié fait, lorsqu'une de ces pluies violentes qui gonflent tout à coup les fleuves d'Italie, emporta la digue, combla les travaux, et força de tout abandonner. Cependant les eaux qu'on avait déjà détournées de leur lit s'étaient répandues dans la plaine de Pise; elles avaient changé des champs auparavant fertiles en marécages, et elles augmentèrent l'insalubrité de l'air (3).

Les Pisans, qui voyaient tous les jours diminuer leurs ressources, offrirent aux Génois de se donner à eux, pour se mettre ainsi en même temps sous la protection du roi de France. Louis XII communiqua ces ouvertures à Nicolas Valori et à Macchiavel, qui étaient en mission auprès de lui; il annonçait aux Florentins que s'il acquérait la seigneurie de Pise, le moment viendrait aussi où il les en remettrait en possession. Mais les Florentins cherchèrent à le détourner de cette négociation; et lui-même, par réflexion, ordonna aux Génois de la rompre, craignant que s'il les autorisait

(1) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 275. — *Jacopo Nardi, Ist.*, L. IV, p. 165. — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 342.

(2) Le bras de Florence, *braccio,* est d'environ 22 pouces.

(3) *Jacopo Nardi, Ist.*, L. IV, p. 164. — *Scipione Ammirato.* L. XXVIII, p. 274.— *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 342.— *Jacopo Arrosti, Chroniche di Pisa in Archivio Pisane,* f. 224.

à faire des conquêtes, et s'il leur rendait les habitudes d'une république, il ne redoublât en eux le désir de recouvrer leur liberté (1).

La trève stipulée entre Louis XII et les rois d'Espagne, avait eu pour objet de faciliter entre eux une pacification. En effet, les deux cours n'avaient pas cessé dès lors de négocier; et Ferdinand le Catholique, honteux du rôle qu'il avait joué en dépouillant son parent du royaume de Naples, où plutôt du jugement que l'Europe entière avait porté de cette perfidie, se montrait disposé dans ces négociations à rétablir ce même Frédéric sur le trône. Il avait même réussi à persuader à ce prince que c'était de bonne foi qu'il songeait à lui rendre un bien qu'il lui avait ôté. Louis XII, qui n'espérait plus recouvrer le royaume de Naples, aurait consenti volontiers à cet arrangement : seulement il voulait assurer une complète amnistie aux barons napolitains qui avaient suivi son parti. Mais en même temps il s'était engagé dans une autre négociation avec Maximilien et son fils l'archiduc Philippe, souverain de la Flandre. Il s'agissait avec ceux-ci de faire revivre le traité de Lyon, d'accomplir le mariage de Charles, fils de l'archiduc, avec madame Claude de France, et de donner pour dot à cette princesse les droits que son père prétendait sur Naples. Louis XII crut reconnaître que les lenteurs apportées par Ferdinand et Isabelle à la signature de leur traité, provenaient de leur intention secrète de traverser celui de leur gendre Philippe, dont ils étaient jaloux, et que, dès que cette négociation serait abandonnée, ils rompraient aussi la leur. Aussi, dans une audience publique, congédia-t-il les ambassadeurs d'Espagne, en leur reprochant avec amertume la mauvaise foi de leurs maîtres. Ensuite il signa à Blois le 22 septembre 1504, trois traités séparés avec Maximilien et avec Philippe, qui prit dès lors, par anticipation, le titre de roi de Castille : par le premier, Maximilien accordait à Louis l'investiture du duché de Milan, pour lui et ses hoirs mâles; et, à leur défaut, pour Claude sa fille, sous la réserve d'un payement de cent vingt

(1) *Legazione di Macchiavelli alla corte di Francia,* Lett. de Nicolas Valori, du 2 février, p. 521 et suiv. *passim.* — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 543. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 275. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 169. — *Agost. Giustiniani,* L. VI, f. 258.

mille florins, moitié comptant, moitié dans six mois, et de la présentation annuelle, le jour de Noël, d'une paire d'éperons d'or, à titre d'hommage. Par le second, Claude de France était promise à Charles d'Autriche; et si Charles mourait avant le mariage, à son frère Ferdinand, avec le duché de Milan pour dot. Par le troisième, la France et le roi des Romains s'alliaient contre Venise, avec l'engagement d'attaquer en commun cette république, et de partager ses États de terre ferme. Quatre mois étaient accordés au roi d'Espagne pour accéder à ces traités (1).

Frédéric d'Aragon, qui jusqu'alors s'était flatté de remonter sur le trône de ses pères, par la concorde des deux rois, mourut à Tours le 9 de septembre de 1504, peu de jours avant la signature de ces traités (2); et le 26 novembre de la même année, Isabelle de Castille, qui, par son mariage avec Ferdinand, avait réuni les deux couronnes d'Espagne, et porté si haut la puissance de cette nouvelle monarchie, mourut aussi, après une longue et douloureuse maladie. Sa fille unique, Jeanne, et son gendre, l'archiduc Philippe, auraient dû à sa mort succéder immédiatement à la couronne de Castille; mais Isabelle avait adopté la défiance que son mari avait conçue contre son gendre, et la conservant jusqu'à sa mort, elle avait nommé, par son testament, Ferdinand d'Aragon, gouverneur du royaume de Castille, et elle avait voulu que son gendre Philippe lui fût subordonné (3).

Enfin, le 25 janvier de l'année suivante, ou 1505, l'Italie à son tour perdit un prince qui, au milieu des révolutions violentes qui l'avaient déchirée, avait conservé la réputation d'un négociateur habile, et d'un bon administrateur. Hercule d'Este, dès le 20 août 1471, régnait à Ferrare, Modène et Reggio; il mourut dans un âge avancé, laissant trois fils légitimes : Alphonse, époux de Lucrèce Borgia, lui succéda; envoyé par son père dans les diffé-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 344. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. X, p. 285. —*Jacopo Nardi,* L. IV, p. 165. — Flassan, Hist. de la Diplomatie française, T. I, p. 457.

(2) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 275. — *Ist. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 205.

(3) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. III, p. 248. — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 345. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. X, p. 286.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 167. — *Raynaldi Ann. eccles.,* 1504, § 40, T. XX, p. 18.

rentes cours de l'Europe pour apprendre à les connaître, il était alors en Angleterre : Ferdinand, son frère, était demeuré à Ferrare; et Hippolyte avait été nommé cardinal en 1493 par Alexandre VI. Hercule laissait aussi un fils naturel, nommé Jules. Engagé malgré lui dans les guerres de Sixte IV, il avait vu à cette époque ses duchés ravagés par de puissants ennemis; mais dès lors il avait trouvé moyen de les conserver en paix, même en un temps où aucune autre partie de l'Italie n'avait évité les malheurs de la guerre. Ses relations avec Louis le Maure, dont il était beau-père, avec les Vénitiens, qui conservaient contre lui beaucoup d'animosité, avec les Français, devenus ses voisins par leurs conquêtes, ne lui firent jamais revêtir d'autre rôle que celui de médiateur et de pacificateur. Sa cour devint le refuge des gens de lettres; et Ferrare, ornée par lui d'édifices somptueux, fut presque entièrement rebâtie pendant son règne (1).

Si le roi Ferdinand d'Aragon avait recherché la paix avec la France, dans le temps où son union avec Isabelle lui donnait la disposition de toutes les forces d'Espagne, il avait plus de raison encore de la désirer, depuis la mort de cette reine, afin de mettre en sûreté le royaume de Naples, sa conquête, et de pouvoir sans distraction s'occuper de conserver sur la Castille une autorité qu'il commençait déjà à voir contester. Louis XII, de son côté, voyait avec inquiétude que Maximilien n'avait point encore ratifié les traités de Blois, et il craignait que la versatilité habituelle de ce monarque ne renversât de nouveau toutes les bases sur lesquelles il avait cru assurer la paix. Enfin Maximilien et Philippe se rendirent à Haguenau, qu'ils venaient d'enlever au comte Palatin, avec lequel ils étaient en guerre; le cardinal d'Amboise alla les joindre, et obtint d'eux, le 4 avril, la ratification des traités de Blois : le surlendemain il rendit, au nom de Louis XII, foi et hommage pour le Milanez à Maximilien; il obtint l'investiture de ce duché, et il paya les premiers soixante mille florins promis au roi des Romains. Le second payement devait avoir lieu lorsque ce

(1) *Muratori, Ann. d'Italia,* Ann. 1505, T. X, p. 29. — *Tiraboschi, Storia delle Letter.,* T. VI, L. I, c. II, § 11, p. 30. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. VI, p. 168. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 276. — *Istoria di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 206. — *Vita di Alf. d'Este di Paolo Giovio. Ad init.*

monarque entrerait en Italie pour commencer la guerre contre Venise : mais Maximilien déclara bientôt qu'il ne serait point prêt à le faire de cette année (1).

Louis XII, qui n'avait aucun juste motif de haine contre Venise, et aucune autre raison d'attaquer cette république, si ce n'est l'opinion assez accréditée parmi les rois, qu'un pays qui n'est soumis à aucun monarque est à la discrétion du premier occupant, pouvait ajourner sans inconvénient ses projets ambitieux. Il ne voulait point commencer la guerre sans le concours de Maximilien ; et il ne voyait pas sans jalousie la grandeur croissante de ce monarque et de son fils : aussi renoua-t-il avec empressement les négociations auxquelles Ferdinand le Catholique l'invitait ; et le 12 octobre il signa avec lui, à Blois, un nouveau traité de paix et d'alliance. Perdant l'espérance de recouvrer jamais le royaume de Naples, il cédait pour dot, à la fille de sa sœur, Germaine de Foix, que Ferdinand devait épouser, les droits que le traité de Grenade lui avait attribués en l'an 1500, sur une partie du royaume de Naples. Il ne se réservait d'y rentrer qu'au cas où Ferdinand mourrait sans enfants, avant sa nouvelle épouse, et il renonçait au titre de roi de Naples et de Jérusalem. Ferdinand, de son côté, s'obligeait à rembourser, en dix ans, sept cent mille florins au roi de France, pour frais de la guerre ; à reconnaître trois cent mille florins de dot à Germaine de Foix, à aider Gaston de Foix, son frère, dans la conquête du royaume de Navarre, auquel il prétendait, et à accorder une amnistie générale à tous les barons napolitains qui avaient suivi le parti français. Il fut encore stipulé dans ce traité qu'Isabelle de Baux, veuve de Frédéric, roi de Naples, serait renvoyée de France, et qu'elle s'établirait auprès de son fils, en Espagne ; mais Isabelle ne put consentir à se mettre entre les mains d'un monarque qu'elle avait appris à connaître par une suite de trahisons : obligée de quitter la France, elle préféra se retirer à Ferrare, où d'anciennes alliances de famille lui donnaient des droits à la compassion et à l'assistance du prince régnant (2).

(1) Raxis de Flassan, Histoire de la Diplomatie française. T. I, p. 285 et 458. — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 346. — *Fr. Belcarii Rer. Gallic. Comment.,* L. X, p. 287.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 356. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.,*

De nouveaux traités ayant donc consolidé la paix entre les potentats étrangers qui disposaient du sort de l'Italie, il ne restait plus dans cette contrée d'autre guerre que celle des Florentins et des Pisans, qu'on voyait toujours renaître d'année en année. Les premiers semblaient ne pouvoir désirer de circonstances plus favorables pour triompher enfin de leurs adversaires : mais depuis dix ans ils n'avaient guère manqué d'éprouver quelque déroute toutes les fois que leurs ennemis paraissaient dépourvus de tout secours. Lucas Savelli, leur général, après avoir ravagé la plaine de Pise, avec quatre cents chevaux et cinq cents fantassins, voulut ravitailler Librafatta. Il venait de Cascina, et il avait déjà passé le pont Cappellèse sur l'Osori; il suivait, avec beaucoup de bêtes de somme chargées, le chemin étroit entre cette rivière et la montagne de Pise, lorsque le 25 mars il fut attaqué si brusquement par Tarlatino, général des Pisans, que, quoique celui-ci n'eût avec lui que quinze hommes d'armes, quarante chevau-légers et soixante fantassins, toute la colonne de Savelli fut mise en déroute. Les bagages dont elle était entremêlée l'empêchant de se défendre, elle prit honteusement la fuite; et elle abandonna cent vingt chevaux de guerre, cent bêtes de somme chargées, et un nombre de prisonniers supérieur à celui des vainqueurs (1).

Cette escarmouche enfla le courage des Pisans, et inspira aux Florentins une égale défiance de leurs soldats et de leurs généraux; cependant elle ne suffisait point pour décider du sort de la campagne. Les Florentins n'en voulurent pas moins détruire les moissons dans la plaine de Pise, comme ils avaient fait l'année précédente; ils firent toucher la solde qui lui était due, à Jean-Paul Baglioni, qui avait un engagement avec eux, et ils le prièrent de venir rejoindre leur armée. Mais Baglioni déclara ne pouvoir cette année s'éloigner de Pérouse, où il prétendit avoir à

L. X, p. 291. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 185. — *Petri Bembi Rer Ven. Hist.*, L. VII, p. 142.

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 348.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 169. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 277. — *Fr. Belcarii Comm. Rerum Gallicar.*, L. X, p. 287.—*Jacopo Arrosti, Chroniche di Pisa, in Archivio Pisano,* f. 225 v.

craindre des ennemis secrets. Macchiavel, envoyé auprès de lui le 3 avril, pour démêler ses motifs, jugea qu'il s'était entendu avec les Orsini, Pandolfe Pétrucci et les Lucquois, tous ennemis de Florence, pour priver subitement cette république d'une partie considérable de sa cavalerie, et la mettre ainsi dans l'impossibilité de détruire cette année la moisson des Pisans (1).

En effet les Orsini, toujours alliés des Médicis, n'avaient point abandonné le projet de ramener cette famille par la force des armes à Florence, et de la rétablir dans son ancienne domination. Pandolfe Pétrucci, sans être allié des Médicis, désirait leur voir recouvrer leur autorité, pour que la république de Sienne, qu'il gouvernait despotiquement, n'eût pas à ses portes l'exemple de la liberté. Le même motif déterminait Jean-Paul Baglioni, usurpateur des droits de la république de Pérouse, à suivre la même politique. Tous deux d'ailleurs étaient secrètement soutenus et encouragés par Gonzalve de Cordoue. Ce général épiait le moment où il pourrait chasser les Français d'Italie, et il travaillait à affaiblir les Florentins, qu'il regardait avec raison comme leurs plus fidèles partisans. Il avait cru trouver l'occasion opportune de tenter une révolution à Milan, en faisant usage du nom du cardinal Ascagne Sforza, toujours cher aux peuples de Lombardie. Louis XII, gravement malade d'une pleurésie, avait été regardé par ses médecins comme sans espoir; le bruit même de sa mort s'était répandu en Italie : tout semblait y annoncer des convulsions universelles; et les Espagnols n'attendaient plus que la confirmation de la nouvelle de la mort du roi pour rompre la trêve, et proclamer Ascagne duc de Milan. Mais, contre l'attente de tous, on apprit bientôt la guérison de Louis XII, et la mort presque subite, le 28 mai, du cardinal Ascagne, à Rome, où il avait été attaqué de la peste (2).

Les projets des Espagnols sur la Lombardie étant ainsi renversés, une partie des troupes qui avaient été destinées à les exé-

(1) *Legazione di Macchiavelli a Gian Paolo Baglioni,* T. VII, p. 1-12. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 170. — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 350. — *Scip. Ammirato,* L. XXVIII, p. 277.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 350. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 172. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.,* L. X, p. 288.

cuter, commencèrent à menacer la Toscane. Barthélemi d'Alviano, qui les avait rassemblées dans l'État de Rome, feignait d'être en différend avec Gonzalve de Cordoue; et il avait profité de sa brouillerie apparente pour servir la rancune des Orsini, qui se disaient toujours chefs du parti guelfe, contre les Colonna et tous ceux à qui ils donnaient le nom de Gibelins. A Orviéto, a Riéti, à Città di Castello, des massacres avaient été exécutés sous la protection de sa petite armée; elle était forte de trois cents hommes d'armes et de cinq cents fantassins aventuriers. Mais elle entrait dans un pays où tous les petits princes faisaient le métier de condottiéri, et étaient associés pour la même cause; en sorte qu'elle pouvait en peu de jours être grossie de tous les soldats de ceux qu'elle avait servis dans leur ressentiment (1).

Barthélemi d'Alviano, qui conduisait cette armée d'aventuriers, sans déployer les drapeaux d'aucun souverain, ne dissimulait point son intention d'attaquer Florence pour y rétablir les Médicis. Il comptait prendre les Florentins au dépourvu, les trouvant abandonnés par Jean-Paul Baglioni, trompés par le marquis de Mantoue, qui les avait longtemps tenus dans l'espérance qu'il se mettrait à leur solde, et inquiets des mouvements de Gonzalve de Cordoue, qui venait de mettre garnison espagnole dans Piombino (2). Pandolfe Pétrucci, le seigneur de Sienne, avait voulu profiter de leur embarras; et il avait offert à Macchiavel, envoyé auprès de lui, de dissiper l'armée d'Alviano, pourvu que la république renonçât en sa faveur aux droits qu'elle avait sur Monte-Pulciano (3). Mais les Florentins ne voulurent pas accorder tant de confiance à un tyran, leur ennemi secret. Ils préférèrent profiter de la bienveillance de Prosper Colonna, qui était alors au service d'Espagne, et qui, par inimitié pour les Orsini, désirait faire échouer l'entreprise d'Alviano : ils renoncèrent à ravager les moissons des Pisans; ils firent même assurer verbalement Gonzalve de Cordoue, qu'ils ne comptaient point attaquer Pise cette

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. IV, p. 167. – *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 276.

(2) *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 174. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 275.

(3) *Legazione seconda di N. Macchiavelli a Siena, dal* 16 *al* 24 *luglio* 1505, T. VII, opera, p. 16-47.

année; et en retour ils obtinrent du vice-roi espagnol la promesse qu'il ne donnerait point de secours à Barthélemi d'Alviano (1).

Ce dernier s'avançait toujours; et après avoir fait croire tour à tour aux Florentins qu'il les attaquerait par le littoral, puis par le val de Chiana, il entra le 1er juillet 1505, dans la Maremme de Volterra, au lieu nommé *le Marchié*, près de Campiglia, avec l'intention de se diriger sur Pise (2). Mais Alviano, dont la bravoure allait jusqu'à la témérité, se trouvait associé avec des hommes cauteleux, dont la finesse et les ménagements allaient souvent jusqu'à la perfidie. Pandolfe Pétrucci lui avait envoyé de l'argent pour solder des fantassins, en même temps qu'il traitait avec les Florentins pour agir contre lui. Jean-Paul Baglioni lui avait promis de venir le joindre avec sa compagnie d'hommes d'armes. Chiappino Vitelli devait lui conduire les troupes de Città di Castello; et les Espagnols débarqués à Piombino devaient être mis sous ses ordres. C'était sur ces assurances qu'Alviano s'était avancé seul jusqu'au voisinage de Campiglia; là il reçut des ordres de Gonzalve d'abandonner son entreprise; les Pisans lui firent dire que, d'après l'intimation du même Gonzalve, ils ne pouvaient le recevoir dans leur ville; les troupes de Pétrucci et de Baglioni, rassemblées à Grosséto, refusèrent de se joindre à lui, jusqu'à ce que de premiers succès eussent montré ce qu'elles pouvaient attendre de son entreprise. L'irrésolution ou la dissimulation de ses alliés lui firent ainsi perdre plusieurs semaines dans les Maremmes, tandis qu'elles donnèrent à la république florentine le temps de rassembler cinq cent cinquante hommes d'armes, et trois cents chevau-légers. Le commandement de ces forces fut donné à Hercule Bentivoglio, et au commissaire Antonio-Giacomini Tébalducci, le seul des Florentins qui entendît l'art de la guerre (3).

L'armée de la république était déjà supérieure en forces à celle d'Alviano : mais le gouvernement, selon sa timide politique, avait

(1) *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 175. — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 351.
(2) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 279.
(3) *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 178. — *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 353. — *Scipione Ammirato,* L.XXVIII, p. 279. — *Diario del Bonaccorsi,* f. 107 et 115.

donné ordre à ses capitaines de ne point attaquer, de ne point se mettre dans une position où ils courussent le risque d'être attaqués. Cependant l'impétuosité d'Alviano leur offrit l'occasion de combattre que les magistrats leur refusaient. Ce général sentait augmenter chaque jour les difficultés de sa situation dans un pays malsain et dépeuplé. Il résolut de s'ouvrir le passage pour arriver jusqu'à Pise. Bentivoglio s'était établi sur les hauteurs à un demi-mille de Campiglia; Alviano devait passer le long du rivage, entre ces hauteurs et la mer. Le campagne était couverte de bois qui donnaient aux Florentins la facilité de dérober leurs mouvements aux ennemis, sur un terrain dont ils connaissaient jusqu'aux moindres sinuosités. Lorsque Alviano se fut avancé, le matin du 17 août, jusqu'à la tour de San-Vincenzo au bord de la mer, au-dessous de Castagnéto, il y fut attaqué en même temps, en tête et en queue; et malgré la plus vigoureuse résistance, et des efforts couronnés momentanément par le succès, il fut mis enfin dans une déroute complète. Il se sauva, lui dixième, dans l'État de Sienne; Chiappino Vitelli, avec à peu près autant de cavaliers, parvint à gagner Pise: le reste fut tué ou fait prisonnier. Mille chevaux de guerre, et un nombre plus considérable encore de chevaux d'équipage, tombèrent aux mains du vainqueur, avec un butin immense, que cette armée avait rassemblé par le pillage dans le pays qu'elle avait parcouru (1).

Les généraux florentins, qui venaient de remporter cette victoire, écrivirent aussitôt au gouvernement pour lui demander la permission de la mettre à profit, en attaquant Pise. Ils représentaient que cette ville était frappée de terreur, que les Siennois et les Lucquois, qui l'avaient précédemment défendue, étaient découragés, enfin que Pandolfe Pétrucci offrait de concourir à cette expédition, pour faire sa paix avec la république. D'autres voulaient, au contraire, que l'armée victorieuse, qui se trouvait déjà sur les frontières de Sienne, en profitât pour se venger de Pétrucci lui-même, pour le chasser, s'il était possible de la seigneurie, et pour s'emparer tout au moins de quelque château de l'État sien-

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 181.—*Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 353. *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 280.—*Fr. Belcarii Rer. Gallic. comment.*, L. X, p. 289.

nois, qu'on donnerait ensuite en échange contre Monte-Pulciano. Ils s'opposaient à l'attaque de Pise, d'après l'espèce de convention faite avec Gonzalve de Cordoue par l'entremise de Prosper Colonna; ils y voyaient le danger d'attirer les troupes espagnoles en Toscane, et celui non moins grand d'exposer l'armée aux maladies qu'engendraient toujours les pluies et l'air malsain de la plaine pisane. Pierre Sodérini, le gonfalonier perpétuel, appuyait fortement le premier des deux projets; et, profitant de l'enthousiasme qu'avait excité la victoire, il porta au grand conseil la proposition de voter cent mille florins pour la guerre. Cette assemblée du peuple ayant donné sa sanction dès le 19 août, au vote de crédit qu'on lui proposait, l'attaque de Pise fut décidée (1).

L'armée victorieuse vint prendre ses quartiers à San-Casciano, à cinq milles de Pise, pendant qu'on lui faisait passer de l'artillerie de siége. L'intention des Dix de la guerre avait été d'abord de lui faire faire une incursion sur l'État de Lucques, pour punir les Lucquois d'avoir envoyé sans relâche des secours à Pise, et d'avoir cherché à nuire aux Florentins (2). Les généraux craignirent toutefois qu'il n'en résultât quelque perte de temps; et comme il leur était arrivé onze canons de siége et six mille fantassins de nouvelle levée, ils vinrent dresser leurs batteries vers Saint-François, près de la porte de Calci, au même endroit où les Français, à la dernière attaque, avaient dressé les leurs. Le feu commença le 7 septembre à onze heures du matin. Le lendemain, vers trois heures après midi, une brèche de soixante-dix pieds de largeur était déjà ouverte, et les généraux florentins disposèrent leurs troupes pour l'assaut. Mais tandis que les milices pisanes se rangèrent bravement sur la brèche, celles des Florentins, composées de paysans qui n'avaient jamais vu le feu, ne montrèrent qu'irrésolution et que lâcheté. Trois colonels essayèrent chacun à leur tour de faire descendre leurs soldats dans le fossé; il leur fut impossible de les y déterminer. Chacun d'eux condui-

(1) *Jacopo Nardi, Ist.*, L. IV, p. 182. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 281.

(2) *Spedizione di Macchiavelli al campo contro Pisa. Lettera de' X a Antoni Giaccomini,* 19 *augusti* 1505, T. VII, Macchiav., opere, p. 48.

sait mille fantassins. Il en restait encore sept mille dans le camp : on ne voulut point les mettre à l'épreuve, pour ne pas perdre la réputation de l'armée entière; et l'on résolut plutôt de faire une nouvelle brèche, pour que la grandeur de l'ouverture faite aux murailles ne laissât aucune ressource à leurs défenseurs, ni aucun prétexte à la lâcheté des assaillants (1).

En effet, le feu ayant continué pendant les trois jours suivants, cent trente-six bras de mur, ou environ deux cent cinquante pieds, furent abattus par l'artillerie, à peu de distance de la précédente brèche. Le 13 au matin les généraux florentins voulurent donner l'assaut; mais telle était la lâcheté de l'infanterie sur laquelle on devait compter pour une attaque de ce genre, que le colonel qui avait été désigné par le sort pour monter à l'assaut refusa de le faire, sans que les prières ou les menaces d'Hercule Bentivoglio et d'Antonio Giacomini pussent réveiller en lui le sentiment de l'honneur. Les neuf autres furent sollicités à leur tour de prendre sa place ; et tous refusèrent également. Leurs soldats déclarèrent plus hautement encore qu'ils ne monteraient pas à la brèche; et quelques-uns se laissèrent tuer par leurs officiers, plutôt que de marcher en avant. L'armée, couverte d'une honte ineffaçable, rentra dans ses logements sans avoir tenté une attaque. Pendant ce temps, on fut averti que les trois cents Espagnols de la garnison de Piombino venaient d'entrer à Pise : les généraux florentins, craignant d'en voir arriver davantage, sentirent la nécessité de lever le siége. Ils retirèrent leur artillerie le 14 septembre à midi, et transportèrent leur camp à Ripoli, à onze mille de Pise, d'où ensuite l'infanterie fut licenciée, et la cavalerie renvoyée dans ses quartiers d'hiver (2). Les Pisans, reprenant courage, poussèrent au milieu d'octobre leurs déprédations jusque dans la Lunigiane, tandis que quinze cents soldats espagnols entrèrent à Pise. Néanmoins, comme ils n'y étaient nullement nécessaires pour la défense de la place, ils se rembarquèrent au bout

(1) *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 183. — *Scipione Ammirato,* Lib. XXVIII, p. 281.

(2) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 184. — *Fr. Guicciardini,* Lib. VI, p. 355. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 282. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.,* L. X, p. 289.

de peu de jours, et continuèrent leur route pour passer de Naples en Espagne (1).

Outre la guerre de Pise, l'histoire propre de l'Italie ne présente cette année qu'un seul événement; il fut d'une nature tragique, et la cour de Ferrare en fut le théâtre. Le cardinal Hippolyte d'Este, frère d'Alphonse, le duc régnant, était amoureux d'une femme, sa parente, qui, dans le même temps, recevait la cour de son frère naturel, don Jules d'Este. Hippolyte, reprochant à cette dame la préférence qu'elle accordait à son rival, celle-ci s'en excusa, dans le langage des amants, par la puissance qu'exerçaient sur elle les beaux yeux de don Jules. Le cardinal furieux, averti que son frère était à la chasse, alla le surprendre à la campagne, le fit descendre de cheval, et lui fit arracher, par ses écuyers, les yeux qui avaient excité une si féroce jalousie. Mais quoique le cardinal demeurât témoin de cette atrocité, il paraît qu'elle fut exécutée d'une manière incomplète, et que don Jules ne perdit pas absolument la vue (2).

Ce crime n'attira sur son auteur ni punition, ni même aucune démonstration publique du mécontentement du prince. Alphonse se livrait tour à tour à ses plaisirs, ou à son goût pour la mécanique. Il passait une grande partie de sa journée dans un atelier de tourneur, où il exécutait avec assez d'adresse des travaux en bois; puis quelquefois, avec un goût plus digne d'un prince, il s'occupait de la fonte de canons de bronze. Il vivait dans une familiarité intime avec des bouffons, des hommes de plaisir, et il y admettait aussi des poëtes; mais il paraissait donner peu de soins au gouvernement, et ses sujets le jugeaient peu digne du trône. Son second frère Ferdinand, tourmenté d'une ambition démesurée, était attentif à ces défauts; et un ardent désir de vengeance poursuivait le malheureux don Jules. Tous deux cherchèrent des associés pour renverser le gouvernement. Le comte Albertino Boschetti, de Modène, et Gérardo Ruberti, citoyen de Ferrare, se joignirent à eux, sur la promesse d'obtenir les premiers emplois dans un nouveau ministère. Ils cherchaient en-

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 356. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 184.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VI, p. 357. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.*, L. X, p. 295.

semble les moyens de se défaire du prince. Don Jules voulait assaillir Alphonse et Hippolyte par le fer et le poison; Ferdinand, qui n'avait pas les mêmes ressentiments, n'en voulait qu'à la couronne. D'ailleurs il était difficile d'attaquer les deux frères à la fois; on ne les voyait ensemble que dans les grandes cérémonies, et alors ils étaient entourés d'une garde nombreuse. Ils ne mangeaient jamais à la même table. Alphonse, avec sa joyeuse compagnie, prenait ses repas de bonne heure; Hippolyte, avec la pompe et la délicatesse d'un homme d'Église, prolongeait les siens jusqu'après minuit.

Les conjurés, attendant toujours une occasion favorable, n'avaient encore fait aucune tentative; et cependant le chanteur Giani, qui était de leur complot, avait plusieurs fois été admis auprès du prince avec une telle familiarité, qu'il l'avait lié de ses mains, dans les jeux qu'ils faisaient ensemble. Mais Hippolyte, plus défiant, et ne perdant point le souvenir de sa cruauté passée, veillait toujours sur don Jules; enfin au mois de juillet 1506, il surprit le secret du complot. Don Jules eut le temps de s'enfuir à Mantoue : ce fut en vain; il fut livré à Alphonse par le marquis Jean-François II de Gonzague; le chanteur Giani, qui avait aussi pris la fuite, fut livré de même par le pape. La torture infligée aux prévenus donna de nouveaux renseignements sur le complot dont on les accusait. Boschetti, Ruberti et Giani furent mis à mort; Ferdinand et Jules, qui avaient été condamnés au même supplice, reçurent leur grâce comme ils étaient déjà sur l'échafaud; on commua leur peine en une prison perpétuelle : Ferdinand y mourut en 1540; Jules fut remis en liberté en 1559, après cinquante-trois ans de captivité (1).

La maison d'Este était alors la principale protectrice des hommes de lettres : la plupart des savants, des historiens et des poëtes cherchaient à plaire à Alphonse; et ces événements cruels furent déguisés dans leurs récits, ou presque absolument supprimés. Giovio évite de jeter aucun blâme sur le cardinal Hippolyte, qui, par sa barbarie, avait causé l'égarement de ses frères. Jean-Baptiste

(1) *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este,* p. 17.—*Muratori, Annal. d'Italia,* Ann. 1506, p. 34. — *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 269. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. X, p. 295.

Giraldi, dans ses commentaires sur l'histoire de Ferrare, dissimule les événements ; l'Arioste, en introduisant les deux malheureux frères parmi les ombres présentées à Bradamante, ne veut voir en eux qu'une preuve de plus de la clémence d'Alphonse (1). Nous sommes arrivés à un temps où les encouragements mêmes donnés aux lettres appelèrent les princes à s'occuper beaucoup plus de l'histoire, et les historiens à être beaucoup plus courtisans : leur véracité en souffrit, et les récits qui nous restent méritent moins de confiance.

L'Italie, perdant la direction de ses propres affaires, se trouvait toujours plus dépendante de la politique des étrangers ; et depuis que le roi d'Espagne était en même temps roi de Naples, que le roi de France était en même temps duc de Milan, les négociations qui avaient lieu au delà des monts, décidaient le plus souvent du sort d'une nation qui ne se gouvernait plus elle-même. Aussi à cette époque tous les yeux, en Italie, étaient-ils tournés vers l'Espagne, où l'archiduc Philippe, devenu roi de Castille par la mort d'Isabelle, s'était rendu par mer avec sa femme, son second fils Ferdinand, et une armée assez nombreuse. Il n'avait point voulu se conformer au testament d'Isabelle qui, reconnaissant la faiblesse d'esprit de sa fille Jeanne, l'avait soumise à la tutelle de son père, de préférence à celle de son mari. Il avait sommé Ferdinand de lui rendre l'administration de son royaume de Castille ; et voyant celui-ci tellement empressé à lui nuire, que dans ce but il voulait déshériter sa propre fille, et que ce motif avait surtout déterminé son mariage avec Germaine de Foix, Philippe donna ordre à ses ambassadeurs de signer avec Ferdinand, à Salamanque, le 24 novembre 1505, un traité qui n'avait d'autre but que de l'endormir dans la sécurité ; puis il partit au mois de janvier des ports de Flandre (2).

Une tempête avait jeté Philippe sur les côtes d'Angleterre, et Henry VII, pour complaire au vieux Ferdinand, avait retenu ce jeune prince trois mois dans son île, avant de lui permettre de se rembarquer. Enfin il arriva en Biscaye, et il y fut reçu avec un égal

(1) *Orlando Furioso*, Canto III, str. 60-62.

(2) *Robertson's History of the reign of Charles the Vth.*, B. I, T. II, p. 12, editio in-8°, London, 1792.

enthousiasme par la noblesse et le peuple, qui n'aimaient point Ferdinand. Celui-ci, abandonné par ses courtisans eux-mêmes, et ne se sentant point en mesure de résister à son gendre, consentit, le 27 juin 1506, à signer avec lui un nouveau traité par lequel il renonçait à l'administration de la Castille, se réservant seulement pendant sa vie la moitié des revenus des conquêtes d'Amérique, la grande maîtrise des trois ordres de Saint-Jacques de Compostelle, d'Alcantara et de Calatrava, vingt-cinq mille ducats de rente, et la possession exclusive du royaume de Naples. A ces conditions il quitta la Castille, et promit de n'y jamais rentrer (1).

Ferdinand, humilié d'avoir été trompé par un politique bien plus jeune et bien moins habile que lui, d'avoir été abandonné par ses courtisans et ses sujets, préférait ne point voir le triomphe de son gendre en Espagne. Il s'embarqua donc à Barcelone, le 4 septembre, avec l'intention de se montrer à ses nouveaux sujets du royaume de Naples, et de régler l'administration de sa conquête. Sa jalousie envers Gonzalve de Cordoue contribuait aussi à l'attirer en Italie. Gonzalve tout-puissant à Naples, chéri de ses soldats, et seul connu des Italiens, pouvait ou réserver ce royaume pour le roi de Castille, dont il était né sujet, ou vouloir s'en emparer lui-même. Déjà rappelé par Ferdinand, il s'était dispensé d'obéir sous différents prétextes ; et la présence du monarque semblait seule pouvoir suspendre l'autorité de son orgueilleux viceroi (2).

Les plus puissants souverains de l'Europe paraissaient vouloir visiter tous en même temps l'Italie. Maximilien, qui ne portait que le titre d'empereur élu, parce qu'il n'avait pas reçu du pape la couronne impériale, témoignait une grande impatience de venir la prendre à Rome, pour pouvoir engager ensuite les électeurs à nommer son fils roi des Romains. Déjà il avait envoyé des ambassadeurs en Italie, pour annoncer sa prochaine arrivée, et deman-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VI, p. 360. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 187. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.,* L. X, p. 291. — *Robertson's History of Charles the fifth,* B. I, p. 16.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 361. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 189. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi,* L. III, p. 248. — *Alfonso de Ulloa,* L. I, f. 52 v.

der aux terres d'Empire la prestation d'usage, pour le couronnement des empereurs. Il en avait envoyé d'autres à Louis XII, pour le requérir de faire marcher les cinq cents lances que le roi avait promises pour cette occasion, demander la restitution des émigrés milanais dans leurs biens, et le payement anticipé des soixante mille ducats que la France devait encore. Louis XII ne fit de difficulté que sur cette anticipation : il répondit avec les expressions de l'amitié la plus sincère, en témoignant un vif désir de conserver la bonne harmonie entre les deux États. Cependant il ne pouvait voir sans une extrême défiance la grandeur croissante de la maison d'Autriche : il redoutait la nomination d'un roi des Romains, par les raisons mêmes qui la faisaient désirer à Maximilien ; et, pour empêcher le voyage de celui-ci en Italie, il agissait sous main auprès des Suisses et des Vénitiens, et il donnait des secours secrets au duc de Gueldre, alors en guerre avec Philippe (1).

Déjà Louis XII s'était dégagé de la clause principale du traité de Blois, celle qui regardait le mariage de sa fille avec Charles d'Autriche. Il se fit adresser des remontrances contre l'union de cette princesse avec un étranger, par tous les États et toutes les cours souveraines de son royaume ; paraissant ensuite céder à la violence qu'il se faisait faire, il la fiança au duc d'Angoulême, son héritier présomptif (2). D'autre part, Maximilien, informé de la maladie d'Uladislas, roi de Pologne et de Hongrie, et aspirant à la couronne de ce dernier royaume, qui lui avait été garantie par une convention avec tous les magnats hongrois, ne voulut point se trouver éloigné de ses États, si Uladislas venait à mourir, et il renvoya à une autre année l'exécution de ses projets sur l'Italie (3).

A cette époque Jules II, dont on avait si souvent remarqué les vastes projets, l'impétuosité et la turbulence, tandis qu'il n'était que cardinal, n'avait encore rien fait, depuis qu'il était parvenu au pontificat, qui justifiât l'attente universelle. On lui avait souvent entendu dire qu'il voulait purger l'État de l'Église de tous les

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 361. — *Fr. Belcarii,* L. X, p. 291.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 362. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 188. — *Fr. Belcarii,* L. X, p. 292.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 362. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 188.

tyrans qui se l'étaient partagé; qu'il voulait retirer des mains des Vénitiens jusqu'à la dernière des tours qu'ils possédaient en Romagne; et ni les tyrans de l'État de l'Église, ni les Vénitiens n'étaient encore inquiétés par lui. Mais Jules voulait assurer la réussite de ses projets avant d'en commencer l'exécution. Il s'occupait à amasser de l'argent avec une économie qu'on n'avait point jusqu'alors remarquée dans son caractère, en même temps il voulait combiner les efforts de tous les potentats de l'Europe contre Venise, avant de se brouiller ouvertement avec cette république. Il avait trouvé d'abord beaucoup de disposition dans Louis XII, dans Maximilien et dans Ferdinand, au traité de partage qu'il leur avait proposé; et déjà l'un des traités de Blois avait jeté les bases de l'alliance qui se négocia ensuite à Cambrai. Mais Louis XII, éclairé sur ses vrais intérêts par la jalousie que lui causait Maximilien, sentait alors combien il était imprudent d'anéantir la seule puissance qui fermât à la maison d'Autriche l'entrée de l'Italie: il s'était rapproché des Vénitiens, et c'était par eux qu'il espérait empêcher Maximilien d'aller prendre à Rome la couronne de l'Empire. Il se contentait donc de donner de bonnes paroles à Jules II : il était libéral en promesses, dans la confiance que le moment de les exécuter ne viendrait jamais; et en retour pour la nomination des deux cardinaux d'Aix et de Bayeux, qu'il avait obtenue du pape, il prenait avec lui des engagements contraires et à des traités avec d'autres puissances, et à ses propres projets (1).

Jules II sentit la nécessité de renoncer pour le moment à son attaque contre Venise : mais comme il ne voulait pas languir plus longtemps dans l'inaction, il prit au milieu de l'été la résolution de ramener sous la directe du saint-siége, ses deux villes les plus puissantes, Pérouse et Bologne, qui depuis longtemps obéissaient à des princes indépendants. Au lieu d'assurer la réussite de cette entreprise par des négociations qui auraient pu traîner en longueur, il trancha les difficultés par le ton d'autorité avec lequel il parla, et par l'impétuosité qui était dans son caractère. Pour réussir dans ses projets contre Bologne, il avait besoin des se-

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 359.—*Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. X, p. 293. — *Seconda Legazione di N. Macchiavelli alla corte di Roma*, Lett. I, T.VII, opere, p. 69.

cours de la France et de la neutralité des Vénitiens; il envoya sommer Louis XII de lui faire passer des troupes, et les Vénitiens de rester tranquilles. Ni le roi, ni la république, pris au dépourvu, ne voulurent se brouiller avec un pontife dont ils craignaient les emportements. Ils se conformèrent à sa volonté par faiblesse, et contre leur propre persuasion (1).

Louis XII avait pris solennellement sous sa protection Jean Bentivoglio, seigneur de Bologne; et il avait le même intérêt à le maintenir dans sa souveraineté qu'avaient eue tous les ducs de Milan ses prédécesseurs. D'ailleurs le moment lui paraissait particulièrement dangereux, pour permettre des mouvements d'aucune espèce en Italie; car il avait appris que Maximilien avait fait une nouvelle convention avec le roi de Hongrie, pour confirmer la précédente, et que, se trouvant de nouveau libre de passer en Italie, il avait fait offrir indirectement son alliance aux Vénitiens, en leur proposant d'attaquer en commun la France, et de partager entre eux le duché de Milan (2). Il est vrai que le cardinal d'Aix avait rapporté au pape une commission signée de la main même du roi, et communiquée à l'ambassadeur florentin, par laquelle Louis exhortait Jules à attaquer Bentivoglio, et lui promettait pour cela de puissants secours (3). Mais ce n'était là qu'une de ces finesses avec lesquelles les chefs du gouvernement ont si souvent compromis l'honneur et la bonne foi de la nation française. Louis XII, pour dissuader le pape de ce qu'il craignait, lui conseillait ce qu'il ne le croyait nullement disposé à faire; et quand il apprit que Jules II, déterminé à attaquer Bologne, s'était vanté en plein consistoire d'être assuré des secours de la France, des Florentins, et des autres puissances de l'Italie, il répliqua avec une amère ironie, que sans doute ce jour-là le saint-père avait mieux dîné que de coutume; faisant allusion à l'ivrognerie dont Jules II était assez généralement accusé (4).

Toutefois Jules II était parti de Rome le 27 août 1506, accom-

(1) *Macchiavelli, de' Discorsi sopra Tito Livio,* L. III, c. 44, p. 199.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 364. — *Fr. Belc.,* L. X, p. 293.

(3) *Macchiavelli, Legazione seconda alla corte di Roma,* Lett. I, p. 69, 70, T. VII.

(4) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 365.

pagné par vingt-quatre cardinaux, et marchant à la tête de quatre cents hommes d'armes (1). Il prit lentement le chemin de Pérouse, pour donner le temps aux Français de se conformer à sa sommation. Jean-Paul Baglioni vivait alors publiquement dans une relation incestueuse avec sa sœur, dont il avait eu des enfants : il s'était assuré du pouvoir souverain à Pérouse, en faisant massacrer plusieurs de ses cousins et de ses neveux. Il avait confisqué les biens de ceux qui s'étaient enfuis pour se dérober à sa tyrannie; et la plupart de ces proscrits se trouvaient à la suite de l'armée du pape. La manière dont il avait trompé les Français, en prenant leur argent avant la bataille du Garigliano, pour entrer à leur service, et manquant ensuite à ses engagements, avait excité le ressentiment de Louis XII : les Florentins, de leur côté, avaient été trompés par lui l'année précédente, et voyaient sa ruine avec plaisir. Mais Baglioni, qui avait sous ses ordres cent hommes d'armes et cent cinquante chevau-légers, et qui était maître de la ville la plus forte des États de l'Église, et de celle dont les habitants étaient les plus belliqueux, pouvait résister quelque temps par ses propres forces (2).

Cependant il aima mieux recourir à la protection des amis puissants qu'il avait dans le sacré collége et à la cour du pape. Le duc d'Urbin et tous ceux qui tenaient eux-mêmes quelque fief de l'Église, voyaient avec beaucoup d'inquiétude et de chagrin le pape entreprendre de dépouiller les plus puissants de leur ordre; ils cherchaient à calmer l'irritation de Jules II, en même temps qu'ils encourageaient Jean-Paul Baglioni à l'apaiser par une soumission apparente, qui lui servirait à gagner du temps. Ils se rendirent enfin envers lui garants de sa sûreté; et Baglioni, à leur persuasion, vint, le 8 septembre, trouver le pape à Orviéto, et se remettre entre ses mains (3). Jules II, touché de cette confiance, lui promit qu'il pourrait continuer à vivre à Pérouse, et y jouir de tous ses biens. Il le prit de plus à sa solde avec tous ses hommes

(1) *Macchiavelli, Legazione alla corte di Roma,* Lett. III, de Viterbe, 13 avril, p. 76. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 189.

(2) *Macchiavelli, Legazione,* Lett. VIII, p. 84.

(3) *Idem.,* Lett. des 8 et 9 septembre, p. 87, 88. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 189.

d'armes, pour son expédition de Bologne; mais il exigea que la garde des portes et des forteresses de Pérouse lui fût remise, afin de pouvoir réformer le gouvernement de cette ville, et lui rendre ses anciennes libertés (1).

Aussitôt après avoir signé cette convention, Jean-Paul Baglioni repartit pour Pérouse, afin de s'y préparer à recevoir le pape, qui voyageait plus lentement et visitait les châteaux du bord du lac. En effet, Jules II, dont le caractère ardent ne connaissait point de danger, entra le 13 septembre à Pérouse avec toute sa cour, sans s'être fait livrer les portes de la ville : il se confia ainsi à la discrétion d'un homme qu'il avait offensé, et à la bonne foi duquel ni lui ni personne ne croyait en Italie. Baglioni ne se saisit point, il est vrai, des otages qui s'étaient imprudemment remis entre ses mains; mais ce fut plutôt par manque de hardiesse ou de présence d'esprit, que par un scrupule qu'il ne connaissait pas (2). La ville, après son départ et celui du pape, qui prenait lentement le chemin de la Romagne, demeura quelque temps encore sous l'influence des partisans de Baglioni; enfin les citoyens, longtemps opprimés, commencèrent à reprendre la confiance dans les lois : la magistrature des Dix de balie que le tyran avait instituée, et par laquelle il maintenait son autorité, fut solennellement abolie, et Pérouse recommença à jouir, sous la protection de l'Église, des priviléges d'une ville libre (3).

Jules II mettait plus de zèle encore à opérer la même réforme dans Bologne. Jean Bentivoglio ne s'était assuré du pouvoir absolu qu'en écrasant toutes les familles puissantes, qui jusqu'alors avaient conservé du crédit dans sa patrie. Il avait quatre fils dont l'insolence était devenue insupportable à leurs concitoyens, et dont le luxe et les dépenses aggravaient la misère publique. Il ne cherchait plus à se concilier les cœurs par la clémence et la douceur, mais au contraire à les contenir par les armes, et à les effrayer par les supplices (4). Il se croyait affermi sur le trône par

(1) *Macchiavelli, Legaz.*, Lett. X, p. 88.

(2) Idem, *de' Discorsi*, Lib. I, cap. 27, p. 125. — Idem, *Legazione, alla corte di Roma*, Lett. del 13 settemb. di Perugia, p. 95. — *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 366.

(3) *Macchiavelli, Legaz.*, Lett. XXVII, Cesena, 4 ottobre, p. 122.

(4) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 363. — *Fr. Belcarii*, L. X, p. 292.

les alliances qu'il avait conclues avec tous ses voisins; mais lui-même leur avait enseigné à les sacrifier sans scrupule à un avantage immédiat. Les Florentins, malgré leur traité avec lui, avaient envoyé Macchiavel au pape, dès sa sortie de Rome, pour lui promettre de joindre leur gendarmerie à son armée. Le marquis de Mantoue, après avoir obtenu l'agrément de la France, avait aussi rangé ses troupes sous les enseignes pontificales; les Vénitiens avaient offert à Jules II de chasser eux-mêmes Bentivoglio de Bologne, pourvu qu'à ce prix Jules leur confirmât la possession de Faenza et de Rimini. La seule chose qui pût paraître douteuse était la coopération de la France, parce que si le roi l'avait promise au pape, d'autre part il avait solennellement promis à Bentivoglio de le défendre; et il lui en avait répété l'assurance depuis que Jules II était en marche avec son armée (1).

Mais l'impétuosité de Jules II effrayait ceux qui avaient à traiter avec lui. Le cardinal d'Amboise représenta au roi qu'en ne lui cédant pas dans cette occasion, il s'en ferait un ennemi acharné : Louis se dégagea de la protection qu'il avait promise à Bentivoglio, par un indigne subterfuge; il déclara qu'il s'était obligé à le défendre dans la possession de ses États, mais non pas dans celle des États de l'Église, et il donna ordre à M. de Chaumont, gouverneur du Milanez, de marcher contre Bologne avec six cents lances, trois mille fantassins suisses, et vingt-quatre pièces d'artillerie (2).

Jules II, averti de l'approche des Français, entra en Romagne par le duché d'Urbin, rétablissant la paix dans les villes qu'il traversait, les ramenant à l'obéissance de l'Église, et évitant cependant de mettre les pieds sur le territoire de Rimini ou de Faenza, pour ne pas sanctionner, même par un regard, l'occupation de ces principautés par les Vénitiens (3). A son arrivée à Forli, six ambassadeurs bolonais lui présentèrent les conditions auxquelles Bentivoglio était prêt à se soumettre : il voulait entre autres que le pape ne pût entrer dans Bologne qu'avec sa garde de deux cent

(1) *Macchiavelli, Seconda Legazione alla corte di Roma.*, Lett. I à XX, fine al 25 settemb., p. 64-109.

(2) *Macchiav., Legaz.*, L. XXVI, Césène. 3 octob., p. 119 et passim.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 366. — *Macchiav., Legaz.*, Lett. XXXV, XXXVI, XXXVII, du 16 au 21 octob., p. 135.

cinquante ou trois cents Suisses, et qu'il s'engageât à n'y pas demeurer au delà d'un temps déterminé. Mais ce n'était pas ainsi qu'il fallait traiter avec ce vieillard orgueilleux et irascible : au lieu de répondre à ces propositions, Jules II publia à Césène, le 10 octobre, une bulle contre Jean Bentivoglio et ses partisans, dans laquelle il les déclarait rebelles à la sainte Église; il abandonnait leurs biens au pillage, et leurs personnes à l'esclavage de qui les saisirait; il accordait indulgence plénière à qui les combattrait ou les tuerait; et aussitôt après il ordonna au député particulier de Bentivoglio de sortir au plus vite de tous les États de l'Église, le menaçant du dernier supplice, si jamais il retombait entre ses mains (1).

Le pape, arrivé à Imola le 20 octobre, s'y trouva à la tête d'une armée assez considérable, dont il donna le commandement au marquis de Mantoue. Indépendamment des quatre cents hommes d'armes avec lesquels il était parti de Rome, Jean-Paul Baglioni lui en conduisait cent cinquante; Marc-Antonio, Colonna, condottière des Florentins, en avait amené cent; le duc de Ferrare, cent; le marquis de Mantoue, deux cents chevau-légers, et il avait en outre cent Stradiotes venus du royaume de Naples, et plusieurs milliers de fantassins, levés dans le duché d'Urbin, la Toscane et la Romagne. D'autre part, le jour même où le marquis de Mantoue attaquait San-Piéro, premier château des Bolonais du côté d'Imola, M. de Chaumont, avec six cents lances françaises et trois mille Suisses, entrait à Castel-Franco, premier château des Bolonais du côté de Modène. Ainsi le pape avait réussi à faire attaquer celui de ses feudataires dont l'indépendance gênait le plus ses projets ambitieux, par ceux mêmes qui auraient eu le plus d'intérêt à le défendre (2).

Dans tous ses discours, dans toutes ses déclarations, Jean Bentivoglio avait jusqu'alors affecté un grand courage, et une ferme résolution de repousser la force par la force. Il avait en effet armé

(1) *Macchiavelli, Legaz.*, Lett. XXXI, ex Forli, 10 octob., p. 128. — *Bulla apud Raynaldum, Ann. eccles.*, 1506, §§ 25, 27, p. 41.

(2) *Macchiav., Legaz.*, Lett. XXXVIII, ex Imola, 22 octob., p. 140. — *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 367. — *Fr. Belcarii*, L. X, p. 294. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 283.

ses milices et fortifié sa capitale : mais il ne pouvait se résoudre à dépenser, pour se défendre, l'argent qu'il regardait comme sa dernière ressource, s'il perdait sa souveraineté. Il n'avait donc point fait de levées suffisantes ; d'ailleurs il communiquait sa défiance à ses sujets, en la laissant connaître, et il se faisait des ennemis de tous ceux à qui il demandait des sacrifices qu'il hésitait à faire lui-même. Cependant, comme ses voisins qui voulaient le sauver, ne cessaient de le flatter qu'ils emploieraient pour lui leur crédit, et comme M. de Chaumont l'assurait qu'il ne l'attaquerait point, Bentivoglio faisait encore bonne contenance. Mais, le 25 octobre, Chaumont lui fit signifier qu'il eût avant deux jours à se soumettre à tous les ordres du pape, s'il ne voulait pas perdre la protection de la France, et être immédiatement attaqué par lui. En même temps, pourvu qu'il obéît sans délai, Chaumont lui garantissait la jouissance de tous ses biens patrimoniaux, la liberté de vivre à Bologne en simple particulier avec ses enfants (1).

A la réception de cette sommation, Bentivoglio perdit toute espérance : il oublia ses protestations de constance inébranlable, et les sarcasmes avec lesquels il avait accueilli Pierre de Médicis, lorsque celui-ci abandonna sans combat la ville où il régnait. Ce prince, déjà âgé de soixante et dix ans, se rendit le 2 novembre au camp français, avec sa femme Genièvre Sforza, et tous ses enfants, pour implorer de M. de Chaumont de meilleures conditions; celui-ci fut assez peu généreux pour se faire payer douze mille ducats par le prince fugitif, afin de soutenir ses intérêts. Il convint ensuite avec le pape que Bentivoglio conserverait à Bologne la jouissance des immeubles dont il prouverait l'acquisition légitime, qu'il en retirerait librement son argent et ses meubles, et qu'il pourrait vivre en sûreté avec sa famille dans le duché de Milan (2).

Les Bolonais, au départ de Bentivoglio, envoyèrent de nouveaux ambassadeurs au pape, pour lui demander seulement l'absolution des censures ecclésiastiques, et la garantie que l'armée

(1) *Legazione di Micchiavelli,* Lett. XL, ex Imola, 26 octob., p. 145. — *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 367. — *Fr. Belcarii,* L. X, p. 294.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 367. — *Diarium Parisii de Grassis apud Raynald.,* 1506, § 29, p. 42. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 190.

française n'entrerait point dans leur ville. Jules II n'avait nullement l'intention d'y recevoir ces alliés dangereux ; il craignait doublement et l'indiscipline des soldats, et l'ambition du gouvernement, qui pourrait vouloir conserver quelques droits dans sa conquête. Déjà l'armée de Chaumont s'était avancée jusqu'au pied des murs, entre les portes de Saragosse et de San-Felice, et elle demandait à grands cris le pillage de cette ville si riche et si commerçante. Elle était rangée le long du canal qui amène les eaux du Réno à Bologne ; le pape permit aux Bolonais de fermer l'écluse de fer qui traverse ce canal au pied de leurs murs, et de le faire ainsi refluer sur la campagne où les Français s'étaient établis. Ceux-ci, chassés par l'inondation, se retirèrent en tumulte au pont de Réno, laissant dans la boue une partie de leur artillerie et de leurs équipages. Le pape congédia ensuite M. de Chaumont, en lui faisant un présent de huit mille ducats, et lui en donnant dix mille à distribuer à son armée. Il y joignit la promesse d'accorder un chapeau de cardinal à son frère, l'évêque d'Alby. Puis, le 11 novembre, jour de Saint-Martin, il fit en grande pompe son entrée à Bologne ; il conserva à la ville ses priviléges et son administration républicaine, mais en changeant sa constitution ; seize magistrats avaient jusqu'alors gouverné Bologne ; il en exclut trois de la seigneurie, savoir, Jean Bentivoglio, et deux de ses plus zélés partisans ; il fit entrer les treize autres dans un nouveau sénat, qu'il composa de quarante membres, et auquel il confia toute l'autorité. Dès lors, et jusqu'à ces derniers temps, l'oligarchie des quarante de Bologne a administré cette province avec plusieurs prérogatives qui rappelaient sa liberté et son ancienne indépendance. Leur situation en opposition avec la cour de Rome, faisait d'eux, en dépit de l'esprit étroit d'une aristocratie héréditaire, les vrais représentants du peuple, et les défenseurs constants de ses priviléges. Aussi réussirent-ils à faire fleurir dans leur ville les arts et le commerce bannis du reste des États de l'Église : mais dès cette époque Bologne cessa de compter en Italie comme un État indépendant ; et elle ne secoua plus qu'une seule fois et pour un court intervalle de temps le joug que lui avait imposé Jules II (1).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 368. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 191. — *Ist. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 214. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VII, p. 144.

Aucun autre mouvement militaire ne troubla l'Italie pendant cette année; les Florentins épuisés par la guerre de Pise, l'étaient encore au printemps de l'année 1505, par l'extrême cherté des blés. Ils y avaient pourvu avec leur générosité ordinaire, sans renvoyer même les pauvres étrangers qui accouraient en foule dans leur ville, pour avoir part aux charités publiques (1); mais ils ne tentèrent point dans cette campagne d'expédition contre Pise, et ils ne ravagèrent point le territoire de cette ville. Ils avaient aussi renouvelé pour trois ans, au mois d'avril 1506, leur trève avec Pandolfe Pétrucci et les Siennois, renonçant pour aussi longtemps à faire valoir leurs droits sur Montépulciano, et s'engageant même à ne point accepter cette bourgade, si elle offrait de se donner à eux. Ils avaient préféré faire cet accord avec un voisin dont ils se défiaient, mais qu'ils ne redoutaient pas, au danger d'appeler en Toscane un allié qui s'y serait conduit en maître; et ils avaient refusé les offres du roi de France, qui leur proposait d'envoyer contre Pandolfe Pétrucci cinq cents lances et deux mille Suisses, à entretenir à frais communs (2).

Le repos dont jouissait l'Italie, redoublait l'attention qu'elle accordait aux démarches de Ferdinand le Catholique, devenu l'un de ses plus puissants souverains. Ce monarque s'était embarqué à Barcelone le 4 septembre, et il était venu mouiller avec une flotte de cinquante voiles, d'abord en Provence, et ensuite à Gênes, où il fut reçu avec de grands honneurs : retenu peu après par les vents devant Portofino, dans la rivière de Levant, il y reçut la nouvelle inattendue de la mort de son gendre Philippe Ier, survenue à Burgos le 25 septembre 1506, après une courte maladie. Ce prince, qui avait paru si empressé de régner, et qui avait en quelque sorte forcé son beau-père à s'exiler, pour occuper son trône, n'en avait pas joui plus de trois mois. Les uns attribuaient sa mort à un exercice immodéré; d'autres à une maladie épidémique; d'autres à l'intempérance à laquelle il s'était accoutumé en Flandre, et qui était devenue plus dangereuse dans un climat si

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. IV, p. 173. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 276. — *Giov. Cambi,* T. XXI, p. 209.

(2) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 186. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 282.

différent du sien. Plusieurs enfin, qui savaient avec quel regret Ferdinand lui avait cédé la Castille, soupçonnaient un empoisonnement (1). Ferdinand cependant, au lieu de retourner sur ses pas, pour se ressaisir en hâte des rênes d'un gouvernement qu'il avait abandonnées avec tant de répugnance, continua son voyage vers Naples. Il arriva le 18 octobre à Gaëte; mais il s'arrêta dans cette ville ou à Portici jusqu'au 1er novembre, jour qu'il avait fixé pour faire son entrée à Naples. Gonzalve de Cordoue, qu'on savait avoir excité si vivement sa jalousie, et qu'on avait averti de ne point se mettre entre ses mains, n'hésita pas à monter sur sa galère, et à se confier entièrement à lui (2). Ferdinand, reçu avec enthousiasme par les Napolitains, et accueilli avec les fêtes les plus brillantes, fit partager tous ces honneurs au grand capitaine qui lui avait gagné ce royaume. Il voulut que Gonzalve seul lui présentât toute la noblesse de Naples, et tous ceux qui méritaient ses faveurs; il l'entoura de distinctions et de gloire; il lui confirma la possession du duché de Sant-Angelo, de ses biens dans le royaume de Naples, qui rapportaient vingt mille ducats de rente, et il y joignit l'office de grand connétable du royaume : mais il était bien décidé à ne pas le laisser à Naples après lui; et il lui faisait espérer la grande maîtrise de l'ordre de Saint-Jacques de Compostelle, pour le dédommager des honneurs et de la puissance auxquels Gonzalve de Cordoue devait renoncer en quittant l'Italie pour l'Espagne (3). L'Europe, qui connaissait la foi de Ferdinand le Catholique, ne vit pas sans un sentiment de deuil le grand homme qui avait si longtemps captivé son attention, repartir au bout de cinq mois avec son maître, pour rentrer dans l'obscurité.

(1) *Macchiavelli, Legazione à Roma*, Lett. XXIV, ex Cesena, 6 octobris, T. VII, p. 125. — *Jo. Mariana, Ist. de las Espanas*, T. II, p. 225. — *Pauli Jovii Epitome Hist.*, L. IX, p. 156. — Ejusd. *Vita magni Gonsalvi*, L. III, p. 251. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. I, f. 53.

(2) Guicciardini assure que Gonzalve alla au-devant de Ferdinand, jusqu'à Gênes. Giovio, dans la vie de Gonzalve, indique qu'il l'attendait au cap de Misène.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 368. — *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi*, L. III, p. 251. — *Belcarii Comm.*, L. X, p. 294. — *Macchiavelli, Legazione*, Lett. XXIII, ex Urbino, 28 sep., p. 113. — *Summonte, Ist. di Napoli*, L. VI, c. V, T. IV, p. 4. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 190. — *Ist. di Giovi Cambi*, T. XXI, p. 213. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VII, p. 143.

CHAPITRE VI.

SOULÈVEMENT DE GÊNES, ET SA PUNITION PAR LOUIS XII ; ENTREVUE DE CE MONARQUE AVEC FERDINAND LE CATHOLIQUE ; MAXIMILIEN MENACE LA FRANCE ; IL ATTAQUE LES VÉNITIENS, PUIS FAIT LA PAIX AVEC EUX ; DÉTRESSE DE PISE ET SA SOUMISSION AUX FLORENTINS. — 1506 A 1509.

Il n'y avait eu dans l'histoire d'Italie, peut-être point de période pendant laquelle Gênes eût moins attiré l'attention des autres peuples, et eût moins éprouvé de convulsions intestines que celle que nous venons de parcourir. La république, il est vrai, n'était plus libre ; elle n'avait plus une volonté à elle ; elle ne se décidait plus par ses propres délibérations sur le parti qu'elle embrasserait. Gênes, que la violence de ses révolutions avait jetée sous la domination des Sforza, avait ensuite passé sous l'autorité du roi de France, comme si elle eût fait partie du duché de Milan. C'était cependant par une capitulation volontaire, qu'elle avait accordé au souverain de Lombardie à peu près les mêmes prérogatives qu'exerçait auparavant son propre doge. Cette capitulation subsistait toujours entre elle et la France; et quoique la liberté ne fût plus entière, quoique toute énergie publique eût diminué dans la même proportion que les droits des citoyens, quoique cette cité n'eût plus de flottes qui dominassent la Méditerranée, plus d'armées qui disputassent l'empire de l'Italie, plus de trésor qui pût soudoyer les puissances étrangères, plus de commerce enfin qui pût rivaliser avec celui de Venise, ou seulement de Florence, cependant son administration était encore républicaine, la constitution était demeurée à peu près sur ses antiques bases, et la sûreté des personnes et des propriétés était passablement garantie.

Les factions qui, peu d'années auparavant, avaient acquis à Gênes une puissance si redoutable, se sentaient contenues par la crainte qu'inspirait le monarque; elles ne répandaient plus de sang, elles ne se disputaient plus l'autorité les armes à la main. La loi avait partagé les magistratures par égales parts entre les nobles et les plébéiens; et les uns et les autres s'étaient longtemps contentés de ce partage. Mais depuis qu'un gouverneur français tenait à Gênes la place du doge, ce gouverneur, toujours orgueilleux de sa propre naissance, avait montré une préférence marquée à la noblesse du pays qu'il administrait. Il ne recevait qu'elle dans sa société, il lui accordait l'avantage dans toutes les contestations; et lors même qu'il faisait exécuter entre elle et le peuple la lettre des capitulations, il s'étonnait que des *gens de rien* eussent osé dicter des lois à des *gens de qualité*.

La noblesse génoise, profitant de la faveur du gouverneur, avait pris avec les classes inférieures un ton d'insolence qu'elle ne s'était jamais permis aussi longtemps que le doge, selon les anciennes lois de l'État, avait été tiré exclusivement de l'ordre plébéien. En même temps, sacrifiant toute autre considération à ses jouissances personnelles, elle avait complétement abandonné le soin de l'indépendance de la patrie, et dans toute contestation, elle embrassait toujours l'intérêt du maître étranger qui dominait sur la république (1).

L'opposition entre l'intérêt public des citoyens, et l'intérêt de courtisan qui animait les nobles, se manifesta lorsque les Pisans en 1504 voulurent se donner aux Génois, et sollicitèrent avec les plus vives instances comme une faveur, ce que dans un autre temps les Génois auraient regardé comme le plus brillant avantage pour leur patrie. Tout le parti populaire témoigna son empressement pour accepter cette proposition; la noblesse, au contraire, connaissant les intentions de la cour, s'y opposa avec une extrême obstination (2). Celui parmi elle qui mit le plus de zèle à déjouer le vœu commun de ses concitoyens, fut Jean-Louis de Fieschi, le plus riche à cette époque de tous les membres de la noblesse, et celui qui pouvait compter sur les clients les plus nom-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 370.
(2) *Petri Bizarri senatus populique Genuens. Hist.*, L. XVII, p. 412.

breux : car d'un côté il possédait dans la rivière de Levant des fiefs considérables ; de l'autre il tenait, des bontés du roi, des gouvernements importants dans la rivière de Ponant. Jean-Louis de Fieschi s'opposait à l'acquisition de Pise, parce qu'il voulait tenir la république de Gênes dans un état de faiblesse, pour y fonder avec moins d'obstacle le crédit de sa famille ; parce qu'il voulait plaire à Louis XII, jaloux de tout accroissement de puissance des Génois ; enfin parce qu'il ménageait les Florentins ; et l'opinion publique à Gênes l'accusait même d'avoir été gagné par eux à prix d'argent (1). Mais le discours par lequel il chercha à faire prévaloir son opinion indique l'affaiblissement étrange de la république : sa population, dit-il, n'était plus composée, au lieu de matelots et de soldats, que de tisserands et de manufacturiers ; en sorte qu'elle trouvait avec peine de quoi armer deux ou trois galères pour la garde du port, tandis qu'elle n'avait point de trésor, et ne voulait ou ne pouvait point supporter d'imposition extraordinaire (2).

L'irritation du peuple contre la noblesse alla toujours croissant depuis cette contestation sur l'acquisition de Pise. Les plébéiens l'accusèrent dès lors d'avoir sacrifié l'honneur de la patrie aux avantages personnels qu'elle attendait de la cour. D'ailleurs à cette époque le nom de noblesse était restreint à Gênes aux seuls descendants des quatre puissantes familles qui avaient pendant un siècle exercé la souveraineté dans cette république, tandis que les descendants de ceux qui, avant le treizième siècle, avaient partagé l'administration avec les Doria et les Spinola, les Fieschi et les Grimaldi, ou de ceux qui s'étaient élevés depuis l'an 1339, étaient également confondus sous le nom de peuple. Ce dernier ordre égalait celui des nobles en richesses et en talents, et ne se croyait pas même inférieur en naissance. Les uns comme les autres se vouaient au commerce, qui inspire des sentiments d'égalité ; et lorsque les nobles commencèrent à s'armer de poignards sur le manche desquels ils avaient fait écrire *châtie-vilain* (*castiga-vilano*), les plébéiens, qui se sentaient en même temps menacés

(1) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 681.
(2) *Idem*, p. 682.

et outragés par tant d'insolence, jurèrent de se venger d'un mépris si peu mérité (1).

Chaque jour quelque gentilhomme insultait quelque citoyen de l'ordre du peuple; mais celui-ci ne pouvait espérer de redressement; parce que la moitié de tous les tribunaux et de tous les conseils était composée de nobles déterminés à soustraire leurs consorts à toute punition, et parce que le gouverneur royal était toujours prêt à les seconder. Aussi après chaque outrage, après chaque acte de violence, le peuple se réunissait-il toujours pour demander que, puisque les familles de l'ordre populaire, illustres, riches et dès longtemps en possession du gouvernement, étaient deux fois plus nombreuses que celles des nobles, elles obtinssent aussi les deux tiers des emplois publics. Cette demande présentée à plusieurs reprises, était repoussée avec indignation par les nobles, et éludée par le gouverneur. Mais celui-ci commençait à devenir inquiet de la fermentation universelle : pour la calmer il se fit la règle de punir également de l'exil l'offenseur et l'offensé, toutes les fois qu'un noble faisait injure à un homme du peuple, afin de les soustraire tous deux aux yeux des factieux qu'ils pouvaient aigrir.

Cette conduite retarda quelque temps une explosion qui paraissait inévitable; elle ne put toutefois l'empêcher. Une querelle survenue dans un marché, pour l'occasion la plus futile, entre Visconti Doria, gentilhomme d'ailleurs universellement estimé, mais orgueilleux et irascible comme ses pareils, et un homme du peuple (2), fut immédiatement suivie d'une prise d'armes. Paul-

(1) Jean d'Anton, Histoire de Louis XII, Ann. 1506, p. 47. — Observations sur les Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 329. — *Uberti Folietæ*, L. XII, p. 687. — *Ag. Giustiani, Ann. di Gen.*, L. VI, f. 258.

(2) « Là feut un nommé Guillon, de ceux du peuple, dit Jean d'Anton, historien » français contemporain, lequel marchandoit à quelqu'un qui là estoit, des poti- » rons, que les aulcuns appellent champignons, et iceux voulut emporter ; ce que » vouloit aussi le vicomte Doria, gentilhomme, et meit la main au pannier où es- » toient lesdits potirons. Celui Guillon, qui encore ne les avoit payés, les voulut » emporter, disant que premier les avoit marchandés, et qu'il les auroit; et voyant » cela, ledit gentilhomme donne un grand coup de poing au travers du visage du- » dit Guillon, en disant : — Emporte cela, villain, et j'emporterai les potirons. — » Et de fait tira une dague qu'il avoit, et voulut frapper ledit Guillon, qui tantost » quitta le gaige, et comme oultragé d'avoir été battu, tout plein d'ire et de cour-

Baptiste Giustiniani et Emmanuel Canali, tous deux de l'ordre du peuple, quoique de familles illustres, se mirent à la tête du soulèvement (18 juillet). Visconti Doria fut tué; un autre Doria, et quelques nobles encore furent blessés, et Roccabertino, lieutenant du roi, ne réussit à apaiser le tumulte qu'en promettant que désormais l'ordre du peuple aurait deux parts dans les élections, et la noblesse la troisième. La proposition en fut portée le lendemain au conseil souverain, et y reçut force de loi (1).

Mais tandis que la victoire était due à un soulèvement de tout le peuple, les familles illustres de l'ordre populaire paraissaient avoir voulu s'en réserver les fruits à elles seules : bientôt elles ne furent plus maîtresses des classes inférieures qu'elles avaient mises en mouvement. Trois jours après qu'on eut porté la loi qui changeait le partage des honneurs publics, la populace, soulevée de nouveau, vint attaquer les maisons des nobles, et les livrer au pillage. Les chefs de l'ordre populaire opposèrent autant de résistance qu'ils purent à ce tumulte anarchique: les nobles s'enfuirent, et implorèrent contre leur patrie, l'assistance des étrangers (2).

Les nobles génois, fugitifs, se donnèrent rendez-vous à Asti, et s'y rassemblèrent auprès de Philippe de Ravestein, que Louis XII avait nommé gouverneur de Gênes, pour que le haut rang de ce seigneur, et le souvenir de l'autorité qu'il avait déjà exercée dans cette ville, pliassent plus facilement tous les citoyens à l'obéissance. Mais tandis que Jean-Louis de Fieschi, et tous les gentilshommes fugitifs, s'étaient rangés autour de Ravestein, des ambassadeurs de la république arrivèrent auprès de lui, pour justifier la conduite de leurs concitoyens, et assurer le gouverneur de leur soumission. Ravestein fit son entrée à Gênes le 15 août, entouré

» roux commence à crier : *Pople! pople!* sur les gentilshommes, dont tout à coup » se meut le peuple.... Si qu'en moins d'une heure, plus de dix mille villains furent » armés par les rues. » Jean d'Anton, Histoire de Louis XII, p. 47.—Observations sur les Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 330.—*Ag. Giustiniani*, L. VI, f. 259.

(1) *Uberti Folietæ*, L. XII, p. 690. — *P. Bizarri Hist. Gen.*, L. XVIII, p. 414. — *Fr. Guicciardini Hist.*, L. VII, p. 371. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.*, L. X, p. 296.—*Ag. Giustiniani Ann.*, L. VI, f. 260.

(2) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 691.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 192.

de troupes, et précédé par les magistrats à pied. Il cherchait à inspirer de la terreur; il excita plutôt de la défiance et du ressentiment. L'aristocratie bourgeoise, qui avait commencé la révolution, craignait de se compromettre vis-à-vis de lui, et redoutait d'autre part la rivalité des classes inférieures : mais celles-ci, par leur vigueur, firent comprendre à Ravestein le danger de provoquer une ville puissante, que le moindre abus d'autorité pourrait pousser à la révolte. Le gouverneur obligea Jean-Louis de Fieschi à sortir de Gênes; il permit la création des magistrats d'après le décret qui faisait un nouveau partage des honneurs publics, et il ne s'opposa point à ce que le peuple créât en même temps huit tribuns destinés à être ses protecteurs (1).

La même cause qui se plaidait devant Ravestein, se plaidait aussi devant Louis XII, à qui la république avait envoyé le jurisconsulte Nicolas Odérici, comme ambassadeur, pour défendre les prétentions du peuple. L'accusation cependant par laquelle les nobles avaient le plus cherché à irriter le roi, fut justement celle qui lui fit sentir le besoin de la modération. Ils avaient représenté leurs adversaires comme délibérant déjà s'ils ne soumettraient point la république à tout autre prince étranger.

A cette époque, Philippe Ier, roi de Castille, vivait encore; et Louis XII, qui le voyait marcher rapidement à cette puissance qu'atteignit ensuite Charles-Quint, avait conçu de lui une extrême défiance. Pour ne pas lui donner une occasion de prendre pied à Gênes, Louis consentit à sanctionner lui-même le décret qui avait réduit les nobles au tiers des honneurs publics : mais il y mit pour condition, que tous les fiefs de Jean-Louis Fieschi dans la rivière de Levant lui seraient rendus. Pendant la durée des troubles, le parti populaire les avait attaqués, et les avait conquis pour la plupart. Michel Rizio, jurisconsulte, et émigré napolitain, fut chargé d'apporter ce décret, et de le mettre à exécution (2).

(1) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 692. — *Petri Bizarri S. P. Q. Gen. Hist.*, L. XVIII, p. 415.—*Fr. Guicciardini*, L. VII. p. 371. — *Ag. Giustiniani*, L. VI, f. 260 v.

(2) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 693. — *P. Bizarri Hist. Genuens.*, L. XVIII, p. 416. — *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 372. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.*, L. X, p. 296.

Les hommes marquants du parti populaire étaient contents, et n'en demandaient pas davantage : le peuple, et les tribuns qu'il s'était choisis, ne l'étaient point encore; ils s'écriaient qu'en rappelant à Gênes un gentilhomme orgueilleux, vindicatif, et qui avait abjuré sa patrie pour se vendre à la cour; qu'en lui rendant des fiefs qui mettaient sous ses ordres des milliers de vassaux et les meilleures forteresses de la Ligurie, on ne pouvait trouver aucune garantie dans les lois qu'il avait si souvent violées. Ils voulaient bien admettre de nouveau dans leurs murs Jean-Louis de Fieschi, mais sous condition que ses fiefs fussent gouvernés par les lois communes, et soumis aux magistrats de la république. On a souvent reproché à tous les réformateurs de ne pas savoir s'arrêter dans leurs réformes : le reproche est fondé en effet ; en voulant aller toujours plus avant, ils compromettent ce qu'ils ont déjà acquis, et ils arrivent souvent à perdre un avantage certain, pour avoir voulu en obtenir un autre dont on aurait pu se passer sans regrets. Mais il ne faut point oublier quel est l'état de la législation, quel est l'ordre public, dans les pays où ces réformes s'entreprennent : de toutes parts on ne voit qu'abus, qu'usurpations et que souffrances. Les réformateurs ont presque toujours les plus justes motifs pour détruire ce qu'ils attaquent, encore qu'ils eussent fait preuve de plus de prudence et de modération, s'ils avaient su conserver une partie de l'édifice et en profiter, pendant qu'ils renouvelaient l'autre. On les juge ensuite avec sévérité sur les institutions par lesquelles ils remplacent ce qu'ils abolissent : mais elles n'ont pour elles ni l'appui de l'expérience, qui supplée au raisonnement, ni la sanction du préjugé, qui dispense de la connaissance. La force d'énergie conserve encore longtemps le mouvement acquis d'une mauvaise machine ; cette même force arrête longtemps aussi le mouvement qu'on veut donner à une machine bien supérieure, mais qui n'a point encore joué.

Il était sans doute fort dangereux pour la république de laisser entre les mains de Jean Louis de Fieschi, ennemi déclaré de l'ordre populaire, la moitié des lieux forts dans les deux rivières, et ceux particulièrement d'où la ville tirait sa nourriture; en sorte que ce citoyen pouvait sous l'ombre de la paix, tenir sa patrie comme assiégée. Cependant les hommes prudents auraient voulu qu'on se soumît à cet inconvénient, plutôt que de s'exposer au danger

bien plus grave de rejeter l'arrangement proposé par le roi : le peuple, au contraire, loin de vouloir rendre à son ennemi des fiefs auxquels il n'avait d'autre titre que celui d'une ancienne usurpation, résolut de recouvrer un autre fief également enlevé à la république par une autre famille noble, celui de Monaco, dont Lucien Grimaldi s'était emparé, et dont il avait fait, sous la protection d'un château extrêmement fort, un refuge pour les pirates armés contre le commerce de Gênes. Les tribuns du peuple firent venir de Pise Tarlatino, qui avait défendu cette ville avec tant de bravoure, et qui s'y sentait inutile cette année, parce que les Florentins avaient suspendu leurs attaques. Les tribuns mirent sous ses ordres deux mille hommes, avec deux galères et quelques petits vaisseaux; et ils le chargèrent, à la fin de septembre, de l'attaque de Monaco (1).

Ravestein, irrité de ce manque d'égards, quitta, le 25 octobre, une ville où l'autorité royale n'était plus respectée. D'ailleurs, la jalousie de M. de Chaumont, neveu du cardinal d'Amboise et gouverneur de Milan, et celle du lieutenant du roi Roccabertino, qui avait commandé en son absence, rendaient sa situation difficile et désagréable. De nouveaux émigrés de la noblesse avaient recouru à la protection de Louis XII; et celui-ci, délivré par la mort de Philippe I[er], roi de Castille, des craintes qu'il avait conçues pour l'Italie, résolut de rétablir à force ouverte son autorité dans Gênes, d'y conduire lui-même son armée, pour ne pas s'exposer aux échecs que le partage de l'autorité avait causés précédemment à ses lieutenants, et de profiter de cette expédition pour avoir ensuite, avec le pape, à Bologne, sur les affaires de Venise, une conférence que Jules II sollicitait depuis longtemps (2).

[1507.] Tandis que Louis XII rassemblait ses troupes pour son expédition d'Italie, il donna ordre au commandant du Castelletto de Gênes, et à M. de Chaumont, de traiter les Génois en ennemis.

(1) *Uberti Folietæ,* L. XII, p. 694. — *P. Bizarro,* L. XVIII, p. 416. — *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 373. — *Jacopo Arrosti, Chroniche di Pisa in archivio Pisano,* f. 228 v. — *Ag. Giustiniani,* L. VI, p. 261.

(2) *P. Bizarri Genuens. Hist.,* L. XVIII, p. 417. — *Uberti Folietæ,* L. XII, p. 696. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. X. p. 296. — *Ag. Giustiniani.,* L. VI, f. 262.

Le premier, homme cruel et avide, saisit avec empressement l'occasion qui s'offrait à lui de faire du mal. Une fête avait attiré à l'église de Saint-François, attenante au Castelletto, une congrégation nombreuse : le commandant, sans avoir dénoncé auparavant le commencement des hostilités, s'empara des portes de cette église; et après en avoir fait sortir les gentilshommes et les femmes, il jeta dans des cachots tous les citoyens qui s'y trouvaient, et ne leur rendit ensuite leur liberté que moyennant une rançon de dix mille florins. Immédiatement après, il commença à bombarder et la ville et le port; il coula à fond plusieurs vaisseaux, et il détruisit plusieurs maisons, où l'on était loin de se tenir en garde contre une violence semblable. En même temps Roccabertino quitta une ville qu'il regardait comme rebelle, quoique l'étendard royal continuât longtemps encore à flotter sur le prétoire. M. de Chaumont interdit tout commerce aux Génois avec la Lombardie, et leur refusa les blés qu'ils étaient dans l'usage d'en tirer, et Ives d'Allègre s'achemina vers Monaco, pour forcer Tarlatino à en lever le siége (1).

Charles-Dominique de Carretto, cardinal de Finale, pressait cependant les Génois, ses compatriotes, de se pacifier avec le roi, pour ne pas le provoquer à diriger toutes ses forces contre eux, dans un temps où ils se voyaient sans alliés; il leur offrait sa médiation, et il répondait de conserver encore à la ville et au parti populaire tous les avantages que leur assuraient les traités. Mais les Génois ne se croyaient point si délaissés qu'ils l'étaient réellement. Ils avaient recouru à l'assistance du pape, qui, né à Savone, était leur compatriote, et qui par sa famille tenait au parti populaire. Jules II avait en effet écrit au roi avec beaucoup de chaleur en faveur de sa patrie; et comme ses sollicitations étaient demeurées sans effet, il avait quitté Bologne avec dépit, le 22 février, pour retourner à Rome, rendant ainsi impossible la conférence que le roi s'était proposé d'avoir avec lui en Italie, et témoignant même d'autant plus d'empressement à partir, que le cardinal d'Amboise employait plus d'instances pour le faire rester (2).

(1) *P. Bizarro*, L. XVIII, p. 417. — *Uberti Folietæ*, L. XII, p. 698 —*Fr. Guicciardini,* Lib. VII, p. 374.—*Ag. Giustiniani,* Lib. VI, p. 262 v.

(2) *Uberti Folietæ*, L. XII, p. 697. — *P. Bizarro*, L. XVIII, p. 417. —

Les Génois avaient aussi été écoutés favorablement par l'empereur Maximilien, dont ils avaient imploré la protection. Ce monarque, toujours empressé de tout entreprendre, toujours incapable de suivre aucun de ses projets, compromettant sans cesse la dignité impériale par son ardeur à faire revivre des droits de l'Empire dès longtemps tombés en désuétude, et par la faiblesse et l'inconséquence avec lesquelles il les abandonnait ensuite, écrivit à Louis XII avec chaleur, pour lui recommander les Génois ; il lui rappela qu'ils relevaient de la chambre impériale, et qu'ils avaient droit à sa protection, et il offrit cependant sa médiation pour rétablir la paix. Cette lettre excita vivement la jalousie de Louis XII; il la considéra comme une preuve de la défection de Gênes, qui secouait déjà son autorité, pour se ranger sous celle de l'Empereur. Cependant il avait acquis une assez longue expérience du caractère de Maximilien pour se croire assuré qu'aucun effet ne suivrait ses paroles; et la lettre qu'il avait reçue de lui ne servit qu'à presser son expédition (1).

Les vaines espérances dont Maximilien avait entretenu les Génois, les déterminèrent enfin à secouer absolument le joug de l'autorité française, qu'ils avaient reconnue jusqu'alors. Ils nommèrent un doge, ce qui était en même temps proclamer leur indépendance; et comme les familles illustres de l'ordre populaire se tenaient à l'écart, soit par crainte du ressentiment du roi, soit par jalousie des classes inférieures qui s'étaient mises en mouvement, ils conférèrent, le 15 mars, cette haute dignité à Paul de Novi, directeur d'un atelier pour la teinture de la soie, homme sans distinction de naissance, et probablement sans fortune, mais qui joignait à beaucoup de force de caractère et d'intégrité, une aptitude aux affaires et un courage, dignes de circonstances plus heureuses (2).

Fr. Guicciardini, L. VII, p. 374. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 192. — *Parisius a Grassis in Itinere Julii II, apud Rayn. Annal. eccles.*, 1507, §. 1, T. XX, p. 48.

(1) *Uberti Folietæ Hist.*, L. XII, p. 699. — *Petri Bizarri Genuens. Hist.*, L. XVIII, p. 418.

(2) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 699. — *P. Bizarri Hist. Genuens.*, L. XVIII, p. 417. — *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 375. — *Ag. Giustiniani.*, L. VI, f. 268.

Les premiers actes de son administration semblaient promettre des succès. Trois mille fantassins et un escadron de cavalerie, commandés par Jérôme, fils de Jean-Louis de Fieschi, et par son cousin Emmanuel, s'avançaient vers Rapallo et Recco, pour recouvrer la possession de ces deux villes du domaine des Fieschi : Paul de Novi les fit attaquer dans leur route, et les mit en fuite. Orlandino de Fieschi, qui cherchait à pénétrer dans les mêmes fiefs par un autre chemin, fut repoussé et mis en déroute. Le Castellaccio, vieille forteresse, dans la partie la plus élevée des murs, où les Français n'avaient qu'une très-petite garnison, fut forcé à se rendre : un fort nouveau fut élevé sur le promontoire de la Lanterne, pour couper le chemin aux assaillants ; et le siége du Castelletto fut commencé, tandis qu'on eut soin d'enlever tous les vivres et tous les fourrages dans la vallée de la Polsévéra, pour que l'armée française ne pût pas s'y maintenir (1).

Mais aucune combinaison militaire ne peut avoir un résultat assuré, lorsque l'exécution en est confiée à des milices nouvellement levées. L'enthousiasme soutient momentanément leur courage; puis tout à coup il fait place à des terreurs paniques, que rien n'aurait dû faire prévoir. L'imagination, qui dans le soldat est en partie subjuguée par la discipline, demeure toujours le plus puissant mobile de la multitude. Louis XII, qui avait rassemblé son armée à Asti, s'avançait vers le milieu d'avril, par Borgo de' Fornari et Serravalle. Comme le pays où il voulait porter la guerre n'était pas propre à la cavalerie, il n'avait avec lui que huit cents cavaliers pesamment armés, et quinze cents chevau-légers ; mais il les faisait suivre par six mille Suisses et six mille fantassins français. Paul de Novi avait eu soin de les arrêter aux premières gorges des montagnes; il avait fait occuper le défilé le plus important par six cents fantassins génois : un nombre supérieur aurait été inutile dans ce passage étroit, et la moindre résistance semblait suffisante pour y arrêter l'ennemi. Toutefois, le 26 avril, les Génois, à la vue de la nombreuse armée française qui allait les attaquer, furent frappés de terreur : ils prirent tout à coup honteusement la fuite, sans même avoir tenté de combat; ils

(1) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 700. — *Fr. Belc. Comm. Rer. Gallic.*, L. X, p. 297.

abandonnèrent sans résistance tout le passage des montagnes aux Français, et ils rentrèrent dans Gênes, où ils furent suivis par toute la multitude des habitants de la Polsévéra, qui cherchait à se mettre à l'abri du pillage avec ses meubles et ses troupeaux (1).

Une égale terreur saisit les habitants de Gênes, à l'arrivée de cette troupe fugitive. L'armée du roi avait déjà pénétré dans la vallée de la Polsévéra; les redoutables montagnes, vraies fortifications de Gênes, étaient forcées, et l'enceinte de ses murailles n'inspirait plus de confiance aux habitants. Chacun s'attendait déjà au pillage, et ne s'occupait plus qu'à cacher ce qu'il avait de plus précieux; souvent, se défiant de sa mauvaise fortune, l'habitant croyait la maison d'un autre plus assurée que la sienne, et il confiait ses richesses à son voisin, non moins tremblant que lui. Cependant les bourgeois faisaient sur leurs toits des provisions de pierres, de dards, et de projectiles, comme si c'était leurs maisons qu'il s'agissait de défendre, et non les murs de leur cité. Ces murs étaient abandonnés, et Paul de Novi se voyait réduit à faire barricader les rues, après avoir logé les fugitifs de la Polsévéra dans les maisons des nobles absents, et à préparer la résistance dans la ville même puisqu'il ne pouvait engager ses concitoyens à défendre vaillamment son enceinte (2).

Néanmoins quelque ordre fut rétabli dans Gênes, avant que les Français pussent arriver jusque devant ses portes. Tarlatino, qui avait été rappelé du siége de Monaco, n'avait pu rentrer dans la ville : un corps ennemi lui coupait le passage par terre, et des vents contraires lui fermaient la voie de la mer; mais son lieutenant, Jacob Corso, fut chargé de défendre le promontoire qui couvre le port : huit mille hommes de milice sortirent avec lui de la ville le 27 avril, et occupèrent la hauteur de Belvédère, au-dessous du château. Les Français, qui étaient en bataille à Rivarolo, les attaquèrent, et furent repoussés avec assez de perte, jusqu'au moment où Chaumont, ayant pu faire approcher deux pièces de

(1) *Uberti Folietæ,* L. XII, p. 701.—*P. Bizarri S. P. Q. Gen. Hist.*, L. XVIII, p. 418.—*Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 376.—*Fr. Belc. Comm.* L. X, p. 298.—*Ag. Giustiniani,* L. VI, f. 263.

(2) *Uberti Folietæ,* Lib. XII, p. 701. — *Ag. Giustiniani,* Lib. VI, f. 263 v.

canon, prit de flanc les Génois, et les força à se retirer. Comme ils regagnaient la montagne derrière eux, la garnison qui devait défendre le nouveau fort de la Lanterne et son promontoire, craignit de se trouver coupée, et s'enfuit lâchement, sans attendre l'ennemi. La troupe qui venait de combattre, ne pouvant plus rentrer dans la ville par le Belvédère et la Lanterne, fut obligée de regagner à vau de route les hauteurs, par des chemins escarpés où elle perdit beaucoup de monde (1).

Les Génois, consternés par ce second échec, envoyèrent au roi Stéfano Giustiniani et Battista Rapallo, pour offrir de capituler. Le cardinal d'Amboise leur déclara que Louis était résolu à ne les recevoir qu'à discrétion; que cependant il voulait bien promettre qu'il respecterait les propriétés privées. Pendant qu'on négociait, une troupe nombreuse qui voyait avec douleur la honte que cette capitulation préparait à sa patrie, descendit par les hauteurs de Castellaccio, vers Belvédère, pour tâcher de reprendre cette redoute; mais, après un combat de trois heures, soutenu avec beaucoup de valeur, elle fut obligée de renoncer à son entreprise. Après cette tentative, les magistrats envoyèrent de nouveaux députés à Louis, chargés d'accepter toutes les conditions qu'il voudrait imposer; tandis que le doge, Paul de Novi, et tous ceux qui avaient pris aux troubles une part trop active pour espérer d'être pardonnés, se retirèrent à Pise (2).

Le roi voulait dompter les Génois, et leur inspirer une crainte durable; mais il ne voulait pas les ruiner. Lorsque les portes lui furent livrées, il en confia la garde aux hommes d'armes français, et il ne voulut point que les Suisses, qu'il n'aurait pu empêcher de piller, entrassent dans la ville. Lui-même il fixa son entrée au 29 avril (3); et il la fit à cheval, armé de toutes pièces,

(1) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 701.—*Petri Bizarri Genuens. Hist.*, Lib. XVIII, p. 419. — *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 377. — *Fr. Belcarii Comm.*, L. X, p. 298. — Mémoires du chev. Bayard, T. XV, ch. XXVII, p. 60. — *Ag. Giustiniani*, L. VI, f. 263 v.

(2) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, Lib. XII, p. 702. — *P. Bizarri S. P. Q. Genuens. Hist.*, Lib. XVIII, p. 420. — *Fr. Guicciardini*, Lib. VII, p. 377.

(3) *Pietro Bizarro*, L. XVIII, p. 420. — *Fr. Belcarii Comm.*, Lib. X, p 299. — *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 378. — Mais Jacob Nardi, qui suit tou-

l'épée nue à la main. Les magistrats, qui étaient sortis au-devant de lui, le reçurent à genoux, le suppliant de pardonner à leur ville une rébellion qui n'était point dirigée contre lui. Leurs prières, et celles des femmes et des enfants, qui venaient lui demander grâce, en portant des branches d'olivier à la main, parurent toucher Louis XII : il déclara aux Génois qu'il leur pardonnait; mais c'était du pardon des rois : des échafauds furent dressés dans plusieurs parties de la ville, et un nombre considérable de citoyens y furent pendus, après une instruction sommaire; un faux ami, à qui Paul de Novi s'était confié à Pise pour aller à Rome, le vendit aux Français : ce doge révéré fut ramené à Gênes pour être livré au supplice; sa tête fut fixée au bout d'une pique, sur la tour du Prétoire, et ses membres, partagés en quatre, furent exposés sur les portes de la ville. La masse des citoyens fut condamnée à une contribution militaire de trois cent mille florins, que le roi réduisit ensuite à deux cent mille. Une forteresse inexpugnable fut élevée à la Lanterne, de manière à commander en même temps l'entrée du port et la ville; enfin tous les priviléges de Gênes, et son traité avec les rois de France, furent brûlés publiquement. Le roi rendit cependant à la commune un gouvernement municipal, mais comme une concession faite sous son bon plaisir, et non comme un droit; et il y rétablit les nobles dans la moitié des honneurs publics. Cette sentence fut célébrée par tous les courtisans, comme un monument de la clémence du roi; et elle est consignée dans tous les historiens comme une preuve de son admirable bonté (1).

Louis XII se trouvait seul en Italie à la tête d'une armée formidable, tandis que tous les autres potentats étaient désarmés; mais il savait combien sa présence excitait leur jalousie, et surtout celle de Maximilien et des princes d'Allemagne : pour calmer leur

jours le Journal de Buonaccorsi, retarde tous ces événements de trois semaines, et fixe l'entrée du roi au 17 mai, *Ist. Fior.*, T. IV, p. 193. — *Ag. Giustiniani*, L. VI, f. 264, dit le 28 avril.

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 379. — *P. Bizarro*, L. XVIII, p. 224. — *Jacopo Nardi*, Lib. IV, p. 194. — *Fr. Belcarii*, Lib. X, p. 300. — *Paulo Giovio, Vita di Alfonso d'Este*, p. 19. — *Muratori, Annali d'Italia*, 1507. T. X, p. 35. — *Agost. Giustiniani*, Lib. VI, f. 264. — *Arnoldi Ferronii*, L. IV, p. 66.

crainte, il se hâta de licencier ses troupes, et le 14 mai il se rendit à Milan, où il attendit d'apprendre que Ferdinand le Catholique, auquel il avait donné rendez-vous à Savone, se fût embarqué à Naples.

L'arrivée de Ferdinand dans le royaume de Naples y avait éveillé les plus vives espérances; on n'avait point douté qu'en rétablissant la paix dans les provinces, il ne mît un terme aux désordres et aux extorsions intolérables sous lesquels elles gémissaient. Mais Ferdinand était pauvre, et de plus il était avare : il s'était engagé à rendre aux barons angevins les possessions qui avaient été confisquées par lui et par ses prédécesseurs. Comme depuis elles avaient été données ou rendues à d'autres gentilshommes du parti aragonais, que Ferdinand n'osait pas dépouiller, il était obligé de les racheter : or il ne les payait qu'à moitié; il ne les rendait qu'incomplétement, et pour le faire il était encore obligé de redoubler toutes les impositions, et d'accabler le peuple par des extorsions inouïes; en sorte qu'il mécontentait également les deux classes de gentilshommes et tous les contribuables (1).

Ferdinand n'avait pas mieux gagné l'affection de Jules II, son unique voisin, que celle de ses propres sujets. Il lui avait demandé une investiture pleine et entière de tout le royaume, en son propre nom, quoique, d'après son traité avec la France, l'Abruzze et la Campanie, qui avaient été cédées à Louis XII par le traité de Grenade, dussent être considérées comme formant la dot de Germaine de Foix, sa femme. De plus Ferdinand demandait que le cens annuel que le royaume devait à l'Église fût réduit pour lui, comme il l'avait été pour ses derniers prédécesseurs : Jules, au contraire, insistait sur le payement entier du tribut, tel qu'il était réglé par les premières investitures. Ces points en contestation n'avaient pas encore pu être décidés, lorsque Ferdinand résolut de quitter le royaume de Naples, et de s'en retourner à Barcelone. Il mit à la voile, le 4 juin, de sa capitale; et il ne voulut point relâcher à Ostie, encore qu'il sût que le pape l'y attendait, pour avoir avec lui une entrevue (2).

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 384. — *Jo. Marianæ de reb. Hispaniæ*, L. XXIX, c. 4, p. 262. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 195. — *Fr. Belcarii Comm.*, L. X, p. 302.

(2) *Fr. Guicciardini*, Lib. VII, p. 384. — *Jo. Marianæ de rebus*

Ferdinand était pressé de revenir en Espagne, par la nécessité de pourvoir au gouvernement du royaume de Castille. Sa fille Jeanne, depuis la mort de Philippe, son mari, était absorbée par sa douleur; elle ne semblait rien comprendre, que ce qui se rapportait à l'époux qu'elle avait perdu; sur aucun autre sujet on ne pouvait obtenir d'elle une réponse. Quoique sa conduite parût souvent extraordinaire et que sa douleur semblât excessive, on n'avait point encore reconnu que sa raison était dérangée. Un tel soupçon se présente bien tard à des courtisans, et il est longtemps repoussé malgré l'évidence. Cependant la reine ne voulait donner aucun ordre, elle ne voulait signer aucun décret; et l'attachement inébranlable des Castillans à leurs formes légales, jetait le royaume dans une anarchie absolue. La noblesse de chaque ville était divisée par des factions, qui commençaient à se faire justice à elles-mêmes les armes à la main : la nation n'était point encore accoutumée à l'horreur des procédures de l'inquisition établie par Isabelle; et Cordoue s'était soulevée pour secouer le joug des inquisiteurs (1). Ferdinand était rappelé par tous les partis dans un royaume d'où il avait été expulsé si peu de mois auparavant: sa main seule paraissait pouvoir mettre un terme à l'anarchie.

Ferdinand ne devait plus retrouver en Espagne l'aventurier célèbre qu'il y avait fait conduire prisonnier. La liberté de César Borgia, duc de Valentinois, avait été refusée par Ferdinand au roi de Navarre, dont il avait épousé la sœur, au duc de Ferrare, qui avait épousé la sienne, et qui offrait d'être sa caution, aux cardinaux espagnols qui devaient leur élection à Alexandre VI (2). Mais Borgia avait enfin réussi à s'échapper, au moyen d'une échelle de corde, de la forteresse de Médina del Campo, où il était enfermé. Il s'était réfugié auprès de son beau-frère, Jean d'Albret, roi de Navarre. Celui-ci, qui faisait alors la guerre au comte de Lérin, crut ne pouvoir confier à un meilleur guerrier le commandement de son armée. Cependant César Borgia fut attiré, le 10 mars, par un parti de cavalerie qui s'enfuit à son approche,

Hispaniæ, Lib. XXIX, cap. VIII, p. 269. — *Fr. Belcarii Comment.*, L. X, p. 302.

(1) *Jo. Marianæ de rebus Hisp.*, L. XXIX, c. III et V, p. 261-264.

(2) *Idem,* L. XXVIII, c. XII, p. 240.

dans une embuscade qui lui était préparée près de Viane. Un coup de lance le renversa de son cheval; il continua encore à se défendre vaillamment à pied, jusqu'à ce qu'il fût accablé par le nombre et massacré. Cet homme, que tant de forfaits ont illustré, n'était pas aussi sans vertus; vaillant, éloquent, adroit, prodigue de ses bienfaits, sans jamais déranger ses finances; zélé pour la conservation de la justice dans ses États; assez éclairé pour leur avoir donné une administration qui les fit prospérer en peu de temps, il sut se rendre cher à ses sujets comme à ses soldats, tandis qu'il était l'horreur et l'effroi des princes ses voisins, et des peuples qui ne lui étaient pas soumis (1).

Ferdinand arriva à Savone le 28 juin; et il y trouva Louis XII, qui l'y avait attendu : les deux souverains passèrent quatre jours dans des conférences secrètes et très-intimes. Louis XII avait été le premier rendre visite à Ferdinand sur sa galère : à son tour il le reçut ensuite chez lui à Savone; et l'Italie ne pouvait concevoir que ces deux monarques, si longtemps ennemis, et si peu délicats sur leur parole, se fiassent alternativement l'un à l'autre. Gonzalve de Cordoue accompagnait le roi catholique; Ferdinand n'avait pas voulu le laisser après lui à Naples; et Louis XII, rempli d'admiration pour le général qui lui avait fait tant de mal, voulut que seul entre les hommes privés, il fût admis à la table où mangeaient les deux rois et la reine. Toute la cour de France témoigna le même respect pour Gonzalve; mais ce fut le dernier jour de triomphe de ce grand capitaine : tant d'honneurs ne servirent qu'à augmenter la défiance de Ferdinand, qui, lui refusant la grande maîtrise de Compostelle, cherchant à diminuer sa fortune, à rabaisser sa famille, à perdre son crédit auprès de ses amis, le retint à Loxa, à dix milles de Grenade, dans une sorte d'exil, jusqu'au 2 décembre 1515, que Gonzalve mourut d'une fièvre double-quarte, dans la soixante-troisième année de son âge (2).

(1) *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, Lib. XXIX, cap. VI, p. 266. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 199.

(2) *Pauli Jovii Vita magni Gonsalvi Cordubensis*, Lib. III, p. 152; *usque ad finem*, p. 268. — *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 385. — *Jo. Mar. de rebus Hisp.*, L. XXIX, c. IX, p. 270. — *P. Bizarri Genuens.*, L. XVIII, p. 425.

Les résolutions arrêtées par les deux rois dans leur conférence de Savone, et qu'on apprit ensuite avoir eu principalement pour objet les affaires de Venise et celles de Pise, demeurèrent quelque temps encore enveloppées d'une profond secret, tandis que l'entrée de Louis XII en Italie avec une puissante armée, que la soumission de Gênes, que le séjour à Milan du roi de France, et sa conférence à Savone avec Ferdinand, étonnaient tous les peuples et alarmaient toutes les cours. Le licenciement de l'armée française, et le retour de Louis au delà des monts, ne calmèrent ces craintes qu'après leur avoir laissé le temps de produire des effets importants. Tant d'États étaient alors dans une situation incertaine; tant de mécontentements et de jalousies secrètes divisaient le gouvernement, qu'aucun d'eux ne voyait sans une extrême terreur un monarque étranger commander en Italie une armée suffisante pour régler seule la destinée de tout le pays.

Jules II surtout, quoiqu'il eût souvent sollicité Louis XII de se joindre à lui contre les Vénitiens, accueillait à présent contre lui les soupçons les plus injurieux. L'emportement et la défiance se succédaient avec une étrange rapidité dans l'âme de ce pape; et son caractère bouillant et impétueux décélait plus de faiblesse que de vraie magnanimité. Annibal Bentivoglio avait tenté de rentrer à Bologne avec six cents fantassins rassemblés dans le Milanez: le pape ne se contenta pas de prendre occasion de cette tentative pour faire raser par le peuple ameuté le palais des Bentivoglio à Bologne, monument de la plus belle architecture (1); il demanda encore que tous les Bentivoglio lui fussent livrés, ou tout au moins qu'ils fussent chassés de l'État de Milan. Pour forcer le roi à se soumettre à cette indigne condition, il refusa le chapeau de cardinal à l'évêque d'Albi, frère de Chaumont, auquel il l'avait promis; et en même temps, il adressa un bref à l'Empereur, dans lequel il lui annonçait que le roi de France n'avait eu d'autre but, en entrant en Italie avec une si puissante armée, que d'élever au saint-siége son favori, le cardinal Georges d'Amboise, après

— *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 198.—*Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.*, L. X, p. 303.

(1) *Jacopo Nardi,* Lib. IV, p. 191. — *Pauli Jovii Epitome Hist.*, L. IX, p. 156.

avoir envahi les États de l'Église; que cette ambition de Louis XII et de son favori ne pouvait plus se dissimuler au monde; que le roi avait déjà cherché à dominer le conclave, par la terreur de ses armes, dans les deux élections précédentes; et que son arrière-pensée, de se faire ensuite décerner la couronne de l'Empire, par le pape qu'il aurait créé, et qui serait absolument à sa dévotion, ne pouvait pas davantage se révoquer en doute (1).

Maximilien, qui vers cette époque avait fait un voyage en Flandre, pour demander aux états de ces provinces l'administration de l'héritage de son petit-fils et la tutelle de sa personne, n'ayant pu l'obtenir, revint à Constance, où il avait convoqué une diète de l'Empire. Il exposa dans cette assemblée, avec beaucoup de chaleur et d'éloquence, les plaintes du pape, et les projets des Français : Maximilien était très-brave; il avait de l'élégance dans les manières, et une affectation de chevalerie, qui séduisait sa cour, et qui l'y faisait passer pour un grand homme, encore que ses prodigalités et son inconséquence eussent depuis longtemps fait connaître le peu de fond qu'on pouvait faire sur lui. Il parla aux Allemands de leur gloire militaire, dont les Français voulaient leur enlever la récompense, en usurpant la couronne impériale; des dangers qu'ils avaient bravés, des sacrifices auxquels ils s'étaient joyeusement résignés, pour sauver l'honneur de la nation; de la longue discorde du corps germanique, seule cause de sa faiblesse : il parla enfin de la puissance réelle des Allemands avec laquelle ils pourraient dicter des lois à la France, et reconquérir l'Italie, s'ils voulaient seulement la déployer. Depuis longtemps aucune diète de l'Empire n'avait été plus nombreuse, aucune ne manifesta plus d'enthousiasme; chacun paraissait également empressé à prendre les déterminations les plus vigoureuses. Maximilien avait demandé qu'on mît sous ses ordres une armée, non-seulement pour prendre la couronne impériale en Italie, mais encore pour recouvrer le Milanez, dont l'investiture en faveur du roi de France était annulée, depuis qu'il s'était refusé au mariage de Claude de France avec Charles, qui en était la condition. La diète de l'Em-

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 380. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. X, p. 300.

pire accueillit avec empressement cette proposition, et parut déterminée à mettre sous les ordres de son chef plus de forces qu'aucun de ses prédécesseurs n'en eût jamais commandé.

Cependant les princes allemands ne tardèrent pas à être avertis que Louis XII avait licencié son armée après la réduction de Gênes, en sorte qu'il ne pouvait avoir des projets plus vastes que ceux qu'il avait annoncés. D'ailleurs, des agents secrets du roi de France s'étaient adressés à chacun d'eux séparément, et, en protestant que leur maître n'avait aucune intention ni contre l'Église, ni contre l'Empire, ils avaient réveillé l'antique défiance que les princes ressentaient de l'Empereur; ils l'avaient représenté comme cherchant, sous de vains prétextes, à disposer de toutes leurs forces, pour les asservir ensuite; et ils avaient secondé ces insinuations par l'argent qu'ils avaient répandu parmi ces princes et leurs avides ministres. La diète, voulant régler les secours qu'elle avait promis, demanda que l'expédition d'Italie se fît en son nom, que les généraux fussent nommés par elle, que les conquêtes appartinssent à tout le corps germanique (1). Maximilien refusa ces conditions; et il augmenta ainsi la défiance des Allemands. Il déclara qu'il préférait ne recevoir que de moindres secours, et demeurer seul chef de l'entreprise : en conséquence, la diète lui accorda une armée de huit mille chevaux et de vingt-deux mille fantassins, payée pour six mois, à dater du milieu d'octobre, et de plus un subside de 120,000 florins pour l'artillerie et les dépenses extraordinaires; et elle se sépara le 20 août, sans avoir pourvu, mieux qu'aucune des précédentes, à l'exécution d'aussi magnifiques promesses (2).

Maximilien, qui croyait que tout l'art de régner consistait à ne laisser jamais personne pénétrer ses secrets, assigna trois lieux éloignés, pour le rassemblement de trois armées de l'Empire, afin qu'il fût impossible de prévoir de quel côté il porterait ses coups. L'une devait se réunir à Trente, pour menacer le Véronais; l'autre à Besançon, pour menacer la Bourgogne, la troi-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 380. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 199. — *Fr. Belcarii Comment.,* L. X, p. 301.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 386. — *Fr. Belcarii,* L. X, p. 301.

sième dans la Carniole, pour menacer le Friuli (1). Il ne permettait point aux ministres étrangers de s'arrêter auprès de lui : il les tenait relégués, en quelque sorte, dans quelque petite ville, à Bolzano, à Trente, à Morano, loin de la cour et de l'armée, et par là il leur rendait impossible de pénétrer ses desseins ou d'apprécier ses forces (2).

Avant de se montrer en ennemi à l'Italie, Maximilien négociait avec la république de Venise. Il lui avait envoyé trois ambassadeurs, non-seulement pour lui demander le passage au travers de ses États, mais encore pour lui proposer une alliance, dont le résultat aurait été le partage du Milanez. Afin de faire renoncer les Vénitiens à une fidélité envers Louis XII que ce monarque ne méritait pas, il leur avait communiqué le traité de Blois, qui avait pour objet le partage de tous les États de la république; et il leur représentait que Louis en pressait encore l'exécution. D'autre part, Louis XII avait appris que Maximilien recherchait une alliance avec les Suisses, et qu'il avait un fort parti parmi eux. Cette alliance aurait privé le roi de France de la seule bonne infanterie qui servît dans ses armées : aussi cherchait-il à se réconcilier pleinement avec les Vénitiens, en dissipant tous leurs soupçons, et leur faisait-il les offres les plus avantageuses, pour les engager à défendre l'Italie de concert avec lui. Pourvu que la république refusât le passage aux Allemands, il lui promettait de s'engager à perpétuité à la garantie de ses États de terre ferme (3).

Les Vénitiens sentaient tout le danger de leur position : ils n'avaient aucune confiance dans les promesses de Maximilien ou dans celles de Louis XII ; ils craignaient à toute heure de voir ces deux rivaux se réunir contre eux : mais si, pour empêcher cette coalition, ils embrassaient la cause de l'un ou de l'autre, ils ne craignaient guère moins de se trouver ensuite abandonnés par celui

(1) *Macchiav., Legaz. all Imperatore, Lett. di Bolzano*, 17 *janv.* 1508, T. VII, p. 161.

(2) *Lettere di Macchiavelli et Fr. Vettori nella Legaz. all Imperatore*, T. VII, passim.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 387. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. X, p. 305.

dont ils auraient épousé les intérêts, et de devoir soutenir seuls tout l'effort d'une guerre à laquelle ils n'auraient cependant qu'un intérêt secondaire. Après de longues délibérations, ils résolurent enfin de demeurer attachés au parti de la France, et à l'alliance par laquelle ils garantissaient à Louis XII l'État de Milan, en retour d'une garantie semblable que la France avait promise pour leurs provinces de terre ferme. Ils signifièrent en conséquence à Maximilien, que, d'après leurs traités, ils ne pouvaient consentir au passage de son armée par leur territoire; que lors même que l'Empereur attaquerait le Milanez par une autre frontière, ils se verraient obligés de fournir à la France un certain nombre de troupes pour sa défense; qu'ils rempliraient scrupuleusement leur obligation, mais qu'ils ne la dépasseraient en rien, puisqu'en voulant accomplir leurs devoirs envers leur allié le roi de France, ils désiraient aussi conserver la bonne harmonie et le bon voisinage avec l'Empire et l'Empereur. Enfin, ils déclarèrent à Maximilien, s'il voulait entrer pacifiquement en Italie, pour recevoir à Rome la couronne d'or, il serait reçu dans tous leurs États avec les honneurs qu'ils étaient empressés de rendre au chef de l'Empire (1).

Quelque soin qu'eussent pris les Vénitiens de ménager Maximilien dans cette réponse, elle le blessa d'autant plus vivement qu'il avait plus compté sur eux. Jamais cet empereur ne fondait sur ses propres ressources le succès de ses entreprises; il attendait toujours des autres des secours qu'il s'étonnait de ne point recevoir, tandis que lui-même ne faisait rien pour eux. Il avait commencé des négociations avec les cantons pour lever douze mille Suisses; et la diète helvétique, écoutant peu les réclamations de la France, ne s'était point montrée éloignée de lui fournir des soldats : mais l'argent promis par la diète germanique de Constance n'aurait point suffi pour faire de pareilles levées; d'ailleurs Maximilien l'avait déjà dépensé presqu'en entier pour des transports dispendieux d'artillerie. Il avait encore compté sur les subsides des États d'Italie; mais il leur avait adressé des demandes si exorbitantes, qu'il les avait réduits à tout refuser. L'évêque de Brixen n'avait pas demandé

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 387-398. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.,* L. X, p. 305. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VII, p. 145.

moins de cinq cent mille ducats aux Florentins (1). Ce fut le motif qui engagea ceux-ci, pendant que leur terreur durait encore, à envoyer Macchiavelli joindre leur ambassadeur François Vettori à Inspruck, pour se racheter au meilleur prix possible. Mais l'Empereur n'ayant voulu entendre à aucun terme raisonnable, ils cherchèrent de leur côté des délais pour éviter de conclure, jusqu'à ce qu'ils vissent quel serait le résultat de tant de menaces et de préparatifs annoncés avec tant d'emphase à toute l'Europe (2).

Maximilien faisait aussi demander des sommes non moins exorbitantes à tous les autres États d'Italie, comme prestation due à l'occasion de son couronnement : de plus, il réclamait d'Alphonse, duc de Ferrare et de Modène, la restitution de la dot d'Anne Sforza, première femme de ce duc, dont il prétendait que l'impératrice Blanche Sforza avait dû hériter. Déjà Maximilien croyait pouvoir disposer des sommes immenses qu'il répétait, comme s'il les avait reçues : cependant de tout cet argent il ne toucha que six mille ducats, dont les Siennois se reconnurent débiteurs envers la chambre impériale (3).

Le mois d'octobre était arrivé sur ces entrefaites, et les troupes décrétées par la diète germanique auraient dû commencer à se rassembler ; mais à peine en voyait-on comparaître quelques bataillons; tandis que Maximilien se transportait avec rapidité des frontières de Bourgogne à celles d'Italie, et que, faisant marcher les contingents qui lui arrivaient, dans toutes les directions, et n'entretenant l'Europe que du mouvement de ses troupes, il laissait incertain s'il attaquerait la France, l'État de Milan ou les Vénitiens (4).

Louis XII ne négligea point de se mettre en mesure pour résister à cette attaque. Il obtint du roi catholique la permission de solder 2500 fantassins espagnols; il envoya des secours au duc de Gueldre, pour occuper l'Empereur en Allemagne ; il ôta le château d'Arona, sur le lac Majeur, à la famille Boromei, dont il se défiait,

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 398.

(2) *Nicolo Macchiavelli, Legazione,* T. VII, p. 156-238.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 399. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.*, L. X, p. 306. — *Lettre de Fr. Vettori, 24 janv.* 1507, p. 172.

(4) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 400.

et il y mit garnison ; il envoya Jean-Jacques Trivulzio aux Vénitiens, avec quatre cents lances françaises et quatre mille fantassins, et il augmenta considérablement le nombre de ses troupes dans l'État de Milan. Les Vénitiens, de leur côté, avaient rappelé à leur solde le comte de Pitigliano et Barthélemi d'Alviano : le premier commandait quatre cents hommes d'armes, du côté de Vérone et de Rovérédo; le second huit cents, du côté du Friuli. Ces troupes n'empêchèrent pas une incursion rapide de Jean-Baptiste Giustiniani et de Frégosino, émigrés de Gênes, qui, avec mille fantassins allemands, s'étaient flattés de traverser l'État vénitien, et ensuite celui de Parme, pour entrer dans la Ligurie, mais qui furent arrêtés par les Français au pied des montagnes de Parme. Ils retournèrent sur leurs pas ; et les Vénitiens leur permirent de se retirer dans leur patrie : ils leur firent seulement déposer les armes en entrant sur le territoire de la république, et ils les leur rendirent à la frontière opposée (1).

[1508.] Cette courte expédition n'avait point été considérée comme un commencement d'hostilités : les Vénitiens, qui n'étaient pas personnellement attaqués, au lieu de l'attribuer à Maximilien, n'avaient voulu y voir que la conséquence de quelque intrigue de Jules II. Ils savaient que ce pontife permettait dans le même temps un rassemblement d'émigrés génois à Bologne; qu'il accusait les Bentivoglio d'avoir voulu le faire empoisonner par un prêtre, et qu'il avait envoyé le cardinal de Sainte-Croix à Maximilien, pour l'exciter contre les Français (2). Mais Jean Bentivoglio, qui causait à Jules II une si constante défiance, mourut à Milan au mois de février 1508, à l'âge de soixante-dix ans. Il avait joui quarante ans, dans sa principauté, d'une prospérité non interrompue, qu'il devait plus à la fortune qu'à ses talents ou à ses vertus, et il ne put point supporter les revers qui vinrent ensuite. Peu après sa mort, Annibal, l'aîné, et Henri, le plus jeune de ses fils, surprirent la porte de San-Mammolo à Bologne, avec l'aide des Pépoli et de quelques autres gentilshommes : mais ils en furent

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 400. — *Fr. Belcarii*, Lib. X, p. 306. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VII, p. 146. — *Lettera di Francesco Vettori, Bolzano*, 17 *janv.* 1507. *In Macchiav.*, Leg. VII, p. 168.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 400.

bientôt chassés par le peuple, qui préférait la domination de l'Église à celle de ses anciens seigneurs; et le roi de France, irrité de cette attaque intempestive des Bentivoglio, les fit sortir de Lombardie, et donna ordre à M. de Chaumont de défendre Bologne contre quiconque voudrait troubler l'Église dans la possession de cette ville. Le pape, satisfait de la protection que lui offrit Louis XII, fit taire ses ressentiments contre les Français, et ne prit aucune part à la guerre qui allait commencer (1).

Maximilien était arrivé à Trente au commencement de l'année, pour se mettre à la tête de l'expédition si longtemps annoncée. Le 3 février, il se rendit en procession à l'église, précédé par les hérauts d'armes de l'Empire, et portant l'épée nue à la main. Son chancelier Mathieu Langen, évêque de Gurck, monta sur un tribunal élevé, pour annoncer au peuple que Maximilien entrait en Italie à la tête de son armée, et qu'il allait à Rome prendre la couronne impériale. En effet, l'Empereur élu partit de Trente l'année suivante, avec quinze cents chevaux et quatre mille fantassins tyroliens, en même temps que le marquis de Brandebourg, avec cinq cents chevaux et deux mille fantassins, s'avançait par une autre route sur Rovérédo. Mais le marquis de Brandebourg, n'ayant pu entrer dans Rovérédo, retourna immédiatement sur ses pas : et Maximilien, après avoir ravagé le territoire des sept Communes, où des montagnards presque indépendants vivaient sous la protection de Venise, s'éloigna tout à coup des frontières, le quatrième jour, et retourna à Bolzano, sans qu'on pût expliquer la bizarrerie de ce mouvement rétrograde (2).

Du côté du Friuli, quatre cents chevaux et cinq mille fantassins autrichiens, entrèrent dans le territoire de Cadoro, dont les habitants étaient tout dévoués aux Vénitiens. Pendant que les Allemands y faisaient le siége de quelques châteaux, Maximilien vint les joindre avec six mille fantassins : il parcourut environ quarante milles de pays dans l'intérieur des frontières vénitiennes,

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 401. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 307. — *Sansovino, Famiglie illustri d'Italia,* f. 187.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 401. — *Fr. Belcarii*, L. XI, p. 307. — *Lettere di Francesco Vettori, de Trente,* 8 *février* 1508. *In Macchiavelli, Legazione,* T. VII, p. 183.

et il y commit de grands ravages; mais tout à coup il retourna subitement à Inspruck, à la fin de février, pour y mettre en gage toutes ses pierreries; car l'argent qu'il avait destiné à lui suffire pour toute la campagne était déjà épuisé. Lorsqu'il arriva dans cette ville, il y apprit que les Suisses, ne recevant point d'argent de lui, avaient accordé au roi de France la permission de faire des levées dans leur pays; et déjà, en effet, cinq mille Suisses à la solde de Louis XII, et trois mille à la solde des Vénitiens, étaient entrés en Italie. Maximilien, irrité, courut à Ulm, pour s'adresser à la ligue des villes impériales de Souabe, et l'engager à attaquer les Suisses : en même temps, il sollicitait les électeurs de lui continuer, pour six mois encore, le service des troupes d'Empire; car les six premiers mois qui lui avaient été accordés étaient presque écoulés (1).

Sur ces entrefaites, les Allemands qu'il avait laissés à Trente étaient rentrés dans la vallée de Cadoro, au nombre de neuf mille hommes environ, et ils y avaient pris plusieurs forteresses; mais ils s'y laissèrent ensuite enfermer par Alviano, qui, les prévenant avec sa rapidité ordinaire, occupa les passages par lesquels ils avaient compté se retirer, et fit garder tous les défilés des montagnes par des paysans dévoués aux Vénitiens.

Les Allemands, formant un bataillon carré, au centre duquel ils mirent leurs femmes et leurs bagages, essayèrent le 2 mars de s'ouvrir un passage; le combat fut acharné, et son issue désastreuse. Plus de mille d'entre eux demeurèrent sur le champ de bataille, et le reste fut fait prisonnier. Après cette victoire, Alviano attaqua la forteresse de Cadoro, et la reprit; Charles Malatesti, l'un des seigneurs de Rimini, dépouillés par le pape, fut tué dans ce combat (2).

L'armée autrichienne s'étant ainsi dissipée, et l'Empereur s'étant éloigné, pour chercher de nouveaux secours, Barthélemi d'Alviano

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. VII, p. 402. — *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gall.*, L. XI, p. 308. — *Letteri di Fr. Vettori, del* 8 *febbrajo, di Trento*, p. 184.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 403. — *Fr. Belcarii*, L. XI, p. 308.—*Petri Bembi,* Lib. VII, p. 148. —*Lettere di Fr. Vettori, d'Inspruck,* 22 *mars. Presso Macchiavelli, Legazioni,* T. VII, p. 206.

entra à son tour dans les États de Maximilien, avec l'intention de le dépouiller de tout ce qu'il possédait sur le golfe de Venise. En effet, en peu de jours il prit Gorizia, qu'il fortifia, pour la faire servir en Italie de barrière contre les Turcs; Trieste, à laquelle il imposa une pesante contribution, pour punir cette ville de la contrebande par laquelle elle s'était enrichie; Pordenone, que la république lui accorda en fief, pour récompense; et enfin Fiume, sur les frontières de l'Esclavonie (1).

Les Allemands, qui ne mettaient aucun ensemble dans leurs opérations, tentèrent pendant ce temps une attaque du côté de Trente, et du lac de Garda; et ils eurent quelques succès à Calliano. Mais deux mille Grisons, qui se trouvaient dans leur armée, s'en étant retirés, parce qu'ils étaient mal payés, le reste fut également obligé de s'éloigner. Les deux armées, vénitienne et autrichienne, séparées par la muraille qui coupe la vallée de l'Adige, entre Piétra et Calliano, se contentèrent pendant quelque temps de s'observer, en se livrant seulement de légères escarmouches : ensuite l'une se retira à Rovérédo, et l'autre à Trente; et la dernière acheva de se dissiper. Jamais Maximilien n'avait pu assembler en même temps dans son armée plus de quatre mille hommes de troupes de l'Empire; quand un contingent arrivait pour commencer son service, l'autre avait déjà achevé ses six mois, et se retirait. La diète, convoquée à Ulm, avait été ajournée; Maximilien, au lieu de revenir à son armée, avait passé à Cologne : pendant quelques semaines, on ne sut pas même où il était, et, dans son dépit, en effet, il se serait volontiers caché à tous les yeux. Si les Français, qui avaient joint à Rovérédo l'armée vénitienne, avaient voulu attaquer Trente, ils auraient pu facilement pousser loin leurs conquêtes; mais Trivulzio déclara qu'il avait reçu du roi l'ordre de défendre les passages d'Italie, et non d'attaquer l'Allemagne (2).

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 404. — *Fr. Belcarii*, L. XI, p. 308. — *Petri Bembi*, Lib. VII, p. 150-152. — *Lettere di Fr. Vettori, di Trento, 30 maii*, p. 224.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 404. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. XI, p. 309. — *Lett. di Fr. Vettori, di Trento, des 16 avril et 30 mai. Machiavelli*, Legaz., VII, p. 218-232.

Enfin le prêtre Lucas Renaldi, nommé communément Pré Luca, l'homme de confiance de Maximilien, vint à Venise, pour faire quelques ouvertures de pacification. Il offrit aux Vénitiens une trêve de trois mois, que ceux-ci refusèrent hautement, lorsqu'ils surent que l'Empereur ne voulait pas y comprendre la France. La situation des affaires de Maximilien était trop mauvaise pour qu'il pût insister sur cette prétention, il consentit à une trêve de trois ans pour l'Italie. A son tour Louis XII s'y refusa, parce qu'il voulait y faire comprendre le duc de Gueldre. Le sénat de Venise n'avait aucune alliance avec ce duc : il regardait sa querelle comme absolument étrangère à la politique d'Italie, et à une guerre qui s'était faite uniquement sur les frontières italiennes. Après avoir pressé les ambassadeurs de France d'accepter la trêve telle qu'elle était offerte, il l'accepta enfin lui-même simplement, et sans attendre même la réponse de Louis XII, auquel on avait envoyé un courrier. Cette trêve fut publiée le 7 juin dans les deux camps; elle devait être commune à tous les alliés, qui, d'une ou d'autre part, seraient nommés dans les trois mois, et ne comprendre que l'Italie. Maximilien nomma immédiatement le pape, les rois d'Espagne, d'Angleterre, de Hongrie, et tous les États de l'Empire; les Vénitiens nommèrent les rois de France et d'Espagne, et tous les États italiens en alliance avec eux. Toutes les conquêtes faites pendant la guerre devaient être conservées par ceux qui les avaient acquises; et l'une et l'autre puissance se réservait le droit d'élever dans l'enceinte de ses frontières toutes les fortifications qu'elle jugerait convenables (1).

Une guerre, qui avait paru menacer l'Italie entière d'une nouvelle invasion des ultramontains, était ainsi terminée en peu de mois : mais elle laissait après elle beaucoup de germes de mécontentement. Maximilien était profondément humilié d'avoir annoncé de si grandes choses, d'en avoir opéré de si petites, et d'avoir en deux mois perdu tous les ports de mer qu'il possédait sur le golfe Adriatique, ports si précieux pour le commerce de ses États. Les

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 405. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 309. — *Petri Bembi,* L. VII, p. 153. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 200. — *Lett. de Fr. Vettori, Trento,* 8 *juin* 1508 ; *et de Macchiavelli, Bologne,* 14 *juin,* p. 237-257.

Vénitiens avaient fait l'épreuve de la jalousie des Français; et ils étaient irrités de l'abandon de Trivulzio, qui n'avait pas voulu les aider à poursuivre leurs conquêtes. Louis XII enfin affectait d'être vivement blessé de ce que les Vénitiens avaient signé la trêve contre son avis, et sans attendre même sa dernière réponse.

Cependant personne n'avait moins que Louis XII occasion de se plaindre. Non-seulement les Vénitiens avaient usé de leurs droits en consultant leur intérêt plutôt que le sien, et en refusant de continuer une guerre sans but, pour faire une diversion en faveur du duc de Gueldre, qui leur était étranger ; ils étaient assez au fait de la conduite perfide du roi de France, pour ne pas se croire obligés à beaucoup d'égards pour ses recommandations.

Louis XII était lié par plusieurs traités avec les Vénitiens, lorsqu'il avait conclu avec Maximilien le traité de Blois, par lequel l'Empereur et lui arrêtaient le partage des États de cette république; il n'avait aucun sujet légitime de plainte contre elle. De nouveau, il s'était lié à elle par des négociations plus intimes, dans le temps même où l'année précédente il avait eu avec Ferdinand le Catholique les conférences de Savone; et il avait cherché à intéresser au même partage ce second potentat. Au milieu des négociations les plus amicales, dans le sein des alliances les plus intimes, Louis XII ne cessait d'aiguiser le glaive dont il frappa la république au moment de la ligue de Cambrai. Aucun autre motif ne saurait être donné à cette conduite perfide, si ce n'est que les gouvernements absolus regardent toujours les républiques comme en dehors du droit des gens, et cherchent sans cesse une occasion de les détruire.

En effet, dans le même temps, la conduite de Louis XII envers la seconde, en puissance, des républiques d'Italie, n'était guère moins fausse ou moins injuste. Malgré son alliance avec les Florentins, malgré le zèle que cet État avait toujours montré pour le parti français, il retardait la conquête de Pise, que les Florentins étaient sur le point d'effectuer; il traversait toutes leurs opérations militaires, et il mettait enfin ouvertement à prix son consentement à la réduction d'une ville qu'il regardait lui-même comme révoltée, et qu'il s'était engagé plusieurs fois à faire rentrer dans l'obéissance.

[1507.] C'était dès la conférence de l'année précédente avec le

roi Ferdinand, que Louis XII avait commencé à faire de la soumission de Pise un objet de spéculation financière. Les Pisans, affaiblis par une aussi longue guerre, ne pouvaient plus recevoir de secours de Gênes, depuis l'échec éprouvé par cette ville, et ils n'en recevaient que très-peu et en cachette, de Lucques et de Sienne. Ils sentaient approcher leur dernière heure : les paysans réfugiés dans la ville, et qui faisaient alors plus de la moitié de sa population, commençaient à languir après le moment où ils pourraient retourner à leurs champs; et leur obstination n'était plus la même. Pise serait probablement tombée, dès l'année 1507, au pouvoir des Florentins, si les deux puissants monarques, qui dictaient alors alternativement des lois à l'Italie, n'avaient voulu se faire payer un événement qui ne devait pas dépendre d'eux. Le roi d'Aragon déclara aux ambassadeurs florentins qui lui furent envoyés pour le complimenter, que Louis XII s'en était remis à lui des affaires de Pise, et qu'il prendrait cette ville sous sa protection, et n'en permettrait point la conquête, si la république ne promettait pas aux deux rois une compensation honnête pour leur consentement. Louis XII confirma ce discours; et ils convinrent enfin de demander chacun cinquante mille ducats. A ce prix, ils promettaient d'envoyer dans Pise une garnison que les Pisans auraient reçue sans défiance; et au bout de huit mois elle aurait ouvert la ville aux Florentins. Cette proposition ne fut pas acceptée; mais elle empêcha les Florentins de faire ravager au printemps le territoire de Pise (1).

Après le départ des deux rois, les Florentins recommencèrent leurs expéditions dans la plaine pisane; ce fut même le premier exploit de la milice qu'ils avaient enrégimentée sur la proposition de Macchiavel, selon les principes qu'il a exposés dans son Traité de l'Art de la guerre. La loi qu'il avait rédigée lui-même sur *l'Ordonnance Florentine*, fut approuvée au grand conseil le 6 décembre 1506. Un corps de dix mille paysans fut choisi dans tout le territoire de la république, revêtu pour la première fois de l'uniforme florentin, l'habit blanc, les hauts de chausse mi-partie blancs

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. IV, p. 195. — *Scipione Ammirato*, Lib. XXVIII, p. 283. — *Jacopo Arrosti, Cronice di Pisa, in Archivio Pisano*, f. 230. — *Fr. Guicciardini,* L. VII, p. 388.

et rouges : il fut armé comme les troupes suisses et allemandes, et exercé comme elles tous les jours de fête. Cette milice, qu'on nomma l'Ordonnance, coûta beaucoup moins à la république que n'avaient fait les troupes étrangères, et montra beaucoup plus de discipline et de confiance en ses officiers (1).

[1508.] Aussitôt que Louis XII fut délivré de l'inquiétude que l'attaque de Maximilien lui avait causée, il envoya aux Florentins Michel Rizio, pour leur reprocher leurs négociations avec cet empereur. Ils avaient montré, disait-il, de l'empressement à payer un tribut à la chambre impériale, lorsque leur argent devait être employé contre le roi de France ou ses alliés. Ils avaient envoyé dans ce but leurs députés jusqu'en Allemagne ; et en même temps, par leur imprudente attaque contre Pise, ils avaient couru risque d'allumer une guerre dans le centre de l'Italie, et de faire ainsi une diversion dangereuse aux armes du roi (2).

Les Florentins comprirent ce que voulaient dire un pareil message, et ces plaintes qui n'avaient aucun fondement. Pise était aux abois ; le parti des campagnards, qui désiraient la paix, devenait tous les jours plus nombreux ; les nobles et les citadins, qui avaient défendu l'indépendance de leur patrie avec une constance inébranlable, éclaircis désormais par le fer ennemi, ruinés, vieillis, découragés, n'opposaient plus la même résistance. Le moment approchait où Pise devait d'elle-même se rendre aux Florentins ; mais Louis XII voulait profiter de la détresse de cette ville, pour leur vendre sa soumission ; et il leur cherchait une querelle sans fondement, pour mettre ensuite à un plus haut prix sa condescendance. La seigneurie répondit cependant que dans son traité avec le roi de France, elle avait réservé expressément les droits de l'Empire ; que Louis XII avait lui-même si bien reconnu ces droits, qu'il ne s'était nullement engagé à protéger Florence contre Maximilien ; qu'il avait donc été nécessaire de chercher à régler la prestation légitime due par la république à l'Empereur, lorsqu'il recevait la couronne impériale ; que néanmoins leurs ambassadeurs avaient évité de rien conclure avec

(1) *Macchiavelli, Opere*, T. IV, p. 331, 356. — *Jacopo Nardi*, Lib. VI, p. 200. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 284.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 407.

Maximilien; qu'ils ne lui avaient point donné d'argent, et que, sur toute chose, ils n'auraient jamais signé avec lui une convention qui pût être préjudiciable à la France; que, quant à leur expédition contre Pise, elle pouvait d'autant moins alarmer leurs voisins, qu'elle s'était faite sans artillerie, et s'était bornée au ravage des récoltes; que dans leur traité avec la France, en 1502, ils s'étaient expressément réservé le droit de poursuivre la guerre contre Pise, et qu'ils avaient d'ailleurs peine à comprendre pourquoi le roi voudrait plus particulièrement s'intéresser à cette ville, depuis qu'elle avait fourni aux Génois des secours contre lui, tandis qu'il se détacherait des Florentins, qui lui avaient toujours été fidèles (1).

Ces reproches furent bientôt suivis de propositions, ainsi que les Florentins s'y étaient attendus. Michel Rizio leur offrit de les mettre en possession de Pise, moyennant un prix convenu : mais Ferdinand le Catholique persistait à vouloir intervenir dans ce marché, et y trouver son profit. Il envoya dans ce but un ambassadeur en Toscane, qui passa d'abord à Pise, pour exhorter les Pisans à se défendre, et leur faire espérer les secours de son roi. Cet ambassadeur se rendit ensuite à Florence, et commença à traiter avec la seigneurie, concurremment avec l'ambassadeur français. Ainsi cette longue guerre, que les armes des Toscans suffisaient pour terminer, devenait l'objet de négociations entre la France et l'Espagne. Bientôt ces négociations, au lieu de se continuer en Toscane, se portèrent à Paris, et les peuples d'Italie eurent une nouvelle occasion de s'apercevoir que leur destinée ne dépendait plus d'eux, puisque leurs propres querelles, soutenues avec leurs seules armes, et par leurs seules ressources, devaient être décidées par les étrangers (2).

Cependant comme la détresse des Pisans augmentait, les rois de France et d'Espagne, dans la crainte de perdre l'objet de leur trafic, jetèrent plus ouvertement le masque. Les Florentins avaient pris à leur solde, le 25 août, Bardella, corsaire de Porto-Vénéré,

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 407. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 201. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 285. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. XII, p. 310.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VII, p. 408.

qui, moyennant six cents florins par mois, s'engageait à fermer l'embouchure de l'Arno, avec trois petits vaisseaux (1). Ceux-ci firent si bien leur devoir que Chaumont, gouverneur du Milanez, écrivit en France d'y porter remède ; autrement Pise tomberait d'elle-même entre les mains des Florentins. Le roi lui donna aussitôt l'ordre d'y faire passer Jean-Jacques Trivulzio avec trois cents lances, afin d'être sûr que la ville ne se rendît pas avant que la France se fût fait payer son consentement (2). Les Florentins, confondus de ce que Louis XII, sans égard à la teneur expresse des traités, envoyait des secours contre eux, ses alliés, à ceux-mêmes qui s'étaient tout récemment montrés ses ennemis aussi bien que les leurs, se résignèrent enfin à racheter leurs propres conquêtes des mains de ceux qui s'arrogeaient le droit de les vendre. Ils offrirent cent mille ducats à partager entre les deux cours, pourvu que l'une et l'autre s'engageât à ne pas traverser leur entreprise. Louis XII ne voulut pas vendre son consentement à moins de cent mille ducats pour sa seule part; et toutefois il insistait aussi pour que Ferdinand eût de son côté une somme d'argent. Enfin les Florentins promirent cent mille ducats au roi Très-Chrétien, et cinquante mille au roi Catholique, et pour que le dernier ne fût pas jaloux de la différence qu'on mettait entre eux, ils firent de cette différence l'objet d'un traité secret, par lequel ils se reconnurent débiteurs envers la France sous un faux prétexte de ces seconds cinquante mille ducats. Cette convention fut signée le 13 mars 1509; et comme dans ce moment même toutes les grandes puissances d'Italie étaient occupées par des intérêts bien plus graves, à l'occasion de la ligue de Cambrai, elles laissèrent aux Florentins la liberté de suivre leur guerre contre Pise (3).

Dès le mois de novembre 1508, Bardella avait été rappelé du service florentin par un ordre exprès de la seigneurie de Gênes.

(1) *Jacopo Nardi*, Lib. IV, p. 201. — *Scipione Ammirato*, Lib. XXVIII, p. 285.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 417. — *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 202. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. XI, p. 314. — *Jacopo Arrasti*, *Cronice di Pisa, in Archivio*, f. 232.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. XIII, p. 417. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. IV, p. 203. — *Scipione Ammir.*, L. XXVIII, p. 286. — *Giov. Cambi, Ist. Fior.*, T. XXI, p. 223.

Louis XII avait fait donner cet ordre, pour procurer un court répit aux Pisans, jusqu'à ce que sa négociation fût terminée; mais, dès qu'il eut vendu son consentement, Bardella rentra au service de la république florentine, et sa faible escadre suffit pour fermer l'embouchure de l'Arno. Les Lucquois, de leur côté, n'avaient cessé de donner aux Pisans des secours d'armes, et surtout de vivres. Le commissaire de la république, à l'armée florentine, reçut de la seigneurie l'ordre d'en tirer vengeance. Il entra sur le territoire lucquois et y porta partout le ravage; cette expédition coûta à la république de Lucques plus de dix mille florins (1); elle lui fit sentir sa faiblesse, ainsi que le danger de provoquer plus longtemps le ressentiment de ses puissants voisins, et elle la détermina à rechercher enfin de bonne foi l'alliance de Florence. Le traité entre les deux républiques fut signé le 11 janvier 1509. Les Lucquois prirent l'engagement d'interdire aux Pisans toute communication avec leur territoire, et de veiller eux-mêmes à ce que leurs paysans, qui avaient beaucoup de partialité pour Pise, ne portassent aucun secours à cette ville. Si cette guerre devait se prolonger, le traité entre Florence et Lucques ne devait avoir de vigueur que pour trois ans; mais si Pise était prise dans l'année, l'alliance entre les Florentins et les Lucquois devait être censée renouvelée pour douze années (2).

Au mois de février, les Génois essayèrent encore d'envoyer à Pise un convoi de grains suffisant pour nourrir la population de cette ville malheureuse jusqu'à la prochaine récolte; un grand vaisseau, quatre gallions, quinze brigantins, et trente barques, vinrent se présenter à l'embouchure de l'Arno: mais cette petite flottille la trouva fermée aussi bien que les bouches du Serchio et du Fiums-Morto. Trois camps retranchés avaient été établis par les Florentins à San-Piéro in Grado, à Bocca di Serchio, et à Mezzana; un pont sur l'Arno, et des palissades dans les autres rivières, avec des bastions garnis d'artillerie, coupaient absolu-

(1) *Jacopo Nardi*, Lib. IV, p. 203. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 285.

(2) *Jacopo Nardi*, L. IV, p. 205. — *Scipione Ammirato*, Lib. XXVIII, p. 286. — *Giov. Cambi*, T. XXI, p. 222. — *Fr. Guicciardini*, Lib. VIII, p. 417.

ment le passage. Le corsaire Bardella donnait la chasse aux plus petits bateaux qui tentaient de s'approcher du rivage : trois des brigantins génois chargés de blé furent pris ; les autres s'en retournèrent à Lérici, bien convaincus qu'on ne pouvait plus rien tenter pour secourir les Pisans (1).

Les magistrats de Pise, et ceux qui n'avaient jamais été ébranlés dans la détermination de défendre jusqu'à la mort l'indépendance de leur patrie, ne savaient plus comment résister aux clameurs du peuple, et surtout des paysans, qui périssaient de faim, et qui demandaient à traiter. Ils se virent obligés, pour les satisfaire, de s'adresser, au mois de mars, au seigneur de Piombino, et de solliciter sa médiation. Jacques d'Appiano, seigneur de Piombino, invita, en effet, les Florentins à lui envoyer des négociateurs ; et Macchiavelli, qui était déjà en mission auprès de l'armée, se rendit à Piombino le 14 mars, pour y rencontrer les députés pisans, mais il put bientôt s'apercevoir que ceux-ci ne voulaient que gagner du temps, et qu'ils n'avaient aucune intention de conclure. Ils avaient demandé des sûretés pour le maintien de de l'amnistie absolue que leur promettait Florence ; et quand Macchiavel les pressa de s'expliquer, ils déclarèrent qu'ils n'en connaissaient point d'autres, que de garder eux-mêmes leur ville, en abandonnant aux Florentins tout ce qui était en dehors des murs. A cette demande, la conférence fut rompue, et Macchiavel retourna au camp pour presser les attaques (2).

L'on manquait complétement à Pise, de vin, d'huile, de vinaigre et de sel ; le blé s'y vendait deux écus d'or le boisseau, ou environ soixante francs le quintal. Il ne restait plus de cuir pour faire les souliers, et les soldats aussi bien que les citoyens étaient sans chaussure (3). L'heure de Pise était enfin venue. Après une guerre soutenue pendant quatorze ans et sept mois, avec un courage admirable, avec une constance, avec une résignation qu'aucun autre

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. IV, p. 204. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 287. — *Fr. Guicciardini*, Lib. VIII, p. 417. — *Nicolo Macchiavelli, Commissione al campo contra Pisa,* T. VII, p. 240.

(2) *Commissione data al Macchiavelli,* 10 *marzo, e lettera sua dà Piombino,* 15 *marzo,* T. VII, 246-249. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 288. — *Giov. Cambi,* T. XXI, p. 229.

(3) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 286. — *Giov. Cambi,* p. 225.

peuple n'a peut-être égalées, il fallut céder à la nécessité. Les détails de cette longue lutte ne nous ont été transmis que par les ennemis des Pisans; aucune chronique contemporaine de cette ville n'a été écrite ou ne s'est conservée; aucun historien ne nous a laissé un tableau des efforts intérieurs, des délibérations des conseils, des sacrifices des citoyens. A peine nous a-t-on conservé le nom de trois ou quatre Pisans, à une époque où tant d'hommes méritèrent par leur dévouement, par leur bravoure, par leur éloquence, par l'habileté de leurs négociations, une illustration éternelle: et cependant, au travers des préventions ennemies de ceux qui nous ont transmis seuls la mémoire de ces événements, on démêle une grandeur, un héroïsme, dont aucune autre ville d'Italie n'avait présenté d'exemples.

Tarlatino, qui avait commandé la garnison de Pise avec tant de bravoure, ayant fait demander, le 20 mai, des sauf-conduits au camp florentin, quatre députés des Pisans se rendirent auprès des trois commissaires de la république, et les requirent de leur donner des passe-ports pour douze ambassadeurs, que leur patrie se déterminait enfin à envoyer à Florence, afin de traiter de sa capitulation. Ces députés ne laissèrent point de doutes sur la sincérité de leurs intentions; et les trois commissaires, Antoine Filicaia, Alamanno Salviati, et Nicolas Cappoti, qui par leur activité infatigable avaient réduit Pise à cette extrême détresse, furent aussi les premiers à montrer aux Pisans que cette ardeur pour le succès pouvait s'accorder avec l'humanité et avec la générosité les plus nobles. Les négociations, conduites tour à tour dans le camp et à Florence, durèrent dix-huit jours, pendant lesquels les Pisans, sous mille prétextes, visitaient le camp florentin, afin d'obtenir des aliments de l'hospitalité des soldats, et de les rapporter à leurs familles (1).

Enfin le traité signé à Florence, le 4 juin, et ratifié à Pise par tout le peuple, le 7 juin, fut mis à exécution dès le lendemain. L'armée florentine entra dans Pise le 8 juin 1509, et rendit l'abondance aux assiégés exténués. Non-seulement toutes les offenses furent pardonnées, et tous les biens-fonds furent rendus aux

(1) *Lettere de' commissari generali del* 20 *maggio* 1509, *al* 6 *giugno. In Macchiavelli, Legazione*, T. VII, p. 276-288.

Pisans, la seigneurie fit même rendre à chaque citoyen, les rentes, les fruits, et le prix des fermes de l'année qui avaient été perçus sur le territoire pisan. L'historien Jacob Nardi, qui fut lui-même chargé de régler ces comptes, assure que la seigneurie florentine le fit avec tant de libéralité, qu'elle semblait bien plutôt recevoir que donner la loi (1). A tous autres égards la capitulation fut également libérale; elle confirma tous les anciens priviléges, toutes les magistratures indépendantes de la communauté de Pise; elle rendit aux Pisans les franchises de commerce et de manufactures dont ils avaient été privés ; elle leur ouvrit un appel pour les causes criminelles, par-devant les mêmes tribunaux qui jugeaient les Florentins, et elle allégea autant qu'une capitulation pouvait le faire, la douleur que devait leur causer la perte de l'indépendance (2).

Mais ni l'orgueil des Pisans, ni leur patriotisme, ne pouvaient se résigner à l'esclavage. Tous ceux qui par leur nom jouissaient dans l'étranger de quelque considération, qui par leur fortune pouvaient conserver quelque indépendance, ou qui par leurs talents militaires et leur bravoure pouvaient acquérir la richesse qui leur manquait encore, quittèrent une patrie dévouée à la servitude. Les Torti, les Alliati, et un grand nombre d'autres réfugiés, passèrent à Palerme, où l'on retrouva dès lors presque tous les noms de la noblesse pisane; les Buzzacarini, branche de la maison Sismondi, passèrent à Lucques, avec plusieurs de leurs concitoyens; d'autres cherchèrent un asile en Sardaigne; enfin un plus grand nombre encore alla joindre l'armée française, qui venait d'envahir le territoire vénitien. Déjà Riniéri de la Sassetta et Pierre Gambacorti, avaient rassemblé cent cinquante fantassins pisans en Lombardie (3). Une foule d'autres et parmi eux une branche des Sismondi, se rangèrent sous les mêmes drapeaux. Renouant avec

(1) *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 207, 208. — *Scip. Ammirato,* L. XXVIII, p. 288. — *Giov. Cambi,* T. XXI, p. 231. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 323. — *Jac. Arrosti, Cron.,* f. 233. — *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 437.

(2) *Capitolazione per la resa della città di Pisa, sotto al dominio della Rep. Fiorentina. Presso Flaminio del Borgo; Raccolta di diplomi Pisani,* in-4°, 1765, p. 406-428.

(3) *Lettera di N. Capponi et Alam. Salviati, ex castris apud Mezzanam, die* 1 *junii* 1509, *Macchiavelli,* T. VII, p. 276.

les capitaines français les liens d'hospitalité qu'ils avaient cherché avec tant de soin à établir dès le passage de Charles VIII, et qui avaient à plusieurs reprises déjoué les négociations du cabinet, et sauvé Pise par les armées mêmes qui l'assiégeaient; ils se firent une patrie du camp français; ils remplacèrent la liberté civile par l'indépendance des armées : ils trouvèrent dans la gloire quelque consolation de leur exil; et sans avoir un domicile assuré, ils continuèrent à se sentir chez eux dans toute l'Italie, jusqu'à l'époque où les armées françaises en furent chassées, et où ces familles proscrites vinrent chercher dans les provinces méridionales de France, une image du beau climat de la Toscane auquel elles avaient renoncé (1).

(1) C'est un monument très-remarquable de l'horreur qu'inspirait aux Pisans ce joug étranger, et de l'émigration qui suivit son établissement, que le registre ouvert en 1566, d'après les ordres du grand-duc Cosme I[er], pour y inscrire tous les individus restés à Pise, qui pouvaient prouver que leurs ancêtres participaient, avant 1494, aux honneurs et aux magistratures de la ville. Il comprend tous les mâles de chaque famille, même les prêtres, qui ne pouvaient cependant ni laisser de descendants, ni exercer de magistratures; il s'étend jusqu'aux professions les plus basses, et néanmoins il ne renferme que sept cent vingt-sept noms; tant l'émigration, dans le cours d'un demi-siècle, avait réduit la population d'une ville capable de tenir tête à toute la Toscane, ville dont la longue et valeureuse résistance avait occupé toute l'Europe. Il est imprimé dans les *Diplomi Pisani di Flaminio del Borgo,* in-4°, 1765, p. 433.

CHAPITRE VII.

LIGUE DE CAMBRAI; BATAILLE DE VAILA OU D'AIGNADEL, CONQUÊTE DE TOUT L'ÉTAT DE TERRE FERME DES VÉNITIENS. — 1508 A 1509.

La ligue conclue à Cambrai, entre les grandes puissances de l'Europe, pour attaquer et dépouiller les Vénitiens, fut, depuis les croisades, la première entreprise suivie de concert dans un but commun, par tous les États civilisés. Pour la première fois, les maîtres des nations convinrent de partager entre eux un État indépendant; pour la première fois, ils firent revivre, à l'aide d'une érudition pédantesque, des prétentions surannées; pour la première fois enfin, ils réclamèrent les droits imprescriptibles de leur légitimité. Les croisades avaient montré un accord européen, fondé sur le zèle religieux et l'enthousiasme : on vit, dans la ligue de Cambrai, un nouvel accord européen; mais il n'avait d'autre principe que l'intérêt personnel et momentané des forts qui dépouillaient le faible, d'autre sanction que les prétentions longtemps abandonnées de ceux qui regardent leurs titres comme impérissables. C'est cependant à cet événement qu'on peut assigner l'origine du droit public qui, depuis trois siècles, et jusqu'à nos jours, a gouverné l'Europe. Il commença par la plus criante injustice, et la science diplomatique, qu'on vit naître en quelque sorte avec le seizième siècle, servit dès lors, le plus souvent, à donner des prétextes à la rapacité et à la mauvaise foi.

Ce n'est point là l'idée qu'on aime à se former du droit public ou international : la société humaine aurait besoin d'une autre garantie; elle aurait besoin d'une législation qui régît les nations dans leurs rapports entre elles, comme le droit civil régit les citoyens dans leurs rapports comme membres d'un même peuple. Nos désirs nous persuadent aisément que ce que nous souhaitons

a existé. Toutes les fois que nous éprouvons de grands abus de pouvoir, nous comparons avec envie le temps présent où triomphe l'injustice, à ce passé que nous peint l'imagination, où l'on n'avait recours à la guerre que pour mettre à exécution des droits déjà établis par les traités, et où la conquête elle-même ne donnait point de prétention à la possession, si elle n'était sanctionnée par des titres légitimes. Mais nous chercherions vainement dans l'histoire cette époque où la justice remplaçait la force, et où la puissance des traités ou des droits imprescriptibles enchaînait la violence elle-même.

Trois bases absolument différentes sont données au droit public : leurs principes sont directement contradictoires ; et jusqu'à ce que le choix entre ces principes ait été fixé de concert par toutes les nations, chaque souverain trouvera toujours moyen d'accommoder sa cause à l'un ou à l'autre système, et il sera toujours aussi impossible qu'il l'a été jusqu'ici de s'entendre sur aucun fait ou sur aucune conséquence. Ces trois bases sont la légitimité imprescriptible, le droit des traités, et les convenances nationales. Pour la première fois, à l'occasion de la ligue de Cambrai, ces trois principes furent mis en opposition. L'Empereur et le roi de France annoncèrent qu'ils prenaient les armes pour recouvrer leurs droits imprescriptibles, l'un sur les terres d'Empire de la Vénétie, l'autre sur le duché de Milan. Les Vénitiens, en se défendant, invoquèrent le droit public des traités qui leur garantissaient toutes leurs possessions de terre ferme. Le pape, après avoir recouvré lui-même ce qu'il prétendait être ses droits imprescriptibles, ne fit plus valoir, dans la seconde année de la guerre, que les convenances nationales, l'indépendance de l'Italie, d'où il voulait chasser les barbares; la souveraineté d'un peuple sur son propre territoire, et l'avantage d'une nation, qui ne peut être enchaînée ni par le contrat primitif et peut-être fabuleux de ses ancêtres avec leurs souverains, ni par les traités que la force lui a imposés.

Chacun de ces systèmes de politique est en lui-même défectueux ; et dans son application il est soumis à de grandes difficultés : mais combien ne le deviennent-ils pas davantage lorsqu'on les confond l'un avec l'autre; lorsque, après avoir réclamé pour soi-même des droits imprescriptibles, on veut limiter ceux des autres par les traités, ou les expliquer par l'intérêt des peuples.

Cependant aucune puissance ne s'en est jamais tenue à l'une ou à l'autre de ces bases ruineuses, et n'a avoué toutes les conséquences qui découlaient du premier principe : aussi la science du droit public n'a-t-elle été presque jamais qu'une vaine étude de sophismes; avec son aide, on a éveillé les passions des peuples, pour leur faire seconder l'ambition de leurs gouvernements, et l'on a déguisé aux yeux des premiers l'injustice des droits réclamés par les seconds.

Louis XII, lorsqu'il avait voulu enlever le duché de Milan à Ludovic Sforza, avait lui-même sollicité l'assistance des Vénitiens; et, pour les en récompenser, il leur avait par avance assigné en partage Crémone et la Ghiara d'Adda, qui leur étaient enfin demeurés lorsque les Français s'étaient emparés du Milanez. Cependant Louis XII, reconnu désormais comme héritier légitime de Valentine Visconti, regrettait des provinces qu'il prétendait inaliénables, et croyait conserver des droits imprescriptibles sur les possessions que lui-même avait cédées. Bien plus, les Visconti, dont il avait recueilli l'héritage, avaient eux-mêmes, dans leurs guerres avec les Vénitiens, perdu Brescia et Bergame, qu'auparavant ils regardaient comme faisant partie du duché de Milan; et encore que ces villes, avec leurs provinces, fussent incorporées à la république de Venise dès l'année 1426, et que les Visconti eux-mêmes ne les eussent pas possédées si longtemps que les Vénitiens, Louis XII les regardait aussi comme comprises dans son héritage inaliénable; il prétendait conserver sur elles des droits, qu'aucun laps de temps, qu'aucun traité, qu'aucun service rendu, ne pouvaient détruire.

De son côté, Maximilien se regardait comme le successeur légitime, non-seulement des plus puissants monarques germaniques, mais encore des empereurs romains : il se croyait autorisé à faire valoir tous les droits qu'avaient exercés Frédéric-Barberousse et Othon le Grand, ou même Trajan et Auguste. La république de Venise lui paraissait élevée sur les débris de l'Empire; et il se croyait appelé à la dépouiller de tout ce qu'elle avait anciennement usurpé. Trévise, Padoue, Vérone et Vicence étaient toujours à ses yeux des terres d'Empire; et cette opinion, appuyée du crédit des antiquaires, était alors généralement reçue : aucun historien du temps ne contesta les droits de Maximilien. Ces droits, cependant,

n'étaient fondés que sur une antique conquête. A peine les monarques allemands avaient-ils pu maintenir cinquante ans une domination douteuse et souvent troublée : ensuite, pendant trois siècles, des républiques, et les princes de Carrare et de la Scala, avaient défendu par les armes leur souveraineté ; enfin, la république de Venise leur avait succédé depuis un siècle : mais, dans ce système, les puissants ne peuvent jamais perdre leurs droits, et les faibles ne peuvent jamais en acquérir.

Il est difficile, toutefois, de se faire illusion sur l'absurdité de ce système de légitimé imprescriptible, qu'aucun traité, aucune convention entre les intéressés, aucune autorité humaine ne peut changer. Arrêtant tout mouvement dans les choses de ce monde ; repoussant tout progrès, toute innovation, il renvoie les hommes à un état primitif, et par là même inconnu, à un état qui, ayant précédé le développement des sociétés et leurs intérêts nouveaux, ne saurait être maintenu sans rendre stationnaires la civilisation, la population, les lumières, aussi bien que l'ordre politique. Les droits que Maximilien et Louis XII prétendaient faire valoir contre les Vénitiens, avaient été prescrits par une possession tranquille, qui, pour quelques provinces, remontait à deux et trois siècles. Mais si aucune durée de possession ni aucuns traités ne pouvaient fonder les droits des Vénitiens, les antiques souverains, que Maximilien et Louis XII représentaient, n'avaient pas pu acquérir des droits plus respectables par les mêmes moyens. Il faudrait prouver que la légitimité n'a jamais eu de commencement, pour qu'on pût conclure qu'elle ne doit jamais avoir de fin, autrement les mêmes causes qui avaient donné naissance aux droits des empereurs et des rois de France, pouvaient donner naissance aussi aux droits de leurs successeurs. Il faut reconnaître encore que le principe de la légitimité ou n'existe pour personne, ou existe également pour tous les souverains. L'expropriation du plus petit prince ne blesse pas moins ce principe que celle du plus grand monarque. Venise, qui se présentait comme le plus ancien État de la chrétienté, comme la seule fille légitime de la république romaine, pouvait plaider des droits antérieurs à ceux de tous les souverains. Les familles des princes de Padoue et de Vérone, auxquelles elle avait succédé, n'étaient pas moins légitimes que celles des rois de France et d'Allemagne. Tous devaient être

rétablis dans leurs anciens droits, ou aucun ne pouvait y prétendre.

Le système du droit des traités est sans doute beaucoup moins absurde que celui de la légitimité. Les nations n'ayant point de juge au-dessus d'elles, point d'autorité qui décide entre elles que la force, leurs conventions réciproques peuvent seules terminer leurs différends. Elles doivent avoir elles-mêmes la faculté de s'engager, de se désister de leurs droits, ou personne ne l'aurait pour elles, et les guerres seraient éternelles. La violence qu'on leur a faite ne saurait annuler leurs engagements sans annuler en même temps tous les traités possibles; car tout traité est l'ouvrage de la force ou de la menace; tout traité a été fait pour terminer la guerre ou pour l'éviter; tout traité est une concession que le plus faible fait au plus fort, en sacrifiant une partie de ses droits pour sauver le reste; tout traité est une concession de ce reste, que le plus fort fait au plus faible en raison de ses moyens de résistance.

Mais si le droit des traités n'est qu'une conséquence du droit du plus fort, il est difficile qu'il demeure longtemps obligatoire, après que la balance des forces aura changé. Une nouvelle lutte, dont le résultat sera différent, donnera lieu à un nouveau traité, tout aussi légitime que le précédent : ainsi, toute idée du juste et de l'injuste serait détruite; toute modération du vainqueur serait inpolitique, puisque toutes les forces qu'il laisserait à son ennemi par un traité pourraient bientôt être tournées contre lui.

La troisième base du droit public, ou l'intérêt des peuples, est la seule qui puisse soutenir un examen approfondi, et qui puisse en même temps admettre de certaines parties des deux autres systèmes. L'intérêt des peuples exige la conservation de leur repos; et, pour garantir ce repos, il admet la légitimité, non comme un droit, mais comme une présomption de la volonté nationale. Il admet encore la prescription non comme un droit, mais comme une présomption de la satisfaction mutuelle des parties. Il admet les traités, comme un moyen unique de désarmer les haines populaires, et de sauver le vaincu de la rage du vainqueur. Il admet encore la violation de ces mêmes traités, comme remède unique et nécessaire, lorsque des conditions cruelles ou déshonorantes ont été imposées par l'abus de la force. Cette violation

peut même alors devenir juste; car ni le gouvernement qui a stipulé n'avait le droit de lier la nation à une chose honteuse ou ruineuse, ni la génération actuelle n'avait le droit, pour son propre avantage, de lier sa postérité. L'intérêt national, qui laisse une espérance aux vaincus auxquels on impose un traité déshonorant, enseigne aux vainqueurs, pour leur propre avantage, à ne pas abuser de la victoire.

Ce fut au nom de cet intérêt national que Jules II prétendit, dans la suite de cette guerre, qu'aucune ligne de légitimité, aucune succession, non plus qu'aucun traité, n'avaient pu transférer une partie de la souveraineté de l'Italie aux barbares; que toute convention était nulle, lorsqu'elle dérogeait si essentiellement à l'intérêt et à l'honneur des peuples; que toute ligne de légitimité devait être regardée comme interrompue, lorsqu'elle donnait pour chefs aux nations, des rois qui avaient intérêt, non plus à leur grandeur, mais à leur abaissement et à leur ruine. Cependant les gouvernements qui ont embrassé ce système, en ont toujours redouté les applications contre eux-mêmes, et ils sont tombés dans des contradictions inextricables, pour qu'on ne pût pas leur demander compte à leur tour de l'intérêt et de l'honneur de leurs propres peuples.

Au reste, de quelques arguments fallacieux que les potentats colorassent leurs prétentions, la cupidité, la jalousie, et la crainte des comparaisons humiliantes, étaient les vrais motifs qui leur mettaient les armes à la main. Les grandes puissances ne pouvaient voir sans envie la richesse, la prudence, et les succès constants de la république de Venise. Avec moins de trois millions de sujets, sur une étendue de territoire bien moindre que la dixième partie de la France, de l'Espagne ou de l'Allemagne, Venise s'était rangée au niveau des plus grands empires; elle avait soutenu tour à tour les attaques des Musulmans, des Français, des Espagnols et des Allemands, sans donner de signes de faiblesse : le plus riche commerce animait la capitale, de nombreuses manufactures florissaient dans toutes les villes sujettes; les campagnes prospéraient par une agriculture industrieuse; des travaux immenses avaient été achevés pour la distribution des eaux sur un sol qui se couvrait de riches récoltes, et les paysans étaient heureux. Les sujets des monarques voisins, en comparant

leur misère avec tant de force, d'opulence et de sécurité, pouvaient être tentés de se demander à quoi tenait cette différence, et se répondre à eux-mêmes qu'on ne voyait à Venise ni le luxe insensé d'une cour voluptueuse, ni les voleries des ministres et de leurs subalternes, ni la pétulante ignorance et les intrigues ruineuses des jeunes favoris. Venise, sans prétendre à donner des leçons, sans approcher de la perfection, était une satire vivante des autres gouvernements; et ceux-ci, par instinct, sans même se rendre compte de leurs motifs, désiraient depuis longtemps de la détruire.

Dès l'année 1504, Louis XII, Maximilien et Jules II, avaient projeté le partage des États de Venise, et ils en avaient arrêté les bases dans le traité de Blois du 22 septembre; mais la versatilité de Maximilien, la défiance de Jules II, la jalousie de Ferdinand, avaient à cette époque sauvé la république de la conjuration formée contre elle. Le violent ressentiment qu'éprouva Maximilien, après les échecs qu'il avait essuyés, au commencement de l'année 1508, le détermina à renouer les mêmes négociations, et à rechercher l'alliance qu'il détestait, pour tirer vengeance, avec leur aide, de la république qui l'avait humilié (1).

La trêve de trois ans que le roi des Romains venait de conclure avec la république de Venise et ses alliés ne comprenait pas le duc de Gueldre, alors en guerre avec lui et son petit-fils. Ce duc était protégé par la France, qui, sous prétexte de faire sa paix particulière, ouvrit des conférences à Cambrai, entre le cardinal d'Amboise, ministre et confident de Louis XII, et Marguerite d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien, et veuve du duc de Savoie. Le cardinal et la princesse possédaient tous deux la confiance illimitée de leurs commettants. La dernière joignait toute la force d'esprit d'un homme à toute la dextérité d'une femme : le premier avait conservé du ressentiment contre Venise, dès le temps des deux conclaves où il s'était trouvé à Rome; et il n'avait point voulu écouter, dans le conseil du roi, Étienne Poucher, évêque de Sens, qui représentait combien la conservation de Venise était essentielle à la défense du Milanez; combien la France s'était mal trouvée d'avoir, peu d'années auparavant,

(1) *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.*, L. XI, p. 311.

appelé un potentat étranger au partage du royaume de Naples, et combien il y avait lieu de croire que le partage projeté de la Lombardie la précipiterait de même tout entière sous le joug de la maison d'Autriche (1).

Le cardinal d'Amboise et Marguerite d'Autriche s'étant réunis à Cambrai, sous prétexte d'y traiter les affaires de Gueldre, n'admirent point à leurs conférences les ambassadeurs de Ferdinand le Catholique, encore que Louis XII eût communiqué à ce monarque ses projets sur Venise, dans l'entrevue de Savone, et lui eût offert, pour prix de sa coopération, les villes maritimes de la Pouille, que les Vénitiens avaient gardées pour gage de l'argent qu'ils avaient prêté à la maison d'Aragon : ils n'y admirent point non plus le nonce du pape, quoique Jules II, pour recouvrer ses villes de Romagne, eût le premier fait naître l'idée de cette association. Le cardinal et la princesse délibérèrent seuls et sans assistants; leurs négociations furent mêlées d'altercations si vives, que Marguerite écrivait, *nous nous sommes, M. le légat et moi, cuidés prendre au poil;* mais elles furent bientôt terminées par deux traités signés le 10 décembre 1508. Par le premier, les différends du duc de Gueldre avec l'archiduc Charles furent conciliés, aussi bien que ceux sur la mouvance des fiefs des Pays-Bas relevant de la couronne de France, et Maximilien, en conséquence, s'engagea à donner à Louis XII une nouvelle investiture du duché de Milan (2). Par le second, la ligue de l'Europe contre Venise fut stipulée, les deux plénipotentiaires se faisant fort d'obtenir la ratification des autres souverains, encore que le nonce du pape, consulté, refusât la sienne, parce qu'il n'était pas muni d'instructions formelles.

Ce second traité, qui seul est désigné par le nom de Ligue de Cambrai, portait que l'Empereur et le roi de France ayant résolu, à la sollicitation de Jules II, de s'allier pour faire la guerre aux Turcs, ils étaient convenus auparavant « de faire cesser les pertes, » les injures, les rapines, les dommages que les Vénitiens ont

(1) *Fr. Belcarii Comment. Rer. Gallic.*, L. XI, p. 310. — *Arn. Ferronii*, L. IV, p. 67.

(2) De Flassan, Hist. de la Diplomatie française, T. I, L. II, p. 286. — Léonard, Corps diplomatique, T. II.

» causés, non-seulement au saint-siége apostolique, mais au saint-
» empire romain, à la maison d'Autriche, aux ducs de Milan, aux
» rois de Naples, et à plusieurs autres princes, en occupant et
» usurpant tyranniquement leurs biens, leurs possessions, leurs
» villes et leurs châteaux, comme s'ils avaient conspiré pour le
» malheur de tous. » Pour toutes ces causes, ajoutent les monarques, « nous avons trouvé non-seulement salutaire, utile et hono-
» rable, mais même nécessaire, d'appeler chacun à une juste ven-
» geance, pour éteindre, comme un incendie commun, la cupidité
» insatiable des Vénitiens et leur soif de domination (1). »

Après ce préambule, le traité porte que les confédérés agiront de concert pour forcer les Vénitiens à rendre au saint-siége Ravenne, Cervia, Faenza, Rimini, Imola et Césène. Les plénipotentiaires avaient négocié avec tant d'inattention ou d'ignorance, qu'ils n'avaient point remarqué qu'Imola et Césène avaient depuis longtemps été rendues au pape. Le traité ajoute que les Vénitiens rendraient à l'Empire, Padoue, Vicence et Vérone, et à la maison d'Autriche, Rovérédo, Trévise et le Friuli : que les Vénitiens seraient forcés de rendre au roi de France, Brescia, Bergame, Crême, Crémone, la Ghiara d'Adda, et toutes les dépendances du duché de Milan : au roi d'Espagne et de Naples, Trani, Brindisi, Otrante, Gallipoli, Mola et Polignano, avec toutes les villes qu'ils avaient reçues en gage de Ferdinand II; au roi de Hongrie, s'il entrait dans cette alliance, toutes les villes de Dalmatie et d'Esclavonie, qui avaient autrefois appartenu à sa couronne; au duc de Savoie, le royaume de Chypre; aux maisons d'Este et de Gonzague, les possessions que la république avait conquises sur leurs ancêtres: et quant aux puissances qui n'avaient rien à prétendre dans les dépouilles de Venise, comme l'Angleterre, elles pourraient aussi être admises à cette alliance, si elles le demandaient avant l'expiration de trois mois (2).

(1) Manifeste de Maximilien, en date du 5 janvier 1509, qui sert de préambule au traité de Cambrai. *Ann. eccles. Raynald.*, Ann. 1509, §§ 2, 3, 4, T. XX, p. 64.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 412. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 204. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 311. — Hist. de la Diplomatie française, T. I, L. II, p. 288. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 53.

Quant aux moyens d'exécution, il était convenu par ce traité, que le roi de France attaquerait en personne les Vénitiens, le premier jour d'avril; qu'en même temps le pape fulminerait contre eux toutes les censures ecclésiastiques, et qu'il requerrait l'assistance de l'Empereur comme avoué de l'Église. Cette réquisition devait délier Maximilien des engagements qu'il avait contractés peu de mois auparavant, et lui fournir un motif pour attaquer les Vénitiens, ce qu'il promettait de faire en personne, dans les quarante jours qui suivraient l'attaque du roi de France. En même temps Ferdinand et les autres alliés devaient chacun de leur côté s'emparer des provinces qui leur avaient été abandonnées en partage. Chacun des confédérés devait agir pour son propre compte, et poursuivre ses conquêtes sans être tenu de seconder ses associés.

Les coalisés ne se contentaient pas de se promettre le partage d'un État avec lequel ils étaient liés par des engagements solennels : pour accomplir avec plus de certitude cet acte d'iniquité, il fallait surprendre les Vénitiens, et leur dérober la connaissance du traité qui venait d'être signé. L'accord conclu en même temps avec le duc de Gueldre, avait masqué le but des conférences : les plénipotentiaires se hâtèrent de quitter Cambrai pour attirer moins longtemps l'attention de l'Europe; et l'ambassadeur vénitien ayant eu quelque soupçon de l'orage qui le menaçait, Louis XII lui protesta qu'il ne s'était rien conclu à Cambrai de désavantageux pour sa république, et que jamais il ne donnerait les mains à ce qui pourrait nuire à d'aussi anciens alliés (1).

Louis XII avait ratifié sans hésitation le traité de Cambrai. Albert Pio, seigneur de Carpi, et l'évêque de Paris, envoyés à Maximilien, obtinrent aussi immédiatement sa ratification : celle de Ferdinand le Catholique ne se fit pas attendre plus longtemps, quoiqu'il redoutât la puissance des étrangers en Italie, et qu'il ne se défiât pas moins de Maximilien que des Français; mais comme il ne se sentait pas assez fort pour défendre les Vénitiens, il préféra commencer par s'agrandir à leurs dépens (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 412.—*Fr. Belcarii,* L. XI, p. 312.—*Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 54.

(2) *Jo. Marianæ de rebus Hispaniæ,* L. XXIX, c. XV, p. 280.

La haine que Jules II avait conçue contre les Vénitiens, venait encore d'être augmentée par deux offenses nouvelles : d'une part, ils avaient accordé aux Bentivoglio un asile dans leurs États, après leur expulsion du Milanez ; de l'autre, le sénat avait refusé d'admettre à l'évêché de Vicence un neveu du pape, auquel Jules avait destiné cet évêché en le créant cardinal de Saint-Pierre *ad Vincula* (1). Cependant Jules II hésita plus qu'aucun des confédérés à donner sa ratification au traité de Cambrai. Il sentait que cette ligue augmenterait la puissance des ultramontains en Italie, tandis que l'objet qu'il désirait le plus ardemment était de purger cette contrée de ceux qu'il appelait les barbares. Sa défiance des Français était encore accrue par sa haine contre le cardinal d'Amboise, qu'il regardait comme prétendant à lui succéder, et dont il craignait les trames contre sa vie même. Il venait d'éprouver, dans le tumulte de Gênes, combien les Français avaient peu de déférence pour lui ; et il ne pouvait sans crainte augmenter encore leur prépondérance. Maximilien n'était pas moins redoutable pour le saint-siége, d'après les prétentions que l'Empire avait toujours nourries sur toute l'Italie ; et comme son héritier était en même temps celui de Ferdinand, on pouvait déjà craindre de voir le petit-fils de l'un et de l'autre réunir des monarchies alors rivales. S'il joignait le royaume de Naples et la Marche Véronaise à tant d'autres déjà si vastes, le saint-siége, resserré de toutes parts, ne pouvait plus espérer d'indépendance ; et tous les efforts qu'avait faits Jules II pour réunir les provinces détachées de l'Église, demeuraient sans utilité.

[1509.] L'Épirote Constantin Cominatès se trouvait alors à Rome, envoyé par Maximilien, auprès duquel il jouissait d'une grande faveur. C'était le même homme qui pendant un temps avait été tuteur des jeunes marquis de Montferrat, et qui, chassé ensuite de cette principauté par les Français, avait conçu contre eux une haine profonde. Après avoir eu des conférences avec Jules II, il fut chargé par lui de voir secrètement Jean Badoéro, envoyé de la république à Rome. Il alla le trouver de nuit ; il lui communiqua le traité de Cambrai, dont la connaissance avait jusqu'alors été dérobée aux Vénitiens ; et en même temps il lui déclara que si

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 410.

le sénat voulait restituer au pape Faenza et Rimini, celui-ci se détacherait de la ligue; que le sénat brouillerait de même Maximilien avec la France, s'il voulait seconder les projets de cet empereur sur le Milanez. Ces ouvertures furent aussitôt communiquées au conseil des Dix, qui, vers le même temps, avait reçu de Milan quelque connaissance du traité (1).

Le conseil des Dix, avant de s'engager avec le pape, voulut tenter si en effet l'Empereur pourrait être détaché de l'alliance de la France. Il lui envoya Jean Pierre Stella, secrétaire du sénat, avec les propositions les plus avantageuses. Mais celui-ci ne sut point s'envelopper d'un secret assez profond; l'ambassadeur français informé de son arrivée, empêcha qu'il ne fût admis: un autre négociateur fut également écarté; une proposition conciliatrice que Jules II fit lui-même à George Pisani, second ambassadeur de la république à Rome, fut dédaignée par cet homme morose, et d'un esprit contrariant, qui ne la communiqua pas même à ses chefs (2). Enfin la seigneurie, après avoir délibéré sur les moyens de détacher le pape de la ligue formée contre elle, trouva, d'après le conseil de Dominique Trévisani, que céder à l'Église sans combats ce qu'elle pourrait à peine obtenir par les armes, c'était acheter bien cher la neutralité d'un aussi faible ennemi, et donner, dès le commencement de la guerre, une preuve trop dangereuse de pusillanimité. Le pape, qui avait tardé jusqu'au dernier jour à donner sa ratification au traité, y accéda enfin, mais sous la condition expresse qu'il n'agirait à découvert contre les Vénitiens, qu'après que les Français auraient commencé les hostilités (3).

Leur attaque, il est vrai, ne devait plus être longtemps différée; Louis XII s'était rendu à Lyon pour hâter la marche de ses troupes vers l'Italie; le cardinal d'Amboise qui cherchait avidement un prétexte pour rompre l'antique alliance, avait fait, en présence de tout le conseil, des reproches sanglants à l'ambassadeur vénitien, de ce que ses maîtres faisaient fortifier l'abbaye de Cerréto dans l'État de Crème, contre la teneur d'un traité conclu par la

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VII, p. 158.
(2) *Idem. Ibid.*
(3) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 414. — *Fr. Belcarii*, L. XI, p. 312.

république avec François Sforza, le 29 avril 1454 (1). Louis XII en même temps se faisait donner, pour cette guerre, des vaisseaux par les Génois, de l'argent par les Florentins, de l'argent et des soldats par les Milanais, qui regrettaient les provinces de leur État cédées par la France à la république de Venise. A la fin de janvier, la cour de France jeta enfin le masque : elle rappela de Venise son ambassadeur ; elle renvoya celui des Vénitiens, aussi bien que le secrétaire de la république qui résidait à Milan, et elle publia son manifeste. Ferdinand le Catholique, au contraire, fidèle à sa politique astucieuse, fit déclarer à la république, qu'il était entré dans la ligue signée à Cambrai contre les Turcs, mais nullement dans celle contre Venise; qu'il ignorait les motifs de Louis XII pour attaquer la seigneurie, et qu'il offrait à celle-ci tous les bons offices qu'elle avait droit d'attendre de sa bienveillance et de sa richesse (2).

Déjà les hostilités avaient commencé sur les bords de l'Adda, entre quelques troupes légères françaises et vénitiennes, lorsque le héraut d'armes de France fut introduit dans le sénat, et dénonça la guerre à Léonard Lorédano, doge de Venise, et à tous les citoyens de cette ville; les qualifiant d'hommes infidèles, qui retenaient injustement les villes du souverain pontife et des rois, après s'en être emparés par violence. Lorédano répondit que la république n'avait manqué de foi à personne, et que si elle n'avait pas observé trop scrupuleusement ses engagements envers la France elle-même, Louis XII n'aurait pas en Italie un lieu à lui où il pût mettre le pied. Après ces protestations solennelles de part et d'autre, on ne songea plus qu'à la guerre (3).

Les Vénitiens, quoique abandonnés, sans alliés, aux attaques de l'Europe presque entière, ne désespéraient point de leur sort. Pourvu qu'ils ne succombassent pas à la première agression, ils ne doutaient pas que la ligue formée contre eux ne vînt à se dissoudre au bout de peu de mois : les alliés étaient mis en mouvement par des intérêts trop discordants, et le caractère du pape et de Maximilien promettait trop peu de constance, pour qu'on dût

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 418. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 314.
(2) *Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. VII, p. 159.
(3) *Pet. Bembi Hist. Ven.,* L. VII, p. 162. — *Fr. Guicciard,* L. VIII, p. 421.

s'attendre à les voir persister longtemps dans une entreprise si contraire à toute saine politique. Les Vénitiens songèrent donc à se mettre en défense ; leurs richesses, qui étaient encore intactes, et la prospérité de leur commerce, que les progrès des Portugais dans les Indes n'avaient pas encore eu le temps d'ébranler, mettaient à leur disposition tous les condottiéri, et leur permettaient de rassembler sous leurs drapeaux la plus brillante armée qui eût encore combattu dans les guerres d'Italie. Cependant, ces richesses, qui faisaient toute leur force, furent coup sur coup entamées par des accidents fortuits, comme si le ciel lui-même s'était joint à la ligue des nombreux ennemis de la république. Le magasin à poudre de l'arsenal de Venise sauta avec une effroyable détonation, tandis que le conseil était assemblé ; et cet incendie couvrit la ville entière de cendres et de brandons enflammés. La forteresse de Brescia fut frappée d'un coup de tonnerre, qui entr'ouvrit ses murailles; une barque, qui portait à Ravenne dix mille ducats, pour la solde des troupes, périt en mer. Les archives enfin de la république, qui contenaient tous ses papiers les plus précieux furent consumées par le feu : et ces malheurs répétés n'étaient point encore aussi désastreux en eux-mêmes que par la fâcheuse influence qu'ils exerçaient sur le courage du peuple; car celui-ci les considérait comme autant de funestes présages (1).

Les Vénitiens avaient engagé à leur solde plusieurs condottiéri, nés dans les États de l'Église, entre autres Giulio et Renzo Orsini, seigneurs de Céri, dont ils portaient le nom, et Troïlo Savelli. Ces capitaines devaient leur amener cinq cents hommes d'armes et trois mille fantassins, et ils avaient déjà reçu à compte quinze mille ducats. Mais le pape ordonna, sous les peines ecclésiastiques et temporelles les plus sévères, de rompre le marché, et de garder en même temps l'argent. Les condottiéri obéirent à cette sommation de leur seigneur suzerain (2). Malgré leur absence, cependant, les Vénitiens se trouvèrent avoir près de Pontévico

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 419. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.,* L. XI, p. 315.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 419. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VIII, p. 165.

sur l'Oglio, deux mille cent lances fournies, ce qui supposait à chacune quatre, ou même six chevaux ; quinze cents chevau-légers italiens, dix-huit cents Stradiotes, dix-huit mille fantassins soldés, et douze mille hommes de leurs propres milices (1). Nicolas Orsini, comte de Pitigliano, avait le titre de capitaine général de cette armée, et Barthélemi d'Alviano, de la même famille, celui de gouverneur. Deux provéditeurs, Georges Cornaro et André Gritti, étaient attachés à l'armée au nom de la seigneurie; tous deux s'étaient acquis une grande réputation dans les négociations et dans les armes. L'un avait été l'année précédente opposé à Maximilien, dans le Friuli, l'autre à Rovérédo; et cette campagne les avait couverts de gloire (2).

Le roi de France était sur le point d'attaquer la république, tandis que les autres confédérés étaient décidés à ne se mettre en mouvement qu'après avoir jugé par les succès de Louis du sort de la guerre. C'était donc à résister aux Français que les Vénitiens destinaient toutes leurs forces ; et, dans ce but, ils les avaient rassemblées sur l'Oglio. Là deux plans de guerre absolument opposés furent présentés par les deux chefs de l'armée. Alviano, qui s'était toujours distingué par la hardiesse de ses desseins, et par la promptitude de leur exécution, voulait porter la guerre dans le pays ennemi avant que Louis XII eût eu le temps de rassembler toutes ses forces; il comptait profiter du mécontentement que le gouvernement français avait excité dans toute l'Italie, pour mettre en révolution le duché de Milan, s'approprier les ressources d'hommes et d'argent de la Lombardie, au lieu d'en laisser la disposition à l'ennemi, et attaquer les différents corps français, à mesure qu'ils déboucheraient des Alpes, avant qu'ils pussent se mettre en ligne. Pitigliano, au contraire, général prudent, et qui ne donnait rien au hasard, mais qu'Alviano accusait d'ajouter la timidité d'un âge avancé, à celle de son propre caractère, voulait qu'on n'essayât point de défendre les terres de la Ghiara d'Adda, qui n'avaient pas une grande importance, qu'on laissât les Fran-

(1) *Muratori, Annali d'Italia,* T. X, p. 41, d'après une chronique manuscrite. —*Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 425. — *Petri Bembi,* L. VII, p. 167. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 317.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 416.

çais épuiser par des siéges leur première impétuosité; et que l'armée occupât le camp retranché des Orci, dont François Carmagnola et Jacob Piccinino avaient reconnu l'importance dans de précédentes guerres : elle y serait défendue par l'Oglio et par le Sério, menaçant les troupes qui voudraient assiéger Crémone ou Crème, Bergame ou Brescia, les infestant par de la cavalerie légère, et se rapprochant même d'elles pour leur couper les vivres, mais sans abandonner jamais les lieux forts (1).

L'un et l'autre de ces plans de campagne pouvait présenter de grands avantages; mais, comme il arrive presque toujours, lorsque les opérations militaires sont soumises aux décisions des conseils civils, les deux partis extrêmes, qui pouvaient être bons tous deux, furent rejetés, pour en prendre un moyen, qui était nécessairement mauvais. Ceux qui opinent sur des matières qui leur sont étrangères, croient, a dit M. Necker, *mettre leur avis en lieu de sûreté,* lorsqu'ils se tiennent à distance égale des avis extrêmes de deux hommes de l'art; et ce calcul d'amour-propre a été fatal à beaucoup d'États. Le sénat rejeta le conseil d'Alviano, comme trop audacieux, et celui de Pitigliano, comme trop timide; mais il ordonna aux généraux de conduire l'armée sur l'Adda, pour défendre la Ghiara d'Adda, en leur prescrivant en même temps d'éviter le combat, à moins qu'une nécessité urgente ne les y forçât, ou qu'une occasion très-favorable ne se présentât à eux (2).

C'était avec plus d'empressement pour combattre que le roi de France s'approchait : il voulait arriver le plus tôt possible à une bataille; et encore que ses troupes ne fussent pas toutes en ligne, il s'empressa de commencer les hostilités, pour que le terme de quarante jours, au bout duquel le pape et l'Empereur devaient le seconder, commencât à courir contre eux. Par ses ordres, M. de Chaumont passa l'Adda, près de Cassano, le 15 avril 1509, avec trois mille chevaux, six mille fantassins et quelque artillerie; et il se dirigea sur Tréviglio, à trois milles plus loin. L'armée vénitienne n'avait point encore quitté Pontévico; mais Justinien Morosini, provéditeur des Stradiotes, se trouvait à Tréviglio avec Vitelli

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 416. — *Petri Bembi,* L. VII, p. 165. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 315.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 420.

de Città di Castello, et Vincenzio Naldi, qui commandait la bonne infanterie des Brisighella, levée en Romagne, au château qui porte ce nom (1). Ces chefs, croyant n'avoir affaire qu'à un petit corps de cavalerie légère, envoyèrent deux cents fantassins et quelques Stradiotes pour le repousser. Ceux-ci furent bientôt ramenés jusqu'aux portes de Tréviglio; et les Français, les poursuivant avec ardeur, plantèrent aussitôt quelques pièces d'artillerie en batterie contre les murs. L'effroi succéda immédiatement à une confiance imprudente; et les habitants de Tréviglio forcèrent la garnison à se rendre. Le provéditeur Giustiniani, Vitelli et Naldi furent faits prisonniers, avec environ cent chevau-légers et mille fantassins. Deux cents Stradiotes seulement se mirent à couvert par la fuite. Le même jour, les Français attaquèrent encore les frontières vénitiennes sur quatre points différents, depuis les monts de Brianza jusqu'au voisinage de Plaisance : mais après avoir donné ainsi commencement à la guerre, tous ces corps se retirèrent; et Chaumont lui-même revint à Milan, pour y attendre le roi (2).

A peine la nouvelle de ces premières hostilités fut-elle portée à Rome, que le pape publia le 27 avril, contre le doge, les prégadi, le conseil général, et les citoyens de Venise, la bulle d'excommunication qu'il avait tenue en réserve. Il y reprochait à la république d'avoir usurpé toutes les terres qu'elle possédait en Romagne; il déclarait que, dès le temps de l'achat de Cervia, en 1468, elle se trouvait comprise par cette acquisition dans les excommunications annuelles de la bulle *in Cœnâ Domini.* De plus, la république avait dans ses États troublé la juridiction ecclésiastique, en interdisant, en punissant même les appels au saint-siége; en soumettant les personnes ecclésiastiques à un for séculier, en s'attribuant, contre les saints canons, la collation des bénéfices. Au mépris des excommunications prononcées contre les Bentivoglio, elle avait accordé dans ses États un refuge à ces ennemis du saint-siége; elle leur avait même permis d'habiter les villes les plus voisines des frontières, pour favoriser leurs intrigues à Bologne. D'après toutes ces causes, ajoutait Jules II, le saint-siége

(1) Mémoires du chev. Bayard, Ch. XXIX, p. 70.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 421. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 205. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gallic.,* L. XI, p. 316.

aurait pu sans délai traiter les Vénitiens comme des infidèles, comme des païens, comme un membre gangréné de l'Église, qu'il faut se hâter de détruire avant qu'il corrompe le reste. Cependant le pontife, dans son extrême indulgence, voulait bien encore leur dénoncer les peines dans lesquelles ils étaient tombés, et leur accorder un terme final de vingt-quatre jours, pour se repentir, pour restituer à l'Église tout ce qu'ils possédaient de son territoire, pourvu qu'ils lui remissent aussi tous les fruits qu'ils y avaient perçus pendant toutes les années de leur usurpation (1).

Si toutefois les Vénitiens différaient au delà de ce terme à se repentir et à en donner des preuves, le pape, par la même bulle, soumettait aux interdits, non-seulement Venise, mais toutes les terres de sa domination, et toutes celles qui donneraient asile à aucun Vénitien. Il déclarait les citoyens de Venise, criminels de lèse-majesté divine, ennemis perpétuels du nom chrétien; et il permettait à chacun de leur courir sus, de s'emparer de leurs biens et de leurs personnes, et de les vendre comme esclaves : tant l'Église romaine a peu mérité l'éloge qui lui est souvent accordé, d'avoir aboli l'esclavage (2).

Sur ces entrefaites, l'armée vénitienne étant rassemblée, marcha de Pontévico à Fontanella, bourgade à six milles de distance de Lodi, d'où elle était à portée de secourir Crémone, Crème, Caravaggio et Bergame. Ses généraux y furent informés que M. de Chaumont avait repassé l'Adda; et ils crurent en conséquence l'occasion favorable pour reprendre Tréviglio. Alviano seul s'opposa à cette résolution, remontrant qu'il ne fallait s'approcher de l'ennemi qu'autant qu'on voulait l'attaquer, et que c'était suivre à la fois deux projets contradictoires que de marcher à lui, et de vouloir pourtant se tenir sur la défensive. Mais ses objections n'ayant point été écoutées, l'armée vénitienne occupa d'abord la Rivolta sur les bords de l'Adda, et attaqua ensuite Tréviglio, où M. de Chaumont avait laissé cinquante lances et mille

(1) *Raynaldi Annal. eccles.*, 1509, §§ 6-9, T. XX, p. 65. Mais il ne rapporte textuellement que cette première partie de la bulle, et il supprime les menaces par lesquelles elle se termine.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 422. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VII, p. 165. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 316.

fantassins, sous les ordres des capitaines Imbault et Fontrailles. L'artillerie ayant bientôt fait brèche du côté de Cassano, la garnison capitula; les officiers demeurèrent prisonniers, et les soldats se retirèrent sans armes. Toutefois les Français ne stipulèrent point d'amnistie pour les habitants, qui, par leur soulèvement, avaient fait rendre la place; et les généraux vénitiens, pour punir cette insubordination, abandonnèrent Tréviglio au pillage (1).

Mais le jour même où Tréviglio avait capitulé, le 8 mai, Louis XII arriva sur le bord opposé de l'Adda; et le lendemain, il jeta trois ponts sur cette rivière, au-dessous de Cassano, sans que les Vénitiens, qui en étaient éloignés de quelques milles, et qui étaient toujours occupés du pillage de Tréviglio, missent aucune opposition à leur construction. La rive de Cassano est plus élevée que celle qui lui est opposée, et la défense de la rivière aurait toujours été difficile; cependant les Français n'avaient pas pu s'attendre à ce qu'elle ne fût pas même tentée; et lorsque J.-J. Trivulzio vit Louis XII avec toute son armée sur la rive gauche de l'Adda, il lui dit : « Sire, c'est aujourd'hui que vous avez vaincu les Vénitiens (2) ». Alviano, sans être informé du passage des Français, sentait la nécessité de conduire son armée sur les bords du fleuve; et ne pouvant arracher autrement ses soldats au pillage, il fit mettre le feu à Tréviglio, pour les en chasser. Mais malgré cette exécution cruelle, il arriva trop tard; et les deux armées n'étant plus séparées par aucun obstacle, les Vénitiens rentrèrent dans leur camp, autour de Tréviglio, qui était situé dans une position très-avantageuse, et les Français établirent le leur à un mille de distance.

Louis XII ayant reconnu la position des Vénitiens, et jugeant trop dangereux de les y attaquer, après être resté un jour en présence, tourna le lendemain au midi, et descendit le fleuve vers Rivolta, dont il s'empara. Après y avoir passé un jour, il brûla ce village, et continua, le jour suivant, sa route pour se rendre à Pandino ou à Vaila, et séparer ainsi l'armée vénitienne des magasins qu'elle avait à Crème et à Crémone. Pendant que le roi

(1) *Petri Bembi Hist. Venetæ,* L. VII, p. 166. — *Fr. Belcarii Comment.,* L. XI, p. 317. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. XXIX, T. XV, p. 70.

(2) *Fr. Guicc.,* L. VIII, p. 424. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 205.

suivait le chemin tortueux des bords de l'Adda, les Vénitiens pouvaient, en suivant la corde de l'arc que décrivait Louis XII, arriver par un chemin plus court à une seconde position plus rapprochée de Crème, et aussi bonne que celle qu'ils occupaient. Pitigliano, pour faire ce trajet, ne voulait partir que le lendemain : Alviano insista pour qu'on se mît aussitôt en route, et qu'on devançât l'ennemi. En effet l'ordre de partir fut donné : les hautes broussailles dont le pays est couvert dérobaient entièrement l'armée vénitienne, qui suivait le chemin à droite, à la vue des Français, qui suivaient le chemin à gauche; et sa ligne étant plus directe, elle se trouva bientôt avoir gagné les devants. Mais dans cet endroit justement, les deux chemins se rapprochaient; et Alviano, qui commandait l'arrière-garde, eut connaissance de Charles d'Amboise et de Jean-Jacque Trivulzio, qui commandaient l'avant-garde française, et qui se trouvaient très-près de lui (1).

L'on comptait dans l'armée de Louis XII, deux mille lances, mille Suisses et douze mille fantassins gascons ou italiens, avec un beau parc d'artillerie (2). L'avant-garde d'Amboise était composée de cinq cents lances et des Suisses; à l'arrière-garde d'Alviano on comptait huit cents hommes d'armes, et la fleur de l'infanterie italienne. Le combat entre ces deux divisions n'était point inégal : mais la marche des autres corps éloignait toujours plus Pitigliano d'Alviano, tandis qu'elle rapprochait Louis XII de Charles d'Amboise. Alviano ne pouvant éviter la bataille, envoya dire en hâte à son collègue qu'il était engagé, et le pressa en même temps d'arrêter sa colonne, et de marcher à son secours. Pitigliano dès le commencement de la campagne avait eu à lutter contre l'impétuosité d'Alviano; il l'avait toujours vu chercher des dangers qu'il croyait de son devoir d'éviter. Il crut que dans cette occasion ce capitaine voulait le forcer malgré lui à combattre; et il lui fit dire de continuer sa retraite en bon ordre, puisque la volonté du sénat était d'éviter une bataille (3).

Alviano cependant s'était disposé pour le combat. Il avait placé

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 425. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VII. p. 168. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. XI, p. 318.

(2) Mémoires du chev. Bayard, Ch. XXIX, T. XV, p. 69.

(3) *Fr. Guicciardini,* Lib. VIII, p. 425. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 318.

ses fantassins avec six pièces d'artillerie sur une digue destinée à contenir un torrent, qui dans ce moment était à sec, et il avait attaqué avec vigueur la cavalerie française dans un terrain embarrassé par des vignes, où elle ne pouvait faire ses évolutions avec liberté. Alviano profita de cet avantage, la repoussa, et la poursuivit jusque dans un lieu plus ouvert. En même temps le roi arrivait avec le corps de bataille; et l'arrière-garde d'Alviano, qui avait déjà remporté un succès glorieux, se trouvait avoir affaire avec toute l'armée. La bravoure du général s'était communiquée aux soldats, et l'avantage qu'ils avaient déjà obtenu soutenait leur ardeur, en sorte qu'ils continuèrent le combat durant trois heures avec la plus grande vaillance. Une forte pluie survenue pendant la bataille rendait le terrain glissant pour les fantassins; l'espérance de voir arriver Pitigliano, sur le secours duquel on avait compté, s'évanouissait; mais l'infanterie italienne des Brisighella, qu'on distinguait à ses casaques mi-partie blanches et rouges, se rendit digne de sa nouvelle réputation : encore qu'elle fût forcée à se replier jusque dans une plaine ouverte, et qu'elle s'y trouvât exposée aux attaques de la cavalerie, elle ne rompit jamais ses rangs. Entourés, pressés, accablés, ces fantassins romagnols se firent presque tous tuer, après avoir vendu chèrement leur vie. Ils avaient reçu de Naldo de Brisighella dans le val de Lamone, leur nom et leur organisation; et toute l'infanterie soldée des Vénitiens avait ensuite adopté leurs couleurs et leur ordonnance. Cette infanterie laissa six mille morts sur le champ de bataille; c'était à peu près le double de ce qu'avaient perdu les Français : la gendarmerie vénitienne ne souffrit pas beaucoup; mais Barthélemi d'Alviano, blessé au visage, fut fait prisonnier, et conduit au pavillon du roi. Vingt pièces d'artillerie tombèrent entre les mains des Français; le reste de l'armée vénitienne continua sa retraite sans être poursuivi (1).

Cette bataille diversement nommée de Vaila ou d'Aignadel dans

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. VIII, p. 425. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VII, p. 170. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IX, p. 206. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 318. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.,* L. XXIX, c. XIX, p. 287. — *P. Bizarri Hist. Gen.,* L. XVIII, p. 426. — Mémoires du chev. Bayard, T. XV, ch. XXIX, p. 71. — *Arn. Ferronii,* T. IV, p. 68.

la Ghiara d'Adda, fut livrée le 14 mai 1509. Avec elle commença un nouveau système de guerre, signalé par plus de férocité dans les combats, et des déroutes plus meurtrières. Depuis quinze ans les ultramontains avaient porté leurs armes en Italie; cependant on n'avait point vu encore un champ de bataille couvert de tant de morts; on n'avait point vu non plus l'infanterie prendre une part aussi importante à l'action. Mais plus les guerres se prolongent, plus elles deviennent nationales; plus les souffrances des vaincus deviennent intolérables, et plus chacun sent qu'il vaut mieux se défendre à outrance, que de se laisser opprimer sans combat. Le moment arrive enfin où les peuples engagent dans la lutte la totalité de leurs forces, et où la victoire ne semble plus pouvoir être obtenue que par l'extermination des vaincus: plus les agresseurs ont augmenté leur nombre et leurs moyens d'attaque, plus leur consommation est ruineuse, et leur joug insupportable. La résistance s'accroît avec l'oppression. Après des batailles meurtrières la même férocité est portée dans le siége des villes, et dans le traitement des pays conquis. A dater de cette première bataille, chaque année fut marquée par plus de fureur, et par une grande effusion de sang, jusqu'au moment où un épuisement universel força enfin les nations et leurs chefs à faire la paix, parce que la génération propre aux armes était presque absolument détruite, et qu'on ne pouvait point recruter les armées avec des vieillards et des enfants.

Louis XII poursuivit sa victoire avec une rapidité qui fit plus d'honneur encore à son talent militaire que les dispositions qu'il avait faites pour le combat. Dès le lendemain il se présenta devant Caravaggio, qui ouvrit aussitôt ses portes; et la forteresse attaquée avec de l'artillerie, capitula le jour d'après. Le 17, la ville de Bergame lui envoya ses clefs, et il la fit occuper par cinquante lances et mille fantassins; la citadelle tint à peine deux ou trois jours. A chaque capitulation, Louis XII exigeait toujours que les gentilshommes vénitiens qui se trouvaient dans les villes, demeurassent ses prisonniers. Il voulait les forcer à payer des rançons assez grosses pour ruiner leurs familles, et les mettre dans l'impossibilité de soulager, par leurs fortunes privées, les finances de la république. Cependant il s'approchait de Brescia pour suivre l'armée vénitienne, qui s'était retirée vers cette ville,

et qui était déjà fort diminuée par la désertion. Les deux provéditeurs Georges Cornaro et André Gritti, avaient supplié vainement les Bressans de les admettre dans leurs murs : le comte Jean-François de Gambara, chef de la faction gibeline, au moment où il avait été instruit de la déroute de Vaila, s'était emparé des portes avec ses partisans ; il en avait refusé l'entrée aux troupes vénitiennes, et, le 24 mai, il les livra aux Français. Pitigliano, ne se trouvant plus en sûreté auprès d'une ville révoltée, se retira à Peschiéra, avec les restes de son armée (1).

Les calamités se succédaient pour les Vénitiens avec une rapidité si effrayante, que ni le sénat, dont on avait souvent vanté la constance et la fermeté, ni le peuple, dont on attendait du patriotisme, ne trouvaient en eux-mêmes assez de force pour y résister. Des efforts prodigieux avaient été faits, avant l'ouverture de la campagne, pour rassembler de l'argent : la république, dans ce but, avait eu recours à des expédients contraires à tous ses usages ; elle avait emprunté de toutes mains, elle avait obtenu des dons patriotiques de tous les nobles et de toutes les villes sujettes, elle avait retranché à tous les fonctionnaires publics la moitié de leur traitement (2), et déjà tous ces trésors étaient dissipés ; l'armée qu'on avait rassemblée à si grands frais était détruite ou dispersée. Il ne s'agissait pas seulement de la rétablir, il fallait encore s'occuper de la flotte, puique les Français en armaient une à Gênes, qui ne tarderait pas à infester les rivages de l'Adriatique. Le sénat ordonna en effet l'équipement de cinquante galères, sous les ordres d'Ange Trévisani ; et en même temps il envoya, dans toutes ses possessions maritimes, l'ordre de transporter à Venise tout le blé dont on pourrait disposer, afin de mettre la capitale tout au moins en état de soutenir un long siége (3).

Immédiatement après la soumission de Brescia, Crème avait ouvert ses portes au roi, à l'instigation de Soncino Benzoni, des-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 427. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VIII, p. 173. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. IV, p. 207. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. XI, p. 319.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VII, p. 162.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 418. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VIII, p. 175. — *F. Belcarii,* L. XI, p. 320.

cendant des anciens tyrans de cette ville. Crémone avait aussi capitulé de même que la forteresse de Pizzighettone. La citadelle de Crémone continuait seule à se défendre, parce que Louis XII avait exigé que tous les gentilshommes vénitiens qui s'y trouvaient, demeurassent ses prisonniers, et que Zacharie Contarini, dont on connaissait les immenses richesses, s'y était renfermé avec plusieurs autres seigneurs, que les Français voulaient ruiner par des rançons exorbitantes. Le comte de Pitigliano avait de nouveau abandonné Peschiéra pour se replier sur Vérone; mais il avait laissé à la garde de cette forteresse André de Riva et son fils, gentilshommes vénitiens, avec quatre cents fantassins : il se flattait que ceux-ci, profitant de la force de la place et des avantages de sa situation, arrêteraient assez longtemps les Français pour lui donner à lui-même le temps de réorganiser son armée.

L'événement ne répondit point aux espérances de Pitigliano : à peine l'artillerie avait-elle fait une brèche étroite dans les murailles de Peschiéra, que les Suisses et les Gascons s'y précipitèrent, et emportèrent la place d'assaut : la garnison fut toute passée au fil de l'épée, et Louis XII fit pendre le commandant André de Riva avec son fils, sans autre motif que d'inspirer de la terreur à ceux qui tentaient de se défendre. De même il avait fait pendre, peu de jours auparavant, les braves gens qui défendaient Caravaggio. Les hommes faibles sont presque toujours cruels; et les rois qui suivent les armées sans être généraux, y sont plus disposés encore que d'autres, parce qu'ils regardent toute résistance à leur volonté comme une offense personnelle, qui les dispense des lois de la guerre (1).

Quinze jours s'étaient à peine écoulés depuis la victoire de Vaila, et Louis XII avait déjà conquis toute la partie du territoire vénitien que le traité de Cambrai lui assignait en partage : la seule citadelle de Crémone, qui résistait encore, ne tint pas plus de quinze jours. Les provinces dont il s'était emparé augmentaient de plus de deux cent mille ducats les revenus royaux du duché de Milan. Les autres alliés, qui avaient osé à peine laisser éclater

(1) Mémoires du chevalier Bayard, Ch. XXX, T. XV, p. 73. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 49. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 319. — *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 429. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. IV, p. 207.

leur inimitié, tant que Venise conservait toute sa puissance, attaquèrent de toutes parts les frontières vénitiennes, dès qu'ils furent informés de la déroute de Vaila. Le pape avait donné le commandement de son armée à son neveu François-Marie de la Rovère, qui avait succédé l'année précédente, dans le duché d'Urbin, à Guid' Ubaldo de Montéfeltro, son père adoptif. Cette armée était forte de quatre cents hommes d'armes, quatre cents chevau-légers et huit mille fantassins; et peu après elle fut encore renforcée par trois mille Suisses qu'avait soldés le pontife. Après avoir ravagé le territoire de Cervia, elle prit Solarolo, entre Faenza et Imola, et vint attaquer Brisighella, chef-lieu de la province belliqueuse du Val de Lamone. Jean-Paul Manfrone était chargé de défendre cette forteresse avec huit cents fantassins et quelques chevaux. Il avait tenté une sortie sans connaître bien la force des assaillants; mais il fut repoussé si vigoureusement, que les ennemis entrèrent dans l'enceinte des murailles pêle-mêle avec les fuyards. Leur férocité ne le céda point à celle des ultramontains; et tous les malheureux habitants de Brisighella furent passés au fil de l'épée (1).

L'armée pontificale se rapprocha ensuite de Ravenne, mais elle fut arrêtée dix jours par le château de Russi, entre cette ville et Faenza. Giovanni Gréco, commandant des Stradiotes vénitiens, fut fait prisonnier par Jean Vitelli : Russi se rendit; et quoique les généraux pontificaux manquassent de talent ou d'accord, les troupes vénitiennes en Romagne étaient en si petit nombre, le découragement et la terreur étaient si grands, que Faenza, Rimini, Ravenne et Cervia capitulèrent et promirent d'ouvrir leurs portes, si elles n'étaient pas secourues avant un temps limité (2).

Alphonse d'Este, duc de Ferrare, était aussi entré dans la ligue de Cambrai; et le 19 avril il avait été nommé par le pape gonfalonier de l'Église romaine. Cependant il avait attendu la déroute de Vaila pour commencer les hostilités. Alors il congédia le vidôme

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IV, p. 429. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VII, p. 164. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. XI, p. 320.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 429. — *Petri Bembi,* L. VIII, p. 176. — *Jacopo Nardi,* L. IV, p. 207. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 320.

qui rendait à Ferrare justice aux Vénitiens ; il rappela son ambassadeur, et il envoya, le 19 mai, trente-deux pièces de canon au camp de l'Église, qui attaquait la citadelle de Ravenne. Le 30 du même mois il entra en campagne, et il s'empara sans résistance du Polésin-de-Rovigo, d'Este, Montagnana et Monselice, ancien patrimoine de sa maison (1).

Le marquis de Mantoue ne fut pas moins empressé à profiter de la déroute de ses anciens voisins : il s'empara d'Asola et de Lunato, que Philippe-Marie Visconti avait conquis sur son bisaïeul, et qui avait ensuite passé à la république. Peschiéra aurait dû aussi lui tomber en partage ; mais cette ville convenait trop au roi de France, pour que le marquis osât la lui refuser. Il se contenta de la promesse d'une compensation qu'on lui donnerait ailleurs (2).

L'ambassadeur d'Espagne, qui était resté à Venise jusqu'après la déroute de Vaila, et qui n'avait pas cessé de protester de l'amitié de son maître, prit aussi ce moment pour demander son audience de congé. Ferdinand avait envoyé à Naples deux mille fantassins espagnols, qui, joints à trois mille fantassins napolitains, s'étaient approchés de Trani à la fin de mai pour en faire le siége. Une flotte française était venue joindre la flotte sicilienne, et s'était présentée devant le port de la même ville; toutefois, à la persuasion de Fabrice Colonna, le vice-roi de Naples avait procédé avec beaucoup de lenteur à cette expédition. Les Vénitiens, qui songeaient déjà à détacher Ferdinand de la ligue formée contre eux, prirent cette occasion pour lui offrir la restitution de tout ce qu'ils possédaient dans le royaume de Naples; ils rappelèrent tous leurs commandants, et leur ordonnèrent, en évacuant leurs villes, de les consigner aux Espagnols (3).

Pendant ce temps, l'armée de Maximilien ne se montrait encore nulle part; mais ses vassaux et les gouverneurs de ses provinces limitrophes profitaient de la terreur où tout l'État de Venise était

(1) *Muratori, Ann. d'Italia,* T. X, p. 47.—*Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 430. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 320.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 434.

(3) *Jo. Marianæ de rebus Hispaniæ,* L. XXIX, c. XIX, p. 287. — *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 433.—*Petri Bembi Hist. Ven.,* Lib. VIII, p. 175.

plongé, pour attaquer la république de plusieurs côtés à la fois. En Istrie, Christophe Frangipani s'empara de Pisino et de Duino; le duc de Brunswick entra dans le Friuli avec deux mille hommes, et y prit Feltre et Bellune. En même temps Trieste, Fiume et les autres villes conquises au commencement de l'année précédente, relevèrent les drapeaux de la maison d'Autriche; le comte de Lodrone soumit quelques châteaux dans le voisinage du lac de Garda; l'évêque de Trente enfin s'empara de Riva-di-Trento et d'Agresto (1). La république entière semblait tomber en dissolution; et dans l'intérieur même des murs de Venise, le sénat ne se regardait point comme assuré, soit de cette multitude infinie d'étrangers que le commerce y avait attirés, soit de ces plébéiens que la constitution avait exclus de toute part au gouvernement, et qui réclamaient contre une usurpation que la prospérité, symptôme extérieur de la sagesse des conseils, ne légitimait plus (2).

La désertion avait réduit à un état déplorable l'armée vénitienne. Abandonnant toute la terre ferme, s'écartant de toutes les villes qui successivement avaient refusé de la recevoir, elle s'était réfugiée à Mestre sur le bord de la Lagune, et elle n'y conservait plus ni discipline, ni obéissance à ses supérieurs. Le sénat n'épargna ni son activité ni ses trésors pour former une nouvelle armée : il envoya offrir à Prosper Colonna, qui se trouvait alors sur les frontières du royaume de Naples, le commandement de toutes ses troupes, et un traitement annuel de soixante mille ducats, pourvu que Colonna amenât sans retard à la république douze cents chevaux (3). Les garnisons retirées des villes de Romagne et de l'Adriatique, les troupes légères engagées en Grèce et en Illyrie, auraient suffi pour réparer les pertes de l'armée : mais la conséquence la plus funeste d'une déroute n'est pas la mort de quelques milliers d'hommes, c'est la destruction de la confiance et de la fidélité du soldat.

Dans ce désastre universel, les Vénitiens ne songèrent pas même à fléchir le roi de France : la mauvaise foi avec laquelle il

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 430. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 321.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 430.
(3) *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VIII, p. 175.

avait dissimulé son ressentiment, la perfidie de ses complots contre eux au temps même où ils combattaient pour lui, l'acharnement qu'il mettait à poursuivre ses succès, et sa cruauté envers les prisonniers et les vaincus, inspiraient pour lui un invincible éloignement. Il n'y avait aucun autre ennemi avec lequel les Vénitiens ne désirassent se réconcilier plutôt qu'avec lui; il n'y en avait aucun à qui ils ne préférassent céder les places de guerre qu'ils n'espéraient plus défendre. Déjà ils avaient remis à Ferdinand toutes les villes de Pouille auxquelles ce monarque prétendait : ils essayèrent de satisfaire par les mêmes moyens l'ambition du pape et de l'Empereur, pour les détacher ainsi de la France. Ils avaient à plusieurs reprises tenté d'envoyer des députés en Allemagne; mais l'évêque de Trente leur avait refusé l'entrée du pays, parce qu'ils étaient excommuniés. Enfin Antonio Giustiniani, élu ambassadeur auprès de Maximilien, put parvenir à sa cour : il lui demanda grâce avec une humilité, avec un abaissement de la république, qui devaient inspirer le mépris plutôt que la pitié, si la pédanterie même de sa harangue latine, qui nous a été conservée, n'avait pas averti que, selon l'usage des rhéteurs, Giustiniani exagérait les sentiments qu'il était chargé d'exprimer, et ne savait leur donner aucune mesure (1).

Mais l'instruction dont cet orateur était chargé était plus explicite encore que sa harangue. Il déclara à l'Empereur que la république était prête à lui remettre tous ses États de terre ferme, qu'elle avait retiré ses garnisons de toutes les terres de l'Empire, qu'elle les consignerait aux officiers de Maximilien dès que ceux-ci se présenteraient pour les recevoir. Tant de soumission et d'humilité demeurèrent sans effet; le roi des Romains ne voulut entendre à aucun traité sans la participation du roi de France.

En même temps, le sénat avait aussi envoyé en Romagne un secrétaire d'État, avec ordre de consigner au pape la citadelle de

(1) Guicciardini annonce expressément qu'il a traduit cette harangue mot pour mot du texte latin ; et ce texte a été publié ensuite en 1613, par Goldast, *Politica imperialis*, p. 977. Cependant les Vénitiens ont prétendu qu'elle était l'ouvrage de Guicciardini. Ils s'en sont plaints avec amertume ; et cette controverse littéraire et politique a été soutenue des deux parts avec bien plus d'aigreur qu'elle n'a d'importance réelle. *Voyez* Histoire de la Ligue de Cambrai, T. I, p. 138-160. *Guicciardini*, L. VIII, p. 431.

Ravenne, et tout ce qui restait encore dans cette province sous les ordres de Venise, ne se réservant que l'artillerie des places de guerre, et la liberté de tous les prisonniers faits par l'armée pontificale. Les cardinaux vénitiens supplièrent ensuite le pape d'accorder l'absolution à leur patrie, en raison de ce que, conformément à son monitoire, elle lui avait obéi avant l'expiration des vingt-quatre jours qu'il lui avait assignés. Mais le pape déclara que cette obéissance, au lieu d'être complète, avait été conditionnelle; que de plus la république n'avait point rendu les fruits perçus pendant son usurpation, et qu'ainsi il ne pouvait l'absoudre (1). Cependant le pontife soupçonneux commençait à être effrayé de la prépondérance que les ultramontains acquéraient en Italie : son orgueil était flatté de la soumission d'une république que tous ses predécesseurs avaient redoutée ; et lorsqu'on lui annonça qu'une ambassade composée de six membres les plus distingués du sénat s'offrait à venir à Rome lui demander grâce, il ne résista pas davantage ; et, en dépit des remontrances de Louis et de Maximilien, il promit qu'à l'arrivée de ces ambassadeurs, il lèverait l'excommunication et l'interdit (2).

Pendant ce temps, les villes vénitiennes de terre ferme n'étaient plus défendues par aucune garnison ; et comme elles voyaient sur leurs frontières l'armée formidable des Français, elles se disposaient à lui ouvrir leurs portes. Dès que les Véronais apprirent la prise de Peschiéra, ils envoyèrent des députés à Louis XII pour lui remettre les clefs de leur ville ; mais le roi de France les refusa, et les renvoya aux ambassadeurs de Maximilien, qui étaient auprès de lui. Le roi n'avait point intention de pousser plus loin ses conquêtes ; ses finances étaient déjà probablement épuisées, et il était impatient de licencier son armée et de retourner en France. La citadelle de Crémone venait de se rendre à lui ; la guerre pour ce qui le regardait était terminée : il n'avait plus rien à prétendre, et les Vénitiens ne paraissaient nullement en état de résister à ceux qui voulaient achever le partage de leurs provinces.

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 433. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 321.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 434. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VIII, p. 178-181. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 322. — *Raynaldi, Ann. eccles.,* 1509, § 14, p. 68.

Avant de quitter l'Italie, Louis XII désirait cependant voir Maximilien. Le cardinal d'Amboise alla le trouver, le 13 juin, à Trente, et convint avec lui que les deux monarques auraient une entrevue à Garda, sur les confins des deux territoires qu'ils venaient d'acquérir. Louis XII partit pour s'y trouver au jour fixé; Maximilien de son côté s'avança jusqu'à Riva-di-Garda; mais, soit qu'il se trouvât trop mal accompagné pour sa sûreté ou pour sa dignité, soit qu'il eût quelque autre raison dont il faisait mystère, comme de tous les motifs de sa conduite, il repartit de Riva après y être resté seulement deux heures, déclarant qu'il était rappelé par les nouvelles qu'il recevait du Friuli. Il envoya au roi le nouvel évêque de Gurck, Mathieu Landen, son secrétaire, pour le prier de l'attendre à Crémone. Louis XII, de son côté, blessé sans doute de ce manque d'égards, et sachant combien peu de foi on pouvait accorder aux promesses de Maximilien, repartit pour Milan, et peu de jours après retourna en France (1).

Maximilien s'était conduit dans cette guerre comme dans toutes les précédentes. Après la signature du traité de Cambrai, il avait séjourné quelque temps en Flandre pour obtenir des subsides de ses peuples; mais il ne les avait pas plus tôt reçus, qu'il les avait tous dissipés. Le pape désirait presser l'expédition de l'Empereur pour que l'armée des Français ne se trouvât pas seule en Italie, et ne se sentît pas maîtresse de tout le pays; il avait dans ce but accordé cent mille ducats à Maximilien à prendre sur le fonds de réserve de la croisade, qui avait été levé en Allemagne, mais qui ne pouvait être employé à des usages profanes sans l'autorité pontificale. Peu après, il lui avait encore envoyé Constantin Cominatès, avec cinquante mille ducats; Louis XII lui avait payé cent mille ducats pour la seconde investiture du duché de Milan, qu'il venait de recevoir; les États héréditaires de l'Autriche et ceux de l'Empire lui avaient accordé des subsides. Mais tant de fonds, amassés pour la guerre, étaient déjà dépensés, sans qu'il eût réussi à assembler nulle part une armée impériale (2).

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 436. — *Fr. Belcarii*, L. XI, p. 322. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. XXX, p. 75. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 50.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 436. — *Fr. Belcarii*, L. XI, p. 322.

Maximilien annonçait que sa réconciliation avec Louis XII était sans réserve. A son passage à Spire, il avait brûlé un livre où l'on avait enregistré toutes les injures que l'Empire avait reçues des Français; et il avait déclaré qu'il ne voulait plus en conserver aucune mémoire. Il avait écrit de Trente à Louis XII, pour le remercier de lui avoir fait recouvrer toutes les terres que les Vénitiens avaient usurpées sur lui et ses ancêtres. Il était convenu, le 13 juin, avec le cardinal d'Amboise, que le roi lui prêterait cinq cents lances françaises pour terminer la guerre (1), et cependant rien ne s'effectuait encore : il ne se trouvait pas même à portée d'accepter les capitulations des villes de l'État vénitien, qui demandaient à se rendre.

Enfin, l'évêque de Trente se présenta en Lombardie, avec un petit corps de troupes allemandes; et ce fut lui qui reçut la soumission de Vérone et de Vicence. Le 4 juin, Léonard Trissino, émigré vicentin, se présenta aussi devant Padoue, avec trois cents fantassins allemands seulement et un héraut d'armes de l'Empereur. Les portes de la ville lui furent aussitôt ouvertes.

Trévise avait à son tour envoyé des députés pour se soumettre à Maximilien; mais lorsque le peuple de cette ville vit le même Trissino se présenter devant ses portes, sans forces, sans armes, sans aucune décoration qui pût servir de garantie de la protection impériale, il ne dissimula point son regret d'échanger la domination d'un sénat italien, contre celle des Allemands. Un cordonnier, nommé Marc Caligaro, reproduisit aux yeux de la populace le drapeau de la république, et amassa ses concitoyens au cri de *vive saint Marc!* Les nobles, qui pour sauver leurs biens s'étaient empressés de se rendre, virent leurs palais livrés au pillage. Léonard Trissino et sa petite escorte allemande furent chassés : sept cents fantassins italiens furent appelés du camp de Mestre, et introduits dans la ville; et ce premier événement heureux, après tant de désastres, releva le courage des Vénitiens, comme s'il présageait un meilleur avenir. La ville qui la première, dans les États de terre ferme s'attachait au sort de la république, lorsque le sénat regardait le continent entier comme perdu, fut accueillie

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 436.

de nouveau avec un transport de reconnaissance. La seigneurie accorda aux habitants de Trévise une exemption d'impôts pour quinze années. Les rôles des contribuables furent brûlés sur la place publique; et le camp vénitien, qui jusqu'alors n'avait cessé de reculer, se porta de nouveau en avant, pour prendre une forte position entre Marghéra et Mestre (1).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 435. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 322. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. VIII, p. 180.— *Muratori, Ann. d'Italia,* T. X, p. 46.

CHAPITRE VIII.

LES VÉNITIENS REPRENNENT ET DÉFENDENT PADOUE; LEUR GUERRE DANS LE FERRARAIS, ET LEUR DÉROUTE A LA POLISELLA. JULES II LES RELÈVE DE LA SENTENCE D'EXCOMMUNICATION. CAMPAGNE DU PRINCE D'ANHALT DANS L'ÉTAT DE VENISE, ET SES CRUAUTÉS. — 1509 A 1510.

Dans la détresse où s'était trouvé le sénat vénitien après la déroute de Vaila, il avait pris le parti d'abandonner toutes ses possessions de terre ferme, d'ouvrir toutes ses portes aux ennemis, de rappeler toutes ses garnisons, de délier tous ses sujets de leur serment de fidélité, de renoncer enfin en un instant à ce qui avait été pendant des siècles l'objet de sa politique, et de se réduire lui-même plus bas que n'aurait pu le faire, après de longs combats, l'obstination de sa mauvaise fortune. Une résolution aussi extraordinaire a, tour à tour, été considérée comme la preuve d'une étrange pusillanimité dans ce sénat illustre, ou comme celle d'une profonde politique. Ceux qui lui virent regagner ensuite si péniblement, au prix de tant d'argent, et de tant de sang ce qu'il avait abandonné dans une heure, se sentirent disposés à l'accuser d'une faiblesse honteuse. Ceux au contraire qui remarquèrent que par cet abandon, qui mettait le comble à sa mauvaise fortune, la république y avait aussi mis un terme, et que dès lors elle n'avait pas cessé d'être secondée par les circonstances, se sont plu à croire que le sénat avait prévu ces circonstances, et qu'il avait calculé d'avance tout ce qu'il pouvait y avoir d'avantageux dans l'acte éclatant par lequel il se soumettait au sort. La seigneurie, intéressée à persuader au peuple que dans aucun temps elle ne s'était départie de cette prudence sur laquelle elle fondait son meilleur droit à l'empire, s'est vantée d'avoir conjuré l'orage par

son habileté; et tous les historiens vénitiens lui ont attribué à cette occasion même le mérite de la plus profonde prévoyance.

Il faut convenir cependant que toutes les circonstances de cet événement portent l'empreinte d'une très-grande et très-juste terreur. Toutes les ressources manquaient à la fois : l'armée était absolument désorganisée, et les sacrifices inouïs par lesquels on y amenait des recrues, ne compensaient pas les pertes journalières qu'elle faisait par la désertion. Le général comte de Pitigliano, de même que son collègue, Barthélemi d'Alviano, alors prisonnier, étaient tous deux vassaux de Ferdinand le Catholique. Avant la bataille, ils n'avaient point obéi à ses sommations de quitter le service de ses ennemis (1). Mais l'on pouvait craindre qu'ils ne fussent accessibles à des négociations nouvelles, lorsque toute espérance raisonnable de succès dans la résistance leur serait ôtée. Les villes, ébranlées par la crainte du pillage et de la férocité des ultramontains, ne montraient nulle part la résolution de soutenir un siége pour demeurer fidèles à la république. A l'approche d'une révolution, leurs anciennes factions se réveillaient, et les Guelfes ou les Gibelins avaient tour à tour l'espérance d'être protégés par le vainqueur. Les gentilshommes vénitiens, chargés du commandement des places, voyaient devant eux une captivité inévitable, à laquelle la ruine de leurs familles était attachée par les rançons exorbitantes que le roi de France exigeait d'eux. Tout paraissait perdu, tout paraissait sans espoir; et il est bien probable que l'abattement seul détermina le plus grand nombre des sénateurs à plier devant un orage qu'ils jugeaient irrésistible.

Mais si, au contraire, les plus habiles politiques, parmi les *pregadi*, avaient calculé les conséquences de leur soumission, le résultat ne trompa point leur attente. Plus d'un État a été bouleversé par l'erreur funeste des peuples, qui ont espéré que leur sort serait amélioré par l'invasion des étrangers. La fatigue des maux présents, l'illusion sur un nouvel avenir, ont souvent engagé les villes à ouvrir leurs portes à de prétendus libérateurs. Il est bon que le peuple sache que l'ennemi est toujours l'ennemi. Si ce peuple a des vertus, il corrigera lui-même les vices de son gou-

(1) *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXIX, c. XIX, p. 287.

vernement; s'il n'en a point, qu'il les souffre en patience, car ce n'est pas l'ennemi qui lui apportera une réforme. Dès que celui-ci sera entré dans les villes, dès qu'il aura pris possession des provinces, il ne tardera pas à montrer combien son joug est plus rude et plus honteux que celui des compatriotes. Alors les traîtres qui l'avaient appelé, et qui se paraient auparavant d'un amour hypocrite pour le peuple, perdent tout leur crédit auprès de leurs partisans, et ne sont plus qu'un objet d'horreur et de mépris pour leurs concitoyens. De tous les avantages que le sénat de Venise avait pu se promettre de l'abandon rapide de toutes ses places, ce fut celui qu'il recueillit le plus tôt. Il ne s'était pas passé six semaines depuis que les troupes françaises et allemandes étaient entrées dans les villes vénitiennes, et déjà les chefs de parti qui les avaient livrées n'osaient plus soutenir les regards de leurs compatriotes.

Cependant si les Vénitiens avaient voulu continuer une inutile résistance, le crime d'avoir appelé les ennemis, qui n'était attribué qu'à quelques individus, aurait été celui de tous les habitants. De Bergame jusqu'à Padoue toutes les villes se seraient rendues coupables de révolte, pour éviter les horreurs d'un siége; toutes se seraient ensuite trouvées engagées par leur rébellion, et elles auraient mis de l'obstination à défendre leurs nouveaux possesseurs, pour éviter la vengeance de leurs anciens maîtres. Le sénat, en les déliant de leur serment de fidélité, leur permit à toutes de céder sans remords aux circonstances, et d'envisager l'avenir sans crainte. Il se déchargea lui-même de tout l'odieux de la guerre ; il ne leur avait encore demandé aucun sacrifice douloureux : il cherchait encore à les sauver, au moment même où il se séparait d'elles; et il laissait sur le compte des ennemis toutes les vexations inséparables des siéges, et des occupations hostiles.

Au dehors, cette politique avait un égal succès, soit avec les ennemis, soit avec les puissances neutres. La coalition de tous contre un seul, toutes les fois qu'elle est offensive, est toujours imprudente et impolitique. Le moment vient où chaque puissance éprouve à son tour le danger d'avoir renversé la balance des États. Chacune d'ailleurs, en commençant à exécuter ses projets, voit naître des difficultés et des obstacles qu'elle n'avait point prévus d'avance; et le partage des dépouilles du faible devient la première

source de division entre les forts. Tant que Venise retenait une partie des provinces que le traité de Cambrai devait lui enlever, toute discussion sur les nouveaux arrangements était ajournée; et la ligue n'étant occupée que de vaincre, ne pouvait encore se diviser. Mais les armées vénitiennes, en évacuant toute la terre ferme, mirent les alliés à même d'exécuter immédiatement le traité de Cambrai, et permirent l'entier développement de toutes les jalousies et de toutes les craintes, auxquelles il devait donner naissance. Le sénat cependant avait le bonheur d'avoir dans les Lagunes une retraite inexpugnable, où le siége du gouvernement, le trésor, l'armée et la flotte pouvaient demeurer en sûreté, et attendre que les vexations des ennemis eussent donné de nouveaux alliés à la bonne cause.

Tandis que Maximilien, qui n'avait rien exécuté, qui n'avait accompli aucune de ses promesses, proposait de poursuivre plus loin encore des succès qui n'étaient pas les siens; de prendre la ville même de Venise, de la partager en quatre juridictions, d'élever dans chacune une citadelle, et d'en remettre la garde à chacune des puissances alliées (1); Ferdinand le Catholique, content d'avoir regagné ses ports de mer, commençait déjà à faire des vœux pour le rétablissement de la puissance vénitienne; Louis XII, qui avait conquis tout ce que le traité de Cambrai lui assignait en partage, et qui ne poussait pas plus loin ses prétentions, avait licencié sa redoutable armée, et s'en retournait en France; Jules II enfin se reprochait d'avoir contribué à écraser la gardienne des portes de l'Italie, et d'avoir introduit les barbares jusqu'au sein de ce beau pays. Les puissances neutres tremblaient de la prépondérance funeste obtenue par les États copartageants; et celles mêmes que leur faiblesse et leur crainte avaient fait concourir à l'association, faisaient des vœux pour la voir bientôt dissoute.

André Foscolo, ambassadeur de la seigneurie à Constantinople, écrivit au sénat que le sultan Bajazeth II lui avait témoigné la douleur avec laquelle il avait appris les désastres de la république, et son regret que les Vénitiens n'eussent pas recouru à lui, quand ils se voyaient menacés par une ligue si puissante; assurant

(1) *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXIX, c. XIX, p. 288.—*Franc. Guicciardini,* L. VIII, p. 437.

qu'il était prêt à les assister de ses forces de terre et de mer, comme un bon voisin et un fidèle allié. Cette nouvelle arriva à Venise presque en même temps que les premières lettres des ambassadeurs envoyés à Rome, qui faisaient connaître l'orgueil extrême avec lequel Jules II les avait reçus, et ses prétentions insultantes. Il avait demandé que la république abandonnât à Maximilien tous ses États de terre ferme; qu'elle renonçât à la souveraineté du golfe Adriatique; qu'elle se départît de toutes ses immunités ecclésiastiques, et qu'elle reconnût humblement avoir péché contre le saint-siége. Laurent Lorédano, fils du doge, proposa à la seigneurie de demander immédiatement les secours du sultan contre ce Jules, bien moins pape que bourreau des chrétiens : mais les sénateurs, plus sages, qui connaissaient le caractère de Jules II, jugèrent qu'il fallait accorder quelque chose à sa hauteur et à son emportement; et que, pourvu qu'on ne rompît point les négociations avec lui, on l'amènerait bientôt à embrasser avec chaleur les intérêts de cette même république qu'il semblait encore persécuter (1).

Maximilien était toujours sur les frontières de l'Italie; et il continuait à se transporter rapidement d'un lieu dans un autre, sans que ceux qu'il admettait à sa familiarité la plus intime connussent jamais ses motifs. Par ce profond secret, il croyait mériter la réputation de grand politique, de même que, par son activité continuelle, il prétendait à celle de grand capitaine. Cependant, l'armée qu'il aurait dû rassembler ne se trouvait encore en aucun lieu et les villes qui s'étaient livrées à lui n'avaient pas même une garnison suffisante pour un temps de paix. Léonard Trissino, avec trois cents fantassins allemands, et Brunoro de Sérégo, avec cinquante cavaliers, occupaient seuls Padoue, quoique cette ville, la plus rapprochée de Venise, fût aussi la plus exposée. Les gentilshommes de Padoue avaient presque tous embrassé le parti de l'Empereur; et ils s'étaient partagés entre eux les palais et les domaines que les Vénitiens possédaient dans leur territoire (2). En se déclarant pour l'Empereur, ils avaient espéré qu'ils obtiendraient des distinctions à sa cour, et qu'avec son appui ils établiraient le régime féodal dans les belles plaines de la Lombardie.

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. VIII, p. 185.
(2) *Idem*, p. 186.

Ils étaient impatients de faire rentrer les bourgeois et les paysans de Padoue dans cet état de soumission abjecte où les gentilshommes d'Autriche et de Hongrie tenaient leurs vassaux et leurs serfs. Les Allemands n'avaient commandé que quarante-deux jours à Padoue; et la noblesse de cette ville avait déjà eu le temps de faire sentir à tous ses compatriotes cette arrogance qui croissait d'autant plus que la patrie était plus humiliée; mais plus elle se vendait à l'Autriche, plus la république pouvait compter sur le dévouement de tous les paysans et de presque tous les bourgeois (1).

Le doge Léonard Lorédano ne croyait point cependant que le moment fût encore venu de reprendre l'offensive; mais le sénateur Molino communiqua à la seigneurie le courage de recommencer les combats. L'armée française était licenciée; Jules II et Ferdinand laissaient espérer qu'on pourrait les détacher de la ligue : Molino jugeait ce moment opportun pour entrer en lutte avec Maximilien, et lui reprendre de force ce qu'on lui avait cédé sans résistance. Le provéditeur André Gritti se chargea de surprendre Padoue, où il s'était ménagé des intelligences. La récolte des seconds foins avait commencé, et chaque matin il en entrait un si grand nombre de chariots dans Padoue, qu'ils offusquaient la vue des landsknechts chargés de la garde des portes. Le matin du 17 juillet, André Gritti fit avancer, par la porte de Coda-Lunga, un long convoi de chars de foin; mais entre le cinquième et le sixième char marchaient six hommes d'armes vénitiens, avec six hommes de pied derrière eux. Au moment où ils eurent passé la porte, ils tuèrent à bout portant chacun un landsknecht, puis sonnèrent du cor, pour faire arriver les renforts. Gritti, qui suivait à peu de distance, s'était rendu maître de la porte avec quatre cents hommes d'armes, deux mille chevau-légers et trois mille fantassins, avant que les Impériaux eussent pu se mettre en défense. Pendant le même temps, Christophe Moro, l'autre provéditeur, avec trois cents fantassins et deux mille paysans, faisait une fausse attaque à Portello, pour détourner l'attention de la garnison (2).

Padoue était déjà alors ce qu'elle est aujourd'hui, une ville im-

(1) *Petri Bembi*, L. VIII, p. 189. — *Fr. Belcarii Rer. Gallic. Comment.*, L. XI, p. 323.

(2) Mémoires du chev. Bayard, T. XV, ch. XXX, p. 77.

mense, mais déserte, dont les quartiers sont séparés par des murs, et forment autant de villes diverses. Dans ses rues sans habitants, la nouvelle même de l'attaque n'avait pas pu se propager, et la ville était prise que la moitié des Padouans ne savaient pas encore qu'ils fussent menacés. Trissino et Sérégo se rangèrent en bataille sur la place avec leur petite troupe allemande, espérant être bientôt joints par les gentilshommes, qui avaient paru si zélés pour leur cause; mais aucun d'eux ne vint à leur secours. Les Allemands furent repoussés avec perte dans la citadelle, et comme elle n'était pas pourvue de vivres, ils ne purent s'y défendre que quelques heures. Il fut impossible de retenir les paysans, et de les empêcher de piller les palais de quatre-vingts gentilshommes, les plus notés pour leur attachement aux alliés, aussi bien que le quartier des juifs. La foule des paysans du voisinage accourait pour prendre part à ce pillage; dans le même but, de nombreuses barques partaient de Venise, et remontaient la Brenta et le Bacchiglione; l'armée entière de Pitigliano arriva enfin elle-même avant la fin de la journée : mais les provéditeurs firent publier l'ordre de cesser tout pillage, sous peine de mort, et dérobèrent ainsi Padoue à la ruine qui la menaçait. Le lendemain, la citadelle se rendit, et ses commandants furent envoyés prisonniers à Venise (1).

Le jour où Padoue fut recouvrée, fut consacré par le sénat à une fête solennelle d'actions de grâces : et en effet, c'est de ce jour qu'il put dater la renaissance de la république. Tout le territoire de Padoue suivit avec empressement le sort de sa capitale. La ville de Vicence, qui était sur le point de se soulever aussi, ne fut contenue qu'avec peine par Constantin Cominatès, qui y conduisit en hâte tout ce qu'il put rassembler de troupes impériales. Légnago, avec ses forteresses, ouvrit ses portes aux Vénitiens, et leur donna un point d'appui pour attaquer, à leur choix, ou Vicence ou Vérone. La tour Marchésana, à huit milles de Padoue, qui ouvrait

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 439. — *Petri Bembi*, L. VIII, p. 190. — *Anonimo Padovano mssto. presso Muratori, Annali d'Italia,* T. X, p. 50. — *Paolo Giovio, Vita d'Alfonso d'Este,* p. 24. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 209. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXIX, c. XX, p 289.—*Fr. Belcarii Comm.*, L. XI, p. 324.

l'entrée du Polésine de Rovigo, ne fut sauvée que par la rapidité avec laquelle le cardinal d'Este la secourut (1).

L'évêque de Trente, qui s'était chargé de défendre Vérone, n'avait dans cette ville que deux cents chevaux et sept cents fantassins : il craignait à toute heure de se la voir enlever, et il appela à son aide le marquis de Mantoue. Celui-ci, s'étant avancé sur la frontière véronaise, jusqu'à l'île de la Scala, bourgade tout ouverte sur les bords du Tartaro, à moitié chemin entre Mantoue et Vérone, entra en négociations avec quelques Stradiotes, qu'il espérait débaucher aux Vénitiens, et qui le trompaient par un traité double. Ils avaient averti Lucio Malvezzi, et Zittolo de Pérouse, qui s'étaient rendus secrètement à Légnago avec deux cents chevaux et huit cents fantassins, et qui investirent la Scala dans la nuit du 9 août. Les Stradiotes, en approchant, répétaient le cri de guerre du marquis, pour ne pas exciter la défiance de ses gardes : d'ailleurs, tous les paysans étaient pour eux, et il s'en rassembla aussitôt plus de quinze cents pour les seconder. Boissy, lieutenant du marquis, et neveu du cardinal d'Amboise, fut arrêté dans son lit, et fait prisonnier avec tous ses soldats; Gonzague s'échappa en chemise par une fenêtre, et se cacha dans un champ de sorgo ou millet africain ; mais des paysans l'y découvrirent, et, méprisant les sommes prodigieuses qu'il leur offrait pour sa rançon, ils le livrèrent à la seigneurie, qui le retint en prison dans la tour du palais public (2).

On avait cru d'abord que ces deux revers, éprouvés coup sur coup par la ligue, arrêteraient Louis XII, qui était encore à Milan, et l'empêcheraient de retourner en France; mais ce monarque, après avoir conquis les provinces autrefois milanaises qu'il avait ambitionnées, commençait à s'apercevoir qu'il avait sacrifié, par un faux calcul, la sûreté du tout à l'acquisition d'une partie. La versatilité de Maximilien lui faisait sentir combien il pouvait peu compter sur un tel allié; et malgré la défiance qui existait

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 440. — *Petri Bembi,* L. IX, p. 193.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 442. — *Anonimo Padovano mss. presso Muratori, Annali d'Italia,* T. X, p. 51. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. IX, p. 196. — *Paolo Giovio, Vita d'Alfonso d'Este,* p. 30. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. V, p. 210.

alors entre ce monarque et Ferdinand, l'âge avancé du dernier faisait prévoir le moment prochain où le petit-fils de l'un et de l'autre leur succéderait, et réunirait les couronnes de l'Allemagne à celles de l'Espagne : alors cette même maison d'Autriche, dont l'alliance était si peu profitable, deviendrait une ennemie dangereuse; et la possession des provinces vénitiennes, que la France avait mises entre ses mains, compromettrait le duché de Milan.

Louis XII ne savait désirer ni la victoire des Vénitiens trop justement irrités contre lui, ni celle de Maximilien, qui livrerait l'Italie entière aux mains des Allemands. L'Empereur sollicitait des secours considérables en hommes et en argent, et il n'y avait pas de sûreté à les lui refuser; car d'après l'inconstance de son caractère, et la disposition où l'on savait toutes les autres puissances, une ligue de Maximilien avec les Vénitiens eux-mêmes, avec l'Église et Ferdinand, pour chasser les Français d'Italie, n'était point un événement invraisemblable. Dans cet état de doute et de craintes que de si brillantes victoires n'avaient fait qu'augmenter, Louis XII se détermina à laisser sur les confins du Véronais, La Palisse avec cinq cents lances, auxquelles Bayard et deux cents gentilshommes volontaires se joignirent. Il leur donna ordre de secourir l'Empereur au besoin; mais en même temps il retourna lui-même en France pour se dérober aux sollicitations de secours plus considérables qui pourraient lui être adressées. Il se flatta que l'Empereur et les Vénitiens consumeraient réciproquement leurs forces par une guerre ruineuse pour tous deux, et que Maximilien dans un moment de besoin lui vendrait Vérone, avec laquelle il acquerrait la clef de l'Italie du côté du Tyrol (1).

Avant de quitter la Lombardie, Louis XII avait conclu à Biagrasso un nouveau traité d'alliance avec le cardinal de Pavie, légat de Jules II. Le pape et le roi s'engagèrent réciproquement à la défense des États l'un de l'autre; ils se réservèrent chacun la liberté de traiter avec qui ils voudraient, pourvu que ce ne fût pas au préjudice l'un de l'autre : mais le roi, en son particulier, promit de n'accepter la protection d'aucun feudataire médiat ou immédiat de l'Église, annulant expressément toute protection semblable, à

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 441. — *Fr. Belcarii Comm. Rer. Gall.*, L. XI, p. 324.

laquelle il pourrait s'être engagé jusqu'à ce jour. Il s'affranchissait ainsi des traités solennels qu'il avait conclus avec les ducs de Ferrare, alliés héréditaires de la maison de France. Le pape se réserva la nomination aux bénéfices actuellement vacants dans tous les États du roi; mais il accorda à Louis XII la nomination de ceux qui viendraient ensuite à vaquer (1).

Cependant Maximilien semblait enfin ressentir quelque honte de son extrême négligence : la perte de Padoue l'avait blessé dans son amour-propre comme un affront personnel, et ses troupes si longtemps attendues arrivaient sur la frontière. Rodolphe, frère du prince régnant d'Anhalt, entra dans le Friuli avec dix mille hommes. Après avoir vainement attaqué Montefalcone, il s'empara de Cadoro, dont il massacra la garnison, presque dans le temps où les Vénitiens se rendaient maîtres de Val di Sara et de Bellune. D'autre part, le duc de Brunswick échoua devant Udine; puis il entreprit le siége de Cividale, que Jean-Paul Gradénigo, provéditeur du Friuli, défendit vaillamment avec cinq cents fantassins. En Istrie, Christophe Frangipani, général hongrois au service de Maximilien, après avoir battu les Vénitiens près de Verme, s'empara de Castel-Nuovo et de Rasprucchio, tandis qu'Ange Trévisani, capitaine des galères de la république, reprenait Fiume et attaquait Trieste. Toutes ces provinces devenues le siége de la guerre, étaient soumises à la plus effroyable désolation : la même ville, le même château, étaient pris et repris à peu de jours de distance, et chaque fois abandonnés au pillage. Les soldats des deux armées étaient également barbares, et également étrangers au pays où ils combattaient; aucune discipline ne modérait leur cupidité dans la victoire. Les Allemands, peu contents de mettre à la torture les villageois qu'ils surprenaient dans leurs demeures, avaient dressé des chiens pour découvrir, dans les blés, les femmes et les enfants qui s'y étaient cachés (2).

Les Vénitiens ne doutaient pas qu'aussitôt que l'armée de l'Empereur serait en entier rassemblée, elle n'attaquât Padoue; aussi réunirent-ils tous leurs efforts pour mettre cette ville en état d'opposer la résistance la plus soutenue. Ils y firent entrer le comte de

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 440. — *Fr. Belcarii*, L. XI, p. 324.
(2) *Idem*, L. VIII, p. 343.

Pitigliano, leur général, avec toute son armée. Bernardino del Montone, Antonio de Pii, Luccio Malvezzi, Giovanni Gréco, étaient à la tête de leur cavalerie, où l'on comptait six cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers, et quinze cents Stradiotes. Douze mille fantassins, les meilleurs de l'Italie, étaient commandés par Dionigi Naldo, Zittolo de Pérouse, Lattanzio de Bergame, et Saccocsio de Spolète. Dans les longues guerres de l'Italie, tous ces chefs avaient déjà établi leur réputation. Le sénat avait encore envoyé à Padoue dix mille fantassins esclavons, grecs et albanais, tirés des galères de la république, et qui, bien qu'inférieurs aux Italiens qu'on nommait *brisighella*, étaient encore capables de rendre de bons services (1).

Les capitaines vénitiens avaient conduit à Padoue un magnifique train d'artillerie; ils avaient profité des deux rivières qui traversent la ville, pour y introduire toutes les munitions qui pouvaient devenir nécessaires pendant le siége le plus long. Les paysans de toute la province, redoutant la prochaine arrivée des Allemands, s'étaient empressés d'y transporter les moissons qu'ils venaient de recueillir; ils s'y étaient ensuite réfugiés eux-mêmes avec leurs familles et leurs troupeaux; et cette immense ville, qui le plus souvent était presque déserte, avait pu accueillir dans son sein une population presque quadruple de celle qu'elle contient ordinairement. Cette population n'avait point été oisive; de nouvelles fortifications avaient été ajoutées chaque jour à l'enceinte de Padoue. Les fossés avaient été remplis d'eau, qu'on avait élevée presqu'au niveau du terrain : des ouvrages avancés couvraient toutes les portes, et des bastions nouveaux partageaient les courtines qu'on avait jugées trop longues. Tous ces ouvrages étaient minés, et les mines chargées, pour qu'on pût les faire sauter si on se voyait forcé de les abandonner. Le mur avait été soutenu dans toute sa longueur par un large terre-plein, derrière lequel on avait creusé un nouveau fossé large de treize bras, sur une profondeur égale, et défendu dans son intérieur par des casemates. Enfin, derrière le fossé, un nouveau boulevard suivait tous les contours de la ville, et était également garni d'artillerie. Ainsi

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. VIII, p. 444-451. — *Pietro Bembo,* Lib. IX. p. 199. — Mémoires du chev. Bayard, T. XV, ch. XXXIII, p. 90.

Padoue était défendue par une triple ligne de fortifications, qui présentaient presque l'image de celles qu'on emploie aujourd'hui (1).

Pour que la constance des assiégés répondît aux préparatifs immenses destinés à soutenir le siége, les Vénitiens résolurent de prouver aux Padouans et à leur armée, qu'ils attachaient le salut même de la république à celui de cette ville, et que s'ils venaient à la perdre, ils ne se réservaient point d'autres espérances. Les lois et les usages de la république éloignaient les gentilshommes vénitiens du service des armées de terre, tandis qu'on les avait encouragés de tout temps à servir sur la flotte. Mais dans une assemblée du sénat, le vénérable doge Léonard Lorédano engagea ses compatriotes à se départir de cet usage antique, et à laisser la jeune noblesse prouver également son zèle, partout où son courage pourrait être utile à la patrie. Il déclara que ses deux fils, Louis et Bernard, avec cent fantassins entretenus à leurs frais, iraient s'enfermer dans Padoue. Son exemple fut suivi avec une noble émulation : cent soixante-seize gentilshommes vénitiens allèrent renforcer la garnison de cette ville, et chacun d'eux conduisit une suite militaire proportionnée à la richesse de sa maison (2).

Maximilien était enfin arrivé à son armée; il avait établi son quartier général au pont de la Brenta, à trois milles de Padoue, et tandis qu'il y attendait l'artillerie qui devait lui arriver d'Allemagne, il avait attaqué les châteaux des monts Euganéens : Este et Monsélice furent pris d'assaut; Montagnana se rendit par capitulation. Maximilien s'empara ensuite de Limène, où une forteresse défend le partage des eaux de la Brenta, et en fait couler une partie à Padoue, tandis que le reste se rend par Vico d'Arzéré à la mer. Déjà ses sapeurs avaient abattu à moitié la digue qui empêche la rivière de couler tout entière dans son lit naturel : mais il fit interrompre cet ouvrage sans qu'on en pût savoir la raison, et il laissa ainsi aux Padouans la jouissance de leurs eaux. Il avait aussi voulu se rendre maître du partage des eaux du Bacchiglione à Longara; mais les Stradiotes qui tenaient la cam-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 451.—*Fr. Belcarii Comment.,* L. XI, p. 327.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 444. — *Petri Bembi Hist. Venetæ,* L. IX, p. 199.

pagne, ne permirent jamais à ses ouvriers d'y achever leurs travaux (1).

L'artillerie allemande étant arrivée, Maximilien établit son camp devant la porte de Santa-Croce; et comme il s'y trouva trop incommodé par le feu des assiégés, il le transporta devant celle de Portello, qui conduit à Venise, entre la Brenta et le Bacchiglione. Ce fut seulement le 15 septembre qu'il y fixa son quartier général, après avoir ravagé tout le pays environnant, mais après avoir donné aussi aux Vénitiens tout le temps d'achever leurs préparatifs pour la défense de la place (2).

Sous les ordres de Maximilien se trouvaient réunis, La Palisse avec sept cents lances françaises, Louis Pic de la Mirandole avec deux cents lances du pape Jules II, le cardinal Hippolyte d'Este avec deux cents lances du duc de Ferrare, le cardinal de Gonzague avec deux cents lances de Mantoue, et six cents hommes d'armes italiens à la solde de l'Empereur, sous leurs différents condottiéri. L'infanterie se composait de dix-huit mille fantassins allemands ou landsknechts, six mille Espagnols, six mille aventuriers de différentes nations, et deux mille Ferrarais. Cent six pièces d'artillerie sur roues étaient venues d'Allemagne : six autres bombardes étaient si grosses qu'on n'avait pu les placer sur des affûts; une fois établies, elles demeuraient immobiles, et ne pouvaient tirer que quatre coups par jour. Un second train d'artillerie était arrivé de Milan, un troisième de Ferrare; et en tout on comptait dans les lignes de l'Empereur, deux cents pièces de canon sur leurs affûts. Jamais depuis des siècles, des forces aussi considérables n'avaient été employées à l'attaque et à la défense d'une ville. L'armée de Maximilien comptait de quatre-vingts à cent mille hommes; et quoiqu'elle ne fût presque jamais payée, le soldat, qui aimait la bravoure et la prodigalité de l'Empereur, qui se savait aimé de lui, et qui se dédommageait, sur les malheureux habitants, du manque d'argent de son général, ne songeait point à l'abandonner (3).

(1) *Petri Bembi Hist. Venetæ*, L. IX, p. 197.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 449. — *Petri Bembi*, L. IX, p. 198.

(3) Mémoires du chevalier Bayard, par son loyal serviteur, Ch. XXXII, p. 84. — Mémoires du jeune adventureux maréchal de Fleuranges, T. XVI, p. 57. — *Fr.*

Jusqu'alors l'Empereur n'avait donné aux Italiens que le spectacle de sa versatilité, de son manque de foi et de ses dissipations; mais au commencement du siége de Padoue, il déploya à leurs yeux cette activité, cette intelligence militaire, et cette bravoure personnelle, qui ont rendu sa mémoire chère aux Allemands. Il avait son logement au couvent de Sainte-Hélène, à un quart de mille des murs; son camp, qui occupait trois milles d'étendue, était dans presque toute sa longueur exposé au feu de la place; Maximilien le bravait à toute heure. On le voyait toujours au milieu des ouvriers, dirigeant et pressant leurs travaux; et en effet, par son activité, les batteries furent ouvertes au bout de cinq jours sur toute la ligne (1).

Dès le quatrième jour depuis l'ouverture des batteries, de larges brèches furent pratiquées dans les murs. En conséquence, Maximilien mit le lendemain son armée en bataille pour donner l'assaut : mais pendant la nuit, les Padouans avaient trouvé moyen d'introduire de nouvelles eaux dans leurs fossés; et l'attaque fut jugée impossible jusqu'à ce qu'elles fussent retirées. Il fallut vingt-quatre heures pour les faire écouler. Au bout de ce terme, Maximilien attaqua le bastion qui couvrait la porte de Coda-Lunga, et fut repoussé. Déterminé à l'emporter : il fit avancer de ce côté l'artillerie française, qui élargit considérablement la brèche; et au bout de deux jours, il donna un nouvel assaut. Les fantassins allemands et espagnols, s'encourageant par émulation à surpasser leurs rivaux qui combattaient à leurs côtés, pénétrèrent enfin par la brèche, après un combat furieux dans lequel ils perdirent infiniment de monde, et s'établirent sur le bastion : mais à peine les Vénitiens l'avaient-ils abandonné, qu'ils mirent le feu aux mines toutes chargées. Leur explosion fit périr la plupart des vainqueurs, et parmi eux les plus distingués des compagnons d'armes et des soldats formés à l'école de Gonzalve de Cordoue (2). Dans ce moment, les impériaux consternés furent chargés avec fureur

Guicciardini, Lib. VIII, p. 450. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. IX, p. 198. — *Jacopo Nardi,* L. XI, p. 211.

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 452.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 211.

(2) *Jo. Marianæ de rebus Hisp.,* L. XXIX, c. XX, p. 289.

par Zittolo de Pérouse, et chassés de tous les ouvrages qu'ils avaient occupés (1).

Cet échec jeta du découragement dans l'armée, et refroidit l'ardeur de Maximilien. Les assiégés ne se tenaient point enfermés dans la ville : les Stradiotes avaient voulu conserver leur logement dans les faubourgs, et ils battaient sans cesse la campagne. Les vivres, il est vrai, ne manquaient point encore aux assiégeants; malgré toute l'autorité du gouvernement vénitien et le zèle des paysans, il avait été impossible d'en dépouiller absolument cette riche campagne; et les fourrageurs n'eurent jamais besoin de s'éloigner de plus de six milles de leur quartier pour trouver des munitions de bouche. Mais si le siége s'était prolongé quelque temps encore, les troupes auraient enfin éprouvé les conséquences de leur indiscipline et de la pauvreté de leur chef (2).

Avant que les Vénitiens eussent fermé la brèche par laquelle les Espagnols et les Allemands étaient entrés, et où ils avaient tant souffert, Maximilien fit proposer à La Palisse de faire mettre pied à terre à sa gendarmerie pour monter à l'assaut avec les landsknechts.

Mais, d'après le conseil de Bayard, La Palisse répondit que la gendarmerie française était toute composée de gentilshommes, et qu'il ne serait pas convenable de la faire combattre pêle-mêle avec les fantassins allemands, qui était roturiers. Si l'Empereur, ajouta-t-il, voulait faire mettre pied à terre à ses princes et à sa noblesse allemande, la noblesse française leur montrerait le chemin de la brèche. Maximilien communiqua cette réponse aux Allemands, qu'elle provoquait; ils répondirent qu'ils ne combattraient qu'en gentilshommes, c'est-à-dire à cheval. Maximilien impatienté quitta le camp, et s'en éloigna de quarante milles, sur la route d'Allemagne, laissant à ses lieutenants l'ordre de lever le siége (3). Ceux-ci retirèrent leur artillerie le 3 octobre, seize jours après l'ouverture de la tranchée, et portèrent le quartier général

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 453. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. IX, p. 201. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. V, p. 211.

(2) Mémoires de Bayard, Ch. XXXIV, p. 94.

(3) Mémoires du chev. Bayard, Ch. XXXVII et XXXVIII, p. 116-127. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 58.

à Limène, sur la route de Trévise : au bout de peu de jours, Maximilien les ramena à Vicence, où il reçut le serment de fidélité du peuple, et où il congédia la plus grande partie de son armée (1).

Maximilien avait perdu beaucoup de sa réputation par cette tentative infructueuse ; et Chaumont étant venu dans le Véronais pour avoir une conférence avec lui, l'Empereur lui représenta que, si le roi de France ne lui donnait pas de puissants secours, il se trouverait à son tour en danger de perdre ses conquêtes ; que les Vénitiens songeaient déjà à attaquer Cittadella et Bassano ; qu'ils ne manqueraient pas de tourner ensuite leurs armes contre Este, Monsélice et Montagnana ; et que le seul moyen de les arrêter était de réunir les Français aux Allemands pour une attaque sur Légnago. Mais le gouvernement français n'avait aucune envie de se charger seul des frais et des dangers d'une guerre dont les avantages ne devaient pas être pour lui ; et lorsque Maximilien, après beaucoup d'irrésolution, repartit pour Trente, La Palisse retira ses troupes de l'État de Vérone pour rentrer dans l'enceinte du Milanez (2).

Les armées de cette ligue, auparavant si redoutable, s'étaient retirées de toutes parts. Les Vénitiens, au lieu de craindre pour eux-mêmes, menaçaient à leur tour ceux qui avaient envahi leurs provinces : d'ailleurs la mésintelligence commençait à s'introduire entre leurs ennemis. Maximilien se plaignait d'avoir été abandonné par ses confédérés, et les accusait de ses mauvais succès. Le roi de France se plaignait du pape, qui, se fondant sur ce que l'évêque d'Avignon était mort en cour de Rome, avait conféré son évêché, au lieu de le laisser à la nomination du roi ; et le ressentiment de celui-ci alla si loin, qu'il fit saisir tous les revenus des ecclésiastiques romains dans le duché de Milan (3).

Jules II céda enfin, mais de mauvaise grâce ; hautain, emporté

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 453.—*Petri Bembi,* L. IX, p. 203.—*Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este,* p. 24 — *Fr. Belcarii,* Lib XI, p. 328.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 455.—*Petri Bembi Hist. Ven.,* L. X, p. 205.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 455. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 329. — *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Rom.,* T. III, p. 485, *apud Raynald., Annal. eccles.,* 1509, § 20, p. 70.

et défiant tout ensemble, il ne conservait pour la cour de France que de la malveillance et du ressentiment : il comptait sur le respect religieux des peuples et sur les forces de l'Église, et il ne recherchait l'appui d'aucun des confédérés : il s'éloignait de tous en même temps, et s'il prenait encore quelque intérêt à la guerre, c'était en faveur des Vénitiens. Cependant il ne leur avait point jusqu'alors donné l'absolution ; il voulait auparavant les faire renoncer à la juridiction de leur vidôme à Ferrare, comme messéante dans un fief de l'Église, et au droit exclusif qu'ils s'arrogeaient de naviguer et de commercer sur la mer Adriatique (1).

Les Florentins, que leur jalousie contre Venise avait aveuglés au point de leur faire désirer des succès à la ligue de Cambrai, avaient envoyé des ambassadeurs à Maximilien à son entrée en Italie, pour régler avec lui toutes les prétentions de la chambre impériale, sur lesquelles ils n'avaient pu s'entendre un an auparavant. Maximilien, avant de quitter Vérone, y reçut ces ambassadeurs, parmi lesquels se trouvait Pierre Guicciardini, père de l'historien. Les finances de l'Empereur étaient épuisées, ses besoins pressants; et il rabattit beaucoup des demandes exorbitantes qu'il avait faites à Macchiavelli en 1508. Moyennant quarante mille florins payables en quatre termes, avant la fin de février, il tint les Florentins quittes de tous les cens non payés, et des investitures qu'ils pouvaient lui devoir; il confirma leurs droits à tous les fiefs impériaux qu'ils possédaient; il s'engagea enfin à ne les point troubler, et à n'attaquer jamais leur gouvernement (2).

Pendant ce temps, les armées vénitiennes faisaient des progrès rapides. Le provéditeur André Gritti s'approcha de Vicence; et la vue des drapeaux de Saint-Marc causa aussitôt un soulèvement dans cette ville : elle lui ouvrit ses portes le 26 novembre. Le prince d'Anhalt, qui y commandait, se retira dans la citadelle avec Fracassa de San-Sévérino; mais dès le quatrième jour il fut

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 456.

(2) *Idem,* Lib. VIII, p. 454. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 212. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 289. — *Diario del Bonaccorsi,* p. 144. — *Legazione del Macchiavelli a Mantova, commissione del* 10 *novemb.* 1509, T. VII, opere p. 289.

obligé de la rendre par capitulation (1). Si, au lieu de perdre un temps précieux au siége de cette forteresse, Gritti avait immédiatement poussé jusqu'à Vérone, cette ville, où la fermentation était extrême, lui aurait aussi ouvert ses portes. L'évêque de Trente, qui y commandait, eut le temps d'y faire entrer trois cents lances françaises sous les ordres de d'Aubigny, et un gros corps d'infanterie espagnole et allemande. Cependant toutes ces troupes suffisaient à peine pour contenir les habitants, menacés, insultés, pillés tour à tour par les soldats de toutes nations qu'ils logeaient chez eux, et soupirant après la domination paternelle de leurs anciens maîtres. L'armée vénitienne, après une attaque mal combinée sur Vérone, se partagea en deux corps, dont l'un recouvra Bassano, Feltre, Cividale et Castel-Nuovo de Friuli; l'autre reprit Monsélice, Montagnana et le Polésine de Rovigo (2).

Cette division de l'armée était chargée d'exécuter sur la maison d'Este une vengeance qui tenait à cœur à la république. Les Vénitiens ne pouvaient pardonner à leur faible voisin, qui avait si longtemps vécu sous leur protection, d'avoir profité de leurs désastres pour les attaquer lorsqu'ils étaient déjà accablés par tous leurs autres ennemis : l'insulte des petits qui abusent du triomphe momentané de leurs alliés excite de plus profonds ressentiments que les injures plus graves des puissants. Le premier usage que le sénat voulut faire de ses forces fut de montrer qu'il n'était pas si déchu, qu'il ne pût se faire respecter par un duc de Ferrare. Ange Trévisani, qui commandait la flotte, venait de brûler Trieste, et il se proposait d'attaquer Ancône, Fano, ou les villes de Ferdinand en Pouille : mais la seigneurie le rappela; et, malgré sa répugnance à s'engager dans le lit d'un fleuve, elle lui ordonna d'aller, de concert avec l'armée, punir le duc Alphonse dans sa capitale même (3).

La flotte vénitienne entra dans le Pô par la Bocca delle Fornaci;

(1) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 458. — *Petri Bembi,* L. IX, p. 205. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 330.—*Macchiavelli, Legazione a Mantova,* Lettre 1re, 17 novembre 1509, T. VII, p. 293.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. VIII, p. 458.—*Petri Bembi,* Lib. IX, p. 208.—*Macchiavelli, Legazione,* Lett. IV, 22 novembre 1509, ex Veronâ, p. 298.

(3) *Fr. Guicc.,* L. VIII, p. 459. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. IX, p. 207.

elle brûla Corbola, et elle remonta jusqu'à Lago Scuro, incendiant sur les deux rives, dans toute la longueur du pays qu'elle parcourait, les palais, les châteaux et les villages. Lago Scuro est le port de Ferrare sur le Pô ; il n'est éloigné que de deux milles de cette ville, et les chevau-légers vénitiens, qui étaient venus se ranger sous la protection de la flotte, partaient de là pour répandre la désolation dans tout le territoire ferrarais. Le goût d'Alphonse, duc de Ferrare, pour les arts mécaniques, lui avait procuré la plus belle artillerie de l'Europe : il avait fait son amusement et son plus grand luxe de la fonte des canons ; il les employa pour sa défense. Ayant dressé ses batteries à Lago Scuro, sur les rives du fleuve, il força la flotte de Trévisani à redescendre jusqu'à Polisella, où elle jeta l'ancre derrière une petite île (1).

Pour mettre ses vaisseaux en sûreté dans cette station, Trévisani éleva deux bastions des deux côtés du fleuve, et les unit par un pont. Alphonse tenta, le 30 décembre, d'enlever ces retranchements, et il fut repoussé avec perte. Dans ce combat, Hercule Cantelmo, émigré de Naples, et fils du duc de Sora, fut fait prisonnier par des Esclavons ; comme ils ne pouvaient convenir entre eux sur celui qui avait droit à la riche rançon de ce captif, l'un d'eux abattit sa tête d'un coup de sabre. L'Arioste a invoqué la compassion de tous les âges en faveur de ce jeune homme, l'un des plus distingués de la cour de Ferrare, et l'ami du poëte (2).

Cependant Chaumont, ne voulant pas laisser périr le duc de Ferrare, vint à Vérone, et annonça qu'il allait marcher sur Vicence, ce qui força l'armée vénitienne à se séparer de la flotte pour défendre les États de la république : le cardinal d'Este profita de ce que Trévisani n'était plus maître de la campagne tout autour de Polisella, pour transporter pendant la nuit un train considérable d'artillerie vis-à-vis de la flotte. Des pluies violentes, en gonflant la rivière, avaient élevé les vaisseaux presque au niveau des digues. Le cardinal d'Este fit ouvrir des embrasures dans ces digues, et y fit placer dans un profond silence des canons en batterie, au-

(1) *Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 460. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. IX, p. 209. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este*, p. 26.

(2) *Ariosto, Orlando furioso*, Canto 36, str. 6-8. — *Petri Bembi*, L. IX, p. 209. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*, p. 27.

dessus et au-dessous de l'endroit où était la flotte. Le bruit de la rivière, beaucoup plus violent que de coutume, avait dérobé cette manœuvre à Trévisani; et il n'avait point prévu que l'élévation subite du fleuve permettrait de placer l'artillerie à fleur d'eau. Le 22 décembre, au point du jour, il fut éveillé par le feu roulant de ces batteries dont il avait ignoré la construction, et auxquelles, dans une longueur de trois milles, ses vaisseaux ne pouvaient se dérober. Il n'avait point assez de troupes de débarquement pour les attaquer et les enlever de force : il perdit la tête; et au lieu de faire couper la digue du fleuve, ce qui, en inondant le Ferrarais, aurait fait baisser le niveau des eaux de manière à le dérober au feu ennemi, il s'enfuit sur une petite barque dès le commencement du combat : presque tous les équipages de ses vaisseaux suivirent son exemple, lorsqu'ils virent une galère brûlée et deux autres coulées à fond par l'ennemi; près de deux mille personnes furent tuées ou submergées; quinze galères, plusieurs moindres vaisseaux, et soixante étendards, furent conduits en triomphe à Lago Scuro, par le cardinal d'Este. Trévisani aurait dû payer de sa tête son imprudence et sa lâcheté; mais le nombre des gentilshommes qui avaient prévariqué durant la dernière campagne était si grand, qu'ils faisaient un parti dans l'État; ils se défendaient tous réciproquement, et Trévisani ne fut puni que par un exil de trois ans (1).

Ainsi, la campagne de 1509 finissait, pour les Vénitiens, par une déroute presque aussi éclatante que celle qu'ils avaient éprouvée à son commencement. Mais la destruction de leur flotte à Polisella fut loin d'avoir des conséquences aussi funestes que celle de leur armée à Vaila. D'aucun côté ils n'étaient menacés par des ennemis en état d'en tirer avantage. Les Français vendaient leur protection à Maximilien; ils se faisaient céder, sur le Mincio, le château de Valeggio, qui complétait leur ligne de défense. Ils avaient envoyé des renforts à Vérone, et de l'argent pour la solde des troupes allemandes, mais sous condition qu'ils occuperaient

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. IX, p. 211; L. X, p. 218. — *Fr. Guicciardini*, Lib. VIII, p. 462. — *Fr. Belcarii*, Lib. XI, p. 331. — *Jacopo Nardi*, *Ist. Fior.*, L. V, p. 213. — *Ariosto, Orlando furioso*, Canto III, stanza 57.

les principales forteresses de la ville ; et même avec leur assistance, les généraux impériaux n'étaient point en état de tenir la campagne. Bayard, qui était entré avec les Français à Vérone, ne trouvait à occuper son activité que dans les surprises et les stratagèmes par lesquels il combattait Jean-Paul Manfrone, son antagoniste; et il souillait sa gloire par des cruautés que son loyal serviteur raconte avec ostentation, parce qu'elles n'atteignaient jamais que des soldats roturiers, pour lesquels les gentilshommes ne se croyaient tenus à aucune compassion (1).

Le duc de Ferrare était moins encore en état de poursuivre ses avantages : le pape, qui ne perdait aucune occasion de rappeler que ce duc était feudataire de l'Église, et qui songeait dès lors à le réconcilier avec les Vénitiens, demanda et obtint d'eux qu'ils n'essayassent point de se venger sur Ferrare, et qu'ils rendissent même à Alphonse la ville de Comacchio, prise et brûlée par eux le 4 décembre. Le duc s'estima trop heureux de pouvoir à ce prix suspendre les hostilités (2).

[1510.] Au commencement de l'année suivante, les Vénitiens perdirent le général qui commandait en chef leurs armées, et qui convenait le mieux, par son caractère circonspect, à la prudence du sénat, encore qu'il eût peut-être contribué, par sa lenteur et sa défiance, à la déroute de Vaila. Nicolas Orsini, comte de Pitigliano, épuisé par les fatigues du siége de Padoue, s'était fait porter à Lonigo, dans l'État de Vicence, où il mourut d'une fièvre lente, à la fin de février, âgé de soixante-huit ans. La seigneurie fit transporter son corps à Venise, et lui fit élever un magnifique tombeau, surmonté d'une statue équestre, dans l'église de San-Giovanni et Paulo (3).

Cependant les Vénitiens avaient enfin consenti à tout ce que leur demandait le pape; ils avaient abandonné leur appel à un concile général ; ils avaient promis de ne plus mettre obstacle, dans leurs États, à la juridiction ecclésiastique; ils avaient renoncé au droit de nommer un vidôme à Ferrare; enfin, ils avaient ac-

(1) Mémoires de Bayard, Ch. XXXIX et XL, p. 127-148. — *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 463.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. VIII, p. 463.

(3) *Idem, Ibid.* — *Petri Bembi,* L. X, p. 216.

cordé à tous les sujets de l'Église la permission de naviguer et de commercer librement sur la mer Adriatique (1). Ils avaient envoyé à Rome une ambassade, composée de six des citoyens les plus illustres de leur république; et en retour le pontife leur accorda l'absolution, le 24 février 1510, second dimanche de carême, sans imposer à leurs ambassadeurs d'autre pénitence que de visiter les sept basiliques de Rome: il retrancha même du cérémonial de l'absolution les coups de baguette que le pape et les cardinaux devaient donner aux excommuniés, pendant la lecture du *Miserere;* coups qui, dans quelques circonstances récentes, avaient été changés en une rude flagellation, sur des pénitents dépouillés de leurs habits (2).

Les ambassadeurs de Maximilien et de Louis XII avaient fait tout ce qu'ils avaient pu pour empêcher cette réconciliation des Vénitiens avec l'Église; mais Jules II n'était pas aisément détourné de ses volontés: il avait conçu un souverain mépris pour Maximilien, qu'il jugeait incapable d'exécuter aucune des choses qu'il avait préméditées; Louis XII, au contraire, lui inspirait une extrême défiance; il redoutait également son pouvoir, et sa faiblesse qui soumettait le roi à toutes les volontés du cardinal d'Amboise, et il regardait toujours ce dernier comme sur le point de lui disputer le pontificat. Aussi Jules II travaillait-il avec ardeur à détruire la puissante influence que Louis XII venait d'acquérir sur l'Italie: il cherchait pour cela, en même temps, à lui susciter une guerre avec l'Angleterre, à le brouiller avec les Suisses, et à le détacher du duc de Ferrare.

Henri VII, roi d'Angleterre, était mort le 21 avril 1509, et quoiqu'en mourant il eût recommandé fortement à son fils Henri VIII de maintenir la paix avec la France, celui-ci, qui disposait d'un trésor considérable, et dont l'alliance était sollicitée par toutes les puissances de l'Europe, croyait déjà, dans son orgueil, tenir la balance du continent. Jules II lui envoya la rose d'or, aux fêtes de

(1) Le traité de paix, *apud Raynald., Ann. eccles.*, 1510, §§ 2-6, p. 73.—*Petri Bembi*, L. IX, p. 213. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 213.

(2) Journal de Paris de Grassis, maître des cérémonies du pape; *apud Raynald., Annal. eccles.*, 1510, §§ 7-10, p. 74.—*Fr. Guicciardini*, L. VIII, p. 467.—*Petri Bembi*, Lib. X, p. 218. — *Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso*, p. 32.

Pâques de 1510, présent que le saint-siége destine, chaque année, à celui des souverains sur la protection duquel il compte le plus (1). Cependant, au moment même où Jules II lui faisait ces avances pour l'engager à attaquer la France, Henri VIII signait à Londres, le 23 mars 1510, un nouveau traité de paix avec Louis XII, en se réservant seulement de pouvoir défendre l'Église contre lui, si le roi de France venait à l'attaquer (2).

Les négociations de Jules II avec les Suisses eurent plus de succès. Ceux-ci, enorgueillis de toutes les victoires remportées en Italie par Charles VIII et par Louis XII, en réclamaient toute la gloire pour leur infanterie : ils étaient persuadés que les armées françaises ne pourraient combattre sans eux ; et ils voulaient se faire payer à un plus haut prix leur alliance. Ils ne consentaient à renouveler les capitulations arrivées à leur terme, qu'autant que la France augmenterait la pension annuelle de soixante mille francs, qu'elle leur payait, sans compter un grand nombre de traitements particuliers qu'elle faisait aux hommes influents dans chaque canton. Louis XII, irrité de cette demande, déclara qu'il ne soumettrait point la couronne de France à l'insolence d'un rassemblement de paysans et de montagnards. Il signa, avec les Valaisans et avec les Grisons, une confédération particulière ; et il crut pouvoir se passer du secours des cantons. D'autre part, Jules II avait mis dans ses intérêts Mathieu Schiner, qui, en l'an 1500, avait été promu à l'évêché de Sion, et qui s'était toujours montré ennemi acharné de la France. Par son entremise, il traita avec la confédération : il promit à chaque canton une pension de mille florins du Rhin ; il les engagea à accepter la protection des États de l'Église, et il se fit accorder le privilége de lever en Suisse, et pour le saint-siége, autant de soldats qu'il en aurait besoin (3).

Jules II avait cru s'être assuré du dévouement sans bornes du duc de Ferrare, en lui faisant restituer la ville de Comacchio, et

(1) *Rymer, Fœdera et Conventiones*, T. XIII, p. 275.

(2) *Idem*, p. 270. — *Petri Bembi*, L. X, p. 221.

(3) *Fr. Guicciardini*, Lib. IX, p. 469.—*Josias Symler, Descriptio Vallesiæ et Alpium*, Lib. II, p. 159.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior*, L. V, p. 215. — *Fr. Belcarii*, L. XI, p. 335.

en empêchant les Vénitiens de l'attaquer pendant l'hiver. C'était le seul des feudataires de l'Église qu'il eût ménagé, et il croyait pouvoir compter sur une obéissance absolue de sa part : mais la colère du pape fut extrême quand il vit le duc de Ferrare s'attacher toujours plus intimement à la France, et subordonner toute sa politique aux volontés de Louis XII. Comme jusqu'alors le pape était en paix avec ce monarque, et observait toujours le traité de Cambrai, il ne pouvait faire un crime à Alphonse d'une alliance qui ne l'obligeait à rien de contraire à ses devoirs envers le saint-siége. Il lui chercha donc d'autres torts : il lui fit défendre de faire du sel à Comacchio, au préjudice des salines pontificales établies à Cervia. Alphonse répondit que pendant que les Vénitiens possédaient Cervia, ils lui avaient imposé par force un traité par lequel ils l'empêchaient de recueillir le sel que la nature formait sur son propre territoire, mais qu'il n'avait aucune obligation semblable envers l'Église, et que Comacchio, où il recueillait le sel, n'était pas un fief du saint-siége, mais de l'Empire romain. De nouveau Jules II voulait annuler le contrat dotal fait par Alexandre VI pour le mariage de sa fille; il demandait que le cens annuel payé par Ferrare fût reporté de cent florins à quatre mille, et que les divers châteaux de Romagne, que Lucrèce Borgia avait apportés en dot à Alphonse, fussent restitués à l'Église. Le duc répondait que son traité avec Alexandre VI était de même nature que tous ceux que concluait l'Église, qu'il avait été sanctionné par les mêmes autorités, et que comme il n'y avait contrevenu en rien, il n'était pas juste que l'autre partie contractante se déliât de ses engagements (1).

Louis XII prenait la défense du duc de Ferrare, en vertu du traité par lequel il s'était engagé à le protéger pour le prix de trente mille ducats. Mais ce traité même était une nouvelle offense aux yeux du pape, puisqu'il était contraire et à la ligue de Cambrai et à la convention postérieure de Biagrasso. Louis XII, qui craignait de se brouiller tout à fait avec ce fougueux pontife, cherchait en vain des expédients pour conserver son influence sur le duché de Ferrare, qu'il regardait comme important fort à la

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 470. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1510, § 13, p. 75.

sûreté du Milanez, et pour satisfaire Jules II en le réconciliant avec Alphonse (1).

Ces négociations étant demeurées sans effet, Louis XII jugea convenable de resserrer son alliance avec Maximilien, et de poursuivre la guerre contre Venise avec des forces assez considérables pour intimider le pape, et mettre fin à toutes ses intrigues. Chaumont entra dans le Polésine de Rovigo avec quinze cents lances, et dix mille fantassins de diverses nations; Alphonse le joignit avec deux cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers, et deux mille fantassins : de son côté, le prince d'Anhalt sortit de Vérone avec l'armée impériale, composée de trois cents lances françaises, deux cents hommes d'armes, et trois mille fantassins allemands; et après s'être réuni à Chaumont, ils s'avancèrent ensemble contre Vicence (2).

Les Vénitiens, pour résister à cette invasion, cherchaient avec inquiétude à donner un successeur au comte de Pitigliano. Leurs divers condottiéri, qui s'étaient engagés séparément à leur service, n'étaient point subordonnés les uns aux autres; et leur jalousie était telle, qu'en donnant la préférence à l'un d'entre eux, le sénat craignait de déterminer tous les autres à se retirer. Pour satisfaire leur amour-propre, il fallait que leur généralissime fût prince souverain. Cette difficulté fit penser la seigneurie à donner le commandement de ses troupes à François de Gonzague, duc de Mantoue, qu'elle retenait alors prisonnier. Le doge le fit venir, et lui communiqua cette proposition inattendue, qui fut reçue avec la plus vive reconnaissance. Le doge lui demandait seulement un gage de sa fidélité, plus que douteuse : Gonzague s'empressa de promettre son fils Frédéric en otage, et il écrivit aussitôt à sa femme de le remettre aux Vénitiens. Mais la marquise et son conseil étaient entièrement dévoués à la France : elle ne voulait pas s'exposer au ressentiment des Français et des Allemands, qui entouraient de toutes parts l'État de Mantoue, elle refusa de livrer son fils, et François de Gonzague demeura prisonnier (3).

Les Vénitiens cherchèrent alors un général parmi les feuda-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 472. — *Fr. Belcarii,* L. XI, p. 338.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 471. — *Petri Bembi,* L. X, p. 228.
(3) *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. X, p. 225.

taires de l'Église, que le pape leur avait permis de prendre à leur service. Ils avaient engagé deux Vitelli de Città di Castello, neveux de ce Vitellozzo que César Borgia avait fait périr; ils avaient donné à Laurent Orsini, seigneur de Céri, qui devint célèbre sous le nom de Renzo de Céri, le commandement de toute leur infanterie; et ils se déterminèrent enfin à donner le bâton de gouverneur général à Jean-Paul Baglioni de Pérouse, qui, dans ses rapports avec la république florentine, avait fait naître beaucoup de doutes sur sa fidélité, et qui cependant se montra digne de la confiance que le sénat de Venise mit en lui (1). L'armée que lui confiait la république était alors composée de six cents hommes d'armes, quatre mille chevau-légers et Stradiotes, et huit mille fantassins. Ne se trouvant pas assez forte pour résister à l'armée combinée des Français et des Impériaux, elle recula sans cesse, abandonnant le Vicentin aux ennemis, jusqu'au lieu nommé Brentella, où elle se fortifia. Elle y était couverte par trois rivières, la Brenta, la Brentella et le Bacchiglione, tandis qu'elle faisait occuper Trévise et Mestre par des garnisons suffisantes (2).

Les malheureux Vicentins restaient abandonnés à toute la férocité de leurs ennemis. Leur ville n'avait pas paru en état de soutenir un siége, et les Vénitiens n'avaient pas voulu s'exposer à perdre la garnison qu'il aurait fallu laisser pour les défendre. Les Vicentins envoyèrent une députation au prince d'Anhalt, général de Maximilien, pour lui demander grâce. Le prince, qui était à Vicence au moment où la ville s'était soulevée, répondit que les Vicentins étaient coupables de rébellion contre l'Empereur, leur souverain légitime; qu'ils n'avaient d'autre parti à prendre que de remettre à sa merci leurs biens, leur honneur et leur vie, et qu'ils ne devaient point s'attendre à ce qu'il ne demandât une soumission si entière que pour faire briller davantage sa magnanimité, en leur pardonnant; qu'il voulait au contraire les avoir à sa discrétion, pour que Vicence pût à jamais être un exemple au monde du châtiment que mérite la rébellion (3).

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 469. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, Lib. X p. 227.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 473. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 339.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 474. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 339.

Les députés vicentins ne rapportèrent à leurs compatriotes que cette désolante réponse; mais la barbarie insolente des Allemands contribua à tromper leur cupidité. Depuis le commencement de la guerre, les Vicentins avaient sans cesse été occupés à soustraire leurs richesses au pillage. Comme leur ville n'est éloignée de Padoue que de douze milles, ils y avaient de bonne heure mis en sûreté leurs femmes, leurs enfants et leurs biens. Le cours du Bacchiglione avait favorisé le transport de leurs effets. A l'approche des Allemands, ils se retirèrent eux-mêmes avec tout ce qu'ils purent transporter encore; et le prince d'Anhalt, en livrant Vicence au pillage, n'y trouva point de quoi satisfaire l'avidité de ses soldats (1).

Une partie des Vicentins et des habitants des campagnes voisines avait choisi un autre lieu de refuge. Dans les monts au pied desquels Vicence est bâtie se trouve un vaste souterrain, nommé la grotte de Masano ou de Longara. Il a été creusé de mains d'hommes, pour en tirer les pierres avec lesquelles Vicence et Padoue sont construites. On assure qu'il s'étend à une grande profondeur, formant un labyrinthe dont les compartiments sont séparés par d'étroits passages, et coupés souvent par des eaux.

Ce souterrain, n'ayant qu'une étroite ouverture, est facile à défendre; et dans la précédente campagne il avait servi de refuge aux habitans du voisinage. Six mille malheureux s'y étaient retirés avec tous leurs biens; les femmes et les enfants étaient au fond de la grotte, les hommes en gardaient l'entrée. Un capitaine d'aventuriers français, nommé L'Hérisson, découvrit cette retraite, et fit avec sa troupe de vains efforts pour y pénétrer: mais, rebuté par son obscurité et ses détours, il résolut plutôt d'étouffer tous ceux qu'elle contenait. Il remplit de fagots la partie qu'il avait occupée, et y mit le feu. Quelques gentilshommes vicentins qui se trouvaient parmi les réfugiés supplièrent alors les Français de faire une exception en leur faveur, et de leur laisser racheter par une rançon, eux, leurs femmes et leurs enfants, et tout ce qui était de sang noble. Mais les paysans, leurs compa-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 477. — Il paraît qu'alors, à la persuasion de Chaumont, il se contenta d'une contribution de 50,000 ducats pour sauver les maisons. — *P. Bembo,* L. X, p. 225 — *Giovio Cambi,* p. 238.

gnons d'infortune, s'écrièrent que tous devaient périr ou se sauver ensemble. Cependant la caverne entière était en flammes, et son ouverture ressemblait à la bouche d'une fournaise. Les aventuriers attendirent que le feu eût achevé ses terribles ravages, avant de visiter le souterrain, et d'en tirer le butin qu'ils achetaient par une si horrible cruauté. Tous avaient péri étouffés, à la réserve d'un seul jeune homme, qui s'était trouvé à portée d'une crevasse, par laquelle il lui arrivait un peu d'air. Aucun des corps n'était endommagé par le feu. Mais leur attitude suffisait pour indiquer les angoisses par lesquelles ils avaient passé avant de mourir. Plusieurs femmes grosses étaient accouchées dans ces tourments, et leurs enfants étaient morts avec elles. Lorsque les aventuriers rapportèrent au camp leur butin, et racontèrent comment ils l'avaient gagné, ils excitèrent une indignation universelle : le chevalier Bayard se rendit lui-même à la caverne, avec le prévôt de l'armée, et fit pendre en sa présence, et au milieu de cette scène d'horreur, deux des misérables qui avaient allumé le feu. Mais cette punition même ne put effacer, pour les Italiens, le souvenir de tant de cruauté (1).

D'ailleurs la négligence de Maximilien à envoyer à ses troupes leur solde, exposait les villes où elles séjournaient aux plus cruelles vexations : Vérone seule, dit Fleuranges, qui y était présent, fut pillée trois fois dans une semaine par les landsknechts qui s'y trouvaient sans argent et sans nourriture (2). Maximilien leur annonçait toujours sa prochaine arrivée, mais on commençait à n'accorder aucune foi à ses paroles, aucun crédit à ses promesses ; et les soldats allemands, rebutés d'une si longue attente, partaient sans congé.

Chaumont, grand maître de France, et gouverneur de Milan, était las de poursuivre seul une guerre dont son maître ne devait point recueillir les fruits. Cependant, avant de s'en retirer aussi, il crut convenable d'assurer ses précédentes conquêtes en s'emparant de la ville et du port de Légnago, qui, bâtis des deux côtés

(1) Mémoires du chev. Bayard, Ch. XL, p. 152. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 55. — *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 477. — *Petri Bembi,* L. X, p. 225. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 340. — *Giovio Cambi, Ist. Fior,* p. 239.

(2) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 65.

de l'Adige, donnaient aux Vénitiens une grande facilité pour porter la guerre sur celui des États voisins qu'ils voudraient attaquer.

La garnison de Porto-Légnago avait eu soin d'inonder tout le pays qui l'entourait sur la rive gauche de l'Adige : mais le capitaine Molard entra dans l'eau jusqu'à la poitrine avec ses aventuriers, qui formaient l'avant-garde de M. de Chaumont ; il délogea les fantassins italiens, les mit en fuite, et les poursuivit avec tant de rapidité qu'il arriva pêle-mêle avec eux dans Porto-Légnago. Les fuyards essayèrent de passer l'Adige ; mais ils se noyèrent presque tous dans le trajet. La garnison de la ville, sur la droite de la rivière, ne montra pas plus de résolution. Carlo Marino, provéditeur vénitien, abandonna le premier lâchement son poste, pour se réfugier dans la citadelle, qu'il rendit bientôt par capitulation. Il demeura prisonnier des Français avec tous les gentilshommes vénitiens, tandis que les soldats furent renvoyés sans armes (1).

La joie que pouvait causer à Chaumont l'avantage qu'il venait de remporter à Légnago, fut troublée par la nouvelle qu'il reçut, dans ce lieu même, de la mort de son oncle, le cardinal d'Amboise, à la faveur duquel il devait sa fortune rapide. Georges d'Amboise, qui avait exercé un empire si absolu sur son maître, et qui, depuis l'accession de Louis XII au trône avait dirigé seul la politique française, était mort à Lyon le 25 mai 1510. Quoique ses talents fussent médiocres, sa perte fut universellement regrettée : il entendait du moins les affaires, et il connaissait les puissances avec lesquelles la France avait à traiter, ainsi que leurs intérêts divers ; tandis que Louis XII, qui, après la mort de son favori, prétendit gouverner par lui-même, n'avait ni connaissance des hommes et des choses, ni mémoire, ni application. Jaloux désormais de son autorité, il ne permit plus à ses ministres d'agir en son nom sans le consulter, et ceux-ci n'osaient guère lui rappeler ce qui pouvait lui être désagréable ; en sorte que la négligence et l'oubli faisaient échouer les projets d'abord les mieux concer-

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 479. — *Petri Bembi*, Lib. X, p. 226. — *Fr. Belcarii*, Lib. XII, p. 340. — *Jacopo Nardi*, Lib. V, p. 214. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*, p. 35. — Mémoires du chevalier Bayard, Ch. XL, p. 149.

tés. Florimond Robertet, qui succéda au cardinal dans la direction des finances et des affaires étrangères, exprima lui-même vivement à Macchiavel, alors en légation en France, combien il sentait que la mort de son prédécesseur causerait de dommage aux affaires (1).

C'est au cardinal d'Amboise qu'il faut attribuer le principal mérite de cet ordre dans les finances, et de ces ménagements pour le peuple dans la perception des impôts, qui ont rendu chère la mémoire de Louis XII, malgré la faiblesse de son esprit et les malheurs de son règne. Mais ce ministre, économe et rangé, n'était point désintéressé. Il laissa une succession de onze millions de livres, équivalant à cinquante-cinq millions de la monnaie actuelle, et il l'avait acquise pendant une administration de douze ans, dont il ne rendait aucun compte. Par son testament il faisait pour trois cent mille ducats de legs : Jules II prétendit que ces sommes provenaient des biens de l'Église ; que le cardinal d'Amboise n'avait pas eu le droit d'en disposer, et il les réclama pour la chambre apostolique. Cette bizarre demande augmenta la mésintelligence entre le saint-siége et la France (2).

Chaumont reçut aussi à Légnago l'ordre de congédier l'infanterie des Grisons et des Valaisans qu'il avait sous ses ordres ; de laisser cent lances et mille fantassins dans sa nouvelle conquête, et de ramener le reste de son armée dans le duché de Milan : peu de jours après il reçut toutefois un contre-ordre, que les instances de Maximilien avaient obtenu. Le roi lui enjoignait de continuer à seconder les Allemands pendant le reste du mois de juin ; et en effet, avant la fin de ce mois, il se rendit maître de Cittadella, de Marostica et de Bassano, puis de la Scala et de Covolo (3). Mais Louis XII était résolu à ne pas tenir sur pied une armée aussi considérable sans avantage pour lui-même; et en menaçant chaque jour de rappeler Chaumont, il espérait déterminer enfin Maximilien à lui céder Vérone et sa province. L'Empereur, au contraire,

(1) *Macchiavelli, Legaz. alla corte di Francia*, Lett. XVI, de Blois, 2 septembre 1510, T. VII, p. 380. — Mémoires de Bayard, C. XL, p. 151.

(2) Hist. de la Diplomatie française, T. I, L. II, p. 293. — *Fr. Guicciard.*, L. IX, p. 479. — *Petri Bembi*, L. X, p. 226.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 479. — *Petri Bembi*, L. X, p. 229.

se croyait toujours à la veille d'exécuter ses projets, et il ne renonçait jamais à ses espérances, encore qu'il fût toujours également incapable de les réaliser. Il demanda un second répit d'un mois : il promit qu'avant l'année révolue, il rembourserait les cinquante mille ducats que l'armée de Chaumont coûterait au roi pendant ce mois; qu'il rembourserait encore cinquante mille ducats qu'il devait de plus, et que, s'il ne pouvait le faire, il laisserait pour gage Vérone et tout son territoire entre les mains du roi de France (1).

Maximilien avait aussi traité avec Ferdinand le Catholique, pour s'assurer sa coopération pendant cette campagne sur laquelle il fondait de si grandes espérances; il lui avait dans ce but abandonné sans partage l'administration de la Castille, héritage du petit-fils de l'un et de l'autre; et le cardinal d'Amboise avait été le médiateur de ce traité, qui était bien peu conforme aux intérêts de la France. Ferdinand, pour obtenir le désistement de Maximilien à la tutelle de Charles, avait promis tout ce qu'on lui avait demandé, bien résolu à faire naître ensuite des obstacles dans l'exécution. Il s'était réservé le choix d'envoyer à l'armée impériale dans le Véronais, ou des troupes ou de l'argent. Maximilien, dont les finances étaient toujours dérangées, demanda de l'argent de préférence; ce fut une raison pour Ferdinand d'envoyer les secours en nature : le duc de Termini se mit en marche avec quatre cents lances espagnoles pour joindre l'armée; mais il le fit avec tant de lenteur, qu'il n'arriva pas au quartier général avant la fin de juin (2).

L'armée combinée commençait à éprouver le manque de vivres; elle s'était conduite avec tant de barbarie et d'indiscipline pendant ces deux campagnes, qu'elle avait absolument épuisé ce pays, l'un des plus riches et des plus fertiles de la terre : elle avait ainsi provoqué le plus implacable ressentiment de la part des paysans, et confirmé leur attachement à la république. Ceux-ci tenaient

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 480.—*Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 214. — *Jo. Marianœ de rebus Hispaniœ,* Lib. XXIX, cap. XXIII, p. 294.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 480. — *Petri Bembi,* L. X, p. 229. — *Jo. Marianœ de reb. Hispaniœ,* L. XXIX, c. XXIII, p. 294 —*Fr. Belcarii,* L. XI, p. 337.—Mémoires de Bayard, T. X, ch. XI, p. 151.

avec tant d'enthousiasme au gouvernement de leur patrie, que ni promesses, ni menaces, ni le supplice même qui leur était préparé, ne pouvaient les déterminer à abjurer Saint-Marc, et à crier *vive l'Empereur!* L'évêque de Trente en fit pendre plusieurs à Vérone pour les punir de cette noble constance (1). L'assistance de ces paysans rendait faciles et sûres toutes les expéditions des Stradiotes. Ils enlevaient les convois et les traîneurs, et surprenaient les partis détachés : dans une de ces occasions, Soncino Benzone de Crème tomba entre leurs mains; et quoique ce chef de parti fût alors au service du roi de France, André Gritti le fit pendre immédiatement, parce qu'étant gentilhomme vénitien, et chargé d'un commandement à Crème sa patrie, il avait livré en trahison cette ville aux Français (2).

Le château de Monsélice était une des principales retraites des Stradiotes, dans leurs excursions sur les derrières de l'armée ennemie : il est bâti sur une des cimes les plus élevées des monts Euganéens, qui s'élèvent eux-mêmes au milieu d'une plaine formée et nivelée par les eaux, entre Vicence, Padoue, Rovigo et Légnago. Il était entouré de trois enceintes, dont la plus basse aurait demandé deux mille hommes pour la défendre. Les Vénitiens n'en avaient que sept cents à Monsélice, sous les ordres de Martino du Bourg-Saint-Sépulcre. Cependant ils sortirent avec audace pour attaquer un corps de landsknechts. Accablés par le nombre, et vivement ramenés, ils succombèrent à la fatigue; ils furent forcés dans la première enceinte, et poursuivis avec tant de rapidité, qu'ils ne purent s'enfermer dans la seconde, non plus que dans la troisième, encore que ces murs allassent en se resserrant, comme la montagne, qui s'élève en pain de sucre. La tour même, bâtie au haut de la colline, ne servit point à les sauver. En vain ils offrirent de se rendre la vie sauve; les Allemands ne voulurent pas les accepter : ils mirent le feu dans le bas de la tour, et reçurent sur la pointe de leurs piques les malheureux qui voulurent s'échapper par les créneaux. Avec une égale fureur ils détrui-

(1) *Macchiarelli, Legazione a Mantova*, Lett. VI, de Vérone, 26 novembre 1509, T. VII, p. 304.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p 481.

sirent toutes les habitations de cette bourgade, l'une des plus riantes de l'Italie (1).

Maximilien, malgré ses promesses si souvent répétées, n'arrivait point à son armée : après l'échec reçu l'année précédente devant Padoue, il ne se flattait pas de soumettre cette place; mais il pressait Chaumont d'attaquer Trévise, qu'il croyait plus facile à réduire. Chaumont lui répondit que cette ville était également défendue par une forte armée; qu'il ne voyait point arriver à la sienne ces troupes allemandes promises depuis si longtemps, et sans lesquelles il ne pouvait rien entreprendre; qu'il avait déjà été obligé de détacher le duc Alphonse d'Este, et Châtillon, pour défendre l'État de Ferrare, sur lequel il commençait à concevoir de l'inquiétude; que tout le pays autour de Trévise était ravagé; que l'armée n'y trouverait point de vivres, et y ferait difficilement arriver ses convois, parce que les Stradiotes tenaient la campagne, et qu'ils étaient secondés avec zèle par tous les paysans. Mais, tandis que cette contestation entre Maximilien et Chaumont durait encore, celui-ci reçut des ordres exprès de son maître de laisser à l'armée impériale Précy, avec quatre cents lances et quinze cents fantassins espagnols qu'il avait à sa solde, et de ramener au plus tôt le reste de l'armée dans le duché de Milan, où des dangers inattendus réclamaient sa présence (2).

(1) Mémoires du chev. Bayard, Ch. XL, p. 157. — *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 481. — *Petri Bembi,* L. X, p. 230. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 342. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso d'Este,* p. 36.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 482. — *Petri Bembi,* L. X, p. 231. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 342.

CHAPITRE IX.

JULES II FAIT ATTAQUER LES FRANÇAIS A GÊNES, A FERRARE, ET DANS LE MILANEZ. IL DIRIGE LE SIÉGE DE LA MIRANDOLE, ET ENTRE DANS CETTE PLACE PAR LA BRÈCHE : IL EST FORCÉ DE S'ENFUIR DE BOLOGNE, ET SON ARMÉE EST DISSIPÉE A CASALECCHIO. — 1510 A 1511.

La plupart des papes parviennent au pontificat dans un âge qui, le plus souvent, amortit les passions, qui éteint une ambition dont on n'a plus le temps de recueillir le fruit, et qui fait désirer un repos que l'affaiblissement des organes rend presque nécessaire. De plus, l'éducation qu'ont reçue les prêtres n'est pas en général de nature à développer une grande énergie; et la religion, dont ils ont fait leur principale étude, a dû leur enseigner la modération et la tolérance, plutôt que l'emportement, ou la détermination de tout soumettre à leur volonté. Cependant plusieurs papes, dès les temps de Grégoire VII jusqu'à ceux de Sixte-Quint, ont manifesté dans leur caractère une obstination invincible, une irritation contre tout ce qui ne pliait pas devant leur volonté, un emportement contre ceux qui les avaient offensés, qu'on n'aurait cru devoir attendre ni de leur âge, ni de leur éducation, ni de leur ministère. Plus d'une fois même ce caractère inflexible ne s'est manifesté en eux qu'après qu'ils ont reçu la tiare : et des hommes qu'on avait connus jusqu'alors doux et modestes sont devenus, après leur exaltation, d'implacables vengeurs des plus légères offenses, et de cruels persécuteurs de leurs anciens amis.

Ce changement dans leur caractère ne serait-il point dû à la croyance dans l'infaillibilité de leurs décisions, que les papes partagent avec tous leurs fidèles? Cette croyance vient fortifier un travers qui n'est déjà que trop naturel à l'esprit humain. Chaque

homme peut reconnaître la supériorité d'un autre sur lui-même, quant aux autres facultés de l'esprit : mais comme il n'a pour mesure du jugement que son propre jugement, il n'arrive jamais à croire qu'un autre ait l'esprit plus droit que lui. D'après son propre instinct, il lui semble toujours pouvoir rectifier les jugements des autres ; et sous quelque nom modeste qu'il désigne en lui-même cette faculté, sous celui même de sens commun ou de gros bon sens, c'est à son tribunal qu'il soumet toutes les opinions humaines.

La consécration d'un pape étant supposée lui transmettre tous les dons du Saint-Esprit, sanctifie en quelque sorte en lui ce préjugé intérieur et universel. Le pressentiment que jusqu'alors il n'avait regardé que comme un instinct heureux, mais que déjà il croyait infaillible, est devenu pour lui le langage même de la Divinité. Sa raison se change à ses yeux en évidence : aucun doute, aucune incertitude ne vient plus le troubler dans ses décisions ; et ceux qui osent s'opposer aux volontés qu'il exprime en conformité avec cette éternelle sagesse, par laquelle il se croit inspiré, lui paraissent des révoltés qui bravent également toutes les autorités divines et humaines.

Le caractère de Jules II était désormais dominé par cette irritation contre tous ceux qui osaient hésiter à accomplir ses desseins. Ce qu'il avait une fois résolu lui paraissait tellement marqué au coin de l'éternelle justice, qu'il était toujours prêt à punir comme ennemis du Ciel même ceux qui faisaient naître quelque obstacle à l'exécution de ses projets. Ses volontés impétueuses avaient presque toujours passé les bornes qui auraient dû arrêter un homme de Dieu ; mais il pouvait se rendre témoignage qu'elles n'étaient point dictées par l'intérêt personnel, et qu'en les formant, il n'avait écouté qu'une certaine élévation, une certaine grandeur d'âme, un sentiment même de justice qui lui étaient naturels. Au commencement de son règne, il avait voulu rendre à l'Église son patrimoine, scandaleusement dilapidé par ses prédécesseurs. Il avait réussi avec les moindres feudataires ; et les Vénitiens seuls avaient arrêté ses projets. C'est ainsi qu'ils avaient excité sa colère. Alors il avait cru devoir les punir pour la gloire même de l'Église, et il les avait en effet sévèrement punis. Mais après les avoir amenés à une humble pénitence, il voulait que les autres leur pardon-

nassent comme il leur avait pardonné lui-même. Il voulait que les désastres de l'Italie finissent par son ordre, comme ils avaient commencé au signal qu'il avait donné. Il s'irritait des vues personnelles, de la cupidité, de la cruauté de ses anciens associés ; et, après avoir employé le bras des barbares pour châtier les Italiens, il se croyait obligé en conscience, et par pur patriotisme, à chasser ces mêmes barbares de l'Italie.

Ferdinand le Catholique, qui suivait par intérêt une politique presque semblable à celle que Jules avait adoptée par principes, ne s'était point trouvé en lutte avec lui. Maximilien, qui avait reperdu par sa faute les conquêtes que les victoires de la France avaient livrées entre ses mains, n'excitait que son mépris. Jules accusait hautement son incapacité et sa versatilité ; et s'il le comptait parmi ses ennemis, c'était sans le craindre : mais le sentiment du pape pour Louis XII était d'une autre nature ; il le haïssait et le craignait, quoiqu'il ne l'estimât pas. Il connaissait la faiblesse de caractère et le peu d'habileté de ce monarque ; mais d'autre part, il savait quelle était la valeur irrésistible des armées françaises, leur dévouement aveugle à leur gouvernement, l'habileté de leurs officiers, et l'activité des soldats par laquelle ils arrivaient toujours à leur but, toutes les fois que les fautes de leurs rois ne causaient pas leur ruine. Il savait que Louis XII s'était fait aimer du peuple en France, qu'il pouvait disposer de toutes les ressources de cette immense monarchie, qu'il était maître du Milanez et de Gênes, et que la moitié du reste de l'Italie sollicitait son alliance. Il reconnaissait donc que pour le vaincre, il avait besoin de réunir contre lui les forces de presque toute l'Europe ; et il n'osa l'attaquer qu'avec une dissimulation qui ne semblait pas s'accorder avec son caractère impétueux.

Louis XII, sincèrement pieux, respectait le siége de Rome : d'ailleurs, il se laissait dominer par les scrupules d'Anne de Bretagne, sa femme, et il regardait une brouillerie avec le pontife comme un grand malheur. Il cherchait donc tous les moyens de satisfaire Jules II sur les affaires de Ferrare, qu'il croyait être le seul objet de contestation entre eux. Mais pendant ce temps le pape préparait contre lui une triple attaque, à Ferrare, à Gênes, et sur les lacs de Lombardie, et il négociait pour attacher à son parti Ferdinand d'Aragon et Henri VIII d'Angleterre. Comme il

reconnut bientôt l'impossibilité de cacher tous ses mouvements, il fit du moins en sorte que ceux que ses adversaires viendraient à découvrir fussent attribués au dessein qu'il dissimulait moins que les autres, celui d'attaquer Ferrare.

Louis XII avait fait à Jules II des offres relatives à la protection qu'il accordait au duc de Ferrare, offres qni auraient satisfait le pontife, si celui-ci n'avait pas porté ses vues beaucoup plus loin que sur les anciens fiefs de l'Église; le roi de France, il est vrai, avait choisi pour cette affaire un mauvais négociateur dans la personne d'Alberto Pio, comte de Carpi, qui, ayant lui-même lieu de redouter le duc de Ferrare pour la conservation de son petit fief, fut accusé d'avoir desservi à la cour pontificale celui qu'il était chargé de protéger (1). Cependant la négociation durait encore, lorsque Jules II fulmina une bulle contre Alphonse d'Este, le 9 août 1510. Il le désignait par les noms de fils d'iniquité et de nourrisson de perdition; il lui reprochait son ingratitude envers le saint-siége, sa désobéissance, les impôts qu'il levait sur le peuple, les immunités ecclésiastiques qu'il avait violées, le sel qu'il faisait à Comacchio au préjudice des salines de Cervia; enfin, la protection du roi de France, qu'il avait sollicitée. Pour toutes ces fautes, il le déclarait déchu de tous les honneurs, de toutes les dignités, de tous les fiefs qu'il tenait du saint-siége; il déliait tous ses sujets de leur serment de fidélité, tous ses soldats de celui d'obéissance; il leur ordonnait même de se lever en armes contre lui, pour le livrer à la justice de Dieu; il le frappait d'anathème et d'excommunication, et il comprenait dans la même sentence tous les prêtres qui communiqueraient avec lui (2).

Un mois avant cette dénonciation hostile, Jules II avait resserré son alliance avec Ferdinand le Catholique: il lui avait accordé, le 7 juillet, l'investiture du royaume de Naples, que jusqu'alors il n'avait pas voulu lui donner; il en avait fixé le tribut annuel sur le pied d'après lequel les Aragonais l'avaient payé; il avait déclaré qu'il annulait la clause du traité de Blois par laquelle la réversion de

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 483. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 342.

(2) *Annal. eccles.,* 1510, § 15, p. 76. — *Petri Bembi, Hist. Venetæ,* L. X, p. 255. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.,* L. XXIX, c. XXIII, p. 294. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este,* p. 41.—*Fr. Belcarii,* L. XII, p. 343.

l'Abruzze et de la Campanie était assurée à la couronne de France, si Germaine de Foix, femme de Ferdinand, mourait sans enfants; et en retour pour ces concessions, il avait obligé le roi d'Aragon à lui promettre, pour la défense de l'Église, trois cents hommes d'armes, que ce roi ferait marcher aussitôt qu'il en serait requis. Jules II se flattait que ces troupes auxiliaires lui serviraient à engager l'Espagne dans une guerre contre la France, et il voyait avec plaisir le ressentiment qu'il excitait en annulant de sa propre autorité le traité de Blois : car Louis XII ne s'en prenait pas au pape seul pour cet acte arbitraire; il accusait Ferdinand de l'avoir sollicité, et il chargea ses ambassadeurs d'en porter leurs plaintes aux cortès d'Aragon (1).

Toutes les démarches du pape manifestaient son animosité contre la France; déjà il regardait les cardinaux français comme des otages ou des prisonniers à sa cour. Le cardinal d'Auch étant sorti de Rome pour chasser, le jour de la fête de saint Pierre, avec des chiens et des filets, le pape crut qu'il voulait s'enfuir en France : il le fit arrêter et jeter dans les prisons du château Saint-Ange. Peu de jours après; il engagea le cardinal de Baïeux à jurer qu'il ne s'écarterait point de la cour de Rome, reconnaissant que s'il le faisait, il perdrait par cet acte seul la dignité du cardinalat (2).

Mais encore que l'inimitié du pape ne fût plus douteuse, Louis XII ne prévoyait nullement le point sur lequel porterait sa première attaque. Jules ne lui avait pas pardonné le traitement cruel qu'il avait infligé aux Génois, en dépit de sa recommandation : il était lui-même originaire de la rivière de Gênes; sa famille y était attachée au parti populaire, que le roi avait opprimé; il avait accueilli à sa cour les nombreux exilés de la Ligurie, et il cherchait, par ses correspondances, à ranimer l'espoir de tous ceux qui regrettaient l'antique liberté (3). Voulant tirer parti de leur ressentiment,

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 484. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1510, § 25, p. 80. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 343. — *Jo. Marianæ Hist. Hisp.*, L. XXIX, c. XXIV, p. 295. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 214. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*, p. 50.

(2) *Raynaldi Annal. eccles.*, 1510, §§ 18, 19, p. 78. — *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 484. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 343.

(3) *Petri Bizarri Hist. Genuens.*, L. XVIII, p. 427.

il résolut de diriger contre Gênes ses premières hostilités. Il promit à Octavien Frégoso, l'un des émigrés qui étaient auprès de lui, la couronne ducale que son père et son oncle avaient portée. Il le fit monter, avec tous les autres réfugiés, sur une galère pontificale, qu'il joignit, pour cette expédition, à onze galères vénitiennes; en même temps il fit passer dans l'État de Lucques Marc-Antonio Colonna, qu'il avait engagé à quitter le service des Florentins; il lui fit rassembler cent hommes d'armes, sept cents fantassins, et plusieurs émigrés génois, en donnant à entendre qu'il méditait une attaque contre Ferrare; puis tout à coup il lui fit traverser la rivière de Levant, pour venir camper dans la vallée de Bisagno, tandis que la flotte, dont personne en Italie n'avait eu connaissance, vint jeter l'ancre, dans les premiers jours de juillet, à l'embouchure de la rivière d'Entello, tout près du port de Gênes (1).

Mais quelque inattendue que fût cette attaque, elle n'obtint point le succès dont le pape et les émigrés génois s'étaient flattés, soit que la vue des drapeaux vénitiens réveillât l'antique jalousie des patriotes de Gênes, soit que la puissance de la France parût à cette époque trop redoutable pour qu'on pût espérer de l'ébranler. Les villes de Sarzane et de la Spézia, traversées par l'armée de terre, et celles de Sestri, Chiavari et Rapallo, occupées par la flotte, cédèrent à la force, sans manifester aucun enthousiasme pour ceux qui se disaient leurs libérateurs. Le fils de Jean-Louis de Fieschi, et le neveu du cardinal de Finale, avaient chacun amené à Gênes sept à huit cents fantassins pour défendre le gouvernement français et empêcher tout tumulte : en même temps M. de Préjan entra dans le port avec six galères provençales, sans qu'Octavien Frégoso, ou Grillo Contarini, qui commandait la flotte vénitienne, réussissent à l'arrêter. Ces deux chefs de l'expédition reconnurent alors que toute espérance de succès était perdue pour eux : Marc-Antonio Colonna s'embarqua à Rapallo, avec une soixantaine de ses cavaliers; les autres, avec les fantassins, vou-

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. IX, p. 485. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.*, L. XVIII, p. 427. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, Lib. XII, p. 707. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. V, p. 215.—*Fr. Belcarii*, L. XII, p. 343. — *Macchiavelli, Legazione in Francia,* Lett. 2, de Blois, 18 juillet 1510, T. VII, p. 326.

lurent faire leur retraite par terre; mais ils furent attaqués en chemin, et presque absolument dépouillés par les paysans, irrités de leurs voleries. La flotte fut suivie, dans sa retraite, par la flotte française jusqu'au mont Argentaro, sur les côtes de Sardaigne. Elle rentra ensuite dans le port de Civitta-Vecchia, sans avoir combattu (1).

Dans le même temps, une armée pontificale plus considérable, commandée par le neveu du pape, François-Marie de La Rovère, duc d'Urbin, s'était mise en marche pour attaquer le duc de Ferrare, et lui enlever la petite province de la Romagne-Ferraraise qu'Alexandre VI lui avait cédée. Elle entra sans résistance à Lugo et à Bagna-Cavallo; mais comme elle assiégeait la citadelle de Lugo, elle reçut la nouvelle que le duc Alphonse s'approchait : aussitôt elle s'enfuit en désordre, abandonnant une partie de son artillerie. Elle se réunit, il est vrai, de nouveau à Imola, et reprit bientôt l'offensive : tandis qu'elle attirait sur elle l'attention du duc de Ferrare, Gérard et François-Marie Rangoni, gentilshommes de Modène, ouvrirent les portes de cette ville au cardinal de Pavie, qui s'était avancé de Bologne à Castel-Franco. Reggio aurait probablement été occupé de la même manière, et la moitié des États de la maison d'Este aurait été envahie, si M. de Chaumont ne s'était empressé d'y envoyer deux cents lances (2).

Mais Jules avait ménagé une troisième attaque, sur laquelle il avait plus compté encore que sur les deux précédentes, et c'était de la part des Suisses. Une diète assemblée à Lucerne, blessée par le refus constant de Louis XII d'augmenter les pensions des cantons, et entraînée par l'activité et les ressentiments de Mathieu Schiner, évêque de Sion, avait résolu d'attaquer les Français en Lombardie. Chaumont, pour se défendre contre les Suisses, avait placé cinq cents hommes d'armes à Ivrée; il avait obtenu du faible

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 486. — *Petri Bizarri Hist. Gen*, L. XVIII, p. 428.—*Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este*, p. 57. —*Fr. Belcarii*, L. XII, p. 543. — *Macchiavelli, Legazione alla corte di Francia*, Lett. 6, de Blois, 26 juillet 1510, T. VII, p. 339.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 486.—*Fr. Belcarii*, L. XII, p. 544.—*Paolo Giovio, Vita di Alfonso*, p. 44.—*Jacopo Nardi*, L. V, p. 216.—La nouvelle de la prise de Modène parvint à Blois le 26 août.—*Macchiavelli, Legaz.*, T. VII, p. 368.

Charles III, duc de Savoie, la promesse qu'il ne laisserait point passer les Suisses par le val d'Aoste : enfin, il avait fait enlever tous les bateaux des lacs qui sont au pied des montagnes, rompre tous les ponts, retirer tous les vivres dans les lieux forts, et détruire tous les moulins (1).

Pendant longtemps les Suisses avaient formé la seule bonne infanterie des armées françaises : aussi inspiraient-ils la plus grande terreur à la gendarmerie, accoutumée à les avoir toujours pour soutien. Mais ils n'avaient pas moins besoin eux-mêmes, pour tenir la campagne, de cette gendarmerie à laquelle ils avaient été constamment associés, et qu'ils allaient combattre. D'ailleurs les Suisses avaient de bons connétables de régiment, mais point de général expérimenté; aussi avaient-ils mis l'évêque de Sion à la tête de cette expédition : ils n'avaient non plus ni ponts, ni bateaux (2), ni artillerie, ni une cavalerie suffisante. Lorsqu'ils passèrent le mont Saint-Gothard, au commencement de septembre, avec un corps de six mille hommes, ils n'avaient que quatre cents chevaux, dont la moitié étaient carabiniers. Deux mille cinq cents de leurs fantassins étaient armés de fusils, cinquante de longues arquebuses; le reste portait la pique ou la hallebarde (3).

Les Suisses étant sortis de leur territoire par Bellinzona, s'emparèrent du pont de Trezza, que six cents fantassins français défendirent mal contre eux; puis ils s'arrêtèrent à Varèse, pour attendre un second corps de quatre mille hommes, qui ne tarda pas à les joindre. Chaumont, qui les observait avec cinq cents lances et quatre mille fantassins, était déterminé à ne point les combattre, mais à les fatiguer par de petites escarmouches et des alarmes continuelles. Bientôt les vivres qu'ils avaient trouvés à Varèse étant épuisés, ils tournèrent sur leur gauche, vers Castiglione, au travers d'un pays montueux; marchant par gros bataillons, sur quatre-vingts ou cent hommes de front, avec les fusiliers

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 487. — Histoire généalogique de la maison de Savoie, par Guichenon, T. II, p. 196.

(2) *Senza provedimento o di ponti o di navi*, Guicciard., Lib. IX, p. 487 ; ce qui ferait croire qu'avant même l'invention des pontons actuels, les armées transportaient avec elles de petits bateaux pour faire les ponts.

(3) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* Lib. V, p. 216. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.,* L. XXIX, c. XXIII, p. 295.

à la queue. Ils s'avancèrent de cette manière sans se laisser jamais entamer par la cavalerie qui voltigeait sur leurs flancs, tandis que cent ou cent cinquante d'entre eux pouvaient, sans déranger la marche du bataillon, sortir des rangs, repousser les gendarmes et y rentrer ensuite.

L'armée suisse coucha le premier jour à Appiano; le second, elle marchait vers Cantù, au travers de la riante région que les Milanais nomment les monts de Brianza. Arrivée à moitié chemin, elle abandonna cette direction pour se rapprocher des montagnes; elle passa un jour dans les faubourgs de Como, et un autre à Chiasso. Les Français croyaient encore que l'intention des Suisses était de traverser l'Adda sur des radeaux à sa sortie du lac de Lecco : mais tout à coup ils retournèrent vers Trezza, d'où ils étaient sortis, et rentrèrent dans leurs montagnes, soit qu'ils sentissent l'impossibilité de s'engager sans bateaux dans un pays coupé par tant de rivières, soit que le manque de vivres, et de cavalerie pour en aller recueillir au loin, leur fît prévoir la pénurie où tomberait bientôt leur armée; soit enfin, comme d'autres l'ont raconté, qu'après avoir reçu du pape soixante et dix mille écus pour prix de cette expédition, ils en reçussent autant du roi et de M. de Chaumont pour y renoncer. Leur ancienne réputation de loyauté était absolument ternie : ils ne faisaient plus la guerre que pour de l'argent, et si la masse de l'armée ne participait pas à ces marchés honteux, la conduite des chefs ne les mettait point à l'abri du soupçon (1).

Le plan de toutes ces attaques simultanées avait été assez bien

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 487. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 344. — Le loyal serviteur, historien de Bayard, raconte une circonstance de cette guerre qui ne fait pas plus d'honneur au général français que cette vénalité aux généraux suisses : « Le grand maistre (M. de Chaumont) les alla attendre en la plaine de » Galeras, et leur feit oster tous ferrements de moulins et tous vivres de leur chemin; » et qui pis est, à ce qu'on disoit, avoit feit empoisonner tous les vins estans audit » lieu de Galeras, jusques où veindrent les Suisses, et en beurent tout leur saoul, » mais au diable celui qui en eut mal... Il alla des adventuriers françois audit lieu » de Galeras, qui voulurent boire du vin qu'on avoit empoisonné pour les Suisses, » mais il en mourut plus de deux cents. Il faut dire que Dieu s'en mesla, ou que » l'espice estoit demeurée au fond du tonneau. » *Mémoires du chev. Bayard*, chap. XLI, p. 159. Mais, malgré la naïveté du loyal serviteur, qui inspire de la confiance, on ne doit jamais prêter une foi entière à ses récits.

tracé par Jules II ; mais leurs chefs différents n'avaient point su conserver le même ensemble dans l'exécution. La tentative sur Gênes avait précédé celle sur Ferrare et Modène : l'expédition des Suisses était venue ensuite, et ces derniers étaient sur le point de rentrer dans leurs montagnes, lorsque l'armée vénitienne, sous les ordres de Lucio Malvezzi, profita de l'éloignement des Français pour se porter en avant. Elle recouvra en peu de temps et sans combat Este, Monsélice, Montagnana, Marostica et Bassano ; elle rentra dans Vicence, que les Allemands n'essayèrent point de défendre, et elle arriva enfin devant Vérone, pressant la retraite d'André de Capoue, duc de Termini. Celui-ci commandait l'armée impériale depuis la mort du prince d'Anhalt, survenue peu de jours auparavant ; et il eut le talent de ne point se laisser entamer (1).

Après avoir recueilli ses garnisons éparses, le duc de Termini se trouva avoir dans Vérone trois cents lances espagnoles, cent lances allemandes ou italiennes, quatre cents lances françaises, et quatre mille cinq cents fantassins. Dans l'armée vénitienne, on comptait huit cents hommes d'armes, trois mille chevau-légers, presque tous Stradiotes, et dix mille fantassins. L'artillerie fut mise en batterie contre les murailles du château San-Félice, sur la rive gauche de l'Adige : au bout de peu de jours, elle ouvrit de larges brèches, et imposa silence à celle des assiégés. Déjà les Vénitiens se préparaient à donner un assaut avec de grandes chances de succès, lorsque dix-huit cents soldats allemands, soutenus par quelques gendarmes français, firent une sortie au milieu de la nuit, enclouèrent deux canons, mirent en déroute l'infanterie italienne, et tuèrent Zittolo de Pérouse, un de ses meilleurs capitaines. Malvezzi, le lendemain, trouvant ses soldats découragés, renonça au siége de Vérone, et retourna à son ancien quartier de Saint-Martin, à cinq milles de distance (2).

(1) *Petri Bembi Hist. Venetæ*, Lib. X, p. 232. — *Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso dà Este*, p. 58. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.*, Lib. XXX, c. II, p. 301.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 489.—*Jacopo Nardi*, Lib. V, p. 217.—*Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso*, p. 58. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 346. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XI, p. 238.

Après ces courtes expéditions, tout esprit d'entreprise semblait abandonné sur tous les points, excepté par le pontife : le sénat de Venise fut un moment alarmé par une sommation de Ladislas, roi de Hongrie, qui lui redemandait les terres de Dalmatie, que le traité de Cambrai lui avait assignées en partage; mais plusieurs magnats se hâtèrent de rassurer l'ambassadeur vénitien, en protestant que leur roi ne donnerait aucune suite à cette sommation, faite uniquement pour complaire à Maximilien et à Louis XII, et que la nation hongroise ne lui fournirait point d'argent pour attaquer la république (1). Les commandants français, allemands, espagnols, ferrarais, ravageaient le pays autour d'eux, mais n'entreprenaient aucune conquête : le seul Jules II semblait s'enflammer d'une ardeur nouvelle, après chacun des échecs qu'il avait éprouvés; et son irritation était accrue par les démarches de Louis XII auprès du clergé de France.

Le roi avait ressenti, comme de cruelles injures, les attaques inattendues que lui avait suscitées le pontife à Gênes, en Lombardie, et dans le Ferrarais; il avait témoigné à Macchiavelli, en légation auprès de lui, son ardent désir d'en tirer une satisfaction exemplaire; il avait voulu intéresser les Florentins à la guerre contre le pape, en leur faisant espérer de les mettre en possession de l'État de Lucques ou du duché d'Urbin. Il comptait enlever ce dernier au neveu de Jules II, pour lui faire sentir dans sa propre famille les fruits de la guerre (2) : mais en même temps il voulait combattre le pape par des armes ecclésiastiques; et au commencement de septembre il assembla un concile de l'Église gallicane à Tours, auquel il dénonça ce pontife, qui avait été élu par des intrigues si peu canoniques, et qui troublait la chrétienté d'une manière si cruelle par son humeur belliqueuse. Le concile français autorisa le roi à repousser les armes du pape par les armes, et à porter à un concile œcuménique, assemblé de concert avec l'Empereur, ses plaintes contre le chef de l'Église (3).

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. X, p. 232.

(2) *Macchiavelli, Legazione alla corte di Francia*. Lett. 9, de Blois, 9 août, 1510, T. VII, p. 353.

(3) *Ibid.*, Lett. 18, de Tours, 10 septembre, p. 386. — *Fr. Guicciardini*,

Ces démarches de Louis XII augmentaient la haine de Jules II contre la France, et son désir de s'en venger; il renouvela donc ses attaques. D'une part, il renvoya devant Gênes sa flotte, unie à celle des Vénitiens, pour essayer d'opérer à force ouverte la révolution que peu auparavant il avait vainement tentée par surprise; il n'eut aucun succès, et il aurait dû s'y attendre (1). D'autre part, il résolut de s'avancer lui-même jusqu'à Bologne, pour ramener Ferrare sous la domination directe de l'Église. Il n'avait point abandonné ses négociations avec l'Empereur, avec Henri VIII, avec Ferdinand le Catholique, qu'il se flattait toujours de pouvoir déchaîner contre la France; mais il se figurait que même sans leur secours il pourrait, seul avec les Vénitiens, suffire à la conquête de Ferrare; et les Vénitiens, de leur côté, sans partager toutes ses espérances, se croyaient obligés de le seconder de tout leur pouvoir, pour l'affermir dans leur alliance. Jules II avait rejeté, avec une fierté toujours croissante, les propositions que la France lui avait faites pour une paix séparée. Louis XII laissa entrevoir qu'il renoncerait à la protection du duc de Ferrare; mais le pape exigea aussitôt que le roi abandonnât encore toute souveraineté sur Gênes. Macchiavelli fut chargé par Robertet d'engager la république de Florence à offrir sa médiation; elle fut rejetée avec emportement. Un secrétaire d'ambassade du duc de Savoie fut plus maltraité encore pour la même offense. Jules II l'accusa d'espionnage, le fit jeter en prison, et, peu après, mettre à la torture (2).

Le 22 septembre, Jules II fit son entrée à Bologne avec toute sa cour, tandis que son armée s'avança dans le Ferrarais jusque sur le Pô. Les Vénitiens, pour lui complaire, faisaient en même temps remonter vers Ferrare deux flottes, l'une par l'embouchure des Fornaci, l'autre par le Pô de Primaro. Les soldats vénitiens et pontificaux ravageaient à l'envi le Ferrarais, mais sans oser s'approcher de la ville : le pape avait été trompé, et sur le nombre

Lib. IX, p. 395. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1510, § 22, T. XX, p. 79. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 348.

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 493. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 347.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 494. — *Fr. Belcarii*, Lib XII, p. 348. — *Macchiavelli*, *Legaz.*, Lett. de Blois, 3 août 1510, p. 346 et seq.

et sur la qualité des soldats qu'il payait; et son armée n'était point assez forte pour entreprendre un siége aussi important (1).

Les Vénitiens avaient retenu en prison le marquis de Mantoue pendant plus d'une année; mais ils venaient de le relâcher, d'après les sollicitations réunies du pape et de l'empereur des Turcs Bajazeth II. Dès le commencement de son règne, Jean-François de Gonzague avait cherché à se concilier la faveur de celui-ci. Il lui envoyait fréquemment des présents, il entretenait avec soin sa correspondance ; et Bajazeth reconnut cette longue confiance en accompagnant ses instances pour le marquis de Mantoue de menaces, qui ne laissèrent pas lieu, au sénat de Venise, même à délibérer (2). Toutefois ce fut au pape que les Vénitiens livrèrent leur prisonnier, puisque, par une circonstance singulière, ses deux amis les plus chauds étaient le pape et le sultan; et Jules II, qui avait solennellement privé le duc de Ferrare du titre de gonfalonier de l'Église, conféra cette dignité à Gonzague, dans l'espérance de l'attacher ainsi irrévocablement à sa ligue avec les Vénitiens. Le marquis de Mantoue se trouvait dans une situation difficile, entre la politique et la reconnaissance. Les Vénitiens venaient de leur côté de le nommer capitaine général de leur armée, en lui donnant la solde de cent hommes d'armes et de douze cents fantassins : cependant, s'il s'attachait à la ligue où le pape et le sénat voulaient l'attirer, ses États demeuraient les premiers exposés aux attaques des Français. Ceux-ci prirent en effet ce moment pour envahir le Mantouan ; et Gonzague, qui peut-être avait secrètement sollicité M. de Chaumont de lui fournir ce prétexte, abandonna les hautes dignités qu'on lui avait conférées pour vaquer à la défense de ses sujets (3).

Pendant ce temps il était survenu au pape une grave maladie, et Jules II traitait sa santé contre l'avis de tous les médecins, comme il traitait la guerre contre l'avis de tous les militaires. Il ne voulait écouter aucun conseil ; il ne se laissait décourager par au-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 395.—*Fr. Belcarii,* L. XII, p. 349.—*Jacopo Nardi,* L. V, p. 216. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso,* p. 43.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 491. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 350.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 496. — *Fr. Belcarii,* Lib. XII, p. 353.—*Petri Bembi Hist. Ven.,* L. XI, p. 243.

cune difficulté, et il insistait toujours pour qu'on attaquât sans retard les ennemis (1). Mais la discorde entre le duc d'Urbin et le cardinal de Pavie, qui avaient dans l'armée une autorité presque égale, aurait rendu cette attaque très-hasardeuse. Le duc d'Urbin, dans un mouvement de colère, fit arrêter le cardinal de Pavie et le fit conduire à Bologne, pour y être jugé comme coupable de trahison : toutefois ce cardinal se justifia si bien auprès du pape, qu'il recouvra sur lui plus de crédit et d'autorité qu'auparavant (2).

Le duc d'Urbin avait enfin fait comprendre au pape, qu'avant d'attaquer Ferrare il devait attendre la jonction d'une armée vénitienne, forte de trois cents hommes d'armes, beaucoup de chevau-légers, et quatre mille fantassins, qui s'était avancée sur le Pô jusqu'à Fichéruolo, et qui était secondée par quelques galères. Alphonse d'Este coupait le chemin à cette armée; il attaquait en détail avec beaucoup d'activité et de courage les galères vénitiennes, et leur faisait éprouver combien il était dangereux de se hasarder dans le lit des rivières (3). Pendant qu'il les arrêtait ainsi au passage, M. de Chaumont résolut, d'après les sollicitations des Bentivoglio, de s'avancer rapidement sur Bologne, et de forcer Jules II à la paix. Dans sa marche il prit les châteaux de Spilamberto et de Castel-Franco, qui chacun ne tinrent qu'un seul jour; et il vint loger le 12 octobre à Crespolano, à dix milles de Bologne, avec l'intention de se présenter le lendemain devant les murs mêmes de la ville.

Il n'y avait alors dans Bologne qu'un petit nombre de soldats pontificaux mal disciplinés : le pape attendait, il est vrai, trois cents hommes d'armes, que le roi d'Aragon s'était engagé à lui fournir; et l'armée vénitienne arrêtée à Fichéruolo, devait aussi le joindre : mais il paraissait peu probable qu'il pût tenir jusqu'à l'arrivée des uns et des autres, d'autant plus que les partisans des Bentivoglio commençaient à s'agiter, et que la masse du peuple, oubliant tous leurs torts, se rattachait à eux par cette affection aveugle qui lie tous les hommes au temps passé. Les prélats et les

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 496. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 350.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 497. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 350.
(3) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 498. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 351.

courtisans qui n'avaient jamais vécu que dans les loisirs et les délicatesses de Rome, se plaignaient amèrement de ce que le pape les avait entraînés avec lui dans une situation si périlleuse pour leurs fortunes et pour la gloire du saint-siége. Avec des instances que jusqu'alors Jules II n'aurait jamais souffertes, ils le pressaient ou de les mettre tous en sûreté par une prompte retraite, ou de traiter avec Chaumont, aux moins mauvaises conditions qu'il pourrait obtenir (1).

Jules II, sans promettre de se conformer à ces conseils, fit venir les ambassadeurs vénitiens, et leur déclara que si le lendemain avant la fin du jour, il n'avait pas reçu à Bologne un renfort tiré des troupes qu'ils avaient au camp de la Stellata, il traiterait avec les Français. Il convoqua ensuite le conseil et les colléges de Bologne; il leur peignit avec des couleurs très-vives l'ancienne tyrannie des Bentivoglio, à laquelle il les avait soustraits; il les exhorta à défendre le gouvernement paternel de l'Église, et la liberté dont ils jouissaient; il leur recommanda de s'approvisionner de vivres pour soutenir un siége, et il leur accorda l'exemption des gabelles aux portes pour cette circonstance. Mais Jules II, malgré la faiblesse de l'âge et celle de la maladie, était le seul homme qui, dans ce moment de danger, conservât de la vigueur. Il fit rassembler sur la place publique tous les Bolonais qui avaient promis de combattre; on l'assura qu'il n'y avait pas moins de quinze mille hommes de pied, et de cinq mille chevaux. Jules II était alors dans son lit, accablé par un accès de fièvre : dès qu'il entendit les cris de la populace, il s'élança de sa couche, il se montra à son balcon, il donna aux troupes la bénédiction dans la forme usitée au moment où elles marchent au combat, et s'abandonnant à un transport de joie, il s'écria qu'il avait déjà remporté la victoire sur l'armée française (2).

Cette foule cependant qui avait salué le pape par ses cris, ne s'armait point pour combattre. Les courtisans exprimaient une terreur toujours croissante; les ambassadeurs de l'Empereur, du

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 500. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. V, p. 219. — *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Rom.*, T. III, p. 597; *apud Raynald.*, 1501, § 22, p. 79. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 351.

(2) *Parisii de Grassis Diarium, apud Raynald.*, 1510, § 23, p. 79.

roi catholique, de l'Angleterre, sollicitaient Jules II d'entrer en négociation. Il céda enfin, et il envoya demander à Chaumont un sauf-conduit pour le comte Jean-François Pic de la Mirandole, qu'il voulait charger de négocier. En même temps il fit porter à Florence les plus précieux joyaux de l'Église, et entre autres la mitre tout enrichie de pierreries, qu'on désigne sous le nom de *triregno* (1).

Chaumont savait que Louis XII était tourmenté de scrupules en combattant contre le pape, et qu'il aurait fait presque à tout prix sa paix avec lui; il se prêta donc avec empressement aux négociations qui lui étaient proposées. Il demanda l'absolution de toutes les censures prononcées contre Alphonse d'Este, les Bentivoglio et leurs adhérents; la restitution aux Bentivoglio de leurs biens, sous condition qu'ils s'établiraient à quatre-vingts mille au moins de distance de Bologne, le renvoi à des arbitres, des difficultés entre le pape et le duc de Ferrare, le dépôt de Modène entre les mains de l'Empereur, et une suspension d'armes pour six mois, durant laquelle chacun retiendrait ce qu'il possédait (2).

Ces conditions paraissaient infiniment dures à Jules II; il se plaignait tour à tour de l'insolence des Français et des lenteurs des Vénitiens : contre son usage il écoutait les sollicitations de ses cardinaux, mais il ne se déterminait à aucun parti, et il laissait passer le temps, lorsqu'à la fin de cette même journée du 13 octobre, Chiappino Vitelli entra dans Bologne, avec six cents chevau-légers vénitiens, et un corps de cavalerie turque au service de la république; il rendit aussitôt au pape sa confiance et sa hauteur accoutumées.

Chaumont s'était avancé jusqu'au pont du Réno, à trois milles de Bologne; il avait accepté la médiation des ambassadeurs de l'Empereur, du roi d'Espagne et du roi d'Angleterre : mais le matin suivant tout était changé; le pape ne voulait plus faire aucune concession : les amis des Bentivoglio n'avaient point fait de mouvement dans Bologne; un nouveau corps de Stradiotes devait y entrer par une porte avant la fin de la journée, tandis que par une autre, Fabrizio Colonna devait y amener une partie des

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 501.
(2) *Idem.,* L. IX, p. 502. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 352.

hommes d'armes espagnols, et de la cavalerie légère : Chaumont pouvait à son tour se croire en danger. Honteux et désespéré d'avoir été la dupe des négociations du vieux pontife, il se retira lentement sur Castel-Franco, puis sur Rubièra ; tandis que Jules, qui lui avait fait dire qu'il n'entendrait à aucun traité, si, comme condition préliminaire, la France n'abandonnait pas la défense du duc de Ferrare, se désolait de ce que ses généraux n'avaient pas poursuivi et détruit l'armée française dans sa retraite. Son dépit redoubla sa maladie, et le 24 octobre on désespéra de sa vie (1).

A peine commençait-il à se rétablir qu'il écrivit à tous les princes chrétiens une lettre circulaire. Il accusa le roi de France d'avoir fait avancer son armée contre le pape et tous ses cardinaux, par une soif criminelle du sang du pontife romain. Il déclara qu'il ne prêterait plus l'oreille à aucune négociation, si au préalable Ferrare n'était pas remise entre ses mains ; et il pressa les Vénitiens avec un redoublement d'ardeur, de réunir leur armée à la sienne, pour entreprendre le siége de cette ville (2).

L'armée pontificale se réunit en effet, à Modène, à celle des Vénitiens ; mais toutes deux attendaient le marquis de Mantoue, qui avait reçu le titre de capitaine général, et qui leur fit perdre un temps précieux, sans jamais les joindre. Dans le même temps, la flotte vénitienne fut attaquée, à Bondèno, par le duc de Ferrare et M. de Châtillon, et forcée à sortir du Pô avec assez de perte. Enfin, l'armée pontificale se mit en mouvement ; elle entreprit le siége de Sassuolo, et Jules II eut la joie d'entendre, de sa chambre, le bruit de sa propre artillerie, joie qu'il exprima avec autant de vivacité, que peu de jours auparavant il avait témoigné de chagrin lorsqu'il avait entendu l'artillerie des ennemis à Spilamberto. Au bout de deux jours, Sassuolo se rendit ; et Jules II, renonçant à l'attaque de Ferrare, fit marcher son armée contre la Mirandole. Ce château, et celui de Concordia, formaient le fief ou la petite principauté de la famille des Pichi, si illustre dans

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 503. — *Jacopo Nardi,* Lib. V, p. 219. — *Fr. Belcarii,* Lib. XII, p. 353. — *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Rom. apud Raynald.,* 1510, § 23 p. 79.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 505.

les lettres. Le comte Louis Pic de la Mirandole avait épousé la fille du maréchal Jean-Jacques Trivulzio : celle-ci, nommée Françoise, était demeurée veuve, et elle s'était abandonnée sans réserve aux directions de son père, qui avait fait de la Mirandole une place d'armes française ; tandis que le comte Jean-François Pic, cousin de son mari, qui prétendait de son côté à l'héritage de ce fief, s'était absolument dévoué au pape (1).

Le duc de Ferrare était épuisé par les longs efforts qu'il avait dû faire ; il ne lui restait que peu de troupes dans sa capitale, et Chaumont était mal en état de le secourir : aussi dut-il s'estimer heureux de ce que l'armée du pape abandonnait l'attaque dont elle l'avait menacé pour tourner contre la Mirandole. On crut même que le cardinal de Pavie avait été gagné secrètement par lui ou par la France, lorsqu'il avait donné le conseil au pape de commencer par cette attaque. Chaumont, cependant, envoya Marin de Montchenu, et Chantemerle, neveu du seigneur du Lude, avec cent fantassins et deux canonniers, renforcer la garnison de Mirandole, où la comtesse Françoise, et son cousin Alexandre Trivulzio, se préparaient à soutenir un siége (2).

L'armée pontificale était lente dans tous ses mouvements, et toujours exposée aux intrigues de ceux qui voulaient en secret empêcher l'exécution des desseins du pape, aussi ne put-elle s'approcher de Concordia qu'après le milieu de décembre. La place fut prise le jour même de l'ouverture des batteries ; la citadelle se rendit à composition, et l'armée pontificale passa au siége de la Mirandole.

Le feu ne commença, contre les remparts de la Mirandole, que le quatrième jour depuis l'arrivée de l'armée. L'impatience de Jules II ne pouvait s'accommoder de cette lenteur ; d'ailleurs, il se défiait de tout le monde en même temps ; il accusait tour à tour tous ses capitaines, et même son neveu le duc d'Urbin, de malhabileté ou de perfidie. Il se détermina enfin à donner au monde, dans les premiers jours de l'année 1511, un spectacle aussi

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 507. — *Fr. Belcarii*, Lib. XII, p. 351. — *Jacopo Nardi*, Lib. V, p. 219. — *Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso dà Este*, p. 45.

(2) Mémoires du chev. Bayard, T. XV, ch. XLII, p. 173.

scandaleux qu'inattendu : il se fit porter en litière, le 2 janvier, de Bologne au camp devant la Mirandole, accompagné par trois cardinaux (1). Il prit son logement dans une petite maison de paysan, à deux portées d'arbalète des murs, et sous le feu même du canon de la place; et là, sans se laisser arrêter par une neige continuelle, par la lâcheté des ouvriers qu'il faisait rassembler, et qui s'enfuyaient à chaque décharge d'artillerie, ou par la difficulté des vivres, il commença lui-même à diriger les ouvrages, à faire mettre sous ses yeux les canons en batterie, et à en presser le feu. Après avoir suivi ses travailleurs pendant l'excès du froid d'un hiver extraordinairement rigoureux, avec une activité qu'on n'aurait pas plus attendue d'un vieillard malade que d'un pape, il retourna à Concordia, lorsque toutes les batteries furent ouvertes, pour en attendre l'effet. Mais quoiqu'il n'y fût qu'à quelques milles de distance du camp, c'était trop loin encore pour son impatience; et il revint, le quatrième jour, se loger tout à côté de ses batteries, dans une petite église, encore plus près des murs que n'était son précédent logement. Dès lors, se livrant à toute l'impétuosité de son caractère, il réprimandait tour à tour tous ses capitaines, à la réserve du seul Marc-Antoine Colonna : il parcourait ensuite l'armée, il châtiait les uns, il encourageait les autres; et il promettait à tous qu'il ne recevrait point la place à composition, mais qu'il en réserverait le pillage aux soldats (2).

Le chevalier Bayard était alors au camp du duc de Ferrare, sur le Pô : il y fut averti que le pape, qui avait été passer la nuit au château de San-Félice, devait en repartir le lendemain pour retourner à la Mirandole. Bayard connaissait sur cette route, à deux milles de San-Félice, à quatre de la Mirandole, deux ou trois maisons qu'on avait abandonnées à cause de la guerre : il alla s'y loger pendant la nuit avec cent hommes d'armes. « Demain » au matin, dit-il au duc de Ferrare, quand le pape deslogera de » Saint-Félice, je suis informé qu'il n'a que ses cardinaux, évê-

(1) *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Romanæ in mss. arcano Vaticani; apud Raynald.*, 1511, § 44, p. 100. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XI, p. 246.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 508. — *Jacopo Nardi*, Lib. V. p. 220. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 355.

» ques et protonotaires, et bien cent chevaux de sa garde : je sor-
» tirai de mon embusche, et n'y aura nulle faulte que je ne l'em-
» poigne. » Le projet du chevalier sans peur et sans reproche fut hautement approuvé; tout fut ponctuellement exécuté selon ses ordres. Déjà les premiers clercs du cortége du pape avaient passé devant l'embuscade d'où Bayard sortit pour les charger et les poursuivre : « Mais le pape, qui venoit derrière, n'avait pas che-
» miné un jet de boulle hors de Saint-Félice, qu'il tomba du ciel
» la plus aspre et véhémente neige qu'on eût vue cent ans de-
» vant. » Avant que les fuyards échappés de l'embuscade fussent arrivés jusqu'au pape, le cardinal de Pavie le détermina à rentrer dans le château, pour laisser passer ce mauvais temps. « Sur le
» point que le bon chevalier arrivoit à Saint-Félice, le pape ne fai-
» soit qu'entrer dedans le château, lequel, au cri qu'il ouit, eut
» telle frayeur, que subitement et sans aide sortit de sa litière, et
» lui-même aida à lever le pont : qui fut d'homme de bon esprit;
» car s'il eût autant demeuré qu'on mettroit à dire un *Pater nos-*
» *ter*, il étoit croqué......... Le pape demeura dedans le château
» de Saint-Félice, lequel de la belle peur qu'il avoit eue, trembla
» la fièvre tout au long du jour, et la nuit manda son neveu le duc
» d'Urbin, qui le vint quérir avec quatre cents hommes d'armes,
» et le mena en son siége (1). .

Alexandre, neveu du maréchal Jean-Jacques Trivulzio, défendait la Mirandole. Il avait sous ses ordres quatre cents fantassins étrangers, et il montrait d'autant plus de persistance et de courage, qu'il se croyait plus assuré des secours de M. de Chaumont; mais celui-ci, qui détestait le maréchal Trivulzio, n'était point fâché que la fille de ce rival perdît son héritage, et n'avançait point à son aide.

Un boulet de canon avait percé le logement du pape, et tué deux hommes dans sa cuisine : cet accident n'avait fait que redoubler la colère de Jules II. Enfin, un froid violent glaça les fossés de la Mirandole, de telle sorte que l'eau qui devait servir à la défendre ouvrait au contraire un passage pour parvenir jusque sur la brèche. Alexandre Trivulzio vit alors l'impossibilité de soutenir un assaut, et capitula le 20 janvier. Il paya une contribution de

(1) Mémoires du chev. Bayard, Ch. XLIII, p. 175-180.

six mille ducats, pour racheter la Mirandole du pillage, et le pape, cédant aux instances de tous ses courtisans, consentit à l'accepter. Quelques officiers demeurèrent prisonniers de guerre tandis que le reste de la garnison eut la liberté de se retirer; et comme les portes de la ville, qu'on avait appuyées par-derrière avec des terres-pleins, n'étaient plus praticables, le vieux pontife n'eut pas la patience d'attendre qu'on les eût déblayées : il monta par une échelle sur la brèche; et après avoir fait ainsi son entrée dans la Mirandole, il en donna la possession au comte Jean-François Pic, parent du comte Louis, quoique son ennemi (1).

Après la prise de la Mirandole, le pape et les Vénitiens essayèrent encore de s'emparer de la Bastia, sur le bas Pô, pour empêcher les vivres d'arriver à Ferrare: mais comme ils assiégeaient ce château, ils y furent surpris par le duc Alphonse d'Este, d'après un plan que lui suggéra le chevalier Bayard; et ils y perdirent tant de monde, qu'ils ne purent plus songer à tenter le siége de Ferrare (2).

Cependant Louis XII, désespérant de ramener par des négociations, à des pensées pacifiques, un pape dont toutes les actions annonçaient tant de violence, donna ordre à M. de Chaumont de l'attaquer à son tour, et de lui faire sentir quelle était la puissance d'un roi de France. Chaumont, qui n'avait dû la haute faveur dont il avait joui, qu'à la protection de son oncle le cardinal d'Amboise, était jugé depuis la mort de celui-ci à sa juste valeur. On ne lui trouvait ni des talents distingués, ni une connaissance suffisante de l'art de la guerre, ni assez de déférence pour ceux qui l'avaient étudié mieux que lui, ni assez d'attention à maintenir la discipline, qui n'était plus observée dans le camp français. On lui reprochait son excessive jalousie du vieux maréchal Jean-Jacques Trivulzio, qui aurait conduit la guerre à une fin plus heureuse, si

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IX, p. 510. — *Muratori, Annali d'Italia,* T. X, p. 64. — *Jacopo Nardi,* Lib. V, p. 220. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este,* p. 46. — *Parisii de Grassis Diarium; apud Raynald,* 1511, § 46, p. 100. — Mémoires du chev. Bayard, T. XV, ch. XLIII, p. 180. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 71. — *Giov. Cambi,* T. XXI, p. 250. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. XI, p. 346.

(2) *Petri Bembi,* Lib. XI, p. 247. — Mémoires de Bayard, Ch. XLIV, p. 181-195.

Chaumont avait plus souvent voulu suivre ses conseils. Ce n'est point, il est vrai, le caractère que lui donne le maréchal de Fleuranges, qui l'appelle « le plus sage homme de bien en tout estat » que je pense jamais avoir veu, et de la plus grande diligence, » et plus grand esprit. » Mais Fleuranges était neveu de Chaumont, et lui devait en partie son avancement (1).

Trivulzio était revenu de la cour de France justement à l'époque de la prise de la Mirandole ; il fut appelé au conseil de guerre où l'on devait décider entre les plans d'attaque contre le pape. L'armée vénitienne était fortifiée au Bondéno, sur le Panaro ; près de son embouchure dans le Pô. Cette position dans l'État de Ferrare était rendue presque inattaquable par des inondations et de nombreux canaux. Trivulzio proposa de ne point chercher à la forcer, de tourner vers le midi, de menacer Modène et Bologne, d'enlever ces villes si elles n'étaient point défendues, et, si l'armée vénitienne sortait de sa forte position pour les défendre, de s'attacher à la détruire dans une grande bataille. Mais il suffit aux yeux de Chaumont et de ses flatteurs que Trivulzio eût ouvert cet avis, pour qu'on en suivît un tout opposé. Il représenta qu'Alphonse d'Este ne devait pas être exposé plus longtemps à la désolation de son pays ; que si l'on ne marchait promptement à son secours, Ferrare ne pourrait éviter de se rendre ; que quelque forte que fût la position des Vénitiens au Bondéno, la bravoure française et la supériorité de son artillerie lui assuraient la victoire ; qu'enfin en s'approchant des États de Mantoue, il déterminerait le marquis de Gonzague à sortir de sa longue irrésolution, et à s'unir aux armées françaises, comme il en avait déjà secrètement le désir (2).

L'armée française se mit en effet en mouvement le long de la rive droite du Pô ; et lorsqu'elle fut arrivée à Sermidi, sur les bords de ce fleuve, Chaumont s'avança avec quelques officiers jusqu'à la Stellata, pour avoir une conférence avec le duc Alphonse. Celui-ci fit mieux connaître l'état du pays jusqu'au Bondéno, et de là jusqu'à Finale et à Cento, où étaient logés les soldats de l'É-

(1) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 69. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este*, p. 51. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 356.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 511. — *Fr. Belcarii Comment.*, L. XII, p. 357.

glise et les Vénitiens. Toutes les digues des rivières avaient été rompues, toute la plaine était inondée; et c'était le long de l'étroite levée qui contenait les eaux des canaux ou celles du Panuro, qu'il fallait marcher à l'ennemi. Ces levées avaient été coupées en plusieurs endroits et les coupures garnies de troupes et d'artillerie. Alphonse, il est vrai, qui languissait de se débarrasser d'hôtes qui complétaient sa ruine, s'efforçait de prouver, d'après les cartes des ingénieurs, que la disposition du terrain donnerait toujours l'avantage à l'artillerie française. Mais dans un nouveau conseil de guerre, tenu à Sermidi, Trivulzio démontra l'imprudence extrême de hasarder une armée entière, au milieu d'un pays inondé, sur la ligne étroite d'une digue, où le moindre accident survenu à l'artillerie ou aux chars de munition, pouvait couper toute communication de la tête à la queue de la colonne, et où le moindre retard pourrait la faire périr faute de vivres. Ce projet, dans lequel on avait trop longtemps persisté, fut donc abandonné au moment de l'exécution (1).

Chaumont ne réussit pas mieux à faire sortir le marquis de Mantoue de sa neutralité. Celui-ci se démêla avec beaucoup d'adresse entre les deux partis. Il suppliait les Vénitiens de ne pas le forcer à se déclarer, tandis que son pays était entouré de tant d'armées ennemies, qu'il ne pouvait se joindre à eux sans livrer tout le Mantouan au pillage des Français. Il suppliait également Chaumont de prendre patience encore quelques semaines, tandis qu'il négociait avec le pape, pour retirer de ses mains son fils qu'il lui avait laissé en otage. Ainsi, paraissant tour à tour prêt à embrasser la cause de chacun, il les engageait tous deux à continuer à le ménager (2).

Le cardinal Hippolyte d'Este prétendait avoir des intelligences à Modène, et il pressait M. de Chaumont d'attaquer cette ville pour la rendre à sa famille. Mais, pendant ce temps, les négociations du roi d'Aragon avaient pourvu à sa défense. Ferdinand voyait avec beaucoup d'inquiétude la puissance française s'étendre dans le midi de l'Italie; et il cherchait tous les moyens de séparer les intérêts de Maximilien d'avec ceux de Louis XII. Alphonse d'Este tenait

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IX, p. 513. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 358.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 515. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. XI, p. 249.

Modène en fief de l'Empire, et Maximilien avait de justes motifs de se plaindre de ce que le pape s'était emparé d'une ville qui ne relevait que de l'Empereur. Ferdinand s'efforça de persuader à Jules II, qu'en laissant cette ville en dépôt entre les mains du chef de l'Empire, il pourvoirait plus efficacement à sa défense qu'en la gardant, et il jetterait des germes de dissension entre Louis XII et Maximilien. Il fallut, à la vérité, la crainte de l'approche de l'armée française pour déterminer Jules II à renoncer aux prétentions qu'il commençait à former sur la suzeraineté de Modène; il ne s'y résolut que lorsque le danger devint pressant; et, pour se dérober au danger, il consigna cette ville à Witfrust, ambassadeur de Maximilien auprès de lui (1).

Ce ne fut qu'après avoir vainement tenté une surprise sur Modène, et après avoir éprouvé l'impossibilité de faire avancer son artillerie engagée dans les boues profondes de Carpi, que Chaumont consentit à reconnaître le dépositaire impérial, sous condition que celui-ci, de son côté, s'engagerait à demeurer neutre dans la guerre entre le roi et le pape. Cette suite de mauvais succès avait fait perdre à Chaumont la confiance de l'armée, et celle de la cour: on ne doutait pas qu'il n'eût laissé prendre Mirandole par haine pour le maréchal Trivulzio, et qu'il n'eût laissé échapper par incapacité l'occasion de recouvrer Modène, ou de délivrer Ferrare. Il s'apercevait du déclin de sa réputation, et de la perte de la faveur de son maître; il était tourmenté de remords d'avoir à combattre contre le pape. L'excès du chagrin le rendit malade; un accident, qui le renversa d'un pont dans l'eau, comme il était fort échauffé, contribua encore à ruiner sa santé : mais lui-même se crut empoisonné, et le dit à son neveu Fleuranges, en prenant congé de lui. Il se fit porter à Correggio, et dès ce moment il n'eut plus d'autre pensée que d'obtenir du pape son absolution pour avoir fait la guerre contre lui. Cette absolution fut en effet accordée; mais Charles de Chaumont d'Amboise, grand maître de France, et gouverneur du Milanez, était déjà mort le 11 février 1511, quand elle arriva à ses amis (2).

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. IX, p. 515. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso da Este*, p. 49. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 358.

(2) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 70. — *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 516.

Tous les adversaires du pape n'avaient pas la conscience si timorée; le chevalier Bayard ne s'était fait aucun scrupule de lui dresser une embuscade; et, s'il faut en croire son loyal serviteur, qui nous a laissé ses mémoires, le duc Alphonse d'Este alla plus loin : il séduisit un secrétaire du pape, nommé Augustin dé Guerlo, qui lui avait été envoyé pour le détacher de l'alliance française, et il l'engagea à promettre qu'il empoisonnerait Jules II. Mais lorsqu'il communiqua ce complot à Bayard, celui-ci répondit : « Hé, mon» seigneur, je ne croyroye jamais que un si gentil prince comme » vous estes, consentist à une si grande trahison ; et quand je le » sçauroye, de vrai je vous jure mon âme, que devant qu'il fust nuit, » en advertiroye le pape. — Puisque ne le trouvez pas bon, dit le » duc, la chose demourera, dont si Dieu n'y met remede, vous et » moi nous repentirons. » Il est pourtant juste d'avertir, pour la réputation du duc de Ferrare, qu'on peut souvent élever des doutes sur la véracité du serviteur de Bayard qui a écrit ces mémoires (1).

A la mort de Chaumont, le maréchal Trivulzio prit le commandement de l'armée, en attendant les ordres de la cour; mais jusqu'à ce qu'il sût s'il lui serait confirmé ou non, il ne voulut point tenter une entreprise qu'il pouvait n'être pas chargé d'achever. Il donna donc à ses soldats un repos que les autres puissances mirent à profit pour d'actives négociations.

Maximilien, dominé par son ressentiment contre les Vénitiens, avait jusqu'alors persisté dans son alliance avec la France, et il y avait mis une constance qu'on n'était point accoutumé à lui voir déployer. Il était entré vivement dans les projets de Louis XII, pour la réforme de l'Église dans son chef et dans ses membres ; et il avait convoqué à Augsbourg une assemblée des évêques allemands, pour les engager à demander un concile : mais il avait trouvé dans sa nation beaucoup plus d'opposition qu'il ne s'y était attendu (2). Alors seulement il avait prêté l'oreille au roi

— *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XI, p. 248.—*Jacopo Nardi*, L. V, p. 221.—*Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este*, p. 51.

(1) Mémoires du chevalier Bayard, Ch. XLV, p. 195-202.

(2) Lettre de Maximilien à la ville de Gelnhausen ; *apud Lunig. R. A.*, T. XIII, p. 811 et seq. — Schmidt, Hist. des Allemands, Lib. VII, ch. XXXIV, T. V, p. 456.

d'Aragon, qui lui conseillait de s'assurer, par un traité de paix, de ce qu'il avait déjà conquis en Italie, ou de ce qu'il y prétendait encore, et de terminer tous ses différends avec le pape, assuré que les Vénitiens se conformeraient aux volontés de leur seul allié.

D'après ce conseil, Maximilien envoya Mathieu Lang, évêque de Gurck, son secrétaire intime, à Mantoue, pour y assembler un congrès, auquel il invita le pape, le roi de France et celui d'Aragon à envoyer des ambassadeurs. Jules II saisit avec empressement cette ouverture; il croyait disposer des Vénitiens à sa volonté, et s'il pouvait les réconcilier avec Maximilien, il se flattait aussi de brouiller celui-ci avec la France, contre laquelle il nourrissait une haine que rien ne pouvait éteindre. D'autre part, Louis XII reçut cette communication avec une extrême défiance; il connaissait la versatilité de son allié, et il craignait que le pape ne le lui enlevât, soit en lui offrant l'abandon du Milanez, soit en donnant à l'évêque de Gurck la dignité de cardinal, et le comblant des faveurs de l'Église. Louis XII ne redoutait pas moins Ferdinand, dont les remontrances hypocrites, sur le danger de troubler la paix de l'Église par un concile, ou de le distraire lui-même de sa sainte expédition contre les infidèles d'Afrique, semblaient cacher quelque projet pernicieux (1).

Malgré ces inquiétudes, Louis XII envoya l'évêque de Paris, prélat distingué par sa connaissance du droit, au congrès de Mantoue, soit pour y surveiller les menées de ses ennemis, soit pour n'être pas accusé de vouloir seul la guerre. Cet évêque y arriva au mois de mars, peu de jours après l'évêque de Gurck, et don Pédro de Urréa, ambassadeur du roi d'Aragon auprès de l'Empereur. Bientôt Jérôme de Vich de Valence, ambassadeur de Ferdinand auprès du pape, y arriva aussi; mais ce fut pour solliciter Mathieu Lang de visiter d'abord Jules II, à Ravenne, et de prévenir favorablement son esprit en même temps qu'il lui rendrait un hommage auquel le pape avait droit de s'attendre de la part d'un évêque chargé de négocier avec lui. Le secrétaire de Maximilien, homme arrogant et altier, disputa longtemps sur la condescendance qu'on lui demandait, encore qu'on lui fît entrevoir qu'elle serait probablement récompensée par quelqu'une des premières dignités de

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. IX, p. 517. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 359.

l'Église. Enfin il partit le 26 mars pour rencontrer le pape; et Jules II, qui voulait à tout prix gagner ce favori, flatter son orgueil, et éveiller son ambition, résolut d'aller au-devant de lui jusqu'à Bologne, ce qu'il ne fit qu'après avoir nommé en plein consistoire huit nouveaux cardinaux, au nombre desquels était le grand ennemi des Français, Mathias Schiner, évêque de Sion, et avoir déclaré, avec le consentement du sacré collége, qu'il en conservait un neuvième *in pectore*, afin de pouvoir offrir à l'évêque de Gurck cette espérance (1).

L'entrée de l'évêque de Gurck à Bologne, trois jours après l'arrivée du pape dans cette ville, fut célébrée avec autant de pompe qu'on aurait pu en mettre à accueillir le souverain qui l'envoyait. Cet évêque prenait le titre de lieutenant de l'Empereur en Italie; et il était suivi par un grand nombre de seigneurs et de gentilshommes, qui déployaient dans leur train la plus grande magnificence: l'accueil qu'on lui préparait n'était pas moins magnifique. L'ambassadeur de Venise auprès du pontife se rangea lui-même modestement parmi ceux qui voulaient lui faire honneur. Mais Mathieu Lang témoigna, avec une extrême insolence, qu'il était blessé de ce que l'envoyé des ennemis de son maître osait se présenter devant lui. Le pape lui accorda une audience publique en plein consistoire : là l'évêque de Gurck déclara, en présence de tous les cardinaux, que Maximilien l'envoyait en Italie, parce qu'il préférait recouvrer ce qui lui appartenait, par la paix plutôt que par la guerre; mais qu'il ne traiterait sous aucune autre condition que celle de retirer des mains des Vénitiens tout ce qu'ils avaient usurpé, à quelque titre que ce fût, ou des terres de l'Empire, ou des domaines de l'Autriche (2). Il parla avec la même arrogance à l'audience privée du pontife; enfin il montra plus d'insolence encore le lendemain; car ayant appris que le pape avait député pour conférer avec lui les trois cardinaux de Saint-Georges, de Reggio et de Médicis, il regarda comme au-dessous de lui de traiter avec tout autre

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 521. — *Jacopo Nardi*, Lib. V, p. 221. — *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Romanæ, apud Raynald. Ann. eccles.*, 1511, § 47, p. 100.

(2) Son discours a été conservé par Michel Coccinius, et inséré dans les *Annal. eccles. Raynaldi*, 1511, § 53, p. 101.

que le souverain pontife, et il députa trois de ses gentilshommes pour les entendre (1).

Le pape avait trop d'orgueil pour que l'insolence de ce subalterne ne lui parût pas difficile à supporter; cependant il prenait patience dans l'espérance de réussir, par cette négociation, à brouiller l'Empereur avec les Français. Sa haine contre eux allait toujours croissant; et il en donna une preuve par les excommunications qu'il fulmina le jour de Pâques, en lisant la bulle *In cœnâ Domini*. Quoique les négociations fussent actuellement ouvertes, il y comprit nommément Alphonse d'Este, Jean-Jacques Trivulzio, et les magistrats de Milan et des autres villes de Lombardie, qui aidaient le roi à recueillir des impôts, dont ce monarque faisait usage contre l'Église. Louis XII lui-même y fut aussi compris, mais implicitement, parmi ceux qui avaient arrêté la juridiction ecclésiastique, et partagé les opinions des excommuniés (2).

Maximilien, à ce qu'assurait l'évêque de Gurck, ne consentirait à laisser aux Vénitiens Padoue et Trévise, seuls restes de tout leur territoire, qu'autant qu'ils payeraient deux cent mille ducats pour une première investiture de ces deux villes, et qu'ils s'engageraient ensuite à un cens annuel de cinquante mille ducats. Les Vénitiens, se voyant abandonnés par le pape, furent obligés d'entrer en pourparler sur ces demandes exorbitantes; ils offrirent d'acquitter les deux cent mille ducats à plusieurs échéances à long terme. Ils obtinrent une diminution sur le cens annuel qui leur était aussi demandé; et ils ne disputaient plus que sur la possession du patriarcat d'Aquilée, qu'ils prétendaient conserver (3), lorsque l'évêque de Gurck demanda au pape une seconde audience pour traiter également des différends du roi de France et du duc de Ferrare avec le saint-siége. Il lui déclara que Louis XII, animé du désir le plus ardent de faire la paix, était prêt à consentir au sacrifice de plusieurs des intérêts les plus chers de la maison

(1) *Fr. Guicciardini*, L. IX, p. 525. — *Fr. Belcarii Comment.*, L. XII, p. 361. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 222.

(2) *Bulla data Bononiæ, 16 kal. maii, Annal. eccles. Rayn.*, 1511, § 50, p. 101.

(3) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. V, p. 222.

d'Este : mais Jules II n'eut pas la patience d'en entendre davantage. Ce n'étaient pas quelques concessions, dit-il, qui pouvaient le contenter, mais un entier abandon ; car il était résolu d'exposer sans réserve sa tiare, et même sa vie, pour punir le duc de Ferrare. Il ajouta qu'il ne comprenait pas comment Maximilien ne saisissait pas avec empressement l'occasion qui lui était offerte de se venger, avec l'argent et les armes des autres, des injures sans nombre qu'il avait reçues des Français; que tel devait être le but de tous leurs traités ensemble, et le prix des sacrifices qu'il imposait aux Vénitiens pour les réconcilier à l'Empire.

L'évêque de Gurck disputa quelque temps sur ces propositions, qu'il paraissait n'avoir point prévues d'avance; mais bientôt il reconnut l'impossibilité de concilier les prétentions de Jules II avec les instructions absolument différentes qu'il avait reçues de son maître. Alors effrayé de l'impétuosité du pontife, il déclara vouloir se retirer à l'heure même; et en effet au sortir de l'audience, le 25 avril 1511, il partit de Bologne pour Modène, se plaignant amèrement du pontife, et sommant les ambassadeurs d'Espagne de faire retirer les trois cents lances que le roi Catholique, comme souverain de Naples, avait jusqu'alors tenues au service du saint-siége (1).

Le maréchal Jean-Jacques Trivulzio avait été confirmé dans le commandement de l'armée française en Italie; mais il avait eu ordre en même temps de ne pas troubler les conférences pour la paix. Lorsqu'elles furent rompues par le départ de l'évêque de Gurck, il résolut de montrer le parti qu'un vieux capitaine pouvait tirer des ressources qui jusqu'alors avaient manqué par l'inexpérience et la présomption des lieutenants de Louis XII. Il se mit en mouvement au commencement de mars, avec douze cents lances et sept mille fantassins; et dès le premier jour, il se rendit maître de la Concordia (2). Il ne voulut pas attaquer aussi La Mirandole pour ne pas paraître uniquement occupé des États dont sa fille avait été dépouillée; mais d'après ses directions, Gaston

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 524. — *Jacopo Nardi,* Lib. V, p. 222. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 362. — *Parisii de Grassis Diarium; apud Rayn.*, 1511, § 57 et seq., p. 102.

(2) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 72.

de Foix, duc de Nemours, arrivé à l'armée dès l'année précédente, enleva à Massa, près de Finale, Jean-Paul Manfroni, capitaine distingué des Vénitiens, qui s'y trouvait avec trois cents chevau-légers (1).

Le pape avait envoyé à Gênes Alexandre Frégoso, évêque de Vintimille, pour tâcher d'y exciter une rébellion. Ce prélat fut arrêté par la vigilance de Trivulzio, et conduit à Milan, où il avoua toutes les intrigues dont il était chargé (2). Trivulzio résolut d'en tirer vengeance. Après avoir remonté le Panaro, toujours en vue de l'armée ennemie, il le passa enfin à gué entre Spilamberto et Puimaccio, et vint établir son quartier dans ce dernier village, à trois milles de l'armée ecclésiastique. Celle-ci, n'étant plus couverte par la rivière, et ne voulant pas hasarder une bataille, se retira au pont de Casalecchio, derrière le Réno, trois milles au-dessus de Bologne, dans un lieu fort, et illustré au commencement du siècle précédent par une grande bataille (3).

Georges de Frondsberg, qui acquit ensuite une grande réputation dans les guerres d'Italie, ayant joint Trivulzio avec deux mille cinq cents landsknechts, qu'il lui amenait de Vérone (4), celui-ci, après s'être rendu maître de Castel-Franco, vint s'établir sur le grand chemin, entre ce fort et la Samoggia, indécis sur le parti qu'il avait à prendre. Il jugeait dangereux d'attaquer l'armée pontificale dans la forte position qu'elle occupait; et il croyait moins sûr encore de tenter un coup de main sur Bologne, malgré les instances des Bentivoglio, qui promettaient d'exciter en même temps un soulèvement parmi leurs partisans. Trivulzio n'accordait que peu de foi à ces espérances d'émigrés dont Chaumont avait tout récemment éprouvé la vanité; mais la nouvelle que Jules II avait quitté Bologne mit tout à coup un terme à son indécision.

Le courage des prêtres, comme celui des femmes, est le plus souvent le résultat d'une grande ignorance du danger,

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 525.—*Fr. Belcarii,* L. XII, p. 362.—Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 74.

(2) *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Rom.; apud Rayn. Ann. eccles.,* 1511, § 58, p. 103.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 526.—*Fr. Belcarii,* L. XII, p. 363.

(4) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 81.

aussi se trouve-t-il rarement proportionné à la circonstance : tantôt il étonne par sa témérité, et tantôt il se dément, lorsqu'un esprit plus calme ou mieux instruit ne verrait aucune raison de se troubler. Jules II, en apprenant que Trivulzio s'était mis en mouvement, partit pour l'armée, afin de déterminer par sa présence ses capitaines à livrer bataille. Le duc d'Urbin s'y était toujours refusé jusqu'alors; et la retraite des Espagnols, après la rupture des négociations de l'évêque de Gurck, le confirmait dans son opposition, malgré toutes les lettres du pape. Celui-ci avait l'intention de loger le premier jour à Cento; mais il fut obligé de s'arrêter à la Piève, parce que mille fantassins, qui occupaient Cento, ne voulurent point en sortir qu'on ne leur eût payé leur solde. Irrité de leur obstination, il revint le lendemain à Bologne; c'est là que de nouveaux détails sur la marche de Trivulzio lui inspirèrent tout à coup la peur à laquelle jusqu'alors il avait paru inaccessible. Il résolut d'aller se mettre, dans Ravenne, à l'abri des dangers de la guerre; mais auparavant, il appela auprès de lui le sénat des Quarante de Bologne. Il remontra aux sénateurs que c'était lui qui les avait tirés d'un dur esclavage, qu'il leur avait accordé de nombreuses exemptions, qu'il leur avait distribué des grâces publiques et privées, qu'il leur avait abandonné la nomination de leurs magistrats, et l'administration de leurs revenus publics; que le légat qu'il établissait au milieu d'eux n'était à Bologne qu'un monument de la suzeraineté de l'Église; mais que son pouvoir était infiniment limité, et qu'il ne se dirigeait que par leurs conseils : qu'en effet, depuis que Bologne était rentrée sous l'autorité du saint-siége, son commerce avait prospéré, ses manufactures avaient repris de l'activité, et plusieurs de ses citoyens étaient parvenus aux plus hautes dignités de la hiérarchie; que le moment était venu de montrer s'ils savaient apprécier de si grands avantages, en défendant leur ville avec énergie contre cette attaque subite : que pour lui, il ne négligerait pas plus la défense de Bologne, qu'il ne ferait celle de Rome elle-même; qu'il avait donné ordre aux Vénitiens de jeter un pont à Sermidi sur le Pô, et de venir joindre son armée; qu'il avait envoyé de l'argent aux Suisses, pour en faire descendre dix mille en Lombardie; qu'il demandait seulement aux Bolonais de lui déclarer avec franchise s'ils voulaient ou non défendre leur ville.

Le prieur, ou président du sénat des Quarante, réunit dans sa réponse toutes les expressions de reconnaissance, de fidélité, de dévouement et de courage, que lui fournissait l'étude de la rhétorique; et Jules II partit sans élever de doutes sur la belle défense que feraient les Bolonais (1).

Quoique le pontife eût pour escorte les trois cents lances espagnoles qui s'en retournaient dans le royaume de Naples, il n'osa point prendre le chemin direct de Ravenne, et il passa par Forli. Jules II accordait la plus entière confiance au cardinal de Pavie, auquel il avait laissé le commandement de Bologne, avec le titre de légat. Cependant ce prélat, seigneur de Castel del Rio, et de l'ancienne famille des Alidosi, qui avait possédé la souveraineté d'Imola, avait demandé vainement à Jules II de rétablir ses neveux dans cette principauté, qui depuis longtemps leur avait été enlevée; et ses ennemis prétendaient que, blessé des refus de Jules, il avait dès lors cherché secrètement tous les moyens de se venger. De concert avec le sénat des Quarante, il avait choisi les vingt capitaines de milice sous lesquels toute la jeunesse de Bologne avait été enrégimentée; et, soit imprudence, soit infidélité, il avait permis qu'ils fussent presque tous tirés d'entre les partisans des Bentivoglio. La faction qui rappelait ces anciens seigneurs, et qui se réjouissait de les voir approcher dans le camp de Trivulzio, était alors secondée par les propriétaires de terres, qui craignaient que l'armée française ne pillât leurs campagnes; par les marchands, qui craignaient plus encore pour leurs magasins et leurs boutiques; par tous ceux enfin qui, sans avoir précisément souffert sous Jules II, se sentaient humiliés par le gouvernement des prêtres. Bientôt il leur fut aisé de reconnaître qu'ils étaient de beaucoup les plus nombreux; et comme, par l'imprudence du légat, ils se trouvaient armés et maîtres des portes, celui-ci n'avait aucun moyen de les faire obéir (2).

Lorsque le cardinal s'aperçut tout à coup de la mauvaise dis-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 527.—*Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este,* p. 62. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 363. — *Parisii de Grassis Diar.; apud Raynald.,* § 58, p. 103.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 529. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 223. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso,* p. 64.—*Fr. Belcarii,* L. XII, p. 364.

position des milices, il prétendit que le duc d'Urbin lui avait donné l'ordre de les envoyer au camp de Casalecchio, mais elles refusèrent de sortir de la ville : il voulut ensuite faire entrer dans Bologne mille hommes d'infanterie, commandés par Ramazzotto ; mais les mêmes capitaines de milice refusèrent de les admettre.

Cette double désobéissance frappa de terreur le cardinal de Pavie, qui avait beaucoup d'ennemis, et dans la noblesse, et dans le peuple; et qui, tout récemment, venait de faire périr injustement trois ou quatre citoyens distingués. Dès que la nuit fut venue, il sortit déguisé du palais, pour se réfugier dans la forteresse. Sa terreur et sa précipitation étaient si grandes, qu'il ne prit pas même avec lui son argent et ses pierreries. Il les envoya chercher dès qu'il fut lui-même en sûreté; et aussitôt après avoir reçu sa cassette, il sortit de la forteresse par la porte extérieure, pour se retirer à Imola, avec les cent chevaux qui lui étaient restés pour sa garde (1).

Lorsque la fuite du légat fut connue dans la ville, le 21 mai, Laurent Ariosti et Francesco Rinucci, deux des capitaines de la milice, dont le dévouement aux Bentivoglio était connu, et avait même été confirmé par des persécutions, coururent aux portes de San-Felice et de Lame, les abattirent à coups de hache, et les livrèrent aux Bentivoglio, auxquels Trivulzio avait donné cent lances françaises, pour les occuper.

Le camp du duc d'Urbin s'étendait de Casalecchio jusqu'à la porte nommée Saragozze. Bientôt on y fut instruit de la fuite du légat, et du soulèvement du peuple bolonais. Une terreur panique s'empara à l'instant du chef et des soldats. Le duc d'Urbin donna le signal de la retraite, quoique la nuit fût déjà avancée : ses troupes se mirent en marche précipitamment, abandonnant toutes leurs tentes, tous leurs équipages, et leurs camarades, qui étaient de garde de l'autre côté de la rivière, où ils ne reçurent aucun ordre. Les Bolonais remarquèrent de leurs murailles ce mouvement de l'armée pontificale, et les Bentivoglio en donnèrent avis à Trivulzio. Le peuple, toujours hardi contre ceux qui fuient, sortit avec impétuosité pour attaquer les soldats de l'Église,

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 529. — *Diarium Parisii de Grassis ; apud Raynald.,* § 59, p. 103. — *Ist. di Giovio Cambi,* p. 262. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 364.

comme ils passaient le long des remparts. En même temps les paysans descendirent des montagnes avec des cris effroyables, pour avoir part au pillage. L'obscurité, qui augmente la terreur et diminue le sentiment de la honte, le soulèvement imprévu des citoyens et des paysans, la crainte de l'armée française, changèrent bientôt la retraite en fuite. Si Raphaël des Pazzi, qui commandait les troupes laissées sur l'autre bord du Réno, n'avait pas opposé aux Français une résistance obstinée au pont de Casalecchio, à peine un soldat du duc d'Urbin aurait pu s'échapper. Sa position fut forcée à la fin, il demeura prisonnier; et les gendarmes français, commençant la poursuite, atteignirent bientôt les bagages, et ramenèrent à leur camp un si grand nombre de bêtes de somme chargées de butin, qu'ils désignèrent dès lors cette déroute, pour laquelle ils n'avaient pas même eu besoin de combattre, par le nom de *Journée des âniers*. Vingt-six pièces de canon, dont quinze de gros calibre, le drapeau du duc d'Urbin, et un grand nombre d'enseignes, une grande partie des équipages de l'armée de l'Église, et presque tous ceux des Vénitiens, demeurèrent entre leurs mains. Orsino de Mugnano, Giulio Manfrone, et plusieurs autres capitaines furent faits prisonniers; presque toute l'infanterie fut dissipée : mais Ramazzotto, qui, avec un corps d'armée vénitien, occupait la montagne de San-Luca, encore qu'il n'apprît que fort tard la déroute de ses compagnons d'armes, réussit cependant à conduire sa troupe, par les hauteurs, jusqu'en Romagne, et à la mettre en sûreté (1).

Lorsque Jules II reçut à Ravenne la nouvelle de la prise de Bologne, il en conçut d'autant plus de douleur qu'il avait attaché plus d'importance à cette conquête, et qu'il l'avait plus considérée comme faisant la gloire de son pontificat. La conduite du peuple à Bologne l'affligea davantage encore; il n'y avait point eu, il est vrai, de sang répandu; on n'avait fait de violence à personne, ni dans la noblesse, ni dans le peuple, mais c'était pour lui seul que tous les outrages semblaient réservés : sa statue colossale en

(1) *Fr. Guicciardini,* L. IX, p. 530. — *Jacopo Nardi,* Lib. V, p. 223. — Mémoires du chevalier Bayard, Ch. XLVI, p. 208. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 82. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 364. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. XI, p. 250.

bronze, ouvrage de Michel-Ange Buonarotti, avait été élevée sur la façade de la cathédrale de San-Pétronio; le peuple l'abattit avec tous les témoignages de la haine et du mépris, et les Bentivoglio la firent fondre pour en faire un double canon, avec lequel avant six jours ils tirèrent contre le château (1). Celui-ci était grand et bien fortifié, mais au moment du besoin il s'était trouvé dépourvu de garnison, de vivres et surtout de munitions de guerre; en sorte que l'évêque Julio Vitelli, qui y commandait, fut obligé de le rendre avant la fin de la semaine. Les Bentivoglio, qui craignaient que le roi de France ne voulût laisser une garnison dans cette citadelle, engagèrent le peuple à la raser. Le duc de Ferrare, profitant de la retraite de l'armée pontificale, avait recouvré Cento, la Piève, Cotignola, Lugo, et les autres places de Romagne que le pape lui avait enlevées. Trivulzio aurait pu de même se rendre maître d'Imola; mais il voulut attendre les ordres de France, avant de pousser davantage une guerre qui répugnait à la conscience du roi, et plus encore à celle de la reine Anne de Bretagne (2).

François des Alidosi, évêque et cardinal de Pavie, et légat de Bologne, pouvait être accusé d'avoir causé tous ces désastres; son administration avait excité la haine des Bolonais contre l'Église; son imprudence avait soulevé la ville, et sa lâcheté avait fait perdre, avec Bologne, l'armée qui devait la défendre. Tous les officiers échappés à la déroute de Casalecchio, rejetaient sur lui seul la honte de leur terreur et de leur fuite : et le duc d'Urbin, dès longtemps son ennemi, l'accusait plus hautement que les autres. De son côté, le cardinal, pour se justifier, accusait le duc d'Urbin de trahir le pape, parce que sa femme Éléonore de Gonzague était fille d'Isabelle d'Este, sœur d'Alphonse, qui avait épousé le marquis de Mantoue. Le duc, disait-il, n'avait jamais cherché de bonne foi à dépouiller l'oncle de sa femme; et en effet, Fleuranges répète à plusieurs reprises que le duc d'Urbin était Français de cœur, et désirait la paix (3).

(1) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 83.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. IX, p. 530. — *Jacopo Nardi,* Lib. V, p. 224. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 364.

(3) *Jo. Marianæ Hist. Hisp.*, Lib. XXX, c. II, p. 302. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 224. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso,* p. 64.

Alidosi vint à Ravenne pour se justifier; et Jules II, qui l'aimait, et qui avait en lui une aveugle confiance, le reçut avec joie, et l'invita à revenir le même jour dîner chez lui. Comme il retournait en effet au palais, escorté par son beau-frère Guido Vaina, capitaine de sa garde, le duc d'Urbin le rencontra. Cette pompe militaire, au moment où tous les malheurs de l'armée lui étaient attribués, augmenta l'irritation du duc; il s'avança au milieu des soldats du légat, qui par respect lui faisaient place, et il le poignarda à la vue de tous. Lorsqu'à l'instant même on annonça cette violence au pape, il répondit par des cris de fureur et de désespoir. Il ne regrettait pas seulement un cardinal qui lui était si cher, mais encore la dignité ecclésiastique que pendant tout son pontificat il s'était étudié à rendre plus sacrée, et qui était outragée sous ses yeux par son propre neveu. Le jour même, dans une agonie de douleur, il repartit de Ravenne pour retourner à Rome (1); et à peine était-il arrivé à Rimini, que, pour ajouter à son chagrin, il apprit qu'on affichait dans tous les lieux publics, à Modène, à Bologne, et dans plusieurs autres villes, une convocation de tous les prélats, en concile général, à Pise, pour le 1er jour de septembre, et une citation à lui-même de s'y rendre, pour que l'Église fût réformée dans son chef et dans ses membres (2).

(1) *Parisii de Grassis Diarium ; apud Rayn. Ann*, 1511, § 60, p. 103. — Mémoires du chevalier Bayard, Ch. XLV, p. 203. — *Istor. di Giov. Cambi*, p. 263. — *Fr. Belcarii Comm.*, L. XII, p. 365. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XI, p. 251.

(2) *Fr. Guicciardini*, Lib. IX, p. 532. — *Paolo Giovio*, *Vita di Alfonso*, p. 60. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1511, §§ 1-7, p. 86 et seq. — *Fr. Belcarii*, L. XII, p. 365.

CHAPITRE X.

ADMINISTRATION DU GONFALONIER SODÉRINI A FLORENCE; CONCILE DE PISE; FERDINAND LE CATHOLIQUE S'ALLIE A JULES II ET AUX VÉNITIENS; LEUR ARMÉE COMBINÉE S'AVANCE SUR BOLOGNE; GASTON DE FOIX LA FAIT RECULER, ET REPREND BRESCIA, QUI S'ÉTAIT RÉVOLTÉE. — 1511 A 1512.

La plupart des petits États italiens avaient disparu de la scène du monde, et ceux qui conservaient encore une ombre d'indépendance cherchaient leur salut dans leur nullité, tandis que tous les grands intérêts de leur patrie étaient décidés, chez eux et sans eux, par des puissances dont la supériorité était telle, que la lutte même était impossible. Aux portes de l'Italie, le duc de Savoie et le marquis de Montferrat se disaient toujours souverains; mais le roi de France, devenu duc de Milan et doge de Gênes, les entourait de ses provinces : il faisait traverser à toute heure leurs États par ses armées; il se servait de leurs arsenaux, de leurs magasins, de leurs forteresses; il ne semblait pas même juger nécessaire de consulter leur volonté, ou de les unir à lui par des alliances; et durant ces guerres qui les ruinaient, ces princes ne faisaient jamais remarquer leur existence. Tous deux, il est vrai, étaient à cette époque dépourvus de talent et de caractère. Guillaume IX, fils et successeur de Boniface V, régnait sur le Montferrat. Il était parvenu à la couronne en 1493, lorsqu'il n'était encore âgé que de sept ans; et sa mère Marie, qui s'était montrée absolument dévouée aux intérêts de la France, avait exercé d'abord la tutelle. Après sa mort, cette tutelle avait été déférée à Constantin Cominatès, parent de Marie. Lorsque Guillaume fut parvenu à la majorité, il força Constantin à quitter le Montferrat : alors cet homme intrigant et adroit s'attacha à Maximilien, et prit une part très-active aux négociations de l'Empereur et du pape. Le jeune

marquis, au contraire, ne sortit point de l'obscurité où il était demeuré dans son enfance. Le 31 août 1508, il avait épousé Anne, fille de René, duc d'Alençon, de qui il eut le fils qui lui succéda en 1518, et la fille qui porta ensuite l'héritage de Montferrat à la maison de Gonzague. Après la mort de cette première femme, Guillaume IX épousa Marie, fille de Gaston IV, comte de Foix. Il avait choisi l'une et l'autre épouse parmi les dames françaises, comme s'il avait senti qu'effectivement, depuis que les possessions de la France l'entouraient de toutes parts, il n'était plus un souverain indépendant, mais seulement un prince français.

Dans le même temps et depuis l'année 1504, Charles III régnait sur la Savoie et le Piémont. Il avait succédé à Philibert II, fils comme lui de Philippe, longtemps connu sous le nom de comte de Bresse. A son avénement au trône, il avait trouvé la plus grande partie de ses États engagés comme apanage à trois duchesses douairières : il ne lui restait presque ni revenus, ni pouvoir. Il n'avait que dix-huit ans; son caractère était faible, et toutes ses facultés communes. On ne pouvait s'attendre à ce qu'il recouvrât par lui-même une importance que des événements antérieurs à son règne avaient ôtée à sa couronne. Aussi longtemps qu'il put vivre ignoré et oisif dans la dépendance de la France, il préféra cette obscurité. Les événements d'une guerre à laquelle il aurait voulu demeurer étranger, l'appelèrent enfin malgré lui à jouer un rôle : il fut forcé de choisir entre deux potentats, qui transportèrent chez lui le théâtre de leurs combats. Son indécision lui fit alors perdre tous ses États : mais ses longues calamités ne commencèrent qu'après le temps où finit proprement l'indépendance italienne (1).

Le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue, après s'être engagés tous deux, par une ambition imprudente, dans la ligue de Cambrai, y avaient perdu, l'un sa liberté, l'autre la moitié de ses États. Jean-François de Gonzague, cependant, avait réussi, au milieu de la tourmente, à rentrer dans la neutralité d'où il n'aurait jamais dû sortir. Alphonse d'Este, au contraire, supportait le plus grand effort de la guerre : c'était lui que le pape et les Vénitiens poursuivaient avec le plus d'acharnement ; et c'était au sort de ses États que paraissait tenir la pacification de l'Italie. Les

(1) Guichenon, Histoire généalogique de la maison de Savoie, T. II, p. 193-230.

royaumes de Naples et de Sicile n'appartenaient plus aux Italiens; tous les princes, toutes les républiques, qui avaient maintenu si longtemps leur indépendance dans l'État de l'Église, avaient été dépouillés de leur souveraineté par Alexandre VI ou par Jules II; ceux qui conservaient encore quelque pouvoir, étaient descendus au rang de feudataires obéissants et craintifs devant leur suzerain; et le duc d'Urbin, général et neveu du pape, qui, entre eux tous, avait jusqu'alors paru seul ménagé, venait d'encourir, par le meurtre du cardinal de Pavie, une sentence de déposition, qui ne fut pas, il est vrai, mise à exécution, et qui fut révoquée au bout de cinq mois (1).

Dans toute l'Italie, il ne restait plus d'autres États indépendants, après Venise, l'Église, et ceux que nous venons de passer en revue, que les trois républiques de Toscane, Florence, Sienne et Lucques; toutes trois neutres, et spectatrices inquiètes d'une guerre qui devait décider de l'existence de leur contrée; toutes trois immobiles, et cherchant à faire oublier, par leur nullité actuelle, leur activité passée, pour qu'on ne les pressât pas de s'associer à l'une ou à l'autre des parties belligérantes. Lucques et Sienne suivaient depuis longtemps ce système politique, que leur faiblesse leur avait fait adopter. Il était plus nouveau pour Florence, qui s'était si longtemps considérée comme le foyer de toutes les négociations de l'Italie: mais, sans de longues années de repos, cette république ne pouvait se relever de l'épuisement où l'avait jetée la guerre allumée par Charles VIII et par la révolte de Pise. Le gonfalonier Pierre Sodérini, en rendant compte de son administration au grand conseil le 22 décembre 1510, soumit à l'inspection de ses concitoyens les états de recette et de dépense des huit années qu'elle comprenait: ils montaient à 908,300 florins d'or ou 10,899,600 fr.; et quoique cette somme, estimée d'après la valeur de l'argent à cette époque, fût considérable, elle indique une grande diminution dans la richesse et les ressources de la république, lorsqu'on la compare à ce que Florence pouvait dépenser sans se plaindre, dans ses guerres avec les della Scala ou les Visconti (2).

Le lendemain même du jour où le gonfalonier avait donné à

(1) *Raynaldi Ann. eccles.*, 1511, § 61, p. 104.
(2) *Scipione Ammirato,* Lib. XXVIII, p. 290.—*Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 242.

l'Italie l'exemple nouveau d'appeler le public en témoignage de sa comptabilité, on découvrit à Florence une conspiration tramée contre lui pour l'assassiner. C'était à la cour du pape, à Bologne, que le complot avait été formé; et le ressentiment implacable de Jules II contre quiconque osait s'opposer à sa volonté, lui avait donné naissance. Jules ne pouvait pardonner à Sodérini sa partialité pour la France : il lui voyait, il est vrai, faire observer la neutralité à sa république ; mais il soupçonnait les offres secrètes que Louis XII lui avait faites, et la disposition de la république à se déclarer contre l'Église dans un moment critique. Sodérini l'avait particulièrement offensé, en accordant un sauf-conduit et un asile dans Florence à cinq cardinaux qui traversaient la Toscane. Ces prélats s'étaient tout à coup montrés alarmés de la mort d'un de leurs collègues à Ancône, et ils avaient refusé de rejoindre le pape à Bologne. Jules II s'indignait ou de ce qu'on l'avait soupçonné d'un empoisonnement, ou de ce qu'on mettait à l'abri de ses vengeances ceux qu'il voulait perdre. Les cinq cardinaux de Santa-Croce, Cozensa, Baïeux, Saint-Malo et San-Sévérino, qui repartirent de Florence pour Milan, se mirent dès lors ouvertement, dans le clergé, à la tête du parti d'opposition contre Jules II, et embrassèrent tous les intérêts de la France (1).

Jules II associant, dans son ressentiment, Sodérini à Louis XII et aux cardinaux rebelles à son autorité, résolut de se défaire de lui, et de changer le gouvernement de Florence. Prinzivalle della Stufa, citoyen florentin âgé de vingt-cinq ans, fils d'un zélé partisan des Médicis, se trouvait alors à Bologne : on lui connaissait le courage et l'adresse propres à exécuter toute entreprise difficile : il s'offrit à servir la colère du pape et à tuer le gonfalonier. Marc-Antonio Colonna promit de lui trouver dix hommes d'élite pour le seconder; et Prinzivalle partit pour Florence, afin d'associer à son projet quelques nobles florentins. Il s'adressa avant tout à Philippe Strozzi, qui avait épousé une sœur des Médicis, et qu'il croyait non moins zélé que lui pour cette famille. Mais Strozzi lui répondit qu'il avait déclaré à ses beaux-frères qu'il leur renverrait leur sœur, si jamais ils lui faisaient parler de politique :

(1) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 290. — *Istor. di Giovio Cambi*, T. XXI, p. 241.

il ne voulut pas même promettre de lui garder le secret sur cette ouverture; et Prinzivalle, après avoir vainement essayé de l'intimider, s'enfuit à Sienne sans perdre de temps, et se mit à couvert des recherches que les décemvirs, auxquels Strozzi l'avait dénoncé, firent bientôt contre lui. Son père, Louis de la Stufa fut mis en jugement à sa place [1510]; et, sans que la complicité fût prouvée, il fut relégué, pour cinq ans, dans le vicariat de Certaldo (1).

Sur ces entrefaites, le grand conseil s'étant assemblé le 29 décembre, pour l'élection des gonfaloniers de compagnie, Pierre Sodérini se leva, et rendit compte à ses concitoyens du complot contre lui qui venait d'être découvert. Les conjurés, dit-il, avaient trouvé difficile de le tuer dans son appartement au palais public, dangereux de l'attaquer en plein conseil; et comme il ne sortait jamais qu'avec la seigneurie dans les cérémonies publiques, ils avaient été réduits à attendre une de ces solennités. La découverte de leur conjuration les forcerait à changer encore de projets; mais il ne pouvait se flatter qu'elle sauvât sa vie : le poison était déjà préparé pour lui. Il n'affecta point un courage et une indifférence auxquels sa vie passée ne l'avait pas préparé; en reconnaissant le danger, il ne s'y résigna qu'avec douleur, et son discours fut souvent interrompu par ses larmes. Cependant il en appela au témoignage de sa conscience; elle l'assurait qu'il n'avait point mérité la haine de ses concitoyens, ou les poignards dont il se voyait entouré; et il invoqua sur sa conduite le jugement de tous les Florentins qui avaient siégé avec lui dans la seigneurie. Plus de trois cents citoyens avaient été prieurs sous sa présidence, pendant les huit ans qu'il avait été à la tête de l'État : il les somma de dire si jamais il s'était proposé d'autre but que le bien de la patrie commune, si jamais il avait écouté aucune vue privée, aucun intérêt personnel; si jamais il avait recommandé aucun individu au podestat, aux tribunaux, aux corps de métiers, pour les soustraire aux lois communes. Il ne voulut demander pour lui-même aucune garde, ni employer pour sa défense d'autre cuirasse que cette dignité même dont le peuple l'avait revêtu : mais il invita le conseil à s'occuper de la défense de l'État populaire plutôt que de

(1) *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 295. — *Istor. di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 243.

celle de sa personne. C'était bien moins à lui qu'on en voulait qu'à la liberté, à l'égalité, à ce conseil même, par lequel tous les Florentins participaient à l'administration de la république. Les partisans de l'oligarchie ne se proposaient d'autre but que de fermer le grand conseil; et sa mort, pour laquelle ils avaient conspiré, ne devait être que le signal d'une révolution plus importante qu'ils méditaient (1).

[1511.] Le grand conseil, en effet, considéra la tentative contre la vie de Sodérini comme l'indication d'un projet pour renverser l'État populaire; et puisque le parti vainqueur avait toujours trouvé facile de sanctionner une révolution à Florence en convoquant un parlement, le conseil voulut ôter cette facilité aux factieux, lors même qu'ils réussiraient dans leurs criminels desseins. Il porta, le 20 janvier 1511, une loi par laquelle il prévit le cas où des conspirateurs priveraient la république de son gonfalonier, de ses prieurs ou de leurs collègues, ou bien détruiraient les bourses destinées au tirage de la magistrature, en sorte que l'autorité déléguée par le peuple paraîtrait suspendue; et il voulut qu'alors, au lieu d'assembler un parlement qui ne délibérait jamais par tête et avec liberté, le grand conseil lui-même, ou la partie de ce conseil qui pourrait s'assembler, se tînt pour convoqué, et se mît en possession du droit de réorganiser la république (2).

Vers le même temps, la trêve conclue au mois d'avril 1506 avec Pandolfe Pétrucci et les Siennois était arrivée à son terme : elle avait été prolongée de deux ans, pendant que la guerre de Pise durait encore; et les Florentins avaient consenti à suspendre aussi longtemps la réclamation de leurs droits sur Montépulciano. Mais ils n'avaient désormais plus de raison pour un pareil ménagement. Louis XII, qui désirait se servir d'eux contre le pape, leur promettait de puissants secours; et il leur faisait espérer la conquête, non pas de Montépulciano seulement, mais de Sienne elle-même. Pour profiter de la faveur du roi, le gonfalonier envoya Macchiavelli à Sienne; il le chargea de dénoncer à cette république l'expiration de la trêve, et de lui déclarer que Florence ne la renou-

(1) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 292. — *Giov. Cambi,* p. 246.
(2) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 293. — *Giov. Cambi,* p. 248.

vellerait point, à moins que Montépulciano et son territoire ne lui fussent restitués. En même temps il fit avancer sur cette frontière les hommes d'armes qu'il avait dans l'État de Pise (1).

De même que les Florentins s'appuyaient sur la protection de la France, les Siennois comptaient sur celle de Jules II. Pandolfe Pétrucci, qui était tout-puissant dans leur république, n'avait rien oublié pour gagner l'affection du vieux pontife; il venait de racheter et de lui offrir en don le château de la Suvèra, chef-lieu et résidence des anciens comtes de Ghiandaroni, dans l'État de Sienne. En même temps la balie avait reconnu dans Jules II un descendant de cette famille éteinte, qui avait comme lui pour armes parlantes un chêne; mais leur agnation ne pouvait guère se prouver que par celle du rouvre des Rovère, avec les glands des Ghiandaroni. Le pape, qui désirait ardemment donner de l'illustration à sa famille plébéienne et ignorée, accepta ce présent avec joie; il comprit dès lors Sienne dans toutes ses alliances; il accorda le chapeau de cardinal à Alphonse, fils de Pandolfe Pétrucci, et il embrassa la défense de tous les intérêts de cet État (2).

Néanmoins Jules ne pouvait encourager les Siennois à entrer en guerre avec Florence pour la possession de Montépulciano. Autant Louis XII désirait cette guerre pour tourner toutes les forces des Florentins contre l'État de l'Église, autant le pape devait la craindre; il ouvrait par elle une plus grande frontière aux attaques des Français, et il se trouvait appelé à les combattre en Toscane aussi bien qu'en Romagne. Il envoya aux Siennois Giovanni Vitelli et Guido Vaina, pour les protéger, avec quelques compagnies de gendarmes et de chevau-légers; mais en même temps il s'offrit pour médiateur entre les deux républiques. Il fit sentir à Pandolfe tout le danger qu'il y aurait à introduire les Français en Toscane; il obtint des Florentins un pardon sans exception pour tous les rebelles de Montépulciano, et la restitution de tous leurs priviléges; et il fit enfin signer, le 3 septembre 1511, un traité d'alliance entre les deux républiques, pour vingt-cinq ans, en vertu

(1) L'expédition de Macchiavel est en date du 2 décembre 1510. *Legaz.*, T. VII, p. 389. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 294.

(2) *Orlando Malavolti, Storia di Siena*, P. III, L. VII, f. 115.

duquel Montépulciano fut restitué avec son territoire aux Florentins, qui, de leur côté, s'engagèrent à garantir tout le reste des possessions de la république de Sienne, et à y maintenir l'autorité de Pandolfe Pétrucci et de ses fils (1).

Ce n'était point par un retour à des sentiments plus pacifiques que le pape s'était fait médiateur entre les deux républiques toscanes, mais, au contraire, pour suivre avec moins d'empêchement ses projets belliqueux, et chasser, comme il le répétait sans cesse, les barbares d'Italie. La victoire des Français sous les murs de Bologne, et la dispersion absolue de son armée, l'avaient laissé à la discrétion du roi de France, qui aurait pu, sans trouver d'obstacle nulle part, poursuivre ses avantages jusqu'à Rome, et y dicter la paix à Jules II. Mais Louis XII, au milieu de ses succès, était troublé par le remords de faire la guerre à l'Église. A peine fut-il informé de la déroute de l'armée pontificale, qu'il donna ordre à Jean-Jacques Trivulzio de ramener ses troupes dans le duché de Milan : il défendit toute réjouissance publique pour des succès dont il rougissait; et il déclara que, quoiqu'il ne crût point avoir commis de faute, il était prêt, pour avoir la paix, à s'humilier, et à demander pardon au saint-siége (2).

Le pape, au contraire, connaissant la faiblesse du roi, ne se relâchait en rien de ses premières prétentions, et semblait puiser dans ses revers des motifs pour montrer plus d'arrogance. Un évêque écossais, ambassadeur de son roi à Rome, avait offert sa médiation, et repris les négociations abandonnées par l'évêque de Gurck. Jules II lui communiqua ses prétentions. Il voulait que le duc de Ferrare renonçât à tous les avantages qu'il avait obtenus par son mariage avec Lucrèce Borgia; qu'il payât à la chambre apostolique l'ancien tribut; qu'il restituât Lugo et toute la Romagne-Ferraraise; et qu'il reçût un vidôme pontifical à Ferrare, au lieu du vidôme vénitien qu'il y avait admis autrefois. Louis était prêt à accepter ces conditions, quelque dures qu'elles lui parussent. Mais pendant ce temps, Jean-Jacques Trivulzio, après avoir

(1) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 294. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena,* P. III, L. VII, p. 115 v.—*Istor. di Giov. Cambi,* p. 263.—*Jacopo Nardi,* L. V, p. 227.—*Fr. Guicciardini,* L. X, p. 539.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 535.

repris la Mirandole, avait licencié son armée, à la réserve de cinq cents lances et de treize cents fantassins allemands, qu'il avait envoyés à Vérone. Dès que le pape en fut informé, et qu'il cessa de craindre cette armée victorieuse, il changea de langage, et ajouta de nouvelles conditions absolument inacceptables à celles qu'il avait d'abord proposées. Il voulut que la paix entre Maximilien et les Vénitiens fût conclue en même temps que la sienne avec la France; qu'Alphonse d'Este lui remboursât tous les frais de la guerre; et que les Bentivoglio et les Bolonais révoltés fussent abandonnés à ses vengeances. Ces derniers avaient déjà cherché à le fléchir; ils avaient offert à la chambre apostolique le tribut que payaient leurs pères et leurs ancêtres, ils avaient rappelé au palais, comme lieutenant du pape, l'évêque de Chiusi, auparavant leur prisonnier. Mais Jules II n'avait répondu à leur soumission que par des sentences d'excommunication et d'interdit; et il avait chargé deux de ses capitaines, Marc-Antonio Colonna et Ramazzotto, de ravager sans pitié le territoire bolonais (1).

Louis XII avait espéré que la demande du concile, exprimée par le clergé de France, inspirerait quelque inquiétude à un pape dont l'élection avait été très-peu canonique, et dont l'humeur belliqueuse donnait un scandale continuel. Il avait engagé Maximilien à recourir à cette convocation, et tous deux avaient sollicité vainement Ferdinand de se joindre à eux. Ils s'étaient ensuite adressés au pape pour le sommer d'exécuter le canon du concile de Constance, qui ordonnait la célébration d'un concile œcuménique tous les dix ans. Ils lui avaient rappelé son propre serment, au moment de sa consécration, serment par lequel il s'était engagé, sous peine de parjure et d'anathème, à convoquer avant l'expiration de deux ans un concile de toute l'Église. Enfin, ils l'avaient averti que le conclave qui l'avait élu, ayant décidé que les deux tiers des cardinaux avaient le droit de convoquer le concile si le pape ne le faisait pas, ils étaient décidés, sur son refus, à s'adresser à eux (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 536.—*Petri Bembi Hist. Ven.,* L. XI, p. 252. — *Fr. Belcarii,* L. XII, p. 366.

(2) *Raynaldi Ann. eccles.,* 1511, § 3, p. 87.—*Belcarii Comm.,* L. XII. p. 365. — Fleury, Histoire ecclésiastique, L. CXXII, c. 28.

Cette demande présentée au pape n'était qu'une vaine formalité; ni l'Empereur ni le roi de France ne s'étaient point attendus à ce qu'il y eût égard; ils comptaient convoquer le concile par leur propre autorité, ou par celle des cardinaux qui avaient abandonné Jules, et qui s'étaient réfugiés à Milan. Mais le choix de la ville où ils assembleraient l'Église les arrêta quelque temps : Maximilien insistait pour Constance; Louis XII pour Lyon; les prélats italiens ne voulaient pas sortir d'Italie. Les deux monarques se décidèrent à leur complaire; et avec l'agrément des Florentins, ils firent choix de Pise, où un concile avait été convoqué un siècle auparavant, dans des circonstances presque semblables. Le voisinage de Rome, la facilité de l'abord par mer, et la protection d'un gouvernement neutre, semblaient ne pas laisser de prétextes au pape pour refuser de s'y rendre avec ses prélats.

Les ambassadeurs de l'Empereur et du roi de France proposèrent, le 16 mai, aux cardinaux réfugiés à Milan, de convoquer à Pise un concile œcuménique; et ceux-ci, après avoir mis quelques conditions à leur consentement, pour assurer la liberté de cette assemblée, publièrent en effet leurs lettres de convocation pour le 1er septembre. Maximilien en avait publié d'autres en son nom, comme avocat et protecteur de l'Église, dès le 16 janvier; et Louis XII, dès le 15 février, en exhortant en même temps les évêques de l'Allemagne et de la France à se rendre à Pise (1).

Mais quelle que fût la puissance des deux monarques, la soumission de leur clergé, et le mécontentement général de l'Église, Jules II ne courait pas un grand danger dans cette lutte, et il le sentait; en effet, il opposait la hardiesse et l'impétuosité de son caractère aux ménagements et aux scrupules de ses adversaires, qui, par leurs apologies mêmes, comme par leur empressement à entrer en négociation, semblaient reconnaître qu'ils n'avaient pas le bon droit de leur côté. Jules II, pour leur ôter tout prétexte, convoqua lui-même, par une bulle du 18 juillet, un concile à Saint-Jean-de-Latran pour le 19 avril 1512. En même temps, il publia un monitoire contre les cardinaux rebelles, pour les

(1) *Raynaldi Annal. eccles.*, 1511, § 1, p. 86. — *Labbei Concilia Generalia*, T. XIII, p. 1486. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 226. — *Petri Bembi*, L. XI, p. 253. — *Jo. Marianæ*, L. XXX, c. I, p. 299.

priver du cardinalat et de tous leurs bénéfices ecclésiastiques, si dans soixante jours ils ne se présentaient pas à lui pour se justifier (1).

Les préparatifs pour les deux conciles furent tout à coup suspendus par la maladie du pape, qui ayant paru incommodé le 17 août, fut, dès le quatrième jour, réduit à toute extrémité. Il tomba dans un évanouissement qui dura plusieurs heures; tous ceux qui l'entouraient le crurent mort : le bruit s'en répandit dans la ville; des courriers furent expédiés en tous sens pour en porter la nouvelle; et les cardinaux absents de Rome se hâtèrent de se mettre en route pour y revenir, sans en excepter ceux qui avaient convoqué le concile de Pise. Cependant Jules II, sorti de sa léthargie, voulut mettre ordre aux affaires de sa famille, qu'une seconde attaque du même mal pouvait priver subitement de son chef. Il assembla dès le lendemain un consistoire, dans lequel il accorda au duc d'Urbin, son neveu, sa grâce pour l'homicide du cardinal de Pavie; et il le rétablit dans la jouissance de tous les fiefs qu'il tenait de l'Église. En même temps, il publia une bulle sur l'élection du futur pontife, pour prévenir ou punir par les peines les plus sévères une simonie, telle que celle dont lui-même s'était rendu coupable lorsqu'il avait obtenu la tiare (2).

Bientôt la santé de Jules II se rétablit comme avant cet accident, quoiqu'il persistât à repousser tous les conseils des médecins, et à suivre un régime directement opposé à celui qu'ils lui prescrivaient. Son ardeur guerrière se ranima avec ses forces, et il se raffermit toujours plus dans le projet de chasser les barbares d'Italie. Les plaintes et la misère des peuples opprimés par les ultramontains auraient fourni à Jules les plus justes motifs pour cette entreprise, si seulement ses forces avaient été en proportion avec la lutte où il s'engageait.

La guerre pendant cette campagne n'avait point été signalée par des actions d'éclat. Maximilien, toujours semblable à lui-

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. X, p. 538. — *Raynaldi Annal. eccles.,* § 9, p. 89. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 226. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso,* p. 66.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 543. — *Parisii de Grassis Diarium, apud Raynald.,* § 34, p. 98. — *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. XII, p. 261. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, P. 370.

même, s'égarait dans de vastes projets qu'il était incapable d'exécuter. Quel que fût l'épuisement des Vénitiens, il n'avait point pu profiter de la puissante diversion faite par la France pour pousser contre eux ses conquêtes. Il ravageait, il est vrai, le Friuli, et il avait réduit toute cette frontière à la plus effrayante désolation : toutefois, loin d'acquérir Trévise ou Padoue, auxquelles il ne voulait point renoncer, il n'aurait pas même conservé Vérone, sans la garnison française que Louis XII avait mise dans cette place. Il était venu à Inspruck, et il se proposait encore de marcher avec son armée jusqu'à Rome, pour rétablir l'empire germanique dans toutes les prérogatives qu'il possédait au temps de Charlemagne ou d'Othon le Grand; mais les troupes de l'Empire, sur lesquelles il comptait toujours, n'arrivaient jamais, et les siennes seules n'étaient pas suffisantes même pour tenir tête à la république de Venise. Aussi passait-il subitement d'une ambition démesurée au découragement, et ne demeurait-il jamais avec constance dans l'une ni dans l'autre disposition. Quelquefois il prêtait l'oreille aux propositions que lui faisait Ferdinand le Catholique, de se réconcilier avec les Vénitiens et avec l'Église, et d'attaquer de concert avec eux les Français. Dans un de ces accès de découragement, il invita les Vénitiens à lui envoyer un négociateur. Le sénat fit partir aussitôt Antonio Giustiniani pour se rendre auprès de lui, et ordonna en même temps des supplications dans tous les temples pour l'heureux succès de sa mission ; mais avant l'arrivée de cet envoyé, Maximilien avait changé d'avis. Il réduisit à huit jours le sauf-conduit de Giustiniani, et rejeta toutes les propositions que celui-ci avait apportées (1). Louis XII n'ignorait aucune de ses irrésolutions, et il savait que ce même allié qu'il devait défrayer, et pour lequel il devait combattre, était à toute heure sur le point de passer dans les rangs de ses adversaires (2).

De son côté, Jules II comptait à peine Maximilien au nombre de ses ennemis, encore qu'il l'eût vu concourir à la convocation du concile; tandis qu'il mettait son espérance dans le roi d'Ara-

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, Lib. XI, p. 255 et 259.

(2) *Fr. Guicciardini*, Lib. X, p. 540. — *Fr. Belcarii Comment.*, L. XII, p. 366.

gon, celui d'Angleterre et les Suisses; et déjà ses négociations auprès de ces trois puissances prenaient un aspect plus favorable. La politique constante de Ferdinand le Catholique avait été de couvrir son ambition du masque de la religion; aussi dès que le pape s'était déclaré allié des Vénitiens, n'avait-il pas cessé d'adresser à Louis XII des remontrances hypocrites, sur l'impiété qu'il y avait à combattre le chef de l'Église. Jusqu'alors il avait été occupé de ses conquêtes en Afrique; Piétro Navarra, qu'il y avait envoyé, lui avait soumis Oran et Bugia; les rois d'Alger et de Trémisène s'étaient reconnus ses feudataires, et un nouvel empire espagnol semblait s'établir au delà du détroit de Gibraltar (1). Mais sur la nouvelle de la déroute de Bologne, il rappela d'Afrique Piétro Navarra, et il le fit passer dans le royaume de Naples, avec trois mille de ses meilleurs fantassins espagnols, pour ne pas laisser ce royaume à la discrétion d'un monarque victorieux qui conservait des prétentions sur les provinces qu'on lui avait ravies.

Henri VIII d'Angleterre, à la sollicitation de Jules II, avait consenti à faire de concert avec Ferdinand, des représentations à Louis XII, sur le schisme qu'il se préparait à exciter dans l'Église; il lui avait demandé, pour le bien de la chrétienté, d'envoyer les cardinaux et les prélats de son royaume au concile de Latran, et de permettre à l'Église de recouvrer sa ville de Bologne. Gonflé d'orgueil, et se confiant dans les immenses richesses que lui avait laissées son père, il se croyait l'arbitre de l'Europe, et il regardait toutes les sollicitations qui lui étaient adressées par ces divers monarques, comme des hommages dus à son pouvoir et à son génie.

Mais c'était dans les Suisses que le pape plaçait son principal espoir; et l'imprudence de Louis XII l'avait mieux servi encore que ses propres négociations. Ce monarque dans un mouvement d'orgueil avait de nouveau refusé de se réconcilier avec les Suisses et d'augmenter leurs pensions. Il avait juré qu'il ne se laisserait point rançonner par des paysans, et il avait défendu la sortie des

(1) *Jo. Marianæ Hist. Hisp.*, L. XXIX, c. XXIV, p. 296.—*Raynaldi Annal. eccles.*, 1510, § 30, p. 82. — *P. Bizarri Sen. Pop. Q. Gen. Hist.*, L. XVIII, p. 430.

vivres de France et de Lombardie sur leurs frontières. Il avait cru les réduire ainsi par la disette à recevoir ses lois, tandis qu'au contraire il les avait aigris, et les avait précipités vers l'alliance du pape et des Vénitiens (1).

Les projets de Jules II commençaient enfin à prendre plus de consistance et les ennemis qu'il suscitait à la France, s'enhardissant par le sentiment de leur accord, affectaient avec elle un ton plus menaçant. Les ambassadeurs réunis d'Angleterre et d'Aragon firent à Louis XII de nouvelles représentations sur la protection qu'il accordait au concile de Pise et aux Bentivoglio; celui-ci demanda en retour seulement que les cardinaux de son parti fussent reçus en grâce par le pape, et que les Bentivoglio fussent conservés dans la même subordination féodale où leurs ancêtres avaient été tenus depuis un siècle : mais les ambassadeurs ne voulant point admettre ces ouvertures de négociations, Louis XII leur déclara enfin qu'il ne pourrait pas avec plus d'honneur abandonner la protection de Bologne, que celle de sa propre ville de Paris (2).

Dès que la réponse de Louis XII fut rapportée à Rome, une confédération entre le pape, le roi catholique et le sénat de Venise, fut solennellement publiée le 5 octobre, dans l'église de Sainte-Marie-du-Peuple. Les confédérés déclaraient que leur alliance avait pour but de conserver l'union de l'Église, menacée d'un schisme par le conciliabule de Pise, de faire recouvrer au saint-siége la ville de Bologne, et tout autre fief qui médiatement ou immédiatement pouvait lui appartenir, désignant par ces mots l'État de Ferrare; enfin, de chasser d'Italie avec une puissante armée quiconque s'opposerait à ce double but, c'est-à-dire le roi de France. Pour former cette armée le pape promettait quatre cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et six mille fantassins; la république de Venise, huit cents hommes d'armes, mille chevau-légers et huit mille fantassins; le roi d'Aragon, douze cents hommes d'armes, mille chevau-légers et dix mille fantassins espagnols. Mais le contingent du dernier étant regardé

(1) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 547. – *Fr. Belcarii Comment.*, L. XIII, p. 370.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 549. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 371.

comme supérieur à ce que pouvaient lui permettre ses finances, le pape et le sénat de Venise s'engageaient à lui payer chacun vingt mille ducats par mois, aussi longtemps que durerait la guerre. L'armée de la ligue devait être commandée par don Raymond de Cardone, Catalan, vice-roi de Naples. Une flotte de douze vaisseaux catalans et quatorze vénitiens, devait en même temps porter la guerre sur les côtes de France. Tous les pays conquis par les confédérés, qui auraient appartenu autrefois aux Vénitiens, devaient leur être rendus. L'Empereur, et le roi d'Angleterre, pouvaient s'ils le désiraient, être admis dans cette alliance. Le pape avait stipulé cette réserve en faveur du premier, dans la vague espérance de le détacher de la France; le cardinal d'York, ambassadeur du second, et l'un des négociateurs de la ligue, n'ayant pas encore reçu d'instructions pour la signer, avait demandé la même réserve pour son maître (1).

Après la publication de cette alliance, Jules II traita avec plus de rigueur les prélats désobéissants. Lorsque le terme fixé par son monitoire fut écoulé, il déclara en consistoire, le 24 octobre, les cardinaux de Santa-Croce, de Saint-Malo, de Cozenza et de Baïeux, déchus de leur dignité, et soumis à toutes les peines dont l'Église frappe les hérétiques et les schismatiques. Il publia un second monitoire contre le cardinal de San-Sévérino, qu'il avait ménagé jusqu'alors, et il frappa d'interdit et d'excommunication les Florentins, pour avoir permis dans leurs États l'assemblée d'un conciliabule schismatique (2).

Le concile qui causait tant d'irritation au pape avait été convoqué pour le 1er septembre; mais à cette époque il s'était seulement présenté à Pise un commissaire de l'Empereur, un commissaire du roi de France, et un ecclésiastique, au nom des prélats et abbés. Ces trois personnes demandèrent l'agrément des magistrats florentins, qui déclarèrent avoir ordre de ne point se mêler de leurs opérations. Les commissaires se rendirent ensuite à l'église cathédrale, où ils firent chanter la messe du Saint-Esprit,

(1) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 550. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1511, § 66, p. 105.—*Jacopo Nardi*, L. V, p. 228.—*Petri Bembi*, L. XII, p. 266.—*Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 372.—*Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXX, c. V, p. 305.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 551. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 230.

et les litanies pour l'ouverture du concile : immédiatement après cette cérémonie, tous les prêtres italiens qui se trouvaient à Pise, quittèrent la ville, pour ne pas se trouver enveloppés dans l'interdit dont le pape avait frappé tous les lieux où le concile se rassemblerait (1).

Les Florentins avaient accordé leur ville de Pise pour la célébration du concile, bien persuadés que le roi de France et l'empereur d'Allemagne, agissant de concert, l'assemblée des évêques de ces nations serait assez nombreuse pour inspirer du respect à la chrétienté et de la crainte au pape. Ils furent fort alarmés quand ils virent que le concile commençait par trois personnes seulement, d'autant plus qu'ils apprirent qu'il n'y avait pas un prélat d'Allemagne qui se fût mis en chemin pour s'y rendre, et que les vingt-quatre évêques de France que les ordres du roi avaient fait partir de leurs diocèses, ne s'acheminaient que lentement, et avec une répugnance évidente. Le clergé italien ne se prononçait pas avec moins de force par avance contre le concile, en sorte qu'il était impossible qu'une assemblée commencée sous de tels auspices, acquît jamais du crédit. D'autre part, les censures du pape, les menaces de confiscation, la nomination du cardinal de Médicis aux légations de Pérouse et de Bologne, inspiraient une grande terreur à la république. Les décemvirs de liberté et balie envoyèrent, dès le 10 septembre, Macchiavel aux cardinaux qui s'étaient arrêtés à San-Donnino, et au roi de France, pour les dissuader de tenir le concile à Pise, et les supplier de le transférer dans quelque autre ville, s'ils ne jugeaient pas plus convenable encore de le dissoudre et de s'accorder avec le pape (2).

Mais Macchiavel ne put obtenir du roi d'autre promesse que celle de transférer le concile dans une autre ville, après qu'il aurait tenu à Pise ses deux ou trois premières sessions. Les quatre cardinaux n'osaient pas s'aventurer à Pise sans y être protégés par une garnison française ; les Florentins faisaient difficulté d'en

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 547.—*Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 264. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 295. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 228. — *Diario del Bonacorsi,* p. 163.

(2) *Istruzione data al Macchiavelli dai decemviri di libertà e balia*, 10 *settemb.* 1511, *Legazione,* T. VIII, p. 394-401.

recevoir une : enfin, le 1er novembre, les cardinaux arrivèrent à Pise avec quelques prélats. Ils voulurent s'assembler dans la cathédrale; le peuple ameuté leur en ferma les portes. Ils passèrent successivement à quelques autres églises qui leur furent fermées de même; enfin ils s'établirent avec beaucoup de peine dans celle de Saint-Michel, pour y chanter leur première messe (1).

Les cardinaux et les prélats français étaient arrivés à Pise sous la protection d'une garde de cent cinquante archers, que commandaient Odet de Foix, seigneur de Lautrec, et Châtillon; mais bien que cette garde donnât de la jalousie aux Florentins, elle n'était suffisante, ni pour faire respecter les prélats dans Pise, ni pour les mettre à l'abri d'une insulte de Rome. Le clergé italien montrait pour eux un sentiment prononcé d'aversion, et leur refusait tous les vases des églises, et tous les ornements des autels pour qu'ils ne les souillassent pas : le peuple les poursuivait dans les rues avec des invectives. Eux-mêmes agissaient contre leur conscience, par cette déférence à l'autorité royale, qui, si souvent, a été la seule conséquence des libertés réclamées par l'Église gallicane vis-à-vis du siége de Rome. Ils soupiraient après une occasion de quitter une ville où ils se trouvaient si mal; et ils en saisirent une qui ne s'accordait guère avec la dignité de leur assemblée. Leurs domestiques ayant pris querelle, le 13 novembre, avec de jeunes Pisans, pour des filles publiques, les archers vinrent au secours des prêtres, toute la populace seconda les jeunes Pisans; Lautrec et Châtillon furent blessés dans la mêlée qu'ils s'efforçaient de séparer; et encore que le tumulte fût calmé par leurs soins, et par ceux des officiers florentins, les cardinaux, dès le lendemain, quittèrent Pise, après s'être ajournés à Milan (2).

La fuite de Pise, des pères du concile, calma quelque peu l'irritation de Jules II contre le gonfalonier Sodérini, et ralentit l'exécution des projets qu'il avait formés pour le déposséder; d'au-

(1) *Istor. di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 266-272. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 296-298. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 228. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 374.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 559.—*Istor. di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 276. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 299. — *Raynaldi Annal. eccles.*, § 42, p. 99. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. II, p. 103. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 374.

tant plus que Pandolfe Pétrucci lui représenta qu'en l'attaquant à force ouverte, il mettait à la disposition de la France toutes les forces des Florentins, qui cependant ne demandaient pas mieux que de demeurer neutres. Jules, sans porter la guerre dans l'État florentin, laissa un libre cours aux intrigues du cardinal de Médicis, qu'il avait rapproché des frontières de la république, par les légations qu'il lui avait confiées (1).

Le gonfalonier Sodérini avait perdu des partisans pendant la durée de son administration, et les Médicis en avaient gagné pendant leur exil; soit à cause de la disposition naturelle des peuples à regretter le temps passé, qu'ils ont vu avec les illusions de la jeunesse, et à perdre le souvenir des maux plutôt que celui des biens, tandis qu'ils sentent les premiers avec plus de vivacité, lorsqu'ils sont présents; soit parce que la prudence du gonfalonier était quelquefois mêlée de faiblesse, et qu'il excitait l'envie, sans la tempérer par la crainte; soit enfin parce que le cardinal de Médicis avait réussi, par beaucoup d'adresse et de prudence, à effacer l'animosité que son frère Pierre avait excitée. Il s'était montré en toute occasion le protecteur des Florentins à Rome, et il avait témoigné autant de bienveillance à ceux qui avaient agi contre sa famille, qu'à ceux qui lui étaient demeurés dévoués. Il attribuait l'inimitié des premiers aux malheureuses erreurs de son frère, et il voulait que leur souvenir en demeurât éteint avec sa mort (2).

Le gonfalonier, qui voyait approcher un orage, ne voulait point, pour mettre la république en état de défense, demander au peuple de nouvelles contributions, de peur d'augmenter le mécontentement. [1512] Il jugea donc plus convenable de faire supporter aux prêtres seuls les frais d'une guerre excitée par les prêtres. Il demanda au clergé florentin une subvention de cent mille florins à lever en quatre termes : cette somme devait être rendue aux prêteurs, au bout de l'année, s'il n'y avait point de guerre avec l'Église, au bout de cinq ans, si la guerre éclatait. Il fut assez difficile

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 556. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 296. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 101.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 549. — *Jacopo Nardi, Istor. Fior.,* L. V, p. 250. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 371.

d'obtenir le consentement des conseils à cette subvention. Dans chaque famille se trouvait un prêtre, qui, pour défendre ses propres bénéfices, menaçait l'État des conséquences funestes des censures ecclésiastiques, et arrêtait les suffrages de ses parents (1).

La saison la plus propre à tenir la campagne s'était écoulée sans aucune action d'éclat. Le roi de France avait licencié son armée après la bataille de Bologne; et il ne conservait plus en présence de l'ennemi qu'un petit nombre de gendarmes en garnison à Vérone. Les Vénitiens, ménageant la faiblesse du vieux Lucio Malvezzi, avaient eu la complaisance de le laisser à la tête de leurs armées, encore qu'il ne fût plus en état de les conduire, parce qu'ils ne pouvaient le décider à demander sa démission, et qu'ils ne voulaient pas affliger dans ses derniers jours un homme qui avait autrefois bien mérité d'eux. Il mourut enfin, et Jean-Paul Baglioni lui fut donné pour successeur (2). Maximilien s'était montré alternativement à Inspruck, à Trente, à Bruneck. De là il avait négocié avec la France, avec le pape, avec Venise; il avait menacé sans cesse l'Italie d'une invasion nouvelle: mais quand on le croyait prêt à paraître, tout à coup il s'éloignait pour une partie de chasse; il passait dans une autre ville, dans une autre province, où il n'était point attendu, et il croyait faire preuve d'une politique subtile, lorsqu'il déjouait tous les calculs que les autres avaient faits sur lui (3).

Cependant les provinces vénitiennes et celles du Ferrarais continuaient à être ravagées avec autant de fureur que jamais. Les bourgs et les châteaux étaient pris et repris, rançonnés et pillés, quand ils échappaient à l'incendie; les campagnes étaient dévastées; les malheureux paysans, réduits au désespoir, périssaient dans la misère. Maximilien, auteur de tous ces maux, n'abandonnait aucune des prétentions qu'il était hors d'état de faire valoir. Il ne voulait point de paix, et ne faisait point la guerre. Louis XII, au contraire, voulait la paix, et faisait la guerre pour un allié qui ne

(1) *Istor. di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 268-271. — *Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 297. — *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 552.

(2) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XI, p. 254 et 257. — *Fr. Belcarii Comm.*, L. XIII, p. 369.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 560.

le secondait pas, et qui lui inspirait une juste défiance. Il s'affligeait des vaines dépenses que lui causait Maximilien ; et comme il avait quelque penchant à l'avarice, il se refusait souvent à des déboursés, qui, en amenant la guerre à une plus prompte conclusion, auraient produit une économie réelle. Les Vénitiens soupiraient pour la paix, mais ils ne pouvaient l'obtenir de l'inconséquence de Maximilien ; le duc de Ferrare ne la désirait pas moins ardemment, mais elle lui était refusée par l'obstination du pape.

Toutes les négociations pour une pacification ayant échoué, et la ligue du pape avec Ferdinand ayant été publiée au commencement d'octobre, Louis XII donna ordre à M. de la Palisse d'assembler de nouveau l'armée française, de solder des fantassins, et d'attaquer la Romagne avant que les Espagnols y fussent parvenus. Il se proposait d'entrer lui-même en Italie au printemps suivant, avec des forces supérieures, et de forcer enfin ses ennemis à la paix. Mais avant que ces ordres fussent exécutés, la Lombardie fut alarmée par la nouvelle que les Suisses préparaient une seconde invasion.

Louis XII ne s'était pas contenté de refuser aux Suisses l'augmentation de vingt mille francs de pension qu'ils demandaient; il avait parlé d'eux en toute occasion avec mépris, il avait blessé leur orgueil national, il avait fait arrêter en Lombardie, avec des circonstances offensantes, un courrier des cantons de Schwitz et de Fribourg; et il avait ainsi secondé les intrigues du pape, qui excitait ces fiers montagnards, en leur promettant la gloire de chasser les Français d'Italie. Les Suisses avaient fait demander à Venise des canons, et cinq cents hommes de cavalerie (1); ils avaient aussi reçu quelque argent de cette république, et au commencement de novembre ils traversèrent le Saint-Gothard, et s'assemblèrent à Varèse au nombre de dix mille hommes, ayant avec eux sept petites pièces de campagne, et de grosses arquebuses, portées par des chevaux. La diète avait accordé à cette armée l'étendard déployé dans le siècle précédent à Nanci contre le duc de Bourgogne ; dès lors il n'avait plus été porté à la guerre. Ce drapeau révéré attirait sans cesse de nouveaux volontaires. En peu de temps

(1) *Petri Bembi,* L. XII, p. 270, 271.

ils furent plus de seize mille. Les Français n'avaient en Lombardie que treize cents lances et deux cent gentilshommes volontaires : encore une partie de ces troupes servait-elle à la garde de Vérone et de Brescia, une autre à celle de Bologne ; et Gaston de Foix, pour arrêter les Suisses, n'avait autour de lui que trois cents gendarmes et deux mille fantassins (1).

Les Suisses s'étaient avancés de Varèse à Galérate, et ensuite de là à Busti, sans rencontrer de résistance. Gaston de Foix et Jean-Jacques Trivulzio se tenaient sur leurs flancs pour les inquiéter, et n'osaient les combattre ; Théodore Trivulzio faisait en hâte fortifier Milan ; et les Milanais, quoiqu'ils détestassent le gouvernement français, redoutaient davantage encore l'arrivée de ces montagnards barbares, et soldaient à leurs propres frais des fantassins pour garder les murs. Les généraux français annonçaient bien qu'ils n'avaient aucune inquiétude, et qu'il leur serait facile de défendre la ville ; mais on leur voyait en même temps approvisionner le château, et faire des préparatifs qui annonçaient l'intention de s'y retirer.

Les Suisses, que rien n'arrêtait dans leur marche, arrivèrent jusqu'à deux milles des portes de Milan : là ils tournèrent tout à coup sur Monza ; mais reconnaissant apparemment leur incapacité pour l'attaque des villes, ils n'essayèrent point non plus de se rendre maîtres de Monza, et ils parurent se préparer à passer l'Adda ; les Français fortifiaient avec soin l'autre rive de ce fleuve, dans la crainte que les Suisses ne se joignissent à l'armée vénitienne. L'inquiétude était encore extrême à Milan, lorsqu'un capitaine suisse, muni d'un sauf-conduit, vint faire, au nom de ses compatriotes, l'offre de se retirer, si on leur payait un mois de solde. Il s'en retourna, rapportant aux Suisses une offre fort inférieure à leur demande. Il revint le lendemain avec des prétentions plus élevées que le premier jour. Gaston de Foix ajouta quelque chose à l'offre qu'il avait faite la veille, mais non point assez pour satisfaire les Suisses, et la négociation fut rompue ; néanmoins, à l'étonnement de toute l'Italie, les Suisses reprirent le jour sui-

(1) *Petri Bembi,* L. XII, p. 270.—*Fr. Guicciardini*, L. X, p. 263.—Mémoires du chev. Bayard, Ch. XLVII, p. 216. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 375.

vant le chemin de Como, et rentrèrent dans leur patrie (1). L'argent qu'ils avaient demandé pour l'armée ne leur avait point été payé; et si l'inquiétude que leur causait Gaston de Foix les déterminait seule à se retirer, comme le suppose Paul Jove (2), on a lieu de s'étonner qu'ils n'acceptassent pas sa dernière offre. D'autres, il est vrai, affirment que les capitaines suisses furent corrompus par l'argent qui leur fut payé en secret; et un capitaine d'Alt-Sax, ou de Super-Sax, est désigné comme négociateur de ce marché honteux (3).

Pour la seconde fois les Suisses avaient trompé la confiance du pape et des Vénitiens qui les avaient payés; leur mauvaise foi ou leur malhabileté leur faisait perdre ce haut crédit qu'ils avaient acquis par leur bravoure dans les guerres où la gendarmerie française les secondait. Cependant leur courte invasion faisait sentir tout le danger de la position des Français, avec l'armée du pape et de Raymond de Cardone en face, celle des Vénitiens sur un flanc, Gênes toujours agitée par les intrigues du pape sur l'autre, et les Suisses à dos. Louis XII alarmé fit passer à Gaston de Foix tout ce qu'il avait de troupes disponibles : il lui ordonna de ne rien épargner pour lever une nouvelle infanterie, et il sollicita les Florentins de se montrer les fidèles alliés de la France; de lui envoyer non point trois cents lances, comme ils y étaient obligés par les traités, mais toutes les forces qu'ils pourraient réunir, et de se souvenir que la cause pour laquelle il les pressait de combattre était la leur autant que la sienne, puisque, d'après la haine de Jules II et l'ambition de Ferdinand, ils ne pouvaient douter que ces princes n'abusassent contre eux de leur victoire, soit que les Florentins eussent ou non pris une part active à la guerre (4).

Le gonfalonier Sodérini sentait pleinement la force des raisons alléguées par le roi de France : il était persuadé du principe si souvent répété par Macchiavel, que le parti mitoyen est le plus pernicieux de tous, et qu'en ne secondant ni les uns ni les autres, on mécontente tout le monde. Il voyait qu'après avoir offensé le

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 564. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 376.

(2) *Vita di Alfonso d'Este,* p. 77. — *Vita di Leone X,* L. II, p. 110.

(3) *Anonimo Padovano, presso Muratori, Annali d'Italia,* Ad ann. — Mémoires de Bayard, Ch. XLVII, p. 217.

(4) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 565. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 377.

pape, on offenserait le roi de France, qui ne trouverait point qu'on fît assez pour lui, en ne lui envoyant que le secours stipulé par le traité, et que ce serait néanmoins une hostilité aux yeux de Ferdinand d'Aragon. Mais le parti qui s'opposait au gonfalonier avec l'intention de le perdre, se fortifiait dans cette occasion de tous ceux que la faiblesse de leur caractère attachait aux demi-mesures, et de ceux qu'un juste ressentiment contre Louis XII et la maison de France, pour les transactions relatives à la guerre de Pise, rendaient défiants envers une famille qui les avait si longtemps trompés. Aussi, malgré tous les efforts du gonfalonier, la république s'en tint à l'exécution stricte du traité qu'elle avait conclu avec Louis XII; et elle envoya même François Guicciardini, l'historien, en ambassade à Ferdinand, pour s'excuser d'avoir fourni ce secours à son ennemi (1).

Vers la fin de décembre, l'armée espagnole et pontificale commença à s'avancer en Romagne. Le vice-roi, don Raymond de Cardone, s'arrêta à Imola pour attendre le reste de ses troupes et son artillerie, tandis qu'il envoya Piétro Navarro, capitaine général de l'infanterie espagnole, attaquer les possessions du duc de Ferrare en Romagne. Toutes les bourgades et les châteaux que ce duc possédait au midi du Pô, se rendirent à Navarro, sur la sommation d'un trompette, à l'exception de la même bastie de la Fossa Géniolo, qui avait été attaquée l'année précédente, et secourue à temps par Bayard. Vestidel Pagano, officier distingué du duc de Ferrare, y commandait une garnison de cent cinquante fantassins : il opposa une vigoureuse résistance aux attaques de Piétro Navarro, jusqu'au dernier jour de l'année, où la bastie fut prise d'assaut, et la garnison passée au fil de l'épée. Vestidel blessé, accablé de fatigue et obligé de se rendre, fut ensuite massacré de sang-froid par les musulmans, dont l'infanterie espagnole était alors presque uniquement composée (2).

La possession de la bastie de Géniolo était de la plus haute importance aux yeux du duc Alphonse, pour l'attaque ou la défense

(1) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 577. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 377.

(2) *Ariosto, Orlando furioso*, Canto III, str. 54; et Canto XLII, str. 5. — *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 568. — *Petri Bembi*, Lib. XII, p. 272.— *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*, p. 71. *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 377. — *Muratori, Annali d'Italia*, Ad ann. 1512.

de Ferrare, parce qu'elle commandait la navigation du Pô. Aussi, dès qu'il sut que Navarro était retourné auprès du vice-roi, et qu'il n'avait laissé que deux cents hommes en garnison à la bastie, il vint attaquer cette place avec neuf pièces de canon. Ses murailles étaient encore ébranlées par le siége qu'elle venait de soutenir, et les Espagnols n'avaient pas eu le temps d'en fermer toutes les brèches; en sorte qu'Alphonse la prit d'assaut le même jour : mais il y fut blessé à la tête; et ses soldats, pour le venger aussi bien que le malheureux Vestidel, massacrèrent le capitaine et toute la garnison, sans en laisser un seul pour porter au pape la nouvelle de leur déroute. Tous ces petits combats ont acquis une importance classique par le poëme de l'Arioste : ils se passaient sous ses yeux; ils étaient le meilleur titre de gloire de son patron, et le poëte les a illustrés par ses vers (1).

Cependant l'armée du roi d'Espagne et du pape avait achevé de se réunir à Imola; et l'on n'en avait de longtemps vu une aussi redoutable. On y comptait, à la solde de Ferdinand, mille hommes d'armes, huit cents de chevau-légers que les Espagnols nommaient *ginètes* d'après les Maures, et huit mille fantassins espagnols. Fabrice Colonna y servait sous le vice-roi, avec le titre de gouverneur général; Prosper Colonna avait refusé de s'y ranger sous les ordres d'un autre. Un même orgueil avait empêché le duc d'Urbin d'accepter le commandement de l'armée du pape, qui devait être subordonnée à celle de Raymond de Cardone; le duc de Termini, que Jules II avait voulu lui substituer, venait de mourir à Città Castellana : c'était donc le cardinal-légat, Jean de Médicis, qui commandait l'armée pontificale, ayant sous ses ordres Marc-Antonio Colonna, Giovanni Vitelli, Malatesta Baglioni et Raphaël des Pazzi, avec huit cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers et huit mille fantassins (2).

Le plus ardent désir de Jules II était de recouvrer Bologne; et la première des opérations de l'armée combinée fut d'entreprendre le siége de cette ville. Elle prit position le 26 janvier 1512,

(1) *Ariosto, Orlando furioso,* Canto III et XLII, loco citato.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. X, p. 568.— *Jacopo Nardi,* L. V, p. 231.—*Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 105.—*Fr. Belcarii,* Lib. XIII, p. 378. — *Jo. Marianæ Histor. Hispan.,* L. XXX, c. VI, p, 307.

sur la terre couverte de neige, entre les montagnes et la grande route qui va de Bologne en Romagne; tandis que Fabrice Colonna vint, avec l'avant-garde forte de sept cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et six mille fantassins, se loger sur la route qui conduit en Lombardie, entre Bologne et le pont de Réno; occupant en même temps, sur sa gauche, les hauteurs de San-Michele in Bosco, et Santa-Maria del Monte. Les assiégeants commencèrent aussitôt à détourner les canaux qui amènent les eaux du Réno et de la Savenne dans les fossés de Bologne, et à former leurs esplanades autour de la ville, pour y établir leurs batteries (1).

Odet de Foix, seigneur de Lautrec, et Ives d'Allègre, commandaient la garnison française de Bologne; ils avaient sous leurs ordres deux cents lances françaises et deux mille fantassins allemands. Les quatre frères Bentivoglio avaient, de leur côté, mis sous les armes tous leurs partisans. Cependant, les fortifications antiques de Bologne, qu'on n'avait point eu le temps d'appuyer par des ouvrages nouveaux, ne paraissaient pas pouvoir résister longtemps à l'artillerie: l'enceinte des murs était trop vaste, la populace était tremblante, et plusieurs des chefs de la noblesse étaient suspects aux Bentivoglio (2).

L'attaque de Bologne présentait, il est vrai, des difficultés égales à sa défense. Les assiégeants venaient d'apprendre que Gaston de Foix était arrivé à Finale, à moitié chemin entre la Mirandole et Ferrare, et à une petite journée de Bologne; que son armée était déjà respectable, et qu'à toute heure il recevait de nouvelles troupes. On ne pouvait, avec un tel voisinage, laisser l'avant-garde de Fabrice Colonna au delà de Bologne, tandis que le reste de l'armée était du côté opposé; il fallait donc ou la rappeler au quartier général, ou aller la joindre: dans le premier cas, on laissait la ville ouverte aux secours que les Français voudraient y jeter; dans le second, l'armée entière était exposée à manquer de vivres. Si, comme le conseillait Piétro Navarro, on

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. X, p. 568.—*Jo. Marianæ,* L. XXX, c. VII, p. 308. —*Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 378.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 569. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 85. — Observations sur ces Mémoires, p. 343. *Giovio, Vita di Leone X,* p. 106.

donnait ordre à tous les soldats de faire provision de vivres pour cinq jours, encore courait-on risque que Bologne tînt plus longtemps, ou que l'armée, forcée à la retraite, et passant alors sous les murs de la ville, éprouvât tous les inconvénients qui avaient rendu désastreuse la déroute de Casalecchio. Don Raymond de Cardone, hésitant entre ces divers partis, n'osait point mettre en batterie sa grosse artillerie, de peur de manquer de temps pour la retirer, si Gaston de Foix lui venait livrer bataille. D'autre part, le cardinal de Médicis, qui n'entendait rien à la guerre, ne comprenant point toutes ces difficultés, le pressait de commencer l'attaque de Bologne avec une insistance qui offensait les militaires espagnols (1).

Enfin, Cardone, averti que Gaston de Foix s'occupait à soumettre Cento, la Piève, et d'autres châteaux bolonais du côté de Ferrare, tandis que son armée se rassemblait, jugea qu'il avait le temps de presser l'attaque de Bologne : il ouvrit ses batteries du côté de la porte San-Stéfano, par laquelle on va en Toscane, et il en rapprocha son avant-garde. En peu de temps il eut fait au mur une brèche de plus de cent brasses de longueur; et la tour de la porte fut tellement endommagée, que les assiégés furent obligés de l'abandonner. Dès lors il aurait pu donner un assaut avec quelque espérance de succès; mais Piétro Navarro voulut qu'on attendît l'explosion d'une mine qu'il faisait creuser sous la chapelle du Barracane, pour attaquer la ville par deux endroits à la fois. Sur ces entrefaites, Nemours, averti du danger que courait Bologne, y envoya cent quatre-vingts lances et mille fantassins (2).

La mine préparée par Piétro Navarro étant terminée, il la fit jouer; mais elle ne produisit point l'effet qu'il en attendait : le mur demeura entier, et la petite chapelle à la même place. Les assaillants prétendirent qu'au moment de l'explosion ils avaient vu la petite chapelle soulevée dans les airs, la ville ouverte, et les soldats rangés en bataille dans son intérieur; mais qu'en retombant à sa place en un seul bloc, elle avait exactement fermé la brèche qu'elle avait laissée. On crut avec empressement ceux qui prétendirent avoir vu s'opérer ce miracle, au milieu d'une épaisse

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 571. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 379.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 572.

fumée, dans un moment de terreur et de danger. On ne demanda point au capitaine Brisson, porte-enseigne du maréchal de Fleuranges, qui défendait cette même chapelle, comment il avait fait pour ne pas s'apercevoir du prodige : et le petit sanctuaire fut changé en un temple par les offrandes des dévots (1).

Cet événement miraculeux fut suivi par un autre qui ne paraît guère moins incroyable. Les assiégeants, informés du secours que Nemours avait fait passer à Bologne, jugèrent qu'il avait renoncé à s'approcher lui-même de cette ville avec toute son armée; et ils furent plus négligents à faire garder la campagne. Cependant Nemours avait senti la nécessité de repousser les Espagnols avant que les Vénitiens se fussent avancés, pour ne pas avoir leurs deux armées en même temps sur les bras; et il était parti de Finale dans la nuit du 4 au 5 février, avec mille trois cents lances, six mille fantassins allemands, et huit mille Français ou Italiens, pour entrer dans Bologne. Une neige et un vent effroyables l'avaient accompagné pendant sa route; mais il n'avait trouvé nulle part de corps de garde ni de vedettes sur les nombreux canaux qu'il avait dû traverser; aucun paysan n'était sorti de sa maison, par ce temps affreux, pour porter des nouvelles; et deux heures avant la nuit il était entré dans Bologne, sans avoir donné un coup de lance. Il s'était d'abord proposé d'attaquer les Espagnols le lendemain matin 6 février; mais comme il ne doutait point que son ennemi ne fût instruit de sa marche, et qu'il n'espérait pas le surprendre, il céda aisément à ceux qui lui persuadèrent de donner un jour de plus de repos à ses troupes, pour se remettre d'une marche aussi pénible. Raymond de Cardone toutefois n'apprit point l'arrivée de Nemours, ni ce soir même, ni pendant la plus grande partie du jour suivant. Lorsqu'il en fut instruit par un chevau-léger, que ses gens firent prisonnier, il jugea aussitôt nécessaire de faire retraite. Pendant la nuit du 6 au 7 février, il fit retirer ses canons des batteries; et le matin suivant, de bonne heure, il se porta sur Imola, en laissant la fleur de ses troupes à l'arrière-garde, pour repousser les attaques des Français (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 573. – Mémoires du maréchal de Fleuranges, T. XVI, p. 85. — Le récit de Guicciardini a été copié par Paul Jove, *Vita di Leone X,* p. 108; et par Belcarius, L. XIII, p. 380.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 573. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 231. — *Petri*

Mais Nemours, en faisant lever le siége de Bologne, éprouvait les plus vives inquiétudes sur Brescia. Dans cette ville et dans toutes celles de la Lombardie vénitienne, le gouvernement français était détesté; les paysans professaient l'attachement le plus vif pour la république : l'armée vénitienne s'approchait de cette frontière, et elle était commandée par le provéditeur André Gritti, qui joignait à la politique d'un sénateur vénitien l'activité d'un général. Les craintes de Nemours ne tardèrent pas à être réalisées; le 3 février, avant-veille du jour où le général français était entré à Bologne, André Gritti s'était rendu maître de Brescia, et il en assiégeait la citadelle (1).

Les Français s'étaient proposé de contenir la ville de Brescia dans l'obéissance par leur sévérité. Ils avaient fait couper la tête au comte Jean-Marie Martinengo : ils avaient fait passer en France plusieurs autres gentilshommes comme otages; et dans une querelle survenue entre le comte Gambara et le comte Louis Avogaro, ils avaient montré contre le second une partialité qui l'avait déterminé à la vengeance (2).

Avogaro écrivit au conseil des Dix à Venise, pour lui offrir son assistance et celle d'un parti nombreux, afin de ramener sa patrie sous l'autorité de la république. Il était resté dans Brescia pour exécuter le complot qu'il avait formé; mais, à la première approche d'André Gritti, la femme de l'un des conjurés, maîtresse du commandant de la forteresse, lui révéla la conjuration : l'ordre fut donné d'arrêter Avogaro, qui n'eut qu'à peine le temps de s'échapper. Gritti cependant s'était mis en marche avec trois cents hommes d'armes, treize cents chevau-légers et trois mille fantassins; il avait passé l'Adige à Albérè près de Légnago, et le Mincio entre Goïto et Valeggio; et il s'était présenté au jour convenu devant la porte que le comte Avogaro devait lui livrer : la fuite d'Avogaro, et la découverte de son complot, firent échouer cette tentative, et le fils d'Avogaro fut fait prisonnier par les Français (3).

Bembi, L. XII, p. 275. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 111. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 380. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.*, L. XXX, c. VII, p. 309.

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 574.

(2) Mémoires du chev. Bayard, Ch. XLVIII, p. 230.

(3) *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. XII, p. 272.

Ce malheur même redoubla l'activité du comte et son désir de se venger. Il parcourut le Val Trompia et le Val Sabbia, entre les rivières de Mella et de Chiésa ; il appela aux armes tous les montagnards aussi bien que les riverains du lac de Garda ; et le 3 février il renouvela son attaque de concert avec André Gritti. Pendant que celui-ci fixait l'attention des Français sur une des portes, une bande de paysans passa sous les murs, par la grille qui donne un écoulement au canal appelé Garzetta. Dans toutes les rues on entendit aussitôt répéter le cri de Saint-Marc ; et M. de Lude, qui commandait la garnison de Brescia, se retira dans le château avec ses soldats, et les gentilshommes attachés au parti français : leurs maisons furent pillées par la populace aussi bien que les équipages de la garnison ; plusieurs Français épars dans les rues furent massacrés, et le palais du comte Gambara, rival d'Avogaro, fut démoli (1).

Le soulèvement de Brescia fut aussitôt suivi par celui de tout le pays que les Français avaient conquis sur les Vénitiens. Bergame arbora l'étendard de Saint-Marc ; et la garnison française se retira dans les deux châteaux qui commandent cette ville : Orci-Vecchi, Orci-Nuovi, Pontévico, et tous les châteaux bressans et bergamasques ouvrirent leurs portes à André Gritti : Crémone et Crême attendaient son approche avec impatience ; mais les Vénitiens qui célébrèrent ces conquêtes avec des transports de joie, et qui nommèrent aussitôt des gouverneurs pour toutes les places qu'ils venaient de recouvrer, ne mirent pas autant de diligence à leur faire parvenir les secours nécessaires. Ils chargèrent toutefois Jean-Paul Baglioni de faire avancer son armée pour seconder Gritti, et attaquer la citadelle de Brescia, dont les murailles étaient déjà entr'ouvertes, et où du Lude, avec le capitaine basque Hérigoye, n'avait que peu de vivres (2).

Gaston de Foix reçut à Bologne, le lendemain de la retraite des Espagnols, le messager de M. du Lude, qui lui annonçait la

(1) *Fr. Guicciardini*, Lib. X, p. 574. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. XLVIII, p. 231. — *Petri Bembi*, Lib. XII, p. 273. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 381.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 575. — Mémoires de Bayard, Ch. XLVIII, p. 233. — *Petri Bembi*, L. XII, p. 274.

perte de Brescia, et lui demandait les plus prompts secours. Il laissa trois cents lances et quatre mille fantassins dans la ville qu'il venait de délivrer, et il repartit aussitôt avec tout le reste de son armée, à laquelle il fit faire une diligence jusqu'alors sans exemple. Pour suivre une ligne plus directe il traversa le Mantouan, n'en demandant la permission au souverain qu'après être déjà entré sur son territoire; à trois milles d'Isola della Scala, il atteignit Jean-Paul Baglioni, qui ne soupçonnait point son approche, et qui était loin de faire une aussi grande diligence; il l'attaqua sans hésiter, avec le petit nombre de gendarmes qui l'entouraient. Baglioni soutint ce premier choc avec beaucoup de bravoure; mais l'armée de Nemours s'avançait, et lui apportait sans cesse de nouveaux renforts; elle força enfin Baglioni à prendre la fuite, après lui avoir fait perdre beaucoup de monde. Gaston, sans s'arrêter, continua sa route vers Brescia; et il arriva devant cette ville le neuvième jour depuis son départ de Bologne (1).

La porte extérieure, ou du secours, du château de Brescia était ouverte à l'armée française; la porte intérieure, qui donnait sur la ville, n'était encore fermée que par un rempart élevé en hâte par André Gritti : mais huit mille hommes de bonnes troupes défendaient ce rempart. Nemours les fit sommer de lui rendre la place, en leur promettant vie et bagues sauves. Ils répondirent que la ville appartenait aux Vénitiens, et qu'avec l'aide de saint Marc ils espéraient la leur conserver. Le lendemain, 19 février, jour de jeudi gras, les Français descendirent, au point du jour, du château dans la cour. « En toute l'armée du roi de France, dit le loyal » serviteur, n'estoient point alors plus de douze mille combattants; » toutefois au peu de nombre qui y estoit, n'y avoit que redire, car » c'estoit toute fleur de chevalerie (2). »

Le capitaine Bayard avait demandé à former la première attaque; il marchait à la tête de la colonne française avec sa compagnie de cent cinquante gendarmes, auxquels il avait fait mettre

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 575. — Mémoires de Bayard, Ch. XLIX, p. 235-239. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 87. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 232. — *Petri Bembi,* L. XII, p. 275. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 115. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 381.

(2) Mémoires du chev. Bayard, Ch. L, p. 240.

pied à terre; à ses côtés marchaient les capitaines Malart et Hérigoye avec leurs Basques à pied : puis deux mille landsknechts du capitaine Jacob, et enfin environ sept mille fantassins français, sous les capitaines Bonnet, Maugiron et le bâtard de Clèves. Le duc de Nemours conduisait ensuite la gendarmerie qui avait mis pied à terre; et Louis de Brezé, grand sénéchal de Normandie, commandait les cent gentilshommes de la maison du roi. Ives d'Allègre avait été laissé hors de la ville avec trois cents hommes d'armes à cheval, pour garder la porte de Saint-Jean, la seule que les Bressans n'eussent pas murée (1).

Une petite pluie avait rendu le terrain glissant, et les hommes d'armes, couverts de leur pesante armure avec laquelle ils n'étaient point accoutumés à marcher, bronchaient souvent soit en descendant du château, soit en montant sur le rempart par lequel Gritti avait fermé la ville. Le duc de Nemours donna l'exemple d'ôter ses souliers pour s'affermir mieux sur le terrain; et la chevalerie française avait encore assez l'habitude des plus rudes exercices, pour que son pas fût plus assuré en marchant pieds nus (2). L'assaut fut violent, et la défense obstinée; enfin, Bayard franchit le premier le rempart : mais comme il l'avait à peine dépassé, il reçut dans le haut de la cuisse un coup de pique si rude, que la pique se rompit, et que le fer et un bout du fût demeurèrent dans la blessure. « Bien cuida être frappé à mort de la » douleur qu'il sentit; si commença à dire au seigneur de Molart : » Compaignon, faictes marcher vos gens, la ville est gaignée; de » moi, je ne saurois tirer oultre, car je suis mort. » Deux de ses archers, détachant une porte, l'y posèrent, et l'emportèrent dans une des maisons les plus apparentes de la ville, que la présence du chevalier sauva du pillage (3).

La chute du chevalier sans peur et sans reproche avait inspiré aux soldats français qui le suivaient un désir ardent de le venger. Le rempart était forcé; et les Vénitiens poursuivis se retirèrent

(1) Mémoires du chev. Bayard, p. 241. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 87. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XII, p. 275. — *Paolo Giorio, Vita di Leone X,* L. II, p. 115. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 382.

(2) Mémoires de Bayard, Ch. L, p. 245.

(3) *Ibidem,* p. 247.

devant le palais du capitaine de justice, sur la place du Broletto. Les Français y arrivèrent presque aussitôt qu'eux, et le combat recommença avec un nouvel acharnement. Les habitants ne perdaient point courage; ils faisaient pleuvoir, des fenêtres et des toits, les pierres, les tuiles, les brandons enflammés, et l'eau bouillante, sur les assaillants. La troupe vénitienne livra, sur la place du Broletto, un second combat non moins obstiné que sur le rempart; mais elle en fut chassée de nouveau, et alors elle ne trouva plus de refuge. Les vainqueurs la poursuivaient de rue en rue, et ils en faisaient un horrible massacre. Gritti et Avogaro comptaient encore s'enfuir par la porte de Saint-Jean; mais à peine eurent-ils fait abaisser le pont-levis, que Ives d'Allègre s'y précipita, et les attaqua de front, tandis qu'ils avaient Nemours derrière eux. Tous deux furent faits prisonniers, et aucun de leurs soldats ne fut épargné. Le massacre continua sans interruption, tant qu'il y eut, quelque part, de la résistance; les plus modérés comptent sept ou huit mille morts; les mémoires de Bayard vingt-deux mille, et ceux de Fleuranges quarante mille (1).

Le pillage commença seulement quand le sang eut cessé de couler; mais l'avidité du soldat répondit à sa férocité. Non content d'enlever tous les meubles des maisons, et tout ce qui avait quelque valeur, il fit prisonniers les habitants, et les força par des tourments à révéler en quel lieu ils avaient caché quelque partie de leurs richesses. Souvent, lorsqu'il ne pouvait tirer d'eux aucun aveu, ou lorsqu'il soupçonnait que ces malheureux ne lui avaient pas encore tout révélé, il les faisait périr à la torture. Tout ce qui avait été déposé dans les églises et les couvents fut la proie des soldats; les femmes les plus distinguées, et les religieuses elles-mêmes, ne furent point à l'abri des dernières violences. Bayard défendit de toute insulte la dame qui l'avait logé chez elle, et ses deux filles; mais leur profonde reconnaissance montra assez combien cet acte de générosité avait paru rare. Deux jours entiers furent accordés à toutes les horreurs de la licence militaire. Enfin, Gaston de Foix fit cesser le pillage, et fit sortir ses

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 577.—*Istor. di Giov Cambi,* T. XXI, f. 281. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 253, qui assure que l'on compta quatorze mille morts. — Mémoires de Bayard, Ch. L, p. 254.—Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 88.

troupes de la ville : mais il fit décapiter le comte Louis Avogaro sur la place publique; et ses deux fils subirent, peu après, le même supplice. Le pillage de Brescia fut estimé à trois millions d'écus, et l'on remarqua qu'il attira bientôt sur les vainqueurs la punition des cruautés qui l'avaient souillé. « Il n'est rien si certain, » dit le loyal serviteur, que la prinse de Bresse fut en Italie la » ruine des François; car ils avoient tant gaigné en cette ville de » Bresse, que la plupart s'en retourna et laissa la guerre, et ils » eussent fait bon mestier à la journée de Ravenne, comme vous » entendrez ci-après (1). »

(1) Mémoires du chev. Bayard, Ch. L, p. 245-258. — *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 577. — *Petro Bembo,* L. XII, p. 276. — *Anonimo Padovano, mssto presso Muratori, Annali d'Italia ad ann.* 1512. — *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 281-283. — *Jacopo Nardi,* Lib. V, p. 253. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso,* p. 78. — *Vita di Leone X,* L. II, p. 115. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 382. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXX, c. VIII, p. 310. — *Arnoldi Ferronii,* L. IV, p. 71.

CHAPITRE XI.

BATAILLE DE RAVENNE; MORT DE GASTON DE FOIX, ET AFFAIBLISSEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE; JULES II PERSISTE A REFUSER LA PAIX : DISSIMULATION DE MAXIMILIEN, IRRITATION DES SUISSES; ILS SE RÉUNISSENT AUX VÉNITIENS, ET CHASSENT LES FRANÇAIS D'ITALIE. — 1512.

L'un des plus grands maux que cause la violence des passions populaires, c'est qu'elle détruit dans le cœur humain les notions primitives du juste et de l'injuste, qu'elle confond ce qui est honnête avec ce qui est honteux. Lorsqu'on juge dans le calme la conduite des partis et de leurs coryphées, on s'étonne, et l'on s'afflige pour la nature humaine, de voir des peuples entiers applaudir à des actions qui nous révoltent, des individus distingués par les qualités les plus brillantes se souiller sans remords par une férocité ou une perfidie qui outragent l'humanité. On serait alors tenté de douter du pouvoir universel de la conscience, loi primordiale de notre existence, si l'on ne reportait pas ses regards sur l'influence entraînante que les jugements des autres exercent sur nous. L'amour du beau, l'amour du juste, est donné à chaque homme; mais la connaissance de ce qui est beau et de ce qui est juste n'est point assez rapide en lui pour devancer l'instruction qui lui est offerte par les autres. La lenteur de son esprit, et surtout sa paresse, ont besoin d'être dirigées par l'opinion publique; et le plus souvent l'assentiment de tous a tracé cette vraie ligne morale que chacun à part aurait eu de la peine à déterminer. Ainsi, la conscience est devenue presque toujours l'écho de la voix populaire; et l'homme même dont l'entendement est le plus supérieur, n'ayant point eu le temps d'examiner par lui-même toutes les questions de la morale, adopte, pour le plus grand nombre,

le jugement qui lui est suggéré par autrui, et qu'il croit devoir à des affections ou à des répugnances innées dans un cœur honnête.

Mais lorsque l'esprit de parti, s'emparant de la société, la partage en deux, chaque portion admet une croyance, qui, pour ceux qui suivent cette bannière, se présente avec tous les caractères de l'opinion publique, et devient comme elle le régulateur et le supplément de la conscience individuelle. La violence de l'esprit de parti s'attache presque toujours à des questions morales que le préjugé a décidées, et sur lesquelles la raison demeure en suspens. Tels sont, l'origine du pouvoir et sa légitimité, les devoirs des sujets, les droits des citoyens, la fidélité que les premiers croient devoir à leur monarque, que les seconds croient pouvoir exiger de leur gouvernement. L'examen de chacune de ces questions, d'où la conduite de l'homme d'honneur peut dépendre dans les occasions les plus importantes, effraye par sa difficulté : mais les hommes de parti ne les examinent pas ; ils adoptent le pour ou le contre avec une foi aveugle, qu'ils regardent comme leur sentiment moral, comme la voix de leur conscience; ils accusent de mauvaise foi ceux qui ont embrassé le système contraire au leur, et, se sentant appuyés de l'assentiment des seuls hommes qu'ils écoutent, des seuls hommes avec qui ils raisonnent, ils méprisent leurs adversaires, et voient des coupables dans tous ceux qu'ils combattent. Le philosophe seul reconnaît combien les principes sont difficiles à établir dans les questions abstraites de la politique, et combien elles présentent de faces différentes aux meilleurs esprits : aussi comprend-il toutes les opinions, les excuse-t-il toutes, et ne voit-il, dans les dissensions politiques, que des vainqueurs et des vaincus.

Le comte Louis Avogaro, et le parti nombreux qu'il avait entraîné dans la rébellion, pouvaient justifier leur cause par tous les noms les plus sacrés parmi les hommes. Lorsqu'Avogaro voulait rétablir dans sa patrie cette même autorité de la république de Venise sous laquelle il était né, et sous laquelle son père avait vécu, il s'armait pour ce que les hommes sont convenus d'appeler le pouvoir légitime; il combattait en même temps pour la liberté, que l'Italie croyait voir dans le gouvernement républicain de Venise; il combattait pour l'indépendance italienne, contre le joug

d'une nation étrangère; il combattait enfin pour la religion et l'Église, car le pape avait embrassé la défense de Venise, et ses adversaires étaient flétris du nom de schismatiques. Cependant l'un des héros de la France, Gaston de Foix, condamna Avogaro au supplice avec ses deux fils; il s'efforça de l'entacher du nom de traître : il ne crut point le sacrifier à la politique, mais à la justice; et il assista lui-même à une exécution dont il semblait s'applaudir. Un poëte français, regardant Avogaro comme dévoué à la honte, ne s'est fait aucun scrupule de le noircir de perfidies supposées; et plus le nombre des tragédies historiques est petit en France, plus le rôle odieux que Du Belloy a fait jouer au comte Avogaro a laissé une forte impression populaire contre lui (1). Enfin, les historiens français, loin de rougir du massacre de Brescia, se sont plu à en exagérer les conséquences. Ils n'y ont vu que des journées glorieuses pour Louis XII, le père du peuple, ou pour Nemours, l'idole de l'armée; et ils ont accablé de leur mépris ceux que leurs compatriotes avaient vaincus, sans paraître comprendre les nobles sentiments qui leur avaient mis les armes à la main.

La réputation et le caractère de Gaston de Foix, duc de Nemours, sont de nouveaux exemples de l'influence des préjugés de parti. Ce prince, né le 10 décembre 1489, et qui était entré depuis peu dans sa vingt-troisième année, si on le juge sur sa gloire, est un des plus grands hommes qu'ait produits la France; si on examine ses actions, il paraît un des chefs les plus féroces qui aient conduit les armées. Dans la bataille, où il accordait rarement aucun quartier à ses ennemis, on le voyait sans cesse exciter ses soldats au carnage; dans les villes conquises, aucun ne traitait avec plus de dureté les peuples vaincus, et ne les soumettait à des contributions plus pesantes; dans son camp, où la négligence de M. de Chaumont avait laissé s'enraciner des habitudes d'indiscipline, aucun chef n'avait rétabli l'ordre par une sévérité plus constante et par une rigueur plus inflexible : aucun enfin ne ménageait moins la vie de ses soldats; il les entraînait par des marches rapides au travers des marais ou dans des neiges profondes; et il les faisait

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 577. — *Paolo Giov., Vita di Leone X,* L. II, p. 115. — *Gaston et Bayard,* tragédie de Du Belloy, 1771.

bivouaquer à découvert au milieu des glaces, pendant l'hiver le plus rigoureux.

Mais un général, plus encore qu'un homme d'État, est l'ouvrage de son siècle et de ce préjugé si puissant qui a couvert de tant de gloire le succès militaire. Il n'est pas juste de rendre un individu responsable d'une opinion populaire à laquelle chacun de nous peut-être a contribué. Les applaudissements que les plus faibles ont donnés aux forts en toute occasion, cet enthousiasme que le sexe le plus timide ressent pour la bravoure, cette couronne de gloire dont les poëtes ont chargé le front des vainqueurs, ont été autant d'offenses faites à l'humanité. L'opinion publique s'est plu à enivrer les guerriers, pour les déchaîner ensuite contre la société; elle a réservé tous ses lauriers pour leurs victoires, sans leur demander compte ni des motifs de guerres, ni des moyens de succès: elle demeure seule responsable de la redoutable frénésie des conquérants. Ceux-ci ne sont que ce que le monde les a faits; et Gaston de Foix, l'un des hommes qui peut-être a fait le plus de mal à l'humanité, proportionnellement à sa courte carrière, n'en méritait pas moins, par l'élévation de son âme, comme par ses talents, l'estime qui lui a été accordée.

Gaston de Foix, qui avait été pourvu à vingt-deux ans du commandement important de la Lombardie, avait donné dans cette première jeunesse, les preuves d'un talent militaire que peu de vieux guerriers ont égalé. Entouré d'ennemis tous également dangereux, il avait, au cœur de l'hiver, fait face à tous successivement avec la même armée; et toujours il les avait surpris dans une sécurité parfaite, tandis que ceux-ci le croyaient occupé par d'autres adversaires. Depuis le mois de novembre, il avait harassé les Suisses descendus en Lombardie, et les avait forcés à repasser leurs montagnes; il avait contraint l'armée du roi d'Espagne et du pape à lever le siége de Bologne, et à se retirer en Romagne; il avait battu Jean-Paul Baglioni avec les Vénitiens entre l'Adige et le Mincio, et il avait enfin repris Brescia, où il avait détruit l'armée de Gritti et d'Avogaro. Après cette dernière victoire, il paraissait s'abandonner au plaisir, et ne plus songer qu'aux fêtes du carnaval; mais pendant ce temps son armée marchait et se préparait à frapper de nouveaux coups: aussi, pour le tirer de cette dissipation trompeuse, n'avait-il pas besoin des messages de

Louis XII, qui lui arrivèrent coup sur coup, en le pressant de marcher au combat (1).

Louis XII voyait enfin se former l'orage que Jules II s'occupait depuis si longtemps d'attirer sur lui. Ferdinand avait profité de l'influence qu'il exerçait sur son gendre, Henri VIII d'Angleterre, pour l'engager à signer à Londres, le 17 novembre 1511, une alliance dont le but avoué était de faire recouvrer à l'Angleterre la possession de la Guienne, tandis que Ferdinand comptait en profiter pour faire lui-même la conquête de la Navarre. Jean d'Albret, roi de Navarre, avait embrassé aveuglément tous les intérêts de la France : pour complaire à Louis XII, il avait reconnu le concile de Pise ; et il se trouvait compris dans les excommunications fulminées contre ses fauteurs. Ferdinand ne croyait pas avoir besoin d'autre prétexte pour s'emparer de ses États ; mais il fallait détourner les secours que la France aurait envoyés à son allié. Dans ce but, Ferdinand engageait Henri VIII à attaquer la Guienne ; et il lui offrait, pour l'aider à en faire la conquête, cinq cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et quatre mille hommes de pied (2).

Henri VIII tint secret pendant quelque temps le traité qu'il avait signé avec Ferdinand ; il en nia l'existence à Louis XII, qui en avait eu qnelque indice : il reçut même de celui-ci, le 9 décembre, un dernier payement du subside que le roi de France avait promis de lui donner pour le maintien de la paix (3). Mais à l'ouverture de son parlement, le 4 février, il communiqua à cette assemblée son projet d'attaquer la France pour dissoudre le concile de Pise, et faire rendre Bologne à l'Église. Il obtint en retour des subsides considérables, pour l'exécution de projets qui semblaient fort étrangers à l'Angleterre (4). Un vaisseau du pape, le premier qui eût encore déployé, dans la Tamise, l'étendard pontifical, arriva à Londres chargé de vins grecs et de fruits du Midi, que le

(1) *Jo. Marianæ de rebus Hisp.*, L. XXX, c. VIII, p. 310. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. L, p. 256.

(2) *Rymer*, *Fœdera et Conventiones*, T. XIII, p. 311. — Rapin de Thoyras, Hist. d'Angleterre, L. XV, T. VI, p. 41.

(3) *Rymer*, *Fœdera*, T. XIII, p. 310.

(4) Rapin de Thoyras, Lib. XV, p. 44. — *Hume's History of England*, Ch. XXVIII, T. V, p. 112.

pape destinait en présent aux prélats, aux lords et aux membres de la chambre des communes : cet honneur nouveau et inouï séduisit les Anglais aussi bien que le roi; et la nation tout entière s'associa avec enthousiasme à une guerre sans motif (1).

Louis XII avait à redouter l'attaque des Anglais sur toutes ses côtes, celle de Ferdinand sur toute la frontière des Pyrénées, celle des Suisses sur la Bourgogne aussi bien que l'Italie. Dans cette dernière contrée, le pape, le vice-roi de Naples et les Vénitiens menaçaient de nouveau son lieutenant, le duc de Nemours, tandis que Maximilien, son seul allié, pour lequel il s'était jusqu'alors épuisé d'hommes et d'argent, non-seulement ne le secondait point, mais même lui faisait craindre à toute heure qu'il ne passât au parti de ses ennemis. Maximilien venait de lui promettre la continuation de son amitié; mais il y avait joint des demandes si exorbitantes, des plaintes si injustes et si ridicules, qu'elles semblaient présager une prochaine brouillerie (2). Comme il n'avait confié ses secrets à aucun confident, on ne saurait décider s'il était dès lors résolu à tromper Louis XII, ou s'il cédait sans projets à son inconséquence habituelle.

Les Florentins eux-mêmes vacillaient dans l'alliance de la France; leurs secours n'arrivaient point à l'armée; le terme de l'alliance expirait dans peu de mois, et ils se refusaient à la renouveler; ils négociaient sans cesse avec Ferdinand et don Raymond de Cardone, et ils venaient de se faire relever par le pape de l'excommunication prononcée contre eux. Quant au duc de Ferrare et aux Bentivoglio, ils demeuraient, il est vrai, fidèles à Louis XII; mais leur alliance était une charge et non un bénéfice ; incapables de se défendre par eux-mêmes, ils n'attendaient de protection que de la France. La seule espérance de Louis XII était dans l'armée de Gaston de Foix. Si celui-ci battait Raymond de Cardone, il pouvait inspirer à Jules II assez de terreur pour l'amener à signer la paix (3).

Gaston de Foix, dès que son armée fut parvenue de nouveau au Finale de Modène, vint l'y rejoindre ; il avait reçu des renforts de

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 578. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 383.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 579. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 383.
(3) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 580. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 384.

France, et il comptait sous ses ordres seize cents lances, cinq mille fantassins allemands, cinq mille Gascons, et huit mille Italiens ou Français. Le duc de Ferrare lui amena encore cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers, et le train d'artillerie par lequel il l'emportait alors sur tous les princes de l'Europe. Le cardinal de San-Sévérino, qui s'était fait donner par le concile de Pise, transféré à Milan, le titre de légat de Bologne, était venu joindre l'armée en appareil militaire : heureux de s'éloigner d'une assemblée qu'on abreuvait de mortifications, car les prélats n'avaient pas été reçus avec moins de défaveur à Milan qu'à Pise. Le peuple les accablait d'injures dans les rues; et le clergé, se soumettant à l'interdit prononcé par le pape, avait suspendu le service divin (1).

Le 26 mars, Gaston partit du Finale de Modène pour s'avancer dans la Romagne. Autant il désirait livrer bataille, autant Raymond de Cardone était résolu à l'éviter. Ce dernier avait sous ses ordres quatorze cents hommes d'armes, mille chevau-légers, sept mille fantassins espagnols, et trois mille Italiens; et il attendait encore six mille Suisses, que le cardinal de Sion s'était engagé à lui conduire aux frais communs du pape et des Vénitiens. Cependant Ferdinand lui avait donné l'ordre d'éviter toute action, pour attendre que l'attaque des Anglais forçât Louis XII à rappeler son armée d'Italie. Aussi reculait-il devant l'armée française, occupant toujours des lieux forts, où il ne pouvait être attaqué sans désavantage (2).

Nemours voulut d'abord pénétrer entre Castel-Guelfo et Médicina, au levant de Bologne; et les Espagnols prirent position à quatre ou cinq milles de distance, sous les murs mêmes d'Imola. Nemours vint les y chercher, et s'approcha jusqu'à un mille de leur armée; néanmoins lorsqu'il reconnut que leur position était presque inattaquable, il continua son chemin sur Forli. Mais tandis que les deux armées étaient en présence, les Espagnols, qui se croyaient sur le point d'être attaqués, se pressaient autour

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 560 et 581. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 385. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 233.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 581. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 385. — Mémoires de Bayard, Ch. L, p. 257.

du légat, Jean de Médicis, pour lui demander l'absolution de leurs péchés. Ils avaient un tel désir de toucher ses habits, qu'abandonnant leurs drapeaux et leurs rangs pour se serrer autour de lui, ils excitèrent dans leurs chefs une sérieuse inquiétude. Toutefois, nous dit Giovio, le légat pleurait de joie en voyant que ces Espagnols si féroces, si adonnés à la rapine et au carnage, nourrissaient en même temps des sentiments si religieux. Médicis s'avança au milieu d'eux avec une croix d'argent : il prononça leur absolution, et leur promit les récompenses éternelles, s'ils étaient tués pour la défense de l'autorité pontificale; mais en même temps, il les supplia de ne pas rompre leurs rangs pendant que l'ennemi était si près d'eux (1).

Les jours suivants, Nemours continua de tenter de faire sortir, par des marches habiles, les Espagnols de leur position : mais ceux-ci, qui avaient leur gauche appuyée à l'Apennin, trouvaient toujours des campements avantageux en pivotant sur cette aile, tandis que les Français, qui s'avançaient par une plaine très-basse et coupée de canaux, ne trouvaient jamais une position où il pût leur convenir d'engager la bataille (2).

Pendant que les deux généraux déployaient leur habileté dans ces manœuvres, Gaston de Foix reçut de Louis XII un courrier, pour le presser de livrer bataille. Il venait d'apprendre que Maximilien avait conclu, par l'entremise du pape, une trêve de dix mois avec les Vénitiens, sous condition que ceux-ci lui payeraient cinquante mille florins, et que l'une et l'autre puissance garderait ce qu'elle possédait. En même temps Jérôme Cavanilla, ambassadeur du roi d'Aragon, avait demandé son audience de congé : ce qui paraissait annoncer une attaque prochaine du côté des Pyrénées. Gaston lui-même avait reçu des avis qui redoublaient son impatience de combattre, mais qu'il cachait soigneusement à tous ses officiers. Le capitaine de ses landsknechts, Jacob von Embs ou Empser, était depuis longtemps au service de France; il avait été bien traité par le roi, et quoiqu'il ne parlât point français, il était attaché à son service. Le 8 avril, lendemain de l'arrivée de Bayard au camp, Empser reçut de l'ambassadeur de Maximilien

(1) *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 117.
(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 582. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 385.

à Rome, un ordre adressé à tous les Allemands qui servaient la France : au nom de l'Empereur on leur commandait de quitter immédiatement l'armée, et de refuser de combattre les troupes du pape ou du roi d'Aragon. Jacob Empser, sans avoir communiqué cet ordre à personne, le porta à Bayard, et lui demanda conseil. Bayard le conduisit au duc de Nemours; tous deux engagèrent le capitaine Jacob à promettre de garder le secret : mais un autre courrier pouvait porter un ordre semblable à quelque autre des capitaines allemands; et s'ils obéissaient, si leurs compatriotes qui faisaient seuls le tiers de l'armée française venaient à se retirer, cette armée était perdue sans avoir combattu (1). Ces motifs déterminèrent Nemours à tourner brusquement sur Ravenne, persuadé que Raymond de Cardone ne laisserait pas prendre sous ses yeux une ville si importante, et qu'en la défendant il lui présenterait l'occasion si désirée de combattre (2).

Cardone en effet résolu de défendre Ravenne, y envoya Marc-Antonio Colonna avec soixante hommes d'armes, cent chevau-légers, et six cents fantassins espagnols; mais, pour déterminer Marc-Antonio à s'enfermer dans cette ville, il fallut que le vice-roi, le légat, Fabrice Colonna et Piétro Navarro, s'engageassent tous sur leur foi à secourir Ravenne, si les Français en formaient le siége.

Les deux premières rivières qui, descendant des Apennins, se jettent dans la mer, et non pas dans le Pô, le Ronco et le Montone passent l'une à droite, l'autre à gauche de Forli, à peu de distance de cette ville, et, se réunissant au-dessous des murs de Ravenne, se jettent dans la mer à trois milles plus bas. Nemours s'était avancé entre ces deux rivières; il y avait pris de force le château de Russi qu'il avait pillé; puis il avait tracé son camp en face des murs de Ravenne, appuyant sa droite au Ronco et sa gauche au Montone, et il avait ouvert ses batteries. Déjà il commençait à manquer de vivres : ses fourrageurs avaient sept ou huit milles à faire pour trouver quelque chose à enlever dans la campagne; et les Vénitiens, maîtres du Pô, lui coupaient les communications avec Ferrare (3).

(1) Mémoires de Bayard, T. XV, ch. LII, p. 258.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 583. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 386. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. II, p. 118.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 584.—*Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 386.—Mémoires

Il était instant de sortir d'une position aussi dangereuse; et l'artillerie de Nemours ayant fait aux murailles de Ravenne une brèche de trente bras, ou moins de soixante pieds de largeur, il résolut d'y donner l'assaut encore que la brèche fût élevée de près de six pieds, et qu'on ne pût y parvenir qu'avec des échelles. Pour exciter l'émulation entre les nations qui servaient ensemble dans son armée, il fit marcher séparément à l'assaut, le matin du 9 avril, jour du vendredi saint, les Allemands, les Italiens et les Français. Devant chaque corps, marchaient à pied dix gendarmes en armure complète, choisis sur toute la cavalerie. Les assaillants montèrent en effet à la brèche avec la bravoure la plus intrépide, et s'y maintinrent sous le feu des ennemis, avec une grande obstination; mais l'ouverture faite à la muraille était si étroite et si difficile à atteindre, qu'elle laissait à ses défenseurs les plus grands avantages. Les Espagnols demeurèrent inébranlables à leur poste; et les Français furent repoussés. François de Beusseraille, seigneur de l'Espy, maître de l'artillerie, et Châtillon, furent blessés mortellement; Frédéric de Bozzolo, cadet de la maison de Gonzague, qui acquit ensuite une grande réputation, fut aussi blessé; quinze cents morts entre les deux partis demeurèrent sur le champ de bataille (1).

L'armée espagnole était sous Faenza, en dehors de la porte qui conduit à Ravenne, lorsqu'elle fut informée de l'entreprise de Gaston de Foix : elle se rapprocha immédiatement, passa le Montone à Forli, et chemina entre les deux rivières, puis elle passa encore le Ronco et suivit sa rive droite. Fabrice Colonna voulait qu'arrivée à trois milles de Nemours elle s'arrêtât : elle aurait ainsi tenu les Français dans la crainte. S'ils avaient pris Ravenne, comme on n'aurait pu retenir leurs aventuriers du pillage, les Espagnols seraient tombés sur eux dans ce moment de désordre,

du chev. Bayard, Ch. LII, p. 258. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.*, L. XXX, cap. IX, p 312.

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 584. — Fr. Belcarius, qui se borne habituellement à le traduire, prend les *bracci,* pour des brasses marines, et leur donne cinq pieds, L. XIII, p. 386. — Mémoires de Bayard, Ch. LII, p. 275. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 89. — *Muratori*, *Annali ad ann.* 1512. — *Paolo Giorio. Vita di Alfonso*, p. 79.

et les auraient mis facilement dans une complète déroute (1). S'ils demeuraient inactifs, le manque de vivres ne pouvait tarder à se faire sentir à eux, et devait les réduire à la plus grande détresse. Mais Navarro n'approuvait jamais un avis qu'il n'avait pas ouvert lui-même; il désirait une bataille où il pût déployer la supériorité de son infanterie : il persuada à Raymond de Cardone d'avancer; et en effet, le 10 avril, Cardone parut tout à coup à la vue de l'armée française, sur l'autre bord du Ronco; tandis que celle-ci était occupée d'une négociation entamée par les habitants de Ravenne pour se rendre (2).

Nemours se hâta de retirer ses canons des batteries, pour les tourner contre l'armée espagnole; en même temps, il assembla un conseil de guerre, pour choisir entre les partis divers qui s'offraient à lui. Si on laissait les Espagnols entrer dans Ravenne, il n'y avait plus de chances de prendre cette ville, et la retraite pouvait devenir dangereuse et honteuse: mais, pour les arrêter, il fallait passer le Ronco en leur présence, les attaquer dans leur marche, et même, en le faisant, on ne pouvait les empêcher de gagner, s'ils le voulaient, la forêt de pins qui s'étend jusqu'à la mer, et d'arriver aux portes de la ville en évitant le combat (3).

L'erreur ou la présomption de Raymond de Cardone tirèrent le duc de Nemours de l'embarras où il se trouvait. Le premier, au lieu d'entrer dans Ravenne comme il aurait pu le faire, traça son camp en vue des Français, à trois milles de distance de la ville, avec l'intention de les mettre entre deux feux; il employa toute la nuit à couvrir le front de son armée par un fossé large et profond. Nemours, averti de cette détermination, fit sentir à son conseil de guerre qu'il ne fallait pas hésiter à attaquer les ennemis malgré leurs retranchements. En conséquence, il fit, pendant la nuit, jeter des ponts sur le Ronco, et raser les digues qui le contiennent: ensuite, au point du jour, le dimanche même de Pâques,

(1) Mémoires de Bayard, Ch. LII, p. 275.—Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 89.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 585 —*Jo. Marianæ de rebus Hisp.,* L. XXX, cap. IX. p. 312.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 585.—*Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 387.—*Jacopo Nardi,* L. V, p. 234. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso,* p. 81.

plus bas que le camp de Cardone, et voyant que les Espagnols ne sortaient point de leurs retranchements, elle marcha vers eux dans la même ordonnance, sans que sa droite quittât le bord du fleuve, et en conservant toujours la forme d'une demi-lune. Lorsqu'elle fut arrivée à quatre cents pieds du fossé, elle s'arrêta, et la canonnade commença. L'infanterie française était presque à découvert, exposée à un feu terrible : celle des Espagnols, par ordre de Navarro, s'était couchée sur le ventre, derrière la digue de la rivière, et n'éprouvait presque aucun dommage. Le grand Fabian, l'un des meilleurs chefs de l'infanterie allemande, fut des premiers emporté par le canon. Jacob Empser et M. de Molart s'assirent sous le feu, en tête de leur troupe, et s'y firent donner à boire; mais tous deux y furent tués. De quarante capitaines français de l'infanterie, il y en eut trente-huit de tués; et cette infanterie avait perdu deux mille hommes, lorsque les autres impatientés, voulurent enlever de force les batteries de Piétro Navarro. C'est là que M. de Maugiron fut tué sur une charrette dont il voulait s'emparer. Après avoir perdu plus de douze cents hommes à cette attaque, les Français furent repoussés : mais quand les Espagnols voulurent les poursuivre, ils furent ramenés à leur tour, par un corps de landsknechts et de Picards, qui n'avaient pas pris de part à l'action; puis chacun rentra dans son poste, et la canonnade continua (1).

Pendant ce temps, le duc de Ferrare avait fait passer rapidement une partie de ses canons par derrière la ligne française, de l'aile droite où ils étaient d'abord, à l'extrémité de l'aile gauche. Là il arrivait tout à fait sur le flanc des Espagnols, et de cette nouvelle batterie, il enfilait toute leur ligne. Ses boulets atteignaient même jusqu'à l'aile droite française, et y firent assez de mal. On assure que quelqu'un, par cette considération, voulant faire suspendre son feu, Alphonse cria aux canonniers : « Courage, » mes amis! n'importe sur qui tombent vos coups, ils sont tous » étrangers; et pour des Italiens, ils sont tous ennemis (2). »

(1) Mémoires de Fleuranges, p. 94. — Mémoires de Bayard, Ch. LIV, p. 302. — *Jo. Marianæ de reb. Hispan.*, Lib. XXX, ch. IX, p. 314.

(2) *Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este,* p. 83; mais il ajoute qu'Alphonse lui affirma à lui-même qu'il n'avait jamais tenu ce propos.

L'infanterie espagnole, toujours couchée sur le ventre, évitait cependant la canonnade : mais les gendarmes, qui présentaient beaucoup plus de hauteur et de surface, étaient aussi bien plus exposés. Bientôt le champ de bataille fut couvert de leurs membres épars et de ceux de leurs chevaux. Piétro Navarro, qui avait formé lui-même l'infanterie espagnole, et qui mettait en elle toute sa confiance, regardait avec beaucoup d'indifférence la destruction de ses gendarmes italiens : il jugeait que les Français ne souffraient pas moins; et il comptait que lorsque les deux gendarmeries auraient été également hachées par la canonnade, ses fantassins espagnols, qu'il avait conservés intacts, n'auraient pas de peine à mettre en pièces l'infanterie allemande et française (1).

Mais la gendarmerie était commandée par les hommes les plus distingués de l'armée, et par ceux qui pouvaient le moins se résigner à ce qu'on les sacrifiât à l'avantage d'un corps qu'ils méprisaient. Fabrizio Colonna envoya message sur message au vice-roi, pour lui demander la permission de sortir de ses retranchements, et de charger. Ne pouvant l'obtenir, ni contenir davantage ses gendarmes, il s'écria : « Ce n'est pas à nous à mourir honteuse- » ment, à cause de l'obstination et de la jalousie d'un Maure » mécréant (*Marrano*). Ne lui sacrifions pas davantage l'honneur » de l'Espagne et de l'Italie. Sortons, et si nous devons mourir, » que ce soit du moins en vendant chèrement notre vie aux » Français. » Il entraîna ainsi, sans en avoir reçu l'ordre, sa troupe en dehors du fossé, et vint charger les ennemis. Ce mouvement contraignit Piétro Navarro à le suivre : il fit relever son infanterie espagnole, jusqu'alors couchée à plat ventre; et il la conduisit avec fureur contre l'infanterie allemande (2).

Les gendarmes de Fabrice Colonna, même avant la bataille, n'étaient point estimés à l'égal de la gendarmerie française : après la perte effroyable qu'ils avaient soufferte pendant la canonnade, ils ne pouvaient plus se mesurer avec elle, en conservant quelque

(1) *Fr. Guicciardini,* Lib. X, p. 589. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 236. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 123.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 589. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 388. — Mémoire de Bayard, Ch. LIV, p. 303. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 124.

espérance de succès. Tandis qu'ils marchaient droit à l'artillerie du duc de Ferrare, ils furent pris en flanc par Ives d'Allègre, qui, au bruit de la canonnade, était arrivé avec toute l'arrière-garde; et, malgré la défense la plus obstinée, ils furent rompus, renversés, ou mis en fuite. Fabrice, entouré d'un cercle de cavaliers, se défendait encore; Alphonse d'Este s'approcha de lui, et lui cria : « Romain, ne te fais pas tuer par obstination; reconnais » que la journée est perdue, et rends-toi à moi. — Qui es-tu, ré- » pondit Fabrice, toi qui parais me connaître? — Je suis Alphonse » d'Este; de moi tu n'as rien à craindre. — Je me rends volon- » tiers à un ennemi si généreux, mais c'est sous condition que » tu ne me livreras point aux Français, ennemis de ma famille. » Alphonse leva la main pour le promettre; et c'est ainsi que commença une liaison qui, plus tard, sauva au duc de Ferrare sa liberté (1).

Le vice-roi, et Carvajal, après le premier choc de la gendarmerie, prirent la fuite, trop tôt pour leur honneur, et tandis que la victoire pouvait encore être disputée. Antonio de Leyva, qui servait encore dans une condition obscure, les escorta dans leur retraite. Le marquis de La Palude, qui avait amené à la charge la seconde bataille, déjà fort endommagée par l'artillerie, fut fait prisonnier, après avoir perdu un œil : les chevau-légers enfin n'eurent pas un meilleur sort; et leur chef, le jeune Pescaire, destiné ensuite à tant de gloire, commença sa carrière militaire par les blessures et la captivité (2).

La lutte de l'infanterie n'était pas si près d'être décidée. Les fantassins espagnols avaient attaqué les Allemands; leur armure n'était point la même. Les landsknechts portaient une pique de seize à dix-huit pieds de longueur, et un sabre au côté. Leur poitrine était couverte par un corselet de fer; ils n'avaient pas de bouclier, ni d'autres armes défensives. Les Espagnols, au contraire, pour toute arme offensive, n'avaient que l'épée et le poignard; mais ils portaient un bouclier, et leur tête, leurs jambes,

(1) *Paolo Giovio* tenait ce dialogue de la bouche de l'un et de l'autre interlocuteur. *Vita di Alfonso dà Este,* p. 83.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 590. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 389. — *Pauli Jovii Ferdinandi Avali Piscarii Vita,* L. I, p. 280.

leurs bras, aussi bien que leurs corps, étaient défendus par une armure complète (1). Au premier choc, les Allemands, s'avançant la pique basse, renversèrent un grand nombre d'Espagnols, ceux-ci ne s'en laissèrent point effrayer, ils s'avancèrent toujours, et réussirent enfin à pénétrer entre les piques. Alors les Allemands, en quelque sorte désarmés, se trouvèrent exposés à tous leurs coups. Leurs piques, loin de leur servir de défense, les empêchaient de se mouvoir; leurs sabres mêmes, quand ils essayaient de les tirer, demandaient de l'espace pour frapper du tranchant, tandis que les Espagnols les attaquaient de pointe, et pénétraient sans peine par les défauts de leur armure. Le carnage fut épouvantable; et les Allemands auraient tous péri sous les coups des fantassins espagnols, qui souvent se glissaient par terre entre leurs jambes, et les frappaient du poignard, si Ives d'Allègre, et bientôt après Gaston de Foix, n'étaient venus au secours des premiers avec toute la cavalerie française, à laquelle l'espagnole avait abandonné le champ de bataille (2).

Ives d'Allègre avait perdu l'année précédente Mélilot, un de ses fils, dans un combat près de Ferrare; l'autre, M. de Viverots, fut tué sous ses yeux à la bataille de Ravenne, au moment où il attaquait les Espagnols. D'Allègre, ne voulant pas survivre à ce nouveau malheur, se jeta dans le plus épais des ennemis; il songeait bien plus à se venger qu'à se défendre, et il y mourut percé de coups. L'infanterie espagnole se retirait cependant en bon ordre, marchant au petit pas, et combattant toujours; elle suivait le bord de la rivière, entre les eaux et la digue qui devait les contenir. Gaston de Foix, irrité de l'affreux carnage qu'elle avait fait des siens, ne voulut point lui permettre de se retirer ainsi sans avoir été entamée. Il fit contre elle une dernière charge, dans laquelle il fut blessé et renversé de son cheval. Lautrec, qui était près de lui, criait en vain au soldat espagnol qui l'avait abattu :

(1) *Nicolo Macchiavelli dell' arte della Guerra,* L. II, p. 67. — *Herrn Georgens von Frundsberg, Ritters Kriegsthaten, I Buch.,* f. 15. Francf., 1568, in-fol.

(2) *Fr. Guicciardini,* Lib. X, p. 590. — Mémoires de Fleuranges, p. 96. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 389. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 125.

« Ne le tuez pas, c'est notre vice-roi, le frère de votre reine. » Celui-ci lui plongea son épée dans le sein. Lautrec à son tour fut laissé pour mort à ses côtés, chargé de vingt blessures. La gendarmerie française, effrayée de la chute de ses chefs, s'arrêta, et l'infanterie espagnole continua sa retraite sans être molestée (1).

Dans ce siècle ensanglanté par tant de combats à outrance, aucune bataille n'avait encore égalé en acharnement celle de Ravenne : dans aucune, des armées si nombreuses n'avaient été en entier engagées, ou le champ de bataille n'était demeuré couvert de tant de morts. Presque tous les historiens s'accordent à en compter dix-huit ou vingt mille, dont les deux tiers étaient de l'armée des alliés; le seul Guicciardini, plus modéré dans ses calculs, n'en suppose en tout que dix mille (2). Les bagages, les drapeaux et l'artillerie des vaincus, tombèrent en entier au pouvoir des vainqueurs. Le cardinal de Médicis, légat du pontife, qui, peu de mois après, devait être pape, fut fait prisonnier par quelques Stradiotes de Frédéric de Bozzolo, et conduit au cardinal de San-Sévérino, légat du concile. Fabrice Colonna, Piétro Navarro, les marquis de La Palude, de Bitonto et de Pescara, avec un grand nombre d'officiers distingués, étaient parmi les prisonniers, tandis que les Français pleuraient la perte de Gaston de Foix, d'Ives d'Allégre, des capitaines de l'infanterie gasconne et allemande, Molard et Jacob Empser, et de beaucoup de leurs meilleurs officiers ou des chefs les plus distingués de leur noblesse (3).

« Chacun fut adverty de la mort de ce vertueux et noble prince, » le gentil duc de Nemours, dont un deuil commença au camp » des François si merveilleux, que je ne cuide point, s'il fust

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 591. — Mémoires de Bayard, Ch. LIV, p. 311. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 127. — *Vita di Alf.*, p. 86.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 592. — Mémoires de Bayard, 16,000 Espagnols, 4,000 Français, Ch. IV, p. 315. — *Jacopo Nardi,* 12,000 Espagnols, 4,000 Français, *Ist. Fior.*, L. V, p. 237.—*Giov. Cambi,* 14,000 Espagnols, 6,000 Français, *Ist Fior.*, p. 288. — *Petri Bizarri,* 18,000 en tout : *Hist. Genuens.*, L. XVIII, p. 431.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 591. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 389. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXX, cap. IX, p. 514. — *Muratori, Annali d'Italia,* T. X, p. 81. — *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XII, p. 278. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 128.

» arrivé deux mille hommes de pied frais, et deux cents hommes » d'armes, qu'ils n'eussent tout défait, tant de la peine et fatigue » que tout au long du jour avoient souffert (1). » En effet, la mort de Nemours était, dans ces circonstances, le plus fâcheux événement qui pût frapper l'armée française. S'il eût vécu, on ne peut douter, d'après sa rapidité ordinaire, et l'enthousiasme qu'il savait inspirer à ses soldats, que s'éloignant du lieu où il avait combattu, pour effacer la mémoire de tant de pertes, il n'eût entraîné à Rome son armée victorieuse, dicté la paix au pape, détruit la puissance espagnole à Naples, où aucune résistance n'était préparée, et peut-être conquis ce royaume pour lui-même; car on croyait que Louis XII lui avait cédé les mêmes droits que, par un traité précédent, il avait transférés à sa sœur, Germaine de Foix, alors reine d'Espagne (2). Mais les Français pleurant le duc de Nemours, n'étaient plus disposés à obéir à aucun autre; leurs regrets et les pertes nombreuses qu'ils avaient faites, leur inspiraient presque autant de découragement que si eux-mêmes avaient été vaincus. Le cardinal de San-Sévérino disputait à La Palisse le commandement de l'armée; et, ne pouvant s'entendre, ils avaient été obligés de recourir au roi de France pour demander de nouveaux ordres. Sur ces entrefaites, l'administrateur des finances, qui portait le titre de général de Normandie, et qui commandait à Milan, ne consultant qu'une sordide économie, qu'il savait d'accord avec les goûts du roi, avait licencié toute l'infanterie italienne et une grande partie de la française (3).

Les fugitifs de l'armée de la ligue avaient pris la route de Césène, d'où ils se répandirent ensuite dans les provinces voisines. Le vice-roi ne s'arrêta point jusqu'à Ancône, où il arriva suivi seulement d'un petit nombre de cavaliers. Les autres tombaient presque tous entre les mains des paysans soulevés, et toujours empressés d'accabler et de dépouiller les vaincus. La république florentine cependant protégea ceux qui s'étaient réfugiés sur son

(1) Mémoires du chev. Bayard, Ch. LIV, p. 313.

(2) *Idem*, Ch. LV, p. 314. — *Fr. Belcarii*, L. III, p. 390.

(3) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 595. — *Paolo Giovio*, *Vita di Leone X*, L. II, p. 134. — Mémoires de Fleuranges, p. 102. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 239.

territoire, tandis que le duc d'Urbin, après avoir fait, par l'entremise de Balthasar Castiglione, auteur célèbre du *Cortigiano*, sa paix particulière avec le roi de France, tomba lui-même sur les fugitifs (1).

Marc-Antonio Colonna, n'espérant plus défendre Ravenne après la défaite de l'armée qui venait à son secours, se retira dans la citadelle. Les habitants offrirent aussitôt de capituler; mais pendant qu'on traitait des conditions, Jacquin, capitaine des aventuriers, s'aperçut que personne ne gardait plus la brèche, et conduisit ses camarades à l'assaut et au pillage. Jacquin, accusé d'avoir ainsi entaché l'honneur français, fut pendu ensuite par ordre de La Palisse. Mais le commandement des chefs ne pouvait plus contenir les soldats; et la ville fut pillée avec une barbarie que redoublait le ressentiment des pertes faites à la bataille (2). Le quatrième jour, Marc-Antonio Colonna rendit la forteresse; et bientôt les villes d'Imola, de Forli, de Césène et de Rimini, aussi bien que plusieurs de leurs citadelles, envoyèrent leur soumission au camp français. Le cardinal-légat de San-Sévérino prit possession de toutes au nom du concile de Milan (3).

La nouvelle de la défaite de Ravenne avait été portée à Rome en quarante-huit heures par Octavien Frégose, et elle y avait répandu la consternation. Les cardinaux, accourant auprès du pape, l'avaient supplié de profiter des dispositions pacifiques que l'on connaissait à Louis XII, pour sauver Rome et l'Église d'une invasion qu'aucune force humaine ne pouvait plus repousser. Ils lui représentaient que son propre neveu était d'accord avec les Français; que, parmi les barons romains, Roberto Orsini, Pompéo Colonna, Antonio Savelli, Piétro Margano, Renzo de Céri, avaient reçu de l'argent du roi pour lever des soldats, et se préparaient à joindre l'armée; qu'enfin il devait regarder comme un jugement de Dieu la défaite qui renversait ses projets pour l'af-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 591.—*Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 389.—*Jacopo Nardi,* L. V, p. 238.

(2) Mémoires de Fleuranges, p. 100. — Mémoires de Bayard, Ch. LV, p. 316. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 390. — *Petri Bembi*, L. XII, p. 278.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 592. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso*, p. 88. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 238.

franchissement de l'Italie. D'autre part, les ambassadeurs du roi d'Aragon et des Vénitiens rappelaient à son esprit les ressources qui lui restaient encore, et les secours qu'il devait attendre des Suisses et du roi d'Angleterre. Ils réveillaient son courroux contre le concile de Pise, et surtout contre les cardinaux de San-Sévérino et de Carvajal : ils le pressaient de se mettre en sûreté avec sa cour, ou dans le royaume de Naples, ou dans l'État de Venise; et ils lui représentaient que la prise de Rome ne serait après tout que le malheur d'une ville, tandis que la paix entraînerait l'anéantissement de l'autorité pontificale (1).

Jules II, s'abandonnant tour à tour à la terreur ou à la colère, ne prenait aucun parti, et répondait presque toujours à chacun par des paroles offensantes. Il écoutait avidement ceux qui lui faisaient entrevoir des moyens de résistance : mais l'idée de quitter Rome, et de se mettre dans la dépendance d'une autre puissance, lui était odieuse. Il avait fait venir à Civitta-Vecchia, le Génois Biascia, capitaine de ses galères, pour que la flotte fût prête à le recevoir s'il devait s'enfuir; et bientôt il le renvoya sans déclarer quel parti il avait pris. Il consentit enfin à prêter l'oreille aux propositions de paix que les cardinaux de Nantes et de Strigonie avaient été chargés de lui faire au nom de Louis XII. Ces conditions leur avaient été envoyées avant que la cour de France connût l'issue de la bataille de Ravenne; et sachant combien le roi désirait la paix, ils ne crurent point devoir les changer, quelque avantageuses qu'elles fussent pour le pape. Louis XII offrait donc, par leur entremise, la dissolution du concile de Pise, la restitution de Bologne, la cession de Lugo et de tout ce que la maison d'Este possédait en Romagne; l'abandon enfin du droit de faire du sel à Comacchio; et il ne demandait en retour que la levée de l'interdit, la révocation de toutes les sentences ecclésiastiques, et la restitution aux Bentivoglio de leurs biens-fonds. Le pape, d'après les instances réitérées de ses cardinaux, consentit à traiter à ces conditions; et il en donna la commission au cardinal de Finale et

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 593. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1512, § 22, p. 112. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 390. — *Petri Bembi,* L. XII, p. 280. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 130. — *Ejusdem Vita di Alfonso dà Este,* p. 89.

à l'évêque de Tivoli, qui résidaient en France : mais il ne leur envoya point de pouvoirs pour conclure; et il déclara, au contraire, aux ambassadeurs d'Aragon et Venise, que cette condescendance apparente n'était qu'un stratagème pour désarmer la France, et gagner du temps (1).

Louis XII en effet, loin de se laisser enfler d'orgueil par la victoire de Ravenne, de compter sur les protestations de Maximilien, qui promettait de ne pas ratifier l'armistice avec Venise, signé sans ses ordres, ou de se reposer sur l'alliance des Florentins, qu'ils avaient renouvelée dans la première terreur de la victoire des Français, n'en montrait que plus d'ardeur pour se réconcilier avec le pape. Il accepta la médiation que les Florentins lui offraient, et leur envoya le président du parlement de Grenoble avec son acceptation des propositions qu'on lui avait faites (2).

Mais pendant ce temps, le pape, ayant appris par Jules de Médicis, que lui envoyait le cardinal-légat, dans quel désordre se trouvait l'armée française, commençait à se rassurer. Ferdinand avait promis de renvoyer en Italie le grand capitaine Gonzalve de Cordoue, dont le nom seul relevait les espérances de tout son parti; et déjà il y avait fait passer Solis avec deux mille soldats espagnols, et Hugues de Moncade, vice-roi de Sicile (3). Le duc d'Urbin avait demandé et obtenu de rentrer en grâce auprès du pape, son oncle; il lui avait promis deux cents hommes d'armes et quatre mille fantassins, et il avait été de nouveau déclaré général de l'armée pontificale (4). Les barons romains, qui avaient traité avec la France, avaient ensuite fait de nouveaux arrangements avec le pape, en vertu desquels ils gardaient l'argent qu'ils avaient reçu, en se dispensant des obligations qu'ils avaient contractées (5). Enfin, La Palisse, sur le bruit d'une prochaine invasion des Suisses, s'était rapproché de Milan, et n'avait laissé au

(1) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 594. — *Petri Bembi*, L. XII, p. 279. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1512, § 23, p. 112. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 390.

(2) *Fr. Guiccairdidi*, L. X, p. 597.—*Scipione Ammirato*, L. XXVIII, p. 302. — *Raynaldi*, § 24, p. 112. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 391.

(3) *Jo. Marianæ Hist. Hisp.*, L. XXX, c. IX, p. 315.

(4) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 594. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 391.

(5) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 596.

cardinal de San-Sévérino, pour couvrir la Romagne, que trois cents lances, trois cents chevau-légers, et six mille fantassins (1). Le pape, déposant dès lors toute intention pacifique, écrivit à Venise au cardinal de Sion, qu'au lieu de lever pour lui six mille Suisses, il en levât douze mille, ou même qu'il engageât à son service tous ceux qui se présenteraient (2).

L'époque annoncée pour l'ouverture du concile de Latran était arrivée; et malgré la guerre, beaucoup de prélats d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre et de Hongrie, s'étaient rassemblés à Rome. Trois semaines après la bataille de Ravenne, Jules II put faire solennellement, le 3 mai, l'ouverture du concile; et, à la première session, il se trouva quatre-vingt-trois évêques présents (3). Se sentant fort de l'appui de l'Église assemblée, Jules voulut aussi inspirer son courage aux cardinaux qui jusqu'alors lui avaient conseillé la paix. Il fit lire en plein consistoire les propositions de Louis XII; mais le cardinal d'Ébora, sujet du roi d'Aragon, et celui d'York, sujet du roi d'Angleterre, prirent tous deux la parole pour lui représenter qu'il serait honteux de traiter sans tous ses alliés. Le pape parut céder au conseil qu'il s'était fait donner, et, pour montrer qu'il avait renoncé à toute idée de paix, il émit un monitoire contre le roi de France, pour le sommer, sous toutes les peines que peut prononcer l'Église, de remettre en liberté le cardinal de Médicis, qu'il retenait prisonnier (4).

C'était dans les Suisses que reposait la principale espérance de Jules II; et il avait trouvé dans le cardinal de Sion un agent auprès d'eux non moins impétueux que lui, et non moins constant dans ses ressentiments. La querelle des Suisses avec la France, commencée par avarice, était devenue pour eux une affaire d'orgueil. Ce n'étaient plus les pensions refusées, c'était le ton méprisant du roi, c'était son dédain pour des paysans et des roturiers, qui leur mettaient les armes à la main. Les partisans de la France avaient

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X p. 596.

(2) *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 131.

(3) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 596. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 302. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1512, § 28, p. 113. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXX, cap. X, p. 315. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 392.

(4) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 598. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 392.

encore, autant qu'ils avaient pu, resisté dans la diète de Zurich au torrent de la haine populaire, et ils avaient prévenu une déclaration de guerre : mais ils n'avaient pu empêcher qu'on n'accordât au pape la permission de lever dix mille hommes dans les cantons; et il avait été facile ensuite au cardinal de Sion d'étendre cette levée autant qu'il l'avait voulu (1).

Malgré les réclamations de la France, le premier rendez-vous de cette armée fut à Coire. Les Grisons déclarèrent qu'entre leur alliance avec les cantons et celle avec la France, la première, qui était la plus ancienne, devait l'emporter. L'expérience des deux dernières années avait prouvé que les Suisses, pour tenir la campagne, ne pouvaient se passer de gendarmerie et de cavalerie légère. Il leur importait donc de se réunir à une armée ou vénitienne, ou pontificale, avant d'entrer sur le territoire ennemi. La route la plus courte pour atteindre l'État vénitien était par l'évêché de Trente; et ils obtinrent de Maximilien la permission d'emprunter son territoire.

On peut hésiter à décider si la conduite de Maximilien doit être attribuée à l'inconséquence de son caractère ou à sa perfidie; mais les résultats furent ceux qu'aurait pu avoir la plus insigne mauvaise foi. La ville de Vérone avait toujours été gardée par une garnison française, quelque besoin que Louis XII eût ailleurs de ses troupes. Maximilien avait convoqué en son nom le concile de Pise; et ensuite il ne l'avait fait reconnaître ni dans l'Empire, ni dans ses États héréditaires, laissant à Louis XII tout l'odieux d'avoir suscité un schisme. Son ambassadeur à Rome avait signé, le 6 avril, une trêve de dix mois avec les Vénitiens, non-seulement sans y comprendre son allié, qui était alors même attaqué par des ennemis puissants, mais encore en tâchant de lui débaucher une partie de ses troupes. Maximilien avait juré qu'il ne ratifierait point cette trêve; et moyennant une nouvelle gratification de dix mille florins il la ratifia, mais en secret. En cachant à Louis XII cette transaction, il en augmentait le danger pour la France. Enfin en accordant aux Suisses un passage au travers de ses États pour attaquer les Français, il passait, sans provocation, d'une intime alliance à un acte ouvert d'hostilités.

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 599. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 384.

L'habileté de Ferdinand le Catholique, le monarque le plus faux et le plus intrigant de l'Europe, avait dirigé la conduite et changé toutes les dispositions de Maximilien. Celui-ci, dans le temps même de son union la plus intime avec la France, n'avait jamais déposé son ancienne haine contre cette couronne; d'ailleurs il formait toujours des projets gigantesques, dont il se dégoûtait au moment de l'exécution. Ferdinand, pour le consoler de n'avoir pas achevé la conquête de l'État de Venise, et de n'avoir pas ensuite conduit en triomphe une armée allemande à Rome, pour y prendre la couronne impériale, lui proposa de chasser les Français de toute la Lombardie, de faire valoir sur les pays qu'ils occupaient les droits dès longtemps oubliés de l'Empire, de rendre enfin le duché de Milan au cousin-germain de sa femme, à Maximilien Sforza, fils de Louis le Maure, qui depuis longtemps était réfugié à sa cour. En éveillant ainsi son ambition et sa vanité, il l'engagea à s'associer à la sainte ligue, à laquelle il pouvait être utile (1).

Six mille Suisses avaient dû se rassembler à Coire, à la solde du pape, et autant à la solde des Vénitiens; mais quoique le premier par avarice, les seconds par la pauvreté où les avait réduits une longue guerre, n'envoyassent qu'avec lenteur l'argent nécessaire aux levées, quoique ces deux puissances ne payassent pour engagement qu'un florin du Rhin par homme, tandis que les Français avaient toujours donné bien davantage; telle était cependant la haine du peuple pour ces derniers, et la fureur avec laquelle les Suisses s'engageaient dans une guerre qu'ils regardaient comme nationale, que l'armée assemblée à Coire se trouva forte de vingt mille hommes, et que, durant sa marche dans l'évêché de Trente et dans le Véronais, elle supporta sans murmurer le retard des soldes, le manque de vivres et tous les genres d'incommodités (2).

La situation de La Palisse, qui commandait l'armée française, était devenue extrêmement difficile. Mal d'accord avec le cardinal de San-Sévérino, légat du concile, qui disputait son autorité, il

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 600. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 239. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 135.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 600. – *Petri Bembi Hist. Ven.,* L. II, p. 280. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 393.

ne l'était pas davantage avec le général de Normandie, chargé de l'administration civile du duché de Milan, qui considérait la guerre en financier plutôt qu'en homme d'État : celui-ci s'était hâté après la victoire de licencier l'infanterie italienne; et, lorsqu'il donna ensuite à Frédéric de Bozzolo l'ordre de lever de nouveau six mille hommes, il se trouva sans argent pour avancer leur engagement, et sans crédit, à cause des chances fâcheuses qui commençaient à menacer les Français. La Palisse d'ailleurs n'était général que par intérim; son rang n'était pas assez élevé pour faire taire toutes les jalousies de ses subordonnés, ou pour satisfaire pleinement leur orgueil; aussi ne pouvait-il obtenir d'eux l'obéissance qu'ils avaient montrée à Gaston de Foix. La gendarmerie française donnait aux autres corps l'exemple de l'indiscipline : fatiguée de la guerre, et voyant peu de chances de succès, elle désirait elle-même la perte du duché de Milan, pour pouvoir se retirer en France. D'ailleurs les censures de l'Église, et la honte de combattre pour soutenir un schisme, faisaient impression sur l'esprit des soldats. On en avait eu la preuve lorsque le cardinal de Médicis avait été conduit prisonnier à Milan : il avait été reçu sous les yeux du concile ennemi, avec un redoublement de respect; et comme Jules II lui avait accordé le pouvoir de relever des censures ecclésiastiques les soldats qui s'engageraient à ne plus servir contre l'Église, et d'accorder aux mourants la sépulture en terre sainte, une foule avide l'entourait sans cesse pour obtenir ces grâces, et les généraux français, malgré les plaintes du concile, ne s'opposaient point à ce qu'il les distribuât (1).

Louis XII, pour former l'armée qu'il opposait au roi d'Angleterre, avait rappelé en France les deux cents gentilshommes et les archers de sa garde, aussi bien que deux cents lances; d'autre part, il avait réclamé des Florentins les trois cents hommes d'armes qu'ils étaient obligés de lui fournir. Il ne restait à La Palisse que treize cents lances françaises et dix mille fantassins; et ces troupes étaient dispersées sur une grande étendue de pays, en Romagne, au Finale de Modène, à Parme, et sur les confins du Véronais. Il leur donna rendez-vous à Pontoglio, pour se mettre

(1) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 598.—*Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. II, p. 132.

à portée d'observer et d'arrêter les Suisses; et dans ce but, il fut obligé de laisser à découvert Bologne, pour la défense de laquelle les Français avaient fait jusqu'alors de si grands sacrifices (1).

Les Suisses, descendus par l'évêché de Trente dans le Véronais, avaient trouvé à Villa-Franca, près de Vérone, Jean-Paul Baglioni, général des Vénitiens, avec quatre cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers, six mille fantassins et une bonne artillerie. Comme après cette réunion ils mettaient en délibération s'ils marcheraient sur Ferrare, une lettre de M. de La Palisse au général de Normandie, interceptée par les Stradiotes, leur fut apportée, et leur fit connaître l'impossibilité où se trouvaient les Français de défendre Milan, en sorte qu'ils résolurent de tourner de ce côté leurs efforts. La Palisse s'était d'abord avancé de Pontoglio à Castiglione delle Stivère, ensuite à Valeggio sur le Mincio; mais, désespérant de tenir cette position, il s'était replié sur Gambara, puis de nouveau sur l'Oglio, à Pontévico. Pendant ce temps, l'armée espagnole et pontificale, à laquelle on avait laissé tout le temps de se rétablir, avait recouvré Rimini, Césène, Ravenne, avec les forteresses et toutes les places de Romagne : elle menaçait Bologne, pour la défense de laquelle La Palisse, cédant aux instances des Bentivoglio, avait fait avancer les trois cents lances laissées à Parme. Sous ses ordres immédiats, La Palisse n'avait à Pontévico que mille lances françaises, et six ou sept mille fantassins tout au plus : le reste était distribué dans les places de Brescia et de Légnago (2).

Bientôt La Palisse apprit que l'armée de Baglioni et des Suisses avait traversé le Mincio sur les terres du marquis de Mantoue, qui ne pouvait refuser le passage à personne. Le premier assembla un conseil de guerre, qui jugea impossible de tenir tête aux ennemis, autrement qu'en distribuant l'armée dans les places fortes, pour lasser l'impétuosité des Suisses, et épuiser les finances du pape et des Vénitiens. Dans ce but, il envoya deux mille fantassins à Brescia, avec cent cinquante lances françaises et cent hommes d'armes florentins; à Crémone, cinquante lances et mille fantas-

(1) *Fr. Guicciardini,* L. X, p. 600. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 393.

(2) *Fr. Guicciardini,* L. X. p. 601. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 393. — *Jacopo Nardi,* L. V. p. 239. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.,* L. XXX, c. XI, p. 317.

sins; à Bergame, cent hommes d'armes florentins et mille fantassins, et il ne lui resta plus à Pontévico que sept cents lances, deux mille fantassins français et quatre mille allemands. A peine avait-il fait cette distribution de ses forces, qu'un héraut d'armes de Maximilien vint sommer tous les Allemands qui étaient dans son armée de l'abandonner, et de s'abstenir de combattre le pape. Les Allemands, presque tous Tyroliens, et sujets immédiats de l'Empereur, obéirent sans hésiter, empressés de séparer leur fortune de celle d'une armée en retraite, et qui commençait à éprouver l'adversité. Leur départ laissa La Palisse dans l'impossibilité de défendre le duché de Milan : aussi son armée abandonna-t-elle Pontévico, par un mouvement tumultueux, pour se retirer à Pizzighettone, sur l'Adda (1).

Les Suisses avançaient toujours : ils passèrent l'Oglio, et arrivèrent, le 5 juin, devant Crémone, que le mouvement rétrograde de La Palisse laissait à découvert. La garnison se retira aussitôt dans la citadelle, et la ville offrit de capituler : mais les Vénitiens prétendaient qu'elle leur fût remise; les Suisses voulaient en prendre possession au nom de Maximilien Sforza, duc de Milan : ces derniers, qu'on n'osait mécontenter, l'emportèrent, et l'étendard du duc de Milan fut relevé à Crémone, tandis que Bergame, vers le même temps, se souleva sans secours étrangers, et ouvrit ses portes aux Vénitiens (2).

La Palisse, ayant rappelé à lui les trois cents lances françaises qui occupaient Bologne, passa l'Adda à Pizzighettone, et en deux jours se porta à Pavie. Milan se trouvait alors tout à fait à découvert. Jean-Jacques Trivulzio, le général de Normandie, Anton-Marie Palavicino, Galéazzo Visconti, et tous les Français, en partirent pour se sauver en Piémont. Ils emmenèrent avec eux le cardinal de Médicis; mais comme celui-ci devait passer le Pô, entre Piève del Cairo et Bassignano, quelques-uns de ses amis ameutèrent les paysans du voisinage, l'enlevèrent aux gardes qui

(1) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 602. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 393. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.*, L. XVIII, p. 432. — Mémoires de Fleuranges, p. 103. — Mémoires de Bayard, Ch. LV, p. 318.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 602. — *Petri Bembi*, L. XII, p. 280. — *Jacopo Nardi*, Lib. V, p. 240. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 394.

le conduisaient, et le mirent en liberté. Les restes fugitifs du concile de Pise avaient quitté Milan peu de jours auparavant. Cette assemblée, en se séparant, prononça, par une bravade ridicule contre Jules II, une sentence par laquelle elle le suspendait de l'administration spirituelle et temporelle de l'Église (1).

La Palisse croyait pouvoir se maintenir à Pavie, tandis que Trivulzio et le général de Normandie lui représentaient que, dans un pays prêt de toutes parts à se soulever, il ne pouvait, sans fantassins, lutter contre une armée aussi formidable que celle qui l'attaquait. Ils disputaient encore, lorsque l'armée de la ligue, ayant occupé Lodi sans résistance, parut devant Pavie, et commença à faire jouer son artillerie contre le château. Les Français, qui craignaient que toute retraite ne leur fût coupée, n'hésitèrent plus ; ils évacuèrent Pavie, mettant à l'arrière-garde le petit nombre de fantassins allemands qui leur étaient restés ; mais les Suisses entrèrent dans la ville avant qu'ils en fussent sortis, et escarmouchèrent avec eux dans toute la longueur de ses rues. L'armée en retraite, après être sortie de Pavie par le pont de pierre sur le Tésin, devait encore passer sur un pont de bois le bras de la même rivière qu'on nomme Gravelone. Dans la précipitation de sa marche, l'artillerie, les chevaux, les bagages, s'amoncelèrent sur ce pont ; il rompit sous le poids, et toute la partie de l'arrière-garde qui était restée sur l'autre bord fut tuée ou faite prisonnière (2).

Le passage du Gravelone et du Pô mit fin à la poursuite de l'armée française, qui continua sa retraite sans être inquiétée ; mais tous les pays qu'elle laissait derrière elle, changeaient rapidement de gouvernement. Les Bentivoglio s'étaient enfuis de Bologne ; et le duc d'Urbin occupa cette ville avec les troupes de l'Église. Le pape, ne pouvant pardonner aux Bolonais les outrages qu'ils avaient faits à sa statue, les priva de la nomination de leurs

(1) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 602. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 394. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1512, § 59, p. 120. — *Jo. Marianæ*, Lib. XXX. c. X, p. 315. — Mémoires du chevalier Bayard, Ch. LV, p. 318. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. II, p. 136.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 605. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 394. — Mémoires de Fleuranges, p. 104. — Mémoires de Bayard, Ch. LV, p. 319. — *Jacopo Nardi*, L. V, p. 240. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. II, p. 139.

magistrats et de tous leurs priviléges, condamna les plus riches citoyens à de lourdes amendes, et mit même en délibération s'il ne raserait pas la ville, pour en transporter tous les habitants à Cento (1).

Jules II n'avait point renoncé à son projet d'affranchir Gênes, sa patrie; et il chargea Janus Frégoso, qui servait alors à la solde des Vénitiens, de l'effectuer. Mais les Génois, pleins encore du souvenir de ce que leur avait coûté leur dernière révolte contre la France, étaient déterminés à ne faire aucun mouvement : ils déclarèrent même, à leur gouverneur François de la Rochechouart, qu'ils le seconderaient de toutes leurs forces. Celui-ci, néanmoins, savait trop combien ses vexations l'avaient rendu odieux pour se fier à ces promesses. Lorsqu'il apprit l'approche de Janus Frégoso, il se réfugia dans la citadelle de la Lanterne avec sa garde, et ne voulut plus en sortir, malgré toutes les instances des Génois. La ville demeura trois jours sans gouvernement, jusqu'à l'arrivée de Janus Frégoso, qui, le 29 juin 1512, fut enfin nommé doge par acclamation. L'indépendance de la république fut reconnue par les alliés, moyennant douze mille ducats, qu'elle envoya au cardinal de Sion pour les Suisses; et Frégoso, le nouveau doge, s'empressa d'assiéger les deux citadelles qu'occupaient les Français. Celle du Castelletto se rendit au bout de huit jours; mais celle de la Lanterne tint longtemps encore (2).

Le cardinal de Sion, que le pontife avait nommé son légat auprès de l'armée alliée, prenait possession de toutes les villes de la Lombardie au profit de la sainte ligue; et Maximilien Sforza, fils de Louis le Maure, au nom duquel toutes ces victoires étaient remportées, et que l'on proclamait comme nouveau duc de Milan, se voyait rançonné ou trahi par tous ses prétendus alliés, selon le sort aussi juste qu'inévitable de tout souverain qui, pour remonter sur le trône, emprunte des armes étrangères, et qui veut régner au prix de tous les malheurs de son pays. Les Suisses accablaient ses sujets de contributions ruineuses : ils avaient imposé une rançon de soixante mille ducats à Milan, pour racheter

(1) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 604.

(2) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 708, 709. — *Petri Bembi Sen. Pop. Q. Genuens. Hist.*, L. XVIII, p. 452.

cette ville du pillage; de quarante mille à Pavie, de trente mille à Lodi, de vingt mille à Parme, de vingt mille à Plaisance (1). A peine la diète de Zurich s'était terminée, que de nouveaux bataillons suisses avaient passé les montagnes, non pour secourir leurs compatriotes, qui n'en avaient pas besoin, mais pour partager les dépouilles de la Lombardie. Non contents de ces contributions, ils s'emparèrent de la ville de Locarno et de son district; les Grisons, de Chiavenne et de la Valteline; et le pape, avec un oubli plus grand encore des droits de son allié, réunit à l'Église Parme et Plaisance avec leurs territoires, sous prétexte que ces villes, qui avaient volontairement ouvert leurs portes à son armée, avaient anciennement fait partie de l'exarchat de Ravenne, et de la concession faite par Charlemagne à l'Église; en sorte que le droit du saint-siége à leur souveraineté était bien antérieur aux prétentions des empereurs allemands ou à la fondation du duché de Milan (2).

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XII, p. 281. Il exprime toujours les sommes en langage classique, en livres d'or pour cent ducats.

(2) *Fr. Guicciardini*, L. X, p. 603. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 394. — *Gior. Cambi, Ist. Fior.*, T. XXI, p. 297. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, T. II, p. 141.

CHAPITRE XII.

SOUMISSION DU DUC DE FERRARE AU PAPE, ET SA FUITE DE ROME. ENTRÉE DES ESPAGNOLS EN TOSCANE; SAC DE PRATO : DÉPOSITION DE SODÉRINI; RAPPEL DES MÉDICIS AU GOUVERNEMENT DE FLORENCE. DISCORDE ENTRE LES CONFÉDÉRÉS DE LA SAINTE LIGUE; NOUVELLES NÉGOCIATIONS; MORT DE JULES II. — 1512 A 1513.

Lorsqu'on voit des actes de férocité, des violences criminelles et honteuses, souiller les révolutions par lesquelles des peuples asservis ont tenté de recouvrer leur indépendance, on est souvent disposé à supposer aux nations une haine profonde, invétérée, implacable contre leurs oppresseurs, à croire qu'elles l'ont contenue aussi longtemps qu'il ne se présentait à elles aucune espérance de secouer le joug, et qu'elles lui ont donné l'essor dès qu'elles ont trouvé une occasion favorable pour le faire. Encore que la haine ou l'esprit de vengeance ne soient pas des sentiments nobles, une certaine admiration involontaire s'attache à toutes les affections vigoureuses : leur intensité seule excite une sorte de sympathie; et l'on a vu quelquefois des hommes distingués par leur humanité et leur philosophie excuser, prêcher même les vengeances populaires, qui leur paraissaient propres à relever l'énergie des opprimés.

Cependant ils faisaient presque toujours trop d'honneur à une mauvaise action, en l'attribuant à un principe noble. La férocité des peuples est le plus souvent en eux le symptôme de la lâcheté et de la faiblesse. La haine, qui se manifeste par une explosion si violente, est ordinairement née au moment seulement où il n'y avait plus de danger à la satisfaire. C'est un des mauvais penchants de notre nature, et un penchant qui se déploie en toute occasion dans les animaux, dans les enfants, et dans la populace,

que celui d'attaquer quiconque paraît trop faible pour se défendre. Les timides oiseaux de la basse-cour accablent de coups de bec le pigeon ou le poulet malade; les chiens poursuivent avec fureur tout animal, tout homme qui fuit devant eux; les enfants s'acharnent après un idiot, après un insensé, qui devrait leur inspirer de la pitié : la populace accable de ses outrages le malheureux exposé au pilori, dont elle ignore le plus souvent la faute. Dès qu'on désigne à sa colère une secte, un parti, une nation, sans examiner leurs torts, sans comprendre seulement en quoi ils diffèrent d'avec elle, elle s'irrite par le mouvement, et elle arrive aux derniers outrages, aux actes de la plus effrénée férocité, encore que rien n'ait pu exciter son ressentiment. Une armée en fuite peut avec peine se dérober à la poursuite des paysans mêmes qui, avant le combat, faisaient des vœux pour elle.

Les Français étaient forcés d'évacuer l'Italie entière; chacun crut avoir contre ces maîtres dépossédés les motifs de ressentiment les plus légitimes, parce que chacun voulut faire usage de tout le pouvoir qui se trouvait momentanément entre ses mains, et parce que, s'exaltant par l'émotion que la multitude communique toujours, il prit pour un sentiment propre l'effet des cris et des injures qui retentissaient à ses oreilles. Peu de semaines auparavant, l'armée espagnole et pontificale avait été défaite à la bataille de Ravenne; et les fuyards, en traversant de nouveau l'État même du pape, avaient été dépouillés, maltraités, massacrés; les Italiens par leurs compatriotes, les Espagnols par des hommes qui n'avaient encore eu le temps de souffrir de leur part aucune vexation. Chaque fois que les Allemands éprouvaient quelque échec dans la Marche Trévisane ou le Friuli, le déchaînement des paysans de ces contrées, qui avaient tant souffert, était le même contre eux. Le tour des Français vint lorsqu'on devait le moins s'y attendre; et ils furent, comme leurs rivaux, exposés à toute la fureur de la populace.

Les quatre nations étrangères qui faisaient alors la guerre en Italie, avaient toutes également donné des preuves d'une cupidité insatiable et d'une effrayante férocité. Les Espagnols, les Allemands, les Suisses et les Français n'avaient à cet égard rien à se reprocher les uns aux autres. Les Français seuls ne joignaient point l'avarice à l'avidité commune à tous. Ce qu'ils s'étaient fait

donner, ce qu'ils avaient pillé dans l'abus de la victoire, ils le dispensaient ensuite d'une main libérale; et ils se retrouvaient, au bout de peu de jours, aussi légers d'argent qu'avant le pillage. Dans la poursuite de la victoire, dans le sac d'une ville, dans le premier établissement de leurs quartiers, leur rage ne semblait jamais pouvoir être assouvie par assez de sang; leur arrogance n'épargnait personne : peu de jours, peu d'heures souvent leur suffisaient pour former des relations avec les bourgeois, avec le paysan chez qui ils s'étaient établis; la sociabilité, qui les distingue si éminemment, et qui pour eux est un besoin comme un instinct, leur faisait chercher bien vite ce qui pouvait les rapprocher de leurs hôtes; ils avaient le désir de faire disparaître du visage de ceux-ci des traces d'humeur ou de mécontentement qui les attristaient; ils s'étudiaient à rendre de petits services à ceux qu'ils avaient maltraités; ils travaillaient à élever la cabane qui devait remplacer la maison qu'ils avaient brûlée, et ils buvaient en commun avec toute la famille le vin qu'ils avaient pris dans ses celliers. Sans savoir la langue de leurs hôtes, ils causaient avec eux, et ils trouvaient le moyen de deviner ce qu'ils ne pouvaient entendre. S'ils donnaient souvent de la jalousie aux amants, aux maris, aux pères, ce n'était pas par la brutalité de vainqueurs impitoyables, mais par les soins officieux d'une galanterie soldatesque.

Les Espagnols, sobres, taciturnes, hautains et vindicatifs, n'abusaient pas moins que les Français du moment de la victoire, non qu'ils fussent enivrés comme eux par la frénésie des combats, mais parce qu'ils respectaient beaucoup moins encore la vie des hommes, et que les douleurs d'autrui ne leur faisaient aucune impression. Tel le soldat espagnol s'était montré le premier jour, tel il se montrait encore pendant toute la suite des relations qu'on pouvait former avec lui. Il avait pillé par avarice, et cette avarice ne se démentait jamais; elle recherchait à toute heure également et de nouveaux gains et de nouvelles épargnes, quoique le même homme dépensât quelquefois par orgueil, et pour paraître magnanime, dans une occasion d'éclat, ce qu'il avait péniblement amassé pendant des années. Cet orgueil ne lui permettait jamais d'admettre un étranger à aucun degré de familiarité avec lui : il demeurait toujours à la même distance de la

famille de ses hôtes; et quoique sa langue se rapprochât assez de l'italien pour qu'il pût sans étude s'entendre avec les paysans, il ne l'employait jamais que pour quelques phrases de cérémonie, auxquelles il accoutumait ses hôtes : il leur enseignait les égards qui étaient dus au *senhor soldado*, et il ne descendait point avec eux jusqu'à la conversation.

Les Suisses et les Allemands, sans être considérés comme un même peuple, avaient cependant trop de rapports les uns avec les autres, pour que les Italiens pussent assigner un caractère distinct à ces hôtes redoutables. Les Suisses, enorgueillis de leurs succès pendant les vingt dernières années, avaient plus d'insolence dans toute leur conduite. Déshabitués à reconnaître des supérieurs, ils se soumettaient plus difficilement à toute discipline; et n'ayant depuis longtemps combattu qu'en soldats mercenaires, ils ne voyaient dans la guerre que l'argent à gagner, et ils lui sacrifiaient souvent leur foi et leur honneur. Les deux nations d'ailleurs étaient, à l'envi l'une de l'autre, féroces à l'égard des vaincus, avides et insatiables dans le pillage, avares pour conserver ce qu'elles avaient acquis. Toutes deux s'abandonnaient à une même intempérance; le droit de s'enivrer semblait pour elles la meilleure récompense de la victoire. Indifférents pour les peuples au milieu desquels ils vivaient, sans curiosité sur leurs mœurs ou leurs opinions, les Suisses et les Allemands, après leurs orgies, restaient dans un repos apathique : ils n'essayaient point de se faire entendre de leurs hôtes; et ils les laissaient douter qu'ils pussent, à l'égal des autres hommes, et penser, et aimer, et sentir.

Ravenne fut la première ville où les Français furent victimes de cette haine populaire qui éclatait tout à coup contre eux. Ils l'avaient, il est vrai, cruellement provoquée par le pillage de cette ville, au moment même où ses magistrats signaient sa capitulation. Julio Vitelli, évêque de Città di Castello, qui avait commandé dans la citadelle de Ravenne, s'en rapprocha avec un corps de troupes, dès qu'il apprit que La Palisse s'en était éloigné. Les Français, à leur tour, offrirent de traiter, et l'évêque leur accorda une capitulation honorable; mais il leur réservait d'odieuses représailles pour la violation de la capitulation précédente. Au mépris de sa parole, il livra à la populace les quatre officiers les plus

distingués de cette garnison; et il permit, à la honte de son caractère d'évêque et de lieutenant du pape, qu'on les ensevelît vivants, sous ses yeux, dans une fosse, avec la tête seule hors de terre, et qu'on les y laissât périr dans un long et cruel supplice (1).

Au moment où les Français évacuèrent la Lombardie, le déchaînement du peuple contre eux fut signalé par une égale cruauté. La populace de Milan égorgea tous les soldats français qui étaient restés dans leurs casernes ou leurs hôpitaux, après le départ de leurs chefs; elle attaqua ensuite les boutiques et les magasins des marchands français pour les piller; et l'on assure que quinze cents malheureux y furent massacrés par le peuple. De semblables horreurs furent commises à Como, immédiatement après l'évacuation de la ville. Les Français, dans leur retraite, ne pouvaient s'écarter du corps d'armée principal; tous ceux qui se dispersaient, tous ceux qui n'étaient plus en état de faire résistance, étaient massacrés par les paysans furieux : aussi cette retraite coûta-t-elle à leur armée plus de soldats qu'une bataille (2).

Les Italiens ne croyaient point que ces outrages pussent jamais être vengés : les Français ne possédaient plus en Italie que Brescia, Crême et Legnago, avec les citadelles de Milan, de Novare, de Crémone, et de la Lanterne de Gênes (3). D'ailleurs on les savait occupés au delà des monts par une invasion puissante. Tandis que l'amiral Howard ravageait les côtes de Bretagne, le marquis de Dorset avait débarqué le 8 juin dans le Guipuscoa; il avait joint Ferdinand avec six mille fantassins anglais, et il menaçait en même temps la Guienne et la Navarre. Il était peu probable qu'avec de tels ennemis sur les bras, Louis XII pût de toute la campagne songer à la Lombardie (4).

Le sort des alliés de la France n'était guerre moins effrayant que celui des traîneurs qui s'étaient écartés de son armée. Alphonse d'Este, duc de Ferrare, était le plus exposé de tous.

(1) *Petri Bembi Hist. Ven.*, L. XII, p. 279. — *Fr. Belcarii*, L. XIII, p. 390.

(2) *Muratori, Annali d'Italia,* T. X, p. 86, ad ann. 1512.

(3) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 4.

(4) Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre, T. XV, p. 45. — *Rymer. Acta publica*, T. XIII, p. 326. — *Hume's History*, Ch. XXVII, T. V, p. 114.

Jules II l'avait poursuivi avec l'acharnement le plus implacable; son pays était inondé de soldats barbares, ses forces étaient épuisées, et il ne pouvait au dehors espérer aucun secours. Dans cette détresse, il se confia à l'amitié et à la reconnaissance de Fabrice Colonna. Après avoir fait ce général prisonnier à la bataille de Ravenne, il avait refusé avec constance de le livrer aux Français. Pour le soustraire aux réquisitions et même aux menaces de La Palisse, il l'avait fait passer à Ferrare, et il venait enfin de lui rendre la liberté sans rançon. Fabrice intéressa pour le duc Alphonse toute sa puissante maison; et il engagea l'ambassadeur du roi catholique à intercéder pour lui auprès du pape, en représentant qu'Alphonse était fils d'une princesse d'Aragon (1). Le marquis de Mantoue sollicita aussi Jules II en sa faveur. Ces médiateurs demandaient seulement un sauf-conduit pour le duc de Ferrare, moyennant lequel il pût venir à Rome se jeter aux pieds du pape et obtenir son pardon. Le sauf-conduit fut accordé; et l'ambassadeur d'Aragon, ainsi que Fabrice et Marc-Antoine Colonna, se firent garants de la liberté du duc.

Alphonse d'Este se rendit à Rome, disposé à se soumettre aux humiliations qui paraissaient pouvoir seules sauver sa souveraineté. Il y arriva le 4 juillet; et le pontife, flatté de cette démarche, parut se radoucir à son égard. Il suspendit les censures prononcées contre lui, et il consentit à ce que l'absolution lui fût donnée, non point aux portes de l'église, la corde au cou, et après avoir été frappé de baguettes par le pénitencier, mais dans le consistoire des cardinaux. Paris de Grassis, maître des cérémonies du pape, en régla d'avance les formalités avec lui et convint des paroles que le duc prononcerait, et que Grassis a ensuite consignées dans son journal. « Père très-saint et très-clément », lui dit Alphonse, en se mettant à ses genoux, « je reconnais avec vérité, et je confesse » que j'ai péché de plusieurs manières intolérables, tant contre la » Majesté divine, que contre Votre Sainteté, vicaire de N. S. Jé» sus-Christ, et contre le saint-siége apostolique; et cela d'autant » plus gravement, que moi-même, et mes pères, et mes frères,

(1) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XI, p. 1. — *Paolo Giovio, Vita di Alf.*, p. 90. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. V, p. 241. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.*, L. XXX, c. XIII, p. 320.

» nous en avons reçu de plus grands bienfaits; aussi suis-je accablé de repentir et de douleur, pour m'être entaché d'ingratitude » à l'égard de Votre Sainteté, et lui avoir fait injure. » Après avoir dit ces mots, il devait gémir et verser des larmes, puis reprendre en ces termes : « C'est à cause de cela que je me prosterne » en suppliant aux pieds de Votre Béatitude, et que j'embrasse ses » genoux, implorant ma grâce par la miséricorde divine, et la pitié » de Votre Sainteté. Je promets que jamais à l'avenir je ne commettrai aucune faute contre Votre Sainteté, et je me déclare » prêt à expier celles que j'ai commises, en supportant dans ma » personne, ma principauté et ma fortune, toutes les peines que » Votre Sainteté m'infligera dans sa miséricorde. » Le pape, en réponse, récapitula dans un long discours toutes les fautes d'Alphonse d'Este : il lui reprocha de ne s'humilier alors même que par force; mais il finit par lui donner l'absolution (1).

Six cardinaux furent ensuite nommés par Jules II pour régler avec Alphonse son traité de pacification; mais au bout de peu de jours ils lui déclarèrent que le pape était résolu à faire rentrer Ferrare sous le domaine immédiat de l'Église. Seulement, comme Jules prétendait que tout le pays situé au midi du Pô appartenait au saint-siége, il comptait se faire rendre la ville d'Asti, occupée par les armes des coalisés; et il la destinait à Alphonse en compensation de son ancien duché. Cette proposition fut un coup de foudre pour le duc de Ferrare; il y reconnut la malice d'Albert Pio, comte de Carpi, son ennemi personnel, et l'un des conseillers privés du pape. Bientôt il apprit que Reggio avait ouvert ses portes aux troupes de l'Église, et que la Garfagnane avait été conquise par le duc d'Urbin; il craignit que Ferrare, dont il avait confié la garde à son frère le cardinal Hippolyte, ne fût aussi attaquée pendant son absence, et il demanda son congé pour retourner chez lui. Le pape le refusa avec emportement; mais l'ambassadeur d'Aragon et les Colonna déclarèrent qu'ils ne souffriraient point qu'on eût abusé de leur nom pour surprendre celui qu'ils recommandaient, et violer une parole qu'ils avaient garantie. Dès le lendemain Fabrice et Marc-Antoine Colonna conduisirent Alphonse à la porte

(1) *Parisii de Grassis Diarium curiæ Rom.*, T. III, p. 879; *apud Rayn. Annal.*, 1512, T. XX, p. 122, §§ 71-76.

voisine de Saint-Jean-de-Latran : quoique la garde y eût été doublée, ils la forcèrent, et emmenèrent à main armée leur hôte à leur château de Marino, d'où ils trouvèrent moyen de le faire repasser dans ses États (1).

La sainte ligue éprouvait déjà le sort de toutes les confédérations. Ses membres s'étaient crus d'accord, lorsqu'il ne s'agissait que de se défendre; mais ils ne s'étaient pas attendus aux conquêtes que la fortune jetait entre leurs mains, et le succès avait développé une ambition nouvelle dans l'âme de chacun des confédérés. Le pape, le premier, avait en quelque sorte rompu le lien de l'association, en s'emparant de Parme et de Plaisance; il violait ainsi et les droits réclamés par l'Empereur sur toute la Lombardie, et ceux du nouveau duc de Milan, Maximilien Sforza, que la ligue s'était engagée à rétablir, et ceux des peuples, qui ne voyaient pas sans douleur le morcellement de leur ancien duché. Pour justifier l'extension inouïe que le pape voulait donner à l'exarchat de Ravenne, en y comprenant tous les pays situés à la droite du Pô, il prétendit que leur sujétion à l'Église avait duré jusqu'en 1272; cependant, à cette époque qu'il indiqua lui-même à son maître des cérémonies (2), il n'y eut aucun événement en Lombardie qui changeât ou restreignît le pouvoir du pape : seulement le vicariat de l'Empire, que l'Église romaine avait prétendu exercer pendant le long interrègne qui suivit la mort de Frédéric II, et qui finit en 1273, à l'élection de Rodolphe de Hapsbourg, laissa peut-être dans les archives de l'Église des traces confuses, que Jules II prit pour celles d'un droit de souveraineté (3).

Les prétentions de Maximilien n'étaient pas moins contraires que celles du pape aux précédents accords entre les confédérés. Ce monarque vaniteux, qui jamais n'avait mesuré ses projets avec ses forces, et qui, depuis la conclusion de la ligue de Cambrai, n'avait jamais rempli ses engagements dans aucune des guerres où il

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 3. — *Paolo Giovio, Vita di Alf.*, p. 91. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 242. — *Fr. Belcarii Comm.,* L. XIII, p. 395.

(2) *Parisii de Grassis,* T. III, p. 898; *apud Raynald. Annal. eccles.,* T. XX, § 70, p. 122.

(3) *Chronicon Parmense,* T. IX; *Script. Rer. Ital.*, p. 786. — *Chron. Placentinum,* T. XVI; *Ibid.,* p. 479.

avait entraîné ses alliés, ne voulait, en changeant de parti, renoncer à aucune des espérances qu'il avait conçues. Il était entré dans la ligue des Vénitiens ; mais il n'en prétendait pas moins que ceux-ci lui abandonnassent tous leurs États de terre ferme : d'autre part, il ne voulait point rendre à Maximilien Sforza, son cousin, le duché de Milan qui avait été conquis pour lui. Mais les Suisses qui occupaient ce duché tout entier, et Jules II qui voulait exclure d'Italie les barbares de toute dénomination quelconque, insistaient pour le rétablissement de Sforza sur le trône de ses pères (1).

Raymond de Cardone avait de nouveau rassemblé l'armée espagnole sur les confins du royaume de Naples, et il voulait s'avancer en Lombardie, pour faire vivre ses troupes aux dépens de cette contrée, et pour avoir plus d'influence sur la distribution des États occupés par la sainte ligue. Il demandait en conséquence au pape et aux Vénitiens de lui payer le subside de quarante mille ducats par mois, qu'ils s'étaient engagés à continuer jusqu'à ce que les Français fussent chassés de toute l'Italie, et il prétendait qu'on ne pouvait les regarder comme tels, tant que leurs garnisons occupaient Brescia, Crême et plusieurs autres forteresses. Le pape et les Vénitiens, d'autre part, ne désiraient point attirer dans ces provinces une armée nouvelle, ou se charger d'une dépense aussi considérable. Les Suisses continuaient à mettre le duché de Milan à contribution. Ils avaient engagé Charles III, duc de Savoie, à signer avec eux, à Bade, au mois de mai, une alliance défensive pour vingt-cinq ans ; et ils en profitaient pour le détacher absolument de la France, aussi bien que le marquis de Saluces (2). Les Vénitiens faisaient, sans la participation de leurs alliés, quelques tentatives sur Crême et sur Brescia, qui n'eurent pas de succès. De toutes parts on s'accusait, on se plaignait les uns des autres, et la défiance universelle annonçait la dissolution prochaine d'une ligue que des succès inespérés rendaient peu propre à se maintenir.

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 5. — *Fr. Belcarii Comment*, L. XIII, p. 396.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 4. — *Fr. Belcarii,* L. XIII, p. 396. — Guichenon, Hist. généalog. de la maison de Savoie, T. II, p. 196.

Sur un seul point les confédérés paraissaient d'accord entre eux ; tous semblaient également déterminés à abuser envers la république de Florence de la supériorité de leurs forces. Celle-ci cependant n'avait offensé aucun des alliés; elle n'avait manqué à aucun de ses engagements ; elle n'avait donné au roi de France d'autres secours que ceux auxquels elle s'était obligée par un traité négocié de concert avec Ferdinand le Catholique : elle s'était conformée scrupuleusement, avec les autres puissances, aux devoirs du bon voisinage ; elle avait accordé aux fuyards de l'armée battue à Ravenne, un asile qu'ils avaient vainement cherché dans les États mêmes du pape. Sa politique, il est vrai, avait été timide et vacillante. De crainte d'attirer sur elle l'attention et de se compromettre, elle ne s'était point unie de toutes ses forces aux Français ; elle ne les avait point abandonnés non plus, en acceptant les propositions du roi d'Aragon, et elle n'avait point rendu sa neutralité respectable en se mettant en état de défense. Elle était demeurée neutre sans que personne lui sût gré de cette neutralité. Mais le sort d'un État faible est le plus souvent indépendant de sa prudence ou de ses fautes : le ressentiment de Jules II, les intrigues des Médicis et la cupidité des généraux eurent plus de part à la ruine de Florence que la politique de Sodérini.

Le pape et l'Empereur, en faisant connaître à la république leur mécontentement, parurent tous deux lui offrir encore une voie pour échapper à l'orage. Le pape lui envoya son Dataire au mois de juillet, pour lui demander de déposer Sodérini, de se joindre à la sainte ligue contre les Français, et de rappeler tous les exilés, lui offrant à ce prix de lui rendre son amitié. Après trois jours de délibération, les conseils de Florence refusèrent de se soumettre à ces conditions (1). D'autre part, Mathieu Lang, évêque de Gurck et secrétaire de Maximilien, qui venait représenter son maître dans un congrès des puissances de la ligue convoqué à Mantoue, offrit aux Florentins de les prendre sous la protection impériale moyennant une contribution de quarante mille florins : mais ceux-ci, sachant combien peu de fond ils pouvaient faire sur les pro-

(1) *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 303.

messes de l'Empereur, hésitèrent à se défaire de leur argent, pour acquérir une aussi faible garantie (1).

Les Florentins envoyèrent cependant Jean-Victor Sodérini, jurisconsulte, et frère du gonfalonier, à la diète de Mantoue, pour défendre leurs intérêts, et se faire admettre dans la pacification universelle. Julien de Médicis, le troisième fils de Laurent le Magnifique, se présenta à cette même diète pour demander le rétablissement de sa famille à Florence. Son exil et tous ses malheurs, dit-il, avaient été l'ouvrage des Français; on ne pouvait donc pas plus douter de l'attachement de la maison de Médicis au parti de l'Empire et de l'Espagne, que de celui des démocrates florentins aux Français; et si les armées de la ligue avaient besoin d'argent, les Médicis en sauraient bien plus rassembler à Florence pour satisfaire leurs amis, que le parti populaire n'en pouvait offrir pour apaiser ses ennemis. L'argent était en effet le seul argument puissant sur l'esprit des alliés : Raymond de Cardone en manquait absolument; il avait fait avancer l'armée espagnole jusqu'à Bologne, mais elle refusait de faire un pas de plus si elle n'était pas payée : Maximilien désirait qu'elle entrât en Lombardie pour contenir les Suisses et effrayer les Vénitiens; et tous deux auraient préféré l'argent comptant des Florentins aux promesses lointaines des Médicis. De nouveau l'on fit entendre à Jean-Victor Sodérini, que pour quarante mille florins il pouvait sauver la république; mais au lieu de saisir rapidement ce parti, il se crut obligé de justifier sa patrie, de prouver qu'elle ne devait rien, qu'elle n'avait commis aucune faute : l'occasion fut manquée; et la diète résolut de faire marcher l'armée espagnole, et le cardinal de Médicis, légat de Toscane, sur Florence, pour en changer le gouvernement (2).

Une économie mal entendue, et la crainte d'attirer sur eux l'attention de leurs voisins, avaient empêché les Florentins de s'armer au moment où les convulsions violentes qu'éprouvait l'Italie leur en faisaient un devoir de prudence. Après avoir fourni au roi

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 6. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 246. — *Scipione Ammirato,* T. XXVIII, p. 304.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 8. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 247. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 142. — *Commentari di Filippo de Nerli de' fatti civili di Firenze,* L. V, p. 107.

de France trois cents gendarmes, dont une partie était alors enfermée dans Brescia, tandis que les autres, dévalisés par les Vénitiens, revenaient découragés, il ne leur en restait que deux cents, et leurs chefs n'avaient aucune réputation. Les milices de l'ordonnance n'avaient ni discipline, ni pratique de guerre, ni confiance en elles-mêmes. On avait en hâte levé quelques milliers de fantassins étrangers; mais comme on ne s'était point donné le temps de les choisir, ils ne pouvaient soutenir la comparaison avec ceux des Vénitiens ou du pape, moins encore avec les Allemands ou les Espagnols (1).

Les forces avec lesquelles le vice-roi don Raymond de Cardone venait attaquer Florence, n'étaient pas non plus très-considérables. Il n'avait que deux cents hommes d'armes, que deux canons pris à Bologne pour toute artillerie, et aucun des équipages nécessaires à une armée. Mais il comptait dans la sienne cinq mille de ces mêmes Espagnols qui avaient combattu avec tant d'obstination à Ravenne, et qui, après avoir détruit une grande partie de l'infanterie allemande et française, avaient fait glorieusement leur retraite, sans se laisser entamer par les charges de toute la cavalerie victorieuse. Le vice-roi ne rencontra aucune opposition pour traverser l'Apennin avec cette petite armée (2): parvenu à Barbérino, à quinze milles de Florence, il envoya déclarer aux Florentins que ce n'était point son intention ni celle de la ligue d'attaquer leurs propriétés, leurs lois ou leur liberté, et qu'il ne leur demandait que deux choses, l'éloignement du gonfalonier Sodérini, qui était suspect à tous les confédérés, et l'admission des Médicis dans Florence, non point comme princes, mais comme simples citoyens (3).

Le gonfalonier avait donné, pendant son administration, des

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 9. — *Comment. del Nerli,* L. V, p. 107.

(2) Macchiavelli avait été envoyé, le 20 août, à Firenzuola et Scarpéria pour leur fermer le chemin; mais il arriva trop tard, et il avait trop peu de monde pour occuper le passage de *la Stale :* plus en arrière, la montagne n'offrait plus de défilés susceptibles de défense. *Lettere di Macchiavelli, di Francesco Zati, di Balthasar Carducci, e Francesco Tosinghi,* des 21, 22 et 23 août 1512. *Legazioni,* T. VII, p. 431-438.

(3) *Fr. Guicciardini,* T. II, Lib. XI. p. 10.— *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 144. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 248.

preuves nombreuses de la modération de son caractère et de son amour pour la liberté; mais il n'avait jamais possédé cette décision et cette fermeté qui, dans des circonstances difficiles, sont nécessaires aux chefs des États. Au moment de la crise qui le menaçait, il se conduisit aussi en homme doux et sage, mais non en homme de génie. Il assembla le grand conseil pour lui communiquer la demande des ennemis, et il déclara que, loin de vouloir que pour le défendre on exposât la république, il était prêt à sacrifier non-seulement sa dignité, mais sa liberté et sa vie, pour le salut de Florence : il invita seulement ses citoyens à considérer s'ils pourraient contenir sous l'autorité des lois les Médicis ramenés à Florence par une armée étrangère; et supposé qu'ils en reconnussent l'impossibilité, il les supplia de n'épargner ni leurs fortunes, ni le sang des soldats, ni celui des citoyens, pour sauver leur liberté, le bien le plus précieux de tous. « Que personne » d'entre vous ne se persuade, ajouta-t-il, que les Médicis gouverneraient aujourd'hui comme avant leur expulsion. Ils avaient » alors été élevés au milieu de nous, comme des citoyens, dans » une condition privée : leurs fortunes étaient immenses; personne » ne les avait offensés, et ils comptaient sur la bienveillance universelle. Ils associaient à leurs conseils les principaux citoyens; » et loin de vouloir étaler leur puissance, ils s'efforçaient de la » couvrir sous le manteau des lois. Mais aujourd'hui qu'ils ont » vécu tant d'années hors de Florence, qu'ils sont élevés dans des » mœurs étrangères, qu'ils connaissent mal les usages de notre » patrie, qu'ils ne se souviennent que de l'exil et des rigueurs » exercées contre eux; aujourd'hui que leur fortune personnelle » est anéantie, qu'ils se sentent offensés par tant de familles, » qu'ils savent que la plus grande partie et presque la totalité de » la nation a la tyrannie en horreur, ils ne pourront plus prendre » de confiance en personne. La pauvreté et le soupçon les porteront à tout rapporter à eux-mêmes, à substituer en toute » chose la force et les armes à la bienveillance et à l'amour; en » sorte qu'en peu de temps cette ville sera réduite à la condition » de Bologne au temps des Bentivoglio, à celle de Sienne ou de » Pérouse. J'ai voulu rappeler toutes ces choses à ceux qui parlent » avec tant d'éloges du gouvernement de Laurent de Médicis : c'était une tyrannie aussi, mais beaucoup plus douce que toutes

» les autres ; et au prix de celle qui nous menace, ce serait un âge » d'or. Désormais c'est à vous à délibérer avec prudence, tandis » que mon rôle sera ou de renoncer avec constance et avec joie » à cette magistrature, ou, si vous jugez le contraire, de pour- » voir avec courage à votre conservation et à la défense de votre » liberté (1). »

L'inquiétude que causait l'approche de l'armée espagnole, et plus encore l'état hostile de toute l'Europe, disposaient plusieurs citoyens à écouter les propositions modérées qu'avait faites le vice-roi ; mais lorsqu'ils vinrent à réfléchir à l'état où se trouverait la république en perdant son chef, au moment même où elle serait obligée d'admettre dans son sein des exilés ambitieux, qui ranimeraient les prétentions de tout un parti ; lorsqu'ils pensèrent que l'armée ennemie, introduite par les Médicis dans le sein de leur patrie, serait toujours à leurs ordres pour écraser toute liberté ; que les étrangers désiraient l'affermissement de la tyrannie, pour qu'elle donnât aux nouveaux princes le droit de lever de plus amples contributions, et de leur prodiguer ensuite les trésors des Florentins, tous les citoyens sentirent un égal éloignement pour les propositions du vice-roi. Le grand conseil se divisa en seize bureaux, sous la présidence des seize gonfaloniers de compagnie ; et, après une longue délibération, tous ces bureaux déclarèrent d'une voix unanime qu'ils consentiraient au retour des Médicis, pourvu seulement que le gonfalonier demeurât à la tête de l'État, et que rien ne fût changé dans leur gouvernement ou dans leurs lois (2).

Cependant le vice-roi était arrivé devant Prato ; les Florentins avaient mis dans cette ville Luca Savelli, condottière, qui, en vieillissant dans les armes, n'y avait acquis ni expérience, ni réputation : il commandait cent hommes d'armes, de ceux qui

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 11. — Filippo de Nerli, présent au conseil lorsque le gonfalonier y tint ce discours, dit que Guicciardini l'a rapporté avec beaucoup d'élégance. *Commentari,* Lib. V, p. 108. On ne doit donc pas le regarder comme une invention de l'historien.—*Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 305.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 12.—*Istorie di Giovio Cambi,* T. XXI, p. 306.—*Commentari di ser Filippo de Nerli,* L. V, p. 108.—*Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 306.

avaient été dévalisés en Lombardie, et deux mille fantassins, presque tous tirés de l'ordonnance, ou milice des campagnes. On n'avait pas eu le temps d'achever l'approvisionnement de cette ville en munitions de bouche et en artillerie ; on la croyait néanmoins en état de soutenir l'attaque des Espagnols, et on comptait sur une vigoureuse résistance. Cardone, arrivé devant la porte de Mercatale, essaya de l'enfoncer par son artillerie, ou d'abattre le mur voisin : mais de ce côté les fortifications étaient en bon état; et au bout de peu d'heures les assaillants firent cesser leur feu dont ils reconnurent l'inutilité (1).

Le vice-roi n'était pas bien assuré qu'il fût avantageux pour son maître de rétablir les Médicis à Florence ; aussi son principal objet était-il d'effrayer les Florentins, et de les amener à lui payer une contribution : il offrit donc de nouveau de traiter, mais en demandant qu'on fournît des vivres à son armée aussi longtemps que durerait la négociation, car la campagne était déserte, et les paysans avaient retiré toutes leurs récoltes dans les lieux forts. Soit que le gonfalonier se livrât dans cette occasion à un excès de hardiesse qui n'était pas dans son caractère habituel, et qu'il se flattât que le défaut de vivres contraindrait cette armée à la retraite, soit qu'il eût mal pris ses mesures pour faire parvenir des munitions au camp espagnol, celui-ci commença bientôt à souffrir de la faim. Les soldats, dans leur impatience, recommencèrent leurs attaques contre Prato, où ils étaient sûrs de trouver des vivres. Dans la nuit du 29 au 30 août ils changèrent leurs logements, et vinrent s'établir devant la porte du Serraglio, où ils mirent de nouveau leurs deux canons en batterie. Dès les premières décharges l'un d'eux s'éclata ; et ils continuèrent à battre la muraille avec l'autre seulement. En quelques heures ils y firent une brèche de vingt pieds de largeur, mais fort élevée de terre ; il est vrai qu'une terrasse attenant au mur en cet endroit en facilitait l'accès. Quelques soldats espagnols montèrent à cette ouverture, et tuèrent deux des fantassins qui la gardaient : c'en fut assez pour frapper tous les autres de terreur; et quoiqu'il y eût au delà du mur un bataillon de fusiliers et de piquiers, qui auraient pu le défendre

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, Lib. XI. p. 15. — *Jacopo Nardi,* Lib. V, p. 248. — *Fr. Belcarii,* L. XIII. p. 399. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII. p. 306.

avec la plus grande facilité, ils ne virent pas plus tôt les Espagnols sur la brèche qu'ils commencèrent à s'enfuir.

Les vainqueurs, étonnés de tant de lâcheté, pénétrèrent de toutes parts dans Prato, et firent bientôt éprouver aux fuyards combien la peur est un plus mauvais conseiller que le courage. A peine quelques centaines d'entre eux auraient-ils pu périr dans l'assaut le plus meurtrier, tandis que leur fuite les livra presque tous sans défense à la mort. Les Espagnols outre-passèrent, dans cette occasion, toutes les cruautés qui avaient été commises par les vainqueurs de Brescia ou de Ravenne. Le nombre des malheureux qui furent massacrés sans combat, sans défense, sans provocation, est porté, par la plupart des historiens, à cinq mille; par les plus modérés, au moins à deux mille : toutes les maisons, toutes les églises furent pillées avec la plus excessive rigueur; et les bourgeois, dépouillés de tout, furent encore soumis à d'horribles tortures, pour émouvoir à compassion leurs amis et leurs parents, et les engager ainsi à racheter les prisonniers. La grande église seule, où une partie des femmes s'était réfugiée, fut soustraite à ces horreurs par une sauvegarde qu'obtint pour elle le cardinal de Médicis (1).

La nouvelle de la prise et du massacre de Prato répandit dans Florence l'effroi et la consternation. Seize mille hommes de l'ordonnance étaient rassemblés dans la ville; mais leurs camarades venaient de donner une telle preuve de leur lâcheté, qu'on ne pouvait plus prendre en eux aucune confiance. La grande majorité des citoyens ne désirait point un changement; seulement ils étaient privés de tout courage militaire : ils ne se sentaient point la force de repousser les ennemis, et ne voulaient point exposer la capitale aux affreux malheurs que Prato venait de subir. Le vice-roi n'avait pas rompu toute négociation; mais n'éprouvant plus de besoins, et ayant trouvé à Prato de l'argent et des vivres en abondance, il avait élevé prodigieusement ses prétentions, et ne demandait pas moins de cent cinquante mille florins : la ville

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 14. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. V, p. 250. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 306. — *Commentari di Filippo de' Nerli,* L. V, p. 109. — *Jo. Marianæ de rebus Hispan.*, L. XXX, c. XIV, p. 321. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 144.

tout entière était dans un état effrayant de fermentation ; la seigneurie était découragée, et le gonfalonier lui-même, qui ne dissimulait plus sa terreur, avait offert son abdication (1).

Sur ces entrefaites, vingt-cinq ou trente jeunes gens des familles les plus illustres et les plus riches, que leur goût pour les lettres et les beaux-arts avait réunis dès longtemps, et qui avaient coutume de se rassembler dans les jardins de Bernardo Ruccellai, devenu par eux fameux dans l'histoire littéraire, résolurent de prendre sur eux de changer le gouvernement; soit qu'ils regardassent l'entière liberté de leurs ancêtres comme contraire à leur goût pour la poésie et les jouissances du luxe, soit qu'ils jugeassent nécessaire de céder doucement à l'orage, et qu'ils voulussent, en dirigeant la révolution, sauver le gonfalonier. Ils savaient bien que, s'ils n'étaient pas secondés par leurs concitoyens, ils ne trouveraient pas non plus chez eux d'opposition. A leur tête, on voyait Barthélemi Valori, qui avait épousé la nièce de Sodérini, et qui était regardé par lui comme son gendre; Paul Vettori, Anton-Francesco des Albizzi, les Ruccellai, Capponi, Tornabuoni et Vespucci, qui, presque tous, avaient des relations de famille avec Sodérini et les siens (2).

Les jeunes conjurés, qui, quelques mois auparavant, avaient eu de secrètes correspondances avec Jules de Médicis, entrèrent au palais public, le matin du 31 août, le lendemain de la prise de Prato. Ils parvinrent, sans résistance, jusqu'à l'appartement du gonfalonier, qui n'avait pris aucune mesure pour se défendre, et qui s'en remettait au hasard. Ils le menacèrent de le tuer, s'il ne quittait pas aussitôt le palais, lui donnant, au contraire, leur parole de le sauver, s'il se conformait à leurs vœux. La ville s'était soulevée à la nouvelle de leur entreprise; mais, dans les groupes divers qui se formaient dans les rues, on entendait à peine quelques voix accuser le gonfalonier, quoique personne n'osât prendre sa défense. Les conjurés entraînèrent le gonfa-

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. V, p. 252.

(2) D'après les lettres familières de Francesco Vettori à Macchiavel, il paraîtrait que le but principal de son frère Paul était de servir le gonfalonier, et de lui sauver la vie. *Lettere familiari del Macchiavelli,* T. VIII, lett. 16, p. 41. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 253. — *Fillippo de' Nerli,* L. V, p. 107.

lonier dans la maison de Paul Vettori, sur le quai de l'Arno, où ils le gardèrent pendant la nuit. En même temps, ils firent assembler la seigneurie, les colléges, les capitaines du parti guelfe, les décemvirs de la liberté, les Huit de balie, et les conservateurs des lois. Ils demandèrent à cette assemblée de déposer le gonfalonier : toutefois, sur près de soixante-dix membres qui se trouvaient présents, il n'y en eut que neuf qui votassent pour la déposition de Sodérini. Francesco Vettori s'écria alors : « Concitoyens! ceux qui croient aujourd'hui sauver le gonfa- » lonier en lui donnant leur suffrage, assurent sa perte; car ses » ennemis le tueront, s'ils ne peuvent le faire déposer. » Cette menace eut l'effet qu'il en attendait : Sodérini fut privé juridiquement de sa dignité. Dans la nuit, on le fit partir par la route de Sienne pour aller à Rome; mais comme il apprit en chemin que le pape avait fait saisir ses biens, il tourna tout à coup sur Ancône, d'où il passa à Raguse (1).

Des ambassadeurs furent aussitôt envoyés au vice-roi, pour lui annoncer que la république s'était conformée au vœu qu'il avait exprimé, et pour connaître ses conditions. Cardone demanda avant tout de l'argent : il exigea quatre-vingt mille florins pour l'armée espagnole, quarante mille pour l'Empereur, vingt mille pour lui-même; et il voulut que Florence, en gage de son attachement à la sainte ligue, prît à sa solde le marquis de La Palude, et le reçût dans ses murs, avec deux cents gendarmes espagnols. Quant aux Médicis, il demanda seulement qu'ils fussent admis dans leur patrie comme citoyens, et qu'ils eussent la faculté de racheter leurs biens qui avaient été confisqués; en sorte qu'il paraissait laisser quelque espoir de conserver l'antique liberté (2).

Les Florentins, et les chefs eux-mêmes de la révolution, saisirent avec avidité cette espérance; et ils trouvèrent, dans le carac-

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 15. — *Ist. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 309. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 253. — *Fil. de' Nerli,* L. V, p. 109. — *Scipione Ammirato,* L. XXVIII, p. 307. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 146.

(2) *Ist. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 311. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. II, p. 147. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. V, p. 254. — *Commentari di Filippo de' Nerli,* L. V, p. 110. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 311.

tère doux et conciliant de Julien de Médicis, des facilités pour établir une organisation nouvelle qui semblait satisfaire tous les partis. Julien, sans attendre qu'une sentence des magistrats annulât sa précédente condamnation, avait fait son entrée dans la ville le 2 septembre, et était venu se loger dans la maison des Albizzi, alors ses plus chauds partisans, quoique leurs ancêtres eussent été longtemps les rivaux de sa famille. Une loi nouvelle, concertée avec lui, fut présentée au grand conseil, le 7 septembre, pour modifier la démocratie, sans la détruire absolument. Les fonctions du gonfalonier, au lieu d'être perpétuelles, devaient être réduites à une année; une balie devait remplacer le grand conseil pour faire la plupart des élections; mais ce conseil, quoique ses attributions fussent réduites, n'était pas supprimé : enfin, Jean-Baptiste Ridolfi était proposé aux suffrages de ses concitoyens pour remplacer Sodérini. La loi fut sanctionnée par le grand conseil; et sur mille cinq cent sept suffrages, Ridolfi en réunit onze cent trois. Il était proche parent de Médicis; mais, pendant l'administration de Savonarola, il s'était montré zélé pour la liberté comme pour l'état populaire, et ses concitoyens estimaient sa prudence et sa fermeté (1).

Les partisans les plus zélés des Médicis n'étaient point satisfaits de tant de ménagements : ils avaient compté sur une révolution plus complète; et tant que le grand conseil n'était pas supprimé, tant qu'un ami de la liberté était à la tête du gouvernement, ils craignaient que le parti qui avait pour lui la grande majorité du peuple ne reprît le dessus, dès que l'armée espagnole se serait éloignée; que même peut-être il n'exilât de nouveau les Médicis. Ils recoururent au cardinal Jean, et lui exposèrent les dangers de la condescendance de Julien son frère. Ils le trouvèrent aussi disposé qu'eux à pousser plus loin ses avantages, et à profiter, pour accomplir la révolution, de ce que l'armée espagnole séjournait toujours en Toscane. Jusqu'alors le cardinal était demeuré à Prato, au quartier général des Espagnols : il fit enfin son entrée à Florence, le 14 septembre; mais au lieu de s'y présenter comme légat de Toscane, avec des processions de prêtres, et des citoyens

(1) *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 259. — *Comment. di ser. Fillippo de' Nerli,* L. VI, p. 112.

pour cortége, il voulut avoir une suite toute militaire; et il la composa d'hommes d'armes et de fantassins de Romagne et de Bologne. Il alla descendre au palais des Médicis, où il reçut les visites des premiers citoyens de l'État; et le surlendemain seulement, il se rendit au palais public, avec les ambassadeurs du pape et du vice-roi, pour visiter la seigneurie (1).

Ridolfi, qui s'était toujours montré d'un parti opposé à Sodérini, avait licencié l'ancienne garde, qui faisait le service auprès de celui-ci et de la seigneurie; et il n'avait point eu le temps d'en former une autre, en sorte que le palais public n'était point défendu. Le cortége qui avait accompagné le cardinal de Médicis y entra avec lui, et s'en empara sans résistance (2). Les partisans des Médicis firent alors retentir la place de cris menacants; et Julien, se présentant au conseil des Quatre-Vingts, lui demanda, ainsi qu'à la seigneurie, d'appeler le peuple au parlement.

Depuis longtemps ces assemblées tumultueuses ne se réunissaient jamais sans donner le signal d'une révolution : aussi en formant le grand conseil, qui comprenait tous les citoyens, s'était-on proposé d'abroger en quelque sorte les parlements. La seigneurie et les colléges résistèrent quelque temps aux demandes des Médicis; mais enfin il fallut céder à la force : la grosse cloche sonna pour assembler le peuple. Les citoyens ne se rendirent qu'en petit nombre sur la place; et les Médicis eurent soin de la faire remplir par des soldats et des étrangers, qui répondirent par leurs clameurs au nom du peuple florentin. Deux heures avant la nuit, la seigneurie se rendit à la balustrade destinée à haranguer le peuple; et là elle fit lecture des propositions nouvelles, dont les Médicis demandaient la sanction. Toutes les lois portées depuis l'an 1494 devaient être abolies : une balie nouvelle devait être investie pour une année de la totalité des pouvoirs qui appartenaient au peuple florentin; et cette balie devait être composée du gonfalonier, des huit nouveaux prieurs, de douze membres par chacun des quatre quartiers, dont les noms, désignés par les Médicis, furent également lus au peuple, enfin de onze *arruoti* ou adjoints, qui, après

(1) *Comment. del Nerli,* L. VI, p. 114. — *Ist. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 324.

(2) *Comment. del Nerli,* L. VI, p. 115.

que la première nomination eut été faite par le comité secret des Médicis, avaient obtenu par faveur d'être aussi compris dans le même corps. Cette balie, à laquelle on accorda le droit de s'adjoindre des membres nouveaux, devait avoir aussi celui de prolonger elle-même son autorité d'année en année ; et en effet, ce fut le même corps qui, comprenant désormais toute la république, continua ses fonctions, sans mission nouvelle, jusqu'à l'année 1527, que les Médicis furent expulsés une dernière fois. La balie elle-même devait déléguer, sous le nom d'*accoppiatori*, un certain nombre de ses membres, auquel tout pouvoir fut accordé pour élire désormais arbitrairement le gonfalonier et les prieurs. Quant à celui qui siégeait alors, Jean-Baptiste Ridolfi, il fut invité à abdiquer ses fonctions le 1er novembre (1).

Telle fut l'étroite et honteuse oligarchie qui fut substituée au gouvernement libre et constitutionnel de la république. Le parlement sanctionna la révolution ; car les seuls citoyens déterminés à tout approuver se rendirent sur la place publique, au milieu des soldats qui faisaient violence à leur patrie. La nouvelle balie prononça peu de condamnations ; mais elle abolit la plupart des magistratures protectrices de la liberté : de plus, elle licencia, dès le 18 septembre, l'ordonnance ou la milice florentine, et elle fit désarmer le peuple. Un gouvernement que les étrangers ont établi par la violence doit craindre toute force nationale ; et, pour se maintenir, il doit désarmer et avilir la nation qui lui est soumise (2).

Il était difficile de trouver assez promptement l'argent nécessaire pour satisfaire les alliés. La balie fut obligée d'ouvrir, le 23 septembre, un emprunt forcé de quatre-vingt mille florins, avec le produit duquel les Espagnols furent payés (3). Chaque membre de la balie fut ensuite autorisé à désigner huit citoyens de son quartier, parmi ceux qu'il jugerait les plus attachés aux

(1) *Ist. di Giov. Cambi*. T. XXI, p. 324. — *Commentari di ser. Filippo de' Nerli*, L. VI, p. 116. — *Scipione Ammirato*, L. XXIX, p. 312. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. III, p. 149. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XI, p. 17.

(2) *Ist. di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 329. — *Jacopo Nardi*, L. VI, p. 263. — *Scipione Ammirato*, L. XXIX, p. 311.

(3) *Istor. di Giov. Cambi*, T. XXI, p. 330.

Médicis, et les plus ennemis des principes populaires. La liste, qui montait à cinq cent quarante-huit citoyens, fut réduite à deux cents par un scrutin secret ; ils furent considérés comme formant la représentation nationale ou le conseil de la république : on le nomma le conseil des *Arruoti*. Les Médicis en formant ce conseil, eurent soin de n'y laisser entrer aucun des anciens partisans de Savonarola, qui s'étaient proposé en même temps l'affermissement de la liberté et la réforme de l'Église. De tous les partis qu'on reconnaissait à Florence, ce fut celui qui fut le plus sévèrement exclu de toute part au gouvernement (1).

Le premier gonfalonier élu, le 2 novembre, par les vingt *accoppiatori* de la balie, pour succéder à Jean-Baptiste Ridolfi, fut Philippe Buondelmonti, vieillard âgé de soixante et treize ans. Aucun membre de cette maison si ancienne, et dont le nom rappelait les premières querelles des Guelfes avec les Gibelins, n'avait encore été honoré du gonfalon, parce que tous ses ancêtres et lui-même avaient professé de tout temps des opinions purement aristocratiques, et avaient montré un grand mépris pour le peuple. Cette élection fut un nouveau chagrin pour les amis de la liberté, et dans la seigneurie elle-même, on fit souvent sentir à Buondelmonti combien il jouissait peu de la confiance de ses concitoyens (2).

Le résultat de cette révolution fut de faire rentrer à Florence le cardinal Jean de Médicis et son frère Julien, tous deux fils de Laurent le Magnifique; Jules, chevalier de Malte, et prieur de Capoue, fils naturel de Julien l'Ancien, frère du Magnifique, et Laurent II, fils de Pierre, l'aîné des trois fils du Magnifique, qui s'était noyé au Garigliano. Avec eux ils conduisaient encore deux enfants, Hippolyte, fils naturel de Julien II, et Alexandre, fils naturel de Laurent II, en qui l'on vit s'éteindre l'ancienne race des Médicis: aucun des chefs de cette famille n'avait de fils légitime (3).

A peine les Médicis furent-ils rétablis à la tête du gouvernement,

(1) *Commentari del Nerli,* L. VI, p. 119. — *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 331. — *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 262.

(2) *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXI, p. 340.

(3) *Jacopo Nardi, Istor. Fior.,* L. VI, p. 263.

qu'on vit apparaître dans la république une classe de courtisans, qui semblaient étrangers à ses anciennes mœurs et à son caractère. Plusieurs tiraient leur origine des familles illustrées par leur amour pour la liberté : mais la vanité, le goût du plaisir, l'espérance de rétablir par les faveurs d'une cour leur fortune délabrée, leur faisaient préférer le service des princes au partage de la souveraineté dans un État libre. Ils se vantaient alors de leur fidélité inaltérable à la maison de Médicis; et quoique la révolution eût été accomplie par les armes étrangères, ils donnaient à entendre que leurs sourdes intrigues l'avaient préparée, et que leurs trahisons l'avaient facilitée. A les en croire, c'étaient eux qui avaient livré aux Espagnols les passages de l'Apennin, Campi et Prato, ou qui avaient empêché que ces places ne fussent mises en état de défense. Ils avaient entretenu une longue correspondance avec Jules de Médicis, l'agent principal du cardinal, son cousin; leurs lettres, sans adresse et sans signature, étaient déposées dans un trou de la muraille du cimetière de Sainte-Marie-Novelle, où un messager apportait ensuite les réponses, sans connaître le nom, la demeure ou la figure de ceux dont il servait la correspondance. Au nom de ces longues machinations contre leur patrie, ils réclamaient quelques faveurs des Médicis ; mais leurs efforts ne servirent qu'à les signaler au mépris de leurs concitoyens et des âges à venir (1).

Le vice-roi don Raymond de Cardone était enfin parti de Prato le 18 septembre, et avec l'armée espagnole, il avait été joindre les Vénitiens qui faisaient le siége de Brescia. M. d'Aubigny, qui défendait cette ville, et qui avait peu d'espérance de s'y maintenir longtemps, après avoir refusé de se rendre aux Vénitiens, offrit de capituler avec Cardone, pour jeter ainsi des germes de mécontentement entre les alliés de la sainte ligue : il obtint des conditions honorables. Peschiéra ouvrit de même ses portes aux Espagnols, Légnago à l'évêque de Gurck, ministre de Maximilien, et la seule ville de Crême se soumit aux Vénitiens (2).

L'évêque de Gurck se rendit ensuite à Rome, en passant par Florence; et jamais ambassadeur, jamais prélat ne fut reçu dans

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. V, p. 230; L. VI, p. 264, 265.
(2) *Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 18. — *Petri Bembi,* L. XII, p. 283, 284.

la capitale de la chrétienté avec plus d'honneurs, et plus de marques de respects. Le pape, qui voyait la ligue partagée par de sourdes inimitiés, et prête à se dissoudre, voulait s'assurer la reconnaissance de ce secrétaire de l'Empereur, qui seul paraissait avoir du crédit sur l'esprit de son maître : il lui accorda le chapeau de cardinal, qu'il lui faisait espérer depuis une année; et il chercha par son moyen à s'unir d'une manière plus intime avec Maximilien (1).

Un congrès des puissances de la ligue s'assemblait à Rome, pour régler le sort de l'Italie, et terminer les différends qui avaient déjà éclaté à Mantoue. Une jalousie universelle semblait armer tous les alliés les uns contre les autres. Le pape se plaignait de ce que Ferdinand avait promis sa garantie à Florence, Sienne, Lucques et Piombino; et il exigeait, pour la liberté du saint-siége, que le souverain de Naples ne s'attribuât point d'autorité sur la Toscane. Les Espagnols, d'autre part, voulaient étendre leur protection, non-seulement sur cette contrée, mais encore sur Fabrice et Marc-Antoine Colonna, qui, depuis l'évasion du duc de Ferrare, étaient tombés dans la disgrâce du pape. En même temps, ils réclamaient le subside de quarante mille florins par mois, qui leur avait été assuré par le traité de la sainte ligue, et qu'on ne leur payait plus. Les Suisses, que le pape avait proclamés défenseurs de la liberté ecclésiastique, en leur envoyant un drapeau, une épée et un casque qu'il avait bénis, exigeaient que le duché de Milan fût rendu à Maximilien Sforza, qu'il leur importait d'avoir pour voisin, plutôt qu'un des grands potentats, et ils voulaient lui consigner eux-mêmes les clefs de Milan, pour rappeler qu'eux seuls en avaient fait la conquête : mais l'empereur Maximilien prétendait garder pour lui le Milanez, et refusait à son cousin l'investiture et le titre de duc. Le même Maximilien, d'accord avec les Espagnols, se plaignait du pontife, qui avait occupé Plaisance, Parme et Reggio, au préjudice des droits de l'Empire (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 19. — *Parisii de Grassis Diarium,* T. III, p. 938 ; *apud Raynaldi Annal.,* T. XX, p. 125, ann. 1512, § 90. — *Ist. di Giov. Cambi,* p. 338.— *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 311.— *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 401.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 20.— *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. VI, p. 266.

Le différend entre Maximilien et les Vénitiens était encore le plus compliqué de tous, et le plus difficile à concilier. Le premier, qui occupait toujours Vérone, exigeait de plus que Vicence lui fût restituée, et il ne consentait à laisser aux Vénitiens la possession de Padoue, Trévise, Brescia, Bergame et Crême, qu'il déclarait relever de lui comme terres d'Empire, que moyennant deux cent mille florins d'investiture, et un tribut annuel de trente mille florins. Les Vénitiens, d'autre part, ne pouvaient consentir, ni à renoncer à la suzeraineté, dont ils avaient été en jouissance pendant plus d'un siècle, ni à faire un sacrifice d'argent aussi énorme, dans l'état d'épuisement où étaient leurs finances, ni à perdre, par l'abandon de Vérone, toute communication avec les provinces qu'on leur rendait au delà du Mincio, et dont la possession serait par conséquent toujours précaire pour eux (1).

Jules II employa tout son crédit, toute son activité, à concilier ces prétentions opposées; il offrit aux Vénitiens de leur prêter en partie l'argent que l'Empereur leur demandait; il les exhorta vivement à céder pour la paix de l'Europe: mais ne pouvant les y décider, il les menaça, avec son impétuosité habituelle, de toutes les peines ecclésiastiques, s'ils retardaient davantage la pacification de l'Italie; et bientôt après, il conclut avec l'Empereur, et publia le 25 novembre une alliance nouvelle, dans laquelle les ambassadeurs d'Angleterre et d'Aragon refusèrent d'intervenir. Maximilien accéda par elle au concile de Latran; il désavoua tous les actes par lesquels il s'était joint à celui de Pise; il promit de ne donner aucun secours à Alphonse d'Este ou aux Bentivoglio, et de rappeler les Allemands qui étaient au service du premier. Jules, de son côté, s'engagea à employer les armes spirituelles et temporelles, pour mettre l'Empereur élu en possession de toutes les provinces qui lui avaient été assignées en partage par la ligue de Cambrai. Les poursuites de Jules contre les Colonna, et les droits contradictoires de l'Empire et de l'Église, sur Parme, Plaisance et Reggio, devaient rester en suspens, jusqu'à la fin de la guerre (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 21. — *Petri Bembi,* L. XII, p. 285. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 402.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 21. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1512, § 91, p. 125. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 402.

Le pape toutefois ne rompit point ses négociations avec la république : il espérait encore lui éviter de nouvelles hostilités, et il ne voulait pas attaquer Ferrare avant le retour du printemps. Pendant cet intervalle de paix, le cardinal de Gurck, celui de Sion, et le vice-roi de Naples se rendirent à Milan, pour mettre Maximilien Sforza en possession de sa capitale : le cardinal de Sion lui en consigna les clefs aux portes de la ville, le 29 décembre, au nom de la confédération helvétique. Les Milanais, après avoir tant souffert, croyaient retrouver sous un souverain italien, et sous le petit-fils du grand Sforza, tout le bonheur des anciens temps : la mémoire même de Louis le Maure leur était devenue chère par son contraste avec la domination des étrangers; et la capitulation de la citadelle de Novare vint encore embellir les fêtes de l'inauguration du nouveau duc. Il ne restait dès lors plus aux Français, dans toute l'Italie, que les châteaux de Milan, Crémone, Trezzo, et la Lanterne de Gênes (1).

Cependant Louis XII ne renonçait point au Milanez, dont la conquête avait été l'objet de l'ambition de sa vie entière. En retirant ses troupes d'Italie, il les avait portées sur les Pyrénées; il les avait fortifiées par de nouveaux corps de gendarmerie française, et de landsknechts de la basse Allemagne; et avant la fin de l'année il avait recouvré près de la frontière d'Espagne une grande supériorité de forces sur son adversaire Ferdinand. Mais la campagne de 1512 avait été fatale à son fidèle allié Jean d'Albret, roi de Navarre. Les généraux français qui le défendaient, avaient commis faute sur faute; lui-même, bien plus occupé des cérémonies de l'Église que des affaires d'État, passait les journées à entendre des messes, dans le temps même où il était excommunié comme schismatique, et où une bulle du pape lui enlevait son petit royaume. Ferdinand en dut la conquête, moins encore à la valeur de ses troupes et à l'habileté de son général, le duc d'Albe, qu'aux artifices par lesquels il retint le marquis de Dorset avec les Anglais à Fontarabie, de manière à faire en sa faveur une puissante diversion (2). Lorsqu'enfin le royaume de Navarre fut

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 22. — *Petri Bizarri Genuens. Hist.,* L. XVIII, p. 432. — *Jacopo Nardi, Istor. Fior.,* Lib. VI, p. 266. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 403.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 23. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.,*

perdu, cet échec même remit Louis XII en liberté de faire rebrousser chemin à son armée vers la Lombardie; et dès le commencement de l'année 1513, il chercha, par des négociations nouvelles, à dissoudre la ligue qui lui avait enlevé le Milanez, et à se procurer des alliés en Italie.

La ligue était déjà tellement divisée par des intérêts contradictoires, que Louis XII était en quelque sorte maître de choisir les alliés nouveaux qu'il voudrait se donner. Ferdinand, qui dans toutes ses actions se couvrait toujours avec la même hypocrisie du manteau de la religion, lui avait envoyé deux moines en France pour traiter avec lui, et lui proposer ou une paix générale, ou une alliance particulière : mais sa première condition ayant été que Louis XII lui abandonnât la Navarre, celui-ci répondit que son honneur était engagé à secourir un roi qui ne s'était jeté dans le danger que par dévoûment pour lui (1). D'autre part, la reine Anne de Bretagne avait fait faire au cardinal de Gurck des ouvertures de négociation qui avaient été accueillies; et Maximilien en retour avait fait proposer à Louis de marier son petit-fils, l'archiduc Charles, avec la seconde fille du roi, pourvu que celle-ci lui apportât pour dot les droits de la France sur le Milanez et le royaume de Naples. Il exigeait encore que cette jeune princesse fût envoyée immédiatement à la cour impériale, pour y achever son éducation, jusqu'au temps du mariage, et que le roi secondât Maximilien dans son projet d'écraser entièrement les Vénitiens (2). La reine Anne ne voulut point consentir à se séparer ainsi de sa fille; et les conseillers de Louis XII le détournèrent d'une alliance avec un empereur qui n'était jamais de bonne foi dans ses promesses et qui, le fût-il et eût-il pardonné à la France les dix-sept offenses qu'il prétendait avoir reçues d'elle, se mettait toujours dans l'impuissance de remplir ses engagements (3).

L. XXX, c. 317. — Mémoires de Bayard, Ch. LVI, p. 329-339. — Mémoires de Fleuranges, p. 106-116. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 404. — *Hume's History of England,* Ch. XXVII, T. V, p. 115.

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 27. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 405.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 27. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 405.

(3) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 29.

Louis XII sentait les funestes conséquences de sa brouillerie avec les Suisses, et il désirait ardemment se réconcilier avec eux : mais cette négociation présentait plus de difficultés que toutes les autres. Il savait qu'un traité avait été signé entre les ambassadeurs suisses et Maximilien Sforza, par lequel la confédération prenait la maison Sforza sous sa protection, et lui permettait des levées de troupes indéfinies pour la défense du Milanez ; tandis que le duc promettait aux Suisses cent cinquante mille ducats en entrant en possession de ses États, et quarante mille ducats par année pendant vingt-cinq ans. Louis désirait vivement empêcher la diète de ratifier ce traité ; ce qu'elle n'avait point fait encore. Pour obtenir seulement que ses ambassadeurs pussent se présenter à cette diète, il livra aux Suisses les citadelles de Lugano et de Locarno. Sous cette condition M. de La Trémouille eut la permission de venir à Lucerne, où la diète était assemblée. Jean-Jacques Trivulzio s'y rendit en même temps sous prétexte d'y traiter de ses propres intérêts : aussitôt les Suisses lui défendirent de communiquer avec La Trémouille; et en présence de l'un et de l'autre, ils ratifièrent la convention conclue avec Sforza, et ils refusèrent au roi de France toute levée de soldats, et toutes ses autres demandes (1).

Pendant le même temps Louis XII avait aussi entamé des négociations avec les Vénitiens, par l'entremise de Trivulzio, et par celle d'André Gritti, qui était toujours demeuré prisonnier depuis la bataille de la Ghiara d'Adda, et qu'il fit venir à sa cour. Mais quoiqu'elles fussent conduites avec un profond secret, Maximilien en eut quelque soupçon; et, pour les rompre, il se montra disposé à se relâcher de ses prétentions; et il renonça à demander la restitution de Vicence. Les Vénitiens répondirent au cardinal de Gurck qu'ils ne traiteraient point s'ils n'obtenaient eux-mêmes la restitution de Vérone, sans laquelle leur territoire se trouvait partagé en deux. Ils offrirent seulement en compensation d'augmenter le tribut demandé par l'Empereur. Comme ils ne purent obtenir cette restitution, ils signèrent avec le secrétaire de Trivulzio envoyé secrètement auprès d'eux, un traité d'alliance avec la France. Celui de 1499 entre les deux mêmes puissances, qui garantissait

(1) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XI, p. 28. — *Fr. Belcarii*, L. XIV, p. 406.

Crémone et la Ghiara d'Adda aux Vénitiens, et tout le reste du duché de Milan à Louis XII, servit de base à ce nouveau traité (1).

Le secrétaire de Trivulzio, qui avait rédigé ce traité pour la France, avait réservé expressément qu'il serait regardé comme non avenu, si le roi ne le ratifiait pas avant un terme fixé. Ainsi jusqu'alors rien n'était fait, et chacun continuait des négociations contradictoires. Louis XII avait envoyé à Maximilien, M. d'Asparoth, frère de Lautrec, pour donner suite aux premières propositions du mariage de madame Renée de France. D'autre part, Ferdinand pressait Maximilien de rendre Vérone aux Vénitiens, et d'accepter en retour deux cent cinquante mille ducats d'investiture, et cinquante mille de cens annuel. Il lui proposait d'employer cet argent à porter la guerre en Bourgogne, et de prendre en France des dédommagements pour les conquêtes qu'il abandonnerait en Italie. Il avait engagé le cardinal de Gurck, qui partageait pleinement ces projets, à se rendre en Allemagne pour les appuyer; et il l'avait fait accompagner par don Pédro de Urrea, son ambassadeur, et par le comte de Cariati, son ministre auprès de la république de Venise. Pour donner plus de temps à toutes ces négociations, une trêve pour tout le mois de mars fut stipulée entre les Allemands et les Vénitiens (2).

Le plus actif, dans ces négociations compliquées était encore le pape Jules II. Il attendait le printemps avec impatience pour attaquer Ferrare, dont le duc, abandonné par tous ses alliés, ne pouvait faire une longue résistance. Il avait acheté secrètement de Maximilien, pour le prix de trente mille ducats, les droits de l'Empire sur Sienne, et il comptait en gratifier son neveu le duc d'Urbin : moyennant une autre somme de quarante mille ducats, Maximilien devait encore lui remettre Modène en gage. Il menaçait les Lucquois, auxquels il voulait enlever la Garfagnana, que ceux-ci avaient conquise sur Alphonse d'Este, pendant ses calamités. Il était mécontent des Médicis, qu'il trouvait plus attachés à la cour d'Espagne qu'à lui, et il méditait de changer une seconde fois la constitution de Florence. Il avait ôté au cardinal de Sion la légation de Milan; et il l'avait rappelé à Rome, pour le punir des

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 29.
(2) *Ibid.*, p. 30.

concussions par lesquelles ce prélat s'était fait trente mille ducats de rente en Lombardie. Il se préparait à chasser Jean-Paul Baglioni de Pérouse, pour lui substituer Charles Baglioni ; à faire déposer Janus Fregoso, doge de Gênes, pour lui substituer Octavien Fregoso. Les Suisses seuls continuaient à lui paraître dignes de son estime et de son amour. C'était par leurs secours qu'il espérait achever de *chasser les barbares d'Italie*, selon son expression favorite. Par eux il espérait se défaire un jour des Espagnols; et le cardinal Grimani ayant dit devant lui que le royaume de Naples restait toujours sous la domination des étrangers, Jules II, frappant la terre de son bâton, s'écria que, si le ciel lui prêtait vie, il ne tarderait pas à affranchir aussi les Napolitains du joug qui pesait sur eux (1). Enfin, dans son ressentiment implacable contre la France, il transportait par une bulle au roi d'Angleterre le titre de très-chrétien ; il privait Louis du royaume de France, et il l'accordait au premier occupant (2).

Tous ces projets fermentaient en même temps dans la tête de Jules II, lorsqu'une fièvre, petite, mais obstinée, à laquelle la dyssenterie se joignit bientôt, lui fit reconnaître qu'il n'avait plus que peu de temps à vivre. Il appela auprès de lui les cardinaux en consistoire, et leur fit confirmer la bulle contre la simonie, qu'il avait publiée après sa première maladie. Il les engagea à déclarer que les cardinaux schismatiques seraient exclus du conclave, auquel, et non point au concile assemblé il laissa l'élection de son successeur. Il les engagea encore à confirmer le vicariat de Pésaro à son neveu le duc d'Urbin, en considération de ce que c'était la seule grâce qu'il eût accordée à sa famille. En effet, il ne s'est pas présenté dans son histoire une seule occasion de parler de Madonna Félice sa fille, mariée à Gian Giordano Orsini : il ne lui avait jamais accordé aucune faveur; et un jour qu'elle lui demandait avec instance de donner le chapeau de cardinal à Guido de Montefalco, son frère de mère, il le lui avait refusé avec sévérité, déclarant qu'il n'en était pas digne. Jules II conserva jusqu'au dernier moment la même fermeté, la même constance, toute la

(1) *Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este,* p. 94.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 30. — *Raynaldi Annal. eccles.,* 1512, § 97, p. 126.

vigueur de son âme et tout son jugement. Il reçut les sacrements de l'Église, et mourut, après plusieurs jours de souffrances, dans la nuit du 21 février 1513 (1).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 31. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. III, p. 151. — *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXII, p. 4. — *Jac. Nardi,* L. VI, p. 270. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 311. — *Petri Bizarri,* L. XVIII, p. 433. — *Raynaldi Ann. eccles.,* 1513, §§ 1-9, p. 132, 133. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 407. — L'histoire de Venise, de Pietro Bembo, se termine à la mort de Jules II, L. XII, p. 286. — C'est un des plus faibles ouvrages de ce littérateur célèbre. Il sacrifie sans cesse son impartialité et sa bonne foi à ce qu'il croit l'honneur de sa patrie. Ses informations sont fort inexactes ; et quoiqu'il eût connaissance de quelques papiers d'État que n'avaient point vus les autres historiens, le plus grand nombre de beaucoup des documents qui lui auraient été nécessaires, lui avait été soustrait par la jalousie du gouvernement. Enfin, sous le rapport même du mérite littéraire, l'histoire de Bembo n'est pas digne de la réputation de son auteur. Avec beaucoup d'élégance et de pureté dans le style, il n'a pas su lui donner de l'intérêt, et l'on ne peut en supporter la lecture sans fatigue et sans ennui. J'ai fait usage de l'édition du *Thesaurus antiquitatum et historiarum Italiæ* de Burmanus, T. V, P. I, p. 1-286.

CHAPITRE XIII.

LÉON X SUCCÈDE A JULES II ; EXPÉDITION DE LA TRÉMOUILLE EN LOMBARDIE ; SA DÉFAITE A NOVARE ; DÉROUTE DE BARTHÉLEMY D'ALVIANO A L'OLMO ; LA GUERRE SE RALENTIT EN ITALIE ; NÉGOCIATIONS ; MORT DE LOUIS XII. — 1513 A 1515.

Les révolutions qui avaient ébranlé l'Italie pendant les dix dernières années, et les guerres cruelles qui l'avaient ensanglantée, pouvaient être attribuées, pour la plupart, au caractère violent et emporté de Jules II, et à l'acharnement avec lequel il poursuivait l'accomplissement de ses projets ou de ses vengeances. Ses passions se confondaient à ses yeux avec les principes qu'il avait adoptés, et il s'était fait des devoirs conformes à son ambition. Presque tous les projets qu'il avait formés avaient un côté noble et généreux; ses pensées étaient assez élevées, ses désirs assez désintéressés pour justifier sa conduite à ses propres yeux; et malgré les violences criminelles par lesquelles il en pressa l'accomplissement, il n'était pas tout à fait indigne des éloges que lui ont prodigués le cardinal Bellarmin, Raynaldi l'annaliste de l'Église, et les autres apologistes du saint-siége (1).

Jules II, qui ne pouvait souffrir aucune opposition, aucune résistance, et qui poussait aux derniers excès le despotisme de ses volontés, avait cependant, en principe, du respect et de l'amour pour la liberté : il voulait assurer celle de l'Italie; il se révoltait à l'idée de voir cette contrée dominée par les étrangers; et son désir le plus ardent était de la délivrer du joug des barbares, comme il appelait tous les ultramontains. Il connaissait aussi le prix de la

(1) *Bellarminus, de Potestate summi Pontificis in tempore,* Cap. II, *apud Raynald. Ann.*, 1513, § 12, p. 134.

liberté civile : il avait voulu rétablir l'indépendance de la république de Gênes, et sauver celle de Venise, encore qu'il eût le premier conjuré contre elle l'orage qui l'accabla ; il avait respecté la liberté de Bologne et des villes des États de l'Église, d'où il avait chassé les tyrans. Il avait commencé par leur rendre une administration républicaine, sous la protection du saint-siége. Il est vrai que, dès qu'il trouvait ensuite quelque opposition dans ces villes, sa colère ne connaissait plus de bornes, il y voyait une rébellion, et il les punissait aussitôt par la privation de cette liberté même qu'il leur avait rendue, et qu'il regardait comme le premier des biens.

Il avait conçu la plus haute estime pour les Suisses : il voyait en eux un peuple libre, belliqueux et docile à sa voix ; et comme leurs montagnes couvrent une partie importante des frontières de l'Italie il avait conçu le projet digne d'une âme élevée, de les constituer gardiens de la liberté italienne. Il avait contribué au renversement du gonfalonier Pierre Sodérini, parce que, dans ses bouillants ressentiments, il ne pouvait lui pardonner ni son attachement à la France, ni l'asile qu'il avait donné au concile de Pise. Mais il n'avait pas consenti à l'asservissement de Florence par les Médicis ; et il blâmait hautement le cardinal Jean d'avoir fait son entrée dans sa patrie, entouré de piques et de hallebardes, et d'avoir fondé le pouvoir de sa maison sur des armes étrangères. Il déclarait qu'il n'avait jamais eu l'intention de prêter les mains à l'établissement d'une nouvelle tyrannie, et que le vœu de son cœur était, au contraire, de la renverser et de la détruire partout où elle existait (1).

Mais quoique Jules II eût réussi dans ses projets par delà tout ce qu'on aurait pu attendre des calculs ordinaires de la politique, et quoique son impétuosité, en troublant ses adversaire et en confondant leurs mesures, l'eût souvent mieux servi que n'aurait fait la prudence ; en sorte qu'il avait étendu les frontières de l'Église plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs, il avait cependant causé tant de malheurs, il avait fait répandre tant de sang, il avait fait inonder l'Italie par tant de nations barbares, au moment même où il prétendait combattre pour sa délivrance, que sa mort fut consi-

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 265.

dérée comme un bonheur public, et que les cardinaux, les Romains, les Italiens, et tous les peuples de la chrétienté, désirèrent également que son successeur ne lui ressemblât pas. Il était vieux; et ce fut un motif pour désirer un jeune pontife : il était turbulent, impatient, colérique; on chercha celui que son amour pour les lettres, pour les plaisirs, pour une vie épicurienne, rendait le plus dissemblable à Jules II. Il n'avait jamais souffert aucun conseil, aucune résistance; on essaya, avant de nommer son successeur, de le mettre sous la tutelle de tous les autres cardinaux, et d'enchaîner la puissance pontificale par des serments et des conventions. Mais cette tentative, si souvent renouvelée dans les conclaves, avait toujours été également vaine; le pape élu ne manquait jamais d'abolir dans sa pleine puissance le serment qu'il avait prêté comme cardinal. Les conventions qui, après la mort de Jules II, furent jurées par les vingt-cinq cardinaux réunis pour élire son successeur, n'eurent pas un sort plus heureux; et l'annaliste de l'Église n'a pas même jugé à propos de les consigner dans ses annales (1).

Les obsèques de Jules II étant terminées, vingt-quatre cardinaux qui se trouvaient présents à Rome, le 4 mars, s'enfermèrent au conclave. Jean de Médicis, quoique parti immédiatement de Florence pour venir les joindre, fut contraint par un abcès à voyager lentement et en litière; en sorte qu'il n'arriva que le 6 mars, et qu'il entra le dernier au conclave. Le cardinal Raphaël Riario, neveu de Sixte IV, était alors doyen du sacré collége; il était aussi le plus riche entre les cardinaux, et le plus avancé dans les dignités de l'Église : aussi avait-il d'abord aspiré à la dignité pontificale. Mais ses qualités personnelles, ou le souvenir de son oncle, n'étaient point faits pour lui concilier beaucoup de suffrages, et il fut bientôt écarté.

Le crédit des familles souveraines en Italie avait fait introduire dans le sacré collége un certain nombre de jeunes cardinaux, qui, le plus souvent entraînés par leur déférence pour leurs aînés, avaient peu de part aux décisions du corps dont ils faisaient partie. Mais la violence et l'austérité du vieux Jules II avaient donné

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 32. — *Parisii de Grassis Diarium Curiæ Rom., apud Raynald. Ann.* 1513, § 13, p. 134.

du crédit à la jeunesse; et, pour la première fois, on vit dans le conclave se former un parti des jeunes gens. Alphonse Pétrucci, fils du seigneur de Sienne, fut dans ce parti un des plus actifs et des plus zélés; il ne tarda pas à en être mal récompensé. Jean de Médicis, qui n'avait alors que trente-sept ans, était le plus jeune de ceux sur lesquels les jeunes gens pouvaient avec quelque décence faire tomber leurs suffrages. Ce choix ne répugnait point à un grand nombre de cardinaux plus âgés, qui, dans l'état de trouble et de danger où se trouvait l'Italie, considéraient comme un grand avantage pour l'État de l'Église d'avoir pour souverain le chef de la république florentine, et de faire cause commune avec la Toscane.

Mais le cardinal Sodérini, qui jouissait d'un crédit mérité dans le sacré collége, s'opposait, par lui-même et par tous ses amis, à l'exaltation du chef de la famille de ses ennemis. Les partisans de Médicis s'occupèrent aussitôt de réconcilier ces deux familles. Ils offrirent au cardinal Sodérini, pour prix de son suffrage, de rappeler le gonfalonier Sodérini de Raguse, et de lui accorder un asile à Rome; de le remettre dans la jouissance de tous ses biens séquestrés à Florence, et d'unir par un mariage sa famille à celle des Médicis. Ces propositions furent acceptées et religieusement exécutées; et l'élection de Médicis fut arrêtée dans le conclave dès le jeudi au soir, 10 mars. Ce ne fut cependant que le 11 que les cardinaux allèrent aux suffrages; et le cardinal Jean fut chargé lui-même du dépouillement du scrutin qui le déclarait pape. Il prit le nom de Léon X (1).

Médicis n'était encore que diacre; et il fallait l'ordonner prêtre avant de le couronner comme pape. Cette cérémonie se fit le 15 mars; il fut consacré le 17, et couronné à Saint-Pierre le 19. Il avait fallu précipiter ces fonctions à cause de la semaine sainte; mais Léon X ne voulait pas renoncer à un couronnement plus solennel, et qui demandait de plus longs préparatifs. Il se fit le 11 avril à Saint-Jean-de-Latran, dont l'église est considérée comme l'évêché propre des papes. Médicis avait choisi l'anniversaire du

(1) *Parisii Diarium, apud Raynald. Ann.*, 1513, §§ 13, 14, 15, p. 134. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* Lib. III, p. 152. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XI, p. 32. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 408.

jour de la bataille de Ravenne, où il avait lui-même été fait prisonnier par les Français; il monta, pour la cérémonie, le cheval même qu'il avait monté pour la bataille (1).

On put reconnaître à ce couronnement combien l'esprit de la cour de Rome était changé. Jules II réservait toutes les ressources de l'État pour la guerre; dans les autres branches de l'administration, il avait apporté la plus sévère économie; il avait supprimé de sa cour tout luxe et toute pompe : au milieu même de la guerre, il n'avait cessé d'accumuler ses revenus pour l'exécution des projets plus vastes qu'il formait; et à sa mort, il avait laissé trois cent mille florins en argent comptant, que son successeur trouva dans le trésor, quatre-vingt mille florins que les cardinaux dépensèrent ou s'approprièrent pendant l'interrègne, et des pierreries d'une très-grande valeur, dont il avait orné la mitre, nommé *triregno*. Léon X, au contraire, en arrivant au trône, voulut frapper le peuple de l'idée de sa magnificence; et songeant peu à la guerre où l'Église était engagée, ou considérant les trésors dont il acquérait la disposition comme inépuisables, il dépensa cent mille florins pour les seules fêtes de son couronnement. Dans cette cérémonie, il fit porter le gonfalon de l'Église par le duc Alphonse d'Este, et il parut ainsi préjuger sa réconciliation avec le saint-siége (2).

A peine assis sur le trône, Léon X s'occupa d'enrichir sa famille. L'archevêque de Florence Cosimo de Pazzi était mort justement à cette époque, le 9 avril. Léon donna cet archevêché à son cousin Jules, alors chevalier de Rhodes, et fils naturel de l'ancien Julien. Au mois de septembre, il le fit cardinal, et peu après légat de Bologne. Il décora en même temps de la pourpre Innocent Cybo, fils de sa sœur; Bernard de Bibbiéna, son secrétaire; et Laurent Pucci, protonotaire apostolique, et créature des Médicis. Les canons ne permettent point d'élever les bâtards aux hautes dignités de l'Église; et Léon accorda une dispense à son

(1) *Acta synodalia et Parisius de Grassis; apud Raynald.*, 1513, § 20, p. 134. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 271.

(2) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 272. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 33.—*Paolo Giovio, Vita di Leone* X, L. III, p. 156. Idem, *Vita di Alfonso*, p. 95. — *Parisii de Grassis Diarium; apud Raynald.*, 1513, § 20, p. 136.

cousin avant de le pourvoir de l'archevêché de Florence : mais pour le faire cardinal, il trouva plus expédient de faire prêter serment au frère de sa mère, et à quelques religieux, qu'elle avait été mariée à Julien (1).

La nouvelle de l'élection de Léon X fut accueillie à Florence avec des transports de joie, non-seulement par les partisans de la maison de Médicis, mais même par les anciens républicains; soit qu'ils espérassent que les projets nouveaux que formerait Léon comme chef de l'Église feraient diversion au plan qu'il avait arrêté pour asservir leur patrie, soit que les avantages de leur commerce, et les faveurs qu'ils pouvaient espérer de la cour de Rome, leur fissent oublier les intérêts de leur liberté. « Je com-» prends, » disait le Génois Lomellini, en voyant les fêtes des Florentins, « que vous autres, qui n'avez encore vu aucun de » vos citoyens devenir pape, vous pouvez vous réjouir de cette » nouvelle dignité; mais quand vous aurez l'expérience des » Génois, vous saurez quels effets produisent toutes ces grandeurs » des papes dans les villes libres (2).

Florence, il est vrai, pouvait alors bien peu prétendre au nom de ville libre. A l'époque justement où le cardinal de Médicis se mettait en route pour le conclave où il fut élu, une liste, contenant les noms de dix-huit ou vingt jeunes gens connus pour leur patriotisme et leur amour de la liberté, tomba de la poche de Piétro Paolo Boscoli, et fut portée au tribunal criminel nommé *Magistrature des Huit*. Celui-ci crut y voir l'indice d'une conspiration pour assassiner Julien et Laurent; d'autant plus que Boscoli avait déjà été noté pour quelques propos imprudents. Ce citoyen fut mis à la torture, aussi bien qu'Agostino Capponi et plusieurs autres, dont le plus distingué était sans doute Nicolas Macchiavelli, déjà privé, au mois de novembre précédent, de l'emploi de secrétaire d'État, qu'il avait longtemps occupé (3). La violence des tourments infligés aux prévenus ne leur arracha aucun aveu de conspiration; mais plusieurs d'entre eux confessèrent des propos

(1) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, Lib. VI, p. 276. — *Scipione Ammirato*, L. XXIX, p. 313.

(2) *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 272.

(3) *Filippo Nerli Comment.*, L. VI, p. 123. — *Vita di Macchiavelli*, p. 166.

tenus contre le gouvernement, et les vœux qu'ils formaient pour son renversement. C'en fut assez pour condamner à mort Boscoli et Capponi, et les faire exécuter le lendemain même du départ du cardinal pour Rome. Les autres, parmi lesquels se trouvaient Nicolas Valori, Giovanni Folchi, Guccio Adimari, Macchiavelli, Bonciani et Serragli, furent relégués en différents lieux (1).

Ces effroyables rigueurs des créatures des Médicis, donnèrent occasion à Léon X de commencer son règne par un acte de clémence. Il fit remettre en liberté tous les accusés; il rappela tous les citoyens exilés sous prétexte de la conjuration, et il étendit cette faveur à tous les Sodérini qui avaient été précédemment relégués (2). En même temps, il fit sentir sa protection aux Florentins dans leurs rapports avec leurs voisins. Quelques disputes de frontières dans le voisinage de Barga avaient causé, aux mois de juillet et d'août 1513, des hostilités entre les Florentins et les Lucquois : Léon X se fit médiateur entre les deux républiques; mais il contraignit la plus faible à restituer, le 12 octobre, Piétra-Santa et le Mutrone aux Florentins, places que les Lucquois avaient usurpées pendant la guerre de Pise; et à cette condition il fit signer une alliance perpétuelle entre les deux États (3).

Au moment où la nouvelle de la mort de Jules II avait été portée en Lombardie, Raymond de Cardone s'était approché de Plaisance, et ensuite de Parme, et il avait décidé ces villes à se soumettre au duc de Milan (4). Quoiqu'elles eussent été occupées par Jules II, sans aucune espèce de droit, Léon X ne fut pas plus tôt monté sur le trône qu'il en réclama la restitution, décidé à ne point permettre que les États de l'Église diminuassent en étendue pendant son administration, ou plutôt pensant déjà à former, de ces conquêtes nouvelles du saint-siége, un État pour son frère Julien ou son neveu Laurent (5). Comme cardinal, il s'était montré ennemi de la France; et il avait secondé de toute son activité la

(1) *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 268.—*Giov. Cambi,* T. XXII, p. 5. — *Comment. del Nerli,* L. VI, p. 123. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 312.

(2) *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 272. — *Giov. Cambi,* T. XXII, p 8. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 313.

(3) *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 314. — *Giov. Cambi,* p. 27, 31.

(4) *Paolo Giovio, Vita di Alfonso,* p. 99.—*Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 31.

(5) *Lettere di Vettori a Macchiavelli,* nº 21, p. 63, 12 juillet 1513.

ligue formée contre elle par Jules II. Aussi on s'attendait, en général, à lui voir suivre la même ligne de conduite : mais, les négociations commencées lorsqu'on ne prévoyait pas la mort de son prédécesseur, arrivèrent à des résultats avant de lui donner le temps de se décider.

D'une part, Ferdinand le Catholique, qui était trop pauvre pour faire jamais la guerre à ses propres frais, était toujours empressé de faire cesser les hostilités sur les frontières d'Espagne, parce qu'il ne pouvait y faire vivre ses armées aux dépens de ses ennemis. Il cherchait seulement à laisser une chance ouverte à la fortune : il signa donc, le 1er avril, à Orthès, en Béarn, une trêve d'une année avec la France, pour les frontières d'Espagne seulement (1). Selon le caractère que lui donne Macchiavel, Ferdinand, plus rusé que politique habile, comptait sur son bonheur, et voulait compromettre ses alliés, pour leur faire sentir qu'ils avaient besoin de lui, et attendre les événements. Néanmoins, la trêve qu'il concluait était tout à l'avantage de la France, qui se trouvait en liberté de ramener ses armées en Italie (2).

D'autre part, un traité d'alliance entre la France et la république de Venise fut signé à Blois le 24 mars 1513, par André Gritti, qui, de prisonnier, était devenu ambassadeur. La négociation entre ces deux puissances avait été retardée par leurs prétentions respectives sur des provinces qu'elles ne possédaient plus ni l'une ni l'autre, et qu'il s'agissait de reconquérir sur leurs ennemis. Les Vénitiens demandaient la Ghiara d'Adda et Crémone, conformément aux premiers articles convenus et à leur ancien traité avec la France. Les Français voulaient garder ces provinces : ils consentirent enfin à en promettre la restitution ; mais avec la clause secrète de donner ensuite en échange Mantoue, dont le marquis fut sacrifié par la France aux convenances du sénat (3). Les Vénitiens s'engagèrent à entrer en campagne au milieu de mai, avec

(1) Lettre familière 17, de Macchiavelli à Francesco Vettori, du mois d'avril 1513. Opere, T. VIII, p. 47.

(2) Les motifs de cette trêve sont discutés avec beaucoup de finesse dans des lettres entre Macchiavelli et Vettori, T. VIII, p. 41 et seq. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XI, p. 33. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. III, p. 161. — *Jo. Marianæ Hist. Hispan.*, Lib. XXX, cap. XVIII, p. 329.

(3) Lettre de Fr. Vettori à Macchiavel, du 21 avril 1513, T. VIII, p. 42.

huit cents hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et dix mille fantassins, tandis que Louis XII envahirait en même temps la Lombardie avec une puissante armée (1).

Louis XII fit rassembler en effet à Suze, sous les ordres de Louis de La Trémouille, deux cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers, huit mille landsknechts, qu'avaient amenés Robert de La Marck, seigneur de Sédan, et ses deux fils, Fleuranges et Jamets, et huit mille aventuriers français. Il ne voulut pas donner le commandement de cette armée au vieux maréchal de Trivulzio, qu'il chargea cependant de l'accompagner, de peur que sa partialité avouée pour les Guelfes n'effrayât les Gibelins, et ne les engageât à faire une résistance plus obstinée (2). En même temps, Barthélemi d'Alviano était parvenu à Venise, après avoir été remis en liberté par le roi, qui l'avait retenu prisonnier depuis la bataille de la Ghiara d'Adda. Il fut mis par le sénat, à la tête de l'armée qui se rassemblait à Saint-Boniface, dans l'État de Vérone. Enfin, une flotte française se rendit devant Gênes, où les Adorni et les Fieschi se déclaraient prêts à la seconder. Pendant que des forces si imposantes s'approchaient de trois côtés à la fois, le vice-roi don Raymond de Cardone paraissait déterminé à ne les point combattre : il s'était retiré sur la Trebbia ; il avait rappelé le petit nombre de soldats qui gardaient Tortone et Alexandrie ; il avait même annoncé son intention de reconduire son armée dans le royaume de Naples ; il en avait fait avertir le maréchal Trivulzio, et il s'était mis en marche dans ce but : mais ayant reçu, entre Plaisance et Firenzuola, de nouvelles lettres de Rome, qui le rassuraient apparemment sur les dispositions du pape, il vint reprendre sa position (3).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 36. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 409. — *Paolo Paruta, della Istoria Veneziana,* L. I, p. 19. — *Pauli Jovii Hist.*, Lib. XI, p. 160. Après la lacune que laissent les six Livres perdus au sac de Rome, le onzième de Giovio recommence avec le pontificat de Léon X.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 36.—Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 116-119. — Mémoires de Du Bellay, L. I, p. 4 et 15. — Histoire de la Ligue de Cambrai, Vol. II, L. IV, p. 297. — Cette expédition n'ayant pas réussi, les historiens français diminuent la force de leur armée.

(3) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XI, p. 37. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XI, p. 161.

Les Suisses seuls attachaient leur amour-propre national à la défense de la Lombardie. Ils avaient demandé au pape les secours que son prédécesseur s'était engagé à fournir ; mais Léon X ne voulait point encore embrasser ouvertement un parti dans la guerre, et il remit au cardinal de Sion quarante-deux mille florins, pour les leur faire passer comme le payement d'une dette arriérée, et non comme un subside. Les Suisses n'en descendirent pas moins en grand nombre de leurs montagnes; ils s'avancèrent jusqu'à Tortone, où le duc de Milan vint les joindre, et ils invitèrent Cardone à venir aussi se réunir à eux avec l'armée espagnole. Celui-ci l'ayant refusé, Sforza se retira avec l'armée suisse à Novare, tandis que Trivulzio avait occupé Alexandrie et Asti : aucun obstacle n'arrêtait plus l'armée française, qui pouvait s'avancer jusqu'à Milan; et Sforza permit en effet aux Milanais de capituler avec la France. Sacramoro Visconti, qu'il avait laissé à Milan avec cent hommes d'armes, fit arborer sur les murs les étendards de France, et permit de ravitailler le château, toujours occupé par les Français (1).

L'enthousiasme qui avait éclaté peu de mois auparavant en Lombardie au retour de Sforza, était déjà complétement éteint. L'incapacité et la misère du duc, et les vexations des Suisses, avaient bientôt détrompé les peuples de leurs brillantes espérances : aussi les villes s'empressèrent-elles de relever le pavillon de l'armée qui leur paraissait supérieure en forces. Cardone, pour mettre Parme et Plaisance à l'abri de l'invasion française, les restitua aux officiers du pape. Alviano s'empara de Valeggio, de Peschiéra et de Crémone; il chargea Renzo de Céri d'occuper Brescia : Soncino et Lodi arborèrent en même temps les drapeaux français, et l'armée vénitienne se trouva déjà en communication avec la française. Cependant les progrès d'Alviano étaient considérés avec inquiétude à Venise, on trouvait qu'il s'écartait trop des provinces qu'il était surtout essentiel de défendre, d'autant plus que la garnison allemande de Vérone avait reçu des renforts, et qu'elle avait obtenu divers avantages sur les derrières de l'armée vénitienne (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 38. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 410. — Mémoires de Fleuranges, L. XVI, p. 120. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XI, p. 163.
(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 49. — *Paolo Paruta, Ist. Veneziana,* L. I, p. 26.

Les Français, qui recouvraient si rapidement les provinces perdues l'année précédente, n'avaient encore combattu nulle part, excepté dans les montagnes de Gênes. Janus Frégoso, depuis qu'il était assis sur le trône ducal, avait pressé avec ardeur le siége de la Lanterne, forteresse nouvelle qui commandait en même temps le port et la ville de Gênes, et que les Français occupaient toujours. Un vaisseau, parti des ports de Normandie, sans avoir pris langue nulle part, était arrivé au mois de janvier jusque sous la forteresse, pour la ravitailler; et il commençait à lui faire passer les munitions dont il était chargé, lorsqu'Emmanuel Caballo, marin dont on connaissait l'intrépidité, demanda au doge une galère, sur laquelle il fit monter les volontaires les plus déterminés : bravant ensuite les boulets, qui commencèrent à pleuvoir sur lui dès qu'il fut en vue de la Lanterne, il vint se placer entre le vaisseau normand et la forteresse; il attaqua celui-ci à l'abordage, le prit et l'emmena en triomphe dans le port (1).

Mais lorsqu'au printemps les troupes de La Trémouille et de Trivulzio commencèrent à se répandre en Piémont, une flotte française se présenta devant Gênes, en même temps que les frères Antoniotto et Jérôme Adorno, partisans déclarés des Français, s'approchaient de la ville avec quatre mille fantassins. Le doge, pour ne pas avoir à craindre à la fois des ennemis au dedans et au dehors, fit tuer, au sortir du sénat, Jérôme de Fieschi, qui, dans ses discours, venait de manifester son attachement pour la France. Cet assassinat, que le doge avait regardé comme un coup d'État, le perdit; le sénat et le peuple le regardant désormais avec horreur, ne voulurent plus le défendre : ses soldats furent battus dans les montagnes par les Adorni. Son frère Zacharie tomba entre les mains des Fieschi, qui le massacrèrent pour venger leur parent : M. de Préjean, qui commandait la flotte française, ne trouva aucun obstacle pour entrer dans le port. Janus Frégoso se retira avec la flotte génoise à la Spézia; et Antoniotto Adorno, reconnu par Louis XII comme son lieutenant, fut en même temps proclamé doge par le sénat et le peuple (2).

(1) *Uberti Folietæ Genuens. Historia,* L. XII, p. 710. — *Petri Bizarri Sen. Pop. Q. Genuens. Histor.,* L. XVIII, p. 435.

(2) *Uberti Folietæ,* L. XII, p. 712.—*Petri Bizarri,* L. XVIII, p. 435.—*Pauli Jovii Hist.,* L. XI, p. 162.

Gênes s'était rendue aux Français ; l'armée vénitienne d'Alviano occupait une moitié de l'État de Milan ; l'armée française de La Trémouille et de Trivulzio occupait l'autre, et dans tout le duché, les seules villes de Como et de Novare étaient demeurées au pouvoir de Maximilien Sforza. Celui-ci avait été joindre l'armée suisse dans la dernière de ces deux villes : mais il n'y avait personne qui, en l'y voyant enfermé, ne songeât que le même La Trémouille et le même Trivulzio avaient assiégé, dans cette même ville de Novare, le père de ce duc Sforza qui s'y défendait aujourd'hui ; qu'il y était de même entre les mains des Suisses qui l'avaient vendu aux Français, et que plusieurs des capitaines, plusieurs des soldats qui entouraient le fils, avaient contribué à trahir le père. Ce rapprochement glaçait d'effroi Maximilien Sforza, tandis qu'il remplissait La Trémouille de confiance ; et celui-ci écrivit à Louis XII qu'il ne tarderait pas à faire prisonnier le fils au même lieu où il avait fait prisonnier le père (1).

Cette espérance avait décidé La Trémouille à assiéger Novare, plutôt que de suivre le conseil d'André Gritti, qui voulait que les Vénitiens unis aux Français chassassent avant tout les Espagnols de Lombardie, et qui représentait que les Suisses, demeurés alors sans cavalerie, sans artillerie, et sans équipages de guerre, ne pourraient pas longtemps tenir la campagne (2).

Le siége de Novare fut commencé; et M. de La Fayette, grand maître de l'artillerie, établit en plein midi ses batteries contre les murs : en quatre heures de temps il ouvrit une brèche assez large pour que cinquante hommes y pussent entrer de front. Il est vrai que pour descendre de la brèche dans la ville, il y avait encore quinze pieds de hauteur. Sur ces entrefaites, le général suisse fit dire aux Français qu'ils ne brûlassent point inutilement leur poudre; que, s'ils voulaient donner l'assaut, ils attaquassent la porte, puisque son intention était de la laisser ouverte. Et, en effet, les Suisses se contentèrent de faire tendre des draps de lit, en guise de rideaux, soit devant la porte, soit devant la brèche, pour que les ennemis ne vissent pas les évolutions de leurs soldats : malgré

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L XI, p. 42.—*Jo. Marianæ Hist. Hisp.* L. XXX, cap. XX, p. 331.

(2) *Paolo Paruta, Ist. Venez.*, L. I, p. 35.

les instances de Sylvio Savelli, de Jean de Gonzague, d'Alexandre Bentivoglio, et de Camillo Montani, chefs principaux de l'armée de Sforza, ils ne voulurent jamais consentir à ce qu'on creusât un fossé derrière la brèche, ou à ce qu'on soutînt le mur par des terre-pleins (1).

Maximilien avait avec lui dans Novare, les Suisses d'Ury, Schwitz et Underwald, qui, sous les ordres de leurs landammans, avaient passé les premiers en Italie, sans recevoir ni solde, ni engagement. Un second corps s'approchait, composé des milices de Glaritz, Zug, Lucerne et Schaffhouse; un troisième, fort de cinq mille hommes, où se trouvaient les milices de Berne et de Zurich, sous les ordres du capitaine Alt-Sax s'avançait par les Grisons et Chiavenne (2).

Les Français, se préparant à donner l'assaut, avaient déjà fait coucher trois jours et trois nuits leurs landsknechts dans la tranchée, qui était assez profonde pour les mettre à couvert de l'artillerie de la ville, lorsque leurs chevau-légers les avertirent que le second corps de l'armée suisse approchait, et qu'il entrerait dans Novare ce jour-là même. Robert de La Marck voulait les aller attaquer en rase campagne, avant l'arrivée du troisième corps, qu'on savait encore empêché au passage du Tésin; mais Trivulzio jugea plus sage d'opposer de la lenteur à l'impétuosité des Suisses. Il suffisait, disait-il, de couper leurs convois, de les inquiéter par de la cavalerie, de leur faire souffrir la faim, et de leur refuser le combat; et bientôt on les forcerait ainsi à capituler. Il persuada à La Trémouille de porter le camp français deux milles en arrière, à la Riotta, près de la rivière Mora, au milieu de ses propres possessions, et dans un pays qu'il connaissait en détail (3).

Les Français s'éloignèrent de Novare le 5 juin au matin, marchant vers le Pô, comme s'ils avaient voulu se rendre à Milan par la route d'Abbiate Grasso. Louis le Maure avait dérivé de l'Ago-

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 42. — *Paolo Giovio, Hist.,* L. XI, p. 165. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 126.

(2) *Pauli Jovii Hist.,* L. XI, p. 163.

(3) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 42. — *Pauli Jovii Hist. sui temporis,* L. XI, p. 165.

gna, un canal nommé la Mora, qui arrosait cette plaine, dans laquelle étaient toutes les possessions de Trivulzio : un petit bois s'étendait le long de ce canal, depuis Novare jusqu'au voisinage de Trécase. Les généraux français se logèrent d'abord à la Riotta, autour d'une abbaye un peu élevée; mais les landsknechts se trouvèrent exposés sur cette petite hauteur à l'artillerie de la ville; et un boulet, entré par la fenêtre, traversa la chambre même où s'assemblait le conseil de guerre. Les généraux changèrent alors de logement, et s'établirent autour de Trécase. Trivulzio, pour ménager cette bourgade, qui lui appartenait, avait obtenu que la troupe n'y entrât pas. Le sieur de Sédan avait inventé une sorte de fortifications portatives; son fils l'appelle « un parc fait en façon » d'échelles, lequel étoit merveilleusement bon, et cinq cents ar- » quebuttes à crochet, dedans ledit parc; et s'il eût pu être tendu, » par adventure que la chose ne fût point allée ainsi qu'elle alla; » mais les Français, en pleine sécurité, ne songèrent point à se fortifier cette première nuit (1).

Cependant le second corps des Suisses, conduit par le capitaine Jacob Mottino, d'Altorf, et par Graf, bourgmestre de Zurich, entra dans Novare le 5 juin, sans rencontrer aucune opposition. Ces deux chefs, avertis de la retraite de La Trémouille, et sachant que dans le même temps M. d'Aubigny passait les Alpes avec un nouveau corps de cavalerie, jugèrent qu'il ne fallait point donner aux Français le loisir de s'éloigner, ou de traîner la guerre en longueur. Ils représentèrent à leurs compagnons d'armes que l'ennemi se reposait dans une confiance téméraire, ne supposant point qu'ils voulussent l'attaquer avant l'arrivée du capitaine Alt-Sax, et du troisième corps; que toutefois leur gloire en serait bien plus grande, s'ils remportaient la victoire avant d'être joints par leurs compatriotes. Tous les capitaines suisses s'étant rangés à l'avis

(1) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 119. 129, 130. — Mémoires de messire Martin du Bellay, seigneur de Langey, T. XVII, L. I, p. 17, 18. — Mémoires de Louis de La Trémouille, L. XIV, ch. XIV, p. 185-190. — Mais le dernier, qui est le général vaincu, en faisant lui-même son apologie, a souvent confondu à dessein les dates et les événements. Les accusations des Français contre Trivulzio paraissent destituées de tout fondement. Le nouveau biographe de Trivulzio, Cav. Carlo Rosmini, dissimule ces accusations, au lieu de les réfuter, comme il semble qu'il aurait pu le faire. L. XI, p. 467.

des nouveaux venus, ils ordonnèrent à leurs soldats de prendre de la nourriture et quelques heures de repos; et le 6 juin 1513, avant le jour, ils sortirent de Novare pour marcher sur la Riotta et Trécase (1).

Les Suisses, en partie cachés par les ombres de la nuit, en partie couverts par le petit bois qui s'étendait entre Novare et le camp français, s'avançaient en trois colonnes, et en silence, contre leur usage; ils arrivèrent jusqu'en vue du camp sans avoir été découverts : ils marchèrent droit à l'artillerie, sans se laisser ébranler par une charge vigoureuse que fit sur eux Robert de La Marck, à la tête de trois cents gendarmes, ni sans être découragés de ce que l'artillerie avait abattu plusieurs de leurs chefs, et emportait des files entières de soldats. Ils avançaient toujours sous un feu épouvantable; bientôt ils se rendirent maîtres des batteries, et ils les tournèrent contre leurs adversaires, qu'ils avaient mis en fuite. L'infanterie allemande, commandée par Fleuranges et Jametz, fils de Robert de La Marck, était l'objet particulier de la haine et de la jalousie des Suisses, qu'elle avait remplacés dans les armées françaises : ce fut elle qui fut attaquée avec le plus d'acharnement, et qui se défendit avec le plus de courage; elle causa une grande perte aux Suisses. Mais aussi plus de la moitié des landsknechts furent tués sur la place. La gendarmerie française, arrêtée par des fossés, ou s'enfonçant dans des lieux marécageux, ne fit presque aucune impression sur les Suisses; l'artillerie française était conquise, et déjà tournée contre les landsknechts : ceux qui survivaient se rendirent enfin en levant leurs lances; car déjà la fuite leur était devenue impossible. Fleuranges et Jametz, grièvement blessés dès le commencement du combat, étaient tombés tous deux entre les mains des ennemis. Leur père, par une charge impétueuse de sa gendarmerie, entr'ouvrit le bataillon qui les foulait aux pieds, fit relever ses fils, dont l'aîné n'avait pas moins de quarante-six blessures, et les fit emporter sur le cou des chevaux de ses soldats (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 42. — *Pauli Jovii Hist. sui temporis,* L. XI, p. 167. — *Paolo Paruta, Istoria Veneziana,* L. I, p. 37.

(2) Mémoires de Fleuranges, L. XVI, p. 131-136. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 44. — *Pauli Jovii,* L. XI, p. 169. — *P. Paruta,* L. I, p. 39.

La gendarmerie française, qui jusqu'alors avait été considérée comme la plus vaillante de l'Europe, n'avait jamais éprouvé un échec plus honteux qu'à la journée de Novare. La surprise, la perte de l'artillerie, la nouvelle répandue dans les rangs que l'une des trois colonnes suisses avait pénétré par derrière dans le camp et qu'elle pillait déjà les bagages, frappèrent d'une terreur panique ces chevaliers jusque-là si braves; on les vit jeter leurs armes à l'envi pour s'enfuir plus rapidement, et l'on assure qu'il n'y en avait pas un qui eût conservé sa lance, après le passage de la Sésia. Si Maximilien Sforza avait eu seulement deux cents gendarmes pour les poursuivre, il aurait détruit l'armée française. Quant aux Suisses, avec leur infanterie seule ils ne pouvaient pas même le tenter. D'ailleurs on assure qu'en entrant sous les drapeaux, ils prêtaient serment de ne point faire grâce à celui qu'ils trouvaient armé sur le champ de bataille, et de ne point poursuivre celui qui s'en retirait. L'action n'avait duré qu'une heure et demie; et les Suisses, après avoir passé quelques heures, rangés en bon ordre, comme pour s'assurer la possession du champ de bataille, ramenèrent en triomphe à Novare vingt-deux pièces d'artillerie, avec tous leurs chevaux de train et tous les bagages. La perte des Français fut d'environ dix mille hommes, dont la moitié seulement fut tuée dans le combat, et ce furent tous les landsknechts : l'autre moitié fut massacrée par les paysans, et ce furent les fantassins gascons, qui, dans leur fuite, harassés de fatigue, mourant de faim, désarmés, s'arrêtaient dans les champs ou au pied des haies, et y étaient accablés sans combat (1).

Les Français n'osèrent point s'arrêter en Piémont; et ils repassèrent immédiatement les montagnes, malgré les supplications d'André Gritti, qui leur représentait que cet acte de lâcheté, bien plus funeste que leur défaite, causerait la ruine de tous leurs amis en Italie. En effet, toutes les villes qui avaient arboré leurs drapeaux se hâtèrent d'envoyer leur soumission à Maximilien Sforza, et rachetèrent par des sommes d'argent, qui furent distribuées aux

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 45. — *Pauli Jovii Hist.,* T. XI, p. 171. — *Epistola Leonis X ad Max. Sfortiam; apud Raynald,* 1513, § 29, p. 138. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. III, p. 163. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 413. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L, I, p. 41.

Suisses, la faute qu'elles avaient commise. Don Raymond de Cardone, qui n'avait voulu prendre aucune part aux dangers de la guerre, s'empressa de recueillir les fruits de la victoire. Il détacha trois mille fantassins espagnols, sous les ordres du marquis de Pescaire, pour aller de concert avec Octavien Frégose chasser les Français et les Adorni de Gênes. Mais déjà la flotte française, sous les ordres de Préjean, avait abandonné Gênes : la flotte génoise, qui, peu de semaines auparavant, s'était retirée dans le golfe de la Spézia, se présenta de nouveau devant la ville. Les Adorni ne voulurent pas attirer sur leur patrie les calamités d'un siége; ils renoncèrent volontairement à leur autorité; ils abandonnèrent la ville, emportant les remercîments du sénat et les vœux du peuple, tandis qu'Octavien Frégose, qui était bien plus estimé de ses compatriotes que Janus Frégose, qu'il remplaçait à la tête du même parti, fut élu doge le 17 juin, et fit payer par les Génois quatre-vingt mille florins au marquis de Pescaire, pour les frais de son expédition (1).

Sacramoro Visconti, qui avait pris possession de Milan pour le roi de France, était sorti de cette ville avec sept cents hommes d'armes pour rejoindre le camp français; et il était arrivé jusqu'au bord du Tésin, lorsqu'il entendit le canon de la bataille de Novare. Bientôt il apprit la déroute des Français : s'éloignant alors avec rapidité, il vint joindre à Crémone Barthélemi d'Alviano, et l'armée vénitienne. Celui-ci à son tour, qui se trouvait opposé aux Espagnols, apprenant que le vice-roi avait passé le Pô le 13 juin, ne voulut point attendre que les deux armées se fussent réunies contre lui; il fit immédiatement sa retraite sur Vérone avec la rapidité qu'il apportait dans toutes ses opérations : au passage il tenta de s'emparer de cette ville, et dans un même jour il planta ses batteries, il ouvrit une brèche, il donna un assaut, et n'ayant pas réussi, il retira ses canons et continua sa retraite. Il établit ensuite son camp à la Tomba, dans l'État de Vicence (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* L. XI, p. 45. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XI, p. 173. — *Ejusdem Vita Ferdinandi Avali Piscarii,* L. I, p. 285. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist.,* L. XII, p. 713. — *Petri Bizarri,* L. XVIII, p. 436.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 46. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XI, p. 172. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. I, p. 44.

Cardone s'avançait cependant, sans trouver de résistance, dans les provinces qu'Alviano avait abandonnées ; et il les traitait avec la férocité et l'avarice espagnoles, pillant Crémone, levant des contributions énormes sur Brescia, Bergame et les autres villes, et dévastant les villages et les hameaux. Alviano, qui sentait l'impossibilité de tenir la campagne contre tant d'ennemis à la fois, s'enferma dans Padoue ; en même temps Jean-Paul Baglioni s'enferma dans Trévise, et Renzo de Céri dans Crème : à la réserve de ces trois villes, tout le reste de la terre ferme vénitienne fut abandonné aux déprédations des ennemis (1).

Les Suisses, qui n'avaient aucun motif d'inimitié contre les Vénitiens, ne songeaient point à les attaquer : ils se contentaient de s'établir dans le duché de Milan, et d'y lever des contributions, tandis que les généraux espagnols, en faisant la guerre, ne se proposaient presque d'autre but que de nourrir leurs soldats par le pillage. Il n'y avait entre Ferdinand et les Vénitiens ni motifs d'inimitié, ni déclaration de guerre : au contraire, le roi espagnol avait tout dernièrement encore offert ses bons offices, pour réconcilier la république avec l'Empereur. Léon X avait, de son côté, offert sa médiation, en l'accompagnant des expressions les plus affectueuses : ni l'un ni l'autre n'avait réussi, parce que Maximilien n'avait rien voulu rabattre de ses prétentions, et que le sénat de Venise, avec la plus héroïque constance, refusait de traiter, si l'Empereur ne lui restituait pas Vérone et Vicence. Mais du moins ces offres amicales ne devaient pas faire présumer de prochaines hostilités : aussi, lorsque Raymond de Cardone fit avancer son armée pour la joindre à celle de l'Empereur, et faire la guerre en son nom, on ne put méconnaître dans cette conduite la barbare indifférence d'un condottière, qui ne songe qu'à enrichir ses soldats, sans s'inquiéter si c'est aux dépens de ses amis ou de ses ennemis. Les Vénitiens ressentirent avec plus d'amertume encore la conduite de Léon X, qui choisit ce moment où la fortune les accablait, pour envoyer sa gendarmerie à l'armée espagnole, sous les ordres de Troïlo Savelli et de Muzio Colonna ; lui qui, dans tout le cours des malheurs qu'il avait éprouvés, n'avait cessé de

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 47. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XI, p. 173. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.,* L. I, p. 45 et 52.

recevoir des bienfaits de la république, et d'en exprimer hautement sa reconnaissance (1).

Raymond de Cardone vint se réunir à l'armée de l'Empereur, à San-Martino, près de Vérone; et comme il ne pouvait attaquer les Vénitiens qu'en se disant auxiliaire de Maximilien, il se soumit dès lors en grande partie à l'autorité du cardinal de Gurck, qui résidait à Vérone, et qui était l'unique lieutenant de l'Empereur en Italie. Celui-ci annonçait toujours de vastes projets, pour lesquels il demandait des subsides à ses alliés; et dissipant son argent plus rapidement qu'il ne l'avait obtenu, il était toujours incapable d'exécuter ce qu'il méditait. Ses troupes n'étaient jamais payées: celles de Ferdinand ne l'étaient pas davantage; et les deux armées devaient vivre aux dépens des malheureuses provinces vénitiennes, où elles avaient transporté la guerre. Le marquis de Pescaire commandait l'infanterie espagnole, forte de quatre mille cinq cents hommes; Jacob Landau, Georges de Frundsberg, et Georges de Lichtenstein, l'allemande, qui en comptait trois mille cinq cents; la cavalerie, sous les ordres de don Pédro de Castro, ne passait pas neuf cents chevaux, pour la plupart de troupes légères. L'artillerie consistait en douze fauconneaux de bronze. Mais cette armée était bien plus redoutable par la valeur des vétérans dont elle étoit composée, et par l'habileté de ses chefs, que par le nombre de ses soldats (2).

Le cardinal de Gurck exigea que Cardone attaquât Padoue. Cette ville, que les Vénitiens regardaient comme leur dernier boulevard, était, d'autre part, la conquête que Maximilien désirait le plus; mais il l'avait vainement tentée à la tête d'une puissante armée; et l'entreprise dont il n'avait pu venir à bout avec près de cent mille hommes, ne devait pas réussir mieux à ses lieutenants avec huit ou neuf mille. Le siége commença le 28 juillet. Alviano, pour défendre Padoue, avait sous ses ordres une armée nombreuse;

(1) *Paolo Paruta, Ist. Venez.*, L. I, p. 49. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 49. — *Pauli Jovii de Vitâ Ferdinandi Avali Piscarii,* L. I, p. 286.

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XII, p. 193. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 51.—*Paolo Paruta, Stor. Venez.*, L. I, p. 55.—*Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 417. — *Herren Georgens von Frundsberg Kriegsthaten,* B. I, f. 17, editio folio, Francfort, 1568.

un fils du doge et plusieurs gentilshommes vénitiens étaient venus s'y enfermer avec lui : la ville était une des plus fortes de l'Italie. Cardone, exposé de toutes parts au feu des batteries de la place, ne pouvait rassembler assez de pionniers pour creuser ses tranchées et se mettre à couvert. Les maladies, conséquences d'un sol humide et marécageux, commençaient à devenir fréquentes dans son armée. Il fut donc obligé, le 16 août, de lever le siége, et de se retirer à Vicence. Mais cet échec redoublant la cruauté de ses soldats, ils se répandirent dans ces campagnes autrefois si riches, s'acharnant à détruire tout ce qui subsistait encore de leur antique opulence (1).

Après avoir continué quelque temps ces déprédations, le vice-roi voulut pouvoir se vanter d'avoir dirigé son artillerie contre les palais mêmes de Venise. Il conduisit son armée jusqu'au bord de la lagune : il y brûla Mestre, Marghèra et Fusine; et il établit sur le rivage dix pièces de canon, dont les boulets vinrent frapper contre les murs du couvent de San-Secondo. Cette bravade du général espagnol fut ressentie avec une profonde douleur par les Vénitiens. Ils voyaient pendant le jour la fumée, pendant la nuit les flammes de leurs palais et de leurs villages, que les Espagnols et les Allemands, et même les soldats du pape, brûlaient avec une rage barbare. Ils demandaient vengeance à l'impétueux Barthélemi d'Alviano, qui n'avait consenti qu'à regret à s'enfermer dans les murs d'une ville; et qui, voyant ses soldats animés comme lui par la colère, par le sentiment de leur force, et la confiance en leurs chefs, se crut assuré d'obtenir cette vengeance (2).

Les Espagnols s'étaient trop avancés : ils avaient laissé derrière eux la Brenta et le Bacchiglione avec leurs nombreux canaux, et deux villes dont chacune contenait une armée. Les paysans, chassés de leurs maisons, ruinés dans leurs propriétés, souvent maltraités dans leurs personnes, se montraient prêts à sacrifier leurs vies pour servir la république de Venise contre d'aussi féroces ennemis. Alviano les appela à lui : il leur fit occuper les rives des fleuves, les défilés des montagnes, mettre partout leurs

(1) *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. I. p. 57.

(2) *Pauli Jovii Histor.*, L. XII, p. 195. — *Paolo Paruta,* L. I, p. 60. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 53.

vivres en sûreté, et fortifier par leurs travaux les retranchements divers qu'il faisait occuper à son armée. Cardone, pour se tirer de la situation difficile où il s'était engagé, avait pris sa route entre Padoue et Trévise. Il était arrivé à Cittadella, à peu de distance de la Brenta; il avait attaqué ce château, et il avait été repoussé. Il le fut encore lorsqu'il voulut passer la Brenta, un peu au-dessous (1).

Enfin, sa cavalerie légère, en faisant de nouvelles attaques dans le même lieu, tandis que Pescaire passait la rivière trois milles plus haut, réussit à tromper la vigilance d'Alviano. Les Espagnols étaient parvenus de l'autre côté de la Brenta; mais ils n'étaient pas hors de danger. Alviano se retrouva bientôt sur leur chemin pour les empêcher d'arriver à Vicence. Il fit occuper Montecchio, sur la route d'Allemagne, par Jean-Paul Baglioni, qui était arrivé de Trévise. Il plaça de l'artillerie sur tous les points avantageux, et, avec le reste de son armée, il vint occuper à l'Olmo une petite esplanade que la nature semblait avoir fortifiée, à deux milles de Vicence, sur la route de Vérone, que cette position fermait (2).

Les Espagnols étaient entourés de toutes parts : ils passèrent la nuit à un demi-mille des Vénitiens, à la portée de leur artillerie; et ils furent obligés d'éteindre tous leurs feux, pour ne pas servir de point de mire aux ennemis. Attaquer la position d'Alviano, à l'Olmo, était une entreprise désespérée : ils y renoncèrent après en avoir reconnu les dangers : et, le 7 octobre au matin, ils tournèrent le dos aux ennemis, pour prendre par les montagnes la route de Bassano et de Trente. Déjà ils avaient brûlé une partie de leurs bagages; ils s'attendaient à perdre le reste aussi bien que leurs chevaux, et ils s'estimaient heureux s'ils pouvaient arriver en Allemagne avec leurs armes. Comme ils étaient partis en imposant silence aux tambours et aux trompettes, et qu'un

(1) *Pauli Jovii Hist.*, L. XII, p. 196. — *Ejusdem Vita Ferdinandi Avali Piscarii,* L. I, p. 288. — *Paolo Paruta,* L. I, p. 64.—*Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 54.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p 55. — *Paolo Paruta,* L. I, p. 68. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XII, p. 197. — *Ejusd. Vita Ferd. Avali Piscarii,* L. I, p. 289.

brouillard épais les environnait, Alviano ne s'aperçut pas immédiatement de leur marche : dès qu'il en fut instruit il les fit suivre par Bernard Antiniola, fils de sa sœur, avec de la cavalerie légère et deux petits canons. Celui-ci renversa les Allemands, les mit en fuite, et ne fut arrêté que par l'infanterie espagnole avec laquelle Pescaire se présenta à lui. Les Stradiotes, répandus sur les flancs de l'armée, la harcelaient dans sa marche ; les paysans, rassemblés par milliers, descendaient des montagnes, et, sans s'exposer eux-mêmes, atteignaient les soldats de leurs arquebuses : les chars de bagage commençaient à se croiser et à jeter le désordre dans l'infanterie ; les chemins étaient étroits, garnis de fossés des deux parts ; et la troupe en retraite, ayant à peine fait deux milles au pas accéléré, quoiqu'en bon ordre, voyait le danger de sa position s'accroître à chaque instant (1).

Alviano avait compté ne point livrer de bataille, et augmenter seulement la confusion de cette armée en la harcelant, la repousser ainsi au milieu des montagnes, dans les lieux arides, où les vivres lui manqueraient absolument, et la contraindre enfin à capituler. Mais André Lorédano, provéditeur vénitien, qui l'accompagnait, s'écria que le moment était enfin venu de tirer vengeance de toutes les atrocités commises par les Espagnols dans le Padouan ; qu'une charge vigoureuse pouvait anéantir l'armée ennemie, tandis que la frontière allemande n'était pas si éloignée, qu'avec la patience et la sobriété espagnoles, cette même armée ne pût y arriver sans vivres. L'impétueux Alviano se laissait aisément persuader de combattre. Il distribua ses troupes avec habileté, et les mena à l'ennemi : mais ni les talents et le courage du général, ni la faveur des circonstances, ne peuvent suffire, lorsque les soldats ne veulent affronter aucun danger. Les fantassins romagnols, commandés par Naldo de Brisighella, devaient commencer l'attaque ; ils furent reçus par les Espagnols avec la vigueur accoutumée de cette brave infanterie, et presque aussitôt ils jetèrent leurs piques et commencèrent à fuir. Tout le reste de l'armée suivit ce honteux exemple ; Alviano lui-même fut entraîné par les

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 55.—*Paolo Paruta, Storia Ven.*, L. I, p. 75. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XII, p. 198. — *Ejusdem Vita Ferdinandi Avali Piscarii,* L. I, p. 290.

fuyards, et il alla s'enfermer dans Padoue : le plus grand nombre avait compté trouver un refuge dans Vicence; cette ville leur ferma ses portes, en sorte qu'ils furent massacrés au pied de ses murs, ou aux bords du Bacchiglione, dans lequel plusieurs se noyèrent en voulant le franchir. Tous les bagages de l'armée vénitienne tombèrent aux mains des Espagnols, aussi bien qu'un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels on remarquait Jean-Paul Baglioni, Jules, fils de Jean-Paul Manfroni, et Malatesta de Sogliano. Parmi les morts on distingua Alphonse Muto de Pise, Antonio de Pii, et son fils Costanzo, Charles de Montone, Méléagro de Forli, Francesco Sassatello, Sagramoro Visconti et Hermès Bentivoglio. Le provéditeur Lorédano, déjà fait prisonnier, fut tué par ceux qui se disputaient sa capture. La perte totale des Vénitiens fut estimée à quatre cents hommes d'armes, et quatre mille fantassins (1).

Cette déroute n'eut pas pour les Vénitiens des suites aussi désastreuses qu'ils pouvaient d'abord le craindre; soit que les Espagnols, fatigués de la campagne précédente, ne voulussent pas s'engager de nouveau en pays ennemi, soit que la saison des pluies qui approchait, rendît en effet dangereux de continuer la guerre dans ces terres basses. Cardone et Pescaire mirent leurs troupes en quartier d'hiver à Este et Montagnana, dans les riantes collines Euganéennes, qu'ils achevèrent de dévaster : Prosper Colonna, qui, sans avoir le premier rang dans leur armée, les avait tirés de plus d'un danger par son expérience, les quitta pour passer à l'armée de Maximilien Sforza, dont il accepta le commandement; et le sénat de Venise, avec une constance inébranlable, écrivit à Alviano de ne point désespérer de la république : en même temps il lui fit passer des fonds pour rassembler une nouvelle armée (2).

D'ailleurs, depuis que les plus puissants, entre les souverains

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XI, p. 56.—*Paolo Paruta,* L. I, p. 77.—*Pauli Jovii Hist.,* L. XII, p. 199. — *Ejusdem Ferdinandi Avali Vita,* L. I, p. 291. — *Vita di Leone X,* L. III, p. 171. — *Jo. Marianæ Hist. Hisp.,* L. XXX, c. XXI, p. 334.—*Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 419. — *Georgens von Frundsberg Kriegsthaten,* B. I, f. 18.

(2) *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Avali,* L. I, p. 292. — *Paolo Paruta,* L. I, p. 80.

qui se disputaient la possession de l'Italie, n'étaient plus Italiens, les actions principales de la guerre n'étaient plus limitées au sol de l'Italie. Le pays était tellement dévasté, qu'on pouvait avec peine y trouver des vivres pour les armées; et il était plus difficile encore de forcer les villes à payer de grosses contributions. Le peuple était si foulé, il avait été traité avec tant de barbarie, qu'il était à toute heure prêt à se révolter; chaque armée savait bien que, si elle était battue, tous ses fuyards seraient massacrés par les paysans. Au lieu donc d'envoyer de bien loin des soldats en Italie, et avec eux des munitions, des armes, de l'argent et des vivres, les puissances rivales, qui voyaient que la guerre ne nourrissait plus la guerre, commençaient à trouver plus commode de se battre plus près de chez elles (1).

Pendant cette même année, les ennemis de la France l'avaient attaquée dans l'enceinte de ses propres frontières. Henri VIII d'Angleterre, en exécution du traité de Malines, conclu le 5 avril avec le pape, l'Empereur et le roi d'Aragon, avait fait passer, dès le mois de mai, son armée à Calais; et le 17 juin il avait entrepris le siége de Térouane (2). Ce siége fut signalé par un nouveau désastre pour la France. Le duc de Longueville, qui commandait l'armée de Louis XII, voulut introduire du secours dans Térouane; il envoya, le 16 août, un parti d'Albanais jeter dans les fossés de la ville quelques munitions dont ils s'étaient chargés sur le cou de leurs chevaux, en même temps qu'il fit avancer d'un autre côté sa gendarmerie, avec ordre de se retirer au galop dès qu'elle apercevrait les Anglais, pour les éloigner de Térouane. Mais ces gendarmes, qui rencontrèrent les Anglais plus tôt qu'ils ne s'y étaient attendus, exécutèrent avec tant d'empressement l'ordre qu'ils avaient reçu de s'éloigner au galop, que chacun imprimant la terreur aux autres, et la recevant à son tour, l'armée entière fut mise en déroute. Le duc de Longueville, Bayard, La Fayette et Bussy d'Amboise furent faits prisonniers, quoiqu'ils fussent à peine chassés par quatre ou cinq cents chevaux. Cette défaite

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XIII, p. 220.

(2) *Rymer, Acta publica,* T. XIII, p. 358. — Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre, T. XV, p. 63. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 421. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XI, p. 175.

sans combat a conservé le nom de *journée des éperons;* elle fut suivie le 22 août de la prise de Térouane, et le 24 septembre de celle de Tournay (1).

La république de Venise ne ressentait pas seulement les malheurs de la France; les contre-coups du désastre du roi d'Écosse, allié de Louis XII, s'étendaient jusqu'à elle. Ce roi, nommé Jacques IV, animé par un sentiment chevaleresque, avait voulu faire une diversion en faveur du roi de France, qu'il voyait opprimé par presque toute l'Europe: mais dans la fatale bataille de Flowden, il fut tué le 9 septembre, avec douze comtes écossais, treize lords, un nombre infini de barons, et huit ou dix mille soldats (2).

Dans le même temps, quinze mille Suisses étaient entrés en Bourgogne, accompagnés par Ulrich, duc de Wurtemberg, avec un corps de cavalerie allemande et de noblesse franc-comtoise. Ils avaient assiégé Dijon, où La Trémouille s'était vaillamment défendu pendant six semaines. Mais lorsque ce général vit qu'il ne pouvait pas se maintenir plus longtemps, et que la prise de Dijon ouvrirait aux Suisses toutes les provinces de l'intérieur, il prit sur lui de traiter avec eux, au mois de septembre, sans y être autorisé par le roi. Il leur promit que Louis leur payerait quatre cent mille écus d'or; qu'il évacuerait toutes les forteresses qu'il possédait encore en Italie, et qu'il renoncerait à tous ses droits sur le duché de Milan. Pour l'accomplissement de ces promesses, qu'il ne s'attendait guère à voir ratifier par le roi, La Trémouille donna pour otages son propre neveu le seigneur de Mézières, le fils du chancelier de France, et quatre bourgeois de Dijon (3).

A tant de désastres se joignit encore la tempête qui, le 15 octo-

(1) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 145. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 21. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. LVII, p. 339-354. — Rapin de Thoyras, Histoire d'Angleterre, L. XV, p. 72. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 62. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* T. XI, p. 176.

(2) *Buchanani rerum Scoticarum Historia,* L. XIII, p. 429, editio Trajecti ad Rhenum, 1697.—*Robertson's History of Scotland,* B. I, p. 38. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XI, p. 178-186. - *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 64.—*Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 425.

(3) Mémoires de Louis de La Trémouille, Ch. XV, p. 191-199. — Mémoires de Fleuranges, p. 139.—Mémoires du chev. Bayard, Ch. LVII, p. 356. — Mémoires de Martin du Bellay, T. XVII, L. I, p. 24. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XI, p. 187. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 65.

bre, battit la flotte française entre Calais et Honfleur, et fit périr beaucoup de vaisseaux (1); et l'incendie de Venise, allumé accidentellement le 13 janvier, dans les boutiques du pont du Rialto, et qui, poussé par un vent violent, s'étendit sur la partie la plus peuplée et la plus mercantile de la ville. Deux mille maisons ou magasins furent consumés, avec toutes les richesses qu'ils contenaient; et la république, déjà épuisée par cinq années d'une guerre désastreuse, perdit autant en une seule nuit qu'elle aurait dépensé en toute une campagne (2).

Mais ceux mêmes qui jusqu'alors avaient travaillé avec tant d'acharnement à la ruine de la France, commençaient à ressentir de l'inquiétude des succès trop prolongés de ses ennemis. Le pape savait que Louis avait proposé, à plusieurs reprises, à Maximilien, de faire épouser sa fille Renée à l'un des petits-fils de celui-ci, et de leur céder pour dot le Milanez. Le moment approchait déjà où Charles, l'aîné de ces petits-fils, réunirait les deux immenses héritages des maisons d'Autriche et d'Espagne. La réunion de tant d'États, qui devait détruire toute indépendance pour le saint-siége et pour l'Italie, fixait, il est vrai, beaucoup moins l'attention des hommes qu'on n'aurait dû s'y attendre; tant il est difficile de se transporter par la pensée à des temps absolument différents de ceux qu'on a toujours eus sous les yeux. Mais sans arrêter leurs regards sur un événement si près d'eux, et qui leur paraissait encore si loin, les politiques de l'Italie sentaient que l'abaissement absolu de la France les laissait en proie à la rapacité des Espagnols, à la brutalité des Allemands, à l'insolence et aux extorsions des Suisses, qui, plus redoutables que tous les autres, s'étaient déjà fait un vassal du duc de Milan, et qui ne tarderaient pas, en vendant leur protection aux autres petits États de l'Italie, de les réduire tous au même degré de sujétion (3). D'autre part,

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XI, p. 190.

(2) *Ibid.,* L. XII, p. 203. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 69. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. II, p. 168.

(3) Dans les lettres entre Macchiavelli et Fr. Vettori, où toutes les combinaisons des événements qu'ils prévoyaient sont discutées, la succession de Charles-Quint n'est pas une seule fois mentionnée comme sujet de crainte, tandis que l'ambition et la toute-puissance des Suisses occupent sans cesse les deux hommes d'État. *Macchiavelli, Lettere familiari,* nos 16-39, p. 41-142.

les révolutions survenues vers le même temps dans l'empire Ottoman inspiraient une grande terreur à l'Europe : Sélim avait détrôné son père, Bajazet II, le 11 avril 1512; et il avait fait ensuite périr ses frères et tous leurs enfants. On savait que le nouveau sultan n'était pas moins habile que cruel, qu'il était cher aux soldats, qu'il désirait la guerre, et qu'il tournait ses regards vers la conquête de l'Italie, où les chrétiens, par leurs inimitiés, s'étaient mis hors d'état de lui opposer de la résistance. Et, en effet, si les provocations d'Ismaël Sophi n'avaient pas détourné sur la Perse l'orage qui menaçait l'Europe, il est probable qu'à cette époque même l'Italie serait tombée entre les mains des Turcs (1).

Léon X s'occupa enfin sérieusement de mettre l'Italie à couvert de tant de dangers. La guerre de Maximilien avec la république de Venise était le seul prétexte de la continuation des hostilités : Léon, ayant vainement essayé de réconcilier les deux puissances, et ne pouvant amener l'Empereur à consentir à aucune condition équitable, obtint du moins que les parties le choisiraient pour arbitre de leurs différends. Les Vénitiens consentirent même à renoncer à recouvrer Vérone, pourvu que les châteaux de Gange et de Valeggio leur fussent laissés, afin de conserver une communication avec les provinces situées au delà du Mincio. De son côté, Maximilien promit que les hostilités seraient suspendues pendant les négociations; mais ses officiers allemands, de même que les généraux espagnols, loin d'observer la trêve, en profitèrent pour abuser de la sécurité qu'elle inspirait aux paysans, et recommencer leurs ravages : le cardinal de Gurck prit à tâche d'entraver la négociation, et il la fit enfin échouer (2).

Léon X, en même temps, se montra disposé à réconcilier la France au saint-siége, pourvu que Louis XII renonçât au schisme, et à la protection du concile de Pise. Ce concile était déjà tellement déconsidéré, qu'il n'y avait plus d'avantage politique à le

(1) *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. I, f. 13 et 42. — *Paolo Paruta, Stor. Ven.,* L. II, p. 85. — *Macchiavelli, Lettere familiari, passim.* — *Pauli Jovii Hist.,* L. XIV, p. 256.

(2) *Paolo Paruta, Storia Veneziana,* L. I, p. 139.—*Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 70.

soutenir; Anne de Bretagne, femme de Louis XII, demandait avec instance sa suppression, parce qu'elle ne doutait point que les excommunications du saint-siége ne dussent entraîner sa damnation éternelle, et celle de son mari. Deux des cardinaux qui l'avaient convoqué, Bernardin Carjaval, et Frédéric de San-Sévérino, avaient été faits prisonniers en Toscane, comme ils se rendaient au conclave où Léon X fut créé. Ils s'étaient humiliés devant lui; ils avaient abjuré le schisme, et ils avaient été rétablis dans leur dignité (1). Un très-petit nombre de prélats demeuraient assemblés à Lyon, pour servir la politique du roi : mais la grande masse des Français les regardait comme schismatiques, et eux-mêmes probablement se croyaient coupables. Louis XII consentit enfin à les abandonner. Par un acte signé à Corbie le 26 octobre, et lu au concile de Latran, dans sa huitième session, le 17 décembre, Louis renonça au conciliabule de Pise, adhéra au concile de Latran, et promit que six prélats d'entre ceux qui avaient siégé parmi les schismatiques, viendraient faire à Rome la même abjuration, au nom de toute l'Église gallicane (2).

[1514.] Aussitôt que la France eut renoncé au schisme, Léon X se crut autorisé à reprendre avec elle le caractère de père commun des chrétiens, et à ne fournir plus de secours à ses ennemis. Il chercha même secrètement à lui rendre de plus grands services, et surtout à la réconcilier avec les Suisses : il représenta aux cantons tout le danger qu'ils couraient en réduisant Louis XII à faire avec Maximilien un traité séparé, dont le prix serait l'abandon du duché de Milan à la maison d'Autriche; combien la longue inimitié des Autrichiens rendrait dangereuse pour eux l'union de l'Italie à l'Allemagne sous la domination de cette maison ambitieuse. D'autre part, Léon X voulait engager Louis XII à ratifier la convention de Dijon; et il lui représentait que si jamais les circonstances devenaient plus favorables, il ne serait pas embar-

(1) *Fr. Guicciardini,* T. III, L. XI, p. 48. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XI, f. 190. — *Paris. de Grassis,* T. IV, p. 47; *apud Raynald. Ann. eccles.,* § 44, T. XX, p. 142.

(2) Fleury, Histoire ecclésiastique, L. CXXIII, ch. 128, *Raynald. Ann. eccles.,* 1513, § 61, p. 147; § 85, p. 154. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XI, p. 191. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 65. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 416.

rassé à faire revivre les droits sur le duché de Milan qu'on lui demandait d'abandonner aujourd'hui (1).

Pendant ce temps, Ferdinand avait renouvelé, pour une autre année, la trêve d'Orthès entre la France et l'Espagne : il manquait ainsi, d'une manière formelle, aux engagements qu'il avait pris avec son gendre, Henri VIII ; il l'avait flatté par la vaine espérance de conquêtes à faire en France, et il l'abandonnait ensuite au moment de l'action. C'était la troisième fois, depuis le commencement de cette guerre, qu'il le trompait et qu'il le sacrifiait à son ambition privée. Henri VIII, indigné d'être ainsi joué par son beau-père, se montra disposé à faire sa paix avec la France. Anne de Bretagne était morte le 9 janvier : Louis XII, demeuré veuf, fit demander en mariage Marie, sœur de Henri VIII, pour qu'elle servît de gage à une réconciliation complète entre la France et l'Angleterre. La négociation fut longue ; mais elle suspendit les hostilités, et elle se termina, le 7 août 1514, par deux traités signés à Londres, l'un pour rétablir la paix entre la France et l'Angleterre, dans lequel la république de Venise fut nommée parmi les alliés de chacune des deux couronnes ; l'autre pour régler les conditions du mariage entre Louis XII et la princesse Marie (2).

Ainsi, la guerre était de tous côtés suspendue sur les frontières de France ; car les Suisses, quoiqu'ils cherchassent à offenser cette puissance par les procédés les plus outrageants, ne sortaient point de leurs montagnes. Louis XII, épuisé par les revers de l'année précédente, avait renoncé, pour cette campagne, à envoyer une armée en Italie, encore qu'il annonçât les préparatifs d'une expédition nouvelle, pour ne pas faire perdre entièrement courage à ses alliés. Les forteresses enfin, que les Français avaient conservées en Italie, après s'être défendues avec un courage héroïque, furent obligées de capituler ; celles de Milan et de Crémone, au mois de juin 1514 ; et la Lanterne de Gênes, seulement le 26 août. Octa-

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 66.

(2) *Rymer, Acta publica,* Lib. XIII, p. 413. — Rapin de Thoyras, Histoire d'Angleterre, L. XV. p. 87 et suivantes. – Mémoires de Bayard, Ch. LVIII, p. 358. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI. p. 154, 157. — Mémoires de du Bellay, L. I, p. 27. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 420. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII. p. 73. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XIV, p. 289. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.,* L. II, p. 146.

vien Frégose, doge de Gênes, pour déterminer la garnison de la Lanterne, qui avait déjà épuisé ses vivres et ses munitions, à se rendre, lui paya vingt-deux mille écus pour ses soldes arriérées : il fit ensuite raser la forteresse, pour que ni un prince étranger, ni un nouveau doge, ni lui-même, ne pussent l'employer à tenir sa patrie dans l'esclavage (1).

La guerre ne se faisait plus que sur le territoire de la république de Venise; et là même, l'épuisement de toutes les puissances les avait réduites à ne la soutenir que par des armées peu nombreuses, qui ne se distinguaient par aucune action d'éclat. Maximilien, toujours également inconséquent, toujours incapable de suivre ses projets avec assez de constance pour les faire réussir, ou d'y renoncer complétement lorsqu'il voyait l'impossibilité de les exécuter, s'obstinait à ne point faire la paix avec les Vénitiens; et cependant il ne marchait point contre eux en personne, il n'envoyait, pour cette guerre, ni généraux, ni soldats, ni munitions, ni argent. Depuis la mort de sa femme, il avait formé le projet de profiter de la première vacance du saint-siége pour se faire nommer pape. Il promettait de renoncer alors à la couronne impériale en faveur de Charles, son petit-fils; et il engageait Ferdinand le Catholique à seconder cette bizarre ambition (2). En même temps ses vassaux et ses paysans maintenaient la guerre sur les frontières de l'État de Venise. Quelques barons allemands, suivis de quelques milliers d'hommes levés dans les milices du voisinage, pénétraient tantôt dans le Friuli, tantôt dans la Marche-Trévisane : ils surprenaient les petites villes, ils brûlaient les châteaux, ils ravageaient les campagnes; et ils s'en retournaient au bout de peu de semaines, après avoir augmenté la misère et le désespoir des malheureux paysans, sans avoir contribué en rien à amener la querelle de leur maître à une issue (3).

Parmi les plus actifs et les plus cruels entre les vassaux de

(1) *Pauli Jovii Hist.*, L. XII, p. 201 et 217. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII, p. 715. — *Petri Bizarri*, L. XVIII, p. 437. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 76.

(2) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 65.

(3) *Idem*, p. 69. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, Lib. XII, p. 207. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.*, p. 90 et seq.

Maximilien qui dirigeaient cette petite guerre, on distingua Christophe, fils de Bernardin Frangipane : un jour il s'empara d'une bourgade du territoire de Marano, dont les habitants s'étaient signalés par leur attachement à la république ; il leur fit arracher à tous les deux yeux et couper l'index de la main droite (1). Aucun homme ne contribua plus à la désolation du Friuli ; aucun n'y fit de plus fréquentes incursions, et ne les signala par plus de ravages et de cruautés. D'autre part il donna lieu à quelques capitaines vénitiens de se faire un nom en le combattant, entre autres à Jérôme Savorgnano, qui défendit contre lui Osofo, et à Giovanni Vettori, qui le fit enfin prisonnier (2).

Barthélemi d'Alviano, qui avait rassemblé une nouvelle armée à Padoue et à Trévise, et qui, avec elle, tenait tête à Raymond de Cardone et aux Espagnols, remportait sur eux de petits avantages ; et, par sa décision, sa promptitude et la justesse de ses mesures, il accoutumait de nouveau ses soldats à affronter le danger, et il leur inspirait de la confiance. Il conduisit une partie de son armée dans le Friuli, il battit Frangipane, et lui fit lever le siége d'Osofo, puis il retourna à son poste à Padoue, avant que les Espagnols eussent pu tirer aucun avantage de son absence. Très-peu de jours après, il surprit les Espagnols à Este, dont il s'empara, et il y trouva leurs magasins ; enfin, il les surprit encore à Rovigo, où il démonta presque toute leur cavalerie, et leur fit un grand nombre de prisonniers : quoiqu'il évitât toujours un engagement général, d'après l'ordre exprès du sénat, il réussit à faire fondre peu à peu devant lui cette armée qui avait été si longtemps formidable (3).

Renzo de Céri se maintenait toujours à Crème avec une garnison vénitienne ; non-seulement il s'y défendait contre toutes les attaques des ennemis, contre la famine et la peste, malgré des privations de tout genre, mais encore il en sortait pour lever des contributions dans toutes les places voisines, pour surprendre les

(1) *Paolo Paruta,* L. II, p. 91. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XII, p. 209.

(2) *Paolo Paruta, Ist. Venez.*, L. II, p. 102, 115. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 71. — *Pauli Jovii Histor.*, L. XII, p. 208.

(3) *Paolo Paruta, Istor. Ven.*, L. II, p. 135. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 79. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XII, p. 214.

quartiers des troupes de Maximilien Sforza, pour s'emparer même de Bergame, qu'il fut obligé ensuite d'évacuer par capitulation; et dans ces provinces séparées de la capitale par des armées ennemies, il maintenait l'honneur du nom vénitien, et la confiance dans la fortune de la république (1).

Jusqu'alors on ne voyait point quel effet avantageux avaient produit les négociations que Léon X continuait toujours avec la république de Venise et Maximilien, avec le roi de France et avec les Suisses: aucune des pacifications qu'il avait entreprises ne s'était accomplie, et l'on commençait à se défier de sa bonne foi. En effet, dans ses lettres confidentielles, il pressait d'autant plus Louis XII d'entrer cette année même en Italie, qu'il l'y croyait moins disposé (2); il l'assurait de son attachement aux intérêts de la France; il faisait épouser à son frère Julien, Philiberte de Savoie, propre sœur de la mère de François Ier; il pressait l'accomplissement de ce mariage, conclu dès le 10 mai 1513, mais qui ne fut célébré à Turin qu'au mois de février 1515 (3); et en même temps il envoyait Piétro Bembo en légation à Venise pour engager cette république à rompre avec la France, et pour la réconcilier à l'Empereur et au roi d'Espagne (4).

Le nouveau pontife ne ressemblait pas à son prédécesseur; son caractère était loin d'être aussi sévère, aussi irascible, aussi implacable. Au contraire, ses manières avec ses familiers étaient pleines d'aménité et de grâce; la protection qu'il accordait aux arts et aux lettres, les bienfaits dont il comblait les savants, les poëtes, les artistes, étaient célébrés dans toute l'Europe par un concert de louanges. Mais d'autre part, il s'en fallait de beaucoup qu'il eût autant de franchise et d'élévation dans le caractère que Jules II. Toutes ses négociations étaient entachées par la fausseté et la perfidie. En parlant de paix, il soufflait partout le feu de la

(1) *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. II, p. 137.—*Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 79. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XII, p. 203.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 75.

(3) Guichenon, Histoire généalogique de la Maison de Savoie, T. II, p. 179. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. III, p. 174. — *Jacopo Nardi*, L. VI, p. 275.

(4) *Paolo Paruta, Istor. Ven.,* L. II, p. 140. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 77.

guerre : aucune pitié pour les peuples d'Italie, accablés par tant d'armées barbares, n'influait sur sa conduite. Son ambition n'était pas moindre que celle de Jules II, et il ne pouvait la couvrir à ses propres yeux par des motifs aussi respectables. Ce n'était ni l'indépendance de l'Italie, ni la puissance de l'Église qu'il avait en vue, mais seulement l'agrandissement de sa propre famille.

Léon X avait promis à son frère Julien de former pour lui une souveraineté nouvelle, et il l'avait engagé à cette condition à renoncer, en faveur de Laurent, fils de Pierre de Médicis, à la direction de la république florentine. Il avait intention de composer cette souveraineté des États de Parme et de Plaisance, auxquels il voulait joindre Modène et Reggio, dont il comptait dépouiller la maison d'Este; car, quoiqu'il eût d'abord prodigué au duc Alphonse de Ferrare les plus consolantes promesses, quoiqu'il lui eût fait tenir le gonfalon de l'Église à son couronnement, il n'avait point encore révoqué les sentences prononcées contre lui par son prédécesseur. Il lui avait promis de lui rendre Reggio à un terme fixé; deux fois ce terme était arrivé, et deux fois il avait faussé sa promesse. Enfin, il avait fomenté une conjuration des Rangoni, gentilshommes de Modène, qui, au mois de septembre 1514, avaient arrêté Vitus Furst, gouverneur impérial de leur ville; et, moyennant un payement de quarante mille florins, il s'était fait céder cette ville par l'Empereur (1).

C'était en s'attachant aux maisons d'Autriche et d'Aragon que Léon X comptait obtenir leur assentiment pour former en faveur de son frère une souveraineté cispadane détachée en partie du duché de Milan, et en partie de celui de Ferrare : mais les Vénitiens lui faisaient espérer l'aide de la France pour un projet de bien plus grande importance, celui de placer ce même frère sur le trône de Naples, en en chassant le roi d'Aragon. Le désir universel des Italiens de s'affranchir du joug des barbares pouvait en effet leur faire applaudir à cette tentative; et la jalousie mutuelle des puissances étrangères, qui ne voulaient point laisser jouir leurs rivales de ce qu'elles étaient obligées d'abandonner, pouvait la seconder. Les Médicis allaient jusqu'à espérer le royaume de Naples pour

(1) *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 315. — *Paolo Giovio, Vita di Alfonso dà Este,* p. 90. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 77.

Julien, le duché de Milan pour Laurent; et ils appuyaient leurs calculs politiques sur les prophéties d'un moine, dont ils montraient une lettre qu'il avait, disaient-ils, écrite après sa mort (1).

Cependant Léon X courait risque de se trouver enlacé dans ses négociations astucieuses. Louis XII le pressait de se déclarer, et de le seconder dans l'expédition qu'il méditait pour l'ouverture de la campagne de 1515. Il lui montrait les Vénitiens se relevant de tous leurs échecs par leur constance; Barthélemi d'Alviano, leur général, recouvrant par une suite de petits succès la réputation que deux grandes défaites lui avaient fait perdre. Il lui rappelait l'alliance qu'il venait de conclure avec Henri VIII d'Angleterre, et qui lui assurait pour sa prochaine expédition les secours de la puissance même qui avait fait échouer la précédente. Il faisait considérer au pontife combien il serait imprudent de compter sur les promesses de Ferdinand et de Maximilien, dont la pauvreté n'était pas moins connue que la mauvaise foi. Il le mettait en garde contre l'ambition de ces deux princes, qui prétendaient à la domination de toute l'Italie; tandis qu'au temps où il en possédait lui-même les deux plus puissants États, il avait respecté l'indépendance de tous les autres. En même temps, Louis XII n'avait point tenu secrètes les invitations de passer en Italie que lui avait adressées Léon X; et il avait ainsi rendu le pontife suspect à ses autres alliés. Le moment semblait venu où celui-ci serait obligé de se déclarer ouvertement, et de laisser connaître lesquels il avait voulu tromper, ou du roi de France, ou des Suisses, ou de Maximilien et de Ferdinand, ou des Vénitiens (2).

Mais la mort inattendue de Louis XII, le 1er janvier 1515, retarda pour quelque temps encore une décision qui paraissait imminente. Le mariage disproportionné de ce monarque, âgé de de cinquante-quatre ans, avec une princesse âgée de dix-huit ans, et d'une rare beauté, fut regardé comme la cause de sa mort. La courte maladie qui le mettait au tombeau portait tous les caractères

(1) Cette lettre, signée *frate Angelo morto,* fut communiquée aux amis de Julien à Rome, peu de mois après l'élection de son frère. *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 276. — Sur la proposition des Vénitiens, voyez *Paolo Paruta, Stor. Ven.*, L. II, p. 121.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 80.

de l'épuisement. Pendant les fêtes mêmes du mariage, célébré à Abbeville le 9 octobre et suivi à Paris, pendant six semaines, de joutes et de tournois, le roi était si faible qu'il fut constamment couché sur un lit de repos. « A cause de sa femme, » dit le loyal serviteur de Bayard, « le bon roi avoit changé toute sa manière de vivre; car » où il soûloit disner à huit heures, convenoit qu'il disnât à midi; » où il se soûloit coucher à six heures du soir, souvent se cou- » choit à minuit, dont il tomba malade à la fin du mois de décem- » bre; de laquelle maladie tout remède humain ne le peut garan- » tir qu'il ne rendît son âme à Dieu, le premier janvier ensuivant, » après la minuit (1). »

Louis XII, qui pendant quelques mois au moins fut reconnu comme roi de Naples, et qui pendant plus de dix ans régna sur le duché de Milan, doit être considéré comme un des souverains de l'Italie; et son caractère n'eut que trop d'influence sur le sort de cette contrée. Il fut généralement accusé d'avarice; en effet il s'aliéna les Suisses, et il fit échouer souvent le succès de ses armées, par une épargne mal entendue et hors de saison. Cependant cette économie, tout excessive qu'elle était, fut presque la seule vertu par laquelle il mérita le titre de *Père du peuple* dont on l'honora; car il épargna les impôts à ses sujets, plus encore que ses propres trésors. D'ailleurs on ne trouvait en lui aucune des qualités, ou des grands hommes, ou des grands rois. Sans force dans le caractère, et sans décision dans l'esprit, il était habituellement conduit, et il avait besoin de l'être; mais il ne savait point prendre pour guides des hommes qui lui fussent supérieurs. Ses favoris étaient presque aussi faibles que lui; leur politique fut presque toujours mal entendue; elle fut aussi presque toujours sans foi. Non moins ambitieux que si la nature lui avait donné les talents d'un conquérant, il ne cessa de combattre pour la possession du royaume de Naples et du duché de Milan; et il perdit l'un et l'autre par sa faute, après avoir attiré sur la France les plus sanglants revers (2).

(1) Mémoires du chev. Bayard, Ch. LVIII, p. 361. — Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 37, 39. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 163. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 82. — *Fr. Belcarii,* L. XIV, p. 433. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. X, p. 289.

(2) Noi abbiamo un papa savio, e questo grave e rispettato (la lettre devait être

Non moins perfide que s'il avait vieilli dans l'étude de la politique macchiavélique, il fut infidèle à tous ses traités; et il trahit indignement l'amitié et la confiance de ses alliés, les Florentins, les Vénitiens, le roi de Navarre, le duc de Ferrare, les Bentivoglio, les petits princes de Romagne, et le prince de Piombino. Il fut l'auteur principal de la ligue de Cambrai contre les Vénitiens, ses alliés; et cette perfidie égalait celle à laquelle il s'était associé contre Frédéric, roi de Naples. Néanmoins ce n'était point à la raison d'État qu'il sacrifiait ainsi sa parole et son honneur; car chacune de ces violations des traités était aussi imprudente et malhabile que contraire à la bonne foi.

Lorsque Louis XII se trouva lui-même aux armées, et particulièrement dans sa première campagne contre les Vénitiens, il donna plusieurs preuves de cruauté. Mais au milieu des combats, la souffrance et le danger personnel émoussent tous les sentiments plus délicats; et les atrocités commises contre le gouverneur de Peschiéra et son fils, sont une moindre preuve de dureté de cœur, que le traitement infligé par le même Louis à son rival Louis Sforza. Il le retint dix ans dans un cachot ou une cage de fer; il lui refusa la consolation, vainement demandée, d'avoir des livres, ou les moyens d'écrire dans sa solitude, et il le laissa mourir désespéré, sans aucune distraction, ou aucun soulagement d'esprit (1).

Louis XII éleva un schime dans l'Église. Il vécut longtemps excommunié, et tint son royaume sous l'interdit : néanmoins il était lui-même superstitieux; et après avoir longtemps sacrifié la religion à la politique, il sacrifia l'une et l'autre à la bigoterie. La douceur privée de son caractère ne mérite pas plus d'éloges

lue par lui); un imperatore instabile e vario; un re di Francia sdegnoso e pauroso; un re di Spagna taccagno e avaro; un re d'Inghilterra ricco, feroce e cupido di gloria; gli Suizzeri bestiali, vittoriosi e insolenti; noi altri d'Italia poveri, ambiziosi e vili : per gli altri re io non li conosco. *Macchiavelli a Fr. Vettori,* 26 août 1513, T. VIII, p. 88.

(1) *Pauli Jovii Hist.*, L. XIV, p. 289. — Louis XII racontant à Macchiavel, alors en légation auprès de lui, la prise de Monsélice, et le massacre de sa garnison, qui fut signalé par d'horribles cruautés, lui dit en riant : « Io fui tenuto, anno, » un mal uomo, quando nella giornata dove io era si ammazzo tanti uomini : » adesso monsignore di Ciamonte sara tenuto quel medesimo. » *Macchiavelli, Legazioni.* Lettre de Blois, 29 juillet 1510, T. VII, p. 343.

que sa conduite publique. Son divorce avec sa premiere femme fut un exemple éclatant d'ingratitude, de fausseté et de mépris pour toute décence. Il eut pour motif l'amour qu'il avait conçu pour la seconde, alors femme de son beau-frère ; et lorsque, dans un âge avancé, il perdit celle-ci, il consacra à peine quelques semaines à la pleurer; et il sollicita aussitôt la main d'une troisième épouse à la fleur de l'âge, dont l'amour lui coûta la vie. Celle-ci, de son côté, par une sorte de représailles, ne lui apportait qu'un cœur déjà engagé à Charles Brandon, duc de Suffolk ; et elle épousa secrètement ce favori, deux mois après la mort de Louis XII (1).

(1) Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre, L. XV, p. 98. — Mémoires de Fleuranges, p. 169.

CHAPITRE XIV.

FRANÇOIS Ier PREND LE TITRE DE DUC DE MILAN; IL PASSE LES ALPES, IL BAT LES SUISSES A MARIGNAN, ET CONQUIERT LE MILANEZ; INVASION DE MAXIMILIEN EN LOMBARDIE, ET SA RETRAITE; TRAITÉS DIVERS QUI TERMINENT LES GUERRES OCCASIONNÉES PAR LA LIGUE DE CAMBRAI. — 1515 A 1517.

Au moment de la mort de Louis XII, son gendre, le duc d'Angoulême, premier prince du sang, succéda au trône de France sous le nom de François Ier : il était né le 12 septembre 1494, et il était arrière-petit-fils du même Louis, duc d'Orléans, fils de Charles V, dont Louis XII était petit-fils. Il prit en même temps le titre de duc de Milan, comme héritier de Valentine Visconti, sa bisaïeule, et comme compris nominalement dans les investitures accordées par Maximilien, en conséquence du traité de Cambrai (1). L'Italie fut ainsi avertie, en quelque sorte, que le nouveau monarque prétendait recouvrer par la force des armes la souveraineté qui avait été enlevée à son prédécesseur.

La France eut ainsi le bonheur de voir se succéder deux monarques nés dans une condition privée, et qui apportaient sur le trône des vertus ou des talents que l'éducation royale n'est pas faite pour développer. Louis XII, qui, comme prince du sang, s'était montré un homme faible ou médiocre, resta ce qu'il avait toujours été : toutefois il dut à sa fortune étroite et souvent contraire les habitudes de régularité, d'économie, de respect pour la justice, et de compassion pour les misères du peuple, qui lui valurent l'amour de ses sujets. François Ier avait été beaucoup plus

(1) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 32. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XV, p. 290.

richement doué par la nature : sa figure était fort belle ; sa force et sa dextérité le faisaient briller dans tous les exercices militaires; son affabilité, l'agrément de ses manières et sa générosité, lui gagnaient les cœurs de tous ceux qui l'approchaient. Enfin il était le premier des rois de France qui eût reçu une éducation libérale; il aimait les lettres, les arts, la poésie, et il les cultivait lui-même avec succès. Quoique Louis XII, n'espérant plus avoir de fils, et le regardant déjà comme héritier présomptif de la couronne, l'eût choisi pour gendre, et lui eût promis Claude de France, sa fille aînée, la reine Anne de Bretagne, tant qu'elle avait vécu, n'avait point permis que ce mariage s'effectuât. La haine qu'elle portait à Louise de Savoie, mère de François I[er], s'étendait aussi sur son fils : le mariage ne s'accomplit qu'au mois de mai 1514 (1); et jusqu'à cette époque, François éprouva le poids de la défaveur, aussi bien que la nécessité d'obéir.

Les qualités brillantes de François I[er] excitaient l'attente de l'Italie, qui se sentait menacée par ses premières armes, et qui se souvenait que Gaston de Foix, arrivé au même âge avec des qualités semblables, mais bien moins de pouvoir pour en tirer parti, s'était déjà illustré par tant de victoires. Cependant les ennemis de la France, qui avaient été alarmés par les préparatifs de Louis XII, crurent avoir gagné un répit par sa mort : il leur paraissait tout à fait invraisemblable que le nouveau roi voulût s'engager dans une guerre étrangère dès les premiers mois de son règne, et qu'il s'éloignât de son royaume avant de s'être donné le temps d'y affermir son autorité. François I[er] s'étudia à confirmer cette opinion; et encore qu'il portât à quatre mille lances le nombre de ses compagnies d'ordonnance, il n'annonça cet armement nouveau que comme une mesure défensive (2).

Avant d'entrer en campagne, en effet, François I[er] voulait s'assurer de la disposition de ses voisins. Il trouva Henri VIII d'Angleterre non moins empressé que lui à renouveler le traité d'alliance qu'il avait conclu avec son prédécesseur; ce renouvellement

(1) Mémoires du chev. Bayard, Ch. LVIII, p. 360. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 154, 157. — Mémoires de du Bellay, L. I, p. 28.

(2) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 83. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XV, p. 294.

fut signé à Londres, le 5 avril (1). L'archiduc Charles, souverain des Pays-Bas, se montra de même disposé à signer à Paris, le 24 mars, un traité d'alliance d'après lequel il promettait d'épouser Renée de France, fille de Louis XII et belle-sœur de François Ier, dès qu'elle serait nubile (2).

Mais, d'autre part, Ferdinand le Catholique ne voulut point renouveler la trêve d'Orthès, à moins que le Milanez n'y fût compris ; ce à quoi François ne voulut pas consentir. Maximilien ne voulut pas même entrer en négociation : les Suisses refusèrent d'admettre les ambassadeurs français, à moins qu'ils n'apportassent la ratification de la convention de Dijon : le pape promit de demeurer neutre, mais en même temps il négociait secrètement avec Maximilien, Ferdinand et les Suisses, et il signa avec eux, au mois de juillet, un traité de garantie pour le duché de Milan (3). Quant aux Vénitiens, ils mettaient toute leur espérance dans les secours de la France ; ils pressaient le roi de ne pas tarder à entrer en Italie, pendant que leur assistance pouvait encore être efficace ; et ils renouvelèrent avec lui, le 27 juin, l'alliance qu'ils avaient conclue avec son prédécesseur (4).

Le doge de Gênes, Octavien Frégose, avait été ramené dans sa patrie par les armes des Espagnols et du pape, en sorte que la ligue opposée à la France croyait pouvoir compter sur lui : cependant elle ne le ménageait pas plus qu'elle n'avait fait le duc de Milan lui-même ; et tandis qu'elle écrasait celui-ci de contributions, et qu'elle traitait sans cesse de la cession de ses États à un autre, elle lui offrait aussi de lui abandonner la seigneurie de Gênes sous des conditions pécuniaires ; en sorte que Frégose savait fort bien que sous la protection du pape et du roi d'Espagne, sa patrie était en quelque sorte exposée en vente au plus offrant. Il accueillit

(1) *Rymer, Acta publica,* T. XIII, p. 473, 475, 476.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 83. — Traité dans Dumont, T. IV, — Mémoires de Bayard, Ch. LIX, p. 364. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 43. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 436.

(3) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 85. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 437. — *Paolo Paruta, Stor. Venez.,* L. III, p. 161.

(4) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 84. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 42. — Le Traité dans Léonard, T. IV, — *Paolo Paruta, Stor. Venez.,* L. III, p. 150.

donc avec joie les propositions secrètes de François Ier, qui demandait son alliance. Il conclut avec le connétable de Bourbon un traité qui ne devait être publié qu'après que les armées françaises seraient entrées en Italie : alors Frégose devait leur ouvrir les passages de la Ligurie, les seconder avec un certain nombre de fantassins, et déposer le titre de doge, pour prendre celui de gouverneur perpétuel de Gênes, au nom du roi de France (1).

Il restait enfin à François Ier un dernier allié au delà des monts, mais le plus faible de tous ; c'était le marquis de Saluces, qui, dépouillé de tous ses États à cause de son affection pour la France, ne conservait plus que la seule ville de Révél : la situation de cette ville, il est vrai, au débouché des monts, pouvait lui donner de l'importance (2).

Mais François Ier comptait moins sur ses alliés que sur les forces propres de la France , et sur l'enthousiasme avec lequel elle se disposait à seconder son jeune roi , dans sa première expédition. Francois Ier, voulant effacer la honte des défaites de Novare et de Guinegattes, rassemblait la plus forte armée qu'un roi de France eût encore conduite en campagne. Il réunit en Dauphiné deux mille cinq cents lances françaises, la fleur de toute sa noblesse ; et comme la jalousie de cette noblesse tenait en France le tiers état désarmé, et éloigné de toute habitude militaire ; que, d'autre part, les dernières guerres avaient fait sentir l'importance décisive de l'infanterie, lorsqu'elle présentait ou la masse inébranlable et hérissée de piques des Suisses, ou l'agilité et la constance en même temps des Espagnols, François Ier engagea vingt-deux mille landsknechts pour tenir tête aux Suisses, et dix mille Basques pour tenir tête aux Espagnols. A la tête des premiers se trouvaient le duc de Gueldre, le capitaine Tavannes, dont la troupe forte de six mille hommes se nommait la Bande-Noire; le duc de Suffolk, le comte Wolff-Brandeck, et Michel de Openberg (3). L'avarice de Ferdinand, qui n'avait jamais voulu

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XV, p. 292 et 303. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 87. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.*, L. XIX, p. 445.—*Uberti Folietæ,* L. XII, p. 717. — *Fr. Belcarii*, L. XV, p. 439.

(2) Mémoires du chev. Bayard, Ch. LIX, p. 365.

(3) Mémoires de Fleuranges, L. XVI, p. 177. – *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII,

payer la rançon de son illustre capitaine Piétro Navarro, fait prisonnier à la bataille de Ravenne, fournit à François un excellent chef pour former l'infanterie basque : Navarro, impatient d'une si longue captivité, rendit à Ferdinand tous les fiefs qu'il tenait de lui, s'engagea au service de France, et leva, partie en Béarn, partie en Dauphiné, les dix mille hommes auxquels il donna l'organisation, les armes et la discipline par lesquelles son infanterie espagnole s'était longtemps distinguée (1).

Raymond de Cardone, après avoir menacé le Vicentin, et fait reculer Barthélemi d'Alviano qui avait reçu du sénat l'ordre exprès de ne s'exposer à aucun combat, avait ramené l'armée espagnole à Vérone. Julien de Médicis, que son frère Léon X avait nommé gonfalonier de l'Église, rassemblait, entre Plaisance et Reggio, une armée composée des troupes du pape et de celles de la république florentine. Les Suisses, enfin, se pressaient seuls d'aller au-devant des Français pour occuper les passages des Alpes. Ils avaient établi leur quartier général à Suze : l'armée qu'ils y avaient rassemblée était déjà forte de plus de vingt mille hommes; et elle gardait les débouchés des deux vallées d'Exiles et de la Novalèse, avec tous les défilés du mont Cénis et du mont Genièvre (2).

L'armée de François Ier occupait, d'autre part, les revers de ces mêmes Alpes, en Dauphiné, entre Grenoble et Briançon. Le passage du mont Genièvre, par lequel les Français avaient conduit leurs précédentes expéditions, leur était fermé. Le roi jugeait impossible de forcer les Suisses dans des défilés où sa cavalerie ne pouvait manœuvrer, et où le moindre retard exposerait son armée à périr de faim. Le maréchal Trivulzio entreprit donc de parcourir les montagnes pour prendre, de tous les bergers, des informations sur les sentiers par lesquels il pourrait tourner l'armée suisse. Il s'arrêta enfin à celui qui des bords de la Durance conduit, par

p. 88. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XV, p. 295. — *Fr. Belcarii Comment.*, L. XV, p. 438.

(1) Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 47. — *Anonimo Padovano, presso Muratori Annali, ad ann.*, 1515.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 88. — *Pauli Jovii Hist.* L. XV, p. 294. — *Paolo Paruta,* L. III, p. 158. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 440.

Guillestre et l'Argentière, aux sources de la Stura et aux plaines du marquisat de Saluces (1).

On était parvenu au 10 août; et il ne restait plus de neiges dans les gorges des montagnes que devait traverser l'artillerie : mais jamais armée ne s'était engagée dans ces vallées sauvages; les voyageurs du commerce ne les connaissaient pas davantage, et elles n'étaient pratiquées que par quelques chasseurs de chamois. L'entreprise d'y conduire un train d'artillerie, toute la gendarmerie française, et trente mille hommes de pied, était donc faite pour étonner l'imagination. L'armée s'était rendue de Grenoble à Embrun, par Vizille et la Mure : là, ayant fait ses provisions de vivres pour cinq jours, elle prit son chemin dans les montagnes, par les villages de Saint-Clément et de Crispino. Elle avait laissé sur sa gauche le mont Genièvre, passé la Durance à gué, et trouvé sa première étape à Guillestre. De là il fut nécessaire de se frayer avec le fer un chemin au travers du rocher de Saint-Paul, qui barrait le passage : on l'exécuta le second jour, et l'armée vint passer la nuit à Barcelonnette. Le troisième jour, il fallait franchir la chaîne centrale des Alpes, celle qui, entre Barcelonnette et l'Argentière, sépare les eaux qui coulent vers le Rhône de celles que reçoit le Pô. Tour à tour il fallait faire sauter les rochers pour s'ouvrir un passage, ou jeter des ponts sur l'abîme, ou élever, le long des précipices, des galeries en bois. Soixante et douze grosses pièces d'artillerie devaient passer par ce chemin, avec la colonne centrale de l'armée, la cavalerie pesante et les bagages; deux mille cinq cents pionniers et sapeurs, enrégimentés et payés comme l'infanterie, les accompagnaient pour ouvrir les chemins : mais le zèle des simples soldats était plus efficace encore; ils s'attelaient à l'artillerie au lieu de chevaux, et ils déployaient autant d'intelligence et d'adresse que de courage pour surmonter les difficultés inouïes que leur opposait la nature. La troisième étape de l'armée fut dans les villages de Larchia et d'Éhergia. Déjà elle était arrivée dans la vallée de la Stura; cependant la montagne de Pié di Porco lui barrait encore le chemin : elle la franchit le quatrième jour,

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II. L. XII, p. 89. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XV, p. 298.

et le cinquième elle se trouva en Lombardie, dans les plaines du marquisat de Saluces (1).

Pendant que la colonne du centre suivait cette route, luttant avec des dangers et des difficultés qu'aucun général n'avait encore tenté de surmonter, d'autres divisions de l'armée parcouraient les passages de Dragoniéra, de Rocca-Pérotta et de Cunéo, sans rencontrer nulle part, au milieu des montagnes, les Suisses, qui auraient pu en défendre les défilés avec tant d'avantage.

Avec une de ces divisions, La Palisse avait été chargé de marcher de Briançon à Villefranche et aux sources du Pô, par Sestrières. Il formait ainsi la gauche de toute l'armée française; et, comme plus rapproché des Suisses, c'était aussi lui qui couvrait plus particulièrement l'artillerie. Bayard marchait avec cette division, aussi bien qu'Humbercourt et d'Aubigny. Il fut averti que Prosper Colonna, capitaine général du duc de Milan, avait son quartier à Carmagnole, au pied de ces mêmes montagnes, et que le chemin de Rocca-Sparviéra, où l'on n'avait jamais vu passer de chevaux, était cependant praticable. Bayard et La Palisse résolurent de surprendre le général ennemi. Le caractère circonspect de Prosper Colonna le desservait dans cette occasion, parce qu'il ne pouvait regarder comme possible ce qu'il aurait été si éloigné de tenter lui-même. Il n'avait en effet aucun soupçon de la marche des Français : toutefois il était parti de Carmagnole pour Pignerol, le matin même du 15 août, jour où, par leur diligence, La Palisse et Bayard avaient compté le surprendre dans la première de ces deux villes. Avertis de son départ, ils le suivirent au galop. Colonna, qui avait avec lui trois cents hommes d'armes, quelques chevau-légers, et un grand nombre de chevaux de remonte, s'était arrêté à Villefranche pour dîner. Il ne voulut pas croire ses espions, qui vinrent lui annoncer l'arrivée des Français. Le corps de garde établi à l'entrée de Villefranche, en les voyant venir, voulut fermer les portes; mais deux gendarmes français, qui avaient devancé leur compagnie, se précipitèrent en avant avec tant d'impétuosité, que l'un d'eux réussit à engager sa

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XV, p. 298. — Mémoires de Fleuranges, p. 178. — Mémoires de Louis de La Trémouille, Ch. XVI, p. 200. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 90. — *Fr. Belcarii Comment.,* L. XV, p. 441.

lance entre les deux battants de la porte, et à l'y maintenir jusqu'à l'arrivée de ses camarades. Prosper Colonna, surpris, ne put faire aucune résistance : il fut fait prisonnier, avec la plupart de ses gendarmes et plus de sept cents chevaux (1).

L'Italie apprit en même temps le passage d'une armée aussi formidable, et la captivité du général qu'elle estimait le plus. Ces deux échecs ébranlèrent le courage des alliés, redoublèrent leur défiance les uns des autres, et tournèrent toutes leurs pensées vers les moyens par lesquels ils pourraient se mettre, chacun séparément, à l'abri du danger. Julien de Médicis, atteint d'une fièvre dangereuse, avait quitté son armée pour se rendre à Florence, tandis que son neveu Laurent en avait pris le commandement. Léon X se hâta de faire dire au dernier de ne point s'avancer contre les Français, de ne point manquer à la neutralité, et de saisir le prétexte de la révolte de Guido Rangoni pour s'arrêter dans le Modénais, au siége de Rubbiéra. En même temps, il dépêcha son confident Cinthio de Tivoli à François Ier, pour excuser ses premières démarches, et entamer quelques négociations : mais cet émissaire fut arrêté par les Espagnols; et ses papiers, remis à Raymond de Cardone, lui firent voir combien il devait peu compter sur le pape (2).

Cardone avait concentré à Vérone les forces espagnoles : il y attendait des renforts d'Allemagne, que Maximilien promettait toujours, et qu'il n'envoyait jamais. D'ailleurs il avait jusqu'alors fait vivre sa troupe sans argent aux dépens des pays qu'il ravageait plutôt qu'il n'y faisait la guerre. Ferdinand ne lui faisait passer aucun subside; toutefois, au moment où il aurait fallu se mettre en marche, le général ne pouvait se dispenser de payer à ses soldats au moins une partie des soldes arriérées. Barthélemi Alviano s'était rapproché de lui; son armée occupait le Polésine de Rovigo; et sans vouloir engager le combat, elle retenait les Espagnols, et les empêchait d'aller se réunir aux Suisses (3).

(1) Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 50. — Mémoires de Fleuranges, p. 183. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. LIX, p. 368-374. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XV, p. 299. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 91.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 92. — *Jo. Marianæ de rebus Hisp.*, L. XXX, cap. XXVI, p. 343. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XV, p. 300.

(3) *Paolo Paruta, Ist. Venez.*, L. III. p. 167.

Les Suisses eux-mêmes, à la nouvelle du passage de François I[er], avaient ressenti de l'inquiétude : ils avaient d'abord marché sur Pignerol, avec l'intention de délivrer Prosper Colonna ; et ils avaient forcé La Palisse à se replier sur Fossano : mais lorsqu'ils apprirent que toute l'armée, et le roi lui-même à sa tête, avaient passé les monts, ils demandèrent une suspension d'armes pour se retirer à Verceil ; et François I[er], qui désirait ardemment se réconcilier avec eux, la leur accorda. Dans leur retraire, ils pillèrent Chivas et Verceil, et s'arrêtèrent enfin à Novare (1).

Depuis le commencement de cette guerre, les Suisses étaient divisés en deux factions : les uns, entraînés par le cardinal de Sion, ennemi implacable de la France, ne voulaient entendre à aucun accord avec elle ; les autres, dont les principaux chefs étaient Albert de La Pierre, et Jean de Diesbach, capitaines des Bernois, et Georges de Super-Sax, Valaisan, désiraient une réconciliation avec une monarchie qu'ils regardaient comme l'amie naturelle de leur nation ; ils se plaignaient de ce qu'on leur faisait verser leur plus pur sang pour une querelle qui leur était étrangère. L'ambition de ceux qui voulaient dominer l'Italie et accabler la France était tout à fait disproportionnée avec leurs forces ; et la Suisse leur paraissait devoir être également perdue, si la France cessait d'exister, ou si la France victorieuse voulait se venger de ses plus proches voisins. La crainte qu'inspirait l'armée de François I[er] engagea les Suisses à prêter l'oreille aux conseils de Diesbach et de La Pierre, et à accepter la médiation que leur offraient le duc de Savoie et le bâtard, son frère (2).

Mais les Suisses, qui, le jour d'une bataille, se soumettaient à une rigoureuse discipline, conservaient dans leurs armées, toutes les fois qu'ils n'étaient pas en présence de l'ennemi, toutes les habitudes de la plus fougueuse démocratie. Les discours de leurs chefs les entraînaient alternativement dans des partis extrêmes. Les uns, déjà chargés de butin, étaient impatients de le remporter dans leurs montagnes; d'autres demandaient la guerre,

(1) *Pauli Jovii Hist.*, L. XV, p. 301. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 93. — Mémoires de Fleuranges, p. 187. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 53.

(2) Mémoires de Fleuranges, p. 189.

parce qu'ils n'avaient rien gagné encore : tous se plaignaient de ce que les quarante mille ducats que le pape et le vice-roi leur avaient promis chaque mois, n'arrivaient point. Dans un moment d'humeur, ils pillèrent la caisse du commissaire pontifical, et ils se mettaient déjà en route pour retourner en Suisse, lorsque l'argent arriva ; ils se calmèrent alors, et s'établirent à Galérate, où ils attendirent vingt mille de leurs compatriotes qui passaient les Alpes pour venir les joindre (1).

Cependant le bâtard de Savoie et M. de Lautrec avaient suivi les Suisses à Galérate pour continuer leurs négociations ; et comme ils promettaient de l'argent comptant, tandis que les alliés avaient déjà fait connaître leur pauvreté, le plus grand nombre des vingt commissaires suisses, nommés pour traiter avec eux, étaient disposés à un arrangement. Enfin un traité fut conclu en effet, et signé d'une et d'autre part. Les Suisses consentirent à ce que le duché de Milan retournât à la France, même y compris les petits districts qu'ils en avaient détachés, au pied des Alpes, sous condition que Maximilien Sforza épouserait une princesse du sang royal de France, et recevrait en apanage le duché de Nemours, avec une pension de douze mille francs. Le roi, de son côté, promit de payer à certains termes six cent mille écus pour la capitulation de Dijon, et trois cent mille pour les bailliages conquis, que les Suisses restituaient. Il rendit aux cantons leurs anciennes pensions ; et l'alliance renouvelée entre eux devait durer pendant tout son règne, et dix ans après sa mort (2).

François Ier, empressé de faire un premier payement aux Suisses, et de sceller ainsi la paix, demanda à tous ses princes et à tous ses gentilshommes de lui prêter ce qu'ils avaient d'argent comptant et de vaisselle. Chacun ne se réserva que ce qu'il lui fallait pour sa dépense pendant huit jours : l'argent fut envoyé à Buffaloro, où M. de Lautrec devait le consigner aux députés des ligues. La paix paraissait tellement assurée, que le duc de Gueldre, capitaine de tous les landsknechts, repartit en poste pour repousser

(1) *Pauli Jovii Hist.*, L. XV, p. 320.

(2) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 94. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XV, p. 304. — Mémoires de Fleuranges, p. 189. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 53. — *Fr. Belcarii*, L. XV, p. 443.

une invasion des Brabançons dans ses États; et lorsqu'il reçut à Lyon la nouvelle de la bataille de Marignan, il en tomba dangereusement malade de chagrin (1).

Cependant Rosten (2), bourgmestre de Zurich, qu'en raison de son âge et de son expérience militaire les cantons avaient nommé général de toutes leurs troupes en Italie, arriva de Bellinzona au camp, qu'on avait transporté à Monza, avec une nouvelle division de près de vingt mille hommes. Les Suisses, qui auparavant se sentaient les plus faibles, crurent ainsi avoir recouvré la supériorité. Les nouveaux venus ne pouvaient se résoudre à s'en retourner sans combat; ils portaient envie aux richesses dont leurs compagnons étaient chargés; ils déclaraient que jamais les cantons ne consentiraient à la restitution des bailliages italiens, stipulée par le traité. En vain les partisans de la France représentaient combien il serait honteux de violer une convention si solennellement conclue : un bien plus grand nombre demandaient la bataille; ils proposaient par deux attaques subites d'enlever l'argent qu'on avait apporté pour eux à Buffaloro, et de surprendre le roi, qui, avec son armée, s'était approché à peu de milles de Milan. Albert de La Pierre et Jean de Diesbach, ne voulant pas participer à cet acte de mauvaise foi, quittèrent le camp pour retourner dans leur patrie; et six ou sept mille de leurs compatriotes les suivirent. M. de Lautrec, averti à temps, par quelques espions, du projet des Suisses, partit précipitamment de Buffaloro, et mit à couvert l'argent dont il était chargé (3).

Pendant ce temps l'armée française avait occupé la plus grande partie de la Lombardie. Aymar de Prie, avec quatre cents lances et cinq mille fantassins, s'était approché de Gênes pour décider Octavien Frégose à se déclarer pour la France; celui-ci avait aussitôt arboré les étendards français, et renforcé de quatre mille fantassins l'armée d'Aymar de Prie, qui occupait tout le pays au

(1) Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 54. Il partit le 10 septembre. — Mémoires de Fleuranges, p. 195.

(2) Le biographe de Frundsberg le nomme Rosch, et doit être suivi de préférence pour les noms allemands, *II Buch*, f. 23.

(3) Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 54. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XV, p. 304. — Mémoires de Fleuranges, p. 191.

midi du Pô (1). Au nord de ce fleuve, le roi s'était avancé de Verceil par Novare, qui n'avait fait que peu de résistance : passant ensuite le Tésin, il séjourna à Buffaloro et à Biagrasso, tandis que Pavie lui ouvrait ses portes, et que J.-J. Trivulzio s'avançait jusqu'à celles de Milan : ce dernier y fut reçu par une députation du peuple de cette ville; elle le supplia de ne pas compromettre avant la bataille, la capitale de la Lombardie, qui se trouvait entre les deux armées, et de s'abstenir d'y entrer par humanité, comme par reconnaissance pour l'attachement des Milanais à la couronne de France (2).

Le cardinal de Sion était auprès de Raymond de Cardone, qui avait établi son camp au confluent de l'Adda et du Pô. Lorsqu'il apprit que ses compatriotes étaient résolus à continuer la guerre, il pressa Cardone de réunir son armée à la leur; et ne pouvant l'obtenir, il alla joindre les Suisses à Monza, avec Muzio Colonna, Louis de Pitigliano, quatre cents chevau-légers, et quelques gendarmes. Les Suisses n'avaient point d'autre cavalerie dans leur armée (3).

Cardone, après avoir laissé des garnisons à Vérone et à Brescia, vint joindre Laurent de Médicis a Plaisance, avec sept cents hommes d'armes, six cents chevau-légers, et six mille fantassins. Médicis, de son côté, avait sous ses ordres sept cents hommes d'armes, huit cents chevau-légers et quatre mille fantassins. Les armées réunies derrière les Français étaient assez fortes pour leur donner de l'inquiétude : mais Alviano, de son côté, avait passé l'Adige; il avait remonté le long de la rive gauche du Pô, jusqu'à Crémone, et il était venu se placer en face du vice-roi, qui avait déjà préparé son pont de bateaux sous Plaisance. L'armée vénitienne, sous les ordres d'Alviano, comptait neuf cents hommes d'armes, quatorze cents chevau-légers, et neuf mille fantassins; elle tint en échec toutes les forces de l'Espagne, du pape et des Florentins, et par cette habile manœuvre, elle donna aux Français le moyen de décider avec les Suisses seuls du sort de la guerre (4).

(1) *Petri Bizarri,* L. XIX, p. 445. — *Uberti Folietæ,* L. XII, p. 717.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 94.

(3) *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XV, p. 305. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 95.

(4) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 95. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,*

François Ier, pour assurer sa communication avec Alviano et pour couper absolument celle du camp espagnol avec les Suisses, était venu s'établir à Marignano, sur la route de Plaisance à Milan, à trente milles de la première de ces deux villes, à dix de la seconde : Alviano occupait Lodi, à dix milles en arrière de Marignan. Cardone, après avoir fait passer le Pô à une partie de ses troupes, reconnaissant l'impossibilité d'avancer, avait repassé le fleuve. Les avant-postes français s'étendaient jusqu'à trois milles de Milan, à San-Donato et Sainte-Brigitte : les Suisses, après l'arrivée du cardinal de Sion dans leur camp, à Monza, étaient rentrés à Milan au nombre de trente-quatre mille hommes environ (1).

Le 13 septembre, le cardinal de Sion fit sonner le tambourin, pour assembler tous les Suisses sur la place du château à Milan. Il s'y était fait dresser une chaire d'où il les harangua, les excitant à combattre pour la sainte Église; il fallait, disait-il, surprendre le roi, se venger en une fois de toutes les offenses qu'ils avaient reçues, et ajouter de nouveaux lauriers à ceux qu'ils avaient cueillis à Novare. En même temps il fit donner une fausse alarme par Muzio Colonna, qui rentra précipitamment dans la ville, et demanda le secours de toute l'armée, comme s'il était pressé par les Français. Ceux mêmes alors qui jusqu'à ce jour avaient toujours parlé en faveur de la paix, saisirent leurs armes avec la même impétuosité que les autres, pour ne pas abandonner leurs compatriotes au moment du danger (2).

Malgré la détermination nouvelle que les Suisses avaient prise, leurs négociateurs et ceux des Français étaient encore assemblés à Galérate, et le roi croyait toujours à la paix, lorsque le 13 septembre, trois heures après midi, le maréchal de Fleuranges, qui avait été envoyé vers Milan pour reconnaître l'ennemi, et qui avait probablement causé l'alarme dont le cardinal de Sion tira parti,

L. XV, p. 305. — Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 55. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 444.

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 97. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XV, p. 306. — Mémoires de Louis de La Trémouille, Ch. XVI, p. 201. — Mémoires du chev. Bayard, Ch. LX, p. 376.

(2) *Pauli Jovii Hist.,* L. XV, p. 308. — Mémoires de Fleuranges, p. 190. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. III, p. 174.

vit sortir de la ville l'armée entière des Suisses, au son des redoutables cornets d'Ury et d'Underwald, qu'on réservait pour les jours de bataille. Il accourut vers le roi pour le sommer de s'armer, et faire sonner l'alarme au camp français. Barthélemi Alviano était alors en conférence dans la tente du roi, qui le prit par la main et lui dit : « Seigneur Barthélemi, je vous prie d'aller en dili» gence faire marcher votre armée, et venez le plus tôt que vous » pourrez, soit jour ou nuit, où je serai, car vous voyez quelle » affaire j'en ai (1). »

Le roi, qui ne s'attendait pas à la bataille, n'avait pas pris à Sainte-Brigitte une bonne position : le chemin de Milan, par lequel le maréchal de Fleuranges repartit avec deux cents hommes d'armes, pour faire une charge sur les Suisses, suivait une ligne droite, et était bordé de fossés des deux parts; en sorte que la cavalerie ne pouvait point prendre les ennemis en flanc, ni caracoler autour d'eux. Quelques corps de landsknechts étaient disposés au delà du fossé, mais ils ne pouvaient y faire que peu de service; et d'ailleurs les longues négociations qu'ils avaient observées entre le roi et les Suisses, leur donnaient de la défiance : ils ne savaient point si le roi n'était pas convenu de les abandonner à la vengeance de ces redoutables ennemis (2).

Les Suisses atteignirent les avant-postes français lorsqu'il ne restait plus que deux heures de jour. Ils avançaient sur le front de l'armée, la pique basse, ne recourant à aucune manœuvre, n'employant d'autre art militaire que la force de leurs corps et leur intrépidité. Ils marchaient sur l'artillerie sans se laisser ébranler par les décharges des batteries qui portaient à plein sur leurs bataillons : après la chute de leurs camarades, ils serraient les rangs, et avançaient toujours. La gendarmerie vint heurter contre eux, et le roi la conduisait à la tête des gentilshommes de sa garde. Il écrivait lui-même à sa mère que « par cinq cents et par cinq » cents, il y fut fait une trentaine de belles charges, et ne dira» t-on plus que les gendarmes sont lièvres armés; car sans point

(1) Mémoires de Fleuranges, p. 193.

(2) Mémoires de Louis de La Trémouille, Ch. XVI, p.202.—Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 57. — Mémoires de Fleuranges, p. 196. — *Paolo Paruta, Istor. Venez.*, L. III, p. 178.

» de faute, ce sont eux qui ont fait l'exécution (1). » Cependant cette gendarmerie, qui ne pouvait suivre que la ligne droite du grand chemin, et attaquer les Suisses que de front, était arrêtée par la forêt de piques contre laquelle elle venait donner. A mesure que les escadrons pliaient, les Suisses, qui ne s'étaient jamais laissé entamer, s'avançaient en bon ordre à leur poursuite. Quelques milliers de landsknechts essayèrent de passer le fossé, pour prendre les Suisses en flanc; mais ils y périrent presque tous (2).

La première batterie qu'attaquèrent les Suisses n'était composée que de sept pièces de canon; Piétro Navarro la commandait; elle était couverte par un large fossé, que défendait un corps d'infanterie basque et gasconne. Elle fut attaquée par le bataillon suisse des Enfants Perdus; c'était un corps de jeunes gens choisis entre tous les cantons, distingués par les plumes blanches qui flottaient sur leurs têtes, et payés d'une double solde. Ils perdirent infiniment de monde dans l'attaque; mais enfin ils se rendirent maîtres de cette batterie (3).

La lumière du jour avait manqué depuis longtemps aux combattants; mais une lune brillante leur avait suffi pour continuer. Toutefois il était devenu impossible aux chefs de juger l'ensemble de la bataille, et de diriger les opérations commencées : chacun ne combattait plus qu'avec ceux dont il se trouvait accidentellement rapproché. Les corps français étaient déjà séparés par les Suisses; mais ils se battaient pour conserver encore la place qu'ils occupaient. Après quatre heures de combat nocturne, la nécessité et l'ignorance sur la situation des ennemis firent poser les armes à tous les combattants. Chacun demeura sur place; et chercha à réparer ses forces par un peu de sommeil (4).

« La nuit vint, dit Fleuranges, et les Suisses commencèrent à » chasser les gendarmes d'un côté et d'autre; car ils ne savoient où » ils alloient, et on les tuoit partout où on les trouvoit. Aussi étoient

(1) Lettre de François Ier à sa mère, du camp de Sainte-Brigitte, le vendredi 14 septembre, à la suite de Martin du Bellay, T. XVII, p. 442-451.

(2) Mémoires de Fleuranges, p. 197. — Mémoires de Bayard, Ch. LX, p. 377.

(3) *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XV, p. 310.

(4) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 100. — *Pauli Jovii*, L. XV, p. 311. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. III, p. 180.—Mémoires du chev. Bayard, Ch. LX, p. 378.

» les lansquenets et les gens de pié françois tous écartés comme les » autres. Et demeura le roi auprès de l'artillerie, qui n'avoit point » un homme de pié auprès de lui; et fit une charge avec environ » vingt-cinq hommes d'armes, qui le servirent merveilleusement, » et y cuida le roi être affolé; et vous jure ma foi que fut un des » plus gentils capitaines de son armée, et ne voulut jamais aban- » donner son artillerie, et faisoit rallier le plus de gens qu'il pou- » voit autour de lui. Et feurent les Suisses bien près de l'artillerie, » mais ils ne la voyoient point. Et fit éteindre ledit roi un feu qui » étoit auprès de ladite artillerie, pour ce que les Suisses étoient » si près d'eux, et afin qu'ils ne la vissent point si mal accompa- » gnée. Et demanda ledit seigneur à boire, car il étoit fort altéré, » et y eut un piéton qui lui alla quérir de l'eau qui étoit toute » pleine de sang, qui fit tant de mal audit seigneur avec le grand » chaud, qu'il ne lui demeura rien dans le corps. Et se mit sur » une charrette d'artillerie pour soi un peu reposer, et pour soulager » son cheval, qui étoit fort blessé. Et avoit avec lui un trompette » italien nommé Christophe, qui le servit merveilleusement bien; » car il demeura toujours auprès du roi, et entendoit-on ladite » trompette par-dessus toutes celles du camp; et pour cela, on » savoit où étoit le roi, et se retiroit-on vers lui (1). »

Ce fut de cette manière que, pendant la nuit, on rallia bien vingt mille landsknechts, et toute la gendarmerie, au lieu où était le roi, auprès de l'artillerie. Les capitaines français, mettant à profit ce court intervalle entre les combats, retiraient les batteries qu'ils jugeaient trop avancées, les plaçaient avec avantage, rétablissaient leur ligne rompue en plusieurs points, et combinaient les attaques que la gendarmerie devait tenter sur les flancs ou sur les derrières, pour diviser la phalange des Suisses (2).

Ceux-ci, de leur côté, s'étaient ralliés au son des deux cornets d'Ury et d'Underwald, qu'on entendit sonner pendant toute la nuit. Le cardinal de Sion leur avait fait apporter des vivres de Milan, et les bivouacs entremêlés s'entendaient encore sans se voir. Ce prélat avait dépêché des courriers dans différents sens, pour

(1) Mémoires de Fleuranges, p. 198.

(2) *Idem*, p. 200. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 100. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XV, p. 312.

annoncer, d'après le succès de la première attaque, que les Suisses étaient victorieux, et que l'armée française était en déroute (1).

« Le jour venu qu'on se recogneust (le vendredi 14 septembre), » chacun se retira sous son enseigne, dit Martin du Bellay, et » commença le combat plus furieux que le soir, de sorte que je vis » un des principaux bataillons de nos lansquenets être reculé de » plus de cent pas; et un Suisse, passant toutes les batailles, vint » toucher de la main sur l'artillerie du roi, où il fut tué : et sans » la gendarmerie, qui soutint le faix, on étoit en hasard (2). » Mais malgré l'intrépidité des Suisses, et leur belle ordonnance, on pouvait déjà prévoir que l'issue de la bataille leur serait défavorable. L'artillerie française faisait dans leurs bataillons de larges trouées, et tous leurs efforts pour s'en rendre maîtres demeuraient infructueux. Les charges répétées de la gendarmerie sur leurs flancs les inquiétaient, leur tuaient beaucoup de monde, et suspendaient leur marche, sans pouvoir les rompre. « Et commen» çoient, dit Fleuranges, à aller autour du camp, de côté et » d'autre, pour voir s'ils pouvoient assaillir; mais ils ne venoient » pas au point; fors une bande qui vinrent ruer sur ces lans» quenets; mais quand ce vint à baisser des piques, ils glissèrent » outre, sans les oser enfoncer (3). »

Comme les Suisses hésitaient déjà, Barthélemi Alviano, qui avait été à Lodi mettre sa troupe en mouvement, et qui avait marché toute la nuit, arriva sur le champ de bataille avec cinquante-six maîtres seulement, devançant son armée, qu'il avait disposée en échelons pour le suivre. Mais le cri de guerre des Vénitiens, *Marco ! Marco !* leurs drapeaux, et la haute opinion qu'on avait de la rapidité d'Alviano, persuadèrent aux deux camps que toute sa troupe arrivait avec lui. Les Suisses ne jugèrent pas convenable de l'attendre; ils serrèrent de nouveau leurs rangs, et se replièrent vers Milan dans la même ordonnance, avec une contenance si fière qu'aucun corps de l'armée française, ou d'infanterie ou de cavalerie, n'eut l'audace de les suivre. Seulement deux de leurs compagnies, qui s'étaient reposées dans les granges d'une

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 100.
(2) Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 58.
(3) Mémoires de Fleuranges, p. 201.

maison de campagne, y périrent dans les flammes qu'y avaient allumées les chevau-légers des Vénitiens (1).

Le maréchal Trivulzio, qui avait été présent à dix-huit batailles rangées, ne les regardait que comme des jeux d'enfants, à côté de cette terrible bataille de Santa-Brigitta ou de Marignan, qu'il appelait un combat de géants. On a lieu de croire qu'entre les deux armées, il resta de dix-huit à vingt mille hommes sur le carreau, dont les deux tiers étaient Suisses. Mais les historiens, de part et d'autre, pour flatter la vanité nationale, donnent sur le résultat de la bataille un calcul différent. Dans l'armée suisse, peu de noms étaient illustres; dans celle des Français, les premières familles de la noblesse furent mises en deuil. François, frère du duc de Bourbon, Imbercourt, le comte de Sancerre, le seigneur de Bussy, neveu du cardinal d'Amboise, Jean de Muy, seigneur de la Meilleraye, le prince Charles de Talmont, fils unique de Louis de La Trémouille, M. de Roye, frère du maréchal de Fleuranges, et le jeune comte de Pitigliano, arrivé avec Alviano de l'armée vénitienne, demeurèrent parmi les morts (2).

« Le soir du vendredi, auquel finit la bataille à l'honneur du » roy de France, fut joye démenée parmy le camp, et en parla- » t-on en plusieurs manières, et s'en trouva de mieux faisans les » uns que les autres; mais sur tous feut trouvé que le bon cheva- » lier (Bayard), par toutes les deux journées, s'estoit montré tel » qu'il avoit accoutumé ès autres lieux, où il avoit été en pareil » cas. Le roy le voulut grandement honnorer, car il preint l'ordre » de chevalerie de sa main. Il avoit bien raison, car de meilleur » ne l'eût sceu prendre (3). » A son tour, le roi accorda le même ordre à d'autres, parmi les gentilshommes qui s'étaient le plus

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 101. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. III, p. 182. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XV, p. 315. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 446. — Mémoires de Bayard, Ch. LX, p. 381.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 101. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XV, p. 316. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.,* L. III, p. 183. — Mémoires de Louis de La Trémouille, Ch. XVI, p. 205. — Mémoires de Fleuranges, p. 195-203. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 59. — Mémoires de Bayard, Ch. LX, p. 381.

(3) Mémoires du chevalier Bayard, Ch. LX, p. 382. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XV, p. 317. — Mémoires de Fleuranges, p. 194.

distingués. « *Je sens bien*, dit-il au maréchal de Fleuranges, *que » en quelque bataille que vous ayez esté, ne voullustes estre cheva- » lier : je l'ai aujourd'huy esté ; je vous prie que le veuillez estre de » ma main.* » Laquelle chose l'adventureux (Fleuranges) lui accorda de bon cœur, et le remercia de l'honneur qu'il lui faisait (1).

Bayard, qui avait reçu du roi un honneur si signalé, avait couru dans la nuit un danger extrême. Son cheval, enferré de piques et débridé, « quand il se sentit sans frein, se meit à la course, et en » despit de tous les Suisses, ni de leur ordre, passa tout oultre, » et emportoit le bon chevalier droict en une autre troupe de » Suisses, n'eust esté qu'il rencontra en un champ des ceps de » vigne, qui tiennent d'arbre en arbre, où il, par sa force, s'ar- » rêta. Le bon chevalier feut bien effrayé, et non sans cause; car » il estoit mort sans nul remède s'il feust tombé entre les mains » des ennemis. Il ne perdit toutesfois point le sens; mais tout » doulcement se descendit, et jecta son armet et ses cuissots, et » puis le long des fossez, à quatre beaulx pieds, se retira à son » opinion vers le camp des François, et où il oyoit crier *France !* » Dieu lui feit la grâce qu'il y parveint sans danger. Et encores, » qui mieux feut pour lui, c'est que le premier homme qu'il trouva » feut le gentil duc de Lorraine, l'un de ses maistres, qui feut » esbahy de le veoir ainsi à pié. Si lui feit ledict duc incontinent » bailler un gaillard cheval (2). »

Les Suisses, rentrés à Milan, cherchaient un prétexte pour se retirer d'une guerre où ils n'avaient plus rien à espérer. Ils demandèrent à Maximilien Sforza les trois mois de solde que ce duc leur avait promis, mais qu'il ne pouvait évidemment plus leur payer, après avoir perdu tous ses États. Sur son refus, malgré les instances du cardinal de Sion, auquel ils ne prêtaient plus la même foi depuis la perte de la bataille, ils se mirent en marche dès le lendemain, pour se retirer par Como dans leur pays. Maximilien Sforza s'enferma dans le château de Milan avec Girolamo Morone, son principal ministre, Jean de Gonzague, quelques gentilshommes milanais, quinze cents Suisses, et cinq cents Italiens.

(1) Mémoires de Fleuranges, p. 203.
(2) Mémoires du chevalier Bayard, Ch. LX, p. 378.

Son frère François Sforza, duc de Bari, passa en Allemagne avec le cardinal de Sion, pour solliciter les secours de Maximilien. Les Suisses, de leur côté, avaient promis en partant qu'ils ne tarderaient pas à revenir en plus grand nombre, pour se venger de leur défaite et délivrer leurs compatriotes (1).

Cependant la bataille de Marignan et la retraite des Suisses avaient décidé du sort du duché de Milan. Toutes les villes s'empressèrent de faire leur soumission à François Ier, et de témoigner leur joie de ce qu'elles n'étaient plus exposées à l'insolence et à la rapacité de la soldatesque suisse. Les châteaux seuls de Milan et de Crémone demeurèrent au pouvoir de Maximilien Sforza; et Piétro Navarro prit l'engagement de se rendre maître du premier en moins d'un mois (2).

Ce château était abondamment pourvu de vivres et de munitions de guerre; sa garnison était fort supérieure au nombre qu'aurait exigé l'étendue de son enceinte; et ses murailles, qu'on avait vues précédemment soutenir de longs siéges, étaient jugées presque inexpugnables. Mais Piétro Navarro, qui le premier avait apporté en Italie l'art des mines chargées, et qui l'avait perfectionné; qui par leur moyen avait pris, plusieurs années auparavant, les trois châteaux de Naples, et qui prétendait qu'aucune forteresse ne pouvait lui résister, inspirait la plus vive terreur à ceux qui étaient enfermés dans le château de Milan. La duc surtout, et ses officiers civils, craignaient à toute heure de périr par une explosion épouvantable. Ils pouvaient aisément demeurer éloignés des combats, et ne point partager les dangers de la brèche; mais une mine dans son explosion ne distinguait point le souverain d'avec le plébéien : elle pouvait atteindre le duc dans ses plus secrets appartements; et à toute heure du jour ou de la nuit il pouvait être enveloppé dans cet effroyable désastre. Maximilien Sforza, qui n'avait ni courage, ni force de caractère, était empressé de se dérober à tout prix à un tel danger. Il n'avait pas joui un moment de l'indépendance ou de la richesse attachées au pouvoir souverain. Chacun

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 102.—*Pauli Jovii Hist.,* L. XV, p. 316. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. III, p. 183.

(2) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 102. — Mémoires de Fleuranges, p. 206.

de ses alliés avait à son tour été sur le point de l'abandonner; ils avaient même offert de garantir ses États, ou à l'Empereur, ou au roi de France. Les Suisses maintenaient son pouvoir, mais c'était pour l'asservir lui-même à leur volonté, et le rendre ministre d'exactions intolérables, par lesquelles il était déjà devenu odieux à ses sujets. Dès le 4 octobre, vingt jours après la bataille, il signa une capitulation, par laquelle il remit au roi non-seulement les châteaux de Milan et de Crémone, mais tous les droits qu'il pouvait prétendre sur le Milanez, s'engageant à passer le reste de ses jours en France; tandis que le roi, de son côté, lui promit de s'intéresser pour lui faire obtenir un chapeau de cardinal, et de lui assurer trente mille écus de rente en biens-fonds (1). En signant, Sforza s'écria qu'il échappait ainsi à l'esclavage des Suisses, aux extorsions de l'Empereur, et aux tromperies des Espagnols.

Ce ne fut qu'après la capitulation du château, que François I[er] voulut faire son entrée à Milan. Il croyait au-dessous de la dignité d'un roi de France d'entrer dans une ville qui ne lui était pas en entier soumise. Ces notions bizarres sur ce qu'il appelait l'honneur de sa couronne, lui firent plus tard commettre de grandes fautes, et eurent une influence fatale sur toute sa destinée. Dans cette occurrence, le retard de son entrée à Milan était de peu d'importance; il ne l'empêchait point de profiter en même temps, par les armes et par les négociations, de l'avantage qu'il avait obtenu.

Ces négociations étaient fort actives : les alliés, ennemis du roi, s'exhortaient réciproquement à la constance; mais chacun s'efforçait de se retirer du combat, en y laissant engagés ses seuls associés. Le pape était, plus que tous les autres, effrayé des succès des Français : non-seulement il pouvait être atteint dans les États de l'Église; il avait bien plus à redouter encore une révolution à Florence. Les Médicis avaient été ramenés dans cette république par Cardone, au nom de l'Empereur et du roi d'Espagne. Le parti patriote, en revanche, avait professé pour la France le plus constant attachement. C'était par dévouement pour elle qu'il avait

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 104.—Mémoires de Fleuranges, p. 208. — Mémoires de du Bellay, L. I, p. 63. — Observations sur ces Mémoires, p. 451. — *Petri Bizarri Hist. Genuens.,* L. XIX, p. 444.—*Fr. Belcarii,* L. XV, p. 450. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XV, p. 321, 322.

admis le concile de Pise sur son territoire, qu'il avait provoqué le ressentiment de Jules II et de Ferdinand, et qu'enfin il s'était perdu. La politique, d'accord avec la reconnaissance, suggérait au monarque français l'obligation de rétablir sa fidèle alliée la république florentine, pour servir d'avant-poste au duché de Milan : la prudence la plus vulgaire lui enseignait à se fier plutôt à des amis éprouvés, qu'à des ennemis que la peur forçait à chercher une réconciliation.

L'aversion des rois pour les républiques, et le regret qu'éprouvait François Ier de faire la guerre à l'Église, lui firent embrasser la décision contraire. L'évêque de Tricarico et le duc de Savoie traitaient avec lui au nom de Léon X, et ils l'amenèrent à signer des préliminaires par lesquels le roi garantissait le pouvoir des Médicis sur la république florentine. Ce fut le pape qui, revenu de sa terreur dès qu'il apprit les scrupules du roi, fit le premier des difficultés pour ratifier ce traité. Dans le même temps, il essayait ce qu'il pourrait obtenir de Maximilien ou des Suisses pour la continuation de la guerre, et s'il ne pourrait point détacher les Vénitiens de la France. N'ayant pu y réussir, il fit enfin signer à Viterbe, le 13 octobre, son traité d'alliance avec la France. Il évacuait Parme et Plaisance, qui devaient être réunies de nouveau au duché de Milan, tandis que le roi promettait à Julien et à Laurent de Médicis, outre le maintien de leur autorité à Florence, des honneurs, des pensions et des commandements de troupes, et qu'il s'engageait à ce que tout le duché de Milan se fournît de sel aux salines de Cervia, au préjudice de celles de Venise (1).

Les Suisses avaient assemblé une diète à Zurich : elle retentissait de déclamations contre la France; on y débattait les moyens d'envoyer des secours au château de Milan. Cependant les soldats suisses avaient abandonné les bailliages italiens, et ne conservaient plus, au delà des monts, que les deux citadelles de Bellinzone et de Locarno. Raymond de Cardone, qui se trouvait, avec l'armée espagnole, le premier exposé aux attaques des Français, et qui savait quelle impatience ressentait Alviano de se venger de lui,

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 103. — *Raynaldi Annal. eccles., ann.* 1515, § 23, p. 193. — Léonard, Corps diplomatique, T. II. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XV, p. 318. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 448.

quelle haine ses soldats avaient excitée dans tous les habitants de la Lombardie, était empressé de ramener son armée dans le royaume de Naples : il demanda et il obtint d'être compris dans le traité négocié par le pape. François Ier consentit à ce qu'il se retirât au travers de l'État de l'Église sans être molesté (1).

Quatre ambassadeurs, choisis parmi les personnages les plus distingués par leurs dignités et leurs emplois dans la république de Venise, avaient été envoyés à Milan à François Ier pour le féliciter sur sa victoire, et lui rappeler en même temps sa promesse de faire recouvrer aux Vénitiens tout ce que l'Empereur leur avait enlevé. La conquête du duché de Milan ne pouvait point être considérée comme achevée, si les Français ne le garantissaient pas d'invasions nouvelles du côté de l'Allemagne, en rendant aux Vénitiens la garde de Vérone et de Brescia, de même que du côté de l'Italie espagnole, en chassant les Médicis de Florence, et forçant le pape à la paix. Si François Ier avait su profiter de sa victoire, il aurait pu, par le seul effroi qu'elle avait inspiré, obtenir l'un et l'autre avantage sans nouveaux combats : mais sa politique était trop personnelle pour qu'il pût comprendre combien il est souvent utile de servir chaudement ses alliés. Quoiqu'il fît aux ambassadeurs vénitiens l'accueil le plus amical, et qu'il les assurât de son zèle pour les intérêts de leur patrie, il apporta de longs délais avant de leur envoyer des troupes; et celles qu'il leur fit passer ensuite semblèrent avoir perdu en passant sous des drapeaux étrangers tout souvenir de la bravoure et de l'impétuosité françaises (2).

Les Vénitiens, laissés à leurs propres forces, voulurent cependant tenter de recouvrer les villes qu'ils avaient perdues. L'Espagnol Hijar commandait à Brescia, Marc-Antonio Colonna à Vérone. La seconde de ces deux villes contenait une nombreuse garnison, la première avait fort peu de troupes; ce fut d'elle qu'Alviano eut ordre de s'approcher : mais Hijar, prévoyant l'attaque dont il était menacé, demanda en hâte les renforts qu'il jugeait nécessaires; et mille fantassins partis de Vérone, et

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 103. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XV, p. 317. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.,* L. III, p. 184.
(2) *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. III, p. 185.

faisant par les montagnes le tour du lac de Garda, entrèrent à Brescia avant l'arrivée du camp vénitien sous ses murs (1).

Barthélemi d'Alviano, qui, pour la première fois de sa vie, se laissait devancer par la célérité d'un autre, devait cet échec à l'état de sa santé : les efforts disproportionnés à son âge et à la faiblesse de sa constitution, qu'il avait faits à la bataille de Marignan, lui avaient causé une hernie : il se fit transporter à Ghédo, à peu de distance de Brescia, et il y mourut le 7 octobre, après de cruelles douleurs. Cet homme, qui s'était élevé du rang de simple soldat, par tous les degrés de la milice, au commandement des armées, ne semblait point doué par la nature des facultés que requiert une vie aussi active. Il était très-petit, très-courbé, et d'une laideur presque difforme. Son impétuosité, souvent imprudente, semblait la qualité d'un soldat plutôt que d'un général : mais quoiqu'elle l'eût exposé à de sanglantes défaites, il rachetait ses défauts par sa promptitude et son intrépidité, et par l'art avec lequel il captivait l'affection et la confiance du soldat, tout en le soumettant à la plus sévère discipline. Aucun homme ne semblait plus fait que lui pour relever le courage de l'infanterie italienne, et lui faire regagner l'estime des Allemands, des Suisses et des Espagnols, auxquels elle ne rougissait point de se reconnaître inférieure. Il était, à sa mort, âgé de soixante ans. Ses soldats, qui le pleurèrent amèrement, ne voulurent point se séparer de son corps, qu'ils conservèrent vingt-cinq jours à la tête de leur armée, lui faisant rendre, dans sa tente, les mêmes honneurs que s'il était toujours leur général. Ils ne consentirent jamais à demander un sauf-conduit à Marc-Antonio Colonna, commandant de Vérone, pour le faire passer à Venise; ils voulurent l'y accompagner à main armée, au travers du territoire ennemi. Le sénat le fit ensevelir dans l'église de Saint-Étienne, et assura des pensions à sa veuve et à ses enfants, qu'il laissait sans aucune fortune (2).

(1) *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. III, p. 191. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XV, p. 318.

(2) *Pauli Jovii Hist.,* L. XV, p. 318. — *Paolo Paruta,* L. III, p. 192. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 105. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 66. — *Fr. Belcarii Comment.,* L. XV, p. 450.

Après la mort d'Alviano, l'armée vénitienne parut n'avoir plus le courage de se mesurer avec aucun ennemi : les renforts mêmes que lui faisait passer le roi de France semblaient, en arrivant au camp vénitien, prendre le même esprit de timidité et d'indiscipline. Jean-Jacques Trivulzio, qui y avait conduit sept cents lances françaises et sept mille fantassins allemands, et qui à leur tête entreprit le siége de Brescia, se laissa arrêter par des difficultés dont il n'aurait tenu aucun compte s'il avait été au service du roi. Les Allemands se mutinèrent, déclarant ne pas vouloir servir contre les drapeaux impériaux, qu'ils voyaient arborés à Vérone et à Brescia. Il fallut les changer contre cinq mille Biscayens que conduisit Piétro Navarro. Une sortie de quinze cents soldats allemands ou espagnols, de la garnison de Brescia, mit en fuite plus de six mille hommes de l'armée vénitienne, et leur prit dix pièces d'artillerie. Les mines par lesquelles Navarro avait compté pénétrer sous les fortifications furent éventées par les assiégés, les mineurs tués et leurs galeries détruites. Enfin Trivulzio, ayant changé son siége en blocus, avait réduit par la famine la garnison de Brescia à promettre que, si elle n'était pas secourue avant vingt jours, elle évacuerait la ville; mais avant que ce terme fût expiré, le baron de Rockandolf (1) rassembla huit mille Tyroliens des milices des frontières, et s'avançant par le comté de Lodrone et Rocca d'Anfò, qui se rendit lâchement à lui, il ravitailla Brescia, dont l'armée vénitienne s'était éloignée à son approche. Le seul avantage que les Vénitiens retirèrent cette année des victoires de leurs alliés, fut de recouvrer les châteaux de Peschiéra, Asola et Lonado, que le marquis de Mantoue avait évacués (2).

Léon X cependant avait demandé une conférence à François Ier; et celui-ci la désirait aussi pour affermir l'alliance conclue entre eux. Les deux souverains s'étaient donné rendez-vous à Bologne, où le pape arriva le 8, et le roi le 10 décembre. Léon X avait eu

(1) Le biographe de Frundsberg le nomme Georges de Lichtenstein : le nom de Rockandolf, que lui donnent tous les Italiens, était apparemment celui de sa baronnie. *Buch II*, f. 28.

(2) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 106. — *Pauli Jovii Histor. sui temp.*, L. XV, p. 319; L. XVI, p. 324. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.*, L. III, p. 205. — *Fr. Belcarii*, L. XV, p. 451. — Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 69.

raison de compter sur l'ascendant que l'adresse de son esprit et de ses manières lui ferait obtenir sur le jeune monarque. François I[er], en traitant à Viterbe, avait exigé, en faveur de son fidèle allié le duc de Ferrare, la restitution de Modène et de Reggio, sous condition qu'il rendrait les quatre mille ducats pour lesquels la première de ces villes avait été engagée. C'était la souveraineté que Léon X avait destinée à son neveu. Il se voyait forcé à dépouiller sa famille de ces États conquis pour elle sur la rive droite du Pô. En y renonçant, il voulut placer ailleurs Laurent de Médicis; il lui destina le duché d'Urbin, qu'il n'avait d'autre motif pour confisquer sur son propriétaire actuel, que l'attachement de celui-ci à la France. Léon demanda que le duc d'Urbin fût sacrifié à sa rancune et à son ambition; et François eut la faiblesse d'y consentir. Léon demanda encore que la pragmatique sanction, qui servait de garantie aux libertés de l'Église gallicane, fût abolie; et François consentit à poser avec lui les bases du concordat qui la remplaça en effet au mois d'août suivant. En retour de ces concessions aussi humiliantes que contraires à la politique, François obtint le chapeau de cardinal pour Adrien de Boisy, frère du grand maître de France, la promesse d'un secours de cinq cents hommes d'armes, et la solde de trois mille Suisses pour défendre le duché de Milan toutes les fois qu'il serait attaqué (1).

Avant même de se rendre à Bologne, François I[er] avait conclu avec les Suisses, par l'entremise du duc de Savoie, un traité plus important pour la sûreté du duché de Milan. Il s'était engagé à leur payer les six cent mille ducats stipulés par le traité de Dijon, les trois cent mille promis à Galérate pour la valeur des bailliages italiens, et à augmenter leurs pensions annuelles : ceux-ci, de leur côté, avaient promis de rendre au duché de Milan les bailliages italiens, et de servir la maison de France envers et contre tous, le pape et l'Empereur seuls exceptés, avec le nombre de troupes que le roi voudrait solder. Ainsi, malgré la sanglante vic-

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 108. — *Pauli Jovii Histor. sui temp.*, L. XVI, p. 325. — *Paolo Paruta,* L. III, p. 202. — *Raynaldi Ann. eccles.*, §§ 28 et seq., p. 194 et seq. — Mémoires de Fleuranges, p. 214. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 66. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 452.

toire de Marignan, le roi accordait aux Suisses à peu près les mêmes conditions qu'ils avaient demandées à Galérate avant leur défaite, tant il sentait l'importance de leur alliance, pour fournir à ses armées l'infanterie que sa politique ne lui permettait pas de former parmi ses sujets. Mais le traité signé à Genève le 7 novembre ne fut ratifié que par huit cantons. Les cinq autres, qui tenaient davantage à la possession des bailliages italiens, refusèrent leur ratification. François, sans l'attendre, fit passer l'argent qu'il avait promis à tous les cantons qui avaient ratifié le traité; et il les attacha ainsi plus fermement à son parti (1).

François Ier avait formé de plus vastes projets sur l'Italie; il songeait à faire valoir ses prétentions sur le royaume de Naples, et il en avait traité avec le pape, dans sa conférence de Bologne. Mais Léon X lui avait représenté que Henri VIII d'Angleterre, gendre de Ferdinand le Catholique, manifestait déjà la jalousie que lui causaient les victoires de la France, que la cupidité, ou les animosités personnelles de son favori le cardinal Wolsey, pouvaient l'engager à renouveler la guerre, qu'il venait de se lier le 9 octobre par une alliance plus intime avec son beau-père le roi d'Aragon (2), et qu'il mettrait dans ce moment un obstacle efficace à la conquête du royaume de Naples, s'il attaquait les côtes de France; mais qu'on avait appris que Ferdinand, déjà arrivé à un âge avancé, était tombé malade; qu'il était probable qu'il ne vivrait pas longtemps; qu'à sa mort, Charles, son successeur, ne pourrait plus compter sur l'alliance de l'Angleterre, et que, dans les difficultés d'une succession contestée, il céderait peut-être à la France le royaume de Naples sans combat. Le vrai et l'unique motif de Léon X, en donnant ce conseil, était de gagner du temps : il persuada François Ier; et celui-ci, repartant pour la France, congédia la plus grande partie de son armée, pour se soulager d'une dépense excessive : il ne réserva pour la défense du Milanez que sept cents lances, six mille fantassins allemands, et quatre mille Basques ou aventuriers français (3).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 109.

(2) *Acta publica, Rymer,* T. XIII, p. 520. — Rapin Thoyras, Histoire d'Angleterre, L. XV, p. 107. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XVI, p. 334.

(3) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 109.—Mémoires de Fleuranges, p. 220. — Mémoires de du Bellay, L. I, p. 67. — *Paolo Paruta,* L. III, p. 207.

Les pronostics sur la mort de Ferdinand le Catholique ne tardèrent pas à se vérifier. Ce monarque expira à Madrigaleggio, le 15 janvier 1516, un mois après le grand capitaine Gonzalve de Cordoue, qui avait illustré son règne, et que depuis dix ans il laissait languir dans l'exil. La fourberie de Ferdinand, son hypocrisie, et sa constante prospérité, avaient fait illusion au vulgaire. Il était réputé le plus habile politique de son temps, le monarque qui savait le mieux calculer toutes les chances des événements, et les amener à ses fins (1). Les prêtres et les moines, qu'il avait si constamment favorisés, portèrent plus loin leurs éloges ; le jésuite Mariana, qui termine avec ce règne son histoire d'Espagne, l'appelle « un prince qui surpasse en excellence tous ceux qui jamais vécurent en Espagne, par le culte de la justice, par la prudence et par la grandeur d'âme. Partout on doit trouver des vices, telle est la condition humaine : d'ailleurs, l'envie et la malice sont toujours prêtes à attribuer aux grands hommes des fautes dont ils ne sont point coupables. Mais ce fut par la modestie dans le commandement, par l'amour de la religion, par le zèle pour les études, par toutes les prérogatives d'un roi juste, doux, bienfaisant, et vraiment chrétien, que Ferdinand devint le miroir dans lequel tous les princes doivent se contempler, le fondateur de la paix de l'Espagne, de sa sécurité, de son élégance et de sa grandeur (2). »

Mais cet homme si fourbe, si injuste, si crüel, qui causa le malheur de tant de peuples, et qui se montra toujours si inaccessible à toute pitié, ne fit pas plus d'illusion à Macchiavel par sa prospérité que par son hypocrisie. Le secrétaire florentin, qui a rassemblé en corps de doctrine la pratique des princes de son temps, et qui s'est montré souvent indulgent pour les crimes, lorsqu'il les croyait propres à fonder ou à affermir la puissance, ne voyait dans Ferdinand qu'un homme rusé et fortuné, et non pas sage ou prudent : son ami François Vettori, développant cette opinion même qu'il tenait de Macchiavel, a relevé dans toutes ses actions dès 1494 une imprudence égale à sa fourberie. Presque

(1) *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XVI, p. 335. — *Fr. Belcarii*, L. XV, p. 453. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 110.

(2) *Jo. Marianæ Histor. Hispan.*, L. XXX, c. XXVII, p. 345.

toujours, lorsqu'il trompait son parent Frédéric, ses alliés, ses généraux, ses peuples, il provoquait des dangers inutiles, et tout au plus il arrivait lentement, par un chemin détourné, au but qu'il aurait pu atteindre plus honorablement en suivant la ligne droite (1).

Très-peu de temps avant de mourir, Ferdinand avait fait passer cent vingt mille florins à Maximilien, pour le mettre en état de troubler les Français en Italie; et Henri VIII, sollicité par François Sforza, qui prétendait à l'héritage du duché de Milan, depuis que son frère le dernier duc avait renoncé à ses droits, fit aussi passer un subside considérable à l'Empereur. L'Europe, dans ce moment, n'était occupée que de la succession de l'archiduc Charles, petit-fils de celui-ci, aux couronnes d'Espagne, et de l'opposition qu'il pourrait trouver parmi ses nouveaux sujets : Charles négociait déjà avec François Ier, et voulait s'assurer de son amitié avant de passer en Castille, lorsque son grand-père entra tout à coup en Italie. Ce dernier, qui n'avait jamais su se mettre en mesure d'agir lorsque ses alliés l'attendaient, rassembla sans peine une grande armée au moment où tous les autres potentats licenciaient les leurs. Il n'avait point encore eu le temps de dissiper les subsides qu'il avait reçus en même temps d'Angleterre et d'Espagne; il les employa à réunir sous ses drapeaux cinq mille chevaux, quinze mille Suisses levés dans les cinq cantons qui n'avaient pas voulu s'allier à la France, et dix mille fantassins espagnols ou italiens (2).

François Ier en quittant l'Italie avait laissé le gouvernement du Milanez au connétable de Bourbon; il avait aussi rappelé à Milan le maréchal Jean-Jacques Trivulzio, tandis que Théodore, neveu du dernier, avait pris le commandement de l'armée vénitienne, et

(1) Dans les Lettres familières de Macchiavel, on trouve des observations très-curieuses sur le caractère et les intérêts des princes de son temps. Dans une lettre du mois d'avril 1515, à Francesco Vettori, T. VIII, p. 46, il fait un portrait très-sévère de Ferdinand; et François Vettori, à son tour, lui écrivant le 16 mai 1514 (p. 116), développe les mêmes idées, et passe en revue toutes les fautes du roi catholique.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 112. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XVI, p. 336. — Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 70. — *Fr. Belcarii Comment.,* L. XV, p. 454.

qu'Odet de Foix, seigneur de Lautrec, avait été joindre cette armée avec presque toutes les troupes françaises qui étaient demeurées en Lombardie. Théodore Trivulzio et Lautrec avaient recommencé le siége de Brescia. Rockandolf était retourné en Allemagne, avec la plupart des soldats qu'il avait armés l'automne précédent : les vivres manquaient dans Brescia; les soldats étaient depuis longtemps sans paye, encore que les bourgeois eussent été écrasés par de très-fortes contributions de guerre, pour subvenir aux besoins de la garnison. Une sédition de celle-ci avait exposé Hijar, le commandant, aux plus insupportables outrages; et la ville paraissait sur le point de capituler lorsque Maximilien entra, au commencement de mars, par Trente, en Italie, avec l'armée formidable qu'il avait rassemblée (1).

Théodore Trivulzio, général des Vénitiens, avait sous ses ordres devant Brescia deux mille cinq cents chevaux et sept mille fantassins; Lautrec avait amené au même siége quatre mille Gascons et cinq cents lances françaises; le connétable de Bourbon avait gardé à Milan ou dans le reste du duché sept cents lances et quatre mille fantassins gascons ou italiens. Au moment où il avait appris l'armement de Maximilien, il avait envoyé aux huit cantons qui avaient accepté l'alliance française, pour solder chez eux seize mille Suisses. Mais avant leur arrivée, les généraux français et vénitiens ne se crurent point en état de tenir tête à l'Empereur; ils levèrent le siége de Brescia, et vinrent prendre position sur les bords du Mincio, pour lui en interdire le passage (2).

Les Vénitiens désiraient que leur armée ne s'éloignât pas davantage de leur capitale. Néanmoins les Français, se défiant plus de leurs forces à mesure qu'ils voyaient approcher le danger, renoncèrent à défendre le Mincio, passèrent l'Oglio, et se retirèrent dans le Crémonais, où le connétable de Bourbon vint les joindre avec ce qui lui restait de troupes. Le cardinal de Sion, qui, par son inimitié ardente contre les Français, avait eu la plus grande part au rassemblement des Suisses que commandait Maximilien, vou-

(1) *Pauli Jovii Hist.*, L. XVI, p. 330. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. III, p. 212.

(2) *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. III, p. 216. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 112.

lait persuader à celui-ci de marcher immédiatement sur Milan, et de profiter de l'effroi qu'avait causé son apparition subite, pour terminer la guerre dans la capitale. Mais le château d'Asola, situé sur les bords de la rivière Chiésa, près de son embouchure dans l'Oglio, avait fermé ses portes à l'Empereur: Maximilien crut son honneur intéressé à le soumettre; il perdit plusieurs jours à en faire le siége, vaillamment soutenu par le provéditeur vénitien François Contarini; et après avoir été rebuté devant les murs de ce petit château, il se remit en marche pour s'approcher de Milan (1).

Les Français avait abandonné les rives de l'Oglio et ensuite celles de l'Adda, comme auparavant celles du Mincio, sans tenter de les défendre. Ils s'étaient enfermés dans Milan; et ils avaient brûlé les faubourgs de cette ville, pour que l'Empereur n'y prît pas ses logements. Maximilien, arrivé à six milles de distance, avait sommé les Milanais de chasser les Français, et de lui ouvrir leurs portes sous trois jours, s'ils ne voulaient pas être traités plus sévèrement que leurs ancêtres n'avaient été traités par Frédéric-Barberousse. La terreur était extrême dans la ville; les moyens de défense paraissaient presque nuls. On savait, il est vrai, que les Suisses du parti français s'étaient mis en route; mais on savait aussi que la diète, honteuse de ce que ses concitoyens allaient se battre les uns contre les autres pour des causes étrangères, avait envoyé, dans les deux armées, l'ordre à ses sujets de rentrer immédiatement dans leur patrie, et l'on craignait que ceux qui servaient la France n'obéissent avec beaucoup plus d'empressement à cet ordre que ceux que la fougueuse éloquence du cardinal de Sion, et leur propre animosité, avaient décidés à prendre les armes contre elle. Cette inquiétude fut en partie calmée par l'arrivée, à Milan, du capitaine bernois Albert de La Pierre, avec dix mille de ses compatriotes, qui promirent de défendre la ville (2).

Trente mille Suisses se trouvaient rassemblés dans le Milanez,

(1) *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. III, p. 218. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XVI, p. 337. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 113.

(2) *Pauli Jovii Hist.*, L. XVI, p. 340. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 114. — Mémoires de Fleuranges, p. 222. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 455.

entre les deux armées; et quoique les uns fussent conduits par le cardinal de Sion, et les autres par ses ennemis les plus ardents, Albert de La Pierre, et François, fils de George de Supersax, tous déclaraient également qu'ils ne combattraient point contre leurs compatriotes. On les voyait tenir entre eux des conférences, correspondre, se concerter, et secouer absolument l'autorité des deux souverains qu'ils servaient. En se réunissant, ils pouvaient donner la loi aux uns et aux autres. Ces conférences excitaient des craintes très-vives dans les deux armées. Les Français n'avaient point oublié que la moitié de ces mêmes hommes avaient combattu contre eux l'année précédente dans la terrible bataille de Marignan; que la nation entière avait paru animée d'une haine extrême contre la France, et que dans les dernières années, elle avait donné plus d'un motif de l'accuser de manque de foi. Cependant le maréchal Trivulzio trouva moyen d'exciter des soupçons plus violents encore dans l'esprit de Maximilien, en faisant tomber entre ses mains des lettres qu'il adressait à Stapffer et à Goldhill, capitaines suisses de l'Empereur, dans lesquelles il les pressait d'exécuter sans délai ce qu'ils lui avaient promis. Maximilien n'osait point faire arrêter au milieu de leurs soldats ces officiers qu'on lui avait rendus suspects; il n'osait confier à personne ses craintes, lorsque Jacques Stapffer, capitaine général de ses Suisses, lui demanda la solde arriérée qui était due à sa troupe. Maximilien était sans argent, selon sa coutume; mais de peur d'être gardé en otage, ou livré aux ennemis, s'il l'avouait, il répondit qu'il allait hâter l'arrivée des sommes qu'il attendait; et prenant deux cents chevaux avec lui, il partit à l'instant même par la route de Trente, sans pourvoir au commandement de son armée, et sans annoncer ses projets à personne; il était déjà éloigné de plus de vingt milles, lorsque son camp eut connaissance de sa fuite (1).

Maximilien, sans suspendre sa course, se fit donner seize mille ducats par les Bergamasques; et bientôt après, il en reçut trente mille de la part de Henri VIII, qu'il envoya immédiatement à son

(1) *Georgens von Frundsberg Kriegsthaten*, B. II, f. 24. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XVI, p. 341. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 115. — *Fr. Belcarii*, L. XV, p. 456. — *Paolo Paruta, Ist. Venez.*, L. III, p. 221. — Mémoires de Bayard, Ch. LXI, p. 384. — Mémoires de Fleuranges, p. 224.

armée. Celle-ci livra au pillage Lodi, et ensuite Sant-Angelo, pour se récupérer des arrérages qui lui étaient dus. Sur ces entrefaites, les Suisses du camp français et ceux du camp impérial obéirent en même temps aux sommations de la diète, et reprirent le chemin de leur pays. Trois mille fantassins allemands ou espagnols quittèrent les drapeaux de l'Empereur pour passer sous ceux des Français; et le reste de cette armée, qui avait causé à l'Italie une terreur si vive, se dissipa en rougissant de la honteuse issue de son expédition, et de l'inconséquence de son chef (1).

Après le départ de l'Empereur, le duc de Bourbon, rappelé par François Ier, retourna en France, et laissa le commandement de l'armée et du pays à M. de Lautrec, nommé lieutenant général en Italie (2). Celui-ci vint bientôt rejoindre devant Brescia l'armée vénitienne, qui avait recommencé le siége de cette ville. Sept mille hommes de milices allemandes, qui s'avançaient pour lui porter du secours, furent arrêtés à la Rocca-d'Anfò par les Vénitiens. Il ne restait plus dans Brescia que six cents fantassins et quatre cents chevaux; la résistance devenait impossible; et le 24 mai 1516, la ville de Brescia ouvrit ses portes aux Vénitiens (3).

Le sénat avait le désir de faire passer la même armée devant Vérone; et il pressait Lautrec d'entreprendre le siége de cette ville, qui, rentrée sous sa puissance, aurait fermé l'Italie aux troupes allemandes : mais Lautrec prétendit avoir de l'inquiétude pour Parme et Plaisance, où il avait découvert que le pape avait noué des intrigues par le ministère de Prosper Colonna. Probablement aussi il voulut attendre l'issue des négociations qu'il savait entamées à Noyon, entre le nouveau roi catholique et François Ier; et il se retira à Peschiéra, d'où ses troupes étendirent leurs dévastations dans les districts de Vérone et de Mantoue, tandis que Marc-Antoine Colonna, qui commandait toujours la garnison

(1) *Pauli Jovii Hist.*, L. XVI, p. 342. — *Paolo Paruta*, L. III, p. 222.

(2) Mémoires de Fleuranges, p. 224. — Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 72. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 116.

(3) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XII, p. 116. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XVIII, p. 393.— *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. III, p. 227.—Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 72.

allemande de Vérone, surprit Vicence sur les Vénitiens, le 28 juillet, et livra cette ville au pillage (1).

A cette époque, le petit-fils de Maximilien et de Ferdinand, Charles, depuis si célèbre sous le nom de Charles-Quint, désirait se réconcilier avec tous ses voisins, pour recueillir sans obstacle la succession du second de ses aïeux. Antoine de Croy, seigneur de Chièvres, qui l'avait élevé, et qui gouvernait encore sa jeunesse, avait ouvert à Noyon des conférences avec Arthur de Gouffier, seigneur de Boisy, grand maître de France, qui de son côté avait élevé François I[er]. Ces deux plénipotentiaires, revêtus de l'entière confiance de maîtres qui avaient été leurs élèves, signèrent, le 13 août 1516, un traité qui servit de base à la pacification de l'Europe. Deux objets seulement étaient demeurés en discussion entre le dernier roi catholique et le roi de France : d'une part, les réclamations du roi de Navarre, dépouillé de son royaume à cause de son dévouement aux Français; de l'autre, les droits de la France sur le royaume de Naples, qui, aux termes du traité de Blois en 1505, devait retourner à la France, puisque Germaine de Foix n'avait point eu d'enfants de Ferdinand. Le traité de Noyon ne régla point le différend de la Navarre. Charles s'engagea seulement à satisfaire avant l'expiration de huit mois la reine Catherine, demeurée veuve, au mois de juin de cette année, du roi de Navarre; et François I[er] se réserva le droit de la secourir de troupes et d'argent, aussi bien que ses fils, sans manquer à la paix, si elle n'était pas contente, au bout de ce terme, des offres que lui ferait le roi d'Espagne. Les droits des deux couronnes sur le royaume de Naples furent confondus par un mariage arrêté d'avance entre Charles et la fille aînée de François I[er], qui n'était alors qu'un enfant d'un an (2).

Le traité de Noyon rétablissait la paix entre la France et l'Espagne seulement; et il laissait François I[er] en liberté de continuer à donner des secours aux Vénitiens contre Maximilien.

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 120. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XVIII, p. 396. — *Fr. Belcarii*, L. XV, p. 459.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 121. — *Pauli Jovii Hist.*, L. XVIII, p. 405. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 458. — Mémoires de messire Martin du Bellay, L. I, p. 75. — Histoire de la Diplomatie française, T. I, L. III, p. 319.

Mais si celui-ci voulait y être compris, les parties contractantes avaient stipulé pour lui qu'il restituerait Vérone aux Vénitiens, qu'il recevrait d'eux en retour deux cent mille ducats, et qu'il conserverait Riva di Trento, Rovérédo, et tout ce qu'il avait conquis en Friuli. Pour ne point préjuger sur les droits ou les prétentions de l'Empire, on n'attachait à ces conditions qu'une trêve de dix-huit mois (1).

Deux mois avaient été accordés à Maximilien pour accepter le traité de Noyon; et comme François Ier prévoyait sa répugnance à renoncer à aucune de ses prétentions, il donna ordre à M. de Lautrec de se joindre à l'armée vénitienne, et de commencer le siége de Vérone. Les deux armées se présentèrent en effet devant les murs de cette ville, le 20 août, l'une sur la rive droite, l'autre sur la gauche de l'Adige; et malgré la valeureuse résistance de Marc-Antonio Colonna, qui avait encore sous ses ordres huit cents chevaux, cinq mille fantassins allemands, et quinze cents Espagnols, de larges brèches furent faites aux murailles avant le milieu d'octobre. Mais Lautrec voulait éviter toute effusion de sang, dans une guerre qu'il était sûr qu'un traité ne tarderait pas à terminer. Malgré les instances du sénat de Venise, il se refusa à donner un assaut; il ne voulut pas davantage livrer bataille à Rockandolf, qui s'approchait avec une petite armée allemande; et il se résigna plutôt à lever le siége, non sans exciter les plaintes et les soupçons des Vénitiens. Ceux-ci, il est vrai, ne tardèrent pas à apprendre que cette modération en sauvant Vérone la leur avait conservée; que cette ville leur serait rendue intacte; tandis que s'ils l'avaient prise d'assaut, ils n'auraient gagné que des ruines (2).

En effet, toutes les guerres, toutes les inimitiés qui avaient été excitées par la ligue de Cambrai, semblaient tendre vers une fin commune; et l'année 1516 fut l'époque des plus importantes pacifications. Les cinq cantons suisses qui n'avaient point voulu accéder

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 121. — *Paolo Paruta,* L. III, p. 242. — *Pauli Jovii Hist.,* L. XVIII, p. 405.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 122. — *Pauli Jovii,* L. XVIII, p. 402. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. III, p. 237. — Mémoires de Fleuranges, p. 293. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 73.

l'année précédente au traité de Genève, conclurent à Fribourg avec la France, de concert avec leurs co-États, le 29 novembre 1516, un nouveau traité auquel on donna le nom de *paix perpétuelle;* traité qui a duré en effet aussi longtemps que la monarchie française. Il réglait les pensions que la France payerait à l'avenir aux treize cantons et à leurs alliés, il assurait le jugement par des arbitres de tous les différends qui pourraient naître, et il accordait au roi la faculté de faire chez les Suisses les levées d'infanterie dont il aurait besoin (1).

Ce fut la même année que François Ier conclut avec la cour de Rome le traité qui porte le nom de concordat; il fut signé le 18 août 1516, et approuvé par le concile de Latran le 19 décembre. Ce traité, qui abolissait la pragmatique sanction, et les plus précieuses libertés de l'Église gallicane, avait été conclu par deux souverains qui s'abandonnaient réciproquement ce qui ne leur appartenait point. Le pape cédait au roi la collation des bénéfices du royaume, qui appartenait aux chapitres et aux communautés; le roi cédait au pape les annates, ou le revenu d'une année du bénéfice qu'il conférait, et qui appartenait aux fondations pieuses (2).

Le traité du concordat causa un profond chagrin à l'Église française, et fut un objet de triomphe pour la cour de Rome. Il était la conséquence de la politique de François Ier, qui voulait à tout prix gagner la faveur du pape. Cependant le roi avait pu éprouver tout récemment encore combien la haine de Léon X contre lui était implacable, et combien il devait peu compter sur ses traités et ses promesses. Pendant l'expédition de Maximilien, qui avait menacé le duché de Milan, Léon X, loin de faire marcher au secours des Français les cinq cents hommes d'armes, et les trois mille Suisses qu'il avait promis, avait au contraire envoyé le cardinal de Bibbiéna à l'Empereur, pour le complimenter

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 123. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 460. — Histoire de la Diplomatie française, T. I, L. III, p. 312.

(2) *Raynaldi Annal. eccles.*, 1516, § 12, p. 205 et seq.—*Labbe, Concilia generalia,* T. XIV, p. 358-389. — Histoire de la Diplomatie française, L. III, p. 316. —Fleury, Histoire ecclésiastique, L. CXXIV, ch. 121 et suiv. — *Spondanus, continuatio Annal. Baronii,* T. II, p. 592, *ad Ann.*, §§ 13 et seq.

et resserrer l'alliance entre lui et le saint-siége. Léon X n'avait cessé d'exhorter les Vénitiens à se détacher de la France, pour entrer dans la ligue de ses ennemis, de réveiller le ressentiment des Suisses, de traverser les Français dans toutes leurs négociations; et le jour même où il signait le concordat, le 18 août 1516, il complétait la ruine d'un des plus fidèles alliés de la France, du duc d'Urbin, en investissant de son duché le propre neveu de Léon, Laurent de Médicis.

Léon X n'avait plus besoin de songer à fonder la grandeur que de deux des princes de sa maison. Son frère Julien de Médicis, qui avait épousé Philiberte de Savoie, sœur cadette, de beaucoup, de la mère de François I[er], et qui, en raison de cette alliance, avait reçu de celui-ci le titre de duc de Nemours, était mort le 17 mars 1516. Julien, qui pendant son exil de Florence avait trouvé un asile à la cour du duc d'Urbin, avait par reconnaissance défendu celui-ci, aussi longtemps qu'il avait vécu, contre l'ambition de son frère (1). Dès que Julien fut mort, Léon X fulmina un monitoire contre François-Marie de La Rovère, duc d'Urbin; il l'accusait du meurtre du cardinal de Pavie, pour lequel le duc avait été pardonné: il l'accusait encore d'avoir négocié avec Louis XII, du vivant de Jules II; d'avoir attaqué les fugitifs de l'armée espagnole et pontificale, battue à Ravenne; d'avoir enfin refusé de se joindre à l'armée de Laurent de Médicis contre François I[er]. Pour toutes ces causes, il privait François-Marie de La Rovère de tous ses États, et il chargeait Laurent de Médicis, et sous ses ordres Renzo de Céri, de mettre cette sentence à exécution (2).

Le duché d'Urbin, joint au comté de Montefeltro et aux seigneuries de Pésaro et de Sinigaglia, ne donnait pas à son souverain un revenu de plus de vingt-cinq mille ducats. Avec d'aussi faibles ressources, le duc abandonné par tous ses alliés, par celui surtout pour lequel il s'était compromis, en bravant la colère de son suzerain, ne pouvait songer à résister à toutes les forces de l'Église. Dès qu'il apprit que Laurent de Médicis était arrivé sur

(1) *Ist. di Giov. Cambi,* T. XXII, p. 92. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 320. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 117.

(2) *Paris. de Grassis Diarium Curiæ Rom.; apud Raynald. Annal.,* 1516, § 83, T. XX, p. 219.

la frontière de ses États avec une armée composée de troupes pontificales et florentines, il s'enfuit à Pésaro, d'où il passa à Mantoue. Il avait eu soin d'envoyer précédemment dans cette dernière ville sa femme et son fils. Le 30 mai Laurent de Médicis entra dans Urbin : en quatre jours les autres villes, et tous les châteaux de ce petit État se rendirent à lui; les forteresses de Sinigaglia, de Pésaro, de Maiuolo et de San-Leo ne firent elles-mêmes que peu de résistance; la dernière, qu'on jugeait inexpugnable, fut prise par escalade au bout de trois mois (1).

Léon X, constamment occupé de l'agrandissement de sa maison, brisait pour elle les liens de la reconnaissance qui devait l'unir à François-Marie de La Rovère, protecteur de sa famille pendant son long exil. Il voulait assurer une souveraineté à son neveu Laurent, fils de Pierre, son frère aîné, et de l'orgueilleuse Alfonsina Orsini; et les instances de celle-ci, à ce qu'on assure, hâtèrent sa décision. Il s'empressa donc de conférer le duché d'Urbin et la seigneurie de Pésaro à Laurent de Médicis, le jour même où la signature du concordat lui paraissait garantir à sa famille la protection de la France. Il obtint que son décret d'investiture fût confirmé en plein consistoire par la signature de tous les cardinaux, à la réserve du seul Grimani, évêque d'Urbin; et, en punition de la résistance de celui-ci, il le força de quitter Rome (2).

La pacification entre Charles et François I[er], celle entre les Suisses et la France, celle entre le pape et la même puissance, avaient enfin fait quelque impression sur l'esprit obstiné de Maximilien. Il avait senti qu'il pourrait difficilement continuer seul la guerre, lorsqu'aucune puissance ne lui payerait de subsides; et le 4 décembre il avait donné son accession au traité de Noyon. Pour mettre toutefois son amour-propre à couvert, et ne point

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 117. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 457. — *Comm. di Filippo de' Nerli,* L. VI, p. 130. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 278. — *Ist. di Giov. Cambi,* p. 99, — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. III, f. 77, edizione di Venezia, 1557, in-12.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 118. — *Ist. di Giovio Cambi,* T. XXII, p. 101. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 278. — *Parisii de Grassis Diar.*, T. IV, p. 167; *apud Raynald. Ann. eccles.*, 1516, § 83, p. 219.

paraître céder à ses ennemis, il consentit seulement à remettre la ville de Vérone à son petit-fils le roi catholique, pour que celui-ci la consignât aux Français, qui à leur tour devaient la livrer aux Vénitiens. L'évêque de Trente, chargé d'exécuter cette commission, ouvrit les portes de Vérone à M. de Lautrec le 23 janvier 1517, et reçut de lui en retour, à compte des deux cent mille écus que devaient payer les Vénitiens, l'argent nécessaire pour acquitter les soldes arriérées de la garnison. Lautrec consigna à l'instant même les clefs de la ville à André Gritti et à Jean-Paul Gradenigo, provéditeurs vénitiens. Quatre cents hommes d'armes, l'élite de l'armée, et deux mille fantassins, prirent possession de la ville, tandis que les généraux et les provéditeurs vénitiens se rendirent à la cathédrale, au milieu d'un peuple ivre de joie, pour remercier le ciel de la fin de cette horrible guerre, et du rétablissement dans toute la Vénétie de l'autorité bienfaisante du sénat de Venise (1).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XII, p. 124. — *Pauli Jovii Hist. sui temp.,* L. XVIII, p. 405. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. III, p. 248. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 460. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 321. — *H. Georgens von Frundsberg, Ritters Kriegsthaten,* B. II, f. 28.

CHAPITRE XV.

RÉVOLTE ET GUERRE D'URBIN : CONSPIRATION DES CARDINAUX CONTRE LE PAPE : AMBITION DE LÉON X. IL S'ALLIE A CHARLES-QUINT CONTRE FRANÇOIS Ier. CONQUÊTE DU MILANEZ PAR LEURS ARMÉES RÉUNIES ; MORT DE LÉON X. — 1517 A 1521.

Au moment où la république de Venise recouvra, contre son espérance, la possession de cet État presque entier de terre ferme, qu'une seule bataille lui avait fait perdre, et pour lequel elle avait ensuite combattu huit ans contre les premiers potentats de l'Europe, le sénat choisit deux de ses membres les plus illustres, André Gritti et Georges Cornaro, pour visiter toutes les villes et les provinces de la république, connaître leurs besoins, consoler leurs misères, raffermir leur fidélité, et leur promettre des temps plus heureux. Les deux députés parcoururent toute la terre ferme vénitienne; ils examinèrent les fortifications de Salo, de Peschiera, de Bergame, Brescia, Crème, Vérone, Vicence, Padoue, Trévise, Rovigo, Udine, et de toutes les places du Friuli (1), tandis qu'à leur tour toutes ces villes envoyèrent des députés au sénat pour renouveler leur vœu de fidélité, et lui offrir leurs félicitations. La république qui avait résisté à la ligue la plus redoutable qu'on eût jamais vue se former en Europe, depuis la chute de l'empire romain, qui avait éprouvé tous les désastres à la fois dans l'intérieur de ses cités, dans ses armées et dans ses flottes, et qui n'avait perdu, à l'issue de cette longue guerre, que quelques villes peu importantes de Romagne, et quelques ports qu'elle tenait en gage dans le royaume de Naples, pouvait se croire assurée de son im-

(1) *Petri Justiniani Hist. Ven.*, L. XI; *apud. Raynald. Annal. eccles.*, 1517, § 80, p. 238.

mortalité. Elle avait déployé des ressources, une constance, une énergie qu'on n'aurait trouvées peut-être dans aucun autre État de la chrétienté, et le sénat semblait fondé à exhorter ses sujets à prendre confiance dans la fortune de Saint-Marc.

Cependant la guerre de la ligue de Cambrai avait atteint plusieurs des parties vitales de la république; et dès cette époque on ne la vit plus recouvrer la vigueur qu'elle possédait auparavant. Elle avait fait face aux dépenses effroyables qui pendant huit ans avaient pesé sur elle, non-seulement par des emprunts qui engageaient pour longtemps tous les revenus publics, mais encore en mettant à l'enchère presque toutes les dignités de l'État. Les conseils, au rétablissement de la paix, mirent un terme à cette manière honteuse de distribuer les emplois de la république : mais ils ne pouvaient empêcher que les corps regardés jusqu'alors comme l'élite de la nation n'eussent été recrutés à prix d'argent, et qu'une foule d'emplois ne fussent occupés par des gens que leur richesse seule en avait rendus dignes (1).

Le commerce avait fondé la puissance des Vénitiens; mais ce commerce était ébranlé dans toutes ses parties. Presque tous les ateliers de manufactures établis sur leur territoire, avaient été détruits par la guerre : Jules II avait forcé les marchands vénitiens à partager avec les directeurs des salines qu'il avait établies à Cervia, le monopole des sels qu'ils avaient longtemps exercé dans toute l'Italie. Sélim, empereur des Turcs, avait conquis le Caire et Alexandrie, et détruit l'empire des mameluks (2). L'Égypte, qu'il avait soumise, était un des pays où les Vénitiens exerçaient le commerce le plus profitable; et la domination des Turcs, plus oppressive que celle du soudan, fit bientôt languir ce commerce, et en tarit tous les profits, encore que le sénat se hâtât d'envoyer à Sélim une ambassade, pour le féliciter de ses conquêtes, renouveler avec lui ses traités de commerce, et lui payer le tribut du royaume de Chypre, qui relevait en fief des soudans (3).

(1) *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. IV, p. 252.

(2) *Pauli Jovii Hist. sui temp.*, L. XVII et XVIII. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 152.

(3) *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. IV, p. 254. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V*, L. I, p. 45 et seq.

Dans le même temps, la navigation des Portugais autour du cap de Bonne-Espérance donnait une direction nouvelle au commerce des Indes : au lieu de se faire uniquement par la mer Rouge et Alexandrie, pays où l'influence des Vénitiens leur avait fait obtenir une sorte de monopole, il avait passé aux marchands de Lisbonne, qui allaient chercher eux-mêmes jusqu'aux Moluques les épiceries dont ils approvisionnaient l'Europe. Enfin, le commerce des Vénitiens avec l'Afrique et l'Espagne venait de recevoir un échec funeste par l'imprudente avidité des ministres du nouveau roi catholique. Une flotte vénitienne faisait régulièrement chaque année le tour de la Méditerranée, pour faire tous les échanges entre les différents ports. Les galères dont elle était composée, et qu'on nommait *galères du trafic*, partaient de Venise pour Syracuse et la Sicile : elles touchaient ensuite à Tripoli, à l'île de Gerbi près des Syrtes, à Tunis, à Trémizène, à Oran, et à quelques autres ports des royaumes de Fez et de Maroc. Elles arrivaient dans chacun de ces lieux à l'époque d'une foire annuelle, à laquelle les Mores apportaient leur poudre d'or, pour acheter les métaux travaillés et les étoffes d'Europe. Cette même poudre d'or était ensuite portée par les *galères du trafic* dans les ports espagnols d'Alméria, Malaga et Valenza, où elle servait à acheter des soies, des laines, et des blés. Ces marchandises, au temps de Ferdinand, avaient été soumises à un droit de sortie de dix pour cent de leur valeur, qui n'avait affecté que l'intérêt des producteurs, sans faire tomber le commerce. Les ministres de son successeur doublèrent ce droit, et en mirent un semblable sur l'entrée des marchandises apportées par les Vénitiens; ils croyaient ainsi quadrupler leurs revenus : ils détruisirent au contraire le commerce et l'agriculture de l'Espagne; mais en même temps ils anéantirent l'un des plus riches commerces des Vénitiens (1).

Au milieu de ces difficultés, le sénat s'occupa sans relâche des moyens de rétablir la prospérité passée du territoire de la république; de rappeler aux champs leurs agriculteurs, aux ateliers leurs artisans dispersés; de relever les digues abattues, de rétablir les canaux d'arrosement et de navigation, d'augmenter surtout les fortifications qui couvraient le pays, et celles en particulier de

(1) *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. IV, p. 257.

Vérone et de Padoue, dont il voulait faire les boulevards de l'État. Enfin, il rouvrit l'université de Padoue, qui avait été fermée pendant huit ans; il y appela des professeurs distingués, et ceux-ci y attirèrent de nouveau la foule des écoliers (1).

Les armées nombreuses que l'Empereur, le roi de France et la république licenciaient en même temps, pouvaient menacer, au moment de la paix, les provinces de l'Italie d'un nouveau fléau, par les brigandages des gens de guerre débandés. Il paraissait difficile de soumettre tout à coup à l'autorité des lois, des hommes qui les avaient bravées si longtemps, qu'on laissait sans ressources, et qui savaient qu'ils avaient la force en main. Aussi ne doit-on point s'étonner de ce que le sénat et le lieutenant du roi en Lombardie encouragèrent une tentative du duc d'Urbin, qui les débarrassait des restes redoutables de ces armées, et qui détournait le fléau qui les avait menacés, sur les États d'un souverain dont ils avaient longtemps éprouvé l'inimitié et la mauvaise foi.

François-Marie de La Rovère s'était laissé dépouiller sans résistance du duché d'Urbin; il ne doutait point que, pendant une guerre générale, les puissances qui recherchaient l'alliance du pape ne le sacrifiassent à son ambition. Au moment de la paix, leur jalousie de la cour de Rome, longtemps comprimée, pouvait renaître : tout au moins n'était-il pas probable qu'elles voulussent recommencer les hostilités à cause de lui; et tout ce qu'il demandait au reste de l'Europe, c'était de le laisser lutter avec ses seules forces contre les seules forces de l'Église. Dès qu'il prévit le licenciement des armées rassemblées devant Vérone, il se présenta à elles, et leur proposa de le suivre dans une expédition assez semblable à celle des anciennes compagnies d'aventure. Frédéric de Bozzolo, cadet de la maison de Gonzague, qui s'était déjà distingué au service de France, et qui était animé par une inimitié personnelle contre Laurent de Médicis, offrit de se mettre à la tête de l'armée. Cinq mille fantassins espagnols, sous les ordres du capitaine Maldonato, et huit cents chevau-légers, en partie albanais, s'engagèrent avec lui. André Bua, Constantin Boccali, le Brabançon Zucker, et plusieurs autres officiers qui s'étaient illustrés dans la précédente guerre, s'attachèrent à l'armée du duc

(1) *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L.IV, p. 252.

d'Urbin. Le talent des capitaines et la valeur éprouvée des soldats faisaient toute sa force; car il n'avait ni argent, ni artillerie, ni munitions, ni équipages de guerre. Il partit cependant avec sa petite armée des environs de Mantoue, le 23 janvier 1517, jour même où Vérone avait été consignée aux Français (1).

Léon X, en apprenant l'attaque dirigée contre son neveu, n'hésita pas à y reconnaître la main de François Ier. Il savait par combien de menées secrètes, par combien de petites perfidies il avait provoqué son ressentiment : il crut néanmoins devoir lui demander des secours à lui-même, et il n'accusa que Lautrec, son lieutenant, de lui avoir suscité ce nouvel ennemi au milieu de la paix. Mais lorsqu'il s'adressa en même temps au roi d'Espagne et à l'Empereur pour obtenir leur assistance, il leur représenta l'attaque dont il était menacé comme l'ouvrage de François lui-même (2). En même temps il chargea son neveu Laurent de rassembler en Romagne toutes les troupes de la république florentine, et toutes celles de l'Église, pour fermer le chemin aux ennemis.

Laurent de Médicis n'avait lui-même aucune connaissance de l'art militaire; mais le pape lui avait donné pour conseillers Renzo Orsini de Céri, Giulio Vitelli de Città di Castello, et Guido Rangoni de Modène, tous trois officiers distingués. D'ailleurs, il lui avait recommandé, sur toute chose, de ne point s'exposer aux chances d'une bataille, assuré qu'en traînant la guerre en longueur, le plus riche des deux combattants ne pouvait manquer d'avoir l'avantage. Laurent de Médicis se fit prêter, par les citoyens florentins, cinquante mille florins d'or : il fit marcher en Romagne dix mille hommes de la milice des campagnes; il mit des garnisons dans les villes, et il laissa le passage libre au duc d'Urbin, qui arriva, le 5 février, devant sa capitale. Ce duc battit, le même jour, Francesco del Monte, qui voulait lui en disputer les approches; et le lendemain il fut reçu avec des transports de

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 126.—*Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. III, f. 81. — *Ist. di Giov. Cambi,* T. XXII, p. 107. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 322. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 460.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 127, 130. — Lettre de Léon X, du 12 des cal. d'avril, à l'évêque de Tortose, *Apud Raynald. Ann. eccles., ann.* 1517, §§ 82, 83, p. 259.

joie par les habitants. Ceux-ci professaient toujours pour lui le même attachement qu'ils avaient déjà montré au temps du duc de Valentinois, et ils ne pouvaient s'accommoder à la hauteur et à la dureté de Laurent de Médicis (1).

Tout le duché d'Urbin avait relevé les drapeaux de son ancien maître; mais au milieu de l'insurrection, Laurent de Médicis avait pris position sur deux montagnes au-dessus de Pésaro et vis-à-vis d'Urbin; et il y recevait les renforts des puissances dont Léon X avait imploré les secours. Le comte de Potenza lui avait amené quatre cents lances du royaume de Naples, de la part du roi Charles. François Ier faisait marcher, de son côté, trois cents lances françaises; et en donnant cette assistance au pape, il lui demandait, en retour, la restitution, si souvent promise, de Modène et Reggio au duc de Ferrare (2). Sans compter cette gendarmerie française que le pape ne voulut pas faire arriver jusque sur le théâtre de la guerre, Laurent avait déjà réuni mille hommes d'armes, mille chevau-légers et quinze mille fantassins. Mais les soldats, en entrant au service du pape, semblaient renoncer à leur ancien point d'honneur et à leur bravoure : les capitaines, assurés que leur souverain ni leur général ne pouvaient point juger de leurs fautes, prenaient à tâche de ménager leur adversaire et de prolonger la guerre, pour prolonger aussi leurs profits. L'armée pontificale laissa échapper toutes les occasions de remporter un avantage sur le duc d'Urbin, jusqu'au 4 avril, que Laurent de Médicis fut blessé, au siége du château de Mondolfo, d'un coup d'arquebuse à la tête (3).

Laurent II de Médicis, qui avait hérité de tout l'orgueil de sa mère Alfonsina Orsini, qui avait passé sa jeunesse dans l'exil, occupé à susciter des ennemis aux Florentins, et à chercher par

(1) *Istor. di Giov. Cambi,* T. XXII, *Delizie degli Eruditi,* p. 108. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 127. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. III, p. 81. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 322. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 461.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 131. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 322. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 462.

(3) *Istorie di Giov. Cambi,* p. 111. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 327. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. III, f. 81. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 137. — *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 279.

ses intrigues les moyens de recouvrer une autorité à laquelle il croyait avoir des droits héréditaires, avait offensé ses compatriotes de mille manières, et était detesté d'eux, comme il les détestait lui-même en secret. Lorsqu'il fut blessé, ses médecins lui ordonnant le silence et le repos, personne ne fut admis à le voir, à Ancône, où il s'était fait porter; et les Florentins se persuadèrent bientôt qu'il était mort. Ils assuraient que Laurent avait expiré dans la nuit du vendredi au samedi saint, que son cercueil était déjà déposé à Notre-Dame de Lorette, et qu'un possédé, dont on préférait le témoignage à ceux des témoins oculaires, en avait donné la nouvelle (1). Les conseils, avec une secrète joie, nommèrent trois commissaires de la république, pour diriger l'armée pendant l'absence de son chef : mais Léon X, qui entrevit dans cette nomination, conforme aux anciens usages, le projet de recouvrer une autorité qu'il s'arrogeait tout entière, défendit aux commissaires de se rendre au quartier général (2).

Ce fut seulement au bout de quarante jours que Laurent de Médicis, guéri de sa blessure, vint se montrer à Florence, afin de détromper ceux qui le croyaient mort, et de calmer une fermentation qui pouvait devenir dangereuse. Il rentra brusquement dans sa patrie, le dimanche 24 mai, et le lendemain se promena dans les rues, afin que chacun pût l'y voir : cependant le bruit de sa mort s'était tellement accrédité, que plusieurs citoyens affirmèrent encore que le prince qui se montrait à eux n'était qu'un corps sans vie, animé par un esprit malin (3).

Au lieu des commissaires de la république, Léon X envoya le cardinal de Bibbiéna prendre le commandement de l'armée que son neveu avait dû abandonner. Ce favori du pape, auteur de la plus ancienne comédie italienne, et qui jouissait, parmi les littérateurs et les courtisans, d'une haute réputation de goût, de gaieté et de connaissances, n'était pas à beaucoup près aussi considéré des soldats. Sa campagne fut plus malheureuse encore que celle de son prédécesseur. Une querelle entre les Espagnols et les Alle-

(1) *Ist. di Giov. Cambi*, T. XXII, p. 114. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 279.

(2) *Istor. di Giov. Cambi*, p. 111. — *Scipione Ammirato*, L. XXIX, p. 327.

(3) *Istor. di Giov. Cambi*, T. XXII, p. 114.

mands réunis sous ses drapeaux, après lui avoir coûté plus de cent de ses soldats, le força de les séparer en deux camps, François-Marie de La Rovère en profita : quoique depuis trois mois il n'eût pu payer ses propres soldats, il engagea les Basques et les Allemands qui servaient le pape, et qui rougissaient d'être soumis aux ordres des prêtres, à se joindre à lui; une partie des Espagnols en avaient fait autant; et l'on vit avec étonnement une armée presque entière abandonner le souverain qui la payait richement et régulièrement, pour suivre celui qui n'avait à lui offrir que les hasards de la guerre. Le cardinal de Bibbiéna, surpris dans ses quartiers, au Monte Imperiale, après avoir perdu assez de monde, se retira à Pésaro (1).

Cependant le duc d'Urbin, ayant doublé son armée sans augmenter ses ressources, sentait la nécessité de la mener vivre en pays ennemi. Il la conduisit en Toscane pour enlever le butin que le peuple sans inquiétude avait laissé épars dans la campagne; il força Jean-Paul Baglioni à racheter Pérouse d'une attaque, par une contribution de dix mille ducats; il menaça Città di Castello et Sienne, et après avoir enrichi ses soldats par le pillage, il ramena rapidement son armée dans le duché d'Urbin, pour en chasser le cardinal de Bibbiéna, qui y avait pénétré pendant son absence. Léon X écrivit le 16 et le 17 de mai, à Baglioni et à la république de Sienne, pour les remercier de la bonne contenance qu'ils avaient faite, et les exhorter à la fermeté (2). Vers le même temps, les gens d'Église, trouvant plus facile de conspirer contre le duc d'Urbin que de le vaincre, avaient gagné des traîtres dans son camp. Maldonato, Soarès, et deux autres capitaines espagnols, promirent de livrer François-Marie au cardinal de Bibbiéna, ou de l'assassiner. Le duc découvrit leurs complots; il les dénonça à leurs compatriotes assemblés, et leur abandonna le jugement de cette perfidie : les Espagnols, indignés, condamnèrent à mort et exécutèrent eux-mêmes les quatre capitaines qui avaient voulu trahir le prince qu'ils servaient (3).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 139.—*Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, p. 86. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, 327.

(2) Lettre aux Siennois, du 15 des cal. de juin ; et à J.-P. Baglioni, du 16, *Apud Raynald. Annal.,* §§ 84, 85, p. 240.

(3) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 141.—*Scipione Ammirato,* L. XXIX,

Après avoir repoussé le cardinal de Bibbiéna, le duc d'Urbin le poursuivit dans la Marche d'Ancône: mais comme il n'avait que très-peu d'artillerie, et presque point de munitions de guerre, il ne put s'y emparer d'aucune des villes qu'il attaqua. Repassant l'Apennin, il étendit ses ravages dans l'État florentin, entre Borgo San-Sépolcro et Anghiari; son armée, qu'il ne payait point, s'était rendue également redoutable à ses amis et à ses ennemis: sa situation devenait chaque jour plus difficile; aucun allié n'avait voulu prendre sa protection, tandis que toutes les grandes puissances envoyaient des secours au pape, et que François I[er] lui-même paraissait empressé de terminer cette guerre (1). François-Marie perdit enfin l'espérance de se défendre plus longtemps: il accepta la médiation que lui offrit M. de Lescuns, frère de Lautrec, que le roi de France avait envoyé au pape. Un traité fut signé au mois d'août ou de septembre 1517, par lequel Léon X s'engageait à payer à l'armée d'Urbin toutes ses soldes arriérées, qui montaient à plus de cent mille ducats; il le relevait de toutes les censures ecclésiastiques: il accordait une amnistie complète, qu'ensuite il n'observa pas, à ceux qui avaient embrassé son parti, et il permettait à François-Marie de faire transporter à Mantoue, où il se retira, son artillerie, et la belle bibliothèque rassemblée à Urbin par son aïeul Frédéric de Montefeltro (2).

La guerre d'Urbin n'était point encore terminée, lorsque la cour de Rome fut alarmée par la découverte d'une conspiration contre le pape, et peu après par le supplice d'un des premiers dignitaires de l'Église. Le chef de cette conspiration était ce même cardinal, Alphonse Pétrucci, qui avait travaillé avec zèle à la nomination de Léon X, et qui l'avait ensuite annoncée au peuple avec un transport de joie, en s'écriant: *Vivent les jeunes gens!* Pandolfe Pétrucci, son père, avait gouverné la république de

p. 32. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. III, f. 82. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 464.

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 147. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, p. 87. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 303. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 466.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 150. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 87. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 332. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p 467.

Sienne avec une adresse cauteleuse, et des ménagements pour les habitudes des citoyens dont il avait aboli les lois, ce qui lui avait valu la réputation d'un des premiers politiques de son siècle; il était mort le 21 mai 1512, dans sa soixante-troisième année (1). Il avait laissé trois fils, dont l'aîné, Borghèse, n'était âgé que de vingt ans; le second, Alphonse, avait été fait cardinal en 1509, lorsqu'il n'en avait pas seize; le troisième, Fabio, n'était pas encore entré dans l'adolescence. Aucun n'avait hérité des talents ou de la force de caractère de leur père, bien que l'aîné eût succédé à son autorité dans la république de Sienne, et eût été reconnu comme chef de la balie et commandant de la garde (2).

Dans cette même famille des seigneurs de Sienne, Léon X avait un favori; c'était Raphaël Pétrucci, évêque de Grosséto, homme dévoué et fidèle, mais dépourvu de toute instruction, et dont les mœurs étaient scandaleuses. Le pape l'avait déjà fait châtelain du château Saint-Ange : il résolut ensuite de le mettre à la tête du gouvernement de Sienne, pour que cette république, enclavée entre l'État de l'Église et celui des Florentins, dépendît aussi complétement de lui que les États qui l'entouraient. Vitello Vitelli conduisit l'évêque de Grosséto à Sienne, avec deux cents chevaux et deux mille fantassins, et l'installa, le 10 mars 1515, dans la seigneurie, tandis que Borghèse Pétrucci sortit de la ville, sans avoir le courage de faire un effort pour y maintenir son pouvoir. Le nouveau seigneur rappela quelques émigrés; et il exila en revanche tous ceux qui avaient eu le plus de part au dernier gouvernement. Bientôt il rendit sa tyrannie odieuse à tous les Siennois (3).

Le cardinal Alphonse Pétrucci ne pouvait pardonner à Léon X l'ingratitude dont il était victime. Son père Pandolfe avait été le constant allié des Médicis; il s'était engagé, pour les servir, dans les guerres les plus dangereuses; il leur avait souvent donné asile dans cette patrie même d'où les Médicis chassaient ses enfants, et où ils confisquaient leurs biens. Dans son impatience de jeune

(1) *Orlando Malavolti, Storia di Siena*, P. III, L. VII, f. 117. — *Paolo Giovio, Elogi e Vite d'Uomini illustri*, L. V, p. 303.
(2) *Orlando Malavolti,* P. III, L. VII, f. 118.
(3) *Ibid.*, P. III, L. VII, f. 119.

homme, Alphonse protesta quelquefois qu'il était tenté de se jeter, en plein consistoire, sur Léon X, un poignard à la main, et de se défaire de lui, au milieu du sacré collége. Il songea aussi, dit-on, à engager le chirurgien Baptiste de Vercelli à empoisonner un ulcère pour lequel Léon X était obligé de se faire panser tous les jours. Ce chirurgien, cependant, loin d'être engagé au service du pape, n'était pas même à Rome; il exerçait son art à Florence; et toutes les démarches de Pétrucci pour exécuter ce projet, si réellement il y avait fait entrer Vercelli, se réduisirent aux recommandations qu'il avait données sans succès à ce chirurgien pour le mettre au service du pape (1).

Le séjour de Rome était devenu désagréable à Pétrucci, et il s'y rendait suspect par la violence de ses propos. Il s'en éloigna, mais aussitôt il y fut rappelé. Dans le temps de la guerre d'Urbin, il se prononça vivement en faveur de François-Marie de La Rovère, et il s'éloigna de nouveau. Ses lettres à son secrétaire Antonio Nino furent interceptées : elles exprimaient ou les mêmes sentiments, ou les mêmes projets de vengeance; et Léon X les jugea suffisantes pour lui intenter un procès criminel. Il fallait, par une tromperie, s'assurer de lui avant de le mettre en jugement; et le pape lui écrivit une lettre affectueuse pour le rappeler, en lui envoyant un sauf-conduit. En même temps, il donna de sa propre bouche sa parole à l'ambassadeur d'Espagne, que Pétrucci, s'il revenait, ne courrait aucun danger. Alphonse revint en effet à Rome; et il se présenta au palais du pontife avec son ami le cardinal Bandinello Sauli, de Gênes, qui avait aussi beaucoup contribué à l'élection de Léon X. Tous deux, au lieu d'être introduits à son audience, furent arrêtés, et conduits immédiatement au château Saint-Ange. L'ambassadeur d'Espagne se plaignit de ce que le pape violait le sauf-conduit et la foi qu'il lui avait donnée; mais Léon lui répondit que toutes ces sûretés étaient anéanties par une accusation de lèse-majesté et d'empoisonnement. Cette réponse était en quelque sorte une obligation de trouver les accusés coupables (2).

(1) *Raynaldi Annal. eccles.*, 1517, § 89, p. 241.

(2) *Parisii de Grassis msstus archivii Vaticani,* T. IV, p. 200; *apud Rayn. Ann.*, 1517, §§ 91, 92, p. 242.—*Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 83.—

Avec la procédure usitée dans ce siècle, aucun homme ne pouvait se flatter de faire éclater son innocence, si ses juges étaient déterminés à le trouver criminel, puisque toute l'information était entourée d'un mystère profond. Les deux cardinaux furent soumis à une rigoureuse torture. Poco-in-Testa de Bagna-Cavallo, qui avait été, sous les Pétrucci, commandant de la garde de Sienne, et Baptiste de Vercelli, qui avait été arrêté à Florence, furent aussi mis à la torture, et on leur arracha la confession d'un projet d'empoisonnement. D'autres cardinaux furent arrêtés comme coupables d'avoir entendu les propos violents et les menaces de Pétrucci, et de ne les avoir pas révélés : savoir, Raphaël Riario, doyen du sacré collége, cardinal depuis quarante ans, le plus prudent, le plus circonspect entre les chefs de l'Église, qu'il surpassait tous en dignités, en luxe et en richesses; Adrien, cardinal de Cornéto, et François Sodérini, cardinal de Volterra, qui tous deux étaient aussi parmi les plus riches prélats (1).

Après que l'information fut achevée par le procureur fiscal, et lue dans le sacré collége, Pétrucci et Sauli furent dégradés, et livrés au bras séculier. Le premier fut étranglé en prison, le 21 juin, lendemain de son jugement. Bandinello Sauli fut condamné au même supplice, que Léon X commua en une prison perpétuelle : mais comme le prisonnier fit offrir une grosse somme d'argent pour racheter sa liberté, Léon X lui envoya son maître des cérémonies, Paris de Grassis, pour accepter cette offre, et conduire le cardinal pénitent au consistoire, sous condition qu'il ne se justifierait point, et qu'il avouerait au contraire tout ce dont il était accusé (2). Sauli s'y soumit; il fut remis en liberté, et mourut très-peu de temps après. Le bruit courut qu'avant de le relâcher, le pape lui avait fait administrer un poison lent, pour se défaire de lui. Le cardinal Riario, après avoir été dégradé, fut rétabli dans sa dignité, moyennant le payement d'une immense

Fr. Guicciardini, T. II, L. XIII, p. 144. — *Petri Bizarri, S. P. Q. Genuens. Hist.*, L. XIX, p. 448.

(1) *Giov. Cambi, Ist. Fior.*, T. XXII, p. 118.—*Raynaldi Ann. eccles.*, 1517, § 94, p. 242.

(2) *Parisii de Grassis Diarium; apud Raynald. Ann. eccles.*, 1517, § 98, p. 243.

somme d'argent. Les cardinaux de Cornéto et de Volterra avaient avoué à genoux, en plein consistoire, qu'ils avaient entendu les propos menaçants d'Alphonse Pétrucci, et que, les attribuant à son inconséquence, ils ne les avaient point dénoncés. Léon X les fit mettre en liberté, moyennant l'obligation de payer vingt-cinq mille ducats. Cette somme devait être fournie entre eux : mais les dépenses de la guerre d'Urbin ayant dérangé les finances du pape, il prétendit avoir entendu que chacun payerait la somme entière. Les deux cardinaux s'enfuirent alors : Adrien de Cornéto ne reparut jamais, et fut sans doute assassiné : Sodérini se mit, à Fondi, sous la protection de Prosper Colonna, où il demeura jusqu'à la mort du pape. Vercelli, Nino, et Poco-in-Testa, périrent dans d'affreux supplices (1).

Le sacré collége était glacé d'effroi ; de longtemps ses membres n'avaient été traités avec tant de rigueur. Les condamnés, et même Pétrucci, n'étaient jugés coupables que de propos imprudents ; et lorsque Léon X ne faisait aucune grâce à ses anciens amis, et à ceux qui avaient favorisé son élection, les autres ne pouvaient s'attendre à être plus ménagés : déjà ils se sentaient coupables à ses yeux ; car leur intercession en faveur des prévenus avait été regardée comme une offense. Le cinquième concile de Latran, qui était assemblé à l'époque de l'assomption de Léon X au pontificat, ne pouvait plus mettre de bornes à son despotisme ; il avait été terminé par lui le 16 mars 1517, après avoir duré cinq ans. Dans ce long espace de temps, il n'avait tenu que douze sessions, et n'avait paru occupé que de vaines formalités et de discours d'apparat. Jamais il n'avait réuni plus de seize cardinaux et plus de quatre-vingt-dix ou cent évêques et abbés mitrés, et l'on ne devait en effet pas s'attendre à en voir davantage dans une assemblée que le pape avait soin de dépouiller de toute autorité réelle (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 146. — *Parisii de Grassis Diarium, apud Raynaldi Ann. eccles.,* 1517, § 95, p. 442. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 85.—*Panvino delle Vite de' Pontifici, in Leone X,* p. 262, v. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 465.

(2) *Raynaldi Annal. eccles.,* 1517, § 117, p. 226 et seq.— Fleury, Histoire ecclésiastique, L. CXXV, c. 1-4. — *Spondanus, continuatio Rayn. Ann.,* 1517, § 1, 2, T. II, p. 593.

Depuis la conjuration de Pétrucci, il ne restait plus que douze cardinaux dans le sacré collége ; et Léon X profita de leur terreur pour faire en une seule fois une promotion de trente et un cardinaux, qui mettait leur consistoire dans une absolue dépendance de lui. Une nomination si nombreuse, et si disproportionnée avec le corps qu'elle recrutait, était sans exemple. Les cardinaux, effrayés par le supplice récent de leur collègue, encore qu'ils se vissent ainsi rejetés dans une minorité impuissante, n'osèrent faire aucune objection. La liste fut arrêtée le 26 juin, et publiée le 1er juillet (1). Léon X plaça à cette occasion, dans le sénat de l'Église, deux fils de ses sœurs, et plusieurs autres de ses créatures, qui n'avaient d'autre titre à tant d'élévation que sa faveur : mais en même temps il décora du chapeau plusieurs gentilshommes romains, que la politique de ses prédécesseurs avait tenus soigneusement écartés du sacré collége ; il éleva encore à la même dignité plusieurs hommes de lettres célèbres, qui ont illustré le nom de leur patron, par reconnaissance pour la protection qu'il leur avait accordée ; enfin il vendit cette décoration à prix d'argent à tous les autres, il la fit même payer à ceux à qui il était le plus décidé de faire une grâce ; mais le prix qu'il exigeait était d'autant plus élevé que le candidat avait moins de mérite par lui-même (2).

Les dernières séances du concile n'avaient retenti que de projets de ligue contre les Turcs. L'Europe paraissait se préparer pour une nouvelle croisade, et en effet la guerre sacrée que prêchait le pape semblait une mesure nécessaire pour défendre et sauver la chrétienté. Sélim, par la conquête de l'Égypte, et par ses victoires sur le sophi de Perse, avait presque doublé l'étendue de son empire, et ses moyens d'attaque. On connaissait sa haine contre les chrétiens, sa passion pour les entreprises nouvelles, sa dissimulation et sa cruauté. Les côtes mêmes de l'Italie commençaient à être exposées aux descentes des Turcs. Léon écrivait à Maximilien

(1) *Parisii de Grassis, apud Raynald.*, 1517, § 101, p. 244.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 146. — *Pauli Jovii Hist. sui temporis Epitome,* T. II, L. XIX, p. 3. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 86. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 279. — *Ist. di Giov. Cambi,* T. XXII, p. 124.

qu'ils étaient venus coup sur coup piller Récanati, puis Ostie (1). François, Charles et Maximilien signèrent à Cambrai, le 11 mars 1517, un traité d'alliance contre l'empire ottoman : le nombre des troupes à fournir, la manière dont chaque monarque dirigerait son attaque, l'assistance qu'on demanderait aux autres potentats, tout paraissait convenu d'avance; et les princes chrétiens semblaient enchérir l'un sur l'autre par les promesses les plus splendides pour la défense de la patrie de la civilisation. Mais le plus léger avantage prochain suffisait pour distraire d'un danger qu'on croyait éloigné encore ; et Léon X, qui paraissait si zélé pour la ligue chrétienne, fut peut-être celui qui contribua le plus à l'empêcher de se former (2).

Tandis que François Ier renouvelait, le 8 octobre, son alliance avec la république de Venise, Léon X avait aussi cherché à s'unir plus intimement avec ce monarque : Charles avait passé des Pays-Bas en Espagne; et il paraissait devoir y trouver assez d'occupation lorsqu'il tenterait de ramener les peuples à l'obéissance. Maximilien, déjà vieux, n'avait jamais été un allié dans lequel on pût placer aucune confiance; et Léon X, toujours occupé de la grandeur de sa maison, jugea qu'il ne pouvait mieux l'assurer que par une alliance avec la France. Il obtint au mois de janvier 1518, pour son neveu Laurent, duc d'Urbin, la main de Madeleine, fille de Jean de la Tour, comte d'Auvergne et de Boulogne, et d'une sœur de François de Bourbon, comte de Vendôme. Ce mariage unissait Laurent à la maison de France; et pour honorer davantage encore ce jeune homme, François le choisit pour parrain d'un fils qui lui était né au mois de février. Après le baptême, célébré le 25 avril avec beaucoup de pompe, François rendit à Laurent l'engagement signé par Léon X, de restituer au duc de Ferrare les villes de Modène et de Reggio. Le pape en retour ne fut pas moins généreux du bien d'autrui envers le roi. Il lui accorda la libre disposition des décimes qu'il avait levées sur le clergé français pour faire la guerre aux Turcs, donnant ainsi le

(1) *Epistola Leonis, apud Raynald.*, 1518, § 71, p. 260.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 152. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. IV, p. 259. — *Raynaldi Ann. eccles.*, 1517, §§ 18 et seq., p. 230. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* T. IV, f. 88.

premier l'exemple d'abandonner ce projet de croisade sur lequel il avait tant insisté (1).

Léon X a eu le bonheur de lier son nom à l'époque de la plus grande splendeur de la littérature et des arts en Italie : parvenu au trône au moment où toutes les carrières étaient parcourues en même temps par des hommes de génie, formés avant lui, il distribua entre eux, avec la même prodigalité qu'il apportait à toute chose, les trésors de l'Église, les riches bénéfices dont il avait la collation dans toute la chrétienté, et les sommes prodigieuses que lui rapportait le commerce des indulgences. Ces poëtes, ces historiens, ces artistes qu'il avait enrichis de ses bienfaits, ont célébré son nom avec reconnaissance, et lui ont attribué tout le mérite des travaux qu'il leur avait donné le loisir de faire. Mais comme pontife ou comme souverain, Léon X était loin de se montrer digne de tant de louanges. Dans l'année qui venait de se terminer, Martin Luther avait commencé en Allemagne à s'élever contre le scandaleux trafic des indulgences, et il avait été ainsi amené, en examinant sa propre foi, à poser les fondements de cette réforme qu'il accomplit ensuite avec tant de gloire. Il était alors loin de prévoir lui-même les conséquences auxquelles le conduisait l'examen de la doctrine de l'Église. La réformation ne pouvait être qu'un ouvrage progressif; et ce n'était que successivement qu'un esprit religieux pouvait porter le flambeau de l'examen sur toutes les croyances longtemps reçues comme fondamentales. Il ne faut pas s'étonner si Léon mourut sans avoir soupçonné la révolution qui pendant son règne s'était opérée en Allemagne dans les esprits, si, durant le temps qu'embrasse cette histoire, et longtemps encore après, elle ne fut point comprise en Italie, et si l'acte énergique, par lequel la raison brisa le joug qu'elle avait porté, fut confondu par le cour de Rome avec les obscures hérésies qu'elle avait vues tant de fois naître et mourir dans les couvents. Mais Léon X manqua de prudence, de justesse d'esprit et de philosophie, en n'appréciant pas mieux son siècle; en laissant croître témérairement dans un âge de lumières tous les

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 155. - *Istor. di Gior. Cambi,* T. XXII, p. 131. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 333.—Mémoires de Bayard, Ch. LX, p. 387. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 77.

abus qui n'avaient pu être tolérés que dans ceux de la plus barbare ignorance, en encourageant enfin par une cupidité imprévoyante le scandaleux trafic des choses sacrées, pour que son produit même payât des récompenses aux littérateurs et aux philosophes qui briseraient les chaînes de la superstition.

En effet, Léon X, parvenu à la plus haute des dignités humaines, regarda dès lors sa vie comme un carnaval continuel, dans lequel il ne devait songer qu'à jouir. Il partageait son temps entre les festins et la chasse; il s'entourait de bouffons, qu'il prenait plaisir à tourmenter et à rendre ridicules; il exaltait la vanité de ceux qu'il connaissait déjà pour les plus vaniteux; et, sous prétexte de leur accorder des distinctions nouvelles, il les exposait à la moquerie universelle. Il ne craignit point de pousser jusqu'à la folie, par ce cruel persiflage, des hommes de mérite ou des vieillards dignes de respect. La réputation de continence, qu'il avait obtenue comme cardinal, n'avait point soutenu un examen plus sévère; et sa familiarité avec ses pages donnait lieu aux soupçons les plus honteux. Sa libéralité, qui s'étendait sur tous ceux qui l'approchaient, et qui se proportionnait à sa bonne humeur ou au succès de ses chasses, beaucoup plus qu'au mérite de ceux qu'il comblait de biens, n'était elle-même qu'une disposition tout égoïste : il voulait être entouré de visages riants, il voulait recueillir les bénédictions de ceux qui l'approchaient, et il ne se souciait point du prix auquel il amassait, par des exactions sur les peuples, ou par la vénalité de tout ce que l'Église réputait de plus sacré, les trésors qu'il dissipait ensuite d'une main si prodigue (1).

La trêve que les Vénitiens avaient conclue avec Maximilien, et qui expirait au bout de dix-huit mois, fut prolongée au mois d'août 1518 pour cinq ans, aux mêmes conditions, par l'entremise de la France. L'Empereur aurait même consenti volontiers à la changer en une paix perpétuelle : mais François Ier y mit obstacle, de peur que les Vénitiens, en perdant toute inquiétude, ne relâchassent les liens par lesquels la France les tenait dans sa clientèle (2). La cour de France regardait avec jalousie tout pouvoir

(1) *Paolo Giovio*, *Vita di Leone X*, L. IV, f. 91-96.

(2) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XIII, p. 155. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. IV, p. 258.

qui semblait en Italie s'élever à l'indépendance : en conservant l'alliance des Vénitiens, elle empêchait soigneusement qu'ils n'augmentassent le nombre de leurs créatures en Lombardie. Le maréchal Trivulzio, qui lui avait rendu de si grands services, lui était devenu suspect par son attachement aux Vénitiens. Il était le chef du parti guelfe; et Lautrec, pour le mortifier, comblait d'honneurs Galéazzo Visconti, chef du parti gibelin. Trivulzio, pour ne pas demeurer à la merci de tous les événements, demanda et obtint la bourgeoisie des cantons suisses; mais il ne fit par là que fournir de nouvelles armes à ses ennemis. Accusé à la cour, il se détermina, malgré son grand âge, à passer les monts, et à se présenter à François Ier pour se justifier. Le roi le reçut avec dureté, lui reprocha de jouir d'une réputation qu'il n'avait point méritée, et le força de renvoyer aux Suisses ses lettres de bourgeoisie. Peu de temps après, Trivulzio tomba malade à Chartres, et il y mourut, éprouvant jusqu'à la fin de sa longue vie cette inconstance de la fortune, à laquelle faisait allusion l'épitaphe qu'il choisit lui-même : « Jean-Jacques Trivulzio, fils d'Antoine, qui jamais ne se » reposa, repose ici; tais-toi (1). »

Des négociations, qui devaient décider du sort, non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe, occupaient alors tous les esprits. Maximilien ressentait enfin l'influence de la vieillesse; il aurait voulu assurer à son petit-fils la dignité impériale, mais il ne pouvait, d'après les constitutions de l'Empire, le faire élire, roi des Romains, jusqu'à ce qu'il eût lui-même reçu la couronne d'or des mains du pape : il songeait ou à aller la chercher à Rome, ou à obtenir de Léon X qu'il la lui envoyât en Allemagne par un légat; et pendant ce temps il s'occupait de gagner les suffrages des électeurs. Malgré les inquiétudes des princes de l'Empire, la jalousie de la France, et les artifices de la cour de Rome, il n'aurait pas tardé à réussir. Mais la mort vint rompre ces négociations d'une manière inattendue; elle surprit Maximilien à Lintz, le 19 jan-

(1) L'épitaphe fut inscrite sur son tombeau, dans l'église de Saint-Nazaire, à Milan : *Joannes-Jacobus Trivultius, Antonii filius, qui nunquam quievit, quiescit. Tace. — Carlo Rosmini, Ist. del Trivulzio,* L. XII, p. 559. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 157. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 100. — Idem, *Vite d'Uomini illustri,* L. IV, p. 259.

vier 1519, comme il se livrait avec ardeur à la chasse, et qu'il cherchait à se débarrasser d'une petite fièvre, par des remèdes hors de saison (1).

La mort de Maximilien, avant qu'un roi des Romains fût élu, ouvrait la porte à tous les candidats qui pouvaient prétendre à cette première dignité du monde chrétien. Deux seuls monarques cependant, les plus puissants de l'Europe, le roi d'Espagne et le roi de France, se mirent sur les rangs. Le premier, comme archiduc d'Autriche, et comme souverain des Pays-Bas, était déjà membre de l'Empire; le second lui était absolument étranger; mais s'il avait obtenu la couronne, il est probable qu'il aurait compromis cette suzeraineté de la monarchie française, à laquelle les Français attachaient tant de prix à si juste titre, et que pour la mieux unir à l'Empire, il l'en aurait rendue dépendante. Les ministres des deux princes représentaient qu'un monarque puissant était dans ce moment nécessaire à la chrétienté, pour arrêter les conquêtes des Turcs, qui accablaient la Hongrie, et menaçaient l'Allemagne. Cependant tous les princes et tous les États indépendants de l'Allemagne et de l'Italie avaient un sentiment tout contraire; ils voyaient avec inquiétude la couronne impériale confirmée dans la maison d'Autriche dès l'année 1438, par l'élection successive d'Albert II, de Frédéric IV et de Maximilien, et par la longueur du règne des deux derniers. Ils craignaient la subversion absolue de leurs libertés, lorsque l'héritier de ces monarques, qui les avaient déjà trop peu respectées, serait encore souverain de toutes les Espagnes, des Indes, des Pays-Bas et des Deux-Siciles. L'élection de François I[er], et les habitudes d'une monarchie absolue, qu'il apporterait dans une monarchie élective et limitée, ne paraissaient pas moins dangereuses pour l'indépendance de tous les petits États : aussi, tandis que les deux monarques faisaient promener de cour en cour, en Allemagne, des ambassades splendides, accompagnées de troupes de gendarmes et de convois d'argent, pour gagner ouvertement les suffrages, tous les amis de leur pays, tous ceux

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 169. — *Parisii de Grassis, apud Raynald. Ann. eccles.*, 1519, §§ 1, 2, p. 277. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 472. — *P. Bizarri,* L. XIX, p. 449. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 88. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. IV, p. 261.

de la liberté européenne faisaient des vœux pour que ces deux rois fussent également écartés. Plusieurs, il est vrai, et Léon X à leur tête, feignaient de s'attacher à François Ier, pour employer son argent et son crédit à combattre son compétiteur; ils se reposaient, pour rendre vains leurs propres efforts, sur l'orgueil national des Allemands, qui empêcherait toujours un roi de France de monter sur le premier trône de l'Allemagne (1).

Tandis que Léon X essayait de tenir la balance égale entre deux princes si puissants, le dernier héritier légitime de sa propre famille mourait à Florence. Laurent de Médicis, duc d'Urbin, y avait amené sa femme, Madeleine de Latour d'Auvergne; mais il lui avait communiqué la maladie honteuse dont il était lui-même atteint. Madeleine mourut le 23 avril, en mettant au jour la trop fameuse Catherine de Médicis; et cinq jours après, le 28 avril, Laurent succomba au mal qui le minait depuis longtemps (2). Il ne restait d'autre descendant de Cosme de Médicis, père de la patrie, que le pape Léon X, Catherine sa petite-nièce, des femmes mariées dans diverses maisons florentines, et trois bâtards; Jules, déjà cardinal, Hippolyte et Alexandre, encore enfants. Les descendants de Laurent de Médicis, frère de Cosme, qui vingt-cinq ans auparavant, avaient renoncé à leur nom pour prendre celui de *Popolani,* et qui, dans les révolutions de Florence, s'étaient montrés partisans du peuple et de la liberté, étaient alors partagés en deux branches; et dans la cadette, Giovanni de Médicis, fils de Catherine Sforza, commençait à s'illustrer dans les armes. Cette année même, le 11 juin 1519, il lui naissait un fils, destiné à asservir un jour sa patrie, et à porter le premier, avec le nom de Cosme, le titre de grand-duc de Toscane (3).

Les vues ambitieuses de Léon X pour sa famille, auxquelles il avait sacrifié la gloire et l'indépendance de sa patrie, ne pouvaient plus avoir d'exécution; aussi quelques citoyens prirent-ils courage

(1) *Raynaldi Annal. eccles.*, 1518, §§ 156 et seq., p. 273; 1519, §§ 8 et seq., p. 278. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 159. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 89. — *Jacopo Nardi,* L. V, p. 283. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. IV, p. 261.

(2) *Giovio Cambi,* p. 144, 149. — *Fil. Nerli,* L. VI, p. 132. — *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 468; L. XVI, p. 470.

(3) *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 335.

pour le supplier de rendre à Florence une liberté qui ne pouvait plus porter de préjudice à sa grandeur ou à celle de sa maison ; le sort du cardinal Jules, lui disaient-ils, était fixé dans l'Église, tandis que les deux enfants, Alexandre et Hippolyte, à peine reconnus par Léon X, ne paraissaient lui inspirer aucun intérêt (1). Mais Léon, dans son long exil, avait contracté la haine de la liberté ; il supposa qu'il conserverait la Toscane dans une plus grande dépendance de ses volontés, en remplaçant Laurent par son cousin le cardinal Jules; et il fit partir celui-ci pour Florence, lorsqu'il fut instruit de la maladie du premier. Jules, qui était brouillé avec Laurent, n'entra point au palais des Médicis, jusqu'après la mort de son cousin. Il annonça alors aux magistrats que son intention n'était pas de marcher sur les traces de son prédécesseur, qu'il ne s'arrogerait point comme lui la nomination de tous les offices lucratifs, et qu'il prendrait au contraire à tâche de respecter la liberté publique. En effet, les Florentins, soulagés du joug qu'ils avaient porté, crurent retrouver dans le cardinal Jules une image de leur république : ils s'attachèrent à ce prélat, qui demeura au milieu d'eux jusqu'au mois d'octobre, et qui, lorsqu'il repartit pour Rome, laissa, dans le palais des Médicis, Goro Ghéri de Pistoia, évêque de Fano, et le cardinal de Cortone, pour gouverner à sa place (2).

Le duché d'Urbin était échu au saint-siége par l'extinction de la maison de Médicis. Léon X ne voulut point le rendre à son ancien souverain, malgré le désir qu'en manifestaient les Urbinates; au contraire, pour les contenir dans la soumission, il fit démanteler leurs villes. Mais tandis qu'il incorpora le duché d'Urbin au domaine immédiat de l'Église, il céda la forteresse de San-Léo, et le comté de Montefeltro, qui se compose d'une soixantaine de châteaux ou de villages fortifiés, à la république florentine, en payement de cent cinquante mille florins qu'il lui restait devoir sur les sommes qu'il avait empruntées d'elle à l'occasion de la guerre d'Urbin (3).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 162.

(2) *Istorie di Giov. Cambi,* T. XXII, p. 152. — *Filippo de' Nerli, Commentari de' fatti civili di Firenze,* L. VII, p. 133.

(3) *Giov. Cambi,* T. XXII, p. 156. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 336.

Cependant la rivalité entre les deux prétendants à l'Empire s'était continuée avec une apparence de galanterie et d'égards mutuels. François Ier avait dit aux ambassadeurs d'Espagne, que leur maître et lui devaient se considérer comme deux amants faisant la cour à une même maîtresse, non comme deux ennemis (1). Il avait cru gagner les suffrages des électeurs, en répandant l'argent à pleines mains. Ses trois ambassadeurs, l'amiral Bonnivet, d'Orval et Fleuranges, « avoient toujours, dit le dernier, quatre cent » mille écus avec eux, que des archers portoient en brigandines » et en bougettes; et avoient lesdits ambassadeurs avec eux quatre » cents chevaux allemands aux gages du roi, qui les condui- » soient; et l'adventureux (Fleuranges) avoit avec lui quarante » chevaux, la plupart aussi allemands, tous habillés de vert, à » une manche de ses couleurs, et firent ces gens-là beaucoup de » service (2). »

Toutefois l'argent de Charles lui fit plus de service encore; il l'employa à rassembler une armée qui s'approcha tout à coup de Francfort, sous prétexte de protéger la liberté des électeurs. Les quatre voix de Mayence, de Cologne, de Saxe, et du comte Palatin, lui furent données, après que l'électeur de Saxe eut refusé la couronne qui lui était offerte à lui-même; le vote de la Bohême vint ensuite; enfin, les électeurs de Brandebourg et de Trèves furent les derniers à abandonner les intérêts du roi de France; et Charles, qui était alors en Espagne, et qui dès lors prit le nom de Charles-Quint, fut proclamé Empereur-élu, le 28 juin 1519 (3).

Pendant ce même temps, l'histoire de l'Italie ne présentait que peu d'événements. Les provinces dévastées durant la guerre cherchaient par le repos et l'économie à se relever de leurs désastres.

— *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII. p. 163. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 89. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. VI, p. 279.

(1) *Fr. Belcarii,* L. XV, p. 472.

(2) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 248.

(3) Lettres du cardinal Caietan à Léon X, de Francfort, 29 juin 1519; *in Lettere de' Principi, editio Veneta,* 1581, T. I, f. 68. — *Parisii de Grassis, apud Raynald.,* 1519, § 24, p. 282. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 264. — *Alfonso de Ulloa, Vita di Carlo V,* L. II, f. 63. — Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 263. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 475. — Schmidt, Histoire des Allemands, L. VIII, ch I et II, T. VI, p. 163.

Le marquis de Mantoue, François de Gonzague, qui, dans les guerres de la fin du siècle précédent, s'était acquis une assez brillante réputation, mourut le 20 février. De ses trois fils, Frédéric II lui succéda; Hercule fut ensuite cardinal; et don Fernand, depuis duc de Molfetta et de Guastalla, fut un des capitaines les plus illustres du siècle (1).

Le duc de Ferrare, don Alphonse d'Este, fut la même année assailli, au mois de novembre, par une maladie dangereuse, qui fit pendant quelque temps désespérer de sa vie. Son frère, le cardinal Hippolyte, à qui le pape avait rendu le séjour de la cour de Rome désagréable, vivait en Hongrie, dans son archevêché de Strigonie. Alphonse avait payé les dettes énormes qu'il avait contractées pendant ses longues guerres; il avait même amassé un trésor considérable; mais il n'avait pu y réussir qu'en accablant ses sujets par des impôts révoltants. Il ne se départait d'une économie sordide sur tous les autres points, que lorsqu'il s'agissait d'augmenter les fortifications de Ferrare, de fondre de nouvelle artillerie, ou de se pourvoir de nouvelles munitions de guerre. Il avait fait de sa capitale une ville presque imprenable; mais il avait chèrement acheté cet avantage, au prix de l'affection de ses peuples, que ses impôts multipliés et ses monopoles lui avaient fait perdre. Après la paix, il avait licencié ses troupes, et il croyait n'avoir plus rien à craindre, lorsqu'à l'époque même où il tomba malade, une inondation renversa les murailles de Ferrare, sur une étendue de quatre-vingts pieds, et l'exposa ainsi à de nouveaux dangers (2).

Léon X n'avait point rendu à Alphonse d'Este les deux villes de Modène et de Reggio, qu'il lui détenait injustement, même après que la mort de son neveu eut mis un terme à tous les projets qu'il avait précédemment formés pour l'agrandissement de sa famille. Loin d'être ramené par cet événement à des sentiments plus modérés, lorsqu'il apprit la maladie d'Alphonse, et la chute des murs de sa capitale, il résolut d'en profiter pour lui enlever son dernier asile. Il prêta dans ce but dix mille ducats à Alexandre

(1) *Muratori, Annali d'Italia, ad ann.* 1519, p. 160.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 165. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 478.

Frégose, évêque de Vintimille, fils de ce cardinal, Paul Frégose, dont le caractère belliqueux avait causé tant de révolutions dans le siècle précédent. Frégose, que son cousin Octavien avait exilé de Gênes, et qui vivait alors à Bologne, solda avec cet argent deux mille fantassins dans les terres de l'Église et la Lunigiane (1). Il avait compté, comme il arriva en effet, que tout le monde croirait ces troupes destinées à tenter une révolution à Gênes. Lorsqu'il apprit que son cousin Octavien s'était mis sur ses gardes dans cette dernière ville, il feignit d'en être fort troublé, et il offrit à Frédéric de Bozzolo de le seconder avec ses troupes, qui étaient déjà payées pour un mois, dans un démêlé qu'avait celui-ci avec Jean-François Pic de La Mirandole, sur la possession de Concordia. Sous ce prétexte, il s'approcha du Pô, espérant le passer sans obstacle et marcher à l'improviste sur Ferrare. Un agent du pape lui avait préparé des barques à l'embouchure de la Secchia dans le Pô; mais à l'approche de cette petite armée, le marquis de Mantoue fit enlever toutes ces barques; il pénétra les vrais desseins de l'évêque de Vintimille, et en donna avis au duc de Ferrare, qui se hâta de se mettre sur ses gardes. Alexandre Frégose, n'espérant plus le surprendre, licencia ses troupes. Le duc porta plainte contre lui auprès du pape, pour avoir voulu l'attaquer au milieu de la paix, et Léon n'hésita point à désavouer cet évêque (2).

Mais la dignité dont les papes sont revêtus ne les laisse presque jamais exposés à souffrir de leurs fautes : leurs provocations ne sont suivies d'aucunes représailles; s'ils se rendent coupables d'une perfidie, on redoute de l'articuler et on n'ose point attaquer leur réputation. Cette espèce d'impunité ne peut manquer de les corrompre. Dès qu'un pape s'est livré à l'ambition d'agrandir ses États, une tentative manquée ne le décourage point, et un échec n'est pour lui qu'un motif de renouveler ses efforts. Alexandre VI avait commencé la guerre contre les feudataires de l'Église, et il avait dépouillé tous ceux de la Romagne, pour agrandir son fils à leurs dépens. Jules II, avec une ambition plus généreuse, s'était

(1) *Petri Bizarri Genuens. Hist.*, L. XIX, p. 449.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 166. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 478.

attaqué à des princes plus puissants : il avait expulsé les Bentivoglio de Bologne, chassé les Vénitiens de Romagne, et commencé la guerre contre le duc de Ferrare ; mais il avait conservé leur pouvoir à ceux qui, se soumettant sans réserve à l'Église, n'étaient réellement que ses vicaires, comme ils en portaient le titre, et qui ne commandaient qu'en son nom.

Jean-Paul Baglioni, seigneur de Pérouse, était le plus illustre parmi ces derniers. Après avoir fait sa paix avec Jules II, il l'avait servi dans toutes ses guerres, et il s'était toujours montré sujet fidèle des pontifes. Il avait été appelé par les Vénitiens à commander leurs armées, pendant la guerre de la ligue de Cambrai, et il y avait fait briller sa prudence, sa connaissance des lieux, des hommes, et de l'art de la guerre ; en sorte que, malgré plusieurs revers, les Vénitiens ne lui avaient point retiré leur confiance. Après la paix, il était revenu à Pérouse. Le pape avait d'abord applaudi à sa contenance, lorsque le duc d'Urbin s'était approché de Pérouse avec son armée : néanmoins il lui reprocha plus tard une secrète intelligence avec le duc, persuadé que Baglioni ne pouvait voir sans chagrin la ruine de ce dernier des feudataires de l'Église, son voisin et son ami.

Baglioni avait, dans Pérouse, un rival de la même famille que lui, nommé Gentile : il l'en chassa en 1520, et fit périr quelques-uns de ses partisans, accusés d'un complot contre lui. Le pape prit la défense de Gentile, et cita Jean-Paul à comparaître à Rome en personne. Jean-Paul, malade, ou feignant de l'être, envoya Malatesta, son fils, à sa place, pour se justifier. Léon X l'accueillit avec une extrême prévenance; mais, en même temps, il lui déclara qu'il voulait que le seigneur de Pérouse comparût lui-même pour plaider sa cause. Afin qu'il n'eût cependant aucune inquiétude pour sa sûreté, il lui envoya un sauf-conduit écrit de sa main; il donna en même temps sa parole à Camillo Orsini, gendre de Baglioni, et à d'autres amis puissants du seigneur de Pérouse, que celui-ci ne courait aucun danger. Orsini, après avoir obtenu ces assurances, se fit un devoir de presser son beau-père d'obéir. Baglioni le crut ; et le lendemain matin de son arrivée à Rome, il se rendit au château Saint-Ange, où le pape avait été loger : mais, au lieu d'être admis à son audience, il fut arrêté par le châtelain, et livré à la torture par les bourreaux. Ce n'était

point sur un crime en particulier qu'on l'interrogeait; on lui demandait une confession générale de tout ce qu'il avait commis de répréhensible pendant la durée de sa vie. Il s'en fallait de beaucoup que cette vie fût sans reproches. Baglioni confessa plusieurs actes de cruauté, commis pour conserver la tyrannie; plusieurs débauches scandaleuses, et, entre autres, un inceste avec sa sœur, qu'il avait pris peu de peine à dissimuler. Sur ces aveux, après avoir passé deux mois en prison, il fut décapité par l'ordre de Léon X. Sa femme et ses enfants se réfugièrent à Padoue, sous la protection des Vénitiens; et Pérouse fut entièrement soumise à l'autorité du saint-siége (1).

La même année, Léon X, qui avait engagé à son service Jean de Médicis, fils de la fameuse Catherine Sforza de Forli et de son second mari, chargea ce jeune homme, en qui se développaient déjà l'ardeur militaire et l'impétuosité qui firent plus tard sa réputation, de chasser de Fermo Louis Fréducci, qui commandait dans cette ville. Fréducci passait pour un bon capitaine; mais il n'avait sous ses ordres que deux cents hommes d'armes, avec lesquels il ne pouvait espérer de résister à mille chevaux et quatre mille fantassins que commandait Jean de Médicis. Il essaya de s'échapper de Fermo avec ses deux compagnies de gendarmerie: Médicis l'atteignit, entoura sa troupe, et ne consentit à accorder de quartier au reste de ses soldats qu'après que Fréducci eut péri dans le combat avec plus de cent des siens. La mort de Fréducci glaça du terreur tous les petits seigneurs ou tyrans des Marches: les uns s'enfuirent, sans essayer une vaine résistance; d'autres accoururent à Rome pour implorer la clémence du pontife. Léon X les fit aussitôt jeter en prison, puis appliquer à la torture, pour obtenir d'eux une confession générale. Il n'y en avait aucun qui, dans le cours de sa vie, n'eût quelque crime à se reprocher : sa confession était aussitôt suivie de son supplice. Ainsi, Amadei, tyran de Récanati; Zibicchio, chef de parti à Fabbriano; Hector

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 170. — *Anonimo Padovano, presso Muratori, Annali d'Italia, ad ann.* 1520, p. 162. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 90.—*Onofrio Panvino, Vite de' Pontifici, in Leone X,* p. 262, v. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 480. — *Sansovino, Famiglie illustri d'Italia,* f. 21.

Sévériani, chef de parti à Bénévent, furent pendus, après avoir été exposés à la torture, quoiqu'ils fussent venus se livrer eux-mêmes au souverain pontife, et qu'aucune accusation ne pesât auparavant sur eux (1).

Mais la souveraineté qui tentait le plus l'ambition de Léon X était celle de Ferrare; il avait essayé l'année précédente de s'en emparer par surprise : il fit cette année une nouvelle tentative dont le caractère était plus odieux. Uberto Gambara, protonotaire apostolique, qui parvint ensuite à la dignité de cardinal, fut chargé de séduire Rodolphe Hello, Allemand, capitaine de la garde du duc. Il lui donna deux mille ducats, et lui en promit beaucoup davantage, tandis que Hello s'engagea en retour à assassiner Alphonse, et à livrer la porte de Castel Téaldo, citadelle de Ferrare, aux troupes de l'Église, qui arriveraient de Modène et de Bologne. Le jour était fixé pour l'exécution, et l'ordre était donné à Guicciardini, l'historien, qui commandait à Modène, et à Guido Rangone, qui commandait à Bologne pour le pape, de faire avancer les troupes pontificales devant les portes de Ferrare. Mais Rodolphe Hello avait révélé dès le commencement, au duc de Ferrare, les propositions qu'on lui avait faites; et c'était par ses ordres qu'il avait paru ensuite entrer dans le complot. Lorsque toutes les lettres de Gambara furent entre les mains du duc, et que tous les desseins de Léon X lui furent complétement connus, il en fit faire un procès authentique avec les interrogatoires de plusieurs complices; et il le déposa, ainsi que les lettres originales de Gambara, dans les archives de la maison d'Este, où Muratori en a pris connaissance; puis il étouffa cette affaire, pour éviter, s'il était possible encore, de se brouiller irrémissiblement avec Léon X (2).

Ce pontife, livré à la mollesse et à tous les plaisirs, passant sa vie dans les festins, occupé de musique, de comédie, de céré-

(1) *Pauli Jovii Vita Leonis X,* L. IV, p. 63. — *Anonimo Padovano, presso Muratori, Annali,* 1520, p. 163.

(2) *Muratori, Annali d'Italia, ad ann.* 1520, T. XIV, p. 164. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIII, p. 171, qui supprime du complot le projet d'assassinat, auquel il est possible qu'il n'eût pas participé. Giraldi et Paul Jove se taisent sur cet événement odieux, et M. Roscoe se fonde sur leur silence pour le révoquer en doute, *Vie de Léon X,* Ch. XXIII, T. III, p. 324, trad.

monies bouffonnes, où il faisait marcher ses baladins entourés d'une pompe ridicule, enivré des éloges des poëtes et des orateurs qu'il comblait de présents, et ne donnant presque aucune attention à l'orage que Luther excitait alors même contre lui en Allemagne, ne paraissait pas devoir désirer une guerre nouvelle. Sa prodigalité avait dissipé en peu de temps, au sein de la paix, les immenses trésors que Jules II avait su amasser pendant des guerres continuelles : aussi, pour satisfaire aux besoins de son luxe inconsidéré, il était obligé d'augmenter sans cesse le scandaleux trafic des indulgences, et de rendre plus frappants ces désordres mêmes, contre lesquels les premiers réformateurs osaient enfin élever la voix (1).

Mais une vague inquiétude d'esprit lui faisait désirer des scènes nouvelles, et de nouveaux sujets de flatterie à fournir à ses courtisans; comme il n'avait plus de famille à qui il pût transmettre la grandeur qu'il voulait acquérir, il portait envie à la gloire de Jules II, qui avait marqué son pontificat par les conquêtes du saint-siége : il s'attachait aussi à la chimère de ce même Jules *de chasser les barbares d'Italie*, en armant l'un contre l'autre les deux princes rivaux; et il ne songeait pas que celui qu'il aurait aidé à vaincre, serait bien plus fortifié par sa victoire, qu'affaibli par les efforts qu'elle lui aurait coûtés.

Le traité de Noyon avait laissé beaucoup de germes de dissensions entre Charles-Quint et François Ier. Le dernier n'avait point obtenu de satisfaction pour son allié le roi de Navarre. Il renouvelait ses prétentions sur le royaume de Naples, prenant occasion de l'ancienne constitution des papes qui, dès le temps où ils avaient enlevé ce royaume à Manfred, pour en gratifier la maison d'Anjou, avaient exigé qu'il ne pût jamais être possédé par le chef de l'Empire. Charles-Quint avait lui-même prêté serment de ne point réunir les deux couronnes; et puisqu'il devait abdiquer celle de Naples, François se croyait fondé à la redemander. De son côté, Charles voulait faire revivre ses prétentions sur le duché de Milan

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 173. — *Raynaldi Ann. eccles., ad ann.* 1517, § 56 et seq. ann. 1518, 1519, 1520. — Fleury, Histoire ecclésiastique, L. CXXV. ch. 29 et suiv. — *Spondanus, continuatio Annal. Baronii,* 1517, § 12, T. II, p. 596 et seq.

et sur celui de Bourgogne. Tous deux opposant les droits imprescriptibles de la légitimité, aux conventions et aux traités, se fondaient sur une doctrine qui, si elle était admise, exilerait pour jamais la paix et la bonne foi de chez les hommes. La jalousie naturelle entre deux souverains jeunes, ambitieux, puissants et rivaux de gloire, aiguisait leurs ressentiments, et les rendait plus obstinés à maintenir leurs prétentions mutuelles. Cependant des insurrections en Espagne, des guerres en Allemagne entre la ligue de Souabe et le duc de Wurtemberg, avaient jusqu'alors donné trop d'occupation à Charles V, pour qu'il pût se hasarder encore à commencer les hostilités contre la France.

François s'était réservé la faculté de fournir des secours au roi de Navarre, pour recouvrer ses États sans rompre pour cela la paix générale conclue entre les deux couronnes. Ces secours furent envoyés par la France au commencement de l'année 1521 (1). En même temps, une autre petite guerre avait été allumée dans les Ardennes et le duché de Luxembourg, entre Robert de la Marck, seigneur de Sedan, secondé par son fils le maréchal de Fleuranges, et madame de Savoie, gouvernante des Pays-Bas pour Charles-Quint (2). Rien n'annonçait encore, il est vrai, une guerre directe entre les deux monarques; et surtout elle ne pouvait s'étendre à l'Italie, pourvu que le pape demeurât neutre. Ses États et ceux de Florence couvraient le royaume de Naples contre les attaques des Français; ceux-ci, d'autre part, n'avaient rien à craindre pour le Milanez, dont les frontières du côté de l'Allemagne étaient couvertes par l'alliance du roi avec la république de Venise, et par celle qu'il avait conclue à Lucerne avec les Suisses, le 5 mai 1521 (3).

Mais la paix avait cessé de plaire à Léon X; et ses négociateurs, tant auprès de Charles-Quint qu'auprès de François I[er], n'étaient occupés qu'à les armer l'un contre l'autre. Le pape n'avait pas encore déterminé auquel des deux il voulait s'unir. En fai-

(1) Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 89.

(2) Mémoires de Fleuranges, p. 285. — Mémoires de du Bellay, L. I, p. 92-99.

(3) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XIV, p. 176. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.* L. VI, p. 284.

sant la guerre aux Français, il pouvait leur enlever Parme et Plaisance, qu'il se reprochait d'avoir perdues, après que son prédécesseur en avait fait la conquête : en attaquant l'Empereur, il pouvait lui enlever quelques provinces du royaume de Naples, qui n'étaient pas moins à sa convenance. Il faisait tour à tour des propositions à l'un et à l'autre, tandis qu'Antonio Pucci, évêque de Pistoia, était allé lever pour lui six mille Suisses, auxquels Lautrec accorda sans difficulté la permission de traverser au mois de mars la Lombardie, parce qu'il les crut destinés contre le royaume de Naples. Léon X, qui n'avait pas encore pris son parti, les cantonna dans la Marche d'Ancône; et les Suisses, ennuyés de leur oisiveté, désertèrent presque tous (1).

Enfin les négociateurs de Léon X convinrent avec ceux de François Ier d'un traité d'alliance, en vertu duquel le pape et le roi s'engageaient à attaquer en commun le royaume de Naples. Après sa conquête, tout le pays situé entre Rome et le Garigliano devait être réuni à l'Église : le reste devait former un royaume pour le second fils de François Ier. Mais comme ce second fils était alors en bas âge, jusqu'à sa majorité, tout le royaume devait être gouverné par un légat pontifical. François Ier s'engageait de plus à retirer sa protection au duc Alphonse d'Este, comme à tout autre feudataire de l'Église; en sorte que la conquête du duché de Ferrare était aussi au nombre des avantages que le pape devait retirer de cette alliance (2).

Ces préliminaires avaient été signés avant que les hostilités eussent commencé en Navarre. Sur ces entrefaites, Asparoth, frère de Lautrec, entreprit et acheva en peu de temps la conquête de ce royaume. Le soulèvement des Espagnols contre les conseillers flamands de Charles-Quint, et la violence des guerres civiles, entre les partisans du despotisme et ceux de la liberté, dans les deux royaumes de Castille et d'Aragon, paraissaient offrir aux Français une occasion favorable pour pousser beaucoup plus loin

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 175. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 481. — *Raynaldi Annal. eccles.,* 1521, § 76, p. 335 et seq. — *Muratori, Annali d'Italia,* T. X, p. 146, ad annum 1521.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 176. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 102. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. IV, p. 277.

ces premiers succès. Dans ce moment, le traité conclu avec Léon X fut soumis à la ratification du conseil du roi. Il y fut examiné avec beaucoup de défiance : le pape avait donné tant de preuves de son inimitié, qu'on était peu disposé à croire qu'il voulût établir les Français à Naples, tandis qu'il paraissait les souffrir avec peine dans le Milanez. On craignait plutôt qu'après avoir attiré leur armée de la Campanie, il ne se joignît à l'Empereur pour la détruire, et attaquer ensuite le duché de Milan, demeuré sans défense. François I[er], dans cette incertitude, n'envoyait point sa ratification. Léon X en fut piqué : d'ailleurs Lautrec, et l'évêque de Tarbes, ambassadeur à Rome, l'avaient offensé en rejetant l'autorité de la cour de Rome dans toutes les affaires bénéficiaires du duché de Milan; il revint aussitôt à l'Empereur, avec lequel il n'avait pas cessé de négocier, et il signa avec lui, le 8 mai 1521, un traité par lequel les confédérés s'obligeaient à établir dans le duché de Milan François Sforza, second fils de Louis le Maure : après avoir détaché de ce duché Parme et Plaisance, qui, aussi bien que le duché de Ferrare, seraient réunis aux États du saint-siége. Le pape releva Charles V de l'empêchement de posséder en même temps le royaume de Naples et l'Empire; et il demanda en retour un fief dans le royaume de Naples pour Alexandre de Médicis, fils naturel de Laurent, duc d'Urbin (1).

François Sforza, que les confédérés voulaient placer sur le trône de Milan, était alors à Trente : il y avait été joint par Jérôme Morone, qui avait été confident et principal ministre de son frère; et qui, après l'avoir engagé à rendre par capitulation le château de Milan, s'aperçut qu'il était suspect aux Français, et qu'il ne serait pas longtemps en sûreté sous leur domination. Morone, le plus intrigant des Italiens, le plus adroit, le plus rusé et le plus souple, avait formé des intelligences avec tous les mécontents de Lombardie, que les manières dures et hautaines de M. de Lau-

(1) La bulle du pape, qui délie Charles V du serment prêté comme roi de Naples, est du 3 juin 1521. *Raynaldi Ann. eccles.*, §§ 81-86, p. 336 et seq. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 181. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, p. 97. — *Galeatius Capella, de Bello Mediolan.*, L. I, p. 4. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 483. — *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 286. — *Paolo Paruta,* L. IV, p. 279. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 157. — *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. XII. p. 721.

trec avaient singulièrement multipliés. Il avait promis au pape qu'une insurrection simultanée surprendrait les Français dans toutes les villes à la fois, avant qu'ils eussent le temps de lever de l'infanterie, ou d'en faire venir de par delà les monts; et les mille gendarmes qu'ils tenaient en cantonnement en Lombardie n'étaient pas jugés suffisants pour défendre cette province, même pendant peu de jours, contre les attaques du peuple, celles du pape et celles de l'Empereur. La coopération si active de ce chef de parti fut probablement le motif principal qui décida Léon X à demander le rétablissement de Sforza sur le trône de Milan (1).

La ligue était enveloppée de tout le secret d'une conspiration; et en effet c'était comme une conspiration qu'elle devait éclater dans les provinces, où l'insurrection était organisée partout à la fois, depuis les montagnes de Como jusqu'à Parme. Les alliés estimaient plus important encore d'opérer une révolution à Gênes, pour ouvrir au roi d'Espagne toutes les communications par mer avec la Lombardie. Jérôme Adorno devait entrer dans le port de cette ville avec neuf galères, tandis que son frère Antoniotto arriverait par les montagnes jusqu'au pied des murs. Pour que leur attaque fût plus complétement inattendue, ils firent en sorte d'intercepter pendant vingt jours tous les courriers qui se rendaient à Gênes; mais cet excès de précaution tourna contre eux. Octavien Frégose, qui gouvernait la Ligurie pour le roi, alarmé de ce silence universel, se tint sur ses gardes, avec plus de vigilance que jamais: Jérôme Adorno ne put entrer dans le port; il débarqua ses troupes à Chiavari et à Recco, pour joindre celles de son frère, qui s'avançaient par Piétra-Santa. En vain ils tentèrent d'exciter un soulèvement parmi leurs partisans; aucun Génois ne prit les armes pour eux, aucune place forte ne leur ouvrit ses portes, et ils furent obligés de passer en Lombardie avec environ trois mille fantassins espagnols, après avoir renvoyé leur flotte à Naples (2).

(1) *Galeatius Capella, de Rebus gestis pro restitutione Francisci II Mediolan. ducis,* L. I, f. 4. — *Editio Princeps,* 1533, in-8°. Galeazzo Capella était lui-même secrétaire de Jérôme Morone.

(2) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.,* L. XII, p. 722. — *Petri Bizarri Sen. Pop. Q. Genuens. Hist.,* L. XIX, p. 450. — *Galeatius Capella,* L. I, p. 8. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 183.

M. de Lautrec était à cette époque à la cour de France, et il avait laissé à sa place, pour gouverner la Lombardie, son frère, M. de Lescuns, qui, nous dit Fleuranges, « avoit laissé le bon» net rond, et étoit évêque de Tarbes au commencement; mais il » se sentit trop gentil compaignon pour se mettre d'Église; aussi » je vous assure qu'il étoit tel (1). » Lescuns fut averti que Morone était parti subitement de Trente, pour se rendre par des routes détournées à Reggio, où commandait alors François Guicciardini l'historien. Il sut qu'un grand nombre d'émigrés milanais s'étaient rassemblés dans la même ville, et, supposant qu'ils avaient intention de surprendre Parme, il se rendit lui-même en diligence devant Reggio, pour faire expliquer le gouverneur sur les intentions du pape, et exiger de lui de disperser les émigrés auxquels il avait donné asile, contre la teneur des traités et les règles du bon voisinage. Cependant, pour appuyer ses instances par un peu de crainte, et peut-être, si l'occasion s'en présentait, pour surprendre Reggio, il prit avec lui quatre cents lances, et il donna ordre à Frédéric de Bozzolo de le suivre de près avec mille fantassins (2).

Guicciardini était sur ses gardes, et Reggio n'avait rien à craindre de la visite de M. de Lescuns. Celui-ci demanda une conférence au gouverneur; elle eut lieu le 24 juin dans le ravelin de la porte qui mène à Parme. Pendant qu'ils discouraient, les émigrés milanais, qui étaient accourus sur les murs, croyant ou feignant de croire que quelques soldats français avaient voulu entrer de force, firent feu sur la suite de M. de Lescuns, et tuèrent Alexandre Trivulzio, un des chefs de la faction qui leur était contraire. Il y eut alors une mêlée, dans laquelle Lescuns lui-même aurait été tué, si Guicciardini ne l'avait pris sous sa protection, et ne l'avait fait entrer à Reggio. Les gendarmes français le crurent prisonnier, et se débandèrent : cependant comme personne ne les poursuivait, et qu'ils rencontrèrent dans leur fuite Frédéric de Bozzolo, qui venait à leur aide, ils se remirent bientôt de leur

(1) Mémoires de Fleuranges, T. XVI, p. 316.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 184. — *Galeatius Capella, de Bello Mediolan.,* L. I, f. 5.

terreur, et Guicciardini permit le lendemain à M. de Lescuns d'aller les joindre (1).

Les projets que Morone avait formés sur Parme, et que les émigrés rassemblés à Reggio devaient exécuter, étaient éventés : ceux de Manfred Palavicini sur Como eurent une issue plus funeste encore. Ce gentilhomme, auparavant partisan des Français, mais que Lautrec avait aliéné, s'était associé à un chef de brigands fameux dans ces montagnes : Jean, surnommé le fou de Brinzi, qui s'était engagé à conduire à Como quatre cents soldats Allemands, et autant d'Italiens, tandis que leurs amis dans la ville devaient abattre un pan de mur pour les faire entrer. Mais Gratien des Guerres, qui commandait à Como, quoiqu'il n'eût que deux cents hommes sous ses ordres, suppléa par son courage, sa vigilance et son activité, à ce qui lui manquait de forces. Il surprit la troupe qui venait pour le surprendre, et la dissipa ; il fit prisonnier Manfred Palavicini et le fou de Brinzi, qu'il envoya à Milan. Le gouvernement, voulant frapper ses ennemis de terreur, les fit écarteler ; et il condamna au même affreux supplice plusieurs gentilshommes milanais qui avaient eu connaissance de leurs projets (2).

Léon X n'avait point encore avoué son alliance avec l'Empereur ou ses projets belliqueux ; mais il feignit un grand ressentiment, lorsqu'il apprit la violation à main armée du territoire de Reggio par M. de Lescuns. Il annonça au consistoire que les Français ne respectaient plus les possessions de l'Église ; et que, pour réprimer leur audace, il se voyait obligé de s'allier à l'Empereur, et de travailler à les chasser d'Italie. Il donna le commandement de ses troupes à Frédéric de Gonzague, marquis de Mantoue, qui, en l'acceptant, renvoya au roi de France le collier de l'ordre de Saint-Michel, dont il était décoré. François Guicciardini devait lui servir de conseil, avec le titre de commissaire général. Le marquis

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 185. — *Galeatius Capella,* L. I, f. 5. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 161. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 491. — *Pauli Jovii Hist. epitome,* L. XX, T. II, p. 6.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 186. — *Galeatius Capella,* L. I, p. 7. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 165. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 99. — *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 287.

de Pescaire commandait l'infanterie espagnole, Prosper Colonna fut mis à la tête de l'armée combinée du pape et de l'Empereur. Elle était composée de six cents hommes d'armes de l'Église ou des Florentins, autant de l'Empereur, quatre mille fantassins Espagnols, six mille Italiens, et six ou huit mille Allemands, Grisons et Suisses. Au commencement du mois d'août, elle vint prendre position sur la Lanza, à cinq milles de Parme (1).

Lorsque Lautrec, qui était à Paris, fut averti de la publication de la ligue du pape et de l'Empereur, il n'hésita point à annoncer au roi que le Milanez était perdu, si l'on ne se hâtait d'y faire passer quatre cent mille écus, pour lever une infanterie suisse qui suffît à sa défense. Tandis que Louis XII avait ménagé le Milanez, comme un ancien héritage auquel il était affectionné, François Ier n'y avait vu qu'une riche province, qui pouvait plus payer que toutes les autres. Les habitants étaient foulés en même temps par des contributions ruineuses, par des logements continuels de gens de guerre, par l'insolence et les caprices des commandants, par la cruauté des tribunaux, qui punissaient de supplices atroces les mécontents et les hommes suspects. « On estimoit, dit messire » Martin du Bellay, le nombre de ceux que le sieur de Lautrec » avoit bannis de l'État de Milan, aussi grand que celui qui étoit » demeuré; et, disoit-on, que la plus grande part avoient été bannis » pour bien peu d'occasion, ou pour avoir leurs biens, qui estoit » cause de nous donner beaucoup d'ennemis, qui depuis ont été » moyen de nous chasser de l'État de Milan, afin de rentrer en » leurs biens. Auparavant que ledit maréchal de Foix fut venu » lieutenant du roi au duché de Milan, estant comme dit est le » seigneur de Lautrec venu en France, le seigneur de Téligny, sé- » néchal de Rouergue, demeura en son lieu audit duché, lieute- » nant du roi, lequel avoit par sa sagesse et gracieuseté gaigné » les cœurs des Milanois, si que le pays estoit en grande patience; » mais le seigneur de Lescuns arrivé, et le sénéchal de retour, les

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 187. — *Galeatius Capella,* L. I, f. 7. — *Pauli Jovii Vita Alfonsi Piscarii,* L. II, p. 300. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 172. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. IV, p. 481. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. VI, p. 287. — *Fr. Belcarii Comment. rer. Gall.,* L. XVI, p. 492.

» choses changèrent; aussi firent les hommes d'opinion (1). »

François I[er] parut sentir l'étendue du danger que lui représentait Lautrec, dans un pays attaqué par une puissante armée, entouré de toutes parts d'ennemis, et qui soupirait après une révolution. Les dissipations de sa cour, et le goût effréné du monarque pour les plaisirs, avaient déjà jeté les finances dans un désordre extrême; en sorte que, malgré des promesses vagues, un général pouvait craindre de ne point recevoir à temps les subsides qui lui étaient promis : mais le sieur de Semblancey, surintendant des finances, s'engagea, sur l'ordre exprès du roi, à faire trouver à Lautrec quatre cent mille écus à Milan, le jour même où il arriverait. Lautrec partit, et à son arrivée à Milan, il n'y trouva point d'argent; aussi, pour faire un premier payement aux Suisses, qui commençaient à venir se ranger sous ses drapeaux, il força tous les riches particuliers de Lombardie, par des menaces et des rigueurs intolérables, à lui remettre tout l'argent qu'il leur était possible de se procurer sur leur crédit (2).

L'expérience de Prosper Colonna était fort grande dans l'art de la guerre; mais sa tactique était lente et timide, et l'âge avait encore ajouté à sa défiance et à sa lenteur. Avant d'entrer en pays ennemi, il voulut attendre six mille fantassins allemands que Ferdinand, frère de l'Empereur, avait rassemblés pour lui en Carinthie, et trois mille Suisses que le pape avait soldés. Les Vénitiens ne purent fermer le passage à ces troupes; et Colonna, après les avoir reçues dans son camp, et avoir perdu treize jours sur les bords de la Lenza, vint enfin ouvrir ses batteries contre Parme, du côté du faubourg de Codiponte, sur la gauche de la rivière (3).

Lautrec avait chargé son frère, M. de Lescuns, de la défense de Parme : il lui avait promis qu'il ne tarderait pas à venir à son secours; il avait de même annoncé aux Vénitiens que de puissants renforts passaient les montagnes pour venir le joindre : cependant ses troupes ne se rassemblaient que lentement, et l'argent

(1) Mémoires de messire Martin du Bellay, L. II, p. 159.

(2) *Galeatius Capella*, L. I, f. 7. — *Jacopo Nardi*, L. VI, p. 288.—*Fr. Guicciardini*. T. II, L. XIV, p. 183. — *Fr. Belcarii*, L. XVI, p. 496.

(3) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XIV, p. 189. — *Paolo Paruta*, L. IV, p. 282. — *Galeatius Capella*, L. I, f. 8. — Mémoires de du Bellay, L. II, p. 175. — *Fr. Belcarii*, L. XVI, p. 493. — *Pauli Jovii Vita Piscarii*, L. II, p. 300.

qui lui avait été si solennellement promis n'arrivait point. Il avait avec lui cinq cents lances, sept mille Suisses, et quatre mille fantassins français, conduits par M. de Saint-Valier. L'armée vénitienne, sous les ordres de Théodore Trivulzio, et du provéditeur André Gritti, était, à sa demande, venue se réunir à lui dans le Crémonais; elle était forte de quatre cents lances et quatre mille fantassins : mais jusqu'à ce qu'il eût été joint par six mille Suisses qu'il attendait encore, il ne voulait point se mettre en un lieu où il pût être forcé au combat (1).

La ville de Parme est divisée par la rivière de même nom, qui laisse à sa gauche, et du côté de Plaisance, un quartier nommé Codiponte, de moitié moins considérable que celui qui est sur la droite. L'un et l'autre quartier était fortifié du côté du lit de la rivière, qui, réduite souvent à un filet d'eau, au milieu d'une large plaine couverte de graviers, aurait ouvert sans cela une entrée aux ennemis, jusqu'au centre de la ville. Prosper Colonna avait attaqué, le 29 août seulement, le quartier ou faubourg de Codiponte; et en deux jours ses batteries firent aux murailles une brèche assez large pour que M. de Lescuns jugeât impossible de les défendre davantage. Dans la nuit du 1er au 2 septembre, il retira toutes ses troupes sur la rive droite. Les habitants du faubourg abandonné se hâtèrent d'ouvrir leurs portes à l'armée de Prosper Colonna, en exprimant leur joie de pouvoir retourner sous l'autorité pontificale : mais cette joie fut de courte durée; les soldats, sans tenir aucun compte de leurs bonnes dispositions, les pillèrent avec la plus grande cruauté (2).

La nuit même qui suivit ce premier succès, Prosper Colonna fut averti que le duc de Ferrare, pour se montrer fidèle à l'alliance de la France, venait d'attaquer Finole et San-Félice, avec cent hommes d'armes, deux cents chevau-légers, et deux mille fantassins, et que Lautrec s'était avancé jusque sur le Taro. Il

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 192. — *Galeatius Capella, de Bello Mediolan.,* L. I, p. 9. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.,* L. IV, p. 283. — *Pauli Jovii Vita Alfonsi Piscarii,* L. II, p. 301. — *Ejusdem Vita di Leone X,* L. IV, f. 97.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 194. — *Galeatius Capella,* L. I, f. 9. — *Pauli Jovii Vita Alfonsi Avali Piscarii,* L. II, p. 301. — *Paolo Paruta,* L. IV, p. 284. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 177.

jugea dangereux de poursuivre le siége de Parme avec deux armées ennemies dans son voisinage; et quoique le marquis de Mantoue, pour ne pas signaler ses premières armes par un acte de faiblesse, représentât combien Lautrec ou le duc de Ferrare étaient peu en mesure de les attaquer, combien il était honteux d'abandonner devant eux une ville plus qu'à moitié prise; quoique Guicciardini et François Moroni l'exhortassent de même à achever ce qu'il avait si bien commencé, Prosper Colonna fut inflexible: le marquis de Pescaire se rangea à son avis, déclarant qu'il voulait réserver ses soldats pour une victoire assurée; et l'armée se retira sur la rivière de Lenza, pour y attendre de nouveaux ordres de Rome, et de nouveaux renforts (1).

Cet échec pouvait avoir les conséquences les plus funestes pour la ligue. Les généraux du pape étaient disposés à croire que ceux de l'Empereur n'avaient abandonné une conquête presque achevée, à l'approche de forces inférieures aux leurs, que parce qu'ils enviaient au pontife l'acquisition de Parme: de son côté, Colonna soupçonnait Léon X de vouloir se retirer de la guerre, et cesser de contribuer au maintien de l'armée, dès qu'il aurait recouvré Parme et Plaisance, qui lui avaient été assignées en partage. L'armée de la ligue demeura un mois stationnaire, et divisée par une secrète défiance. Mais Léon X, s'attachant plus que jamais à l'espoir de faire des conquêtes, avait chargé le cardinal de Sion de faire pour lui en Suisse de nouvelles levées: elles arrivèrent successivement dans le Modénais; et Prosper Colonna, encouragé à reprendre ses opérations avec une nouvelle activité, passa le Pô le 1er octobre, pour porter la guerre dans le Crémonais. Lautrec, qui de son côté avait reçu des renforts considérables, laissa échapper une belle occasion de le battre au passage de la rivière (2).

L'armée de Lautrec, grossie par près de vingt mille Suisses,

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 197. — *Pauli Jovii Vita Alfonsi Piscarii,* L. II, p. 302. — *Vita di Leone X,* L. IV, f. 98.—*Galeatius Capella,* L. I, f. 9. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 178. — *Anonimo Padovano. presso*, *Muratori Annali,* T. X, p. 148. — Mémoires de Fleuranges, chapitre dernier, p. 316-319. — *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 288. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 338.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 201. — *Georg. von Frundsberg,* B. II, f. 32.

était supérieure en force à celle qui venait l'attaquer ; et quoique sa cour le laissât toujours sans argent, s'il avait amené promptement la guerre à une décision, comme tous ses capitaines le lui conseillaient, il aurait tiré bon service de ses Suisses dans une bataille : mais il attachait malheureusement sa vanité à ne jamais prendre l'avis qui lui était suggéré. Pour paraître en savoir plus que tous les autres, il croyait nécessaire de s'écarter toujours de l'opinion commune. Cette obstination lui fit manquer une occasion unique de détruire l'armée de Prosper Colonna, qui avait imprudemment pris son quartier à Rébecco, sur les bords de l'Oglio et sous le canon de la forteresse vénitienne de Pontevico, placée de l'autre côté. Pescaire, reconnaissant le danger de sa situation, et profitant de la lenteur du général français, retira pendant la nuit ses troupes de Rébecco, sans leur laisser deviner le péril où elles s'étaient trouvées. Lautrec avait voulu différer jusqu'au lendemain l'attaque que le duc d'Urbin et André Gritti lui avaient suggérée ; mais le lendemain son ennemi s'était mis en lieu de sûreté (1).

Lautrec avait dans son armée, comme on l'a dit, près de vingt mille Suisses, et le cardinal de Sion en avait amené presque autant à l'armée du pape. La diète helvétique voyait avec effroi ses concitoyens sur le point de verser le sang les uns des autres pour une querelle étrangère : elle leur envoya l'ordre de rentrer dans leurs foyers; surtout elle menaça de châtiments ceux qui, au mépris des alliances récemment conclues avec la France, s'étaient engagés à servir contre cette puissance; mais l'autorité des magistrats avait beaucoup moins d'influence sur eux que les intrigues de Matthias Schiner, cardinal de Sion, et l'adresse du cardinal Jules de Médicis, que Léon X avait envoyé à l'armée comme légat. D'ailleurs l'animosité nationale, si vivement excitée pendant les guerres de Louis XII, n'avait point été complétement éteinte par la dernière paix. De plus les Suisses de l'armée française étaient blessés de la hauteur et de la défiance de Lautrec ; ils étaient refroidis par sa lenteur; ils ne prenaient aucune con-

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 202. - *Galeatius Capella,* L. I, f. 10. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Avali,* L. II, p. 303. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 179. — *Jacopo Nardi, Ist. Fior.*, L. VI, p. 289.

fiance dans ses talents, et ils se plaignaient surtout de ne point recevoir leur solde, malgré des promesses qu'on n'exécutait jamais. Les quatre cent mille écus, si solennellement annoncés au général pour la défense du Milanez, n'avaient point été envoyés de France; et une souveraineté était sacrifiée à une intrigue de cour par la mère même du roi, qui avait détourné cet argent (1).

Bientôt la désertion diminua rapidement le nombre des Suisses, qui formaient tout le nerf de l'armée de Lautrec. Ne se sentant plus en mesure de tenir la campagne entre l'Oglio et le Pô, il se retira sur l'Adda, avec l'intention d'en défendre le passage, et de couvrir ainsi Milan. Il garnit de redoutes tous les bords de la rivière, et s'établit lui-même à Cassano, pour surveiller toute sa ligne. Prosper Colonna, arrivé vis-à-vis de lui à Rivolta, parut vouloir jeter dans ce lieu même un pont sur l'Adda, et fixa ainsi son attention. Lautrec avait fait enlever ou détruire tous les bateaux de la rivière; mais Francesco Moroni, un des émigrés milanais, en découvrit trois dans le Brembo, qui se jette dans l'Adda : il les y fit amener, et il commença à faire passer le fleuve par quelques compagnies italiennes, à Vavrio, sept milles au-dessus du quartier général de Lautrec. Ce passage ne pouvait s'effectuer qu'avec une lenteur extrême, au moyen de trois petits bateaux, et les fantassins italiens, bientôt soutenus par les Espagnols de Pescaire, avaient peine à maintenir le poste où ils avaient débarqué sur la droite de l'Adda, d'abord contre Ugo de Pépoli, ensuite contre Lescuns, que son frère Lautrec chargea de les repousser dans la rivière. Il s'écoula quatorze heures avant qu'il leur fût arrivé assez de monde pour qu'ils n'eussent plus rien à craindre. Lautrec laissa une troisième fois échapper, par sa lenteur, le succès qui lui était offert; et il se retira à Milan avec son armée découragée (2).

Les intrigues des cardinaux de Sion et de Médicis avaient si bien réussi auprès des Suisses de l'armée de Lautrec, qu'il ne lui

(1) *Galeatius Capella, de Bello Mediolan.*, L. I, f. 11. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XIV, p. 205. — Mémoires de Martin du Bellay, L. I, p. 181.

(2) *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Avali Piscarii*, L. II, p. 306. — *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XIV, p. 207. — *Galeatius Capella*, L. I, f. 11. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 182. — *Scipione Ammirato*, L. XXIX, p. 340. — *Georgens von Frundsberg, Kriegsthaten*, Buch II, f. 32.

en restait pas plus de quatre mille. Cependant il résolut encore de défendre l'enceinte des faubourgs de Milan, tandis que Prosper Colonna, au lieu de marcher directement sur cette ville, s'arrêtait à Marignan, indécis s'il n'irait point prendre ses quartiers d'hiver à Pavie. Des pluies continuelles avaient abîmé tous les chemins, et retardaient l'artillerie : enfin, trois jours après le passage de l'Adda, le 19 novembre, comme la nuit approchait déjà, l'avant-garde de l'armée de la ligue se présenta devant les murs du faubourg de Milan, entre la porte Romaine et la porte Ticinèse ; les Vénitiens chargés de les garder les abandonnèrent lâchement, sans essayer de défendre leur poste. Le marquis de Pescaire franchit le premier, avec quatre-vingts fusiliers espagnols seulement, le rempart de terre qu'on avait tout récemment élevé : bientôt il fut suivi par toute son infanterie ; et poursuivant l'avantage qu'il venait d'obtenir, il entra dans la ville, dont la porte lui fut livrée par la faction gibeline, avec autant de facilité qu'il était entré dans le faubourg (1).

Lautrec ne savait point que l'armée de la ligue eût quitté Marignan ; il croyait que les pluies, qui n'avaient cessé de tomber, rendaient impossible de faire approcher l'artillerie, et il se promenait désarmé dans la ville, avec une pleine sécurité, au moment même où l'ennemi y était déjà entré ; tandis que son frère, Lescuns, dormait encore, accablé des fatigues de la veille. Leur négligence les perdit ; ils crurent sans remède un événement auquel ils ne s'étaient point préparés : au lieu de disputer le terrain, comme ils pouvaient encore le faire, contre une armée étonnée de sa victoire, partagée entre la ville, les faubourgs et la campagne ; harassée d'avoir été tout le jour exposée à une pluie froide, et inquiète d'avoir à se loger dans des rues qu'elle ne connaissait point, au milieu d'ennemis, et dans une obscurité profonde ; il se retira cette nuit même à Como, d'où il passa ensuite à Lonato, dans l'État de Brescia, prenant pour l'hiver ses quartiers dans le territoire vénitien, où il se croyait à l'abri d'une nouvelle attaque (2).

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 209. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Avali,* L. II, p. 308. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 184. — *Galeatius Capella,* L. I, f. 12. — *Georgens von Frundsberg,* Buch. II, f. 32.

(2) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 210. — *Pauli Jovii Vita Ferdin. Piscarii,* L. II, p. 309. — *Galeatius Capella,* L. I, f. 13. — Mémoires de Martin du

Le sort du duché de Milan paraissait de nouveau décidé par une révolution plutôt que par une conquête. Lodi et Pavie, et bientôt après Plaisance et Crémone, ouvrirent avec empressement leurs portes aux vainqueurs. Crémone fut, à la vérité, reprise par Lautrec : mais en même temps les Français avaient évacué Parme par ses ordres; et Alexandre Vitelli, l'un des capitaines du pape, y était entré. Le marquis de Pescaire avait pris Como par capitulation; il s'était engagé, envers le sieur Vandenesse, qui y commandait, à faire respecter les propriétés des soldats et celles des habitants : mais son infanterie espagnole força la garde qu'il avait mise sur la brèche, et pilla la ville avec cette férocité qui était devenue son caractère national; arrachant par d'affreux tourments, aux riches citoyens, la révélation de leurs richesses, et en laissant périr un grand nombre à la torture. Pescaire, qui voulait à tout prix gagner l'affection des Espagnols, ferma les yeux sur cette atrocité, et éluda le cartel de M. Vandenesse, qui le défiait pour avoir faussé sa foi (1).

Mais, au milieu de ces combats, un événement inattendu rendit douteuse l'issue d'une guerre commencée avec de si brillants succès. Le 24 novembre, Léon X, qui était alors à son jardin de Maliana, reçut la nouvelle de la prise de Milan. Le canon de fête qu'on tirait pour cette victoire, au château Saint-Ange, retentit pendant toute la journée. Léon paraissait au comble de la joie : il se proposait d'assembler un consistoire, pour communiquer aux cardinaux cette bonne nouvelle, et ordonner des actions de grâces dans tous les temples; mais, entré dans sa chambre, il commença, quelques heures après, à se sentir incommodé (2). Il se fit transporter à Rome, sans croire cependant courir aucun danger; sa maladie ne s'annonçait que comme une fièvre catarrhale : tout à coup elle redoubla de violence, et il en mourut, contre l'attente universelle, le 1er décembre, après avoir régné

Bellay, L. II, p. 185. — *Paolo Paruta, Ist. Ven.*, L. IV, p. 286. — *Fr. Belcarii*, L. XVI, p. 498. — *Paolo Giovio, Vita di Leone X*, L. IV, f. 100. — *Jacopo Nardi*, L. VI, p. 289. — *Giov. Cambi*, T. XXII, p. 287.

(1) *Fr. Guicciardini*, T. II, L. XIV, p. 211. — *Pauli Jovii Vita Ferdinandi Avali Piscarii*, L. II, p. 313. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 187.

(2) *Parisii de Grassis Diarium curiæ Rom.*, T. IV, p. 384; *apud Rayn. Annal. eccles.*, 1521, § 109, p. 342.

huit ans huit mois et dix-neuf jours, et être parvenu à sa quarante-septième année. Son trésor était épuisé, et il aurait eu bientôt à lutter avec les plus grandes difficultés pour continuer la guerre : mais il ne connut que le succès de ses armes, et non l'embarras qui devait les suivre. Pendant sa maladie, il reçut la nouvelle de la prise de Plaisance ; et le jour même où il mourut, celle de la prise de Parme lui parvint encore. C'était l'événement qu'il avait le plus ardemment désiré; et il avait affirmé, au cardinal de Médicis, qu'il l'achèterait volontiers au prix de sa vie même (1).

Cette mort si inattendue d'un pape qui avait tant d'ennemis, ne fut pas exempte du soupçon de poison. Son échanson Bernardo Malaspina lui avait offert, à souper, le jour qui précéda sa maladie, une coupe de vin ; et le pape, après l'avoir bu, s'était retourné d'un air irrité, et lui avait demandé où il avait donc pris un vin si mauvais et si amer. Le pape étant mort dans la nuit du 1er décembre, le même échanson voulut, le lendemain, sortir de Rome au point du jour, avec des chiens, comme s'il allait à la chasse : les gardes de la porte Saint-Pierre, étonnés qu'un domestique du pape voulût aller à la recherche de ses plaisirs, le matin même de la mort de son maître, l'arrêtèrent sur ce seul indice; mais, nous disent Giovio, Nardi et Paris de Grassis, le cardinal Jules de Médicis, à son retour à Rome, le fit relâcher, et ne voulut permettre aucune recherche sur une accusation d'empoisonnement, « de peur que le nom de quelque grand prince ne s'y » trouvât mêlé, et qu'on ne le rendît ainsi l'ennemi implacable de » sa famille (2). »

(1) *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 212.—*Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV. p. 100. — *Jacopo Nardi,* L. VI, p. 290. — *Onofrio Panvino, Vite de' Pontifici, in Leone X,* f. 262. — *Scipione Ammirato,* L. XXIX, p. 341. — *Fr. Belcarii,* L. XVI, p. 499. — Mémoires de Martin du Bellay, L. II, p. 192. — *Gior. Cambi,* T. XXII, p. 189. — *Petri Bizarri,* L. XIX, p. 451. — *Paolo Paruta,* L. IV, p. 289. — *Galeatius Capella,* L. I, f. 14.

(2) *Paolo Giovio, Vita di Leone X,* L. IV, f. 101. – *Jacopo Nardi, Ist. Fior.,* L. VI, p. 291. — *Parisii de Grassis, apud Raynald. Ann. eccles.,* 1521, § 110, p. 343. — *Fr. Guicciardini,* T. II, L. XIV, p. 212. — *Galeatius Capella,* L. I, f. 14.

FIN DU TOME SEPTIÈME.



TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME SEPTIÈME.

FIN DE LA TABLE DU TOME SEPTIÈME.

